

Jacques-François Bonaldi

# CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Réponses à un président des États-Unis



## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

*La Havane, 27 mars 2016 (Pâques)*

Maintenant que les flonflons de la fête se sont éteints (ou presque), maintenant que la nouveauté « jet-set » de la première visite à Cuba d'un président étasunien en quatre-vingt-huit ans (Dieu sait si les médias et les protagonistes nous ont ressassé ce message à tour de bras !) a été remplacée par une autre : le premier concert de Rolling Stones à La Havane en cinquante-huit ans de Révolution, avec différents « peoples » de marque, dont Richard Gere et Naomi Campbell) venus spécialement pour la circonstance (mais il y a sûrement dû en avoir d'autres), maintenant que l'aspect juvénile et la fausse bonhomie d'Obama cèdent la place à la dure réalité du jour-le-jour, peut-être serait-il bon et utile de revenir, non sur ce qu'il a fait (là-dessus, reconnaissons que la Maison-Blanche et ses conseillers en tous genres ont bien mitonné les choses et sont parvenus à nous présenter une image assurément sympathique et quasiment « potable » de son premier locataire noir), mais sur ce qu'il a dit et sur les idées qu'il a avancés publiquement à trois moments différents : le lundi 21 mars, avec sa conférence de presse conjointe avec Raúl Castro et sa participation au Forum d'affaires réunissant des « travailleurs à leur compte » et des chefs d'entreprises publiques, le ministre du Commerce extérieur et de l'Investissement étranger, Rodrigo Malmierca, etc., et le mardi 22, le clou du spectacle, le moment clef, ses « *remarks* » au peuple cubain dans le Grand Théâtre (autrefois García Lorca, et maintenant Alicia Alonso) de La Havane, brillant de tous ses feux suite à une restauration ayant pris plusieurs années, en présence de Raúl et d'un groupe des hauts dirigeants de la Révolution cubaine, transmises en direct à la radio et à la télévision nationale à tout le pays. Il a eu d'autres interventions, notamment avec treize « dissidents » triés sur le volet à l'ambassade étasunienne, juste avant son départ pour Buenos Aires (une réunion, soit dit en passant, et ce n'est sans doute pas un détail, qui a duré une heure et demie, soit plus qu'aucune autre de ses prestations : conférence de presse, forum d'affaires et « *remarks* », dont on sait, pour ces dernières, qu'elles ont duré selon les calculs précis de la Maison-Blanche, trente-huit minutes (10 h 10-10 h 48), mais nous n'en connaissons que ce qu'ont bien voulu nous en faire savoir les « dissidents » eux-mêmes, dont on sait que la vérité n'est pas spécialement l'autel sur lequel ils sacrifient...) Donc, trois interventions publiques, toutes télévisées en direct au reste du pays.

Mais, sans oublier complètement les autres, je vais m'en tenir au plat de résistance : son intervention au Grand Théâtre de La Havane, qui était, je le répète, le clou du spectacle, le moment où un président étasunien allait faire savoir **directement** au peuple cubain, pour la première fois en quatre-vingt-huit ans selon le cliché susmentionné, sa « vision du monde ». Je signalerai d'abord que le spectacle avait été préparé pour « frapper les esprits », pour impressionner le petit peuple, en lui faisant croire qu'Obama « improvisait ». Et, de fait, même un ami qui n'est pas tombé de la dernière pluie et qui a suivi sa prestation depuis la France s'est fait avoir, s'étonnant de sa capacité dans ce domaine. Nous nous serions tous laissés prendre, d'ailleurs, si la presse ne nous avait pas informés ensuite qu'il y avait bel et bien un téléprompteur sur la scène, mais absolument *high tech*, un appareil invisible qui ne ressemble en rien aux dispositifs que l'on connaît normalement sous ce nom quand on n'est

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

pas un spécialiste et qu'on n'aperçoit que sous un certain angle. Dans une société dont l'informatisation n'est pas encore le fort, loin de là, et où les derniers cris de la technologie sont plutôt du domaine des centres de recherche scientifique qu'à portée de main du citoyen lambda dans sa vie quotidienne, les organisateurs du spectacle ont pensé qu'il fallait « impressionner », et ils ont réussi leur coup, reconnaissons-le. Mais il fallait aussi surtout, je pense, préserver l'image d'un président « cool », maîtrisant son dossier, à l'aise devant tous les auditoires, proche de son public, ce qui n'était généralement pas le cas de ses prédécesseurs, sauf rares exceptions.

Mais je me demande aussi – mais là je m'avance beaucoup, quoique ma présomption ne soit pas si farfelue qu'elle ne paraît – s'il n'y avait pas là une volonté bien arrêtée de la part de ses conseillers et de son appareil de médiatisation de « faire la pige » à l'un des grands orateurs du XX<sup>e</sup> siècle, sans doute même le meilleur : Fidel Castro. Je dis que je m'avance peut-être beaucoup parce que je doute que lesdits conseillers et experts soient très familiers de ses discours... Mais allez savoir. En tout cas, sur le vu de la prestation d'Obama, Fidel l'emporte haut-la-main, tant en matière de technique que sur le plan des idées. Non, je rectifie : pas des idées en soi, mais de l'élaboration des idées. Les idées, elles, sont ce qu'elles sont : on les apprécie en fonction du lieu politique où l'on se situe soi-même. Je parle de la façon dont l'orateur les présente, dont il les élabore, dont il les enchaîne, dont il conduit ses auditeurs là où il veut les amener. Ce n'est pas pour rien qu'on parle d'art oratoire. Et, à cet égard, Fidel est un artiste exceptionnel, tandis qu'Obama ne reste tout au plus qu'un amateur, un peintre du dimanche...

Mais il me vient tout à coup à l'esprit une autre idée qui me conforte, pour ainsi dire, dans ma précédente : puisque la visite d'Obama était ciblée sur la jeunesse cubaine – on le constatera sans mal en lisant ses *remarks* – pourquoi ne pas supposer que son appareil de médiatisation avait comme objectif, entre autres, de présenter Obama comme TGO (Très Grand Orateur) ou TBO (*The Big Orator*) dans la mesure où voilà presque dix ans que Fidel s'est retiré de la vie publique et que, par conséquent, toute une génération ayant atteint « l'âge de raison politique » n'a pas connu *in vivo* ce qu'il était comme tribun ? Un jeune de vingt ans aujourd'hui n'avait alors que dix ans et était hors d'état de « saisir » à ce moment-là les deux derniers discours publics de Fidel qui remontent au 26 juillet 2006 quand, au débotté de son voyage en Argentine, sans même avoir dormi assez, sans prendre à peine de repos, il en avait enchaîné deux coup sur coup à Santiago de Cuba et à Holguín : curieusement, ce jour-là, il « pétait la forme », il offrait l'image d'un homme débordant d'énergie et d'enthousiasme, à l'abri de tout problème de santé. Las, son corps reprit ses droits, lui demanda un peu de répit au bout de ces quasiment soixante années où il l'avait usé jusqu'à la corde (la première mention publique de Fidel dans la presse cubaine remonte au 16 novembre 1946, quand il n'avait que vingt ans, par une annonce qu'il prendra la parole à l'occasion de la Journée internationale de l'étudiant) : de retour à La Havane, il fut foudroyé dans l'avion par la maladie que l'on sait.

Ainsi donc, la génération que ciblait Obama est orpheline des discours de Fidel, lesquels ont été un « facteur idéologique » fondamental dans la conscientisation de la population cubaine et son acceptation du socialisme comme mode de production économique et surtout comme mode de vie vivable... Suivre quasiment au jour le jour ce que j'ai appelé des

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

« jalons de conscience » était d'ailleurs l'un des objectifs de mon *L'Empire U.S. contre Cuba. Du mépris au respect* (Paris, 1888-1889, L'Harmattan, 2 tomes). Après avoir analysé son discours du 21 janvier 1959 qui lançait l' « Opération Vérité », autrement dit la décision de la Révolution cubaine de dénoncer et de démentir les mensonges répandues par certains législateurs et sénateurs étasuniens et par la presse sur ses faits et gestes, j'y écrivais dans une tête de chapitre intitulée précisément *Les « jalons de conscience »* (pp. 121-124) :

Aucun historien de profession, que je sache, ne s'est penché sérieusement sur ce discours du 21 janvier 1959 et sur les précédents, et c'est à peine si on les mentionne. Or, ils projettent une lumière tout à fait éclairante sur la pensée politique de Fidel au début de la révolution. La première chose qu'il semble falloir y relever, c'est cette allusion à la volonté du peuple cubain de *se libérer* « non seulement politiquement mais aussi économiquement ». Comment glisser, comme si de rien n'était, sur cette expression qui en dit pourtant si long quand on en tire toutes les conséquences dans le cadre d'une société néo-colonisée et dépendante, ainsi qu'à la lumière des analyses sommaires que nous avons faites dans notre Introduction ? Comment Cuba pourrait-elle y parvenir sans se heurter aux intérêts étasuniens ? Il paraît superflu d'épiloguer ou de gloser : la vision de Fidel indique nettement une direction à suivre. C'est là, déjà, tout un programme politique ! Et pour bien indiquer qu'il ne s'agit pas d'une expression lancée à la légère, Fidel la reprendra dans un discours du 3 février à Guantánamo.

Ces discours – mais surtout celui du 21 janvier – prouvent aussi autre chose que, là encore, bien peu d'observateurs et historiens de métier semblent avoir noté : l'attitude et le ton de Fidel ne reflètent pas seulement une exaspération devant le fait concret des attaques et des critiques, mais aussi, et surtout, un refus générique de ce que les États-Unis représentent en soi comme système de gouvernement, comme porteurs de l'idéologie « monde libre ». On ne saurait passer sous silence, sans pécher contre la vérité, *ces attaques mordantes, sarcastiques, de la « démocratie »* telle qu'elle est pratiquée dans les *systèmes dits représentatifs* qui gouvernent censément, selon l'étymologie, pour et par le peuple. Autrement dit, *dès ses premières manifestations publiques* en tant que dirigeant de la Révolution cubaine, Fidel tient – et ce n'est pas un hasard – à *se démarquer d'un certain mode de concevoir et de penser le politique*, à signifier son refus de certains « fétiches » devant lesquels le « monde libre » se prosterne, en premier lieu cette prétendue démocratie qui a cours en Occident, dont Cuba était d'ailleurs affublée et dont plus de deux siècles de pratique ont révélé tout le clinquant. C'est là un point qui indique mieux que beaucoup d'autres pourquoi Fidel se heurtera rapidement aux États-Unis : il ne critique et ne critiquera pas un point de détail – l'attitude concrète de la Maison-Blanche envers Cuba – mais l'essentiel, à savoir les États-Unis comme incarnation de l'impérialisme et de l'idéologie capitaliste, et non par phobie antiyankee, mais parce que le voisin du Nord s'estime en droit, au nom de cette idéologie, de décider de ce qui convient et ne convient pas à Cuba. Qu'on se rappelle par ailleurs l'ironie cinglante dont Fidel avait fait preuve sur ce même thème dans sa plaidoirie d'octobre 1953, et l'on se rendra compte aisément que, six ans après, il n'a pas modifié d'un iota ses conceptions !

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Vingt-huit ans de révolution cubaine nous ayant sans doute trop familiarisés avec les philippiques de Fidel contre les États-Unis, il est donc indispensable de faire un saut en arrière dans le temps et de se replacer dans le contexte de l'époque : en 1959, aucun homme politique en Amérique latine – et vraisemblablement ailleurs dans le « monde libre » – n'avait jamais encore osé parler sur ce ton à la Maison-Blanche et à son *establishment*, dénuder aussi crûment leur politique, briser de la sorte les idoles sur lesquelles ils fondent leur existence. Le rappel de l'abomination d'Hiroshima et de Nagasaki a dû faire grincer bien des dents à Washington. Et c'est là qu'apparaît un autre jalon : il n'est pas besoin de beaucoup de perspicacité pour saisir dans quel courant de pensée, qui n'est évidemment pas celui du « monde libre », se situe implicitement Fidel en matière d'interprétation de l'histoire contemporaine, et ceci, joint au mépris qu'il affiche pour les attributs extérieurs de la démocratie représentative, permet de définir plus nettement les contours de l'homme politique. Par ailleurs, parler d'égal à égal avec les administrations étasuniennes sans se confondre en courbettes était, au plein sens du mot, tout bonnement inouï dans l'Amérique latine de 1959 !

Ainsi donc, dès les premiers jours de la Révolution, Fidel s'inscrit en faux contre le « plattisme », ce rejeton bâtard du « fatalisme géographique » selon lequel les États-Unis sont inévitablement liés, pour le meilleur mais surtout pour le pire, au destin de l'Amérique latine, à plus forte raison de Cuba, à cause de leur proximité et de leur puissance. Et il s'y emploie en bon pédagogue, non en partant de la théorie, mais en prenant comme exemple un fait que tout le peuple cubain est à même de constater : les criaileries qui se sont élevées aux États-Unis, la mauvaise foi des détracteurs, leurs exagérations scandalisées et scandaleuses, la conception colonialiste qui s'y est fait jour. Que les dévots des États-Unis, les admirateurs de leur puissance se rendent bien compte de quelle manière ceux-ci nous traitent, alors que nous n'avons rien fait qui puisse justifier qu'on nous parle sur ce ton, voilà ce sur quoi insiste Fidel. Déjà, donc, il s'attache à réécrire l'histoire, à remettre les choses dans le bon sens, tant il est vrai qu'un processus de libération nationale implique que le peuple en question cesse de se voir à travers les yeux du dominateur, se débarrasse des œillères que celui-ci lui a imposées et se regarde tel qu'il est. Fidel pose là les premières pierres de la pensée anti-impérialiste au sein du peuple cubain, mais avec suffisamment d'art pour ne jamais prononcer le mot pour l'instant. *Premiers jalons d'un retournement de conscience qui conduira, sans solution de continuité, à l'acceptation du socialisme en un peu moins de deux ans et demi.*

Le ton oratoire de Fidel mérite enfin qu'on s'y arrête un instant. À quoi se doivent, par exemple, les *exagérations manifestes* qui apparaissent çà et là dans son discours, notamment dans le cas des derniers extraits cités ? Il est bien évident, en effet, que le peuple cubain, en ce 21 janvier 1959, est loin d'être libre et pleinement souverain, le renversement de Batista n'étant pas synonyme de ce concept. Par ailleurs, la Révolution n'ayant encore pris aucune mesure pour se libérer économiquement, il est douteux que les intérêts étasuniens éventuellement concernés soient directement au départ de la campagne d'accusations déclenchée aux États-Unis. On pourrait donc très aisément reprocher à Fidel de « forcer la note », d'inventer pour les besoins de la cause, voire, à la limite, de mentir purement et simplement. Ce sera d'ailleurs là un motif de malentendu entre les États-Unis et Cuba. Parce qu'il y aura constamment un décalage entre le temps

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

concret où s'inscrivent les événements courants et le temps pour lequel parle Fidel : tandis que les cercles dirigeants nord-américains voient dans ses arguments une exagération manifeste – qui ne peut que l'être effectivement de leur point de vue – Fidel doit parler pour l'avenir, autrement, dit mettre en garde sans tarder le peuple cubain contre ce qui devra survenir inexorablement entre les deux gouvernements et les deux pays. (« *Quand nous diminuerons les tarifs des téléphones, vous verrez comme la campagne contre nous va s'intensifier* », précisera-t-il.) L'éloquence de Fidel ne relève pas du beau style, mais d'une *technique pédagogique révolutionnaire consistant à se situer toujours au-delà de l'événement pour tracer une voie et orienter les masses, afin que celles-ci ne soient jamais prises de court*. Fidel sait que les agressions et représailles viendront un jour, et il en avertit d'avance. Quel meilleur démenti, soit dit en passant, ceci n'apporte-t-il pas aux partisans du « butinage idéologique et politique » de Fidel : ne voit-on pas là la preuve que celui-ci avait bel et bien en tête un type de révolution qui ne pourrait jamais être « digestible » – laquelle pourrait-elle l'être, d'ailleurs ? – pour les États-Unis ? On n'apprécie bien les discours de Fidel que quand on saisit pleinement leur *fonction-clé de conscientisation révolutionnaire*, ce qui explique pourquoi il parlera à en perdre la voix – au sens littéral du terme – dans les premières années de la Révolution.

Au fond, le plus intéressant du point de vue historique, c'est la situation dans laquelle les événements situent l'un et l'autre en ce qui concerne leur capacité à convaincre. Écoutant à la TV (je n'ai pas eu l'honneur de faire partie des invités triés sur le volet présents dans la salle) les *remarks* d'Obama, le mardi 22 mars, je ne pouvais m'empêcher de faire la comparaison. La Révolution cubaine avait offert en effet au président des États-Unis son plus bel écrin : un splendide théâtre à l'italienne refait quasiment à neuf après plusieurs années de travaux, brillant de tous ses feux, lambris et dorures ; une claque inconditionnelle, autrement une partie de son escorte de huit cents personnes ; des Cubains respectueux prêts à avaler sans broncher les pires couleuvres, entre autres les membres du gouvernement ; une technologie dernier cri, je l'ai dit, qui permet de faire semblant d'improviser alors qu'on lit bel et bien un discours préparé d'avance, donc de se montrer décontracté ; une répercussion internationale instantanée grâce aux énormes progrès faits de nos jours en matière de télécommunication (Internet, smartphones, etc.), et tout ça pour qu'Obama puisse non seulement faire l'article du capitalisme, en dire monts et merveilles, en vanter les bontés, mais en plus (ce qui, on en conviendra, n'est guère élégant de la part d'un invité) tirer l'oreille à ses hôtes pour certains aspects de leur société qui n'ont pas l'heur de lui plaire et leur donner des conseils assez impératifs, voire pas mal arrogants, sur la façon dont ils devraient s'y prendre pour « être dans la norme » et le « politiquement correct ».

Je pensais alors à Fidel et aux conditions si adverses dans lesquels il avait dû faire son métier de tribun révolutionnaire : des places publiques sujettes aux aléas du climat (chaleur étouffante, vents ou pluies éventuels, mauvais temps), non devant un parterre de dignitaires et de sages invités, mais face à des centaines de milliers de personnes, amis et ennemis (je parle des premières années), révolutionnaires et contre-révolutionnaires, travailleurs passionnés et assassins payés, courant le risque de se faire abattre par un quelconque des si nombreux tueurs entraînés par la CIA et voués à sa perte.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

D'un côté, le président sûrement millionnaire (on ne peut y être le premier sans être le second...) du pays le plus riche au monde, fort de l'autorité découlant du poste qu'il occupe à la Maison-Blanche, devant qui ses pairs et les autres gouvernements s'inclinent dans le respect, la reconnaissance ou le tremblement parce que sa puissance est redoutable et qu'il a les moyens d'imposer ses vues de gré ou de force ; de l'autre, un jeune guérillero de trente-trois ans à peu près inconnu hors de son pays, qui a réussi en à peine un peu plus de deux ans (2 décembre 1956-31 décembre 1958) à bouter du pouvoir un dictateur soutenu par cette même puissance incommensurable, qui a derrière lui une bonne partie d'un peuple dont l'histoire est faite, sans parler des autochtones rapidement décimés par un travail servile, de quatre siècles de colonialisme espagnol (1492-1898), de quatre ans d'occupation militaire (1898-1902) et de presque soixante ans d'un néocolonialisme peaufiné par ledit pays (1902-1958), d'un peuple qui n'a jamais su ce que démocratie authentique voulait dire, d'un peuple qui n'avait pu jusque-là prendre en mains ses destinées.

D'un côté, le « maître du monde » qui doit convaincre son auditoire cubain des merveilles du capitalisme dont il parle en tant que partie prenante et premier défenseur au monde compte tenu de sa fonction, premier rempart contre les « ennemis », pas exactement élevé dans le sérail, mais formaté en tout cas dans le cadre d'un univers politique où rien n'est laissé au hasard et surtout où l'argent règne en maître et qui ne permettra jamais au citoyen lambda, au quidam sans le sou d'occuper le Salon ovale. De l'autre, un homme précisément sans le sou, qui n'a pour lui d'autre richesse morale que celle qu'offre le fait d'avoir risqué sa vie pour ses idées et ses convictions, un homme hanté par l'aspiration à délivrer le peuple dont il fait partie de toutes tutelles, un homme qui pouvait reprendre textuellement à son compte ce qu'écrivait un illustre prédécesseur, José Martí, à son grand ami mexicain Manuel Mercado, le 6 juillet 1878, alors qu'il n'avait que vingt-cinq ans, après avoir appris que l'amnistie avait été signée entre l'Armée de libération et le colonialisme espagnol, qu'il n'y aurait donc pas d'indépendance pour Cuba, malgré dix ans de guerre, et que sa famille exilée avec lui au Mexique le presse de rentrer dans l'île :

...j'ai décidé de partir. Où ? À Cuba, me disaient mes devoirs de famille, mon fils qui va naître, les larmes de Carmen et la perspicacité de son noble père. Partout ailleurs qu'à Cuba, me disaient la logique historique des événements, mes goûts on ne peut plus libres, le plaisir douloureux avec lequel je me suis accoutumé à savourer mes amertumes, ma croyance absolue – fondée sur la nature des hommes – qu'il était impossible que la guerre dépérisse à Cuba. Et pourtant, la guerre a dépéri ; la nature a été mensongère, et une trahison incompréhensible a pu davantage que tant de vexations terribles, que tant d'injures inoubliables ! Transi de douleur, je sais à peine ce que je dis. Est-ce à vous que j'ai à dire combien de propos superbes, combien de sursauts puissants bouillonnent en mon âme ? *Que je porte mon malheureux peuple dans ma tête et qu'il me semble que c'est d'un souffle mien que dépendra un jour sa liberté ?*

C'est à cette haute source morale (et politique) que n'a cessé de s'abreuver Fidel sa vie durant, dès son plus jeune âge, si bien qu'on trouve dans ses écrits des dizaines et des dizaines de citations de Martí et de renvois à ses œuvres et à ses pensées. Ainsi s'exclamerait-il devant ses juges, lors du procès de la Moncada, le 16 octobre 1953 :

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

À ceux qui, de ce fait, me traitent de rêveur, je dis comme Martí : « L'homme véritable ne regarde pas de quel côté l'on vit mieux, mais de quel côté se trouve le devoir, et c'est lui le seul homme pratique dont le rêve d'aujourd'hui sera la loi de demain, car celui qui aura posé les yeux dans les entrailles universelles et vu bouillonner les peuples, flamboyants et ensanglantés, dans le creuset des siècles, sait que l'avenir, sans une seule exception, se trouve du côté du devoir. » (*L'Histoire m'acquittera*, Paris, 2013, Le Temps des Cerises, p. 56, traduction et notes de Jacques-François Bonaldi, la citation de Martí se trouvant in « Discurso en conmemoración del 10 de octubre de 1868, in Hardman Hall, Nueva York », le 10 octobre 1890, O.C., t. 4, p. 247.)

D'un côté, un homme épaulé par le gigantesque appareil de reproduction idéologique de la pensée (presque) unique et dominante dont on sait à l'usage qu'il ne s'embarrasse guère (l'appareil, veux-je dire) de scrupules et manie le mensonge à tour de micros ou de laptops ou de smartphones, en mesure de parler haut et clair de ce qui semble, plus que jamais de nos jours, une vérité éternelle ; de l'autre, un homme qui devait entreprendre de convaincre son peuple que ce mode de production n'était pas un des universaux incontestables, mais sans jamais le dire trop fort ni trop net pour ne pas éveiller des soupçons ombrageux du tout proche gouvernement qui en était et reste le rempart, à plus forte raison sans jamais pouvoir dire, dans les premiers temps, qu'il existait une solution de rechange à ce système-là, parce que ç'aurait été signer son arrêt de mort avant même d'avoir pu atteindre son objectif.

Ce préambule fait, qu'il me semblait important d'introduire, j'entrerai dans le vif de mon sujet : commenter ce qu'a dit Obama paragraphe par paragraphe, idée après idée.

J'ai traduit bien entendu à partir de son allocution originale anglaise, publiée sur le site de la White House. Et là, un premier point attire l'attention. L'un des liens du « From the Press Office » s'intitule : *Speechs and Remarks*. Quand on l'ouvre à la date du 29 mars 2016 (jour où j'écris), on trouve : « [Remarks by the President in Panel Discussion at the National Prescription Drug Abuse and Heroin Summit](#) » ; à celle du 28 mars : « [Remarks by the President at the 2016 Toner Prize Ceremony](#) » ; « [Statement by National Security Council Spokesperson Ned Price on National Security Advisor Susan E. Rice's Meeting with Foreign Minister Mevlut Cavusoglu of Turkey](#) » ; « [Remarks by the President and First Lady at the 2016 Easter Egg Roll](#) » ; au 26 mars : « [Weekly Address: Defeating ISIL](#) » ; au 24 mars : « [Remarks by President Obama and President Macri of Argentina at Parque de la Memoria](#) » ; au 23 mars : « [Remarks by President Obama and President Macri of Argentina in Exchange of Toasts at State Dinner](#) » ; « [Remarks by President Obama in Young Leaders of the Americas Initiative Town Hall](#) » ; « [Remarks by the First Lady on Let Girls Learn to Argentine High School Students](#) » ; au 22 mars : « [Discurso del Presidente Obama al Pueblo Cubano](#) » ; « [Remarks by The First Lady Dedicating a Gift to The Cuban People](#) » ; « [Remarks by President Obama to the People of Cuba](#) » ; au 21 mars : « [Remarks by President Obama at an Entrepreneurship and Opportunity Event—Havana, Cuba](#) » ; « [Remarks by the First Lady and Soledad O'Brien During a Girls' Education Discussion with Cuban Students](#) » ; au 20 mars : « [Remarks by President Obama at U.S. Embassy Meet and Greet—Havana, Cuba](#) ».

Curieusement, on cherche des *speeches* sans en trouver. Par ailleurs, les seuls *address* (« Weekly Address ») sont ceux qu'Obama fait chaque semaine. Donc, le gros des textes sont

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

des *remarks*, que le site de la Maison-Blanche, dans le cas du 22 mars au Grand Théâtre : *Remarks of President Obama to the People of Cuba*, traduit en espagnol par *discurso*, donc « discours ». Je ne suis pas un spécialiste des normes présidentielles en matière de communication, mais je suppose que si on qualifie son allocution du 22 mars non d'*address* ou de *speech*, autrement dit de discours ou d'allocution, mais de simples « remarques » ou « commentaires » ou « réflexions », il doit bien y avoir une raison. Laquelle ? Je ne peux faire que des hypothèses. Là encore, s'agit-il de desserrer encore d'un cran le caractère officiel de cette rencontre au Grand Théâtre, de souligner la bonhomie du personnage affublé de la toute-puissance que lui donne son poste, de mettre en valeur le style « décontracté », « à la bonne franquette » dont on lui a fait une image internationale, d'un président « pas comme les autres » ? A-t-on pensé à la Maison-Blanche que les remontrances, admonestations, avertissements, blâmes et autres réprimandes dont son discours est lardé passeraient mieux s'ils étaient enveloppés dans du papier-cadeau, au fond de simples « réflexions », et non présentés toutes griffes dehors ? Je ne doute pas un instant que ce côté « cool » ait été peaufiné d'avance par les experts ès communication de la Maison-Blanche, car, je le répète, nous avons eu droit à un discours préparé d'avance, non à une improvisation.

J'ai traduit le plus littéralement possible pour ne rien changer à la forme du discours, respectant la ponctuation anglaise même là où le bon français exigerait dans sa propre logique, par exemple, non un point, mais une virgule, et ce pour respecter le rythme même de l'élocution, le phrasé de la rédaction écrite, dont on constatera sans mal qu'elle est faite de phrases très courtes destinées d'une part à faciliter un accès immédiat, d'autant que leur compréhension par l'audience plus vaste que visaient Obama et ses experts, à savoir la population cubaine rivée à ses postes de radio et de télévision, passait par l'interprétation bilatérale, d'autre part à faire choc sur ses auditeurs, comme pourraient le faire des slogans...

**REMARKS DU PRÉSIDENT OBAMA  
À L'ADRESSE DU PEUPLE CUBAIN**  
Gran Teatro de la Habana, La Havane (Cuba), 10h10

\*\*\*\*\*

**PRÉSIDENT OBAMA : Je vous remercie (*applaudissements*). « *Muchas gracias.* » Merci beaucoup.  
Merci beaucoup.**

Le lecteur constatera sans mal qu'Obama va tout du long saupoudrer ses « remarques » d'expressions en espagnol. Ça se comprend, bien entendu, puisque parler la langue de l'auditeur permet de le rapprocher de soi et de faire semblant de tendre des ponts, ce qui est de bonne guerre. Mais il faut y aller voir plus loin : en effet, Obama a cherché à s'attacher le peuple cubain bien avant le moment où son *Air Force One* atterrissait, exactement à 16 h 19, sur la piste de l'aéroport José Martí, le dimanche 20 mars. Au moins à deux reprises : d'abord, en entrant en contact avec *Pánfilo*, Luis Silva, un humoriste protagoniste de ce que certains – et même beaucoup – considèrent comme le meilleur programme télévisé de ce genre, « *Morir del Cuento* », qui se moque sans jamais aller très à fond, à travers le Cubain lambda, des travers de sa société, comme le font tous ses collègues de par le monde. Et là, ses experts en communication ont fait mouche : que le président des États-Unis *himself* décroche son téléphone pour blaguer avec un humoriste a surpris tout le monde, ce genre de « décontracté » n'étant guère dans les mœurs des dirigeants cubains dont le rapport avec la population passe par d'autres biais bien plus sérieux et formels...

L'acteur a raconté ravi comment les choses s'étaient passées. Tout est parti de la Maison-Blanche qui a eu trois conversations téléphoniques avec lui en une semaine pour peaufiner le scénario : « Je le leur envoyais et les conseillers le révisaient. On se téléphonait et on échangeait par interprète. Ils me recommandaient, entre autres de ne pas mettre tant de dialogues au président, de les simplifier. » Durant l'enregistrement de sa partie, qui a eu lieu le vendredi 18, autrement l'avant-veille de son départ pour La Havane, Obama s'est même écarté de son texte, ajoutant une expression très populaire (et à la limite selon les conditions, vulgaire) « *No me digas, qué bolá* ». En gros, le sketch est le suivant : *Pánfilo* téléphone à la Maison-Blanche pour s'enquérir de l'état du temps qu'il fera le mardi suivant pour le match de base-ball qui doit opposer la sélection nationale cubaine et les Rays de Tampa et auquel il est prévu qu'assiste Obama. C'est celui-ci en personne qui, en manches de chemise, décroche le téléphone du Salon ovale. *Pánfilo* veut être sûr qu'il s'agit bien du président et le président qu'il s'agit bien de *Pánfilo*. D'où un échange censément comique où le président étasunien utilise l'expression susmentionnée et demande qu'on aille l'accueillir à l'aéroport dans un *almendrón*, ces vieilles voitures américaines des années 50 qui servent

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

de taxis mais qui font aussi fureur auprès des touristes de toutes provenances, au point que depuis quelque temps, les Cubains n'étant jamais à court de débrouillardise, des tas de décapotables sont apparus comme les champignons après la pluie : leur propriétaires leur coupent tout simplement le toit pour en faire des cabriolets ! *Pánfilo* lui ayant dit qu'il a hâte de le voir vite dans l'île, Obama lui répond : « Moi aussi, je suis impatient. *Le peuple cubain et le peuple américain sont amis.* » Pour bien faire les choses, dès le lendemain, l'ambassade des États-Unis à La Havane place cette vidéo de trois minutes sur Facebook. Et acteur et intervieweur de considérer que cette vidéo est probablement l'événement le plus marquant de la télévision cubaine en bien des décennies, qu'elle a révolutionné la TV, que c'est un jalon historique, etc. Et *Pánfilo* annonce que lundi après-midi, Obama se réunira directement sur place avec les acteurs du programme...

L'intervieweur de son côté nous explique : « Aux États-Unis, il est courant que les présidents et les aspirants à la présidence aillent aux *reality shows* les plus importants des chaînes nationales pour participer à des sketches humoristiques avec les vedettes les plus chéries par l'audience... Là ils jouent, ils sont parodiés sans pitié, chantent, dansent, se déguisent ou se caractérisent. Ils ont besoin de sympathiser avec ceux qui les ont élus ou avec leurs probables électeurs, et gagner de nouveaux adeptes en montrant qu'ils peuvent être comme eux, qu'eux aussi rient, s'amuse, ont une famille et partagent des valeurs avec leurs concitoyens, autrement dit qu'ils sont des types normaux. » Et de critiquer, bien entendu, les présentations publiques absolument ennuyeuses des autorités cubaines...

Critique facile qui tombe à faux de son propre poids. Dieu merci, à Cuba, la politique et le politique sont un service public, pas une carrière, pas un métier, encore moins un spectacle médiatique, et c'est tellement un service à la communauté et au pays que les députés à l'Assemblée nationale du pouvoir populaire ne touchent aucun salaire ni honoraire pour occuper ce poste. La politique et le politique à Cuba ne sont pas faits pour se remplir les poches le plus vite possible ou pour camoufler sa fortune dans des paradis fiscaux avant qu'on cesse d'être député ou sénateur ou haut fonctionnaire public. Les fonctionnaires cubains n'ont pas besoin d'être sympathiques (tant mieux s'ils ne sont pas, bien entendu, des portes de prison) pour pouvoir être réélus la prochaine fois. Ce sont deux visions des choses différentes, deux approches du politique distinctes, et ce serait un énorme recul que de voir fleurir à Cuba les *reality shows* d'outre-détroit de la Floride, les carnivals grotesques auxquels donnent lieu les campagnes électorales à la mode étasunienne, ce dont un petit secteur de la population cubaine, je n'en doute pas, serait sans doute ravi. Mais laissons de vrais commentaires pour plus tard.

En tout cas, les experts de la Maison-Blanche semblent croire de toute évidence que la familiarité doit être l'arme pas du tout secrète d'Obama durant sa visite, puisqu'à peine posé sur la piste du José Martí, – et c'est là le deuxième moment où il communique avec le peuple cubain avant même le début de sa visite – il nous « twitte » à nouveau la petite expression à 16 h 22 : « *¿Que bolá Cuba? Just touched down here, looking forward to meeting and hearing directly from the Cuban people.* » Soit: « À peine atterri, je me fais un grand plaisir de rencontrer et d'écouter directement le peuple cubain. » Certains Cubains ont trouvé ça sympathique, d'autres, comme moi, y ont vu beaucoup de démagogie, voire, à la limite, de condescendance. Je me demande comment on réagirait en France si Obama arrivait en visite

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

officielle et twittait depuis Roissy quelque chose comme : « Salut les potes, ça boume ? » ou : « Ça biche ? » ou : « Alors, les copains, ça va comme vous voulez ? » Je suis bien convaincu qu'on trouverait ce ton pseudo-familier tout à fait déplacé et que la presse grincerait des rotatives, ou alors que *Charlie Hebdo* nous sortirait une de ces couvertures d'absolu mauvais goût dont il a le secret... C'est comme si Obama et ses experts en communication jugeaient qu'on peut s'adresser à un peuple du Tiers-monde plus ou moins métèque (ou interlope, comme disait Brassens) avec moins de respect qu'on en a pour un du Premier monde. Ou alors faut-il voir dans cette expression déplacée la conséquence d'une mauvaise maîtrise de la langue (pourtant Dieu sait s'il y a assez de Cubano-Étatsuniens à différentes postes de l'administration qui pourraient servir de conseillers linguistiques !), une bonne maîtrise impliquant inversement que l'on sache utiliser mots et surtout expressions à leur place, dans leur contexte et d'une façon correcte. Mais le « populaire » est voulu : dans son discours « historique » du 17 décembre 2014 où il annonçait la reprise à terme des relations diplomatiques, ses experts n'avaient-ils pas déjà jugé nécessaire d'incruster une autre expression archi-courante de la vie quotidienne cubaine : « *¡ No es fácil !* », soit, en gros, « Quelle galère ! », qui, appliquée à ce contexte, tombe une fois encore totalement à faux ? En tout cas je me suis dit, pensant aussi vulgaire qu'Obama : « C'est mal barré, cette visite ! »

\*\*\*\*\*

**Président Castro, peuple cubain, je vous remercie de l'accueil chaleureux que j'ai reçu, que ma famille a reçu, et que notre délégation a reçu. C'est un honneur extraordinaire d'être ici aujourd'hui.**

Que ce soit un événement extraordinaire, au sens littéral du terme, autrement dit « qui sort de l'ordinaire », nul n'en doute. Pour la simple et bonne raison que les relations entre les deux pays n'ont jamais été « ordinaires » ou normales depuis l'apparition des États-Unis d'Amérique (1776). Le phénomène d'expansion territoriale y ayant démarré très tôt, Cuba fit toujours partie des cibles dont ils rêvaient. Je ne vais pas retracer ici en détail l'histoire des relations entre eux, juste rappeler quelques moments et idées clef, afin de démontrer à quel point, contrairement aux idées reçues, le contentieux entre les deux pays ne remonte pas, tant s'en faut, à Fidel Castro et « sa révolution communiste » : il fait partie, pour ainsi dire à l'envers, des gènes mêmes de la nation cubaine.

24 février 1895 : les Cubains lancent, préparée et organisée par José Martí, leur troisième guerre d'indépendance en trente ans. La première, dite de Dix Ans, s'était déroulée d'octobre 1868 à février 1878, se concluant sur un pacte, celui du Zanjón, qui mettait fin aux hostilités sans concéder aux insurgés ce pour quoi ils avaient pris les armes : l'indépendance et l'abolition de l'esclavage. La « Petite Guerre », elle, dure de 1879 à 1880, mais avec seulement quelques mois de combats, quoiqu'elle mobilise un total de huit mille hommes à différents endroits de l'île. Lors de la troisième, donc, lancée en 1895, les insurgés parviennent à mettre l'armée espagnole, forte de deux cent mille hommes, sur les genoux, bien que Madrid ait mis

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

le paquet (le mot d'ordre : « combattre jusqu'au dernier homme et à la dernière peseta »). Pour la première fois, les *mambís* (les insurgés, les rebelles) sont parvenus à porter la guerre jusque dans l'Ouest du pays, la partie la plus riche, là où se trouve la capitale, ce qu'ils n'étaient jamais parvenus à faire, malgré plusieurs tentatives, durant la guerre de Dix Ans. Cette fois-ci, dès 1896, le généralissime Máximo Gómez (un Dominicain, soit dit en passant) et le général Antonio Maceo (un mulâtier, un métis, quand il prend les armes dès octobre 1868) réussissent ce qu'on appelle dans le jargon militaire *mambí* l'« Invasion », un fait d'armes digne, sur le plan stratégique, de figurer dans les annales des guerres du plus faible contre le plus fort. Parti le 22 octobre 1895 des Manguiers de Baragua, haut lieu de sa Protestation contre le pacte du Zanjón du 15 mars 1878, Maceo paradait le 22 janvier 1896 à Mantua, le point habité le plus occidental de Cuba. Dès lors, le sort de l'Espagne dans sa dernière colonie était joué : en juillet 1898, elle n'était plus en mesure de contrer l'Armée de libération cubaine.

C'est alors que le voisin du Nord décide d'intervenir dans cette guerre. Des raisons ? Il en a une, fondamentale, quasiment séculaire et ne souffrant aucune remise en question : Cuba fait partie de son environnement géographique et politique naturel et doit donc lui revenir un jour ou l'autre.

*La politique du « fruit mûr ».* Reprenons donc l'histoire rapidement. Un quart de siècle à peine après son entrée dans le concert des nations (1776), l'Union américaine a jeté son dévolu sur Cuba ! Thomas Jefferson, vice-président de la nation en 1796, puis président de 1800 à 1808, est à cet égard symptomatique de la méthode de gouvernement étasunienne en vertu de laquelle les grands principes ne sont toujours que relatifs, jamais absolus, ne sont à la rigueur qu'à usage interne, mais jamais dans les rapports avec l'étranger et ne sont applicables que s'ils vont dans l'intérêt, bien ou mal pensé, du pays. En effet, très curieusement, le rédacteur de la Déclaration d'indépendance des Treize Colonies, celui que l'histoire officielle considère presque comme le père de l'indépendance, s'opposera farouchement, de la Maison-Blanche, à reconnaître que Cuba y a droit, elle aussi ! Dès 1803, peu après l'achat de la Louisiane, Jefferson, convaincu que l'Espagne ne permettrait jamais le libre-échange entre les USA et Cuba, pense à la manière d'obtenir l'île. En novembre 1805, il affirme à l'ambassadeur britannique que le risque d'une guerre contre l'Espagne ne le dissuaderait pas d'obtenir la Floride, auquel cas « la Floride orientale et la Floride occidentale puis l'île de Cuba [...] seraient des proies faciles ». Et il envisage la guerre d'un bon œil, car, affirme-t-il à Madison en août 1807, Cuba pourrait être capturée sans grande difficulté en cas de guerre. C'est au printemps 1808 que, profitant du fait que le peuple espagnol lutte pour empêcher Napoléon de lui imposer Joseph Bonaparte, Jefferson envoie le général James Wilkinson à La Havane pour s'enquérir auprès du Capitaine général, Someruelos, si l'Espagne, compte tenu de ce changement de circonstances dans la métropole, pense se débarrasser de sa colonie. Someruelos ne fait aucun cas de cette démarche, mais l'Espagne comprend qu'elle entre dans un vaste projet des USA pour « réunir le Royaume du Mexique, Cuba et Porto Rico » sous leur férule.

Jefferson, qui abandonne la présidence début 1809, recommande à son successeur, Madison, de préparer un traité avec Napoléon en vertu duquel celui-ci, en échange de Cuba, aurait les coudées franches pour ses projets d'empire en Amérique hispanique. Il écrit en

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

avril : « Ce serait un bon prix, et aussitôt après j'érigerai au point le plus méridional de Cuba une colonne sur laquelle j'inscrirai un *nec plus ultra* pour nous dans cette direction. » Madison poursuit le projet d'annexion de Cuba selon la même formule de base : Cuba ne doit tomber aux mains d'aucune autre puissance étrangère, à plus forte raison de l'Angleterre. En 1810, il indique à son ambassadeur à Londres de faire savoir en haut lieu : « Compte tenu de sa position, les États-Unis s'intéressent si vivement au sort de Cuba que, tout en restant éventuellement inactifs, ils ne pourraient la voir de bon gré tomber au pouvoir de n'importe quel gouvernement européen qui pourrait en faire un levier contre leur commerce et leur sécurité. »

Tel est le point de départ précoce de la politique étasunienne vis-à-vis de Cuba. Pas question d'indépendance ; pas question qu'elle passe aux mains d'une tierce puissance étrangère ; qu'elle reste à l'Espagne tant qu'eux-mêmes ne seront pas en mesure de s'en emparer. Pendant une bonne partie du XIX<sup>e</sup> siècle, Cuba fut une espèce de monnaie d'échange ou de tractation entre les différentes puissances européennes présentes sur le continent américain et les États-Unis. Les fondements de cette politique reposaient sur des faits avérés : la « Perle des Antilles », couchée tel un gardien à l'entrée du golfe du Mexique et presque en vue de la Floride, pouvait servir aux mains des USA de bastion défensif, tandis qu'en d'autres mains, elle risquerait de constituer un péril dans la mesure où une puissance qui la posséderait dominerait les routes commerciales et serait en mesure d'interrompre le commerce des USA avec toutes les Antilles, de fermer le débouché du Mississippi et de menacer la côte Est du pays.

Treize ans après, une période durant laquelle les colonies espagnoles parviennent à se libérer de la mère-patrie et deviennent des États indépendants, cette politique constante est solennellement proclamée à la face de l'Europe. L'heure est critique : la Sainte-Alliance vient d'envoyer les armées françaises restaurer le « politiquement correct » en Espagne en y éliminant le libéralisme et le constitutionnalisme, et Washington redoute que le prix exigé par la France pour cet exploit ne soit Cuba ou alors celui que réclamerait l'Angleterre pour avoir aidé les libéraux espagnols face aux absolutistes de France et des autres nations européennes. Le 28 avril 1823, le secrétaire d'État, John Quincy Adams, écrit ses instructions au futur ambassadeur à Madrid, Hugh Nelson :

*Le transfert de Cuba à la Grande-Bretagne serait un événement très défavorable pour les intérêts de cette Union [...] La question, tant de notre droit que de notre capacité de l'éviter, le cas échéant, par la force, se pose de manière insistante à nos conseils, et le gouvernement est contraint, dans l'exercice de ses devoirs envers la nation, d'employer au moins tous les moyens à sa portée pour s'en garantir et l'empêcher.*

*On peut donner pour acquis que la domination de l'Espagne sur le continent américain, septentrional et méridional, a irrévocablement conclu. Mais les îles de Cuba et de Porto Rico en dépendent encore nominalement et jusqu'à un certain point réellement, puisqu'elle jouit toujours du pouvoir d'en transférer à d'autres sa domination. De par leur position, ces îles sont des appendices naturels du continent nord-américain, et l'une d'elles, Cuba, presque en vue de nos côtes, est devenue, pour une foule de facteurs, un objet d'une importance capitale pour les intérêts commerciaux et politiques de notre Union. Sa position dominante dans le golfe du Mexique et dans la mer des Indes occidentales, le*

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

*caractère de sa population, sa situation à mi-chemin entre notre côte méridionale et l'île de Saint-Domingue, son port sûr et vaste de La Havane face à une longue ligne côtière chez nous privé de cet avantage, la nature de ses productions et de ses besoins, fournissant les approvisionnements et demandant les bénéfices d'un commerce immensément profitable et mutuellement avantageux, lui donnent dans l'ensemble de nos intérêts nationaux une importance sans commune mesure avec aucun autre territoire étranger et à peine inférieure à ceux qui lient entre eux les différents États de notre Union. Les relations géographiques, commerciales, morales et politiques formées par la nature, accrues au fil du temps et sur le point d'arriver à maturité entre les intérêts de cette île et ceux de ce pays-ci sont telles en vérité que, lorsqu'on jette un regard sur le cours que prendront probablement les événements dans le bref espace d'un demi-siècle, il est quasi impossible de ne pas se laisser emporter par la conviction que l'annexion de Cuba à notre République fédérale sera indispensable au maintien et à l'intégrité de l'Union en soi. Il va de soi, néanmoins, que nous ne sommes pas encore prêts à cet événement. Des objections nombreuses et formidables se dressent à première vue à l'extension de nos possessions territoriales au-delà des mers ; des obstacles au système politique doivent être prévus et surmontés aussi bien chez nous qu'à l'étranger, mais il est en politique des lois de la gravitation tout comme il en existe en physique, et, de même qu'une pomme arrachée à son arbre natal par la tempête ne peut pas ne pas tomber par terre, de même Cuba, coupée de force de sa connexion contre nature avec l'Espagne et incapable de se soutenir toute seule, ne peut que graviter vers l'Union nord-américaine qui, en vertu de cette même loi naturelle, ne pourra pas ne pas l'admettre en son sein.*

Et Adams instruit aussi Nelson de faire savoir que « votre gouvernement souhaite que Cuba et Porto Rico puissent rester liées à l'Espagne indépendante et constitutionnelle. Vous ajouterez qu'aucun soutien ne sera apporté à aucun plan de séparation qui pourrait se former dans l'île. »

Telle est donc, parfaitement formulée, la politique que l'historiographie cubaine a qualifiée de doctrine ou de théorie du « fruit mûr » : les États-Unis attendront patiemment que Cuba tombe naturellement dans leur giron et ne feront rien – oubliant les soutiens apportés à la leur quelques dizaines d'années auparavant (j'en parle plus loin) – pour contribuer à son indépendance, alors que tout le reste de l'Amérique hispanique y a déjà accédé.

Mais il faut toutefois empêcher que d'autres puissances ne s'en emparent. D'où la proclamation de la Doctrine Monroe dont le point de départ est précisément le sort de l'Amérique latine indépendante, mais surtout et presque essentiellement celui de Cuba. Quand, toujours en avril, quelqu'un du cabinet propose que les USA et l'Angleterre déclarent solennellement qu'ils n'ont aucune ambition sur Cuba, Adams s'y oppose catégoriquement : pas question de se lier les mains face à l'avenir. Ses idées sur l'île sont parfaitement arrêtées. Il écrit à Madison : « *Il vaut mieux rester tranquilles et prêts à recevoir cette intéressante incorporation quand elle nous sera offerte spontanément. Car, assurément, son admission dans notre confédération est exactement ce qu'il nous faut pour arrondir notre pouvoir comme nation au maximum de son intérêt.* » Le président Monroe n'est pas de reste : « *J'ai toujours été d'accord avec vous qu'on ne saurait exagérer l'importance de l'île et que nous*

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

*devrions si possible l'incorporer à notre Union, en saisissant le moment le plus favorable et en espérant aussi que le jour viendra où nous pourrions le faire sans aucune rupture avec l'Espagne ou toute autre puissance.* » On comprend donc que quand, à l'été 1823, George Canning, le secrétaire au Foreign Office, suggère secrètement aux USA que leurs deux pays déclarent de concert qu'ils n'ont aucunement l'intention de récupérer l'une ou l'autre des anciennes colonies espagnoles en Amérique du Sud et qu'ils ne sauraient voir avec indifférence qu'une autre puissance s'en empare, il se heurte à une fin de non-recevoir larvée : Adams refuse une nouvelle fois de se lier les mains d'avance, et ce d'autant qu'il ne croit pas du tout possible que les puissances européennes interviennent en Amérique pour récupérer les colonies espagnoles, le seul enjeu restant donc Cuba, cette « perle » que chacun se dispute. La réponse officielle des USA tombe le 2 décembre 1823, quand le président lit la déclaration rédigée par John Quincy Adams qui contient ce que la postérité connaîtra comme la « Doctrine Monroe » :

*...l'occasion a été jugée propice pour poser, en tant que principe dans lequel les droits et les intérêts des États-Unis sont engagés, que les continents américains, compte tenu de la condition de liberté et d'indépendance qu'ils ont assumés et qu'ils maintiennent, ne sauraient être considérés dorénavant comme sujets à une colonisation future de la part d'aucune puissance européenne...*

*Les citoyens des États-Unis nourrissent les sentiments les plus amicaux en faveur de la liberté et du bonheur de leurs semblables de ce côté-ci de l'Atlantique. Nous n'avons jamais pris part aux guerres des puissances européennes sur des points les concernant, pas plus que nous n'avons tracé notre politique dans ce but. Ce n'est que lorsque nos droits ont été bafoués ou sérieusement menacés que nous nous sentons injuriés ou que nous préparons notre défense. Nous sommes forcément plus liés immédiatement aux mouvements sur ce continent et ce pour des raisons qui devraient être évidentes aux yeux de n'importe quel observateur éclairé et impartial. Le système politique des puissances alliées est essentiellement différent à ce sujet de celui de l'Amérique... Nous considérerions toute tentative de leur part d'étendre leur système à n'importe quel partie de ce continent comme un danger à notre paix et à notre sécurité. Nous ne nous sommes pas ingérés et nous ne le ferons pas dans les colonies ou dépendances d'aucune puissance européenne. Mais, en ce qui concerne les gouvernements qui ont déclaré leur indépendance et la maintiennent, et que nous avons reconnue en tant que facteur important et au nom de principes justes, nous ne pourrions considérer une ingérence d'une puissance européenne en vue de les opprimer ou de contrôler leur destin de quelque forme que ce soit que comme la preuve d'une manifestation d'hostilité envers les États-Unis.*

En 1823, l'administration étasunienne avait donc dû se faire une raison : malgré la Doctrine Monroe, mais aussi à cause d'elle, il était impossible pour le moment d'annexer Cuba, le plus gros obstacle étant l'ancienne métropole dont les États-Unis ne se jugeaient pas encore assez forts pour juguler les visées étrangères. Thomas Jefferson le reconnaît clairement dans une lettre au président James Monroe du 24 octobre 1823 :

*J'avoue franchement avoir toujours considéré Cuba comme l'ajout le plus intéressant que nous pourrions faire à notre système d'État. Le contrôle que, de pair avec la pointe de la Floride, cette île nous procurerait sur le golfe du Mexique et sur les pays et l'isthme qui le*

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

*bordent, ainsi que sur ses eaux intérieures, comblerait la mesure de notre bien-être politique. Néanmoins, comme je suis conscient que ceci ne pourra s'obtenir, même avec son consentement, que par la guerre, et que son indépendance, qui est notre second intérêt (en particulier, son indépendance d'envers l'Angleterre) peut être assurée sans ça, je n'hésite pas à renoncer à mon premier souhait en attendant des occasions futures et à accepter son indépendance, dans la paix et l'amitié avec l'Angleterre, plutôt que son association à nous au prix de la guerre et de son inimitié.*

Les États-Unis sont toutefois parvenus à bloquer les choses dans l'attente de la « maturation de la pomme ».

Le reste du XIX<sup>e</sup> siècle s'écoulera sans modifier en profondeur les soubassements de cette politique, tant d'un côté que de l'autre. Laquelle explique pourquoi – toujours ce refus de se lier les mains et de se compromettre – les États-Unis feront avorter toute les tentatives des nouvelles républiques latino-américaines de libérer Cuba afin que l'Espagne ne puisse s'en servir de tête de pont pour une éventuelle reconquête, ne reconnaîtront jamais la belligérance des forces cubaines dotées pourtant d'un président, d'un parlement, d'une Constitution, de représentants à l'étranger et de tous les attributs juridiques nécessaires, durant leur trente ans de lutte, saisiront les embarcations et bloqueront les tentatives d'expédition en partance de leur territoire tout en vendant des armes à la couronne espagnole, etc.

Ils joueront aussi sur les différents tableaux imbriquant les deux pays. En vrac, et sans vouloir ni les sérier ni les présenter tous : l'existence de l'esclavagisme tant dans l'île que dans le Sud de l'Union, si bien que des groupes de propriétaires cubains verront dans l'annexion aux USA le moyen de préserver l'esclavage et de contrer les tentatives britanniques d'imposer l'abolition, et que, corrélativement, les Sudistes verront dans l'annexion de Cuba la possibilité de renforcer leur statut vis-à-vis des Nordistes (en gros le même phénomène ayant abouti à l'annexion du Texas alors mexicain en 1844) ; l'existence de liens économiques et commerciaux toujours plus forts entre l'île et les États-Unis ; l'admiration envers la société moderne et démocratique que représentent les USA de la part d'une population colonisée par un régime espagnol parmi les plus rétrogrades d'Europe ; l'idée que l'intervention des USA peut accélérer le cours des événements et donc la libération, etc.

Bref, bien que colonie espagnole, Cuba est très intimement connectée à la société et à la politique des États-Unis, et il faut se rappeler cette imbrication pour mieux saisir l'ensemble de la question.

*L'intervention des États-Unis.* En avril 1898, donc, la Maison-Blanche estime que le « fruit est mûr » et que l'heure est venue de mettre en pratique la doctrine. Le 11, le président McKinley demande au Congrès l'autorisation de déclarer la guerre à l'Espagne. Bien entendu, la raison fondamentale que j'ai évoquée plus haut (la Providence a placé Cuba à nos portes et l'île est donc à nous de toute éternité) ne saurait jouer en droit international entre deux États. Il faut donc trouver des motifs plus ponctuels. La Maison-Blanche, en fait, en a deux : l'un, qui remonte à plus d'une année ; l'autre, qui date d'à peine deux mois.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Le premier relève en quelque sorte de ce qu'on appellerait aujourd'hui le « droit d'ingérence humanitaire » ou « l'obligation de protéger ». Depuis le 10 février 1896, le président du Conseil des ministres espagnol, Antonio Cánovas del Castillo, restaurateur de la monarchie et vrai dictateur du pays, bien décidé à liquider l'insurrection par tous les moyens, même les plus extrêmes, a envoyé comme Capitaine général de Cuba (en quelque sorte, le gouverneur) et chef de l'armée le général Valeriano Weyler, qui avait déjà opéré pendant la guerre de Dix Ans sous les ordres du comte de Valmaseda, promoteur à partir d'avril 1869 d'une campagne d'extermination ayant fait fi des moindres règles de la guerre. Weyler avait donc des galons en matière d'exécutions massives, de bannissements, de rasages de hameaux et de cultures et autres exactions. Presque exactement vingt-sept ans plus tard, quelques jours après son arrivée, Weyler remet donc ça : en vertu de la stratégie anti-insurrectionnelle consistant à « ôter l'eau au poisson » (que les USA reprendront au Vietnam), il édicte un décret en vertu duquel ceux qui tenteraient de divulguer des nouvelles favorables aux insurgés, ceux qui vendraient ou fourniraient, voire donneraient des armes à l'ennemi, ceux qui procureraient des chevaux ou du bétail ou toute ressource facilitant la guerre ; ceux qui, par voie de presse ou tout autre biais, déprimeraient le prestige de l'Espagne, de l'armée, des « volontaires », voire des pompiers, seront soumis à la juridiction martiale et jugés sommairement. Un autre décret ordonne la fermeture de tout magasin situé à plus de cinq cents mètres des localités à La Havane et en Pinar del Río. Par la suite, Weyler dispose la confiscation de tous les chevaux trouvés dans les champs, et le transfert à la localité la plus proche où se trouverait un détachement militaire de tout le maïs dans les provinces de Matanzas, de La Havane et de Pinar del Río. Résultat ? Terrorisée, la population paysanne envahit les villes, et un grand nombre de familles urbaines s'enfuit à l'étranger. Mais comme ces sévères mesures ne parviennent pas à ôter aux *mambis* le soutien dont ils bénéficient dans la population, Weyler décide de renforcer les mesures et dicte le sinistre décret qui sera à jamais associé dans la postérité à son nom : le *bando de reconcentración*

Celui-ci, du 21 octobre 1896, dispose dans son Premier article : « Tous les habitants vivant à la campagne ou hors de la ligne de fortification des localités se concentreront dans un délai de huit jours dans les localités occupées par les troupes. Tout individu qui, passé ce délai, se trouverait dans des endroits dépeuplés sera considéré comme rebelle et jugé à ce titre. »

Appliquée en principe uniquement dans la province de Pinar de Río où le général Antonio Maceo reste invincible, la « concentration » s'étend ensuite aux autres provinces que Weyler prétend pacifier. Et, comme toujours, les premières victimes sont les civils : les paysans, dont l'armée espagnole incendie les chaumières et détruit les biens, contraints de déambuler dans les villes et villages, tombent vite malades ; la faim et les épidémies fauchent la population. Le bilan de cette politique génocidaire est éloquent : le recensement de 1899 indique que la population est inférieure aux chiffres de 1890. Bien que les bilans varient entre les différents historiens, on peut estimer le total de victimes entre 190 000 et 200 000, soit un pourcentage énorme pour une population d'à peine un million d'habitants. La province la plus touchée est Santa Clara où l'on compte parfois jusqu'à 6 000 morts par jour. En fait, la politique de « concentration » s'avère une arme à double tranchant, dans la mesure où les hommes et les

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

femmes finissent par préférer la vie à risque auprès des *mambis* à la mort sûre dans les « camps » de Weyler. On le voit, toutes les guerres coloniales se ressemblent !

Il ne serait sans doute resté aucun habitant à Cuba si Cánovas n'avait été assassiné début août 1897 et si son successeur, Práxedes Mateo Sagasta, chef du Parti libéral, n'avait décidé de casser Weyler et de nommer à sa place le général Ramón Blanco afin de mener une autre politique à Cuba face à l'insurrection. Weyler est relevé définitivement fin novembre 1897 : sa politique génocidaire a duré vingt et un mois. La nouvelle politique consiste à proclamer l'autonomie, avec création d'un Parlement bicaméral, etc. Mais elle vient trop tard et n'a aucun effet concret sur le cours de la guerre.

L'autre motif « ponctuel » de Washington remonte à deux mois plus tôt : dans la nuit du 15 février 1898, le cuirassé étasunien *Maine*, ancré dans la baie de La Havane depuis trois semaines, explose. Bilan : 266 victimes. Encore de nos jours, les faits ne sont pas tout à fait éclaircis : une commission d'enquête espagnole conclut que l'explosion a été intérieure, mais une autre, étasunienne, juge qu'elle provient d'un agent extérieur. Que faisait donc un cuirassé étasunien dans ces parages ? Toujours pour le prétexte éculé : protéger les vies et les biens des ressortissants étasuniens face aux émeutes provoqués par les intégristes opposés au régime autonomiste, et « envoyer un signal » clairement belliciste à l'adresse de l'Espagne. (Ceux qui verraient d'étranges coïncidences entre cette explosion du *Maine* et les faits du 11 septembre 2001 ne sauraient être taxés de farfelus...)

Bien entendu, la colère gronde dans la population des USA, en grande partie favorable aux insurgés cubains, et chauffée à blanc par une presse sensationnaliste qui ne lésine sur rien pour exciter les esprits. L'un des grands protagonistes de cette campagne médiatique est Hearst (le modèle d'Orson Welles pour son *Citizen Kane*) dont une consigne à l'un de ses journalistes reste fameuse : « Donnez-moi des faits, je vous prépare la guerre. » Un précurseur de la « guerre médiatique » que les grandes puissances et les oligarchies nationales utilisent de nos jours sans le moindre scrupule, avec des moyens infiniment plus colossaux et à divulgation mondiale instantanés que ceux de ce pauvre Hearst. Bien entendu, cette explosion du *Maine* (faut-il rappeler les Twin Towers ?) tombe à pic pour les fauteurs de guerre (ou *jingoïstes*, comme on les appelait alors). Camps de concentration contre la population civile cubaine, assassinat de militaires étasuniens, que faut-il de plus ? Sans doute le rétablissement du commerce normal entre les deux pays, la préservation des investissements étasuniens...

Mais la véritable explication de l'intervention est sans doute ailleurs : en trois ans, au terme d'une guerre épique digne de figurer en bonne place dans les annales militaires pour son déploiement de génie stratégique et tactique, l'Armée de libération cubaine a mis l'Espagne sur les genoux, bien que celle-ci ait eu sous les armes, la dernière année, plus de deux cent mille soldats. Les meilleurs généraux de la couronne se sont cassé les dents sur les guérilleros cubains, mal armés et quasiment en haillons. La victoire est proche. Les États-Unis peuvent donc intervenir sans de gros risques et à moindres frais. La « pomme » est enfin « mûre ». Le 11 avril 1898, donc, le président McKinley, expliquant les conclusions de la commission d'enquête étasunienne sur l'explosion du *Maine*, demande au Congrès

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

l'autorisation d'adopter les mesures pertinentes qui aboutiraient à « mettre totalement fin aux hostilités entre le gouvernement espagnol et le peuple cubain ».

Au terme de plusieurs jours de discussions et de lobbying, les deux Chambres adoptent le 20 avril 1898, une *Joint Resolution* qui infléchit quelque peu la politique que pourrait mener McKinley et l'empêche de trop agir à sa guise. Cette Résolution conjointe étant l'un des rares exemples de « générosité » à citer dans les rapports entre Cuba et les USA, je ne résiste pas au plaisir de la reproduire en sa totalité :

**Résolution conjointe sur la reconnaissance de l'indépendance du peuple cubain,**

**exigeant que le gouvernement espagnol renonce à son autorité et à son gouvernement sur l'île de Cuba, et retire ses forces terrestres et navales de son sol et de ses eaux, et ordonnant au président des États-Unis d'employer les forces terrestres et navales des États-Unis pour mettre en œuvre ces résolutions**

Attendu que : Les odieuses conditions ayant régné depuis plus de trois ans dans l'île de Cuba, si proche de nos côtes, ont bouleversé le sens moral du peuple des États-Unis, ont déshonoré la civilisation chrétienne, au point d'aboutir à la destruction d'un bâtiment de guerre des États-Unis avec deux cent soixante-six officiers et marins, alors qu'il effectuait une visite amicale dans le port de La Havane, et ne sauraient être tolérées plus longtemps selon ce qu'a affirmé le président des États-Unis dans le message qu'il a adressé au Congrès le 11 avril 1898, invitant celui-ci à entrer en action.

Par conséquent : le Sénat et la Chambre des représentants des États-Unis d'Amérique, réunis en Congrès, décident :

PREMIÈREMENT : Que le peuple de l'île de Cuba est, et devrait être de droit, libre et indépendant.

DEUXIÈMEMENT : Qu'il est du devoir des États-Unis d'exiger, et le gouvernement des États-Unis l'exige par la présente, que le gouvernement espagnol renonce immédiatement à son autorité et à son gouvernement sur l'île de Cuba et qu'il retire ses forces militaires et navales de son territoire et de ses eaux.

TROISIÈMEMENT : Que le président des États-Unis soit, et il l'est par la présente, invité et autorisé à employer toutes les forces militaires et navales des États-Unis et qu'il appelle au service actif la milice des différents États autant que de besoin pour mettre en œuvre ces résolutions.

QUATRIÈMEMENT : Que, par la présente, *les États-Unis renoncent à toute disposition ou intention d'exercer leur souveraineté, juridiction ou contrôle sur ladite île, sauf en vue de sa pacification, et affirment leur détermination, une fois ceci accompli, de laisser le gouvernement et le contrôle de l'île à son peuple.*

Adopté le 20 avril 1898.

Bien entendu, l'Espagne refuse cet ultimatum et rompt avec les USA. À partir de là, les choses prévues s'enclenchent très vite. Le 22 avril, la flotte étasunienne appareille de la Floride pour bloquer les différents ports de la côte nord de Cuba ; le 23, McKinley lance un

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

appel au recrutement de cent vingt-cinq mille volontaires et déclare la guerre à l'Espagne, ce que le Congrès approuve le 25 ; le 30 avril puis le 4 mai des troupes étasuniennes tentent en vain de débarquer en Pinar del Rio ; le 27 mai, l'escadre étasunienne bloque Santiago de Cuba où se trouve l'escadre espagnole ; le 3 juin, premier contact en mer entre les chefs insurgés de Santiago et les militaires étasuniens ; le 6 juin, l'escadre étasunienne bombarde Santiago ; le 10, six cents marines débarquent à Guantánamo grâce à l'aide décisive des Cubains (ce sont les premiers à le faire) ; le 12, ces troupes étasuniennes échappent à un désastre de nouveau grâce aux actions de l'Armée de libération cubaine ; le 20 juin, rencontre du général Calixto García et des chefs militaires étasuniens, qui approuvent le plan de débarquement du premier ; le 22 juin, six mille soldats étasuniens débarquent enfin à Daiquirí d'où les forces cubaines ont expulsé au préalable les troupes espagnoles ; dès lors, tout ira très vite : d'autres débarquements se succèdent, toujours avec l'aide des troupes cubaines ; l'armée « alliée » compte 22 000 effectifs pour attaquer Santiago et, au terme de plusieurs combats, cerne la ville ; le 3 juillet, la flotte espagnole qui tente de forcer le blocus de Santiago est coulée ; le 15 juillet, au terme de plusieurs jours de bombardement, Santiago se rend ; le 16, l'armistice est signée ; le 17, les troupes étasuniennes entrent dans la ville et hissent leur drapeau.

Mais l'Armée de libération cubaine, elle, n'a pas de quoi pavoiser. Elle a accepté sans presque rechigner l'intervention des États-Unis, parce que le délégué du Parti révolutionnaire cubain à Washington, Tomás Estrada Palma, le successeur de José Martí, son fondateur, usurpant des fonctions qui ne sont pas les siennes et passant par-dessus les instances dirigeantes de la République en armes, dont le président et le Congrès, l'a quasiment mise aux ordres des troupes étasuniennes parce qu'il pense que les Cubains ne sont pas assez mûrs pour se gouverner tout seuls. Ce sont les Cubains qui ont fait le gros du travail, qui se sont battus à l'avant-garde, tandis que les Étasuniens, fidèles à leur tactique habituelle, se retranchaient derrière leur puissance de feu et leur technologie supérieures ; c'est le général Calixto Garcia qui a tracé le plan d'attaque contre Santiago et encouragé au combat le général Shafter, un militaire improvisé, obèse, abattu par la chaleur et le climat, enclin plus d'une fois à renoncer à l'entreprise après que ses troupes eurent essuyé plusieurs revers aux mains des Espagnols. Or, une fois Santiago conquis, Shafter lui interdit d'entrer dans la ville. Scandalisé, le général Calixto Garcia adresse alors, le 17 juillet 1898, une lettre de protestation dont il vaut la peine de recopier certains extraits, d'abord parce qu'elle se réfère à un des premiers affrontements directs sur le terrain entre Étasuniens et Cubains, ensuite parce qu'elle offre un exemple précoce de l'attitude qui sera celle de beaucoup de Cubains tout au long de presque soixante ans de République : la revendication de la dignité identitaire et nationale. Donc, après s'être étonné que la nouvelle de la reddition de Santiago ne lui soit parvenue que par des tiers, voire par des rumeurs, et que le général Shafter ait laissé dans la ville les mêmes autorités espagnoles contre lesquelles il a lutté « trois années durant comme ennemies de l'indépendance de Cuba », Calixto Garcia ajoute : « Le bruit court – mais il est si absurde qu'on ne saurait y ajouter foi – que l'ordre d'empêcher l'entrée de mon armée dans Santiago de Cuba a obéi à la crainte de vengeance et de représailles contre les Espagnols. Permettez-moi de protester qu'on puisse nous prêter ne serait-ce que l'ombre d'une telle pensée, parce que nous ne sommes pas un peuple de sauvages qui ignorerait les principes de la guerre civilisée ; nous formons une armée pauvre et en haillons,

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

aussi pauvre et en haillons que l'a été l'armée de vos ancêtres pendant sa noble guerre pour l'indépendance des États-Unis. Mais, à l'instar des héros de Saratoga et de Yorktown, nous respectons trop notre cause pour la souiller par la barbarie et la couardise. »

Ce n'est pourtant que le début. Les camouflets vont se succéder. Prenant en main le timon, s'installant comme en territoire conquis, les États-Unis mettent en œuvre le plan prévu. Le cessez-le-feu entre les deux puissances stipule ce qui suit : 1) l'Espagne renonce à toute prétention de souveraineté et à tout droit sur l'île de Cuba ; 2) l'Espagne évacuera immédiatement l'île et nommera un commissionnaire pour régler et exécuter les détails de l'évacuation. Le Traité de Paris, qui met fin à presque quatre siècles de domination coloniale, est parafé, le 10 décembre 1898, par les seuls plénipotentiaires étasuniens et espagnols. Quant aux Cubains, les premiers intéressés et les premiers vainqueurs, on ne leur concède même pas l'honneur de faire tapisserie, aucun représentant de la République en armes – qui dispose pourtant d'un président et d'une Assemblée – n'ayant participé aux négociations : très symptomatiquement l'historiographie étasunienne a baptisé cette guerre d' « hispano-américaine » ! Qui permet aux USA, presque sans coup férir, d'occuper Cuba. On n'a pas de peine à comprendre, au vu des événements postérieurs, que les États-Unis aient toujours refusé de reconnaître la belligérance des insurgés cubains : ils voulaient conserver les coudées franches.

Qui plus est, le Traité de Paris, contrairement à la *Joint Resolution*, ne reconnaît même pas l'éventualité de l'indépendance cubaine : il est signé entre deux puissances étrangères comme si la guerre ne s'était pas déroulée à Cuba et à cause de Cuba ! Celle-ci est un simple enjeu. En fait, le Traité de Paris est une manière larvée ou camouflée d'escamoter la résolution du Congrès. Par son article premier, « l'Espagne renonce à tout droit de souveraineté et de propriété sur Cuba. Étant donné que cette île, une fois évacuée par l'Espagne, sera occupée par les États-Unis, ceux-ci, tant que durera l'occupation, prendront à leur charge et exécuteront les obligations que leur impose, du fait de cette occupation, le droit international aux fins de la protection des vies et des biens. » Par les articles II et III, l'Espagne leur cède Porto-Rico et les autres îles des Indes occidentales sous sa domination, ainsi que l'île de Guam dans l'archipel des Mariannes, ainsi que, pour vingt millions de dollars, les îles Philippines. Le Traité de Paris ne reconnaît à aucun moment qu'il a existé une guerre d'indépendance, se bornant à parler d' « insurrection ». Somme toute, comme l'affirme le juriste cubain Miguel A. D'Estéfano Pisani, Cuba a maintenant un statut bâtard : elle n'est pas « un territoire ayant statut d'occupation militaire, puisqu'il ne s'agit pas d'un territoire ennemi occupé... elle n'est pas non plus un territoire auquel on pourrait juger qu'a été appliqué le concept d'absorption d'un État par un autre dans sa totalité, puisque ni les États-Unis n'absorbaient un État constitué comme tel ni l'Espagne n'était absorbé par les États-Unis. » Mais, contradictoirement, les instruments de pouvoir étant les décrets militaires et le représentant maximal de la loi étant un gouverneur militaire, tout indique que Cuba est un territoire sous occupation militaire.

*L'occupation militaire et l'amendement Platt.* Le reste de l'histoire serait à l'avenant : trois années d'occupation militaire ; manigances pour parvenir à dissoudre le seul instrument qui pouvait faire obstacle à la bonne marche du plan, à savoir l'Armée de libération, et pour enfoncer le coin de la dissension entre le généralissime Máximo Gómez et les

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

conventionnels récemment désignés, maintien des mêmes tarifs douaniers que sous la domination espagnole (mais, tout de même, avec des avantages pour les produits étasuniens !), etc.

Quand, enfin, en juillet 1900, le gouverneur militaire Leonard Wood convoque une Assemblée constituante, il en limite strictement les attributions à la rédaction d'une Constitution qui devra d'ailleurs définir nommément le « genre de relations » devant exister par accord entre les deux gouvernements, quelque chose d'absolument insolite et inouï sur le strict plan du droit international, mais tel est le prix à payer pour l'évacuation des troupes d'occupation et l'accession de l'île à une indépendance qui, les Cubains s'en rendent compte, va être d'entrée tout à fait formelle et sera à la mesure du bon plaisir des États-Unis, peu disposés à laisser échapper la proie pour l'ombre, autrement dit à abandonner l'île sans que celle-ci, par le biais de ses représentants, accepte de se transformer en protectorat. Les termes du marché sont clairs : tant que les conventionnels ne viendront pas à résipiscence et ne passeront pas sous les fourches caudines, l'occupation militaire se maintiendra.

Le secrétaire à la Guerre, Elihu Root, fera d'ailleurs parvenir à Wood, le 9 février 1901, toutes les indications pertinentes quant aux intentions de l'administration étasunienne, lui rappelant entre autres points, outre la politique traditionnellement suivie par les États-Unis, le message de McKinley du 5 décembre 1899 : « La Cuba nouvelle *qui doit surgir des cendres du passé doit être nécessairement liée à nous par des liens d'une intimité et d'une force toute spéciales* si elle veut assurer son bien-être durable. Que ces liens soient organiques ou conventionnels, le fait est que *l'avenir de Cuba, légitime en quelque sorte, est irrévocablement uni au nôtre.* »

Puis Root signifie la volonté de l'administration : le gouvernement cubain ne pourra signer sans l'assentiment des États-Unis aucun traité qui engage l'indépendance de l'île ou qui octroie des privilèges spéciaux à un pays tiers, ni ne pourra contracter de dettes supérieures à ses capacités de paiement ; quant aux États-Unis, ils se réserveront le droit d'intervenir dans l'île pour protéger son indépendance ou pour maintenir la stabilité et l'ordre, le gouvernement cubain devant leur reconnaître en ce sens différentes bases navales et considérer aussi comme légitimes toutes les actions du gouvernement militaire.

Les conventionnels ont beau protester, le gouvernement étasunien n'en démord pas : ou c'est l'acceptation de ces conditions – lesquelles prendront la forme d'un amendement présenté le 26 février 1901 par le sénateur Orville H. Platt « au projet de la Chambre 14017 qui fixe les crédits pour le maintien de l'armée durant l'année fiscale venant à terme le 20 juin 1902 » et reprenant presque mot pour mot le message de Root à Wood – ou c'est le maintien de l'occupation militaire et le renvoi de l'indépendance aux calendes grecques. L'amendement passe au Congrès des États-Unis, non sans une forte opposition, puis est sanctionné par McKinley le 2 mars 1901. Les conventionnels cubains sont mis au pied du mur !

Les conditions imposées par l'administration étasunienne entrent tellement en contradiction avec les présupposés de la *Joint Resolution* que les conventionnels ont du mal à croire qu'on puisse leur demander de les ratifier. C'est se méprendre sur les visées des États-Unis ! Wood informe donc la Convention, le 7 mars 1901, que l'amendement étant

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

devenu une loi des États-Unis, il n'y a pas à revenir là-dessus et que le président « est autorisé à laisser le gouvernement et le contrôle de l'île à son peuple à peine un gouvernement y aura-t-il été établi sous une Constitution dans laquelle, en tant que partie de celle-ci ou en appendice, seront définies les relations futures entre Cuba et les États-Unis ».

Les conventionnels auront beau dire, discuter, dépêcher une délégation à Washington, proposer des rectifications, rien n'y fait : l'amendement Platt pend comme une épée de Damoclès au-dessus du berceau de la jeune république. L'agonie des conventionnels dure trois longs mois, tandis que des manifestations se déroulent dans toute l'île contre l'amendement Platt (15 000 personnes défilent à La Havane le 2 mars 1901). Un moment, ils pensent avoir trouvé une échappatoire au terrible dilemme : ils votent par 15 voix contre 14, le 28 mai 1901, un rapport de la commission spéciale chargée d'analyser l'amendement et l'acceptant, tout en l'assortissant d'une série de commentaires, puis ils l'approuvent définitivement, après révision de style, le 5 juin. La manœuvre fait long feu. Trois jours plus tard, le 8, Leonard Wood les informe que leur manière de faire n'est pas la bonne pour son gouvernement : l'amendement Platt doit faire partie intégrante de la Constitution cubaine.

C'est bel et bien l'ultimatum. L'administration étasunienne a mis au point les instruments du protectorat et elle tient à les voir dûment appliqués, avec le consentement même des victimes ! Celles-ci doivent obtempérer et voter l'amendement Platt tel quel le 12 juin 1901, par 16 voix contre 11, l'ajoutant en appendice de la Constitution.

*Les séquelles de l'occupation militaire.* Tel fut le premier épisode – parfois trop oublié – de la « guerre » entre les États-Unis et Cuba qui ne date pas, on s'en rend compte, du 1<sup>er</sup> janvier 1959 ! Par la suite, l'amendement fut inclus dans le « Traité permanent déterminant les relations entre la République de Cuba et les États-Unis », souscrit le 22 mars 1902. Puis viendrait le « Traité de réciprocité commerciale », signé le 11 décembre 1902, aux termes duquel Cuba se voyait « favorisée » d'une réduction de 20 p. 100 sur les tarifs douaniers grevant le sucre qu'elle vendait aux États-Unis, tandis que ceux-ci bénéficiaient d'abattements allant de 20 à 40 p. 100 sur de très nombreux articles. Le 2 juillet 1903, c'était le tour de la « Convention de bail de stations navales », les Cubains parvenant toutefois à réduire leur nombre de quatre à une, celle de Guantánamo, mais au prix de l'extension de cette dernière. Si l'on ajoute différentes dispositions livrant pratiquement aux États-Unis les terres agricoles et les gisements miniers, on conviendra aisément que la jeune République de Cuba naissait, sinon mort-née, du moins passablement difforme !

Cette « liberté surveillée » serait donc aux mêmes conditions que les autres : pour continuer à en bénéficier, il fallait signer tous les soirs à Washington ! D'autant qu'il serait toujours facile pour tel ou tel gouvernant dénué de scrupules et uniquement soucieux de parvenir à ses fins de s'arranger pour contraindre les États-Unis à intervenir ouvertement. Puisqu'on ne dirigeait qu'avec le « vu et approuvé » de la Maison-Blanche ! C'est ainsi, par exemple, que l'entêtement du très américanophile Tomás Estrada Palma, le premier président, à se faire réélire contre la Constitution conduisit à une nouvelle intervention militaire des États-Unis, du 28 septembre 1906 au 28 janvier 1909, bien que Roosevelt ait tout fait pour éviter ce pas au moment même où son secrétaire d'État, Elihu Root, était en

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

tournée de bonne volonté en Amérique latine. Mais les États-Unis étaient pris à leur propre piège : ils avaient voulu une île à leur merci et ils durent en payer le prix. *À partir du 1<sup>er</sup> janvier 1959, celui-ci serait prohibitif !*

Donc, oui, les deux pays n'ont jamais eu des relations « ordinaires » si l'on entend par là des relations d'égal à égal ! Elles furent toujours de supérieur à inférieur, et cela conditionne jusqu'à nous la façon dont chaque pays a envisagé l'autre, les choses ayant empiré à partir de 1959 quand le (apparemment) plus fort utilisa tout ce qui était en son pouvoir pour faire rendre gorge à la Révolution cubaine. Mais que l'arrivée d'Obama à La Havane soit pour lui, dans de telles conditions, « un honneur extraordinaire » me semble être plutôt un appau pour cajoler le peuple cubain qu'un sentiment profond, dans la mesure où, comme on le verra tout du long, la vision « colonialiste » de celui qui « se sent des droits sur » et « a des leçons à donner » ne l'abandonne jamais, ni avant son séjour ni après... !

\*\*\*\*\*

**Avant de commencer, permettez-moi. Je voudrais faire quelques commentaires sur les attaques terroristes qui ont eu lieu à Bruxelles. Les pensées et les prières du peuple étasunien vont au peuple belge. Nous en sommes solidaires pour condamner ces attaques criminelles contre des innocents. Nous ferons tout ce qu'il faut pour appuyer notre amie et alliée, la Belgique, pour traduire les responsables en justice. Et c'est là un nouveau rappel que le monde doit être uni, que nous devons être ensemble, indépendamment de la nationalité, de la race, de la foi, pour combattre ce fléau du terrorisme. Nous pouvons vaincre – et nous vaincrons – ceux qui menacent la sécurité et la vie des personnes dans le monde entier.**

Les attentats terroristes à Bruxelles ont eu lieu la veille même de son arrivée. Il est donc on ne peut plus normal qu'Obama sente le besoin de s'exprimer à leur sujet, puisque c'est la première fois qu'il en a l'occasion (j'ignore s'il a improvisé ou si la Maison-Blanche avait eu déjà l'occasion de rédiger quelque chose). Il aurait pu même demander une minute de silence que personne n'y aurait trouvé à redire. Bravo.

Mais quelle fantastique occasion gâchée de sa part ! Comment ! Il s'adresse à un auditoire cubain dans un théâtre cubain et, par médias interposés, au peuple cubain tout entier et il n'a même pas un mot, en de pareilles circonstances, pour les victimes cubaines d'attentats terroristes ! Pas cent trente comme à Paris, pas une trentaine comme à Bruxelles, mais, selon

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

les calculs très précis de la Révolution cubaine : 3 478 tués et 2 099 personnes rendues invalides en quarante ans (1959-1999).

[Soit dit en passant, même dans ce terrible domaine, Premier monde et Tiers-monde ne sont pas sur un pied d'égalité : des attentats à Paris, à Bruxelles, à Nice, et le monde est bouleversé, les Grands de ce monde réagissent, les gouvernements font des communiqués. Que plus de deux cents personnes perdent la vie dans un attentat à Bagdad début juillet, pour ne citer que ce seul exemple, aucune commotion de ce genre ne se transmet au reste de la « communauté internationale » : ce sont les morts anonymes que le Tiers-monde génère si souvent que nul dans le Premier monde ne s'en émeut ! Et à quoi bon parler des quatre mille immigrants noyés en Méditerranée durant le seul premier semestre de 2016, sur les dizaines de milliers qui fuient les guerres « par procuration » (j'utilise cette expression parce qu'Obama l'utilise un peu plus loin dans son discours dans le cas de Cuba) que l'OTAN livre au Proche-Orient ?]

Ces chiffres apparaissent dans la « Demande du peuple cubain contre le gouvernement des États-Unis pour pertes humaines », présentée devant le Tribunal populaire provincial de La Havane le 3 janvier 2000 par les organisations de ce qu'on appelle aujourd'hui la « société civile » (un concept auquel Obama se réfère souvent, on le verra, dans ses différentes interventions), autrement dit la Centrale des travailleurs de Cuba (CTC), l'Association nationale des petits agriculteurs (ANAP), la Fédération des femmes cubaines (FMC), la Fédération des étudiants (FEU), la Fédération des élèves de l'enseignement secondaire (FEEM), l'Organisation des Pionniers José Martí (OPJM), les Comité de défense de la Révolution (CDR) et l'Association des combattants de la révolution cubaine (ACRC), soit l'ensemble de la société cubaine. Le motif en était le suivant : « Pendant plus de quarante ans, le peuple cubain a été en butte à une politique brutale d'hostilités et d'agressions de toutes sortes par le gouvernement des États-Unis, dont l'objectif stratégique... a été la liquidation de la Révolution cubaine et la destruction du système politique, économique et social mis en place et développé librement par le peuple cubain dans le plein exercice de sa souveraineté et de son droit à l'autodétermination. » Tel est le premier paragraphe, qui résume exactement la façon dont le peuple cubain a vécu ses relations avec les différentes administrations étasuniennes.

Les audiences débutent le 5 juillet 1999 dans l'ancienne salle de la Cour suprême, siège actuel du Conseil d'État, et sont transmises en direct par la télévision nationale pendant les treize jours qu'elles durent, jusqu'au 21 juillet.

Pourquoi cette année-là, et pas avant ? Parce que, sans doute, la coupe est pleine ; parce que, deux ans avant, une nouvelle vague d'attentats terroristes avait visé différents hôtels de La Havane, causant mort d'homme (un jeune touriste italien), afin d'effrayer les visiteurs et d'empêcher un tourisme qui était alors en plein essor et constituait la branche économique la plus dynamique pour permettre au pays de sortir enfin du trou profond où l'avaient plongé l'effondrement du camp socialiste en Europe et la désintégration de l'Union soviétique. Mais aussi parce qu'en 1998, l'administration étasunienne a été contrainte de déclassifier des documents secrets qui prouvent que, derrière le terrorisme, il y a les USA. Autre chose est savoir par confession de terroristes pris la main dans le sac et analyses de

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

renseignement que les USA participent, autre chose est de disposer de documents provenant du malfaiteur en personne et contenant des détails concrets sur des actes de terrorisme qu'il a appuyés.

Le dossier constate : « L'instruction menée a démontré que le gouvernement des États-Unis a participé directement à la promotion, à la direction, à l'organisation, au financement et à l'équipement des agents terroristes et des bandes mercenaires qui ont exécuté nombre des plans d'agression conçus par ledit gouvernement et ses agences de renseignement spécialisées contre notre pays... Cette politique d'agressions suivie par le gouvernement des États-Unis contre Cuba a causé d'énormes pertes matérielles et la destruction d'une partie significative de la richesse nationale, ce qui a entravé et continue d'entraver sévèrement les possibilités de développement économique et le bien-être de la nation cubaine. »

Les modalités du terrorisme utilisé contre Cuba selon la Demande ont été essentiellement le sabotage ou la destruction d'objectifs civils dans le pays, des attaques-pirate contre des installations côtières, des cargos, des bateaux de pêche, ou encore des attentats contre des installations et des personnels cubains à l'étranger, dont des sièges diplomatiques (avec envois de colis piégés qui firent plusieurs morts à différentes reprises), des bureaux de compagnies aériennes et des avions.

Mais la guerre bactériologique a fait aussi partie de la panoplie d'armes employées contre Cuba : ainsi, l'épidémie de dengue hémorragique introduite délibérément par des agents au service des États-Unis – le virus porteur n'existant alors nulle part dans les Amériques – et ayant frappé en quelques semaines 344 203 personnes et causé la mort de 158 personnes, dont 101 enfants. Selon la commission de spécialistes cubains et étrangers qui étudièrent cette épidémie, avec rapports de centaines d'experts, l'armée étasunienne et la CIA possédaient déjà à l'époque les capacités techniques pour utiliser ce virus à des fins militaires.

Faut-il évoquer les centaines de tentatives d'attentats contre Fidel, désamorçées par les services secrets cubains, et contre de hauts dirigeants de la Révolution et révélées en très minime partie, soit dit en passant, par la Commission Church, du Sénat des États-Unis, chargée d'enquêter en 1975 sur les « tentatives d'assassinat visant prétendument des dirigeants étrangers » ?

Oui, quarante ans de terrorisme en qualité de victime, et c'est pourtant Cuba que le département d'État inscrit sur sa liste des États parrainant le terrorisme international !

Je ne vais pas faire l'inventaire complet des actes de terrorisme derrière lesquels on trouve toujours, directement ou indirectement, les autorités étasuniennes, parce que ce serait interminable et qu'ils sont largement documentés dans de nombreux livres et articles, et me contenterai de rappeler le pire de tous : le sabotage à l'explosif en plein vol, le 6 octobre 1976, quelques minutes après son décollage de la Barbade, d'un avion civil qui s'abîme en mer, entraînant la mort de ses soixante-treize passagers, parce que, cinquante ans après, les plaies n'ont pas encore été bridées et que son auteur, connu et reconnu, coule de beaux jours en Floride ! Ce fut d'ailleurs une première en matière de terrorisme : jamais avant aucune bombe n'avait été posée dans un avion...

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

**73 morts !** 57 Cubains. 11 Guyanais. 5 Coréens. Parmi les Cubains assassinés, une vingtaine de jeunes, membres de l'équipe nationale d'escrime junior qui venait de remporter quelques heures avant le championnat d'Amérique centrale et des Caraïbes. Six des onze jeunes Guyanais assassinés venaient faire des études de médecine après avoir obtenu une bourse du gouvernement cubain. Les cinq Coréens assassinés faisaient partie d'une délégation culturelle qui s'était rendue au Guyana.

Les auteurs du crime ? Intellectuels : Luis Posada Carriles et Orlando Bosch, deux terroristes nés à Cuba ; directs : Hernán Ricardo et Freddy Lugo, Vénézuéliens.

Orlando Bosch, incarcéré au Venezuela pour cet attentat, fut libéré en 1988 avec l'aide d'Otto Reich, à l'époque ambassadeur des États-Unis au Venezuela. Il entra illégalement aux États-Unis et fut arrêté, puis gracié par George Bush père en 1990 et bénéficia du droit de séjour dans le pays, bien que le département de Justice eût jugé le 23 juin 1989 qu'il devait être extradé à cause de son passé terroriste, dont trente actes de sabotage aux États-Unis même, à Porto Rico et Panama entre 1961 et 1968, ainsi qu'une tentative d'assassinat en 1975 de l'ambassadeur cubain en Argentine. Il ne fut plus jamais inquiété par la justice étasunienne jusqu'à sa mort récente à Miami. Il avait d'ailleurs osé affirmer haut et clair, après le sabotage de l'avion civil en 1976, quelque chose comme : « Tant pis pour les trois ou quatre négrillons à la solde de Castro », autrement dit les jeunes escrimeuses de l'équipe nationale junior...

Quant à Luis Posada Carriles, son itinéraire est encore plus sinistre et son dossier plus copieux. Arrêté au Venezuela pour l'attentat de la Barbade, il fit une fugue avec l'aide de la CIA alors que le procès était en cours et travailla aussitôt pour celle-ci sur la base militaire d'Ilopango, en El Salvador, dans le cadre de l'opération (connue ensuite comme *Iran-contras*) menée par le gouvernement étasunien contre la Révolution sandiniste et consistant en l'envoi d'armes aux *contras*. C'est lui qu'on retrouve derrière la vague d'attentats terroristes visant des hôtels de La Havane en 1997. Arrêté de nouveau en 2000, mais cette fois au Panama, pour une tentative d'assassinat de Fidel Castro (plasticage du grand amphithéâtre de l'Université où il devait prononcer une allocution) et condamné à plusieurs années de prison, il fut gracié quelques mois après par la présidente panaméenne Mireya Moscoso en fin de mandat. Rentré clandestinement aux USA en 2005, il ne fut jamais accusé pour terrorisme par l'administration Bush et il continue de filer des jours paisibles à Miami grâce à la protection que lui offre à son tour l'administration Obama, bien que le Venezuela n'ait cessé de réclamer son extradition au motif qu'il a commis des crimes aussi dans ce pays comme membre de la police politique. Le prix de son absolution : l'individu impliqué dans tous les sales coups (dont, vraisemblablement, l'assassinat de Kennedy) qui ont jalonné le long itinéraire de la lutte des États-Unis contre la Révolution cubaine menacerait, s'il était accusé, d'en dire trop sur ses propres agissements au service de la CIA et sur ceux des autorités étasuniennes. Les preuves contre lui ne manquent pourtant pas, notamment des documents déclassés, d'autant que, dans une fameuse interview au *New York Times*, il avouait sans pudeur avoir été l'auteur de l'attentat contre l'avion de passagers cubain en 1976 et confirmait : « La CIA nous a tout appris, à manier les explosifs, à tuer, à poser des bombes, elle nous a entraînés aux sabotages. »

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Pour la Révolution cubaine, comme l'affirmait son représentant devant le Conseil de sécurité le 22 mai 2007, le silence et l'inaction des administrations étasuniennes face à un terroriste avéré comme Posada Carriles s'expliquent aisément : « Il s'agissait d'empêcher que Posada Carriles parle des actions terroristes qu'il a commises contre Cuba, contre le Venezuela et d'autres pays quand il agissait sous les ordres de l'Agence centrale de renseignement, en particulier quand celle-ci était dirigée par le père du président actuel en 1975 et 1976, période durant laquelle les actions terroristes contre Cuba furent plus violentes et impitoyables que jamais, et quand il exerçait comme vice-président des États-Unis dans les années 80, au moment de la sale guerre contre le Nicaragua. »

Quand, après avoir été gracié par la présidente panaméenne, il entra clandestinement aux États-Unis en 2005 avec l'aide de la mafia terroriste de Miami, les autorités étasuniennes firent semblant de n'en rien savoir et c'est uniquement à la suite de la campagne de dénonciation menée directement par Fidel et de la conférence de presse (rien moins) qu'osa donner le criminel qu'elles décidèrent finalement de l'arrêter bien des mois plus tard. Chef d'accusation : avoir fraudé et menti devant les services d'immigration lors de sa demande de naturalisation ! De terrorisme, pas question. Le procès que le ministère de la Justice lui intenta pour ce délit mineur à partir du 11 janvier 2007 fut si « mou » et l'action du procureur fut si complaisante envers l'accusé, et les manigances de son avocat écoutées avec tant d'empressement, que Posada Carriles bénéficia d'un non-lieu le 8 mai 2007. Nous étions, je le rappelle, sous Bush Junior... et alors que le *Patriot Act* en pleine vigueur obligeait (section 412) l'administration à reconnaître que la libération de Posada Carriles « menaçait la sécurité nationale des États-Unis ou la sécurité de la communauté ou de n'importe quelle personne », puisque, le 5 octobre 2006, l'*U.S. Immigration and Customs Enforcement* (ICE), du département de la Sécurité intérieure des États-Unis, avait informé Posada Carriles qu'il resterait sous surveillance fédérale parce que son passé d'activités criminelles le liait à des individus et à des organisations ayant promu et utilisé la violence terroriste.

Obama, à la Maison-Blanche depuis presque huit ans, n'a absolument rien fait de son côté, alors que les preuves abondent.

Si je me suis étendu sur le cas de sinistre personnage, c'est qu'il est en quelque sorte symptomatique de l'appui inconditionnel dont n'ont cessé de bénéficier tous les terroristes « anticastristes » de Miami et de la complaisance à leur égard de toutes les administrations étasuniennes. À Miami, même si vous arrête à bord d'une vedette rapide bourrée d'armes de guerre de dernière génération, il vous suffit de dire que c'était pour faire un attentat contre Fidel Castro, et l'on vous relâche aussitôt ou presque. Ça, c'est du bon terrorisme ! Et nos terroristes à nous, nous ne les arrêtons pas... Je n'invente pas ni n'écris un mauvais roman d'espionnage à la James Bond : le 27 octobre 1997, quatre terroristes sont arrêtés dans les eaux de Porto Rico sur un yacht appartenant à un des dirigeants de la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA) et ayant à bord des armes de guerre de gros calibre. Leur destination : l'île Margarita où doit se tenir le Septième Sommet ibéro-américain, en vue de participer à un attentat contre Fidel que prépare Posada Carriles. Ils avouent tout tranquillement leur intention aux enquêteurs étasuniens. Le procureur, un type honnête, les accuse de tentative d'assassinat, mais un juge estime début 1998 que les preuves ne tiennent pas et le procureur doit se contenter d'un délit mineur : non-déclaration d'armes, faux

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

témoignage et importation d'armes illégale. Les avocats de la défense obtiennent des procès séparés. Les terroristes sont finalement jugés et acquittés « faute de preuves ».

Mais ce n'est pas la première fois que le président Obama rate l'occasion de faire, pour ainsi dire, amende honorable face au peuple auquel il s'adresse enfin en direct et qui a subi quarante années durant le terrorisme *made in USA*, et d'accompagner ses toutes nouvelles preuves d'« amitié » par des faits et gestes concrets. C'était (ou ç'aurait été) en 2009, donc avant qu'il ne finisse par comprendre que la Révolution cubaine ne viendrait pas à résipiscence : je veux parler du cas des Cinq Cubains faussement accusés d'espionnage et d'atteinte à la sécurité nationale des États-Unis et dont la libération (du moins des trois derniers toujours incarcérés) fit partie des négociations ayant conduit à la décision de renouer les relations diplomatiques en décembre 2014.

J'avais écrit alors, en 2009, un article destiné à Internet qui part de cette même idée : l'occasion ratée par Obama. Je le reprends ici parce qu'il indique bien à quel point les choses sont toujours allées mal entre Cuba et les États-Unis.

### COMMENT ON FABRIQUE « SANS AUCUNE PIÈCE » UNE ACCUSATION À MIAMI

(26 juin 2009)

Ainsi donc, l'administration Obama a raté une occasion en or, je dirai presque : *l'occasion*. En demandant à la Cour suprême de ne pas réviser le cas des Cinq Cubains incarcérés aux États-Unis depuis maintenant plus de dix ans pour espionnage et assassinat, selon l'accusation du procureur général, pour se battre contre le terrorisme, selon la vision généralisée dans l'île et à bien des endroits ailleurs, une demande face à laquelle ces fonctionnaires publics – ce que sont en fin de compte les juges de la plus haute instance juridique du pays puisque nommés par le gouvernement – se sont empressés d'obtempérer quelques jours après, elle a refusé de faire *le* geste qui aurait prouvé sans l'ombre d'un doute tant aux autorités qu'au peuple cubains, toutes tendances d'opinion confondues, que quelque chose avait vraiment *changé* entre les deux pays. Face à une telle décision, l'on peut supposer deux choses : soit Obama est fort mal conseillé par ses experts et autres cubanologues soit il estime que le petit pas fait avant le Sommet des Amériques pour s'attirer les bonnes grâces des présidents latino-américains et caribéens (levée des restrictions *additionnelles* de Bush aux envois d'argent et aux voyages dans l'île de Cubano-Américains) est largement suffisant vis-à-vis de la Révolution cubaine. Ses conseillers auraient dû lui dire en effet que « l'affaire des Cinq de Miami » était en quelque sorte *la pierre de touche par excellence* de la « bonne volonté » de Washington, la preuve par neuf que la nouvelle administration se démarquait sur le fond de celles de Bill Clinton et de Bush et était capable de reconnaître une injustice commise par l'un ou l'autre de ses prédécesseurs.

Mais Obama est un homme du sérail qui a déjà donné des preuves, là oui, que *l'establishment* ne « s'entre-déchire pas » : sur des problèmes moralement aussi épineux que l'emploi de la torture, la création de prisons secrètes, l'état d'absolu non-droit

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

enveloppant tout ce qui a trait à la prétendue lutte mondiale contre le terrorisme, pour ne citer qu'un seul cas, mais le plus évident sur le plan humain, ses « reproches » envers Bush, Cheney, Rice et autres malotrus de l'administration précédente ont été vraiment des plus tièdes. On me dira que, plongé dans la catastrophe comme il l'est, il a d'autres chats à fouetter qu'une injustice juridique ; après tout, les couloirs de la mort dans son pays ne comptent-ils un certain nombre de gens (rarement blancs) victimes de procès douteux et criant leur innocence ! Pourquoi perdrait-il son temps à s'occuper d' « espions », et castristes » par-dessus le marché ?

Toujours est-il que, consciemment ou inconsciemment, la population cubaine l'attendait au tournant. Il a failli au rendez-vous. Et c'est de sa part un impair qu'il aura du mal à faire oublier. Nul ne lui demandait, certes, de se mettre à dos la mafia terroriste de Miami et ses électeurs de la Floride en gracieux les Cinq (ce qui fait partie de ses prérogatives présidentielles), mais du moins aurait-il pu ne pas intervenir et laisser les juges de la Cour suprême décider, selon la formule consacrée, en leur âme et conscience. De toute façon, il semble bien qu'Obama choisisse de plus en plus son camp : hier, 25 juin 2009, il a adressé ses félicitations à cinq (curieuse coïncidence !) supplétifs cubains auxquels une officine de la CIA vient d'attribuer un de ces nombreux prix couronnant en Occident les défenseurs de la démocratie et des droits de l'homme dans les pays qui ne sont jamais le sien où, par définition, jamais les droits d'aucun homme ou femme ne sont violés ! Décidément, Obama est fort mal conseillé sur cette voie des « nouvelles relations » avec la Révolution cubaine... Pour inscrire dans la réalité le fameux *change* dont il a fait son leitmotiv au cours de sa campagne électorale, il suit d'ailleurs à ce jour une logique dont on a du mal à saisir la logique : par exemple, pour mener une guerre censément différente en Afghanistan et « changer » la politique sur ce terrain, il conserve à son poste le secrétaire à la Guerre nommé par Bush et architecte d'une autre vision des choses. Ministres caméléons aussi aux USA ?

On peut donc se demander : pour mener une politique différente envers Cuba, aurait-il aussi laissé en place les conseillers de l'administration Bush ? Un autre indice semblerait l'indiquer. Tout en « interdisant » à la Cour suprême d'examiner le cas des Cinq, l'administration Obama se garde bien d'une « ingérence » similaire dans le pouvoir judiciaire quand il s'agit, là, de terroristes avérés : ainsi, pour la énième fois, les « avocats » de Luis Posada Carriles, le pire terroriste jamais né sur le continent américain, son Ben Laden en quelque sorte, auteur intellectuel, de concert avec son complice Orlando Bosch, gracié par Bush père en 1990, du sabotage à la bombe d'un avion de passagers cubains qui causa la mort des soixante-treize personnes à bord peu après son décollage de la Barbade, le 6 octobre 1976, auteur d'innombrables actes de terrorisme depuis maintenant cinquante ans qu'il sévit contre Cuba sous la protection de la CIA et des différentes administrations étasuniennes, ont obtenu, le 11 juin 2009, un nouveau report jusqu'en février 2010 du procès qui lui est intenté, non pour terrorisme, mais tout simplement pour « fraude et parjure lors de ses démarches pour devenir un ressortissant étasunien » ! Quant à faire cas de la demande d'extradition de ce sinistre individu interjeté par le Venezuela, là encore, Posada Carriles peut dormir sur ses deux oreilles. Celles d'Obama seront comme celles de Bush : de sourds !

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Ayant placé mon article « Contre la Révolution cubaine, c'est toutes tendances confondues » sur un site Internet assez fréquenté, j'ai eu droit, entre autres coutumières insultes, à la réaction suivante : « Ces cinq ont été condamnés pour espionnage contre les États-Unis. Ils ne nient pas le fait de l'espionnage. Tout le reste est de la propagande castriste pour masquer les centaines de prisonniers politiques à Cuba. »

Ainsi donc, qu'en plus des positions déjà adoptées par le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire (27 mai 2005) et par la troïka de la cour d'appel d'Atlanta (9 août 2005), une quantité impressionnante de gens et d'institutions, tous et toutes des plus honorables, puisqu'on y compte, entre autres, dix Prix Nobel et les organisations d'avocats et de juristes les plus prestigieuses des États-Unis, sans parler d'organes similaires du monde entier (je renvoie à la liste fort incomplète que j'ai citée et qui constitue un appui sans précédent dans l'histoire des procès aux USA), aient avalisé (procédure d'*amicus curiae*) la requête des avocats des Cinq à la Cour suprême des États-Unis pour qu'elle réexamine leur cas du simple point de vue de la jurisprudence, sur la forme, par conséquent, non sur le fond (coupables ou non, ils n'ont pas eu droit à un « procès juste et impartial » compte tenu de l'endroit – Miami – où il s'est déroulé, des agissements du procureur et de la juge, de la composition du jury et de bien d'autres facteurs invalidants), n'est pour certains que simple « propagande castriste » ! Un contre-argument fort léger !

Eh bien, non, double erreur, les Cinq n'ont pas été condamnés pour espionnage et n'ont pas reconnu être des espions : ils ont été condamnés, ce qui est tout à fait différent, pour « *conspiracy to transmit national defense information to Cuba* », soit « concert frauduleux pour transmettre des informations de défense nationale à Cuba ». Et seulement Gerardo, Ramón et Antonio ; pas René ni Fernando. Et si le procureur, le représentant de l'État, donc, celui qui est chargé en fin de compte de protéger la société des délinquants et des criminels, a inventé ce chef d'accusation, c'est justement parce qu'il a été incapable de prouver que les trois incriminés avaient « transmis des informations relevant de la défense nationale ». Ce n'est pas là un jeu de mots : la justice n'est pas forcément juste, et, comme l'Histoire le prouve, vous pouvez être condamné sans être coupable.

Un petit retour en arrière ne sera donc pas de trop. Pour ce faire, et afin qu'on ne m'accuse pas une fois de plus d'être à mon tour « un agent castriste », je me baserai sur le rapport de quatre-vingt-treize pages qu'ont publié le 9 août 2005 les trois juges de la cour d'appel d'Atlanta chargés par leurs collègues d'étudier le cas, presque quatre ans après que fut tombé le verdict de Miami-Dade en décembre 2001. Ce sont des magistrats compétents qui vont à l'essentiel et éclaircissent les faits du dossier.

Les Cinq ont été arrêtés le 12 septembre 1998 pour « comploter afin d'agir comme agents de la République de Cuba sans s'être enregistrés devant l'*Attorney General* des États-Unis et pour frauder les États-Unis » [« *conspiring to act as agents of the Republic of Cuba without registering with the Attorney General of the United States and to defraud the United States* ], ainsi que pour « avoir agi comme espions clandestins... en collectant et en transmettant à Cuba... des informations concernant des installations militaires des États-Unis, des fonctions gouvernementales et des activités politiques privées ; en s'étant

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

infiltrés dans des groupes politiques anticastristes du comté de Miami-Dade (Floride), en ayant informé à leur sujet et en les ayant manipulés ; pour avoir semé de la désinformation dans ces groupes et avoir eu des relations avec d'autres groupes privés et publics aux États-Unis et pour avoir réalisé d'autres directives opérationnelles du gouvernement cubain » [« *to have "function[ed] as covert spies... by gathering and transmitting information to Cuba [...] concerning United States military installations, government functions, and private political activity; by infiltrating, informing on and manipulating anti-Castro political groups in Miami-Dade County [Florida]; by sowing disinformation" within these groups and in dealings with other private and public groups within the United States, "and by carrying out other operational directives of the Cuban government."* »]

Ce qui attire mon attention dans cette deuxième inculpation, c'est en quelque sorte les libertés que prend le procureur (et donc le gouvernement) avec le langage et surtout avec les faits : qualifier d'activités de *covert spies* aussi bien la collecte d'informations concernant la défense nationale que l'**infiltration** de groupes politiques me semble relever plus de la mystification juridique que de la solidité argumentaire ! Le code pénal étasunien définit très exactement en quoi consiste l'**espionnage** : en est passible « quiconque collecte et transmet des **informations de défense nationale**, ce qui implique une tentative de les obtenir afin qu'elles soient utilisées au détriment des États-Unis, ou une raison de le croire. » En aucun cas, le « noyautage » de groupes politiques ne peut s'assimiler à de l'espionnage. N'empêche que le procureur a fusionné allégrement les deux inculpations ! Et que la juge et le jury lui ont emboîté le pas sans ciller...

Les magistrats d'Atlanta ventilent ensuite les inculpations par accusé :

**Antonio, Gerardo et Ramón** : « s'associer pour fournir à Cuba des informations relatives à la défense nationale des États-Unis » [« *conspiring to deliver to Cuba information relating to the national defense of the United States* »]. **René** : « agir comme agent de la République de Cuba sans notification préalable à l'*Attorney General* » [« *acting as an agent of the Republic of Cuba without prior notification to the Attorney General* »]. **Gerardo** : « être la cause que [René] González ait agi comme un agent non enregistré » [« *having caused González to have acted as unregistered foreign agent* »]. **Antonio** : « agir comme agent de la République de Cuba sans notification à l'*Attorney General* ». **Ramón et Fernando** : « avoir été la cause qu'Antonio ait agi comme agent non inscrit ».

**Gerardo** : « association de malfaiteurs pour assassiner » [« *conspiracy to murder* »] et « actes à découvert en rapport avec cette association de malfaiteurs » [« *overt acts related to that conspiracy* »] ; « possession d'un faux passeport » [« *possession of a counterfeit passport* »] ; « possession de cinq documents d'identité frauduleux ou plus » [« *possession of five or more fraudulent identification documents* »] ; « possession d'un document d'identité frauduleux » [« *possession of a fraudulent identification document* »] ; « agir comme agent de la République de Cuba sans notification à l'*Attorney General* » ; « avoir été la cause que Juan Pablo Roque, Alejandro Alonso, Nilo Hernandez et Linda Hernandez aient agi comme agents étrangers non enregistrés ».

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

**Fernando** : « possession d'un faux passeport » ; « possession de faux documents d'identité » [« *possession of false identification documents* »] ; « agir comme agent de la République de Cuba sans notification préalable à l'*Attorney General* ».

**Ramón** : « possession d'un faux passeport » ; « possession d'un passeport obtenu par fausse déclaration » [« *possession of a passport obtained by use of a false statement* »] ; « faire une fausse déclaration lors de sa demande de passeport » [« *making a false statement on his passport application* »] ; « possession de documents d'identité frauduleux » ; « agir comme agent de la République de Cuba sans notification préalable à l'*Attorney General* ; « avoir été la cause que Joseph Santos et Amarylís Silverio Santos aient agi comme agents étrangers non enregistrés ».

Les accusations essentielles contre les Cinq peuvent donc se résumer comme suit :

ACCUSATION	GERARDO	RAMÓN	ANTONIO	FERNANDO	RENÉ
Concert frauduleux pour commettre un délit contre les USA (5)	+	+	+	+	+
Concert frauduleux pour faire de l'espionnage (3)	+	+	+		
Concert frauduleux pour commettre un meurtre (1)	+				
Fausse identité (3)	+	+		+	
Agent étranger non déclaré devant le procureur des USA (5)	+	+	+	+	+
<b>VERDICT</b>	<b>2 perpétuités + 15 ans</b>	<b>1 perpétuité + 18 ans</b>	<b>1 perpétuité + 10 ans</b>	<b>19 ans</b>	<b>15 ans</b>

Que faisaient donc les Cinq Cubains à Miami-Dade ? Toujours selon le rapport de la troïka de la cour d'appel d'Atlanta :

« Campa [Fernando González], [René] González, [Antonio] Guerrero, [Gerardo] Hernández et Medina [Ramón Labañino], et d'autres, étaient membres d'une opération de renseignements du gouvernement cubain identifiée comme « La Red Avispa » ou le Réseau Guêpe, qui était chargé d'infiltrer, de surveiller et de perturber le travail de certains exilés militants cubains dans le Sud de la Floride [*infiltrating, monitoring, and disrupting the work of certain militant Cuban exiles in South Florida*]. Les officiers de la direction des renseignements cubains Hernández, Medina et Campa supervisaient des agents, dont González et Guerrero. Le Réseau Guêpe adressait des informations à Cuba

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

sur : 1) les activités d'organisations anticastristes dans le comté de Miami-Dade ; 2) le fonctionnement d'installations militaires étasuniennes, dont celles de la Station aéronavale de Boca Chica, de la base aérienne MacDill, de la base aérienne Barksdale et du Commandement Sud des États-Unis ; et 3) les activités politiques et d'application des lois des États-Unis. Le groupe était aussi chargé d'intimider des individus et des organisations cubano-américains en les menaçant par lettre ou au téléphone ; de pénétrer les activités électorales du Congrès des États-Unis ; de découvrir et d'évaluer des sources d'information potentielles et de possibles nouvelles recrues ; et de transporter des communications, de l'argent liquide et d'autres articles entre Miami et d'autres officiers et agents de la direction des renseignements cubaine basés aux États-Unis. Les membres du Réseau Guêpe et la direction des renseignements communiquaient fréquemment et transmettaient des articles à travers la couverture diplomatique de délégations cubaines. »

Après avoir expliqué comment les agents cubains avaient réussi à ne pas être découverts et les moyens qu'ils utilisaient pour cela, les trois juges de la cour d'appel d'Atlanta abordent un point nettement plus intéressant : ils listent les organisations surveillées par les Cinq.

« Les groupes d'exilés cubains qui préoccupaient [*concern*] le gouvernement cubain comprenaient : Alpha 66, la 2506<sup>e</sup> Brigade, Hermanos al Rescate (Frères à la rescousse), Cuba démocratique et indépendante (CID), Commandos F4, Commandos L, Fondation nationale cubano-américaine (FNCA), le Conseil militaire cubano-américain (CAMCO), l'Ex Club, le Parti d'unité nationale démocratique (PUND) et les Commandos unis de libération (CLU). »

Mais les trois magistrats d'Atlanta ne se contentent pas de faire cet inventaire : ils décrivent les activités de ces groupes dans des notes de bas de page fort détaillées et surtout extrêmement éloquentes. Et ils utilisent des mots et des adjectifs absents de l'argumentaire du procureur de Miami-Dade. Ainsi, nous apprenons que :

« **Alpha-66** dirigeait un camp paramilitaire pour entraîner des participants à une invasion de Cuba, avait été impliqué dans des attaques **terroristes** contre des hôtels cubains en 1992, 1994 et 1995, avait tenté de faire entrer clandestinement des grenades à main à Cuba en mars 1993, et avait proféré des menaces contre des touristes et des installations cubaines en novembre 1993. Des membres d'Alpha-66 ont été interceptés quand ils étaient en route pour assassiner Castro en 1997. »

Dans une longue note (n° 268), la troïka abonde en autres faits du plus haut intérêt. Elle recense par exemple quatre moments des « activités d'organisations anticastristes » (style de l'accusation) d'Alpha-66. Ainsi, le **20 mai 1993**, sept membres de cette « organisation » sont arrêtés à Marathon (Floride) à bord d'un bateau contenant des armes et des munitions (pistolets, mitrailleuses calibre 50, des fusils automatiques et chargeurs, quatre grenades, un lance-grenade 40 mm, un fusil semi-automatique Beretta calibre 50, un RK, un Norinko AK-47 et deux bombes artisanales. Le **11 juillet 1993**, quatre hommes d'Alpha-66 sont découverts : à bord, de « nombreuses armes », dont un AR-15, deux fusils de 7,6 mm et des chargeurs. La troïka prend soin de préciser que les individus ne sont pas arrêtés et que ni le bateau ni les armes ne sont saisis. Le **10 juin**

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

1994, deux membres d'Alpha-66 sont interceptés à bord de leur bateau en possession d'une mitrailleuse et d'AK-47. La troïka précise là encore que les individus sont libérés, mais que leurs armes et le bateau sont saisis cette fois-ci. Le **27 octobre 1997**, « quatre militants anticastristes » d'Alpha-66 sont arraisonnés dans les eaux portoricaines ; la fouille dans un faux compartiment de leur vedette donne ce qui suit, entre autres articles : des appareils de camouflage militaire, des lunettes pour vision nocturne, des appareils de communication, des jumelles, deux fusils semi-automatiques Beretta calibre 50 et 70 cartouches, 10 cartouches de pistolet 357, etc. Le chef du groupe avoue qu'ils se dirigent vers l'île Margarita (Venezuela) pour « assassiner Castro » qui doit y assister à une conférence internationale ; il explique que « son but dans la vie est de tuer [Castro] ». Selon le témoignage au procès des Cinq de l'enquêteur en chef auprès du *Federal Public Defender's Office*, le meneur de ce dernier groupe, Rubén Darío López-Castro, « a été associé à de nombreuses organisations anticastristes, dont le PUND et Alpha-66. López et Orlando Bosch avaient prévu de débarquer des armes à Cuba pour tenter d'assassiner Castro. Bosch a un long passé d'**actes terroristes** contre Cuba, ainsi que de poursuites et de condamnations pour des activités en rapport avec le **terrorisme** aux États-Unis et dans d'autres pays. »

Ainsi donc, une fois de plus, les trois juges d'Atlanta n'ont pas peur d'appeler un chat par son nom et de transcrire noir sur blanc le mot honni : **terrorisme**.

Je rappelle qu'Orlando Bosch, un pédiatre de formation mais un tueur maladif, œuvre dans le terrorisme contre Cuba depuis quarante ans (à l'époque du procès), qu'il est, avec l'autre assassin impénitent (et impuni) Luis Posada Carriles, l'auteur intellectuel du sabotage à la bombe en plein vol (une première alors dans le monde occidental, et dans le monde tout court, je crois) d'un avion de ligne de Cubana de Aviación, au décollage de la Barbade, en octobre 1976, les soixante-treize personnes à bord ayant été tuées. Je rappelle aussi que cet assassin et terroriste avoué a bénéficié en 1991 de la grâce de Bush père qui, contrairement à l'avis de son département de la Justice qui demandait son expulsion du pays au titre de terroriste et sur pressions des législateurs de la mafia anticubaine de Miami, le blanchit de toute faute.

La troïka de juges poursuit son recensement :

« Les **Commandos F4** ont été impliqués dans une tentative d'assassinat de Castro. » Ils ont droit à leur tour à une longue note (n° 169). Leur « commandant-en-chef » (c'est le titre qu'il se donne) est **Rodolfo Frómata** qui affirme les avoir organisés « pour amener un changement politique à Cuba par des moyens pacifiques », au point d'avoir signé depuis 1994 un engagement de « respecter les lois étasuniennes et de ne pas violer les lois ni floridiennes ni fédérales ». Avant de fonder les Commandos F4, Frómata a appartenu, de 1968 à 1994, à Alpha-66, « une autre organisation soutenant un changement politique à Cuba ». En tant que membre d'Alpha-66, il a été arrêté à plusieurs reprises pour détention d'armes, entre autre le 10 octobre 1993 (sept fusils d'assaut semi-automatiques chinois AK et un mini-fusil 14 semi-automatique Ruger calibre 223 à lunette) ; le 23 octobre 1993, il est arrêté avec d'autres au volant d'un camion conduisant un bateau vers les cayes de la Floride : Frómata explique alors « qu'ils transportent des armes pour conduire un exercice d'entraînement militaire en vue de

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

préparer les changements politiques à Cuba ou en cas d'une attaque de Cuba contre les États-Unis ; les officiers ayant déterminé que « leurs activités étaient légales » (*sic !*), ils peuvent reprendre la route. Les armes étaient semi-automatiques et comprenaient un R15, un AK 47 et une mitrailleuse calibre 50. Frómeta et plusieurs autres membres d'Alpha-66 furent de nouveau arrêtés et relaxés le 7 février 1994 pour avoir des armes sur leur bateau. ». Frómeta est encore interpellé le 2 juin 1994, cette fois comme membre des Commandos F4, alors qu'il cherche à acheter de l'explosif C-4 et un **missile antiaérien Stinger** « en vue de tuer Castro et ses proches associés à Cuba ».

Bien entendu, le recensement des juges d'Atlanta ne révèle que la fine pointe de l'iceberg. Les autorités cubaines ont, elles, de très épais dossiers sur tous ces « groupes anticastristes » qu'elles suivent à la trace depuis maintenant cinquante ans. Ce qui est toutefois étonnant, c'est que, face à des activités de ce genre qui tomberaient sous le coup de la loi dans n'importe quel pays du monde, ces individus sont chaque fois relaxés comme si de rien n'était. En fait, dans la République indépendante de Miami, le mot de passe « c'est pour tuer Castro » vous ouvre à l'envers tous les barreaux de prison. C'est assurément le seul endroit au monde où un Frómeta peut se présenter en tenue de camouflage (sans doute laisse-t-il sa mitrailleuse aux vestiaires) dans des studios de télévision, crier sa haine de Castro et de Cuba, affirmer tout de go que son but est de le tuer, sans que rien ne se passe ; un Bosch fait exactement pareil. Pourquoi s'en étonner d'ailleurs : un législateur d'origine cubaine n'a-t-il pas appelé publiquement à l'assassinat de Fidel ?

Toujours selon la troïka d'Atlanta,

« ...la « **2506<sup>e</sup> Brigade** possède un camp paramilitaire pour jeunes » ; « le **CID** est suspecté d'avoir été impliqué dans une tentative d'assassinat de Castro ; les **Commandos L** ont revendiqué la responsabilité d'une attaque **terroriste** en 1992 dans un hôtel de La Havane. La **Fondation nationale cubano-américaine** a préparé l'explosion d'une bombe dans une boîte de nuit cubaine. L'**Ex-Club** a préparé l'explosion de bombes dans des hôtels touristiques et dans un mémorial. Le **PUND** a préparé le débarquement d'armes pour tenter d'assassiner Castro. Après chaque attaque, Cuba a averti les États-Unis de ses investigations et a demandé aux autorités étasuniennes d'agir contre les groupes opérant aux États-Unis. »

Dans cet inventaire, la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA) occupe une place bien discrète par rapport à ce qu'on en sait vraiment : depuis 1980, date de sa fondation par Reagan, elle a été le commanditaire d'une bonne partie des actions terroristes menées contre la Révolution cubaine. Heureusement, la note n° 170 des trois juges apporte plus de détails. Elle informe du témoignage prêté sous serment au procès par **Percy Francisco Alvarado Godoy**, un Guatémaltèque vivant à Cuba et infiltré dans la FNCA :

« Il a décrit les tentatives faites de 1993 à 1997 par des affiliés de la FNCA pour le recruter et l'engager dans des activités violentes contre différentes cibles cubaines. Il a dit que, début septembre 1994, on lui a demandé de poser une bombe dans le cabaret Tropicana, une boîte de nuit populaire et une attraction touristique de La Havane. En relation avec ce même complot, il a pris l'avion en novembre 1994 pour le Guatemala afin

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

d'obtenir les explosifs et les détonateurs qu'il utiliserait et il y a rencontré, entre autres, **Luis Posada Carriles**, un exilé cubain ayant un long passé d'actes violents contre Cuba. À l'insu des membres de la FNCA, Godoy coopérait avec les autorités cubaines, a dénoncé leur plans et a témoigné ensuite au procès d'un des conspirateurs à Cuba. »

Les trois juges citent aussi le témoignage d'un autre Cubain, Juan Francisco Fernández Gómez, reprennent quasiment les mêmes termes que pour Godoy : tentatives de recrutement pour poser une bombe au cabaret Tropicana, et ajoutent :

« En 1996 et en 1998, Gómez a été contacté par Borges Paz, de l'organisation anticastriste **Ex-Club**, qui l'a invité à la rejoindre et à poser des bombes dans des hôtels touristiques et au mémorial Che Guevara de Santa Clara. De retour à Cuba, Gómez a informé les autorités cubaines des plans d'Ex-Club. Gómez a dit qu'à la suite de son travail pour le gouvernement étasunien, il s'est brouillé avec sa famille aux États-Unis, dont une fille en Floride, et qu'il a reçu des menaces téléphoniques.

Les trois juges d'Atlanta n'ont donc pas peur de dire que Cuba est victime d'actes de terrorisme réalisés par des organisations installées aux États-Unis. Et que, face aux demandes des autorités cubaines pour que Washington fasse quelque chose, celui-ci n'a rien fait. Les actes de terroristes ne sont donc pas de la « propagande castriste », et la troïka est bien forcée d'en donner quelques exemples :

12 avril 1997 : une explosion détruit les toilettes et la piste de danse de la discothèque Ache de l'hôtel Melía Cohíba.

25 avril 1997 : une bombe explose dans les bureaux de la société Cubanacán à Mexico.

Le 30 avril 1997 : découvert d'un engin explosif au quinzième étage de l'hôtel Cohíba de La Havane.

Le 12 juillet 1997 : des explosions aux hôtels Nacional et Capri de La Havane, qui créent des « cratères » dans les halls et des dommages significatifs.

Le 4 août 1997, une explosion à l'hôtel Cohíba de La Havane crée un cratère dans le hall et détruit des meubles.

Le 4 septembre 1997, bombes aux hôtels Triton, Copacabana, Château Miramar, et au restaurant La Bodeguita del Medio dans la Havane coloniale. L'explosion au Copacabana tue un touriste italien ; celle du Château Miramar blesse plusieurs personnes.

19 octobre 1997 : découverte d'engins explosifs dans un minibus de tourisme à la station de taxis de l'aéroport José Martí de La Havane.

30 octobre 1997 : découverte d'engins explosifs sous un kiosque de l'aéroport José Martí de La Havane.

Mais ce n'est là, encore une fois, qu'un pâle échantillon des actes de terrorisme de toute sorte dont Cuba est victime depuis cinquante ans dans l'île et à l'étranger, et qui ont coûté, je le rappelle, la vie de plus trois mille innocents. Mais enfin, que des juges étasuniens le reconnaissent, c'est déjà quelque chose.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Les trois juges recensent ensuite les différentes fonctions de chacun des Cinq. Ainsi Gerardo supervisait Juan Roque et René González, tous deux infiltrés dans Frères à la rescousse, et l'**Opération Aéroport**, autrement dit la « pénétration » (langage des juges) d'Antonio Guerrero dans la base aéronavale de Key West (Floride), les juges précisant en note que celle-ci « est la base militaire la plus au Sud des États-Unis, à 140 km de Cuba. Elle possède un aéroport actif et plusieurs complexes de bâtiments utilisés par les trois armes, les garde-côtes et les *marines*. Le public a accès aux chaussées de la base, mais non aux bâtiments. Elle est la principale installation militaire des États-Unis en cas de conflit dans les Caraïbes, et elle sert à la défense nationale, dont des entraînements au combat aérien intermédiaire et avancé et à la lutte contre le trafic de drogues. »

On comprend aisément l'intérêt que pouvait avoir la Révolution cubaine, face à un ennemi implacable et sans scrupules, à savoir ce qu'il se passait sur cette base et à détecter tout mouvement suspect inhabituel...

Toujours selon la troïka, « fin 1995 début 1996, Gerardo participa à un plan pour faire rentrer Roque à Cuba et ébranler ainsi Frères à la rescousse. Il dirigea aussi un agent pour qu'il demande un emploi au Commandement Sud, et supervisa ensuite l'**Opération Suroc**, autrement la pénétration du Commandement Sud par cet agent. Fin janvier 1996, il reçut une série de messages du gouvernement cubain lui annonçant l'Opération Scorpion qui impliquait l'affrontement [*confronting*] aux efforts contre-révolutionnaire des Frères à la rescousse. » Gerardo participa aussi à la dissémination de désinformations.

Ramón Labañino travaille avec Antonio Guerrero, se chargeant de sa supervision en juin 1997 après Gerardo. Il supervise aussi l'Opération Suroc et travaille avec des agents recrutés par Gerardo pour pénétrer le Commandement Sud. En mai 1997, les services de renseignements cubains lui demandent de collecter des informations sur l'infiltration de différents organes locaux, étatique et fédéraux situés en Floride, dont les bases militaires, les garde-côtes, les services d'immigration et de naturalisation et le FBI.

Là encore, le contexte explique bien des choses. Alors que les dangereux « espions », selon la presse de Miami, opèrent depuis au moins 1994, ce n'est toutefois qu'en mai 1997 que la Révolution cubaine cherche à en savoir plus sur les agissements des organes ayant à voir directement avec l'île, puisque les garde-côtes, avec lesquels elle a des contacts de travail, sont chargés de faire appliquer les règles concernant l'immigration illégale de Cubains, que les services d'immigration ont aussi à voir avec cette question, et que le FBI de Miami est aux mains de la mafia anticubaine. 1997, il suffit de revoir la liste ci-dessus, c'est justement l'année des plus violents attentats terroristes menées contre l'île depuis bien longtemps, sans que le FBI, le premier censé intéressé, et la justice fassent quelque chose pour freiner l'action parfaitement visible des terroristes ! Bien au contraire, à peine interpellés, les terroristes équipés de matériel de guerre sont aussi relâchés !

La troïka d'Atlanta poursuit son analyse : « À un moment donné, Fernando González supervise plusieurs opérations confiées auparavant à Gerardo et à Ramón, dont les opérations Aéroport et Suroc. Il admet avoir, lui et d'autres, collecté et transmis des informations sur les activités de nombreux groupes et individus extrémistes

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

anticastristes locaux qui avaient commis avant des actes terroristes contre Cuba. Il dirige aussi un certain nombre d'opérations : Arc-en-ciel, Brunette, Brume, Paradis, Girón et d'autres. »

En quoi consistaient donc les opérations montées par le redoutable réseau Guêpe. Suivons encore une fois les trois juges :

« **L'Opération Arc-en-ciel** a impliqué le filmage d'une réunion entre le dirigeant de la FNCA, **Orlando Bosch**, Alpha-66 et le dirigeant du PUND, Rubén Darío López, et un agent cubain, afin de planifier le débarquement d'armes à Cuba pour assassiner Castro ; Campa [Fernando], [Gerardo] Hernández et deux autres cubains y participèrent aussi. »

« **L'Opération Brunette** demandait à Fernando d'avoir **Bosch** à l'œil afin de connaître ses relations et ses déplacements, et les lieux qu'il fréquentait. »

« **L'Opération Brume** impliquait Campa [Fernando] et Medina [Ramón] qui devaient surveiller les activités de Roberto Martín Pérez, membre du conseil de direction de la FNCA, que le gouvernement cubain croyait responsable de l'explosion de bombes dans deux hôtels en juillet 1997. »

« Dans le cadre de **L'Opération Paradis**, Campa [Fernando] et d'autres, dont René González et d'autres agents cubains, collectaient des informations sur les activités paramilitaires de groupes d'exilés cubains opérant aux Bahamas, dont la FNCA, Alpha 66, Cuba 21, Frères à la rescousse et des individus dans ces organisations. »

« **L'Opération Girón** était une tentative d'infiltrer la FNCA, qui impliquait Medina [Ramón], puis Campa [Fernando] en substitution temporaire de celui-ci. »

« Certaines des opérations anonymes incluaient d'identifier et de filmer en vidéo des bateaux sur la rivière Miami, d'obtenir des informations sur les camps paramilitaires des exilés cubains, et la surveillance de plusieurs groupes et personnes anticastristes. En juillet 1998, Campa [Fernando] et Hernández, travaillant avec d'autres agents cubains, identifièrent et filmèrent deux bateaux sur la rivière Miami qu'ils croyaient contenir des armes et des explosifs destinés à Cuba. Les agents reçurent des instructions d'envisager de les inutiliser en les incendiant ou en les endommageant ou alors d'en informer anonymement le FIB. Campa [Fernando] et Hernández tentèrent aussi, mais sans succès, de localiser le camp des Commandos L et F-4 près de Clewiston (Floride), à partir des adresses fournies par le gouvernement cubain. »

Comme on le peut le constater sans mal, aucune de ces opérations – avec ou sans nom de baptême – n'impliquait la moindre recherche de renseignements relevant de l'espionnage à proprement parler : toutes visaient la surveillance de terroristes avérés – que le veuille ou non le FBI – comme Orlando Bosch, gracié, je le répète, par Bush père, comme Roberto Martín Pérez, chef de l'aile militaire de la FNCA et propriétaire du fusil qui devait être utilisé pour assassiner Fidel sur l'île Margarita, comme les dirigeants d'Alpha-66 qui sévissent depuis quarante ans, etc. **Rien dans tout ça ne concernait la « sécurité nationale » des États-Unis, à moins d'admettre alors** – et la conclusion en coulerait de source – **que la protection de terroristes invétérés en relève**, pourvu que nous soyons à Miami et que la cible en soit la Révolution cubaine !

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Les « redoutables agents castristes » n'avaient en tout cas rien de James Bond. Révolutionnaires d'un pays pauvre, ils en étaient réduits à la portion congrue. La troïka de la cour d'appel d'Atlanta est forcée de le reconnaître :

« Les agents supervisés par Campa [Fernando] et Medina [Ramón] opéraient sur un petit budget à part qui exigeait l'approbation des autorités cubaines, et les officiers partageaient des logements pour économiser. Campa vécut dans un appartement appartenant à Hernández de novembre 1997 à février 1998, et partagea un appartement avec Medina de juillet à septembre 1998. »

Antonio Guerrero fonctionnait, lui, sur une base opérationnelle différente, sa mission

« visant les installations militaires étasuniennes. Dans le cadre de l'**Opération Aéroport**, Guerrero avait conclu une pénétration « à long terme » de la Station aéronavale de Key West grâce à son emploi en 1993 au département des travaux publics. Il était chargé de la maintenance des stations d'épuration des eaux usées et avait accès à des nombreux secteurs de la base. Bien qu'il ait rempli plusieurs déclarations écrites sous serment de loyauté aux États-Unis pour pouvoir obtenir cet emploi, il répondait aussi un plan de travail de la Direction des renseignements cubaine pour obtenir des informations militaires, assurer des renseignements visuels de la base et chercher des ressources opérationnelles.

« Guerrero a fourni fréquemment des rapports détaillés à Campa, Hernandez, et Medina concernant le déploiement de militaires étasuniens sur la base de 1994 à 1997. »

Voilà, nous venons de faire le tour, accompagnés par des experts, de l'essentiel des faits incriminés et des accusations portées contre les Cinq. Des experts qui ont été les seuls, soit dit en passant, à s'en tenir au strict plan juridique : toutes les autres instances – la cour de Miami-Dade qui les a condamnés, la cour d'appel d'Atlanta en sa totalité de ses membres qui a rejeté, cas sans précédent dans l'histoire légale étasunienne, la décision de sa troïka, et la Cour suprême – ont fait passer avant les approches politiques en se pliant aux pressions de l'administration.

Résumons. Le ministère public étasunien a présenté contre les Cinq un total de vingt-six chefs d'accusation, dont vingt-quatre étaient relativement mineurs et de caractère plutôt technique, et dont ils n'ont reconnu que deux : ne s'être pas inscrits comme « agents d'une puissance étrangère » et avoir, pour trois d'entre eux n'ayant pas la nationalité étasunienne (Gerardo, Ramón, Fernando), utilisé une « fausse identité »...

**Des accusations passibles d'une peine maxima de cinq ans de prison.** Par rapport à ces deux chefs d'accusation, les Cinq et leurs avocats ont fait valoir à titre d'arguments ce qu'on appelle en droit étasunien (le « *common law* » anglo-saxon, différent du droit romain) la « défense par nécessité », en quelque sorte l'équivalent du « cas de force majeure » : si vous voulez vous infiltrer dans des organisations terroristes au péril de votre vie et si vous désirez par exemple éviter qu'elles ne vous démasquent trop aisément ou qu'elles prennent des représailles contre votre famille, il est évidemment plus prudent de ne pas arborer votre véritable identité, ce que vous permet justement la « défense par nécessité », en vertu de laquelle vous pouvez techniquement violer une réglementation légale si vous le faites pour éviter un mal pire. Ainsi, aucune

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

cour ne pourra vous accuser ni ne vous condamner pour « effraction de domicile » (qui est un délit) si vous êtes entrés chez votre voisin en son absence pour sauver ses enfants dans sa maison en flammes. Et ce « mal pire » dans le cas des Cinq n'était pas une vue de l'esprit, comme le prouvent les plus de 3 000 victimes fatales cubaines du terrorisme *made in USA* (et surtout *in Miami*) : il s'agissait pour les Cinq et la Révolution cubaine de protéger des vies humaines, d'éviter des dommages aux personnes et aux biens et de prévenir des actes terroristes.

C'est tout ce dont les Cinq se sont avoués coupables. À aucun moment du plus long procès à s'être déroulé aux États-Unis (sept mois, je le rappelle), ils n'ont reconnu avoir fait de l'espionnage : ce qu'ils ont reconnu, le revendiquant comme un titre d'honneur, c'est de **S'ÊTRE INFILTRÉS DANS DES ORGANISATIONS TERRORISTES DE MIAMI** pour prévenir les autorités cubaines de leurs projets et les empêcher de causer des victimes à Cuba (et aux États-Unis). Et ils ont été si efficaces dans leur action qu'ils ont permis de faire avorter plusieurs plans et si sérieux dans leurs dénonciations que même Clinton s'en est alarmé (je renvoie, une fois encore, à mon texte) et a décidé d'agir.

Ce qui est bien différent de l'espionnage. Celui-ci implique par hypothèse légale la possession et la transmission d'**informations et de documents relevant de la défense nationale**. C'est clair. Or, les faits relevés par la troïka concernent pour l'essentiel les actions préventives des Cinq contre les organisations qu'ils avaient infiltrées. Là, les trois juges sont précis. Dès qu'ils abordent l'infiltration dans des organes ou sites militaires, ils ont du mal à être aussi concrets... Si l'on prend la peine de lire les extraits des actes du procès (119 volumes de transcription, des caisses entières de documents probatoires, 15 volumes de récits des faits, plus 70 témoins ayant défilé à la barre), ou plus simplement le rapport de la troïka d'Atlanta, on constate que l'accusateur public n'a jamais pu prouver ses accusations d'espionnage ! Qui mieux est, il l'a avoué lui-même en s'adressant au jury : « Nous avons arrêté ces cinq hommes et nous avons saisi 20 000 pages de documents dans leurs ordinateurs, mais nous ne pouvons vous présenter, mesdames et messieurs du jury, **aucune page d'information classifiée**. » Le procureur fit venir à la barre comme témoin à charge l'ancien directeur de l'Agence de renseignements de la défense, la principale agence de renseignements des USA ; quand l'un des avocats des Cinq, Paul McKenna, lui demanda combien de ces 20 000 pages avaient à voir avec la défense nationale (et mettaient donc en danger la sécurité du pays), le général en question lui répondit textuellement, comme l'indiquent les minutes du procès : « **Aucune**, pour autant que je me souviene. » Tout ce que le procureur put avancer comme argument pour prouver l'accusation d'espionnage, c'est qu'Antonio Guerrero travaillait, à un poste de faible importance, sur la base navale de Boca Chica, à Key West, et qu'il envoyait des informations à Cuba. C'est bien ainsi qu'il présenta les choses aux jurés : un agent cubain envoyant des informations à son pays. Mais quelle sorte d'informations envoyait Antonio Guerrero ? Du domaine public, disponibles à tous : entre autres, sur les avions décollant et atterrissant à Boca Chica (tout trafic inhabituellement intense pouvant indiquer une mobilisation armée, comme cela avait été le cas avant l'Irak, et donc des risques éventuels pour Cuba). Bien mieux, les autorités cubaines lui avaient dit de ne violer absolument aucune réglementation ni aucune mesure de sécurité de la base, et il fut si respectueux à cet égard que, bien que le

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

gouvernement étasunien ait découvert deux ans avant son arrestation qu'Antonio était un agent, il n'en avait pourtant averti la chef de la base navale – selon le témoignage de celle-ci au procès – parce qu'il savait pertinemment qu'Antonio Guerrero n'avait violé à ce jour aucune mesure de sécurité de la base et que les informations qu'il envoyait à Cuba n'avaient rien à voir avec la défense nationale des États-Unis !

Les témoignages de généraux et de fonctionnaires présentés comme experts par l'accusation et comme témoins par les avocats prouvent aussi que les accusés n'avaient jamais cherché d'informations secrètes ou classifiées pouvant être utilisés au détriment des États-Unis et mettant en danger leur sécurité nationale (sans quoi, je le répète, il ne peut exister d'espionnage). Et ces témoins n'étaient pas des moindres. Je citerais entre autres, le général James R. Clapper, des forces de l'air, ancien chef de l'Agence de renseignements du Pentagone ; le général Charles Elliot Wilhelm, de la marine, ancien chef du Commandement Sud ; le général Edward Breed Atkeson, ancien chef d'état-major de l'armée aux renseignements ; le contre-amiral Eugene Carroll, ancien vice-chef des Opérations navales ; le colonel George Buckner, du commandement du système de défense aérienne de l'armée ; Stuart Hoyt, expert du FBI en contre-espionnage ; Richard Giannotti, expert du FBI. Toutes les informations utilisées par les accusés étaient du domaine public !

Et les preuves d'espionnage étaient si inexistantes que le *Nuevo Herald*, de Miami, porte-parole de la mafia terroriste au point d'avoir constamment accusé les Cinq bien avant l'ouverture du procès d'être des espions et d'avoir fait quasiment partie en quelque sorte du ministère public, se plaignait amèrement le 30 avril 2001 : « ... le ministère public a assuré qu'il disposait de preuves et de documents en abondance au sujet des prétendues activités d'espionnage des accusés. Or, bien que le procès doive conclure comme prévu dans un mois, de nombreux observateurs et leaders communautaires se plaignent que ces preuves écrasantes brillent par leur absence, et que la défense semble avoir assis l'exil cubain au banc des accusés... Si les choses continuent comme ça, ces espions vont être mis en liberté. »

Comment fait-on alors, me demanderez-vous, quand on est procureur aux États-Unis pour faire condamner des accusés sans preuves ni pièces ? Oh, c'est assez facile. Il faut deux ingrédients. Le premier est un jury, pour ainsi dire, à la botte. D'abord, en éliminer les Noirs. Ensuite, mettre à sa tête un président qui va dans votre sens : ainsi, celui du procès de Miami avait avoué sans ambages qu'il était contre la dictature castriste et qu'il rêvait du jour où elle serait renversée ; un second juré, un banquier à la retraite d'Illinois, avait un fils qui avait été *marine* pendant vingt et un ans et une fille toujours membre du FBI depuis quinze ans ; un troisième travaillait dans les bureaux du procureur général de la Floride au département pénal. Et ainsi, en gros, à l'avenant.

Le deuxième ingrédient est aussi aisé à manipuler quand vous êtes à Miami et que les accusés sont des révolutionnaires cubains : vous inventez une *conspiracy*. Qui signifie, selon le glossaire multilingue des Nations Unies sur la prévention du crime et la lutte contre la délinquance : « coalition ; concert frauduleux ; association de malfaiteurs » La *conspiracy* est donc une combinaison de deux personnes ou plus pour commettre un acte criminel. Et le gros avantage de ladite figure juridique pour le procureur, c'est qu'il

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

n'a pas besoin de la prouver ! Il peut se contenter d'affirmer qu'il y a eu accord pour espionner, et le tour est joué : l'accord en soi est déjà un délit. Bref, les Cinq furent accusés, non d'espionnage – un chef d'accusation impossible à prouver – mais de « concert frauduleux pour espionner », qu'il n'est pas nécessaire de prouver... Pour le procureur, il suffit d'« indices » de cette « association de malfaiteurs », de preuves basées sur des affirmations de tiers, jamais sur des faits avérés.

Avec un jury pareil et de telles règles du jeu, l'affaire était donc dans le sac pour cette première accusation : de fait, alors que le procès avait duré sept mois, que soixante-dix témoins avaient défilé à la barre, qu'il y avait cinq accusés, les douze jurés, sans poser la moindre question à la cour, sans élever le moindre doute, mirent à peine un jour à déclarer les Cinq coupables d'espionnage (et des autres chefs d'accusation, bien entendu). La juge, elle, les condamna ensuite aux peines maximales.

Que nul ne s'en étonne. Il s'agissait non d'un procès judiciaire, mais d'un procès foncièrement politique, et les preuves importaient peu... Et la justice eut, durant ces sept mois, les yeux plus bandés que jamais.

Quant au second chef d'accusation capital prononcé par le procureur de Miami-Dade (« concert frauduleux pour commettre un homicide volontaire »), autrement dit un meurtre, il était du même tonneau et tout aussi fabriqué que le premier. Il ne concernait que Gerardo Hernández. Son libellé exact était, dans les termes de la troïka d'Atlanta : « concert frauduleux pour commettre un meurtre en appuyant et en mettant en place un plan pour abattre des avions civils étasuniens hors de l'espace aérien de Cuba et des États-Unis » (*conspiracy to commit murder by supporting and implementing a plan to shoot down United States civilian aircraft outside of Cuban and United States airspace*”).

J'ai dit plus haut que, faute d'avoir en main des accusations solides en matière d'« espionnage » – en fait, il n'avait absolument aucune preuve et il risquait de ne pas pouvoir convaincre un jury, même aussi « accommodant » que celui de Miami-Dade, de prononcer un verdict de culpabilité – le procureur s'efforçait de trouver un chef d'accusation qui soit en revanche irréfutable. Et il en trouva un, assorti d'un ingrédient – mort d'homme – qui défraie toujours la chronique : Gerardo Hernández serait donc coupable du meurtre de quatre personnes, parmi elles, trois citoyens étasuniens, dont les deux avions Cessna appartenant à *Frères à la rescousse* furent abattus par des Mig cubains le 24 février 1996. Ce qui est intéressant en soi, et surtout assez inhabituel, c'est que le procureur n'eut l'idée de cette nouvelle accusation que le 7 mai 1999, soit sept mois après avoir présenté la première (2 octobre 1998) !

Pour bien comprendre cette histoire, il faut remonter à sa source : l'apparition en 1991 dans la communauté terroriste de Miami d'un nouveau groupe, *Hermanos al rescate*, soit *Frères à la rescousse*, que son fondateur José Basulto présenta comme une organisation humanitaire dont l'objet était d'aider les *balseros* en danger dans le golfe du Mexique et de les sauver de la mort en alertant les services de garde-côte étasuniens. Je rappelle que 1991 marque le début de la descente aux enfers accélérée de l'économie cubaine après la disparition définitive des partenaires européens de l'île, cette crise apparemment sans solution (l'île va couler corps et biens) engendrant le phénomène des *balseros*, autrement dit des Cubains sans visa d'entrée aux USA qui tentent – forts de l'existence de la Loi

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

d'ajustement cubain – de gagner le paradis capitaliste sur des embarcations de fortune et de rejoindre le « rêve américain », un phénomène exactement semblable à celui que connaît l'Europe à partir de l'Afrique, voire des pays anciennement communistes de l'Est. Phénomène douloureux, tragique, mais en rien, donc, l'apanage du « totalitarisme cubain ». Des centaines de milliers de personnes fuient tous les ans le capitalisme sous-développé...

Pour Basulto, c'est une bonne affaire. Au point que, ayant démarré avec un seul avion, le sien, il se retrouve trois ans plus tard, en 1994, à la tête d'une flottille qui lui permet de réaliser jusqu'à trente-deux « missions » hebdomadaires, à un coût, selon ses propres chiffres, de 1 300 000 dollars par an apportés intégralement, toujours d'après ses propres aveux, par des riches de la communauté miamienne, bien qu'American Airlines (*sic*) ait aussi contribué. Mais quand on connaît un peu les coulisses de la mafia cubano-américaine floridienne, on peut supposer que l'argent provenait aussi d'institutions aussi « caritatives » que la CIA, le gouvernement de la Floride et d'autres organisations officielles et officieuses...

À propos, qui est ce José Basulto ? Oh, un vieux de la vieille en matière de terrorisme et d'« anticastrisme » : dès 1960, on le retrouve dans les groupes d'infiltration à Cuba ; ainsi que dans les effectifs mercenaires préparés pour envahir Cuba par la baie des Cochons (il parvient à réchapper en se réfugiant dans la base navale – usurpée de force à Cuba – de Guantánamo) ; il poursuit ses activités contre-révolutionnaires en attaquant des objectifs civils sur les côtes cubaines ; comme un certain nombre d'autres « protégés » de la CIA, on le retrouve aux côtés des *contras* antisandinistes (un échantillon fameux en est Posada Carriles), ce qui prouve que ses liens avec l'*Agency* se maintenaient, bien qu'il le nie)... Somme toute, comme tant d'autres Cubains de Miami formés dans les premiers temps par les services de renseignements étasuniens et ne sachant rien faire d'autre de leurs dix doigts, il vit de la lucrative « industrie de la contre-révolution et du terrorisme ». Bref, il est de tous les combats contre le « communisme ».

Le dernier en date, celui de la « rescousse », donc, va vent arrière depuis trois ans – bien qu'on ignore encore à ce jour combien de *balseros* il a permis de sauver – quand, catastrophe, Bill Clinton s'avise en 1994 de signer des accords migratoires avec Cuba pour tenter d'enrayer l'arrivée de ces candidats à l'exil qui lui cause des problèmes. Le 9 septembre, les deux pays souscrivent un accord migratoire en vertu duquel, entre autre clauses, les Cubains qui tenteraient d'entrer illégalement aux USA et seraient arraisonnés en mer ne pourront pas y pénétrer, mais seront placés dans des installations hors du pays (lisez Guantánamo). L'accord entre pleinement en vigueur en mai 1995. (Je renvoie à mon article « Les sauts de cabri d'Obama ».) Bien entendu, la quantité de *balseros* prêts à se risquer sur des embarcations de fortune diminue radicalement. Et voilà donc notre Basulto de nouveau sans gagne-pain : il n'y a plus assez de gens pour lesquels voler « à la rescousse ». Qu'à cela ne tienne : dans l'industrie de la contre-révolution miamienne, on n'est jamais à court d'idées et d'ingrédients. Et Basulto modifie par conséquent la raison d'être de son « organisation humanitaire » : ses Cessna patrouilleront les eaux du détroit de la Floride pour surveiller la façon dont les deux gouvernements exécutent l'accord migratoire !

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Bien entendu, tout ceci n'est que façade, le vrai objectif, l'objectif ultime restant le même depuis 1959 : travailler au renversement de « Castro » et à la destruction de la Révolution cubaine. Entre autres en préparant des attentats terroristes dans l'île. Et en testant la possibilité de largage de bombes sur son territoire.

Car, contrairement à ce qu'a affirmé récemment Hillary Clinton, les Cessna de Basulto ne sont pas des avions civils : ce sont des appareils que le Pentagone lui a cédés et qui sont destinés, comme ils le furent au Vietnam, à **des fins militaires**. Un petit historique, donc. Dès le 15 mai 1991, Basulto s'était adressé à George Bush père pour obtenir trois Cessna type 02 (version militaire) des forces armées étasuniennes ayant servi en El Salvador. Comme à l'accoutumé, un des législateurs d'origine cubaine de la Floride est derrière le coup : Ileana Ross-Lehtinen (qui, dix ans, durant l'épisode Elián González, se gagnera le sobriquet de *loba feroz*, la « Louve féroce ») fait publiquement campagne dans ce sens et parvient à « convaincre » le président de céder les trois appareils dont la photo apparaîtra dans la presse le 19 juillet 1992, le sigle USAF encore clairement visible sur la carlingue, au lendemain du premier vol des *Frères à la rescousse* au-dessus de Cuba. (Je tiens à rappeler au passage que Bush père a connu de près tous ces personnages du bas-monde terroriste floridien puisqu'il avait été chargé de leur « formation » à l'époque où il était un cadre important de la CIA et, à plus forte raison, quand il en fut chef durant plusieurs années... Ce qui explique, pour ceux qui ne l'auraient pas compris, sa « bienveillance » envers des assassins comme Orlando Bosch, qu'il gracie généreusement en juillet 1990, en opposition à son département de la Justice qui réclamait son expulsion du pays.)

Je me demande dans quel autre pays, sinon en R.I.M. (République indépendante de Miami), un tel épisode pourrait se produire... ! Ou dans quel autre pays un chef d'organisation terroriste se présenterait à la télévision pour annoncer un renforcement des attaques contre des cibles à Cuba, en particulier des hôtels, sans que les autorités compétentes s'en préoccupent plus que d'une guigne : c'est pourtant ce qu'affirme le 7 janvier 1993 Tony Bryant, chef de *Commandos L* en conférence de presse, se disant « en guerre contre Cuba » et avertissant les touristes étrangers de « rester éloignés » de l'île. Pourquoi donc s'en étonner d'ailleurs : le 7 octobre 1992, quatre terroristes n'avaient-ils pas attaqué depuis une vedette rapide l'hôtel Meliá de Varadero et n'avaient-ils pas été remis ensuite en liberté après avoir été arrêtés par le FBI ? En janvier 1993, cinq terroristes à bord d'une vedette équipée de mitrailleuses lourdes et d'autres armes n'avaient-ils pas été interceptés par les garde-côtes étasuniens quand ils se faisaient route vers Cuba et pareillement relâchés ensuite ? En octobre 1993, Nazario Sergent, un autre vieux routard du terrorisme, chef d'Alpha-66, n'avait-il pas affirmé publiquement que son groupe avait mené récemment cinq actions contre Cuba sans que rien ne lui arrive ? Le 7 novembre 1993, le porte-parole d'Alpha-66 n'avait-il pas déclaré à Miami en conférence de presse que son groupe considérerait les touristes étrangers « comme des ennemis » ? Le 11 mars 1994, une chaîne de télévision de Miami n'avait-elle pas interviewé Nazario Sergent qui se vantait de l'attaque perpétrée ce même jour par son groupe contre l'hôtel Guitart sur la caye Coco (lequel serait de nouveau attaqué le 6 octobre puis le 20 mai 1995) sans que les autorités compétentes ne bronchent ? Je

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

pourrais citer encore bien des exemples des coudées absolument franches dont jouissaient alors les groupes terroristes de Miami...

J'en reviens aux *Frères à la rescousse*. Assuré de l'impunité totale du côté de Miami, Basulto ne cesse de s'enhardir. Il viole à plusieurs reprises l'espace aérien et maritime cubain, entre autres le 18 mai (un avion) et les 28 (plusieurs avions) et 30 décembre (deux avions) 1993 ; le 2 janvier (un avion), les 15 (cinq avions), 17 (deux avions), 25 (cinq avions) et 29 mai (cinq avions), le 10 juillet (un avion), le 20 août 1994 (un avion) ; le 4 avril (un avion) et le 13 juillet 1995 (quatre avions) ; les 9 (deux) et 13 janvier (deux) 1996. Basulto ne s'en cache pas : « Ils disent [les Cubains] que j'ai survolé le territoire cubain, ce que tout le monde sait et que je n'ai jamais nié ». En fait, selon les autorités cubaines, les avions « innocents » (*dixit* Hillary Clinton) de *Frères à la rescousse* ont violé au moins vingt-cinq fois l'espace aérien cubain durant les vingt mois précédents.

Voyons maintenant ce que la troïka des juges d'Atlanta affirme sur ces événements du 24 février 1996 et leurs antécédents dans son rapport dont la conclusion – rappelons-le – est l'annulation du procès et du verdict de Miami-Dade et la demande d'un nouveau procès. La troïka commence par reconnaître que

« les vols de Frères à la rescousse sur Cuba préoccupaient particulièrement le gouvernement cubain. À un moment donné après le 13 juillet 1995, l'administration fédérale de l'aéronautique (FAA) avait transmis les menaces du gouvernement cubain envers les Frères à la rescousse que les avions volant sans autorisation dans l'espace aérien cubain seraient contraints de se poser ou abattus. »

Il n'empêche que les 9 et 13 janvier 1996, les avions lancent des milliers de tracts sur La Havane. Toujours en janvier, Basulto intervient sur Radio Martí pour revendiquer le lancement des tracts et prôner la désobéissance civile aux Cubains. La troïka prend soin de préciser que Radio Martí dépend du gouvernement (« *a United States-controlled* »). Et d'ajouter :

« Le gouvernement cubain a protesté auprès des États-Unis pour ces violations de son espace aérien, s'est plaint que les mesures prises par la FAA pour empêcher ces vols étaient insuffisantes et a signalé que les vols non autorisés seraient interrompus de force. »

Je tiens pour ma part à souligner d'une part la patience de la Révolution cubaine envers ces provocateurs, de l'autre le laisser-aller extrême des autorités étasuniennes : bien que La Havane ait déjà menacé de le faire autour du 13 juillet 1995, les avions de Basulto peuvent violer le ciel de La Havane six mois après sans être abattus, tandis que les autorités étasuniennes continuent de regarder ailleurs...

Les trois juges poursuivent :

« Le 22 janvier 1996, le contact de la FAA avec le département d'État écrit au bureau régional de l'Agence à Miami au sujet de ces violations de l'espace aérien cubain. Elle signale avoir été mise au courant d'un autre vol non autorisé le 20 janvier, affirmant que ce dernier survol ne peut être considéré que comme une nouvelle moquerie envers le gouvernement cubain. Le département d'État est de plus en plus inquiet de la réaction

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

cubaine à ces violations flagrantes. Il demande aussi à la FAA ce qu'elle fait pour prévenir ou empêcher ces actions... [et] au sujet de notre cas contre Basulto. Le pire scénario serait qu'un de ces jours les Cubains abattent un de ces avions et il vaudrait mieux alors que la FAA maîtrise la situation. »

« Début février 1966, un membre d'une délégation examinant les activités militaires cubaines est averti par un militaire cubain qu'ils se sentent frustrés devant la carence de réponse favorable des États-Unis, compte tenu de leurs protestations répétées concernant les vols d'avions civils légers depuis la Floride en violation de l'espace aérien cubain. Aussi le membre de la délégation rencontre-t-il des fonctionnaires des départements de la Défense et d'État et les avertit de ce qu'il a perçu comme un avertissement que Cuba envisageait d'abattre ces avions. »

Dans ce paragraphe fort peu clair, les trois juges font allusion à l'épisode suivant. Les autorités cubaines, qui se devaient d'agir bien entendu, puisque, quoiqu'ayant présenté des notes diplomatiques de protestation à chaque violation de l'espace aérien, Washington continuait de faire la sourde oreille, consentirent donc un ultime effort pour convaincre la Maison-Blanche du sérieux de la situation : elles profitèrent de la venue à La Havane, en janvier 1996, à une conférence militaire internationale, de l'amiral Eugene Carroll, rien moins que l'ancien vice-chef des Opérations navales des États-Unis, alors à la retraite, qui eut un entretien avec le chef des forces de l'air cubaines, au cours duquel celui-ci lui dit en gros : nous avons appris de sources bien informées que le groupe de Basulto qui ne cesse de violer notre espace aérien a l'intention d'**emporter maintenant à bord des bombes et des explosifs** ; nous ne pouvons plus tolérer cette menace, nous devons nous défendre et nous abattons désormais tout appareil de ce groupe qui violerait de nouveau notre territoire. Tout autre gouvernement aurait bien entendu agi de même.

Appelé le 6 juin 2001 à la barre des témoins par les avocats de la défense durant le procès, l'amiral Carroll fit état de cet entretien et confirma que, de retour à Washington, il avait rencontré des fonctionnaires du Pentagone et du département d'État pour leur faire savoir que Cuba était excédée et qu'elle mettrait ses avertissements à exécution.

J'en reviens au « récit » des trois juges d'Atlanta :

« Le 23 février 1996, la FAA adressa une "Cuba Alert" à plusieurs organismes des États-Unis, avisant qu'elle avait reçu un appel du département d'État indiquant que, puisque Frères à la rescousse et son dirigeant Basulto appuyaient et avalisaient le *Concilio Cubano* [une organisation chapeautant des dissidents, précisent les juges], il ne serait pas improbable qu'ils tentent de faire un vol non autorisé demain sur l'espace aérien cubain, défiant le gouvernement cubain et sa politique contre les dissidents. Le département d'État n'était pas en mesure de confirmer si cela arriverait et restait en contact avec les organes d'application de la loi pour mieux déterminer où en était la situation. J'ai réitéré au département d'État que la FAA NE POUVAIT PAS PRÉVENIR ces vols, car ils n'étaient que potentiels, mais que nous alerterons nos gens au cas où ça arriverait et que nous le décrirons (du mieux possible) à des fins de respect des obligations et d'imposition. »

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Une fois encore, on ne peut que s'étonner du « peu d'intérêt » des autorités étasuniennes à faire cesser des provocations annoncées et dont le gouvernement cubain a dit clairement qu'il n'était plus disposé à les tolérer ! Que personne à Miami ne veuille se risquer à contrer la mafia terroriste, cela se comprend presque à la limite, compte tenu de la situation qui règne en Floride, mais qu'à Washington même, on avoue avoir quasiment les poings liés et n'avoir pas les moyens d'empêcher ces provocations, c'est jouer la politique du pire ou faire l'autruche ou être carrément complice. Qu'un organisme comme la FAA se dise incapable d'empêcher un avion de décoller alors qu'il a la haute main sur le trafic aérien dans le pays, c'est pour le moins assez sidérant : on sait que quand les autorités étasuniennes veulent prendre les moyens, elles n'ont pas tant de scrupules !

Richard Nuccio, rien moins que le **conseiller de Clinton pour l'Amérique latine**, lui aussi appelé à la barre, confirma les dires de Carroll durant le procès des Cinq. Il déclara s'être inquiété en recevant les protestations de Cuba au sujet des violations aériennes, bien qu'il ait compris qu'*il ne pouvait pas faire grand-chose pour les freiner*. Il dit s'être alarmé en voyant la comparution provocatrice de Basulto à la télévision en janvier 1996 ; il lut au jury un mémorandum rédigé par un adjoint du département d'État qui reflétait non seulement **la décision de ne pas entraver les activités clairement illégales de Basulto**, mais encore une certaine inquiétude qu'au cas où le gouvernement cubain répondrait finalement à ces provocations continuelles, la responsabilité risquait d'en retomber sur un organe de l'administration :

« ...Cette dernière incursion aérienne ne peut être considérée que comme une nouvelle provocation vis-à-vis du gouvernement cubain. Le département d'État exprime son inquiétude croissante devant ces violations flagrantes... le pire scénario possible serait que les Cubains abattent un jour ou l'autre un de ces avions et il vaudrait mieux que l'Agence fédérale d'aéronautique ait toutes ses affaires en ordre. »

Le plus sidérant, c'est que le propre conseiller présidentiel pour l'Amérique latine soit en mesure de concevoir la politique de la Maison-Blanche à l'adresse du sous-continent, mais ne dispose pourtant d'aucun moyen en République indépendante de Miami d'empêcher un provocateur – ô sacro-sainte liberté individuelle ou franche complicité ! – d'empirer les relations déjà au plus mal entre deux États souverains !

Je reprends le rapport des trois juges d'Atlanta :

« Le département d'État a aussi indiqué que le gouvernement cubain serait probablement moins enclin cette fois-ci à faire preuve de retenue (en cas de scénario d'un vol non autorisé)

« Le 24 février 1996, Basulto programma un vol dans le détroit de la Floride vers Cuba à la recherche de radeaux signalés. Les plans de vol furent remplis auprès de la FAA et transmis à Cuba. Vers 13 h 15, trois avions de Frères à la rescousse décollèrent de l'aérodrome d'Opa-Locka (Floride) : le N2506, emportant Basulto et d'autres ; le N2456, piloté par Carlos Costa et emportant Pablo Morales ; et le N5485, piloté par Mario de la Peña et emportant Armando Alejandro. Vers 15h, les avions franchirent le 24<sup>e</sup> parallèle

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

qui marque la limite entre les régions d'information de vol de Miami et de La Havane et qui est dans l'espace aérien international.

« À ce point, ils communiquèrent par radio avec le Contrôle de trafic aérien de La Havane en s'identifiant eux-mêmes et leurs vols. Quelques minutes après le franchissement, un chasseur à réaction cubain repéra et poursuivit l'avion de Costa dans l'espace aérien international. À 15 20, le contrôle militaire cubain à terre informa par radio que l'appareil cubain était « autorisé à détruire ». En conformité, l'appareil militaire cubain fit feu et détruisit l'avion. Quelques moments après, le chasseur à réaction cubain aperçut l'avion piloté par de la Peña et l'abattit. La chute des deux avions de Frères à la rescousse fut observée par des occupants d'un bateau de pêche et par les passagers d'un bateau de croisière. Les corps des personnes à bord des avions, dont trois étaient des citoyens étasuniens, ne furent jamais récupérés. Les deux avions se trouvaient dans l'espace aérien international, en train de s'éloigner de Cuba, quand ils furent abattus ; ils n'étaient pas entrés dans l'espace aérien cubain.

Voilà donc, jusqu'ici, la version des juges d'appel d'Atlanta de cette journée du 24 février 1996, qui reprend en fait celle du procureur. Les choses ne sont pas pourtant aussi limpides que semble faire accroire cette version et qui ressemble étrangement à celle d'Hillary Clinton et ses avions innocents et désarmés. Voyons donc maintenant la version cubaine des faits. Et la vision depuis Cuba des antécédents.

Dans une interview récente (1<sup>er</sup> avril 2009), Gerardo Hernández apporte pour ainsi dire l'éclairage en miroir des coulisses, lorsque Saul Landau lui demande comment il a fait pour s'infiltrer dans *Frères à la rescousse*. Gerardo répond que ce n'était pas lui qui l'était, mais René González : celui-ci, titulaire d'un brevet de pilote, avait, pour se doter d'une façade, « volé » un avion à Cuba et atterri à Miami où on l'avait accueilli bien entendu en héros, ce qui lui avait permis de s'intégrer sans trop de mal à *Frères à la rescousse*. C'est donc lui qui était chargé de collecter des renseignements sur les manigances de Basulto qu'il faisait parvenir ensuite à Gerardo, responsable du groupe de Cubains infiltrés dans les organisations terroristes :

« Quand je parle de *Frères à la rescousse*, certains peuvent se dire : "C'est une organisation humanitaire qui sauvait des *balseiros*." » Tant que ses activités se sont limitées à sauver des *balseiros*, ils n'ont pas eu de problèmes avec les autorités cubaines. [...] Même Basulto, avec son état de services bien connu, n'a pas eu de problèmes tant qu'il s'est borné à sauver des *balseiros*. Mais les USA et Cuba ont signé en 1995 des accords migratoires qui spécifiaient que les bateaux interceptés en haute mer ne poursuivraient pas leur route jusqu'aux États-Unis mais qu'ils seraient renvoyés à Cuba. À partir de ce moment, les gens ont cessé de lui donner de l'argent, parce qu'ils se sont dits : "À quoi bon donner de l'argent à l'organisation de Basulto ? Quand il va appeler les services de garde-côtes, les *balseiros* vont être réexpédiés à Cuba !" »

« Ainsi donc, quand Basulto a vu que son business était en danger, il a inventé cette invasion (en 1995) de l'espace aérien cubain pour que les gens continuent de lui verser de l'argent. Nous avons présenté cette preuve à notre procès. [...] Les documents prouvent que Basulto et *Frères à la rescousse* étaient en train de tester des armes faits à la main pour les introduire à Cuba. »

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

« Quand Basulto a prêté témoignage à notre procès (en 2001), notre avocat lui a demandé ce qu'il pensait faire de ces armes. Tout ceci apparaît dans les minutes du procès, bien que personne ne semble y prêter attention. Les gens ont tendance à parler de *Frères à la rescousse* comme d'une organisation humanitaire, mais ils omettent la part du terrorisme, tout comme ils omettent le fait que le FBI s'est infiltré dans cette organisation. Le FBI y avait quelqu'un qui lui donnait des informations sur les activités de *Frères à la rescousse*. Pourquoi le FBI s'infiltrerait-il dans une organisation humanitaire ? »

[...]

« René, par exemple, était dans *Frères à la rescousse*, il apprenait des choses. Basulto avait fait un commentaire selon lequel ils avaient une arme prête à tester sur des cibles dans les Everglades. Ils l'avaient testée et ils étaient contents des résultats. Et leur plan était de chercher un endroit où l'utiliser à Cuba... »

La dernière violation de *Frères à la rescousse* a lieu le 24 février (date historique pour les Cubains) 1996 : deux avions Cessna survolent de nouveau La Havane, le troisième, celui que pilote Basulto, restant symptomatiquement en-deçà des eaux cubaines ! Le bonhomme n'est pas sot, bien entendu, ni assez courageux pour risquer sa vie « pour ses idées ». Il sait que les autorités cubaines ont averti que leur patience était lasse et que tout avion violant les eaux territoriales serait abattu. Basulto a affirmé ensuite que la faute revenait à un agent « castriste » infiltré dans son organisation, Juan Pablo Roque (l'homme dont Gerardo parle plus haut), qui aurait averti les Cubains. En fait, convaincu avec juste raison de son impunité aux USA et persuadé que les autorités cubaines ne tireraient jamais sur un avion « civil », Basulto s'était chargé lui-même d'annoncer sa nouvelle provocation en conférence de presse...

Vingt-cinq violations en vingt mois ! Et rien, absolument aucune mesure du côté des autorités étasuniennes pour les empêcher ! Je laisse le lecteur juge de répondre à la simple question suivante : les autorités militaires et civiles étasuniennes auraient-elles attendu la vingt-sixième provocation pour abattre des avions d'une organisation terroriste qui survoleraient Washington ? Chacun connaît la réponse aussi bien que moi. Alors, pourquoi la Révolution cubaine devait-elle les tolérer plus longtemps, d'autant qu'elle savait à travers René González que Basulto prétendait armer ses Cessna (ce qui était facile, puisque les appareils étaient du type militaire), ne plus se contenter de lancer des tracts, mais des bombes, se doter d'appareils plus perfectionnés et même d'avions téléguidés qui viseraient des meetings populaires à Cuba.

Selon un autre mémorandum du 23 février présenté au procès, autrement dit la veille même du jour fatal, le département d'État reçut un avertissement qu'un « vol non autorisé aurait lieu dans l'espace aérien cubain », ce qui démentait la prétendue incapacité de la FAA d'éviter « des vols tels que cette possible incursion », ledit mémorandum concluant d'une façon pessimiste, quoique prophétique, que devant ces incursions répétées et toujours plus fréquentes et osées, « il était peu probable que le gouvernement cubain se borne cette fois-ci à un scénario de vol non autorisé ». Il n'empêche que rien ne fut fait pour empêcher le vol de Basulto.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

De fait, le 24 février 1996, cette fois-ci selon le témoignage à la barre de Basulto en personne, les pilotes furent avertis au moment du décollage qu'il y avait des risques pour eux à survoler l'île s'ils en avaient l'intention. Convaincus que rien ne se passerait comme d'habitude, Basulto et les quatre autres pilotes s'envolèrent pourtant aux commandes de trois avions. Ils s'écartèrent comme à l'accoutumée de l'itinéraire fixé sur la feuille de route. Aux approches de Cuba, ils eurent une conversation radio avec les autorités aériennes cubaines et un aiguilleur de l'air les avertit : « Nous vous informons que le secteur au nord de La Havane est activé. Vous êtes en danger si vous volez au-dessous du méridien 24 Nord. » Deux des appareils ne firent aucun cas des avertissements, mais Basulto, lui, rebroussa chemin. Il avait laissé son magnétophone allumé pour avoir un témoignage de son nouvel exploit : on peut entendre dans l'enregistrement les Migs cubains abattre les avions provocateurs et jusqu'au rire de Basulto à ce moment-là ! Qu'on en tire les conclusions que l'on voudra : Basulto avait réussi sa provocation et obtenu les premiers « martyrs » de sa cause...

Le plus étonnant, c'est que les autorités étasuniennes, parfaitement en courant – on l'a vu – des intentions de Basulto et de la détermination de Cuba n'aient absolument rien fait pour l'empêcher de décoller et se soient contentés de l' « avertir » que cela pouvait être dangereux ! On pourrait à la limite les accuser de complicité avec cette provocation longuement annoncée, voire de premières responsables de la mort de ces quatre pilotes. À tout autre endroit, bien entendu, il n'aurait jamais eu l'autorisation de décoller. À Miami, oui !

Et Gerardo, me demandera-t-on, que vient-il faire dans cette galère ? Comment donc s'est-il retrouvé le seul impliqué des Cinq dans cette accusation de « concert frauduleux pour commettre un meurtre » pour laquelle il a écopé d'une seconde perpétuité ? Pourquoi n'est-ce pas René González, infiltré dans l'organisation terroriste, qui a été inculpé ? Comment pouvait-il à lui tout seul constituer une « association » de malfaiteurs, autre signification de « concert frauduleux » ? Eh bien, l'autre « malfaiteur » - puisqu'il faut au moins être deux pour faire un concert - est le gouvernement cubain qu'il aurait averti du vol des avions de *Frères à la rescousse*. Voilà sur quoi se fondait le chef d'accusation du procureur rédigé comme suit : « D'une manière intentionnelle, préméditée et illégale, s'être uni à d'autres personnes connues et inconnues du jury, avoir conspiré avec elles, s'être allié à elles et avoir décidé avec elles, en vue de commettre le meurtre, autrement dit de tuer illégalement des êtres humains dans une intention préméditée dans la juridiction spéciale maritime et territoriale des États-Unis ».

Accusation fautive à double titre : a) ce n'est pas Gerardo qui a averti Cuba du décollage des avions provocateurs, mais bel et bien l'Agence fédérale d'aviation des États-Unis ; b) la dépêche qui lui a été envoyée de Cuba pour leur demander, à lui et aux autres (il s'agit bien entendu de René, un des pilotes de *Frères à la rescousse*) de ne pas voler ce jour-là, ne prouve en aucun cas qu'il était au courant, à plus forte raison complice, de ce qui allait se passer ; tout ce que démontre cette dépêche, c'est que les autorités cubaines étaient décidées à mettre en pratique leurs avertissements d'abattre tout avion provocateur.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Par ailleurs, même à supposer que Gerardo ait été au courant, cela ne le transforme pas en complice de meurtre, pour la bonne raison que l'autre « malfaiteur », **l'État cubain, ne peut être jugé**, en bonne doctrine étasunienne, par une cour de Miami-Dade ni de nulle part ailleurs. Et cela, aux termes de la Doctrine de l'acte d'État, que la Cour suprême des États-Unis formule comme suit : « *Chaque État souverain s'astreint à respecter l'indépendance des autres États souverains, et les tribunaux d'aucun pays ne doivent avoir juridiction de juger les actes que les gouvernements desdits pays réalisent dans leur propre territoire.* » On ne saurait être plus clair : la cour de Miami-Dade n'avait aucune compétence à juger l'État cubain pour avoir abattu des avions violant son espace territorial et donc, par carambole, à accuser Gerardo et à le condamner à la perpétuité comme prétendu complice ! C'est d'ailleurs bien cette motion au nom de la Doctrine de l'acte d'État que présenta Paul McKenna, le défenseur de Gerardo. Mais nous étions en République indépendante de Miami, la juge accepta comme si de rien n'était ce chef d'accusation invalide et, qui plus est, concocté plusieurs mois après et les douze jurés condamnèrent Gerardo pour un « meurtre » inexistant, parce que jamais commis en droit !

Voyons maintenant la version des faits de Gerardo (interviewé au téléphone le 14 mai 2009 par Saúl Landau, dans le cadre de cet entretien en cinq parties précité). Landau lui demande s'il savait que *Frères à la rescousse* allait voler ce jour-là et que les forces de l'air cubaines allaient attaquer les avions en eaux internationales.

« Ça, c'est l'autre accusation. Au départ, quand vous demandiez aux procureurs : "Qu'a donc fait Gerardo pour que ça arrive ?", ils répondaient : "Il a envoyé le plan de vol". La preuve a été faite ensuite que je n'avais pas envoyé la feuille de route ; la feuille de route, c'est l'Administration fédérale de l'aviation, la FAA, qui l'a envoyée. Et puis, d'ailleurs, à quoi bon la feuille de route ! Basulto avait donné une conférence de presse pour dire qu'il allait voler le 24 février.

« Même nos avocats se sont trompés quand ils ont dit : "Quand tu as envoyé des informations au sujet du vol..." Non, non, pas du tout. Il n'existe absolument aucune preuve que j'aie envoyé des informations sur ce vol. Ils l'ont dit comme ça, sans faire attention. De toute façon, même si elles existaient, ça n'aurait rien à voir non plus. Mais il n'y a même pas eu ça ! Le procureur a inventé cette théorie insensée selon laquelle je savais que Cuba non seulement allait les abattre – ce que je ne savais pas, bien entendu – mais qu'elle allait le faire en eaux internationales, qu'il existait une association de malfaiteurs non seulement pour abattre les avions, mais aussi pour le faire non dans l'espace aérien cubain, mais au-dessus des eaux internationales. C'est la chose la plus absurde qu'on puisse inventer. Mais le procès se déroulait à Miami, et quelle que soit l'accusation, j'allais de toute façon être déclaré coupable. »

Mais tout ne s'arrête pas là. Il y a un autre point litigieux : à supposer que la cour de Miami-Dade ait été habilitée à formuler ce chef d'accusation, il lui fallait encore prouver que les avions provocateurs avaient été abattus en eaux internationales (ce que veut dire cette curieuse formule : « la juridiction spéciale maritime et territoriale des États-Unis »), car, s'ils l'avaient été dans l'espace aérien cubain, il n'existerait pas de cas. Et là encore, le représentant de l'État étasunien ne put en apporter aucune preuve. Les autorités

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

cubaines situent le point de chute des avions entre cinq et huit milles au nord de la plage de Baracoa, à l'ouest de La Havane. Les autorités étasuniennes, bien entendu, à seize milles et à vingt et une milles des côtes cubaines. Elles se basent sur les données offertes par un bateau de croisière, le *Majesty of the Sea*, donc absolument pas un navire aux équipements précis en un cas pareil. Ce fut d'ailleurs la conclusion à laquelle arriva le colonel George Buckner, de l'état-major du système de défense aérienne des États-Unis, expert en aviation pour la défense, qui jugea que ces données n'étaient pas en temps réel et insista sur le fait que le gouvernement étasunien pourrait mettre un terme à cette controverse en divulguant l'information du satellite qui couvrait alors cette zone, ce que Washington n'a pas fait. Le satellite espion leur infligerait-il un démenti ? Si les données enregistrées ce jour-là confirmaient les accusations, on peut être sûr que les autorités les auraient divulguées sans se faire prier...

D'ailleurs, et je crois que c'est la preuve la plus flagrante et la plus irréfutable de toutes, **le procureur de Miami-Dade avoua lui-même ne pas être en mesure de prouver son chef d'accusation !** Je reprends les faits.

Comme, en droit international, on ne saurait considérer comme un homicide le fait qu'un État abatte des avions violant ses eaux territoriales ou son espace aérien, la juge avait décidé bien entendu que, pour condamner Gerardo Hernández au titre de ce chef d'accusation, le procureur devait prouver que, bien avant le décollage des avions, il existait un plan ou un accord spécifique pour les abattre avant même qu'ils n'atteignent le territoire cubain ; sinon, les États-Unis n'auraient pas la juridiction requise et le procureur ne pourrait prouver un facteur clef de l'accusation : que les événements critiques allaient se dérouler non en territoire cubain, mais au-dessus de ce que les États-Unis appellent leur « juridiction maritime ou territoriale spéciale ». Le procureur était si à court d'arguments et de preuves et si conscient qu'il ne pourrait jamais étayer ses accusations – existence d'un accord sur l'endroit où l'on pourrait arrêter les avions intrus – qu'il adressa d'urgence, le 25 mai 2001, une requête extraordinaire à la cour d'appel d'Atlanta (*Emergency Petition for Writ of Prohibition*) pour qu'elle ordonne à la juge de modifier ces prémisses-là, reconnaissant ouvertement : « ...vu les preuves présentées au procès, ceci constitue un **obstacle insurmontable** pour les États-Unis dans ce cas et fera probablement échouer l'accusation sur ce point » (p. 21), car cela « impose un **obstacle insurmontable au parquet** » (p. 27). Selon lui, selon le gouvernement, donc, « il est hautement probable que le jury demande plus d'explications sur cette question » (pp. 20-21).

L'appel ayant été rejeté, le jury reçut donc des indications de la juge de devoir démontrer au-delà de tout doute raisonnable qu'il avait existé un accord spécifique pour abattre les avions en eaux internationales. En fait, le procureur s'inquiétait pour rien : tous les jurés, faisant fi de cet « obstacle insurmontable », sans demander la moindre « explication », sans la moindre hésitation, déclarèrent Gerardo coupable de ce prétendu homicide volontaire ! Et la juge lui infligea à son tour les peines les plus lourdes ! En République indépendante de Miami, tout est possible...

Il y aurait tant à dire – et qui a été dit mais non par les médias internationaux – au sujet de ce procès qui a suinté l'illégalité et la partialité par toutes les lignes de ses

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

minutes ! Le refus, par exemple, de la cour et du procureur d'accepter comme recevable la requête des avocats de le faire réaliser ailleurs parce que Miami, ville et communauté saturées de préjugés et de passions vis-à-vis de tout ce qui concerne Cuba, était le pire endroit pour juger légalement des révolutionnaires cubains.

Or, un an après la condamnation des Cinq, ce même procureur qui avait soutenu mordicus que les hommes accusés de concert frauduleux pour espionner au nom du gouvernement cubain pouvaient bénéficier d'un procès juste et impartial à Miami changea radicalement de posture : il demanda un changement de juridiction pour un cas relevant de la chambre civile, au prétexte que son client – l'*Attorney General* des États-Unis – ne pouvait y bénéficier d'un procès juste ! Alors que le Service d'immigration et de naturalisation (INS) était accusé de discrimination raciale contre les Latinos, le procureur reprit une bonne partie des arguments qu'avaient avancés les cinq Cubains pour prouver que les préjugés de la communauté leur interdisait d'y bénéficier d'un procès juste, des arguments qu'il avait pourtant rejetés, soutenant que la publicité excessive qui avait régné avant le procès ne pouvait les léser en rien. En revanche, dans le cas de son client – les services d'immigration, je le répète – pour prouver la partialité de cette communauté, il évoqua des facteurs tels que la fureur qui s'était emparée d'elle quand décision avait été prise de rendre le petit Elián à son père, une fureur qui avait atteint son climax à peine six mois avant le procès des Cinq et dix-huit mois avant que ce procureur ne l'utilise comme évidence de partialité dans son propre cas.

Ce procureur ne fit pas que recourir à des arguments qu'il avait rejetés auparavant comme insignifiants, il modifia aussi radicalement sa posture vis-à-vis de la loi : dans le cas des Cinq, il avait argué du fait que l'atmosphère qu'ils invoquaient était absolument sans importance, parce que Miami était « une métropole extrêmement hétérogène, diverse, et non monolithique du point de vue politique ». Dans son cas à lui, il la présenta comme un facteur essentiel !

En adoptant deux positions absolument contradictoires quant à la possibilité d'un procès juste à Miami dans des cas qui devaient forcément soulever des passions – comme on avait pu le constater dans le cas Elián González – le procureur ignore en tant qu'accusateur public la responsabilité qui était la sienne de sauvegarder les droits des accusés, puisqu'il représentait ce que la cour d'appel avait appelé « un gouvernement attaché à la justesse et à la justice égale pour tous » [*United States v. Wilson*, 149 F.3d 1298, 1303 (1998)]. Cette même cour d'appel, qui révisé tous les pourvois en provenance de Miami et donc ceux de ce procureur, a d'ailleurs condamné spécifiquement cette manière d'adopter une position à un moment donné et la position contraire à un autre, en fonction de l'avantage à pouvoir en tirer dans un cas particulier, comme « une moquerie envers le système de justice ». [(*Salomen Smith Barney, v. Harvey*, 260 F.3d 1302, 1304 (2001))] En fait, partout ailleurs, le procès aurait été annulé pour vice de forme.

Et ce n'est là qu'un exemple d'injustice parmi des dizaines d'autres. En fait, dans ce long calvaire que souffrent les Cinq et leurs familles depuis plus de dix ans maintenant, le seul éclair de justice a été la décision adoptée par la troïka de la cour d'appel du 11<sup>e</sup> circuit d'Atlanta d'annuler le procès.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Les avocats de la défense avaient, en avril-mai 2003, interjeté appel, avançant les arguments suivants :

1. Les accusés n'ont pas eu droit à un procès juste, car Miami est un lieu où leur cas ne pouvait pas être analysé d'une manière juste.
2. Le concert frauduleux en vue de faire de l'espionnage n'a pas été prouvé au-delà de tout doute raisonnable.
3. Le concert frauduleux en vue de commettre un meurtre dont Gerardo Hernández a été accusé non seulement n'a pas été prouvé au-delà de tout doute raisonnable (comme le gouvernement l'a admis lui-même), mais de plus ce chef d'accusation n'a pas de précédent dans le droit étasunien, dans la mesure où le crash des avionnettes a été un acte d'un État protégeant sa souveraineté, sa terre et son peuple.
4. Les peines ont été excessives et violatrices des orientations appropriées.
5. Les procédures secrètes invoquées par le gouvernement et la conduite du procès ont représenté des violations fondamentales de la Constitution des États-Unis.
6. Chaque acte réalisé par les cinq accusés, sans recours à des armes et en rapport avec un prétendu espionnage, était justifié par la doctrine de la nécessité et donc excusable en droit.

Le 9 août 2005 (plus de deux ans après le pourvoi !), les trois magistrats – Birch, Kravitch et Oakes – chargés du cas par leurs collègues rendirent publique leur décision unanime d'annuler les condamnations et d'ordonner un nouveau procès : « *We agree, and REVERSE their convictions and REMAND for a retrial.* » Ils reconnaissaient par là le droit des Cinq à être jugés impartialement dans un climat non hostile et à bénéficier d'un procès juste, en accord avec la Constitution des États-Unis, arguant de ce qui suit :

- « *La tempête littéralement provoquée par la houle des sentiments dominants d'une communauté [celle de Miami] et la vaste publicité faite au procès avant et pendant, combinées aux indications inappropriées du parquet, implique la nécessité d'un nouveau procès.* »
- « *Les preuves présentées [devant le tribunal de Miami] pour soutenir les motions de changement de juridiction [soumises par la défense] étaient massives.* »
- « *Constituer un jury [impartial] dans cette communauté [de Miami] était une probabilité irraisonnable à cause des préjugés qui y existent.... de sorte qu'un changement de juridiction s'imposait.* »
- Les nouvelles preuves sur lesquelles la défense s'est fondée pour présenter en novembre 2002 sa motion de changement de juridiction « *étaient d'une nature telle qu'un nouveau procès provoquerait raisonnablement un nouveau résultat* ».

Mais les Cinq étaient et restent des otages politiques de la mafia de Miami et de celle qui régnait alors à la Maison-Blanche, et l'on sait la suite : sur intervention et pressions directes du secrétaire à la Justice, contrairement à tous les us et coutumes de jurisprudence étasunienne, la cour d'appel accepta en sa totalité de réviser la décision de sa troïka et, comme il fallait s'y attendre, l'annula, validant donc à nouveau toutes les illégalités du procès de Miami !

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Faut-il s'attendre à plus de justice de la part de la Cour suprême ? On peut en douter, et Leonard Weinglass, avocat de l'un des Cinq, n'est guère optimiste dans une interview du 18 mai 2009. Et il n'avait pas tort. En effet, à peine quatre jours plus tard, le vendredi 22 mai 2009, le département de la Justice des États-Unis, sous les signatures d'Elena Kagan, adjointe de l'*Attorney General (Solicitor General, Counsel of Record)*, de Lanny A. Breuer, *Assistant Attorney General*, et de Joseph F. Palmer, *Attorney*, présentait, après avoir demandé deux ajournements, un document de trente-cinq pages (**Brief for the United States in Opposition**), dans lequel il s'oppose à ce que la Cour suprême révisé le cas des Cinq, formulant la « conclusion » suivante : « *The petition for a writ of certiorari should be denied.* » (p. 29) Le *brief* n'apporte en fait aucun élément nouveau par rapport au procès de 2001. Qui plus est, et il fallait s'y attendre, il reprend à son compte tous les mensonges et semi-vérités et faits non prouvés de l'accusation de l'époque. Ainsi, alors que, nous l'avons vu – et le procureur le premier – aucune preuve n'a été apportée que les Cinq aient transmis à Cuba des documents classifiés ayant trait à la défense nationale et à la sécurité des États-Unis, le document affirme (mentant donc carrément) : « *As members of the Network, petitioners penetrated U.S. military facilities and transmitted information about the facilities' operations and layout to Cuba* » (p. 2). Alors que le procureur de Miami-Dade n'a apporté aucune preuve que Gerardo Hernández ait eu quelque chose à voir dans l'épisode des avions provocateurs abattus le 24 février 1996, le département de la Justice l'en accuse de nouveau. Alors que durant le procès aucune preuve péremptoire n'a été fournie que les avions n'aient pas été abattus dans l'espace juridictionnel cubain – comme le revendique La Havane – le document l'affirme d'une manière lapidaire : « *Both planes were in international airspace, heading away from Cuba, when they were shot down. Neither plane had entered Cuban airspace* » (p. 3).

Bref, le département de la Justice campe sur les positions de la cour de Miami-Dade, dont le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire, d'abord, la troïka de juges de la cour d'appel d'Atlanta, ensuite, ont pourtant estimé qu'elle avait mené un procès entaché de trop d'irrégularités et de dénis du droit pour qu'il fût valable. Critère avalisé tout récemment par les douze documents d'*amicus curiae* appuyant la requête de l'équipe d'avocats des Cinq.

Ces derniers n'ont pas été pris au dépourvu : comme ils savaient de quoi il retournait, ils avaient visiblement préparé leur contre-document, puisque, dès le mercredi 27 mai, ils présentaient le leur, deux fois moins long (dix-sept pages), prenant en considération les faits nouveaux intervenus depuis le procès de 2001 : face à la bonne conscience blindée du pouvoir judiciaire étasunien, ils rappellent à la Cour suprême (p. 1) que le procès des Cinq a été le seul dans l'histoire du pays à avoir été condamné par les Nations Unies (« *the only U.S. trial ever condemned by the U.N. Human Rights Commission* ») ; qu'aucun procès à ce jour aux USA n'a reçu le soutien de tant d'*amicus curiae*. Ils reprennent leurs arguments fondamentaux pour demander l'annulation du procès : 1) un jury basé sur la discrimination raciale ; 2) un siège où le procès n'aurait jamais dû avoir lieu ; 3) le cas de Gerardo Hernández non prouvé ; 4) le refus de la cour d'appel d'Atlanta en sa totalité d'accepter un nouveau procès pour Gerardo Hernández, alors qu'elle l'a accepté pour Ramón Labañino et Antonio Guerrero.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

C'est autour du 22 juin, selon Leonard Weinglass, que la Cour suprême des États-Unis est censée annoncer si elle accepte de revoir le cas des Cinq ou non. Compte tenu de ces dix longues années de procédure si tortueuse et si retorse, ce serait assurément une surprise, de mon point de vue, que les nobles magistrats ne cèdent pas, comme l'avaient déjà fait leurs collègues de rang inférieur, aux pressions de la Maison-Blanche. En ce cas, Obama aura raté là encore l'occasion de réparer une injustice.

Le 12 décembre 2001, Gerardo Hernández avait conclu sa plaidoirie à la séance où le verdict serait prononcé comme suit :

« Votre Honneur, le ministère public estime - et il l'a requis - que je dois passer le reste de ma vie en prison. J'espère qu'à quelque autre instance, sinon celle-ci, du système judiciaire de ce pays, la raison et la justice primeront les préjugés politiques et la soif de vengeance et qu'on comprendra que nous n'avons causé à ce pays-ci le moindre mal qui mérite une telle condamnation. Mais s'il devait en être ainsi, je me permettrai de reprendre à mon compte les mots d'un des plus grands patriotes de cette nation-ci, Nathan Hale : « Je regrette juste de ne pas avoir plus d'une vie pour la donner à ma patrie ». »

Le 14 mai 2009, il répond à Saúl Landau :

« En ce qui me concerne, je n'attends rien. Ma politique a toujours été de m'attendre toujours au pire. Si quelque chose de mieux arrive, magnifique ! Mais dans notre situation - celle des Cinq - vous ne pouvez pas vivre d'illusions et de fausses attentes. J'ai deux perpétuités, et j'y suis préparé. Si quelque chose changeait, tant mieux, mais je ne peux pas me mettre à faire des calculs ou à me faire des illusions. Psychologiquement, vous devez être préparé à ce qui va se passer et ne pas vivre d'illusions. »

Quand Landau lui demande s'il n'a jamais pensé trahir pour pouvoir sortir de cet enfer, Gerardo répond :

« Écoutez, nous sommes en prison depuis maintenant plus de dix ans. Bien des gens qui connaissent le cas me disent : "Cuba a dû te payer beaucoup pour que tu fasses ça." Alors je ris et je dis : "Si je l'avais fait pour de l'argent, je ne serai pas ici." Parce que, quand vous travaillez pour de l'argent, vous le faites pour celui qui paie le mieux. Et Cuba ne pourrait jamais de la vie me payer ce que pourrait me payer ce pays-ci. Si j'avais accepté leur offre, je me serais épargné dix ans de ma vie en prison sans voir ma femme. Bien des gens ne le comprennent pas, des gens qui ont grandi dans l'idée que l'argent est tout dans la vie. »

« L'idée de trahir ne m'a jamais traversé l'esprit. C'est si évident que j'ai même du mal à l'expliquer. Mais ça ne serait pas seulement me trahir moi-même comme personne, comme révolutionnaire, ça serait aussi trahir tout un pays, ma famille. Ce serait trahir tous les Cubains qui, en cent ans et quelque de révolution, depuis 1868, sont morts, ont donné leur vie pour que notre pays soit libre, soit indépendant et conserve sa souveraineté. »

Que nous sommes loin, là, de la fétidité du procès de Miami-Dade et de la noirceur d'âme des individus (protégés de l'Empire) qui ont contraint un Gerardo Hernández, un

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Ramón Labañino, un René González, un Antonio Guerrero, un Fernando González à sacrifier leur vie pour les empêcher de nuire !

Quand j'écrivais ce texte en 2009, on ne savait pas encore que les autorités étasuniennes avaient payé des journalistes de Miami pour qu'ils orchestrent l'intense campagne d'intoxication (signalée par la troïka d'Atlanta) qui enveloppa constamment l'avant-procès, le procès (qui dura sept mois) et l'après-procès. On l'apprit plus tard (avec ventilation des sommes versées), mais cette révélation n'eut absolument aucune conséquence : elle fut vite enterrée, et l'administration étasunienne fit comme si ça ne le concernait pas...

Alors oui, je le répète : puisque l'actualité obligeait Obama à mentionner les attentats de Bruxelles, il aurait pu et dû, par simple *fair play*, en profiter pour demander pardon au peuple cubain ou, du moins, présenter des excuses pour les quarante ans de terrorisme étasunien et ses 5 577 victimes cubaines, entre morts et blessés. Ça, oui, ça aurait fait de lui l'« ami » qu'il prétendait être et sous les traits duquel il s'était affiché dès avant son arrivée à La Havane. S'il ne l'a pas fait, c'est parce que ce n'était pas écrit dans le scénario absolument rigoureux (quoique voulant se faire passer pour « bon enfant ») que ses conseillers et experts avaient écrit pour lui : il est hors de question, monsieur le président, que vous abordiez un seul des points litigieux de nos relations avec Cuba. Là- dessus, votre consigne est : silence, pas un mot !

Soit dit en passant, demander pardon pour les crimes commis ne semble pas du tout du goût ni dans les mœurs des locataires de la Maison-Blanche. L'actuel aime bien parader et se démarquer de ses prédécesseurs en posant des « premières » : ainsi, il a tenu à être le premier président étasunien à se rendre à Cuba, et il sera le premier à se rendre à Hiroshima pour l'anniversaire de cette épouvantable hécatombe. Mais la White House a annoncé dans la foulée, le 12 mai 2016, qu'il n'était pas question qu'Obama demande pardon aux Japonais et aux habitants de la ville !

[Quand il a fini par y aller, le 27 mai 2016, il s'en est tenu à ce scénario et a même eu le front de prôner le désarmement nucléaire alors que les États-Unis, non contents d'être le pays qui possède le plus d'ogives atomiques, sont en train de mettre au point une nouvelle génération d'armes de destruction massive ! Les galipettes d'Obama sur des sujets aussi graves sont pour le moins étonnantes ! Obama est fâché avec l'Histoire, on le sait, mais quand même... Quelques jours avant son départ, il affirmait : « C'est le rôle des historiens de poser des questions et de les examiner. » Et celui des rédacteurs de ses discours, de les occulter. Apparemment, ce sont des Martiens ou des chérubins qui ont lancé les deux bombes atomiques sur deux villes sans objectifs militaires : « Voilà soixante-et-onze ans, par une brillante matinée sans nuages, la mort tomba du ciel et le monde en fut changé. Un éclair de lumière et une muraille de feu détruisirent une ville et prouvèrent que l'humanité avait les moyens de s'autodétruire. » Saint Jean dans l'Apocalypse n'a pas fait mieux ! Quant à l'excuse qu'il ne pouvait pas demander pardon parce que cela aurait obligé le Japon à faire de même pour les atrocités commises par ses armées d'occupation contre les Chinois, les Vietnamiens et les Coréens, qu'on me permette de la mettre en doute : ici, à La Havane, il n'a pas hésité à faire la leçon à ses hôtes et à leur dire des vérités qu'il jugeait bonnes à dire.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

C'est vrai aussi que le Japon est un allié, tandis que Cuba, malgré ses dénégations de bonne volonté, est un ennemi...]

Sur ce point, Fidel avait été un bien plus grand seigneur (son passé d'hidalgo espagnol, sans doute, même si son père était un paysan va-nu-pieds de Galice), bien plus élégant (car, homme public, il savait manier le panache, une vertu que les politiciens occidentaux ont bien oubliée), à l'occasion des attentats du 11 septembre 2001. Ce jour-là, par coïncidence, il doit prendre la parole pour la rentrée scolaire dans le cadre de la ré-inauguration d'une école dans la capitale, devant quelque douze mille personnes. Et il aborde les deux thèmes : la question scolaire et les attentats aux États-Unis, sans faire semblant, comme Obama à La Havane, d'ignorer les points épineux. Que fait-on lorsqu'on est le chef d'État d'un pays victime du terrorisme étasunien depuis quarante ans et que l'autre, qui vous traite en ennemi, en est victime à son tour ? Ne rien dire ? Ignorer les faits ? S'en réjouir puisque l'autre vit dans sa propre chair ce que vous avez vécu vous-même ? C'est mal le connaître. Ayant conclu le thème scolaire, Fidel passe à l'autre point (il parle d'abondance, au premier sens de cette locution, je tiens à le préciser, sans téléprompteur, disant d'un seul trait les sentiments qu'il a au cœur et les idées qu'il a à l'esprit) :

Les États-Unis vivent aujourd'hui une tragédie. Vous savez bien que nous n'avons jamais semé ici la haine du peuple étasunien. C'est peut-être justement grâce à sa culture et de son absence de complexes, parce qu'il se sent pleinement libre, parce qu'il a une patrie mais pas de maître, que nous sommes le pays où l'on respecte le plus les Étatsuniens. Nous n'avons jamais prêché les haines nationales, le fanatisme ni rien de semblable, et c'est bien ça qui fait notre force : notre conduite se base sur des principes et nous traitons avec beaucoup de respect – ils s'en rendent compte, d'ailleurs – chaque Étatsunien qui visite notre pays.

N'oublions pas non plus que le peuple étasunien a mis fin à la guerre génocide du Viet Nam par son opposition énorme ; n'oublions pas que plus de 80 p. 100 du peuple étasunien a appuyé le retour du petit Elián dans notre patrie (*applaudissements*) ; n'oublions pas combien il y a en lui d'idéalisme, dévié bien souvent par l'intoxication, parce que, comme je l'ai dit très souvent, pour qu'un Étatsunien appuie une cause injuste, une guerre injuste, il faut d'abord le tromper, et la méthode classique que cet énorme pays utilise en politique internationale, c'est tromper d'abord pour avoir ensuite l'appui de la population. Quand c'est l'inverse et que son peuple découvre que quelque chose est injuste, fort de sa tradition d'idéalisme il s'oppose à ce qu'il appuyait avant, à savoir bien souvent des causes très injustes parce qu'il était convaincu que ce qu'il appuyait était juste.

Voilà pourquoi, même si nous ne connaissons pas encore le nombre exact de victimes, mais nous avons vu des scènes de souffrances impressionnantes, nous avons éprouvé une profonde douleur et une grande tristesse pour le peuple étasunien, fidèles à la ligne que nous nous sommes toujours tracés.

Nous n'adulons pas des gouvernements, nous ne demandons pas qu'on nous pardonne ni qu'on nous fasse des faveurs, et nous n'avons pas un atome de crainte dans nos poitrines. La Révolution a prouvé tout au long de son histoire combien elle était capable

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

de relever des défis, combien elle était capable de se battre, combien elle était capable de résister autant qu'il le faut, ce qui a fait de nous un peuple invincible. Voilà nos principes. Notre Révolution se fonde sur les idées, sur la persuasion, non sur la force. J'espère qu'il ne restera maintenant plus aucun fou au monde capable de dire que les 1 200 000 citoyens qui ont défilé sur l'avenue du bord de mer le 26 juillet dernier ont été obligés de le faire par la force !

Notre réaction a été celle que j'ai dite. Nous avons voulu que notre peuple voie ces scènes et contemple cette tragédie. Et nous n'avons pas hésité à exprimer nos sentiments en public. J'ai sous les yeux une déclaration élaborée dès que nous avons connu les faits et remise à la presse internationale vers trois heures de l'après-midi, tandis que notre télévision s'attachait à divulguer les événements. Le journal télévisé du soir la fera connaître.

Je vais le précéder de quelques minutes pour vous lire la Déclaration officielle du gouvernement cubain sur les faits survenus aux États-Unis :

« Le gouvernement de la République de Cuba a appris avec douleur et tristesse que des attaques violentes avaient été réalisées par surprise ce matin contre des installations civiles et officielles de New York et de Washington, et qu'elles ont causé de nombreuses victimes.

« Tout le monde connaît la position de Cuba face à toute action terroriste. *[Notre histoire le prouve ; tous ceux qui connaissent l'histoire de nos luttes révolutionnaires le savent.]* On ne saurait oublier que notre peuple a été, pendant plus de quarante ans, victime d'actions de ce genre, fomentées depuis les États-Unis mêmes.

« Aussi bien pour des raisons historiques qu'en vertu de principes moraux, le gouvernement cubain repousse et condamne de toute son énergie les attaques perpétrées contre ces installations et exprime ses condoléances les plus sincères au peuple étasunien pour les pertes de vie douloureuses et injustifiables qu'elles ont causées.

« À cette heure amère pour le peuple étasunien, notre peuple se solidarise avec lui et exprime sa pleine disposition à coopérer dans la mesure de ses modestes possibilités avec les institutions sanitaires et toute autre institution de caractère médical ou humanitaire des États-Unis au traitement, aux soins et au rétablissement des victimes des faits survenus ce matin. » *(Applaudissements.)*

Cette déclaration, nous ne l'avons pas seulement rendue publique, nous l'avons aussi transmise par voie officielle dans l'après-midi, surtout quand on a vu apparaître des chiffres impressionnants de victimes éventuelles et que nous avons appris que les hôpitaux étaient pleins de blessés.

On ne sait s'ils sont cinq, ou dix, ou quinze ou vingt mille. On sait que rien que dans les avions qui se sont écrasés sur les tours ou sur le Pentagone, il y avait des centaines de passagers. Nous avons offert ce que nous pouvons offrir s'il le faut.

C'est un pays qui possède un grand développement scientifique, médical, qui a des ressources, mais il se peut qu'il faille à un moment donné du sang d'un groupe ou d'un

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

autre, du plasma. N'importe quel produit que nous pourrions donner, nous le ferions avec plaisir, ou alors un appui médical, ou des personnels paramédicaux, parce que nous savons que de nombreux hôpitaux sont déficitaires en techniciens et spécialistes donnés. Bref, nous tenions à faire connaître notre attitude, notre disposition face à ces événements tragiques.

Il y a à ça des antécédents. J'ai dit que nous avons supporté plus de quarante ans de terrorisme ; mais il y a plus : à des moments donnés, nous avons même informé le gouvernement des États-Unis de risques importants que couraient des Étatsuniens. J'en ai un exemple ici, d'une page et quart.

Dans les jours qui ont suivi les attaques terroristes commis contre nos hôtels par la mafia terroriste de la Floride, qui concevait et payait les attaques terroristes contre Cuba, ainsi que les dizaines de projets d'attentats contre moi chaque fois que je me rendais à l'étranger, le groupe en question, conduit par ce monstre de Posada Carriles, dont nous avons déjà capturé des complices qui étaient des mercenaires étrangers à leur entrée sur le territoire national équipés des moyens correspondants, avait prévu d'utiliser une méthode sophistiquée : des bombes dans des hôtels ou des endroits fréquentés par des touristes étrangers comme *La Bodeguita del Medio*, et préparées pour exploser jusqu'à 99 heures plus tard. Et son idée était d'attaquer des avions de cette manière : le terroriste prend l'avion, installe sa bombe, fait la fête pendant trois jours et peut rentrer chez lui avant que la bombe explose. Le mercenaire salvadorien avait l'intention de placer cinq bombes dans des hôtels et des lieux publics de la capitale et de les faire exploser presque simultanément, l'un après l'autre. Voyez un peu où ils en étaient arrivés !

Nous sommes entrés en contact plus d'une fois avec le gouvernement des États-Unis par des voies confidentielles, et j'ai là un des messages directs adressés à celui qui présidait le pays – des messages par des voies confidentielles, je ne vais pas dire comment, à travers des personnes de toute confiance, des amis à nous et à lui, auxquelles nous expliquions exactement ce que nous voulions faire savoir. J'ai déjà utilisé une fois une partie de ce document, mais je vais citer textuellement un exemple :

« Point important.

« Numéro un. Les plans d'activités terroristes contre Cuba, financés par la Fondation nationale cubano-américaine et recourant à des mercenaires centraméricains, se poursuivent. Deux nouvelles tentatives de faire exploser des bombes dans nos centres touristiques ont été faites, avant et après la visite du pape.

« Dans le premier cas, les responsables ont pu s'échapper et regagner l'Amérique centrale par avion sans avoir atteint leurs objectifs et laissant derrière eux les moyens techniques et les explosifs qui ont été récupérés.

« Lors de la deuxième tentative, trois mercenaires guatémaltèques ont été arrêtés, avec saisie des explosifs et d'autres moyens. Ils devaient toucher mille cinq cent dollars pour chaque bombe ayant explosé. » [*C'étaient les premiers arrêtés, pas celui qui avait posé le plus grand nombre de bombes.*]

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

« Dans les deux cas, ils ont été engagés et équipés par des agents du réseau créé par la Fondation nationale cubano-américaine. Celle-ci prévoit, et elle a déjà commencé, de faire exploser des bombes dans des avions des lignes aériennes cubaine ou dans ceux d'autres pays desservant Cuba et qui conduisent des touristes vers ou depuis des pays latino-américains.

« La méthode reste la même : cacher le petit artéfact dans l'avion, explosif puissant, détonateur contrôlé par horloge numérique qui peut être programmée jusqu'à 99 heures d'avance, abandonner l'avion à la destination prévue, l'explosion devant se produire ensuite à terre et en plein air. Des procédés vraiment diaboliques : des dispositifs faciles à monter, des éléments quasiment impossibles à découvrir, un entraînement minime, impunité quasi-totale, procédés extrêmement dangereux pour les lignes aériennes, les installations touristiques ou autres, des instruments utilisables pour des crimes et des délits très graves.

« Si ces possibilités finissent par se divulguer et se connaître [*nous nous opposons à la divulgation de la technologie utilisée*], elles peuvent se convertir en une épidémie, comme cela est arrivé autrefois lors des détournements d'avions. D'autres groupes extrémistes d'origine cubaine vivant aux USA commencent à marcher dans cette direction.

« Les services de police et de renseignement des États-Unis possèdent des informations fiables et suffisantes sur les principaux responsables. S'ils le veulent vraiment, ils peuvent avorter à temps cette nouvelle forme de terrorisme, mais il est impossible de la freiner si les États-Unis ne font pas leur devoir élémentaire de la combattre. On ne peut laisser cette responsabilité seulement à Cuba. N'importe quel pays du monde pourrait très vite être responsable de ces actes. »

Voilà ce que nous avons fait savoir, l'administration en question y a prêté attention au point qu'elle nous a demandé notre avis sur l'utilité d'en avertir les compagnies aériennes.

Elle nous a fait parvenir le texte qu'elle pensait envoyer aux compagnies aériennes : « Nous avons reçu une information non confirmée au sujet d'un complot consistant à poser des engins explosifs à bord d'avions civils opérant à Cuba et dans des pays latino-américains. Les gens impliqués prévoient de laisser un petit artéfact explosif à bord... » Bref, elle explique ce que nous lui avons transmis. « Nous ne pouvons pas écarter la possibilité que la menace puisse inclure des opérations de chargement aérien international à partir des États-Unis. Le gouvernement des États-Unis continue de chercher des informations supplémentaires pour préciser, vérifier ou réfuter cette menace. »

Nous lui avons fait savoir que nous nous opposons à la publication de cet avis, parce que justement un des objectifs que recherchaient ces individus, c'était de semer la panique, et nous lui avons expliqué qu'il existait d'autres méthodes, comme celle que nous utilisons nous-mêmes : nous montons la garde à chaque risque de bombe, nous contrôlons et nous savons quels sont ceux qui sont impliqués dans les plans et peuvent poser les bombes. Nous sommes vigilants, et c'est ce qu'il faut faire si vous ne voulez pas

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

semer la panique, créer un scandale ou permettre aux malfaiteurs d'atteindre leur objectif : porter préjudice à l'économie du pays et semer la terreur.

Mais l'administration a publié finalement l'information. C'est son affaire. Mais nous, nous avons beaucoup renforcé nos mécanismes pour capturer les individus qui, depuis, n'ont plus pu poser une seule bombe. Nous maintenons la garde là où il le faut. Quand ils sont allés faire leur attentat au Panama, nous en savions plus sur leurs préparatifs qu'eux-mêmes. C'est très clair.

Maintenant, la mafia de Miami s'efforce de faire relâcher les terroristes surpris en flagrant délit et arrêtés au Panama. Elle a déjà des plans sur la façon de le faire, à travers quel pays les évacuer et comment, en passant pour des malades. Ces terroristes reçoivent librement des visites de gens de Miami et ils ont même participé à la préparation d'une infiltration armée à Cuba voilà quelques mois, du côté de Santa Clara.

C'est grâce à de nombreux amis que nous avons partout et à des hommes comme ceux qui sont là [*les Cinq patriotes cubaines incarcérés à Miami pour avoir informé sur les plans terroristes contre Cuba*] que le pays s'est défendu de ce terrorisme-là (*applaudissements*).

Je le signale parce que c'est un fait : j'ai ici des documents et des notes. Nous avons parfois envoyé des messages verbaux parfois des messages écrits, et l'un des arguments que nous avons utilisés est irréfutable : les États-Unis sont le pays où il existe la plus grande quantité de groupes extrémistes organisés, dont quatre cents sont armés.

Les détournements d'avion, une méthode qu'ils ont inventée contre Cuba, sont devenus un fléau universel, et c'est Cuba qui en fin de compte a réglé ce problème, quand, après des avertissements réitérés, nous avons renvoyé deux pirates aux États-Unis. Ça été douloureux, c'étaient des Cubains, mais nous avons averti : ils l'ont fait et nous les avons réexpédiés, tenant notre parole donnée en public. Là-bas, ils ne n'ont jamais plus donné aucune nouvelle d'eux pour leurs familles. Ils ont leur manière de faire à eux. Allez savoir. Je sais qu'ils les ont condamnés à quarante ans. En tout cas, c'est ça qui a mis fin aux détournements d'avions.

Ils ont là-bas huit cents groupes extrémistes. Des groupes qui se barricadent pour une raison ou pour une autre à un endroit donné, qui s'immolent par le feu, qui se suicident, beaucoup pour des raisons politiques, parfois pour des raisons religieuses, mais en tout cas des groupes violents, enclins à l'emploi de la force ou qui préparent des poisons, des produits pour agir contre les autorités de leur pays. Je ne parle pas de ceux de la mafia, je parle de centaines de groupes extrémistes organisés qui agissent aux États-Unis mêmes. Tout récemment, ils ont fait exploser l'édifice en Oklahoma.

Le pays le plus vulnérable au terrorisme, c'est les États-Unis, celui qui a le plus d'avions, le plus dépendant de ressources techniques, de voies électriques, de gazoducs, etc., etc. Et bien des membres de ces groupes sont fascistes, ils sont prêts à tuer ; mentalement, ils sont sans doute plus proches de la folie que d'une intelligence équilibrée. Nous avons dit aux autorités étasuniennes en guise d'argument : il faut empêcher que ces méthodes se divulguent, elles sont faciles à utiliser, c'est un danger pour vous.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Quand je suis arrivé ici, aucun élément ne permettait de savoir qui avait pu commettre ces attentats, parce que c'est peut-être une action conçue et exécuté par l'un de ces groupes, qui l'ont déjà fait comme à Oklahoma, ou alors des groupes étrangers. En tout cas, il est évident, si l'on en croit les détails déjà connus, que l'attentat a été organisé avec beaucoup d'efficacité, de synchronisation, typique de gens qui s'y connaissent, qui comptaient sur des pilotes capables de piloter des Boeing de grande taille, qui ont coordonné les moments exacts où ils devaient agir, qui ont détourné sans aucun doute l'avion sur la ligne qu'il desservait, avec des pilotes qui pouvaient guider ces avions directement sur une tour ou sur d'autres objectifs, sur une tour, puis sur l'autre en quelques minutes, et presque en même temps un autre visant le Pentagone.

Autrement dit, ce sont des gens ayant reçu une préparation technique, des gens organisés, et pas forcément des groupes très grands. Personne ne sait le mal que peuvent faire de petits groupes, vingt, vingt-cinq ou trente personnes fanatisées, ou attachées à des idées données. Et l'endroit où ils peuvent faire le plus de mal, c'est aux États-Unis. On voit qu'ils ont calculé l'heure où ils pouvaient y avoir le plus de gens dans les bureaux, vers neuf heures du matin, les dégâts qu'ils pouvaient faire, les milliers de victimes qu'ils pouvaient causer.

En fait, à ce moment, il faudra chercher des pistes, une piste, parce que cette action a des caractéristiques spéciales. Le devoir le plus important des dirigeants étasuniens, à mon avis, c'est de lutter contre le terrorisme. Ces tragédies sont en partie la conséquence du fait qu'ils ont recouru eux-mêmes à des méthodes terroristes contre Cuba, durant une foule d'années, et contre d'autres pays. Ils ont divulgué l'idée du terrorisme. Et aujourd'hui, il n'existe aucun pouvoir au monde, aussi grand qu'il soit, qui puisse éviter des faits de cette nature, parce qu'ils sont l'œuvre de fanatiques qui se fichent éperdument de la mort. Voilà pourquoi la lutte contre ces méthodes est difficile.

De tout ça, on peut en tirer une idée : aucun des problèmes actuels du monde ne peut se régler par la force. Il n'y a pas de pouvoir global, ni de pouvoir technologique, ni de pouvoir militaire qui puisse préserver l'immunité totale face à de tels faits, parce qu'ils peuvent être réalisés par des groupes réduits, difficiles à découvrir et, ce qui est plus compliqué, par des suicidaires. Si bien que la communauté internationale doit consacrer ses efforts à mettre fin à une série de conflits existant dans le monde, ou du moins sur ce terrain : mettre fin au terrorisme mondial (*applaudissements*), forger une conscience mondiale contre le terrorisme. Et je vous parle au nom d'un pays qui a vécu plus de quarante ans de Révolution et qui a acquis beaucoup d'expérience, qui est uni et qui possède une grande culture, qui n'est pas un peuple de fanatiques, qui n'a pas semé le fanatisme, mais des idées, des convictions, des principes.

Nous serions dans de meilleures conditions pour nous défendre, et nous l'avons démontré. Combien de vies n'avons-nous pas sauvées face à tant d'argent et à tant de ressources pour semer le terrorisme dans notre patrie ! Nous avons vécu quarante ans d'expérience. Nous sommes dix fois mieux préparés pour prévenir de tels actes que les États-Unis eux-mêmes.

Il est très important de savoir quelle sera la réaction du gouvernement étasunien. Il se peut que des jours dangereux arrivent pour le monde. Je ne parle pas de Cuba. Cuba est

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

le pays qui peut être le plus tranquille au monde pour diverses raisons : pour notre politique, pour nos manières de lutter, pour notre doctrine, pour notre morale et en plus, *compañeras y compañeros*, pour notre absence de peur totale.

Rien ne nous inquiète, rien ne nous intimide. Il serait très difficile de fabriquer une calomnie contre Cuba, au point que même celui qui l'inventerait et la brevèterait n'y croirait même pas. C'est très difficile, et Cuba aujourd'hui n'est pas n'importe quoi dans le monde (*applaudissements*) : elle occupe une position morale très grande et une position politique très solide. Ça ne me vient même pas à l'idée, bien qu'un de ces crétins de la mafia ait commencé à jouer les intrigants, un de ces charlatans méprisables de la mafia, qui a mentionné le Venezuela et Cuba. Personne n'y prêtera attention. Mais il y aura une situation de tensions, de risques en fonction de la manière dont agira le gouvernement étasunien. Les prochains jours vont être tendus aux États-Unis et hors des États-Unis, allez savoir combien de gens vont commencer à donner leur opinion.

Chaque fois que survient une de ces tragédies, aussi difficile que ce soit parfois de l'éviter, je ne vois pas d'autre chemin. S'il m'était permis en une occasion pareille de faire une suggestion à l'adversaire – un adversaire qui a été dur contre nous pendant bien des années, mais qui sait que nous sommes durs nous aussi, qui sait que nous résistons, qui sait que nous ne sommes pas des sots, et qui peut même avoir un brin de respect pour notre pays – et bien qu'il y ait beaucoup de problèmes à beaucoup d'endroits – s'il m'était donc permis de suggérer quelque chose à l'adversaire en de pareilles circonstances, je suggérerais à ceux qui dirigent le puissant Empire, pour le bien-être du peuple étasunien, et à partir des arguments que j'ai exposés, *d'être sereins, d'agir avec équanimité, de ne pas se laisser entraîner par des accès de colère ou de haine, de ne pas commencer à traquer des gens en larguant des bombes partout.*

Je réitère qu'aucun des problèmes du monde, dont le terrorisme, ne peut se régler par la force, et que chaque action de force, chaque action insensée de recours à la force n'importe où les aggraverait sérieusement.

***La voie n'est pas la force ni la guerre.*** Je le dis ici, fort de l'autorité que me donnent le fait d'avoir toujours parlé honnêtement, de posséder des convictions solides, et l'expérience d'avoir vécu les années de lutte qu'a vécues Cuba. Seuls la raison, la politique intelligente consistant à recourir au consensus et l'opinion publique internationale peuvent extirper le problème à la racine. Je crois que ce fait si insolite devrait servir à lancer la lutte internationale contre le terrorisme. Mais *la lutte internationale contre le terrorisme ne se règle pas en éliminant un terroriste par ci et un autre par là ; en tuant à droite et à gauche, en utilisant des méthodes similaires et en sacrifiant des vies innocentes. Il se règle en mettant fin, entre autres choses, au terrorisme d'État et à d'autres façons de tuer répugnantes (applaudissements), en mettant fin aux génocides, en suivant loyalement une politique de paix et de respect de normes morales et légales qui sont incontournables. Le monde ne se sauvera pas s'il ne suit pas une politique de paix et de coopération internationale.*

Que personne n'aille croire que nous cherchons à acheter une tonne de quoi que ce soit sur le marché des États-Unis. Nous avons prouvé que nous pouvons survivre, vivre et progresser, et tout ce que nous voyons ici aujourd'hui est l'expression d'un progrès sans

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

parallèle dans l'histoire (*applaudissements*). On ne progresse pas seulement en produisant des automobiles, on progresse en développant des intelligences, en inculquant des connaissances, en créant de la culture, en s'occupant des êtres humains de la façon dont on doit s'en occuper, ce qui est le secret de la force énorme de notre Révolution.

Le monde ne sauvera pas autrement, et je parle en l'occurrence des situations de violence. Qu'on cherche la paix partout pour protéger tous les peuples de cette plaie du terrorisme, car c'en est une (*applaudissements*), mais il existe aussi une autre plaie qui s'appelle, par exemple, le sida, il existe une autre plaie terrible qui tue des dizaines de millions d'enfants, d'adolescents et d'adultes dans le monde de faim, de maladies, de manque de soins et de médicaments.

Il y a sur le terrain politique des idées absolutistes, une pensée unique qu'on tente d'imposer au monde et qui provoque des rébellions et des irritations partout.

Le monde ne se sauvera pas – et ça, ça n'a rien à voir avec le terrorisme – si on continue de développer ou d'appliquer cet ordre économique et social injuste qui conduit le monde à la catastrophe dont ne réchapperont pas les six milliards deux cent millions d'habitants et leurs enfants futurs de notre planète qui est toujours de plus en plus détruite et poussée à la pauvreté, au chômage, à la faim et au désespoir. Les masses le prouvent à différents endroits devenus désormais historique : Seattle, Québec, Washington, Gênes.

Les plus puissants leaders de l'économie et de la politique mondiales ne peuvent presque plus se réunir désormais ; les gens ont de moins en moins peur, ils sont révoltés, comme on peut le constater partout. Je viens de rentrer de Durban, et j'y ai vu des milliers de personnes appartenant à des organisations non gouvernementales. On voit le mécontentement monter dans le monde comme le lait.

Voilà ! Je laisse le lecteur juge des deux approches... De quel côté est l'élégance, et duquel l'indifférence oublieuse (ou politicienne) ? Fidel oublie, lui, pour le bien commun des populations concernées, que les États-Unis ont été précisément le pays d'où sont venues les attaques terroristes, oublie les victimes innocentes, oublie que les administrations étasuniennes n'ont jamais rien fait pour mettre des groupes terroristes archiconnus, avec noms et adresses à Miami fournis par le gouvernement cubain, hors d'état de nuire, oublie que, pis encore, quand les services de renseignement cubains lui ont remis, parce que l'heure était grave, des centaines de documents sur ces groupes à la demande même du FBI et des autorités étasuniennes, et après rencontre à La Havane même entre les intéressés des deux parties, ce sont ceux qui ont permis de déjouer des attentats comme infiltrés dans les groupes terroristes que l'on arrêtera (je veux parler des Cinq), et non les criminels, Fidel donc oublie momentanément tout ce lourd passé d'agressions pour le bien commun ! Obama, lui aussi, oublie, mais du pire oubli : chez la victime, il ne se sent pas concerné et ne dit mot ! Alors qu'il évoque la souffrance de victimes situées à neuf heures d'avion...

Au fond, pourquoi s'en étonner ? Même lors du pire attentat terroriste, qui fut, je le répète, une première dans l'histoire de l'aviation civile, le plasticage de l'avion cubain au décollage de la Barbade en octobre 1976, l'administration étasunienne de l'époque n'a pas,

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

que je sache, adressé au gouvernement cubain la moindre note de condoléances comme l'aurait voulu le simple décorum diplomatique. La Révolution cubaine, elle, à l'occasion du 11 septembre 2001, non seulement exprime ses condoléances aux victimes, mais propose même de l'aide aux autorités en cas de besoin. Oui, l'élégance est tout uniment d'un seul bord ! Et n'allons pas croire qu'il ne s'agissait que d'un beau geste sans conséquences : en général, la Révolution cubaine ne se paie pas de mots et fait ce qu'elle dit. Lors des terribles inondations causées à la Nouvelle-Orléans par le cyclone Katrina, face à la gabegie des autorités (in)compétentes, Cuba avait préparé en un temps record une brigade de personnels médicaux (25 août 2005) prête à se rendre sur place pour prêter main forte à des services de secours et d'urgences débordés devant l'ampleur de la catastrophe et l'avait mise à la disposition de l'administration Bush, pourtant alors l'ennemi plus que juré de la Révolution cubaine. Inutile de dire que jamais aucune réponse ne provint de la Maison-Blanche. Cuba avait d'ailleurs poussé l'élégance jusqu'à baptiser ce « Contingent international de médecins spécialisés en situations de catastrophe et de graves épidémies » du nom d'Henry Reeve, un Étatsunien qui s'était enrôlé à dix-neuf ans dans les rangs de l'Armée de libération cubaine pour participer à la première guerre d'indépendance (1868) et y périt le 3 août 1876 à la bataille de Yaguaramas avec le grade de général de brigade. Panache, vous dis-je !

En tout cas, je sais que si Bush fils avait suivi les conseils de Fidel, s'il n'avait pas lancé sa « guerre contre le terrorisme » dans les fameux « soixante trous perdus » de notre planète, celle-ci ne serait pas aussi martyrisée qu'elle est aujourd'hui et moins de millions de vies auraient été perdues ou bouleversées ! « Guerre contre le terrorisme » ! Peut-on trouver concept plus primaire, réaction plus idiote ? François Hollande et Manuel Valls qui ont aussi ces idées en tête feraient bien, eux aussi, de lire ce discours de Fidel ! Obama aussi d'ailleurs à qui s'adressait en perspective cette autre idée : « ...la lutte internationale contre le terrorisme ne se règle pas en éliminant un terrorisme par ci et un autre par là ; en tuant à droite et à gauche, en utilisant des méthodes similaires et en sacrifiant des vies innocentes. » Quand on voit comment la Maison-Blanche célèbre comme de grandes victoires l'assassinat par drone interposé de tel ou tel chef ou sous-chef de mouvements terroristes, on se dit que non, vraiment, l'Empire n'apprend jamais rien : comme si les criminels ne trouveront pas un remplaçant à celui qu'on vient d'abattre !

Bref, constatant que d'entrée Obama faisait l'impasse sur un point extrêmement sensible – sans doute même le plus sensible – pour la population cubaine au sein de laquelle les plaies du terrorisme *made in USA* sont encore béantes, je me suis dit : « Ce discours, c'est mal barré ! » Je poursuis.

\*\*\*\*\*

**Je tiens à remercier le gouvernement et le peuple cubains de l'amabilité dont ils ont fait preuve envers moi-même, envers Michelle, Malia, Sasia, ma belle-mère Marian.**

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Sans commentaires. Tout ça pour bien faire comprendre qu'il voyage en famille... Sans doute pour ôter à sa visite son caractère protocolaire et souligner son côté touristique et amical (même si des humoristes pour de bon ne manqueraient de plaisanter au sujet des si bons rapports du président étasunien avec sa ...belle-mère).

\*\*\*\*\*

**« *Cultivo una rosa blanca* » (applaudissements). Dans son poème le plus connu, José Martí a offert l'amitié et la paix à l'ami aussi bien qu'à l'ennemi. Aujourd'hui, comme président des États-Unis d'Amérique, j'offre au peuple cubain « *el saludo de paz* » [le salut de paix] (applaudissements).**

Je contextualise. Obama cite le premier vers du poème XXXI du recueil *Versos Sencillos* (Vers simples) de José Martí publié à New York en 1891, dont voici la totalité :

*Je cultive une rose blanche,  
En juillet comme en janvier,  
Pour l'ami sincère  
Qui me tend sa main franche.  
Et pour le cruel qui m'arrache  
Le cœur dont je vis,  
Chardon ni roquette ne cultive :  
Je cultive la rose blanche.*

Thème récurrent que celui-ci chez Martí : le refus de la haine comme arme de combat. On le trouve dès son premier grand écrit, *El Presidio Político en Cuba* (Le Bagne politique à Cuba) de 1871. Il a dix-huit ans. Je contextualise à nouveau : en octobre 1869, à l'âge de seize ans, il est arrêté pour rébellion contre la couronne espagnole, alors que la guerre de Dix Ans (1868-1878) est déjà en cours, puis il est condamné en 1870 aux travaux forcés dans des carrières de chaux. Ses parents obtiennent finalement qu'il soit banni en Espagne où il arrive en février 1871. La souffrance subie au bagne le marquera toute sa vie, physiquement et moralement. Il décrit donc cette expérience dans *El Presidio Político en Cuba*, où il affirme, apostrophant l'Espagne : « Reprenez, reprenez votre dignité ; arrachez les fers aux vieillards, aux idiots ; arrachez le bâton au misérable bastonneur ; arrachez son indignité à celui qui s'enivre insensé aux bras de la vengeance et oublie Dieu et vous oublie ; effacez, arrachez tout ceci, et vous ferez oublier certains de ses jours les plus amers à celui qui ni au coup de fouet ni à la voix de l'insulte ni au bruit de ses chaînes *n'a encore appris à haïr.* »

Il est douteux qu'Obama et ses conseillers aient jamais su – mais comment leur en ferait-on reproche ? – que Fidel, grand lecteur et disciple de Martí, reprendrait cette même idée dans le « Message au peuple cubain » qu'il écrivit le 15 mai 1955 à sa sortie de prison : « Le

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

pays se dresse formidablement contre ceux qui le maltraitent, et l'on voit surgir une foi nouvelle, un réveil inouï dans la conscience nationale. Prétendre l'étouffer, c'est provoquer une catastrophe sans précédent dont les funestes résultats retomberont sur les têtes des coupables. Les despotes passent, les peuples perdurent. / Si une partie de cette foi repose sur nous, nous ne décevrons pas la nation. Des prisons où l'on s'est acharné sur nous à un point indicible, nous sortons sans préjugés à l'esprit ni venin à l'âme qui pourraient troubler notre pensée au sujet du chemin à suivre, et *tout comme l'Apôtre, nous pouvons proclamer fièrement que ni à la voix de l'insulte ni au bruit des chaînes nous n'avons encore appris à haïr*. Le peuple peut donc attendre de nous que nous agissions à tout moment, sans haine, mais sans peur du sacrifice, d'une façon digne et sereine, à la hauteur des circonstances. »

On voit donc que ce court poème dont Obama ne cite que la partie la plus anodine, qu'on risquerait de prendre pour une bluette ou de la guimauve, va bien plus loin et plonge plus profond qu'il n'y paraît. En fait, c'est presque toujours le défaut des *remarks* du 22 mars : faute de connaissances approfondies de ce dont il parle quand il manipule ou prend en charge les éléments ou la réalité de Cuba, citant les auteurs hors contexte, il reste toujours à la superficie. Bref, il est « superficiel ». Et c'en est agaçant. Bien entendu, nul ne lui demandait de faire une conférence sur l'influence de Martí dans la pensée cubaine et la Révolution du même nom, mais quand même...

Ceci dit, quand Fidel affirmait le 11 septembre 2001 que le peuple cubain n'a jamais haï ni appris à haïr le peuple étasunien, il ne faisait que reprendre ce même concept de José Martí : la haine s'adresse aux systèmes, pas aux hommes. C'est l'éthique au cœur de la politique. Martí écrivait dans son manifeste de Montecristi (25 mars 1895), alors que la troisième guerre d'Indépendance avait déjà été lancée par lui-même : « La guerre ne se fait pas contre l'Espagnol. » Ou : « De quel droit les Espagnols nous haïraient-ils, alors que nous, Cubains, ne les haïssons pas ? »

Comment, d'ailleurs, au sujet de cette « haine », ne pas faire deux réflexions ou plutôt deux comparaisons ? Comment ne pas évoquer la lettre extraordinairement poignante d'humanité et d'humanisme que Missak Manouchian écrivit le 21 février 1944 dans la prison de Fresnes, quelques heures à peine avant d'être fusillé par les Allemands, à sa femme Mélinée ? Manouchian, dont François Hollande n'a même pas eu le panache de rappeler l'existence quand, le 27 mai 2015, il présida à la cérémonie d'entrée au Panthéon de quatre résistants : Pierre Brossolette, Geneviève de Gaulle Anthonioz, Germaine Tillion et Jean Zay. Des résistants dignes, apparemment, d'honneurs nationaux. Manouchian, lui, était un « métèque », comme tous ceux de son groupe, des communistes étrangers membres des Francs-Tireurs et Partisans de la Main-d'œuvre étrangère (M.O.I.), dont le groupe parisien commit de juillet 1942 à novembre 1943 un total de deux cent vingt-neuf attentats contre les Allemands, pratiquement les seuls groupes armés à opérer dans Paris intra-muros. De cette dernière lettre, Louis Aragon tira, on le sait, le poème « Strophes pour se souvenir », mis ensuite en musique par Léo Ferré sous le titre de « L'Affiche rouge ». Qu'écrivit donc cet Arménien, fusillé avec vingt-deux autres compagnons au Mont-Valérien (je respecte les fautes d'orthographe) :

Ma chère Méline, ma petite orpheline bien aimée. Dans quelques heures je ne serai plus de ce monde. On va être fusillé cet après midi à 15 heures. Cela m'arrive comme un

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

accident dans ma vie, j'y ne crois pas, mais pourtant, je sais que je ne te verrai plus jamais. Que puis-je t'écrire, tout est confus en moi et bien claire en même temps. Je m'étais engagé dans l'armée de la Libération en soldat volontaire et je meurs à deux doigts de la victoire et de but. Bonheur ! à ceux qui vont nous survivre et goûter la douceur de la liberté et de la Paix de demain. J'en suis sûre que le peuple français et tous les combattants de la Liberté sauront honorer notre mémoire dignement. Au moment de mourir *je proclame que je n'ai aucune haine contre le peuple allemand et contre qui que ce soit*. Chacun aura ce qu'il méritera comme châtiment et comme récompense. Le peuple Allemand et tous les autres peuples vivront en paix et en fraternité après la guerre qui ne durera plus longtemps. Bonheur ! à tous !

Oui, comment ne pas comparer cette grandeur d'âme aux ricanements sardoniques, pis encore : au rire de hyène de celle qui deviendra vraisemblablement le successeur d'Obama en janvier prochain, Hillary Clinton, face à l'assassinat dégradant de Kadhafi après sa capture par des ennemis aussi haineux, barbares ou « cruels » qu'elle ? De Martí, Fidel et Manouchian à Clinton, quelle déchéance morale en valeurs humaines !

En tout cas, que je sache, la Révolution cubaine a toujours offert au « cruel » Empire étasunien de dialoguer sur n'importe quel point (les preuves dans ce sens abondent et les archives des deux pays en font foi) : le hic, c'est qu'elle ajoutait toujours : « sur un pied d'égalité, dans le respect de notre souveraineté », et cette petite adjonction suffisait à déclencher systématiquement de l'autre bord une fin de non-recevoir.

Bien entendu, comment rechigner quand un président des États-Unis nous *dit* qu'il nous adresse « un salut de paix », qu'il nous offre une « rose blanche », qu'il tient en quelque sorte à fumer le calumet de la paix avec nous ? Le langage est neuf, assurément, et autant en prendre acte. Tous les autres, sauf Carter (que curieusement presque aucun média n'a mentionné ces jours-ci alors qu'il fut pourtant le seul président avant Obama à avoir voulu rabibocher les choses avec Cuba et le premier (ex)-président à rendre visite à Cuba et à s'adresser à la population par télévision depuis le Grand Amphi de l'Université de La Havane, et le premier aussi à nous tirer les oreilles en direct en fonction de ses conceptions politiques...), nous considéraient comme l'ennemi, la cinquième colonne de l'Union soviétique sur le continent américain, l'odieux satellite du Kremlin... Nous ne pouvons que nous féliciter de ces bonnes dispositions qu'Obama dit avoir envers nous, car elles changent radicalement de celles de ses prédécesseurs.

\*\*\*\*\*

**La Havane ne se trouve qu'à cent quarante kilomètres de la Floride, mais, pour arriver ici, nous avons dû parcourir une longue distance, par-delà des barrières historiques et idéologiques, des barrières de souffrance et de séparation. Les eaux bleues sous l'*Air Force One* ont amené un jour des bâtiments de guerre à cette île, pour la libérer, mais aussi pour la contrôler.**

**Ces eaux ont aussi amené des générations de révolutionnaires cubains aux États-Unis où elles ont cherché un appui à leur cause. Et cette courte distance a aussi été traversée par des centaines de milliers d'exilés cubains, en avion ou sur des embarcations de fortune, qui sont venus aux États-Unis à la recherche de liberté et d'opportunités, laissant parfois derrière eux tout ce qu'ils possédaient et tous les êtres qu'ils aimaient.**

Là, Obama s'engage sur un terrain qu'il n'aime pas, un terrain presque miné, dirai-je, et dont il préfère ne pas entendre parler : l'histoire.

J'ai évoqué plus haut, dans un style moins poétique, ces « bâtiments de guerre » qui avaient traversé « les eaux bleues » « pour libérer » l'île, selon Obama. Qui s'avance en l'occurrence, non plus sur des espaces céruléens, mais bel et bien à travers des marais où ses experts et conseillers auraient mieux fait de ne pas l'entraîner. N'importe quel lecteur ou auditeur mal informé ou peu au courant des événements pensera, lisant cette assertion, que les USA ont « libéré » Cuba du colonialisme espagnol en 1898. C'est là un point sur lequel non seulement les historiens, mais l'ensemble du peuple cubain se montrent extrêmement sourcilleux, voire chatouilleux. Que l'on biffe d'un simple trait de plume ou qu'on élimine d'une seule émission de voix les trente années durant lesquelles les Cubains se sont battus pour leur indépendance, sans avoir jamais reçu, comme je l'ai dit plus haut, le moindre appui de Washington, tant s'en faut, pour ne plus laisser que la « splendide petite guerre » d'à peine deux mois dont parlait John Hay les fait bouillir d'indignation ! Mais c'est là une vision bien ancrée dans la mentalité des politiques étasuniens, et même dans l'historiographie officielle qui fait des États-Unis les bienfaiteurs de Cuba.

Toute une idéologie historique s'est d'ailleurs échafaudée, très tôt, au sujet du « devoir de reconnaissance » envers les États-Unis que les Cubains étaient censés intérioriser. On en trouve d'innombrables exemples dans l'ouvrage de Louis A. Pérez Jr., *Cuba in the American Imagination* (« Cuba dans l'imaginaire étasunien », 2008). Ainsi, la presse de l'époque (1898) était unanime quant au devoir de sauver des Cubains incapables de le faire tout seul, et ce, censément au nom des « valeurs » étasuniennes. Le *New York Tribune* affirmait le 17 avril 1898 : « La grandeur de notre nation et son emplacement favorable lui imposent des devoirs qu'elle ne saurait éluder sans démériter eu égard à sa haute condition. » Le *Washington Post*, du 24 mars 1898, écrivait : « Il faut mettre fin au règne de la famine et de la mort. Tel est notre devoir envers l'humanité et envers notre propre caractère comme peuple. » Le *New York World* estimait le 8 avril 1898 : « Nous ne serons pas dignes de notre propre héritage de liberté si nous n'étendons pas notre bras puissant pour secourir et sauver les patriotes cubains ». Ce devoir de reconnaissance était d'ailleurs d'autant plus impératif que les Cubains n'avaient rien fichu. Ainsi, le correspondant de guerre Herbert Sargent, qui écrivit un ouvrage de trois tomes sur la campagne de Santiago de Cuba, n'hésite pas à affirmer :

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

« Alors que la liberté de Cuba se décidait sous leurs propres yeux, les Cubains restaient à l'écart, inefficaces, inactifs. Les récompenses étaient pour eux, mais ce sont les Étatsuniens qui se sacrifièrent. Ce sont les Étatsuniens qui remportèrent les victoires en versant leur sang. » Le sénateur de l'Indiana, Albert Beveridge, résumait l'idée de la majorité : « Cuba n'a pas été capable d'expulser l'Espagne. Ce sont les États-Unis qui ont bouté le gouvernement espagnol hors de cette île. Pour ce faire, ils ont dépensé des millions de dollars. Nos soldats ont donné leur vie avec plaisir. » À quoi faisait écho le représentant de l'Illinois, T. J. Selby : « Les armes étasuniennes ont obtenu en quelques semaines ce que Cuba n'était pas parvenu à faire en un siècle et qu'elle n'aurait jamais atteint au siècle prochain. »

D'où la surprise des généreux et altruistes envahisseurs quand ils se rendirent compte que les patriotes cubains avaient un point de vue quelque peu différent. Tous n'étaient pas Martí, bien entendu, qui avait déchiffré très tôt les visées impérialistes des classes dirigeantes étasuniennes ; n'empêche que les simples soldats subodoraient que les *gringos* n'avaient pas débarqué à Cuba par pure générosité de bienfaiteurs. Un correspondant de guerre le constatait sur place : « On aurait pu supposer qu'ils déborderaient de gratitude envers nous qui nous efforcions de remédier à leurs maux. Mais ce n'était pas le cas. » Trumbull White le constatait amèrement dans un ouvrage de 1898 : « [Les officiers] furent reçus froidement. Les expressions des Cubains étaient très désagréables. Ils n'avaient que dédain pour nos soldats. Ils ne cachaient pas qu'ils les regardaient comme des espèces de larrons internationaux qui étaient venus voler, sous leurs yeux, le fruit de leur victoire. [...] Le Cubain se considère comme quelqu'un envers lequel on a commis une grande injustice. »

Cette « ingratitude » ne fit bien entendu qu'aggraver le mépris des bienfaiteurs envers les Cubains. *The New York Evening Post* écrivait le 21 juillet 1898 : « Les Cubains ne valent pas un demi-litre du généreux sang étasunien versé à leur profit. De toute évidence, ce sont des misérables. » Pour le capitaine H. L. Street, les Cubains constituaient « le groupe le plus ingrat qu'il ait jamais croisé ». Aux yeux du général Samuel B. M. Young, « les insurgés sont un tas de dégénérés, absolument dépourvus d'honneur ou de gratitude. » Quant au général Otis O. Howard, « ces patriotes n'ont pas apprécié dûment les sacrifices en vie et en santé faits pour leur donner un pays libre », un sentiment qu'il compare « dans notre propre pays à l'ingratitude des Noirs en 1863 dont beaucoup ne semblaient pas comprendre ce qu'on avait fait pour eux ou en être reconnaissants ».

Pour Francis H. Nichols (29 juin 1899), « beaucoup de Cubains croient que la guerre se serait terminée pareil, aussi vite, sans la moindre aide des Étatsuniens. Il m'a toujours semblé que cette présomption nationale est à la racine de leur ingratitude. [...] Les Cubains sont, en règle générale, un des peuples les plus ingrats de la terre. » Quant à David Copeland, il écrivait au *Washington Post*, le 27 août 1900 : « Après que notre pays, par pure sympathie, a dépensé des millions et des millions de son trésor et sacrifié un grand nombre de ses fils les plus nobles sur l'autel de l'humanité pour racheter le Bijou des Antilles de l'avarice et de l'oppression espagnoles, on nous demande de tout abandonner et de nous retirer du champ d'action pour qu'une horde affamée puisse récolter ce que nous avons semé. [...] Cette impudeur surprenante de réclamer l'indépendance immédiate n'a pas de parallèle dans toute l'histoire. [...] Nous avons à faire avec des gens vils, sans la moindre magnanimité. »

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Bien entendu, cette idée qu'ils étaient des bienfaiteurs et que les Cubains leur devaient leur libération donnait aux États-Unis, une fois l'Espagne vaincue, toute l'autorité morale nécessaire pour imposer leur protectorat et leur volonté aux Cubains, ce peuple mineur, ce qui explique leur attitude pendant les quatre ans d'occupation militaire. L'auteur du fameux amendement qui porte son nom, le sénateur du Connecticut, Oliver Platt, ne le cachait pas en août 1902 : « Quand nous nous sommes décidés à mettre fin au mauvais gouvernement à Cuba, nous sommes devenus responsables de l'établissement et du maintien d'un gouvernement. [...] S'ils veulent être fidèles à leur histoire et à leur caractère, les États-Unis doivent former cet enfant sur la voie qu'il doit suivre de sorte qu'en grandissant il ne s'en écarte pas. »

Toute ressemblance avec des faits plus récents (Afghanistan, Iraq, Libye, entre autres) n'est pas, bien entendu, pure coïncidence !

Cinquante-sept ans de Révolution cubaine n'ont apparemment rien changé aux mentalités régnant dans les milieux dominants aux États-Unis. Obama raconte l'histoire un peu près comme l'avait fait l'ultime ambassadeur étasunien à La Havane, Philip W. Bonsal, jusqu'à la rupture des relations diplomatiques par Eisenhower le 2 janvier 1961. Il avait présenté ses lettres de créance le 3 mars 1959 et avait eu un entretien avec Fidel deux jours après. Dans la ligne tout à fait officielle, donc, il s'était félicité des bonnes relations ayant toujours lieu entre les deux pays, tout à fait bénéfiques à la petite île.

Bien entendu, les révolutionnaires cubains étaient loin de partager cette idée d'États-Unis « bienveillants ». Fidel avait d'ailleurs rappelé dans les deux premiers mois un certain nombre de vérités qu'on préférerait ne pas connaître à Washington : ainsi, dès le 19 février, il avait affirmé que « les interventions, les menaces et toutes ces choses-là sont toujours venues » des États-Unis, qu'« historiquement, Cuba a été victime de la puissante influence des États-Unis sur ses destinées », que Cuba aurait obtenu son indépendance sans eux et que, dès lors, l'histoire du pays aurait été bien différente, parce que l'intervention étasunienne a provoqué un mal terrible : « l'arrivisme, les prébendes et l'opportunisme », le conformisme d'une part, parce que lutter contre les mauvais gouvernements risquait d'entraîner l'intervention des USA pour ramener l'ordre, et, d'autre part, le fatalisme. Et il avait conclu : « L'attitude hostile n'est pas partie de nous. L'hostilité contre les intérêts du peuple cubain date de cinquante ans... C'est donc à eux de rectifier, pas à nous. »

Comme on pouvait si attendre, Bonsal était au plus haut scandalisé par cette vision des choses, et il y revint plusieurs fois dans le livre de mémoires qu'il écrivit en 1971 (*Cuba, Castro and the United States*) : « Avec l'avènement de Castro, l'histoire des relations cubano-étasuniennes a été soumise à une révision d'une telle ampleur et d'un tel cynisme qu'elle laissait loin derrière tous les autres efforts dans ce sens. Quand j'arrivais à Cuba, cette campagne avait déjà commencé. Son objectif était d'éloigner le peuple de l'île de la version traditionnelle relative à ses relations passées avec les États-Unis et d'en promouvoir une autre dans laquelle les Cubains opprimés auraient le monopole de la vertu et les Américains, celui du mal. ...version outrée des thèses révisionnistes au sujet des relations entre Cuba et les États-Unis au début du siècle, une thèse qui alimentait l'ego cubain tout en écrasant l'orgueil et l'estime de soi des Américains. » Or, Bonsal se trompait du tout au tout.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

« L'avènement de Castro » n'avait rien à voir avec cette révision de l'histoire officielle imposée par les USA. Celle-ci remontait à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. L'un des pionniers de ce mouvement en fut Emilio Roig de Leuchsenring, qui ne cessa d'éclairer maints points restés dans l'ombre quant au véritable rôle des États-Unis dans l'histoire de Cuba, notamment dans deux ouvrages fondamentaux : *Historia de la Enmienda Platt* (1935) et *Cuba no debe su independencia a Estados Unidos* (1950). Le X<sup>e</sup> Congrès national d'histoire, tenu en 1950, avait précisément adopté les conclusions de ce dernier ouvrage et recommandé « à monsieur le ministre de l'Éducation de faire en sorte que les programmes et les textes de notre histoire patriotique soient dûment révisés pour qu'y apparaisse clairement le fait... que Cuba ne doit pas son indépendance aux États-Unis ».

De Bonsal (1959) à Obama (2016), aucune révision des événements n'est donc intervenue : Cuba doit sa « libération » aux États-Unis ! Or, pour les Cubains cette version des faits est un camouflet, une insulte à leur dignité ! *Venir la répéter au Grand Théâtre de La Havane à l'adresse de l'ensemble du peuple cubain, au moment le plus solennel de la visite, c'est à tout le moins pour l'invité commettre un impair monumental !* Même s'il reconnaît ensuite que les bâtiments de guerre ont servi à « contrôler » l'île, ce qui est effectivement le moins qu'on puisse dire... À moins que ce ne soit dans la bouche d'Obama une litote, ce dont je doute personnellement.

Quant à ces « générations de révolutionnaires cubains » venues chercher un appui à leur cause aux États-Unis, là encore l'expression est terriblement ambiguë. Je ne sais à quelle époque se réfère Obama ni de quelle aide, publique ou privée, il parle. En tout cas, les révolutionnaires cubains se battant contre le colonialisme espagnol entre 1868 et 1898 ne reçurent pas le moindre appui officiel des États-Unis, bien au contraire : comme je l'ai expliqué plus haut, les autorités de ce pays ne reconnurent jamais la belligérance des insurgés qui possédaient pourtant une République en armes, un président, un cabinet, une Constitution et même un parlement, parce que, s'ils leur avaient reconnu une existence « légale », cela aurait contrarié leur aspiration à, comme dit Obama, « contrôler » l'île... Je ne vais pas dresser, ici non plus, l'inventaire des expéditions démantelées et interdites par les autorités étasuniennes à cette époque, les livres d'histoire cubaine les recensant ; je me bornerai à évoquer celle qui est sans doute la plus fameuse et qui est connue sous le nom de la « conspiration de Fernandina » fin 1894.

José Martí, soit dit en passant, n'est pas seulement un poète, un des plus grands écrivains de langue espagnole toutes époques confondues : c'est un révolutionnaire hanté par l'indépendance de son pays, encore sous la botte de l'Espagne presque soixante-dix ans après que le reste de l'Amérique latine fut devenu indépendant. Libérer l'île, voilà son obsession majeure, le but ultime de toute son existence. Et la doter, ce qui n'est pas moins significatif, de la structure politique et des valeurs morales qui lui permettront d'échapper, une fois libre, aux travers qui ont dénaturé la vie indépendante des républiques latino-américaines. Il repart définitivement au combat, après plusieurs échecs, en 1892 quand il constate que l'heure est venue et la victoire possible : pour cela, il fonde une organisation politique, le Parti révolutionnaire cubain, il en cherche les assises dans la toute jeune classe ouvrière cubaine en Floride, il crée un journal, *Patria*, pour divulguer ses idées et, surtout, il travaille intensément à obtenir l'unité des Cubains : ceux de la Grande Guerre, militaires et civils, de

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

1868-1878 et les nouvelles générations (les « vieux pins » et les « pins nouveaux ») pour éviter les dissensions qui avaient fini par faire avorter cette première tentative. Et il prépare les conditions matérielles nécessaires pour relancer la guerre d'Indépendance, notamment la coordination entre les émigrés aux États-Unis et les indépendantistes de l'île. En 1894, ce brillant intellectuel prouve qu'il n'est pas que cela. Il a réussi à attirer à ses côtés les deux noms sans lesquels toute entreprise de ce genre serait vouée à l'échec : Máximo Gómez, avec qui il avait eu pourtant dix ans auparavant de très graves désaccords quand celui qui avait été le généralissime de la guerre précédente avait cherché à la relancer mais selon des conceptions qui paraissaient trop « militaristes » à Martí ; et l'autre grand soldat, Antonio Maceo, deux génies militaires, capables de réunir autour d'eux, d'enthousiasme, leurs anciens subalternes et des nouveaux. Début décembre 1894, les préparatifs sont désormais si avancés que Martí rédige, le 8, un « Plan de soulèvement ». Ce petit homme (1 m 68) souffreteux (depuis sa condamnation aux travaux forcés) fait preuve d'une énergie étonnante et surtout d'un sens de l'organisation clandestine et de la « conspiration » stupéfiant : le « plan de Fernandina » consiste en l'envoi de trois bateaux, l'*Amadis*, le *Lagonda* et le *Baracoa*, chargés d'armes et d'équipements, au port de Fernandina, en Floride, dont l'un récupérera Maceo et ses hommes au Costa Rica pour les conduire jusque dans l'Est de Cuba ; le deuxième, ayant à bord Martí, chercherait Máximo Gómez à Saint-Domingue pour l'amener à Camagüey, et le troisième ferait cap sur la province de Las Villas avec deux autres généraux de la Grande Guerre. Les trois bateaux, emportant des armes pour quatre cents hommes, devaient converger au même moment vers leur objectif respectif. Les autorités étasuniennes n'ont encore rien subodoré. Et soudain, janvier 1895, c'est la catastrophe : le responsable de coordonner le départ de l'expédition ne prend pas les mesures de sécurité suffisante (gabegie ou trahison ?, les historiens en débattent toujours), l'affaire est éventée et les autorités étasuniennes saisissent les navires. Martí parvient toutefois à récupérer une partie du chargement. Mais la grande expédition, qui aurait sans doute accéléré le cours de la guerre, n'est plus possible. Les trois grands chefs ne pourront débarquer qu'en avril, Maceo de son côté avec quelques hommes, Martí et Gómez, le 11, après avoir été descendus en pleine nuit sur une mer houleuse et sous une pluie battante dans un fragile canot, depuis un cargo allemand, aux abords de Baracoa, dans l'Est du pays...

Les seules expéditions qui parvinrent, durant la guerre de 1895-1898, à atteindre l'île depuis les États-Unis furent celles qu'organisèrent de concert des Étatsuniens et des Cubains. Donc, s'il est vrai que de l'aide vint des États-Unis, elle ne fut jamais le fait du Washington officiel. Quant à d'autres époques, autrement dit les soixante ans de néocolonialisme, je ne vois pas à quoi ni à qui Obama pourrait bien faire allusion, jamais aucun soulèvement n'ayant jamais été tenté durant cette étape. Quand, en 1935, Antonio Guiteras décide de préparer une insurrection contre un régime issu du renversement du gouvernement « des Cent Jours » au sein duquel il avait été ministre de l'Intérieur et qui avait succédé à la dictature de Machado liquidée par une insurrection populaire, c'est vers le Mexique qu'il prétend se diriger (il sera assassiné juste au moment où il abandonne Cuba), tout comme le fera Fidel, vingt ans après, en 1955.

Qu'Obama et ses conseillers et experts ignorent l'histoire de Cuba me semble un péché véniel eu égard à tant d'autres carences de leur part. En revanche, on comprend moins qu'ils

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

ignorent certains faits et événements de celle de leur propre pays : je ne veux pas parler, bien entendu, de l'aide décisive apportée par la France (La Fayette, Rochambeau, Louis XVI, etc.) à l'indépendance des Treize Colonies, qui est archiconnue ; je me réfère à un autre appui, qui fut décisif à un moment donné, quoique beaucoup moins connu : celui de la couronne espagnole, qui passa par le biais de La Havane. Je gloserai pour ce faire un passionnant article de l'historien Eduardo Torres-Cuevas : « Lo que le debe la independencia de Estados Unidos a Cuba. Una ayuda olvidada » (1998, in *En Busca de la Cubanidad*, La Havane, 2006, Editorial de Ciencias Sociales, pp. 131-186).

L'aide de l'Espagne aux Treize Colonies, pas plus que celle de la France, ne fut pas désintéressée : dans les deux cas, il s'agissait d'affaiblir l'ennemi principal, l'Angleterre. La couronne espagnole n'oubliait que celle-ci, au bout de deux mois de combats, avait en août 1762, occupé La Havane et que le prix du retrait de la capitale cubaine (6 juillet 1763) avait été, comme conclusion de la guerre de Sept Ans (Traité de Versailles, février 1763), la cession de la Floride à Londres, tandis que la France, l'autre vaincu, cédait à Madrid la Louisiane. L'Espagne et la France avaient donc leur revanche à prendre : l'occasion leur en fut donnée quelques années à peine avec le soulèvement des Treize Colonies (1776). Madrid donna l'ordre à son gouverneur d'entrer en contact avec les insurgés et de fournir à leurs bateaux toute la protection compatible avec une neutralité apparente. Mais plus tard ce sont bel et bien des armes et des munitions qui furent envoyés aux rebelles, ce qui était d'autant plus facile que, la Louisiane étant devenue espagnole et dépendante de Cuba, les envois pouvaient atteindre sans difficultés la Nouvelle-Orléans et parvenir aux soldats étasuniens en remontant le Mississippi. C'est encore de La Havane que la couronne espagnole prépara en 1778 une expédition de trois mille cinq cents hommes, puis une autre de huit mille pour récupérer la Floride cédée à l'Angleterre.

Torres-Cuevas affirme : « ...la contribution espagnole et, partant, la cubaine, à la Révolution étasunienne s'avéra décisive dans l'indépendance des Treize Colonies anglaises... L'aide financière, commerciale, en livraisons de vêtements, d'aliments, d'armes et de médicaments, ainsi que l'ensemble opérationnel militaire qui couvrit les Caraïbes, la côte antillaise du sous-continent étasunien et toute la vaste bande des rives du Mississippi, trouvèrent son noyau à La Havane.... L'aide cubaine à l'indépendance des États-Unis ne se borna pas à la participation de troupes havanaises à un fait militaire [*la bataille de Pensacola*], aussi important qu'il fût : il faut reconnaître qu'elle constitua un composant ayant touché tous les domaines du processus indépendantiste étasunien. » L'historien y voit, ce qui est encore plus intéressant, « une des expressions de l'éveil économique, social, culturel et militaire de l'île. La puissante Havane du XVIII<sup>e</sup> siècle démontra une capacité qui étonna les grandes puissances en conflit. S'il est vrai que l'aide efficace de la population de l'île à l'indépendance des États-Unis constitue légitimement la première grande manifestation de solidarité avec l'indépendance d'un autre pays offerte par les *criollos* [Cubains nés dans l'île], il n'est pas moins important de reconnaître là l'expression naissante, au sein du *criollisme*, d'idées et d'attitudes de réaffirmation propre et indépendante. »

Pour diverses raisons (entre autres le commerce du rhum et des mélasses, et le besoin de main-d'œuvre esclave), les liens commerciaux entre Cuba, colonie espagnole, et les Treize Colonies anglaises, s'étaient resserrés malgré les conflits existant entre leurs métropoles, et

finirent par se traduire d'une manière spéciale sur le plan politique. Ainsi, de 1764 à 1778, Robert Morris, capitaine du port de Philadelphie et trafiquant d'esclaves, fut le facteur principal de la contrebande, tandis que Juan Miralles, un des commerçants et contrebandiers havanais les plus dénués de scrupules, fut la figure saillante de l'aide cubaine aux indépendantistes étasuniens, devant lesquels il finit par représenter le gouvernement espagnol, nouant une solide amitié avec George Washington. Morris et Miralles eurent d'étroites relations. Je ne m'appesantirai pas en détails sur les imbrications de différentes natures entre les deux colonies qui expliquent pourquoi l'aide financière cubaine à l'indépendance des treize territoires anglais fut encore plus résolue que celle de l'Espagne elle-même. Mais elle ne fut pas que financière. Des troupes cubaines participèrent, à partir de 1779, année où l'Espagne déclara la guerre à l'Angleterre, à la reconquête de la Floride, sous la conduite du Cubain Bernardo Gálvez, dont les 667 soldats en comprenaient 160 provenant de La Havane. Après avoir remporté une série de victoires, Gálvez réclama des renforts à La Havane pour enlever le dernier bastion anglais de la Floride, le port de Pensacola, en février 1781. Des 3 833 soldats, 3 239 venaient de La Havane. À la mi-avril, arrivèrent de nouveaux renforts, 1 600 hommes aux ordres du Cubain Cajigal y Monserrate, dont 649 appartenaient aux forces havanaises. En mai 1781, Pensacola tombait aux mains de l'Espagne. Des préparatifs furent aussitôt entamés pour chasser les Anglais des Bahamas, ce qui fut achevé le 7 mai 1782 avec la prise de Nassau. Finalement, ce sont les troupes de Gálvez et de Cajigal qui permirent de nettoyer les Anglais du bassin du Mississippi et de garantir la route d'approvisionnements aux rebelles des Treize Colonies de la part des bateaux espagnols, français, havanais et étasuniens, tout en assurant la sécurité des frontières du Sud-Est.

Je me contenterai d'évoquer un cas absolument singulier et très peu connu concernant cette aide. En 1780, alors que les troupes hispano-havanaises remportent les plus grands succès dans la zone méridionale de l'Amérique du Nord, l'Armée continentale de Washington a besoin d'un renfort de troupes et d'une forte somme d'argent, environ un million deux cent mille livres sterling, pour s'équiper et payer ses troupes qui ne touchent plus aucune solde depuis des mois et qui sont sur le point de se mutiner. Le plus grave est que, sans ces renforts et cet argent, Washington et ses alliés français ne pourront pas porter le coup de grâce aux colonialistes anglais par la prise de Yorktown. La situation est donc critique. À La Havane, on connaît déjà la situation problématique des troupes insurgées, puisque Washington en a informé Morris qui lui avoue à son grand dam qu'il lui est impossible de collecter une telle somme et qui s'adresse alors à Miralles, avec qui le réseau de communication continue d'être très actif. Le commerçant havanais entreprend des démarches pour satisfaire Washington, mais meurt fin avril 1780. La crise économique de l'Armée continentale ne cessant de s'aggraver, Washington s'adresse alors au gouverneur de Cuba en utilisant le réseau mis en place par Miralles, lui faisant savoir que le sort de la guerre d'Indépendance dépend de cette aide décisive. De son côté Rochambeau, qui se trouve aux côtés de Washington, lance un appel à l'aide à l'amiral de Grasse dont l'escadre est arrivée à Cap-Haïtien le 16 juillet 1781, lui réclamant instamment des renforts et ce million deux cent mille livres sterling. De Grasse s'adresse à la couronne française qui fait part à son tour de son impossibilité à fournir la moindre aide en troupes et en argent. Mais il entre aussi en contact avec La Havane à travers l'un des officiers, Claude Henri de Saint-

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Simon, qui deviendra l'illustre personnage que l'on sait. De son côté, le général Cajigal charge un de ses plus proches collaborateurs et ami intime, le Vénézuélien Francisco de Miranda, de faire toutes les démarches possibles à La Havane pour réunir la somme dont a besoin l'Armée continentale, et il l'envoie même, avec une lettre personnelle, auprès de Washington pour en connaître la situation réelle et mettre la dernière main aux détails nécessaire pour faire parvenir l'aide demandée. De retour à La Havane, Miranda se met au travail. On pioche dans les fonds de l'île et on organise même une collecte publique durant laquelle les grandes dames havanaises remettent une partie de leurs bijoux pour contribuer à l'indépendance des Treize Colonies. La somme collectée finalement se monte à un million huit cent mille pesos de huit réaux. C'est à travers le gouverneur de Saint-Domingue avec qui il est en contact que De Grasse apprend la bonne nouvelle. Dans les derniers jours de juillet 1781, l'amiral dépêche la frégate l'*Aigrette* sur laquelle se trouve Saint-Simon à La Havane pour qu'il rencontre Francisco de Miranda et récupère l'argent collecté dans la capitale. La flotte de De Grasse appareille d'Haïti le 5 août 1781, retrouve neuf jours plus tard l'*Aigrette* au large de Matanzas (Cuba) et le 25 août, Rochambeau reçoit l'aide cubaine qui devait décider du sort de la guerre d'Indépendance étasunienne : l'argent reçu permit de payer les troupes, de mieux équiper l'Armée continentale et d'attaquer les forces du général anglais Cornwallis retranchées à Yorktown (Virginie). Si l'escadre de l'amiral De Grasse joua un rôle important dans l'issue de cette bataille en interdisant l'arrivée de renforts anglais, c'est parce que les généraux cubains Cajigal et Gálvez avaient coupé toutes les autres voies d'approvisionnements au Sud. Les troupes anglaises de Yorktown se rendirent au bout de quelques jours. Rares sont ceux qui savent que parmi les renforts envoyés à Washington et à Rochambeau, se trouvaient les bataillons de *pardos y de morenos* de La Havane.

Voilà. Belle histoire, n'est-ce pas ? Digne d'une coproduction cinématographique entre les États-Unis, la France, Cuba, l'Espagne et la Grande-Bretagne, avec comme protagonistes, rien moins que Washington, Rochambeau, De Grasse, Saint-Simon, Francisco de Miranda, et d'autres moins connus comme ce Morris et ce Miralles, commerçants crapuleux qui entrent dans l'Histoire par la grande porte. Un beau scénario ! Alors, je me dis que, là encore, Obama a raté le coche. Quel tabac il aurait fait dans le Grand Théâtre de La Havane s'il avait raconté cette aide-là ! Qui se fit dans le plus grand désintéressement, sans chercher à « contrôler » ensuite quoi que ce soit...

La dernière phrase du paragraphe sous analyse : « Et cette courte distance a aussi été traversée par des centaines de milliers d'exilés cubains, en avion ou sur des embarcations de fortune, qui sont venus aux États-Unis à la recherche de liberté et d'opportunités, laissant parfois derrière eux tout ce qu'ils possédaient et tous les êtres qu'ils aimaient », est, une fois encore, à prendre *cum grano salis* : il y a du vrai et du faux, du dit et du non-dit. D'abord le terme qu'il utilise : *Cuban exils*, soit « exilés cubains » en français et « exiliados cubanos » en espagnol. Et c'est justement là où le bât blesse. Qu'en cinquante-huit ans (parce que, de toute évidence, c'est à la période révolutionnaire que se réfère Obama, pas aux époques antérieures) des centaines de milliers de Cubains aient abandonné leur île pour vivre ailleurs est un fait : ils sont partis à l'étranger. Mais, sous sa forme verbale, le terme s'emploie aussi bien à la forme active qu'à la forme réfléchi : on s'exile ou l'on vous exile, de même qu'on s'expatrie ou que l'on vous expatrie, d'où l'ambiguïté de la terminologie qu'emploie Obama.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Alors pourquoi ne pas dire tout simplement : « émigrés » ou « migrants », qui traduit un fait concret : le départ ? Mais le choix d' « exilés » n'est pas fortuit, bien entendu. En cinquante-huit ans, les motivations personnelles de départ ont varié. En tout cas, la forme active du verbe ne s'applique pas à la situation cubaine : aucun Cubain n'a été chassé, ou banni, ou exilé de son pays par les autorités compétentes. Ils sont tous partis de bon gré ou de mauvais gré, mais de leur propre volonté.

Comment et pourquoi ? Un petit historique, donc. Les premiers à « partir », dans la nuit même du 31 décembre 1958 au 1<sup>er</sup> janvier 1959, ce furent Batista en personne et ses plus proches collaborateurs, ceux qui avaient mort d'homme sur la conscience, ceux que Cuba qualifiera de « criminels de guerre ». Le dictateur, soit dit en passant, ne se réfugia pas aux USA – qui, pour prix de ses bons et loyaux services, auraient dû pourtant le recevoir à bras ouverts – mais chez un de ses collègues en tyrannie, Trujillo, à Saint-Domingue, même si les choses ne tournèrent pas rond ensuite entre les deux hommes. Mais s'enfuirent aussi ceux qui avaient plongé les mains dans les finances publiques et s'étaient grassement enrichis à l'ombre de Batista. Cette « vaguelette » (sur le plan quantitatif) suscita les premières escarmouches entre la jeune Révolution cubaine et la Maison-Blanche où régnait alors le général Eisenhower, celui-ci ayant opposé une fin de non-recevoir à la demande cubaine d'extradition de ces délinquants et criminels.

La seconde vague sera formée par les classes aisées et la bourgeoisie. Une petite promenade sur la 5<sup>e</sup> avenue de Miramar, à La Havane, permet de constater à quel point celle-ci était cossue : de fastueuses villas, presque de petits palais, l'agrémentent sur plusieurs kilomètres jusqu'au quartier de Siboney, le dernier bastion de cette bourgeoisie avant son saut définitif à Miami. Car, de même que la Révolution française eut ses ci-devant et son Coblenze, la Révolution cubaine eut les siens et ...Miami. Il est évident qu'un gouvernement révolutionnaire qui, non content de se mettre à parler de peuple, de justice sociale, d'inégalités et de tant d'autres choses qui ne plaisent guère, en règle générale, aux oreilles des nantis, prend des mesures pour ajuster ses actions à son discours, ne pouvait être admissible aux yeux de cette bourgeoisie. Incapable de lutter contre lui, elle fit ce qu'elle avait toujours fait : s'en remettre aux États-Unis, persuadée qu'elle était qu'une révolution qui s'en prenait aux intérêts et aux avantages de ceux-ci sur l'île était plus qu'inadmissible : elle était tout bonnement intolérable. Et elle partit en laissant la clef sur la porte ou sous le paillason, convaincue qu'en six mois, ce cauchemar serait terminé et qu'elle reprendrait possession de ce pays qui avait toujours été sien avec l'aide du puissant « protecteur ». Grave erreur de calcul. Même Goliath ne put rien.

Après, la lutte des classes s'exacerbant, les États-Unis ayant très vite déclaré ouvertement la guerre à Cuba, selon la vision résolument fautive à l'époque du vice-président d'Eisenhower, un certain Richard Nixon : « Ce régime cubain communiste est devenu un cancer intolérable » (18 octobre 1960), et étant devenu le rempart d'une opposition armée dans l'île même, les déçus de tous bords (de gauche et de droite) continuèrent de partir aux États-Unis.

De ces « départs », il en est un dont on ne parle guère de l'autre côté du détroit de la Floride mais qu'il vaut sans doute la peine de rappeler : l'*Opération Peter Pan*. Au fond, elle

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

est toute simple. Au départ, l'Église catholique, nommément le père Bryan O. Walsh, d'ascendance irlandaise ; derrière, remuant les fils, ce que reconnut bien des années après ce futur monseigneur décoré en 2009 à titre posthume pour l'exploit que je vais raconter, la CIA, et le département d'État. D'abord, inventez une loi prétendument révolutionnaire aux termes de laquelle le gouvernement « communiste » va retirer la puissance paternelle aux parents, afin de pouvoir endoctriner les enfants, leur laver le cerveau, selon l'image qui avait cours en plein essor de la Guerre froide, et les envoyer à Moscou ; pour lui donner des accents de vérité, imprimez un *Journal officiel* la contenant. Entre temps, organisez entre Miami et La Havane un puissant réseau de « passeurs ». Donnez l'appui de différentes ambassades, dont l'ambassade britannique. Répandez la fausse nouvelle de bouche à oreille et par voie de presse. Intensifiez l'intoxication anticommuniste. Chargez le Catholic Welfare Bureau d'organiser aux États-Unis les centres et camps d'accueil. Et vous obtenez que *quatorze mille enfants* (je l'écris en toutes lettres pour que le lecteur ne se trompe pas) soient abandonnés par leurs parents résolument convaincus de les sauver des griffes des « rouges » et remis entre les mains de leurs « sauveurs » qui les embarquent tout naturellement dans des avions (il existait encore des dessertes aériennes normales entre les deux pays) à destination de la ville où ils seront à l'abri : Miami. En fait, selon les aveux de Mgr Walsh, l'Opération Peter Pan avait été conçue pour peu de temps, puisque les contre-révolutionnaires étaient convaincus, je l'ai déjà dit, que les États-Unis ne laisseraient pas un « régime communiste » s'instaurer pour bien longtemps à proximité de leurs côtes. Et comme les bourgeois qui avaient laissé la clef sur la porte, ces pauvres quatorze mille enfants furent séparés de leurs parents... Bien que l'Opération Peter Pan surgît au même moment que le « Programme pour les enfants réfugiés cubains non accompagnés », ce furent deux structures séparées. Quand, en octobre 1962, les États-Unis interrompirent tous les vols directs entre les deux pays, l'opération se poursuivit par la Jamaïque, le Mexique et l'Espagne, et les organismes impliqués avaient délivré pas moins de cinquante mille visas destinés aux enfants des « vols de la liberté » qui ne purent donc pas émigrer. Plus de deux mille enfants arrivèrent en Espagne, la voie Madrid ayant duré jusqu'en 1970. En fait, ce « Programme pour enfants cubains non accompagnés » fut interrompu en ...1981. Je ne m'appesantirai pas là-dessus, les lecteurs intéressés pouvant consulter l'ouvrage des Cubains Ramón Torreira Crespo et José Buajasán Marrawi, *Operación Peter Pan. Un caso de guerra psicológica contra Cuba* (La Havane, 2000, Editora Política, 444 pp.). Soit dit en passant, la CIA a refusé à ce jour de rendre public un seul des mille cinq cents documents relatifs à cette opération.

Je terminerai cette courte évocation de l'Opération Peter Pan sur un extrait d'une réflexion de Fidel consacrée à ce thème (« À faire pâlir Goebbels », 11 juin 2009) :

Chacun des quatorze mille enfants impliqués dans ce drame a été marqué par le traumatisme. Ils étaient issus fondamentalement des couches moyennes ; ils n'étaient pas fils de propriétaires terriens ni de grands bourgeois. À quoi bon les entraîner dans ce drame ? L'ambassade yankee de La Havane, encore ouverte à l'époque, délivrait les visas d'entrée aux États-Unis ; ceux qui correspondaient aux enfants Peter Pan arrivaient par paquets entiers à La Havane et étaient ensuite remplis à leurs noms. Aucun de ces enfants n'avait besoin d'être « sauvé ». Durant de nombreuses années, la Révolution a

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

facilité le départ d'environ un million de personnes à destination, dans leur grande majorité, des États-Unis, le pays le plus riche, celui qui encourage le vol de cerveaux et le pillage des personnes instruites et de la force de travail qualifiée.

Les États-Unis ne seraient en mesure de le faire avec aucun autre pays latino-américain. À qui cette diabolique opération clandestine pouvait-elle profiter ?

Le hic avec les locataires de la Maison-Blanche quand ils veulent se rabibocher avec leur voisin, qu'ils s'appellent Obama ou Carter, les huit autres n'y ayant jamais pensé un instant, c'est qu'ils ont commis (pour ne pas utiliser un mot vulgaire) tant d'avanies contre lui pendant cinquante-huit ans que les bonnes paroles, voire les bonnes intentions (dont on sait qu'elles pavent l'enfer) ne suffisent pas. Ici, on est échaudé !

Je reproduis ci-dessous le bref historique de cette question de l'émigration que Fidel brossa le 3 août 1999 à Matanzas :

Un triste jour de fin 1962, le gouvernement des États-Unis supprima sans préavis les vols normaux et les départs légaux du pays. Des centaines de milliers de personnes perdirent tout lien avec les proches vivants aux États-Unis, entre autres les parents qui y avaient envoyé leurs enfants pour les craintes susmentionnées. Il ne resta plus dès lors que les départs illégaux, stimulés qui plus est par tous les moyens dans le cadre d'une propagande infâme contre la Révolution et le socialisme. Cette politique-là provoqua une série de crises migratoires.

En février 1963, l'administration Kennedy donna un puissant coup de pouce à ces départs illégaux quand elle annonça que les Cubains arrivant directement aux USA de l'île seraient reçus à titre de réfugiés, tandis que ceux qui chercheraient à y entrer par des pays tiers seraient considérés comme des étrangers et seraient sujets à toutes les restrictions en vigueur en matière d'immigration.

La première réponse de la Révolution à cette politique arbitraire et nocive fut, le 25 septembre 1965, l'aménagement du port de Camarioca, dans la province de Matanzas, où toute famille cubaine résidant aux États-Unis, qu'elle utilise des moyens de transport maritimes à soi ou de tiers, pourrait venir recueillir des proches ayant reçu l'autorisation préalable des autorités cubaines. Environ mille bateaux en provenance des USA, faisant fi des ordres des autorités étasuniennes, se réunirent dans ce petit port.

Malgré l'absence de relations diplomatiques et de sections des intérêts, les deux pays engagèrent néanmoins des conversations et signèrent, le 6 décembre, un mémorandum d'accord aux termes duquel un pont aérien fut établi entre Varadero et les USA et resta en vigueur de janvier 1966 à avril 1973. Tous ceux qui souhaitaient émigrer – exception faite de certaines personnes qualifiées considérées indispensables tant que leurs remplaçants ne seraient pas encore formés et des citoyens prêtant service dans les forces armées et dans les institutions d'ordre intérieur, ou l'ayant prêté à une date récente – furent autorisés à le faire. Environ 260 000 personnes purent ainsi, dans l'ordre et sans risques, satisfaire leur souhait d'émigrer aux États-Unis et des dizaines de milliers de familles se réunifièrent.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Mais les départs illégaux se poursuivirent, parce que les autorités étasuniennes ne délivrèrent pas de visas à tous ceux qui souhaitaient utiliser le pont aérien : elles firent un choix et s'efforcèrent de les délivrer de préférence, dans toute la mesure du possible, à des médecins, aux personnels infirmiers, à des instituteurs, à des professeurs et autres professionnels universitaires, à des titulaires de BTS ou de BT, qui toucheraient les salaires correspondant à leur qualification dans ce pays-là, le plus riche et le plus développé du monde, des salaires sans commune mesure avec ceux que pouvait leur offrir une néo-colonie récemment indépendante et sous-développée, pauvre et soumise à un blocus rigoureux de la part du puissant pays avec lequel elle maintenait depuis le début du siècle le gros de ses liens économiques, financiers et commerciaux. Mais Cuba résista de pied ferme à ce pillage de son personnel qualifié, et, consentant un effort éducatif colossal, entreprit de former celui qui devait le remplacer en des quantités plusieurs fois supérieures.

En plus de cette disposition de Kennedy de l'année 1963 qui stimula tant les départs illégaux, le Sénat et la Chambre des représentants des États-Unis réunis en Congrès votèrent la loi dite d'Ajustement cubain, signée par le président Johnson le 2 novembre 1966 et établissant un statut spécial et exclusif : « Le statut de tout étranger né à Cuba ou citoyen de ce pays et qui aurait été examiné et admis ou placé sous le régime de la liberté conditionnelle aux États-Unis après le 1<sup>er</sup> janvier 1959, et qui aurait été présent physiquement au moins pendant un an, pourra être ajusté, selon le pouvoir discrétionnaire du ministre de la Justice et conformément aux réglementations qu'il pourrait ordonner, à celui d'un étranger admis légalement à la résidence permanente... »

Il s'agissait d'une nouvelle tentative de déstabiliser et de détruire la Révolution cubaine. C'est en quelque sorte cette loi, tout à fait générale et confuse, qui fonda, avec quelques modifications postérieures, le droit de tout Cubain parti illégalement de Cuba de bénéficier automatiquement, à peine entré aux États-Unis, de la résidence permanente un an après, un privilège qui n'est concédé à aucun citoyen d'aucun autre pays du monde. Si on avait appliqué cette mesure au reste de l'Amérique latine et des Caraïbes, les États-Unis compteraient aujourd'hui bien plus de citoyens de ces pays-là que de citoyens nés sur place. Mieux vaut ne pas penser à ce qui arriverait si cette mesure était étendue au reste du monde...

Une fois conclu le pont aérien, il était inévitable en de telles circonstances qu'une nouvelle crise migratoire éclate tôt ou tard. Elle eut lieu en 1980, quand une situation similaire à celle de Camarioca se présenta cette fois dans le port de Mariel.

Je rappelle brièvement ces événements de 1980. Après différents incidents survenus depuis fin 1979 autour des ambassades du Pérou et du Venezuela à partir d'une vision très personnelle du « droit d'asile » de la part de ces gouvernements (au 28 mars, un total de soixante-trois Cubains étaient déjà entrés de force dans ces deux ambassades), le 1<sup>er</sup> avril 1980, une fois de plus, un bus emportant six personnes s'encastre dans le mur de celle du Pérou, située sur la 5<sup>e</sup> avenue, mais cette fois la sentinelle en faction y perd la vie.

Le 4 avril, le Gouvernement révolutionnaire émet une déclaration : « Ces derniers mois, des délinquants de droit commun, des lumpens et des asociaux auxquels les gouvernements

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

étrangers ne concèdent pas l'autorisation de voyager légalement dans les pays où ils veulent aller ont choisi la méthode consistant à s'introduire de force dans les ambassades. Pour des motifs très peu clairs, ces personnes ont choisi de préférence les ambassades du Venezuela et du Pérou, dont les gouvernements ont décidé d'accueillir dans leurs sièges ces violateurs de l'immunité diplomatique au lieu de rejeter cette pratique qui fait courir des risques à la sécurité de tous les fonctionnaires diplomatiques. » Et il annonce qu'il ne délivrera aucun sauf-conduit aux personnes qui entreraient de force dans une ambassade et qu'il retirera les sentinelles protégeant celle du Pérou. Dès le 5 avril au soir, environ trois mille personnes y sont déjà entrées. En quelques jours, elles sont plus de dix mille personnes. Le 11 avril, les autorités cubaines commencent à remettre des passeports, ainsi que des sauf-conduits pour qu'elles puissent rentrer chez elles dans l'attente d'une solution définitive, car aucun des gouvernements du Pacte andin (Pérou, Colombie, Équateur, Venezuela et Bolivie) ne montre beaucoup d'empressement à accueillir les « réfugiés ». Ce n'est que le 16 avril qu'un premier vol emporte au Costa Rica 152 d'entre eux, suivi de quelques autres vols vers d'autres pays, dont l'Espagne. Le samedi 19 avril, plus d'un million de Cubains défilent, dans le cadre de la « Marche du peuple combattant », pour protester contre les autorités péruviennes et manifester leur adhésion à la Révolution.

Bien entendu, l'administration étasunienne ne perd pas l'occasion : elle annonce des manœuvres militaires autour de Cuba, des débarquements de *marines* à Guantánamo, et d'autres actions de ce genre.

Le gouvernement ayant annoncé que les patrons de bateaux et de vedettes de Miami pourraient venir chercher dans le port de Mariel, à 45 km de La Havane, les Cubains qui souhaiteraient abandonner le pays, dès le 21 avril 1980, deux vedettes venues de Miami y ramènent 48 personnes. Le 22, le chiffre se monte à onze bateaux et plus de 415 personnes. Le 23, ce sont 444 personnes ; 94 bateaux sont à Mariel. Le 24, 575 personnes ; 349 bateaux au port. Le 25, 722 personnes ; 958 bateaux dans le port. Le 26, 903 personnes, et 1 349 bateaux à quai. Les départs s'interrompent les jours suivants à cause du mauvais temps. Le 28 avril, on compte 1 737 bateaux dans le port de Mariel.

Le département d'État, pris de court, proteste le 24 avril : « Le flux illégal de réfugiés cubains aux États-Unis répond à une action unilatérale du gouvernement cubain destinée à détourner l'attention de ses problèmes internes. » Et il propose un pont aérien à discuter avec tous les gouvernements impliqués, pour éviter que des milliers de Cubains prennent la mer à bord d'embarcations de fortune. Et il menace d'infliger aux patrons des vedettes et autres bateaux une amende de mille dollars pour chaque réfugié et la saisie du bateau jusqu'à paiement de l'amende.

Le lendemain, le gouvernement rétorque dans une note : « Dire que le pont maritime Mariel-Floride est une action unilatérale de Cuba est un autre mensonge éhonté des États-Unis. Ce n'est qu'une réponse intelligente des résidents cubains aux États-Unis à la politique hypocrite de ce pays. Pourquoi celui-ci admet-il ceux qui séquestrent des bateaux de force avec des otages et pas ceux qui souhaitent le faire pacifiquement ? À Cuba, il existe vraiment un problème interne : empêcher la population de s'en prendre aux lumpens. Cuba s'est tout simplement bornée à retirer les sentinelles à la presqu'île de la Floride. Le pont aérien dont il

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

parle comme prétendue solution arrive trop tard pour régler le problème. Le désordre dont parle le gouvernement étasunien est entièrement de sa faute. Ici, tout se déroule dans l'ordre. »

Le port de Mariel fonctionna comme pont vers les USA jusqu'au 27 septembre 1980 où le gouvernement cubain y mit fin. Il restait encore 34 « réfugiés » dans l'ambassade du Pérou. Dix-neuf l'abandonneraient un an plus tard. Dans l'ambassade du Venezuela, il en restait 14, dont 12 en sortiraient en juin 1984.

Une des séquelles surprenantes de l'opération Mariel fut la piraterie aérienne qu'elle provoqua parmi certains « réfugiés » qui, désillusionnés et sans travail, ne trouvèrent plus que le détournement d'avions pour revenir à Cuba : à partir du 10 août 1980, en moins de cinq semaines, neuf avions de ligne étasuniens furent détournés sur l'île. L'annonce faite par Cuba le 16 septembre que les pirates seraient jugés et incarcérés à Cuba n'ayant pas suffi, le gouvernement cubain dut annoncer qu'ils seraient renvoyés aux États-Unis. Ce qui n'empêcha pas, dès le lendemain, deux Cubains de séquestrer un Boeing 727. Tenant parole, les autorités cubaines les renvoyèrent aussitôt aux USA.

La troisième grande crise migratoire entre les deux pays apparut en 1994. Je l'évoque en reproduisant un texte que j'avais écrit en mai 2009, alors qu'Obama était à la Maison-Blanche depuis quatre mois et que la question s'était posée :

### LES SAUTS DE CABRI D'OBAMA

Samedi 23 mai 2009

*The New York Times* rapporte ce jour-ci les propos d'Ian C. Kelly, porte-parole du département d'État : « Nous nous efforçons d'utiliser la reprise des conversations pour réaffirmer l'engagement des deux parties envers une migration sûre, légale et ordonnée ; pour réviser les dernières tendances en matière de migration illégale de Cubains aux États-Unis ; et pour améliorer les relations opérationnelles avec Cuba sur les questions migratoires. »

Nouveau beau geste de Barack Obama dans le droit fil de sa nouvelle politique envers Cuba, penseront ceux qui ignorent les antécédents dans ce domaine ; **simple geste pour la galerie**, disent ceux qui savent.

En effet, et le journaliste du *New York Times* est bien forcé de le reconnaître, ces conversations migratoires remontent au milieu des années 90 au moment de la « crise des *balseiros* », et se sont poursuivies pendant dix ans jusqu'en 2004 où Bush, qui les avait mises en veilleuse dès son entrée à la Maison-Blanche, décida de les supprimer purement et simplement.

Bref, comme dans le cas de la levée des obstacles aux voyages et envois de fonds des Cubano-Étasuniens, Obama se contente, passant outre aux décisions vindicatives de Bush fils, de **reprenre la politique envers Cuba là où Clinton l'avait laissée sans faire un pas de plus.**

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Un pas de plus, ce serait par exemple engager des conversations sur les trois accords de coopération bilatéraux que la Révolution cubaine avait proposé de signer avec son antécédent démocrate sur des points tout à fait concrets et auxquels celui-ci avait opposé une fin de non-recevoir sans jamais le dire : lutte contre le trafic de drogues ; lutte contre l'émigration illégale ; lutte contre la traite d'êtres humains.

Au sujet de ces conversations migratoires, il y aurait bien plus de choses à ajouter à ce qu'en dit le journal new-yorkais. En fait, tout au long des relations entre les deux pays, l'Empire n'agit jamais en faveur de Cuba : il ne fait que **réagir** à des cas extrêmes dans lesquels la situation devient embarrassante ou gênante pour lui, ou cesse de l'arranger. Ainsi, mais on ne le sait guère, le point de départ essentiel de l'émigration illégale cubaine est l'existence de la **Loi d'ajustement cubain** adoptée par le Congrès de Washington, qui remonte à 1966 et en vertu de laquelle tout Cubain parvenant à mettre le pied sur le territoire étasunien, quel que soit le moyen qu'il aurait employé pour ce faire, y compris après mort d'homme ou piraterie aérienne ou maritime, est immédiatement accueilli, reçoit une aide, se voit offrir un travail et bénéficie au bout d'un an du droit de séjour aux USA, un **privilège exorbitant réservé uniquement aux Cubains** parmi toutes les autres nationalités du monde et qui vise bien entendu à stimuler l'émigration illégale. Le jour où il existera par exemple une Loi d'ajustement mexicain, ou salvadorien, ou haïtien, ou chilien, ou argentin, etc., les USA seront inondés. Mais seuls les Cubains, je le répète, jouissent de cet incommensurable privilège qui se maintient tel quel, bien que Washington ait durci les conditions d'entrée dans le pays et expulse les illégaux à tour de bras !

Bref, la première mesure pour garantir, selon le souhait des deux gouvernements en 1994, cette « migration sûre, légale et ordonnée », une terminologie bateau reprise dans chaque déclaration, serait bien entendu – et n'importe qui le comprend sans être un diplomate de génie – d'**abroger le facteur clef de cette émigration illégale**, de briser le miroir aux alouettes, à savoir la Loi d'ajustement cubain. Mais comme celle-ci est une arme de la guerre tous azimuts que Washington livre depuis cinquante ans contre la Révolution cubaine, il n'en est pas question à la Maison-Blanche. Faute, donc, de régler la situation migratoire à sa racine, comme le demande constamment La Havane, Washington se contente de laisser faire les choses tant que cela « embête » l'adversaire et de réagir quand certains événements impliquent pour ses propres intérêts un retour de bâton.

Ce fut le cas à l'été 1994 lors de la fameuse « crise des *balseros* », découlant à la fois de la terrible situation économique que connaissait Cuba après l'effondrement du camp socialiste européen (« Période spéciale ») et de l'énorme propagande (du niveau de la guerre psychologique, avec incitation à la violence et au terrorisme) en provenance de Miami pour pousser les Cubains à partir (le pays est sans avenir et va s'effondrer, mieux vaut l'abandonner). Je ne vais pas refaire cette histoire. Juste signaler, parce que c'est une constante, que cette crise comme tant d'autres (entrées dans des ambassades, piraterie aérienne ou maritime) fut soigneusement planifiée, la simultanéité des événements en faisant foi.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Ainsi, le 28 mai 1994, des individus pénètrent dans la résidence de l'ambassadeur belge ; le 18 juin 1994, plus d'une centaine d'individus (dont vingt-cinq enfants, l'un ayant à peine quelques mois) pénètrent dans les ambassades de Belgique et d'Allemagne et au consulat du Chili ; cette affaire conclut quelque temps après, une fois que le gouvernement cubain a fait savoir qu'il n'y aura aucune négociation à ce sujet : « Absolument personne entrant de force dans un siège diplomatique n'aura l'autorisation de partir du pays, ni avant ni après. C'est là une position invariable, et nous ne céderons sous aucun prétexte. »

Le coup des ambassades ayant fait fiasco, la nouvelle tactique s'oriente vers la **piraterie maritime**. Dès le 13 juillet 1994, des individus détournent un remorqueur en réparation dans le port de La Havane et tentent de gagner les États-Unis. Un autre remorqueur qui, sur décision de son équipage, s'est lancé à la poursuite pour empêcher ce détournement, le heurte à sept milles de la côte – la mer est mauvaise – et le premier coule. Les services de garde-côte cubains parviennent à sauver trente et une personnes, mais un nombre indéterminé de candidats à l'émigration illégale périt. Le 26 juillet, quatre individus fortement armés séquestrent un petit ferry qui fait la navette entre les deux rives de la baie de La Havane et où se trouvent trente passagers, dont certains sont jetés à l'eau ; au large, un garde-côte étasunien récupère les pirates, tandis que le bateau cubain peut regagner le port. Le 3 août, des individus armés détournent un autre ferry et le conduisent aux USA. Le 4 août, des individus séquestrent le ferry déjà attaqué le 26 juillet, assassinent un jeune policier de dix-neuf ans qui fait partie des passagers et prennent le large ; à court de carburant, ils sont abordés par un garde-côte cubain qui libère les passagers et capture les pirates. Le 5 août, de nombreux individus qui se sont rassemblés sur le front de mer havanais dans l'attente de navires qui doivent censément venir de Miami les amener aux USA (c'est du moins ce que la radio de Miami leur a fait croire), tentent, pleins de frustration, de provoquer une émeute, brisent des vitres de magasins et d'hôtels, attaquent la police ; la population intervient pour mettre un terme à l'émeute, l'intervention de Fidel désarmé accompagné de ses gardes du corps désarmés eux aussi ramenant le calme définitif. Le 8 août, un individu détourne un bateau auxiliaire de la marine de guerre à Mariel, assassinant pour ce faire un lieutenant de vaisseau, et arrive aux USA où les autorités l'accueillent en héros et refusent de le renvoyer à Cuba pour y être jugé comme meurtrier. Le 14 août, un pétrolier battant pavillon maltais qui fait du cabotage le long des côtes cubaines est abordé au port de Mariel par des centaines d'individus afin de gagner les USA, apparemment avec la complicité de son capitaine grec ; la fermeté des autorités cubaines fait échouer ce détournement.

Et c'est justement au terme de ces trois mois de troubles – dans lesquels les USA sont loin d'être innocents, bien entendu – que Clinton décide finalement de « faire quelque chose ». Le 20 août, compte tenu de l'élévation de l'immigration illégale et des ennuis que cela lui cause, son administration adopte différentes mesures pour l'empêcher – **pour la première fois depuis le début de la Révolution cubaine !** Ainsi, les émigrants illégaux ne pourront jamais entrer aux USA et seront enfermés une fois capturés dans la base (illégal) de Guantánamo. (Comme on le voit, *l'idée d'ouvrir une prison dans cette base volée à Cuba n'est pas de Bush !* D'ailleurs, le ministère cubain des

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Relations extérieures avait dû protester, le 10 août, contre le fait que les USA y détenaient dans des conditions infra-humaines près de 16 000 émigrants haïtiens capturés en mer.) Ce qui entre en contradiction, bien entendu, avec la Loi d'ajustement cubain...

Mais, curieusement, dans le style « le bâton et la carotte », l'administration Clinton adopte des mesures de représailles contre Cuba : elle supprime totalement les envois de fonds familiaux des Cubano-Américains à leurs familles de l'île, restreint strictement la quantité de médicaments et d'aliments qu'ils peuvent expédier, réduit la quantité de dessertes aériennes hebdomadaires entre Miami et La Havane. (Encore une fois, *les représailles visant l'argent et les biens que peuvent envoyer les Cubano-Américains ne sont pas une invention de Bush fils* ; elles proviennent de Bill Clinton.) Le **24 août**, la Section des intérêts nord-américains (SINA) de La Havane avertit dans une note que tout Cubain abandonnant illégalement le pays sera expédié à la base navale de Guantánamo, qu'il n'y sera pas traité en tant que réfugié et qu'il n'obtiendra pas de visa pour entrer aux USA.

Le 30 août 1994, on apprend que les gouvernements étasunien et cubain soutiendront des conversations sur les questions migratoires. À peine dix jours après, le **9 septembre**, les deux pays souscrivent un accord migratoire dont l'essentiel est le suivant : 1) Les Cubains qui tenteraient d'entrer illégalement aux USA et seraient arraisonnés en mer ne pourront pas y pénétrer, mais seront placés dans des installations hors du pays ; 2) Les USA renoncent à leur pratique de délivrer une autorisation provisoire à tous les émigrants cubains qui entrent dans le pays par des voies irrégulières ; 3) Cuba adoptera les mesures à sa portée pour empêcher les départs sans sécurité ; 4) Les deux parties font leur la récente résolution des Nations Unies sur la traite des êtres humains ; 5) Les deux gouvernements prendront les mesures efficaces à leur portée pour empêcher l'usage de la violence par les pirates de la mer ou de l'air ; 6) Les USA permettront l'entrée légale d'au moins 20 000 Cubains par an, faciliteront l'entrée des Cubains en ayant le droit qui se trouvent sur la liste d'attente. Le retour éventuel des Cubains arrivés aux USA ou dans des installations extérieures, sera réglé par les voies diplomatiques ; 7) Les deux pays continueront de converser sur des points relatifs à l'émigration non encore abordés et réviseront tous les quarante-cinq jours l'exécution de l'accord.

Voilà en quoi consistait l'accord migratoire signé à l'époque de Clinton et mis sous le boisseau puis carrément éliminé par Bush fils.

En fait, pour être précis, les premières conversations sur ce thème remontaient à dix ans plus tôt, à la mi-décembre 1984, Fidel ayant même été assez optimiste pour croire que les conditions avaient été créées pour normaliser les relations migratoires entre les deux pays. Le chef de la Maison-Blanche était alors un dur qui avait lui aussi la gâchette rapide, Ronald Reagan, le père des néoconservateurs, prêt à tout pour liquider la « source du mal » en Amérique latine, la Révolution cubaine... Les conversations sont interrompues à cause de la politique centraméricaine de la Maison-Blanche et ne reprennent que trois ans après, en décembre 1987 au Mexique.

Bref, en annonçant son souhait de négociations en matière migratoire, Obama n'innove guère par conséquent, puisque même un Reagan y avait trouvé son bien !

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Obama ira-t-il plus loin que son prédécesseur démocrate ou alors se bornera-t-il à un simple retour au passé, au *statu quo ante* ? Pour aller plus loin qu'eux, pour innover vraiment, il lui suffirait de demander l'abrogation de la Loi d'ajustement cubain. Tant qu'elle sera en vigueur, aucune véritable normalisation ne sera possible.

Ou bien laissera-t-il la mafia terroriste cubano-étasunienne de Miami le mener par le bout du nez, comme elle avait mené Clinton, quand elle fit l'impossible pour torpiller cet accord migratoire qui ne lui convenait pas (aucun arrangement entre Washington et La Havane, si minime soit-il, ne lui étant profitable...), les nombreuses incursions des avions du groupe *Hermanos al rescate* ayant visé précisément, entre autres objectifs, à provoquer des incidents avec les autorités cubaines : le piège réussit parfaitement et conduisit à l'« incident » (prémédité) du 24 février 1996 où les Migs cubains abattirent deux Cessna à usage militaire dans les eaux territoriales de l'île, prétexte rêvé aux mains de la mafia pour mobiliser toutes ses influences au Congrès et dans l'administration pour obtenir que Clinton, censément à contrecœur, signe la Loi Helms-Burton.

Le problème d'Obama, c'est que, bien qu'une majorité d'Étasiens et de législateurs soient favorable à une normalisation des relations avec la Révolution cubaine, il continue de penser « à ses électeurs ». Ce n'est pas moi qui le dis, mais *The New York Times* : « Consciente des problèmes politiques nationaux que tout changement dans les relations avec Cuba pourrait provoquer, l'administration Obama s'efforce de tracer des limites solides à tout engagement. » Bien entendu, on l'aura compris, les « problèmes politiques nationaux » sont un euphémisme pour : la mafia terroriste cubano-étasunienne de Miami ! Comme le prouve la suite de l'article : « Le sénateur Menéndez [d'origine cubaine et membre éminent de ladite mafia], qui préside la commission chargée d'approuver les programmes d'aide étrangère, a affirmé qu'il retirerait le financement des États-Unis à l'OEA – soit autour de 60 p. 100 de son budget – si elle invitait Cuba à la rejoindre. » Mais que ces messieurs de l'OEA ne s'inquiètent pas de se retrouver sans le sou, car la Révolution cubaine a dit sur tous les tons et sur tous les toits et à tous les vents qu'elle ne réintégrerait jamais ces écuries d'Augias.

Alors, Obama continuera-t-il de faire des sauts de cabri par-dessus l'administration Bush pour en revenir à l'administration Clinton, voire avant, ou se dotera-t-il d'une politique à lui ?

Au sujet de cette Loi d'ajustement cubain immorale, soulignons qu'elle semble tenir très à cœur à l'administration Obama. Alors que la Révolution cubaine a dit et écrit que son élimination fait partie des conditions *sine qua non* d'une normalisation des relations entre les deux pays et qu'elle est donc prioritaire à son sens, la Maison-Blanche répond qu'il n'en est pas question. Ainsi, le 21 mars 2016, lors d'une interview octroyée à la presse cubaine, Ben Rhodes, principal conseiller d'Obama en politique extérieure – son titre officiel étant Aide du président et vice-conseiller de sécurité nationale pour les communications stratégiques et l'écriture de discours – affirme clairement que l'administration n'a pas l'intention d'y toucher : « Comme vous le savez, nous avons hérité de politiques qui, si elles avaient été préparées aujourd'hui, auraient été conçues différemment, mais nous ne voulons pas non plus donner l'impression aux Cubains que nous allons changer cette politique d'une façon telle qu'elle porte atteinte à leur désir d'émigrer aux États-Unis. »

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Curieuse réponse ou, plutôt, théorie que celle-ci ! Que cette Loi d'ajustement cubain provoque tous les ans de nombreux morts parmi ceux qui se lancent très souvent à bord d'embarcations de fortune sur les eaux qui séparent Cuba de la Floride ou ceux qui s'en remettent aux mains des trafiquants sans scrupules semble ne faire ni chaud ni froid au conseiller d'Obama. Qu'elle conduise directement à une émigration illégale alors que les deux gouvernements ont assumé dans des accords leur obligation de mettre en place une migration légale, sûre et ordonnée ne semble guère non plus le troubler. Que, paradoxalement, la reprise des relations diplomatiques et la réouverture d'ambassades aient accru la quantité de Cubains désireux d'arriver illégalement aux États-Unis, par n'importe quelle voie (maritime, terrestre ou aérienne), parce qu'ils savent que du jour où la Loi d'ajustement cubain sera abrogée, ils ne bénéficieront plus des privilèges exceptionnels qu'elle leur offre par rapport à tous les autres émigrés du reste du monde, ne semble pas non plus gêner Ben Rhodes. Ainsi, selon les services de garde-côtes étasuniens, 4 473 Cubains sont arrivés par mer aux USA durant l'exercice fiscal d'octobre 2014 à septembre 2015, mais déjà 4 807 rien de que septembre 2015 à juin 2016 (les statistiques comptent ceux qui sont arrivés, mais pas ceux qui ont péri durant la traversée...). Pourquoi l'administration Obama ne délivre-t-elle pas tout simplement les visas dont les Cubains ont besoin pour entrer aux États-Unis, comme ça se fait dans toutes les ambassades du monde ? Non, vraiment, la logique est ici prise en défaut.

Mais qu'Obama ne se sente pas tout seul : le 19 juillet, à la convention du Parti républicain de Cleveland, chargée d'investir un cryptofasciste, j'entends Donald Trump, celui-ci a adopté la plateforme suivante en ce qui concerne Cuba : « Nous appuyons le travail de la Commission d'aide à Cuba libre [*celle inventée par Bush fils*] ainsi que les principes de la Loi d'ajustement cubain de 1966, tout en reconnaissant les droits des Cubains qui fuient le communisme ».

L'éditorial du journal *Granma* du 9 mars 2016 rappelait quelques jours avant la visite d'Obama :

Ils doivent modifier leur politique migratoire qui, aux termes de la Loi d'ajustement cubain et de la théorie dite « pieds secs-pieds mouillés », offre des préférences à nos citoyens, car elle provoque des pertes de vies humaines et stimule l'émigration illégale et la traite des êtres humains, tout en causant des problèmes à des pays tiers. Ils devront de même annuler leur programme de « parole » qui vise uniquement à provoquer la défection des personnels médicaux cubains à l'étranger, car elle prive notre pays des ressources humaines vitales dont il a besoin en matière de santé et porte préjudice à la coopération que notre pays offre à des nations qui la réclament. Ils devront également modifier la politique en vertu de laquelle les joueurs de base-ball cubains sont contraints de renoncer à leur patrie pour pouvoir être admis dans les championnats des États-Unis.

Cet éditorial met le doigt sur une autre plaie. Car, en effet, il est d'autres « exilés » dont Obama ne parle pas dans ses *remarks*, ceux qui sont visés par un programme bien plus récent qui, tout comme la Loi d'ajustement cubain, concerne uniquement les Cubains et, parmi eux, uniquement les personnels médicaux. Je veux parler du *Cuban Medical Professional Parole (CMPP) Programme*, mis en place depuis le 11 août 2006 par le département de la Sécurité nationale, de concert avec le département d'État, ce dernier

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

ayant même ouvert une page web : <http://www.state.gov/p/wha/rls/fs/2009/115414.htm> (pourquoi avoir honte quand on travaille pour la bonne cause ?) pour expliquer en quoi consiste ce Programme : inciter les personnels médicaux membres des nombreuses brigades de solidarité cubaine à l'étranger à désertier en leur offrant l'entrée rapide aux USA ! Le site en question explique que le statut de *parole* est décerné par l'*United States Citizenship and Immigration Services* (USCIS) aux termes des sections 212(d)(5)(A), 8 U.S.C. 1182(d)(5)(A) de l'INA (*permits parole of an alien into the United States for urgent humanitarian reasons or significant public benefit*) ce qui, veut dire en bon français, que ce statut est accordé « pour des motifs humanitaires urgents ou pour utilité publique importante ». Pour postuler à ce statut, il faut : 1) être Cubain ; 2) être « membre des personnels médicaux faisant des études ou travaillant dans un pays tiers sous la direction du gouvernement cubain » ; 3) ne pas être frappé d'interdiction. Et le site précise, pour lever toute ambiguïté, que les personnels médicaux cubains sont « les prestataires de soins de santé que le régime castriste envoie travailler ou étudier dans des pays tiers ». Et comme l'administration étasunienne n'œuvre bien entendu qu'en faveur de bonnes causes et en vertu de principes de haute morale, le département de la Sécurité nationale tient à préciser – sans doute est-ce là le « motif humanitaire urgent » - que, selon la Résolution cubaine 54, il est fréquent que ces personnels ne reçoivent pas l'autorisation d'aller aux USA alors qu'ils sont aptes selon d'autres voies légales établies à y émigrer. Les médecins, les personnels infirmiers, les physiothérapeutes, les techniciens de laboratoire et les entraîneurs de sport intégrés à ces missions sont des exemples de groupes pouvant bénéficier du CMMP, ainsi que les conjoints et les enfants non mariés. Le site informe finalement des démarches à faire et des documents à présenter, la réponse étant prévue dans un délai de quatre à six semaines, tous les frais connexes incombant au postulant.

C'était en quelque sorte, quarante ans après la première, une nouvelle mouture : la « Loi d'ajustement du médecin cubain ». Comment le gouvernement qui s'érige en défenseur mondial des droits de l'homme peut-il pousser l'ignominie jusqu'à vouloir priver de coopérants de santé cubains des dizaines et des dizaines de pays pauvres où ceux-ci sont parfois les seuls à exercer et à soigner la population ? S'agit-il de sanctions ? Si oui, pour quels motifs ? Pour aider autrui ? Pour faire ce qu'aucun autre État ni gouvernement ni peuple ne fait dans le monde ? Les punis, en l'occurrence, ce sont les populations auxquelles les personnels de santé cubains prêtent des soins et des traitements que les propres médecins du cru ne leur prêtent pas, le meilleur témoignage en étant le Brésil qui, bien que considéré comme une économie émergente parmi les plus performantes au monde, a dû faire appel aux services de médecins étrangers pour apporter une couverture médicale à des populations qui n'ont jamais vu un docteur de toute leur vie ! Et sur les services que rendent les Cubains, je me bornerai à citer le témoignage de celle qui les a fait venir, Dilma Rousseff, qui affirme le 8 juin 2016, aux journalistes Leonardo Attuch, Tereza Cruvinel et Paulo Moreira Leite, du site Brasil 247 (je cite selon Le Grand Soir) :

*Le gouvernement intérimaire parle de retirer les étrangers du programme Mais Médicos (Plus de Médecins, auquel participent beaucoup de médecins cubains NdT). Quelles en seraient les conséquences ?*

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

**Dilma Rousseff** – C'est simple. S'ils enlèvent les médecins étrangers, le *Mais Médicos* s'arrête. Parce que les étrangers, et spécialement les Cubains, sont la grande majorité des professionnels qui participent au programme. Pourquoi avons-nous fait le *Mais Médicos* ? Parce que notre quantité de médecin *per capita* est encore très faible. Bien plus bas que dans des pays voisins comme l'Argentine et l'Uruguay. N'en parlons pas quand on compare à un pays comme l'Angleterre. Un des objectifs du gouvernement est d'amplifier les écoles de médecine et pas seulement dans les chefs-lieux. Mais former un médecin est très long.

247 – N'est-il pas possible de continuer le programme avec uniquement des médecins brésiliens ?

**Dilma Rousseff** – Non. Avant le *Mais Médicos*, nous avions plus de 700 municipalités (qui peuvent être gigantesques *NdT*) sans aucun médecin. Le médecin formé au Brésil, la plupart du temps, n'allait pas vers les périphéries des grandes villes. D'ailleurs, l'État de São Paulo, le plus riche du Brésil, est celui qui a demandé le plus de professionnels du programme. Nous avons plus de vingt millions d'habitants sans attention médicale. Nous ne sommes pas en train de parler du fin fond de la campagne, mais de São Paulo. [...] Comme l'offre de médecins est faible, les médecins n'allaient pas vers la périphérie des grandes villes, l'Amazonie, les départements de santé indigène. Nous avons fait des enquêtes. Plus de 90 p. 100 des personnes bénéficiaires approuvent le programme. Et plus de 60 millions de personnes reçoivent des soins du *Mais Médicos*. 63 millions de personnes.

247 – Mais ce gouvernement prend beaucoup de décisions de nature idéologique. N'ont-ils pas fait ça pour faire partir les Cubains ?

**Dilma Rousseff** – Je n'y crois pas, spécialement depuis que les États-Unis se sont rapprochés de Cuba. Cette idée perd de sa force, ce n'est plus à la mode. Mais je dois dire une chose. *Vive le médecin cubain ! Vive le médecin cubain ! Le médecin cubain rassure le patient, il vous regarde, il vous touche, il regarde ton histoire, il va chez toi si c'est nécessaire. Ils ont une vision de la médecine qui est très importante pour les médecins brésiliens.* D'un autre côté, ils font aussi l'éloge du médecin brésilien, qui est très bien préparé et très bien formé. Je crois qu'il y a une complémentarité. Un autre point intéressant est que les médecins cubains font l'éloge de nos infirmières.

247 – Dans une des villes où est passée la torche olympique, un médecin cubain a été choisi pour la porter. Est-ce un signal de reconnaissance ?

**Dilma Rousseff** – Certainement. Il y a une identification très grande entre le médecin cubain et le peuple brésilien. Il ressemble au peuple brésilien, il a l'allure du Brésilien. Il est important de dire que l'accord n'a pas été conclu avec le gouvernement cubain, mais avec l'OPS, l'Organisation panaméricaine de la santé. S'ils veulent retirer les Cubains du programme, ils vont avoir un gros problème avec l'OPS, avec l'OMS, avec l'OCDE. Ce sera une autre rupture unilatérale de contrat. Un contrat international.

En septembre dernier, le ministre chilien des Affaires étrangères, en visite à La Havane, laissait entendre que son gouvernement pensait engager des médecins cubains pour pallier

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

la carence de spécialistes au Chili et pour réduire ainsi les listes d'attente dans les services de santé.

Selon des statistiques de mars 2015, plus de 50 000 coopérants cubains dont plus de 25 000 médecins (autres personnels sanitaires non compris) le font dans trente-deux pays dans le cadre du Programme intégral de santé (PIS), sans parler de la Brigade Henry Reeve partie en Afrique de l'Ouest, à la demande de l'Organisation mondiale de la santé, pour lutter contre l'épidémie à virus Ébola, Cuba ayant été le seul pays au monde capable d'envoyer au Sierra Leone, au Liberia et en Guinée plus d'une centaine de médecins et de personnels paramédicaux. Dans dix-sept pays en ayant les moyens, cette aide médicale cubaine se fait contre paiement, mais elle est gratuite dans seize autres. Faut-il rappeler que c'est grâce aux médecins cubains que l'épidémie de choléra a pu être enrayerée en Haïti. Si la presse internationale aux mains de nantis faisait son boulot, le monde entier saurait depuis longtemps que l'*Opération Miracle*, lancée en juillet 2004 à l'initiative de Fidel et relayée ensuite par Hugo Chávez, a permis jusqu'en juin 2015, grâce aux médecins cubains, de rendre la vue, *gratuitement*, à 3 927 406 personnes atteintes de cataracte, de glaucome et autres problèmes ophtalmologiques à Cuba, au Venezuela, en Bolivie, en Argentine, en Colombie, au Costa Rica, en Équateur, en El Salvador, au Guatemala, en République dominicaine, en Uruguay et dans les Caraïbes, en Afrique et même en Europe ; de faire 23 732 773 consultations et de distribuer 35 520 015 lunettes. De même, l'opinion publique mondiale saurait que Cuba est le seul pays au monde à avoir soigné, sur la plage de Tarará, 24 000 petits Ukrainiens, Russes et Biélorusses victimes de l'accident de Tchernobyl, atteints de cancer de la thyroïde, de leucémie, d'atrophie musculaire, de troubles psychologique et neurologiques et d'alopécie. Cette même presse si silencieuse quand cela lui convient ferait aussi des reportages sur les brigades médicales que Cuba dépêche chaque fois qu'une catastrophe naturelle se produit quelque part. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, à la suite du séisme survenu au Pakistan le 8 octobre 2005, une brigade de 2 564 coopérants cubains s'est rendue sur place où elle a fait 1 743 244 consultations, hospitalisé 10 687 personnes et opéré 14 506 patients dans trente-deux hôpitaux de campagne dotés d'équipements de pointe qui ont été ensuite donnés au gouvernement pakistanais à la fin de la mission. Des Antillais accrochés pendant des mois sur les contreforts de l'Himalaya, dans les conditions les plus difficiles qui soient (les reportages quotidiens de la télévision cubaine en faisaient foi), dans le froid glacial et sous la neige... !

Où est donc la justification éthique d'un programme qui vise à priver les pauvres du Tiers-monde des soins médicaux que leur apporte la Révolution cubaine, quand les médecins des pays concernés soit n'existent pas soit n'exercent dans les communautés humaines où le font les Cubains ?

Oui, il aurait été bon qu'Obama annonce le 22 mars la décision définitive de son administration de supprimer (sa levée est toujours à l'étude, parce que la mesure ne colle pas beaucoup, selon des porte-parole de la Maison Blanche, avec la décision de « normaliser » les relations bilatérales) ce *Cuban Medical Professional Parole (CMPP) Program* absolument inconcevable de tous les points de vues, motivé par la haine malade que Bush et Cie vouait à la Révolution cubaine. Depuis huit ans bientôt qu'il est à la Maison-

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Blanche, Obama aurait pu se décider bien avant, sans tant réfléchir ! Mais, ne lui en voulons pas, ses nouvelles amours pour Cuba sont de fraîche date...

\*\*\*\*\*

**Comme beaucoup de gens dans nos deux pays, ma vie embrasse cette époque de séparation entre nous. La Révolution cubaine a eu lieu l'année où mon père est arrivé aux États-Unis depuis le Kenya. La baie des Cochons a eu lieu l'année de ma naissance. L'année suivante, le monde entier a retenu son souffle, les yeux tournés vers nos deux pays, tandis que l'humanité frôlait plus que jamais l'horreur d'une guerre atomique. Au fil des décennies, nos gouvernements sont restés bloqués dans une confrontation apparemment interminable, livrant des batailles par procuration. Dans un monde qui ne cessait de se refaire, le conflit entre les États-Unis et Cuba était une constante.**

Oui, tout ceci est vrai, tout ceci est de l'histoire, mais cette « confrontation apparemment interminable », à qui la faute ? Pas de David face à Goliath, en tout cas ! Ce n'est quand même pas Cuba qui a tout fait pour rendre la vie impossible aux États-Unis et liquider le système y existant !

La seule culpabilité que pourrait battre (à tort) la Révolution cubaine vis-à-vis de son voisin du Nord est d'avoir fait ce que toute bonne Révolution (au sens littéral du terme) aurait fait dans le contexte cubain de 1959 : récupérer la souveraineté nationale sur tous les plans, non seulement économique, mais aussi politique ; obtenir enfin sa vraie « indépendance » et commencer à s'établir comme nation libre pour la première fois depuis 1492.

Je ne peux m'empêcher de citer ce qu'écrivait Martí le 2 novembre 1889, parlant de la Conférence internationale américaine qui avait réuni à Washington, sous la houlette des États-Unis, les républiques latino-américaines :

Il n'y a jamais eu en Amérique, de l'indépendance à ce jour, une question qui exige plus de sagesse ni n'oblige à plus de vigilance ni ne réclame un examen plus clair et plus minutieux que l'invitation que les États-Unis, puissants, regorgeant de produits invendables et décidés à étendre leurs domaines en Amérique, lancent aux nations américaines de moindre pouvoir, liées par le commerce libre et utile aux peuples européens, afin de concerter une ligue contre l'Europe et de souscrire des arrangements avec le reste du monde. De la tyrannie de l'Espagne, l'Amérique espagnole a su se libérer ; et maintenant, après avoir vu d'un œil judiciaire les antécédents, les causes et les

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

facteurs de l'invitation [à la Conférence], il est urgent de dire, parce que c'est la vérité, que l'heure a sonné pour l'Amérique espagnole de déclarer sa seconde indépendance.

L'idée émise voilà cent vingt-cinq ans reste, on le voit, résolument contemporaine ! J'avais écrit en 1988 :

...aucun pays latino-américain, hormis Porto Rico, n'était plus « lié » aux États-Unis que Cuba, et ce sur tous les plans, mais essentiellement des points de vue économique et politique. Ne tenant pas à enfoncer des portes ouvertes, je ne m'appesantirai pas là-dessus pour le moment, car s'il est quelque chose dont conviennent amis et ennemis, c'est bien que Cuba n'était jusqu'en 1959 qu'un vulgaire appendice de son voisin, presque un simple État de l'Union (mais sans en avoir les avantages). Le fameux adage, qui avait cours tant à Cuba qu'aux États-Unis, selon lequel l'ambassadeur étasunien était le second homme à bord, est une image on ne peut plus frappante des relations qui existaient entre les deux pays, au point qu'un auteur progressiste étasunien [Leland H. Jenks] pouvait, sans risque de tomber dans l'exagération, intituler son étude écrite en 1928 *Our Cuban Colony*. Un constat plus récent parvient aux mêmes conclusions, et trois courtes citations de chercheurs non cubains suffiront : « Le système de faveurs et d'accords de réciprocité... soumettait l'économie de l'île à une semi-intégration à l'économie des États-Unis ». [Celso Furtado, *Breve historia económica de América Latina*.] « Même la sournoiserie la plus raffinée et la plus sophistiquée ne peut gommer en fin de compte l'existence d'un empire américain dont faisait partie Cuba. » [William Appleman Williams, *The United States, Cuba and Castro. An Essay on the Dynamics of Revolution and the Dissolution of Empire*.] « Étant donné le rôle clé des États-Unis dans cette structure de pouvoir, la révolution devait inévitablement conduire à un conflit entre Cuba et les États-Unis. » [Robert Scheer et Maurice Zeitlin, *Cuba : an American Tragedy*.] On pourrait aligner ce genre d'assertions presque à l'infini, mais une fois que nous serons entrés dans le vif du sujet, les faits parleront d'eux-mêmes.

Je n'ai rien à retrancher de ces idées, presque trente ans après. Et ce trait patent, n'en déplaise à Obama, relève bel et bien de l'Histoire. Nous sommes un peu en pleine tragédie grecque : le fatum cernait inexorablement les relations entre les deux pays, la Révolution n'ayant pu faire que ce qu'elle fit, et le gouvernement et l'*establishment* étasuniens ne pouvant réagir que de la façon dont ils réagirent.

J'avais aussi écrit en 1988 :

**Comment rompre avec la dépendance ?** Que voit-on se dessiner de façon très nette dans le programme de Fidel et surtout dans l'approche qu'il fait sienne, sinon un programme de révolution de libération nationale ? Qu'est-ce à dire ?

L'Occident, nul ne l'ignore, a mis le reste du monde en coupe réglée depuis presque cinq siècles, y imposant par la force des armes dans la plupart des cas, sinon dans tous, des structures politiques, économiques, sociales, religieuses, culturelles, etc., qui, répondant à ses intérêts, lui ont permis de pomper la sève, de sucer la substantifique moelle de ces sociétés sur tous les plans. En d'autres termes, outre la richesse créée par les travailleurs nationaux et soutirée sous forme de plus-value, l'Occident a bâti sa richesse et son opulence (fort mal partagées, certes, à l'intérieur des frontières) sur la

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

*misère et l'indigence du tiers monde. Mieux, il ne s'est développé et ne se développe en grande partie que parce qu'il a sous-développé et sous-développe le tiers monde auquel il a imposé de force, par le fer et par le feu, des structures sous-développantes qui l'empêchent de tirer parti de toutes ses potentialités. S'il reste une évidence en ce bas-monde, c'est bien que quelque chose va mal, et ce quelque chose est précisément l'injustice fondamentale qui caractérise le dés-« ordre » actuel. S'attarder sur les conséquences qu'implique pour les pays ex-coloniaux et dépendants leur assujettissement aux centres impérialistes reviendrait à enfoncer des portes ouvertes.*

Le pays dépendant *doit donc de toute urgence* accéder à l'autodétermination, faute de quoi, comme le prouve tragiquement l'histoire du tiers monde depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, il sera contraint de végéter dans un sous-développement chronique dont aucune recette de type technocratique ne parviendra à le faire sortir – d'où le tableau social effroyable que présente le monde dépendant – et continuera d'être frappé de plein fouet par toutes les crises du système hégémonique central dont l'impact se répercutera surmultiplié sur sa fragile structure socio-économique, d'autant que le tiers monde sert en quelque sorte d'amortisseur et de déversoir des crises structurelles du capitalisme central. Autrement dit, pour échapper à leur situation actuelle, pour « s'en sortir », les pays néo-colonisés doivent devenir vraiment indépendants sur tous les plans, mais *essentiellement sur le terrain économique* – cause de tous leurs malheurs – : il leur faut pour cela *briser les structures sous-développantes qu'on leur a imposées*, ou encore *créer un cadre politique et économique autonome dans lequel les forces productives pourront se déployer sans entraves et les richesses nationales être exploitées et mises en valeur dans l'intérêt même du pays. Bref, il ne s'agit ni plus ni moins que de ramener l'hégémonie économique – et partant politique – de l'extérieur à l'intérieur, des forces dominantes étrangères aux forces nationales !* C'est ici qu'intervient la notion ou le concept de *libération nationale*, qui veut dire exactement cela : *libérer la nation* de l'emprise tous azimuts qu'exerce sur elle le système hégémonique central qui lui interdit de se développer, la libérer en ultime instance sur le plan économique *pour assurer le développement global le plus rapide possible*, puisque, sauf rares exceptions qui n'en sont d'ailleurs que plus choquantes, la plupart des pays de notre planète ont du moins accédé à l'émancipation politique formelle.

Là non plus, je n'ai rien à rectifier. Encore moins de nos jours, où le capitalisme néolibéral régit sur presque toute la planète et impose aux gouvernements, par le biais de monstrueuses transnationales et de banques plus puissantes et plus riches que bien des États, les règles du jeu de l'ordre économique international ; ou alors par le biais de structures supranationales hégémoniques, comme c'est le cas de la triste Union européenne, taillée sur mesure à leur profit. À l'époque où la Révolution cubaine prend le pouvoir, la « nationalisation » d'entreprises n'était pas du moins, comme elle l'est aujourd'hui, le pire crime qui se puisse concevoir, digne de la haute pendaison, pas plus qu'il n'existait des structures juridiques, des tribunaux, voire de simple juges, capables de faire rendre gorge à des États ou à des gouvernements. Pour libérer l'île sur le plan économique, la Révolution cubaine ne pouvait pas ne pas récupérer les richesses nationales dont l'essentiel – toutes les études le disent – était aux mains d'entreprises et de monopoles étasuniens. *Et c'est là, et bien là, le crime impardonnable, le seul irrémissible, qu'elle a commis aux yeux des États-Unis*

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

*et de la Maison-Blanche et de son establishment.* Tout est parti de là, qu'on le veuille ou non. Le reste – accusations de valet du Kremlin, de satellite de l'URSS et tant d'autres jolies – est venu après.

Oui, il faut le dire, parce que l'Histoire le prouve, les révolutions, quand elles sont vraies, quand elles veulent aller au fond et au bout, lèsent des intérêts censément intouchables et ne sont pas forcément appréciées par tout le monde. Louis XVI, lui aussi de droit divin – comme le sont ou presque les transnationales actuelles – n'a sûrement pas trop apprécié qu'on lui coupât le cou !

Bref, je le répète, le péché originel de la Révolution cubaine a été de mordre dans le « fruit défendu », non pas tentée par un vilain serpent, mais parce qu'elle ne pouvait pas faire autrement si elle voulait être digne du nom de révolution et rendre la nation cubaine vraiment et pour la première fois de son histoire indépendante, et tout comme dans le cas de l'illustre antécédent biblique, Dieu le père, qui peut être aussi – et il l'est même très souvent quand on lit les Écritures – le très courroucé Yahvé des armées, le chassa du paradis et refusa de lui accorder son pardon pour une violation si éhontée des règles du jeu qu'il avait établis dans l'Éden !

Si le conflit entre les États-Unis et Cuba a été une « constante », c'est bel et bien parce qu'aucune administration étasunienne n'a cessé de penser et de réagir comme Yahvé. D'ailleurs, la formule d'Obama (ou plutôt de celui qui a rédigé ses *remarks*), qui laisse entendre à l'auditeur une sorte de match nul dans l'inimitié, est fautive : l'attaquant, comme le prouvent les faits les plus patents, a toujours été Washington qui était le seul à avoir les moyens de frapper par vengeance : la Révolution cubaine – après avoir fait ce qu'elle ne pouvait que faire, je le répète – s'est tout bonnement défendue, a riposté, a contre-attaqué avec toujours une telle intelligence stratégique et tactique et en parant si bien les coups que, cinquante-huit ans après, loin d'être allée au tapis, c'est elle qui sort vainqueur de ce match inégal, comme l'atteste – même si la Maison-Blanche ne le reconnaîtra jamais en ces termes – l'espèce de voyage à Canossa que vient de faire Obama à La Havane...

Mais, de toute façon, une fois de plus Obama dit faux ou dit peu. Avant lui, l'histoire enregistre différentes tentatives pour tenter de limer les angles entre les deux pays et d'arriver sinon à une bonne entente, du moins à une sorte de compréhension mutuelle.

John Fitzgerald Kennedy fut, un peu comme Obama aujourd'hui, un président intelligent et médiatique, et même, par Jackie interposée, la coqueluche des médias. Et il s'était heurté à deux reprises, très violemment et directement, à la Révolution cubaine : quand, en avril 1961, il donna le feu vert à l'expédition mercenaire concoctée par son prédécesseur à la Maison-Blanche, et l'année suivante, en octobre 1962, dans le cadre de la fameuse Crise des fusées. C'est sans doute d'ailleurs à partir de celle-ci qu'il prit conscience des risques que couraient l'humanité et son propre pays si l'on passait de la Guerre froide à la guerre « chaude » et que, ayant constaté que Cuba n'était pas exactement ce satellite de l'Union soviétique dont on parlait tant, décida de désamorcer la bombe qui était la plus proche. Pour ce faire, il lança, que l'on sache, au moins cinq tentatives.

La première fut antérieure à la crise des Fusées et eut lieu peu après l'échec de la Baie des Cochons, quand Richard Goodwin, le conseiller spécial aux affaires interaméricaines de

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Kennedy, rencontra Ernesto Guevara, qui présidait alors la délégation cubaine à la Réunion extraordinaire du Conseil interaméricain économique et social de l'OEA, convoquée à Punta del Este (Uruguay). Goodwin, membre de la délégation étasunienne, put s'entretenir à titre privé avec le Che dans la nuit du 17 août 1961, à Montevideo, chez un diplomate brésilien. On ne dispose que des documents étasuniens concernant cette rencontre. Goodwin adressa ensuite plusieurs mémorandums, dont un au président, le 22 août 1961 : selon ce que lui a dit le Che, Cuba souhaite s'entendre avec les États-Unis ; si donc le Che, qui est en quelque sorte le plus extrémiste, pense de la sorte, d'autres dirigeants cubains, présume-t-il, doivent être « anxieux d'aboutir à un accord » avec les États-Unis. Mais, paradoxalement, il propose plusieurs actions possibles, notamment renforcer les pressions économiques et stimuler les sabotages dans des secteurs clefs tels que les raffineries de pétrole ; intensifier discrètement les pressions militaires à travers différentes manœuvres. Sa conversation avec le Che, on le voit, n'a rien changé aux intentions de Goodwin qui, pour conclure, propose de continuer en sous-main le dialogue que le Che a commencé, en précisant clairement que les USA souhaitent aider Cuba mais à condition qu'elle brise ses liens avec le communisme et se démocratise, et de travailler à une scission entre les dirigeants cubains. Le lecteur en tirera lui-même ses propres conclusions. Une main tendue, mais absolument sous conditions ! Bien des années plus tard, en 2002, à la Conférence internationale pour le quarantième anniversaire de la crise des Fusées, Goodwin avouerait que le message du Che (d'accord pour parvenir à une entente avec la Maison-Blanche) n'y avait eu absolument aucun écho parce que « les blessures, les humiliations de la baie des Cochons étaient trop vives... que Kennedy avait été humilié, qu'il était très en colère ». Curieusement, il semblait alors n'avoir gardé aucun souvenir des propositions absolument vindicatives qu'il avait faites à titre de conseiller ! L'Opération Mangouste, une série de très nombreuses actions secrètes contre Cuba, lancée en 1962, allait exactement dans le sens qu'il avait proposé...

La deuxième tentative d'entrer en contact avec Cuba, indirectement, eut lieu en pleine crise des Fusées. Kennedy, cherchant un moyen d'éviter à tout prix une guerre atomique avec les Soviétiques, décida de faire parvenir à Fidel une lettre qui contenait différentes propositions et qui fut remise le 27 octobre 1962 au gouvernement brésilien à charge pour celui-ci de la faire parvenir à son destinataire comme si elle venait de lui. Mais quand l'émissaire brésilien débarqua à La Havane pour remettre le message rédigé censément par son gouvernement, le 29 octobre, Khrouchtchev était déjà parvenu à un accord avec Washington pour retirer les missiles de Cuba, si bien que la tentative de Kennedy d'amadouer la Révolution cubaine n'avait plus aucun sens. De toute façon, ce message était si peu conciliant qu'il est douteux qu'il eût pu être acceptable et accepté par les dirigeants cubains.

La troisième tentative de Kennedy et de Fidel de parvenir à un minimum d'entente entre les deux gouvernements apparut en 1963 par l'intermédiaire de James Donovan. Cet avocat de New York avait négocié, à titre privé, de fin août à décembre 1962, la libération des mille deux cents mercenaires faits prisonniers à Playa Girón et s'était entretenu à plusieurs reprises avec le chef de la Révolution. Il était revenu en 1963 pour négocier, cette fois, la libération de plusieurs Étatsuniens arrêtés dans l'île. Fidel lui avait demandé comment il serait possible à son avis d'améliorer les relations avec les USA. Donovan bien entendu

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

informait la CIA de toutes ces conversations, et Fidel, qui n'est pas un sot, le savait pertinemment. En mars 1963, Kennedy semblait d'ailleurs avoir changé son fusil d'épaule puisqu'il avait même cessé, contrairement à bien des membres de son administration, de considérer la rupture des liens de Cuba avec l'URSS et la Chine comme un « point non négociable » : « Nous ne pouvons pas poser à Castro une condition que de toute évidence il ne pourra pas accepter. Il faut penser à des lignes plus souples. » Et de fait, on imagina une autre tactique : amadouer Castro.

En avril 1963, l'administration Kennedy analysait toutes les variantes possibles pour régler le « problème cubain » : non seulement les propositions d'espionnage, la guerre économique, les sabotages, les pressions diplomatiques et les plans militaires, mais « un développement graduel d'une certaine manière d'arriver à un arrangement avec Castro », selon un document du Conseil de sécurité nationale. Dans un mémorandum du 21 avril 1963, McGeorge Bundy écrivait : « Il se peut que Castro ou d'autres hauts dirigeants du régime voient quelque avantage à échapper graduellement à leur dépendance actuelle d'envers Moscou. En termes strictement économiques, aussi bien les États-Unis que Cuba ont beaucoup à gagner au rétablissement des relations. Un Castro "titiste" n'est pas inconcevable. »

La quatrième filière apparut ce même avril 1963 par l'intermédiaire de Lisa Howard, une journaliste de la chaîne ABC que Donovan avait présentée à Fidel qu'elle souhaitait interviewer. L'entretien fut diffusé en mai. Et Lisa Howard informa la CIA à son retour que Fidel souhaitait avoir des conversations avec l'administration Kennedy. Le hic, c'est que, si le département d'État se montrait sensible à ces offres d'ouverture de la part de Cuba, la CIA, en particulier son directeur McCone, était résolument opposée à toute tentative dans ce sens.

En septembre 1963, Lisa Howard entra en contact avec William Atwood, fonctionnaire de la mission des États-Unis devant l'ONU, et le mit au courant de l'intérêt de Fidel. Atwood s'enthousiasma et, le 18 septembre 1963, rédigea un mémorandum destiné à Averell Harriman, sous-secrétaire d'État. Il ne proposait pas d' « offrir un arrangement à Castro, ce qui serait dangereux et, d'un point de vue politique, plus risqué que de ne rien faire, mais de mener une enquête discrète sur la possibilité de neutraliser Cuba en fonction de [nos] intérêts. Puisque nous ne prétendons plus renverser le régime castriste par la force militaire, pouvons-nous faire quelque chose pour promouvoir les intérêts étasuniens sans qu'on nous accuse de transiger ? [...] ...il semblerait que nous aurions quelque chose à gagner et rien à perdre en vérifiant si Castro veut vraiment parler et quelles concessions il serait prêt à faire. » Finalement, Atwood obtint l'autorisation de rencontrer le représentant cubain devant l'ONU, Carlos Lechuga, l'entretien absolument informel se réalisant le 23 septembre 1963 chez Lisa Howard. Lechuga faisait alors savoir à La Havane qu'Atwood demanderait l'autorisation de son gouvernement pour se rendre incognito à La Havane afin de rencontrer Fidel et d'explorer les possibilités de négociations. « Son idée est que la situation entre les deux pays est anormale et que quelqu'un doit briser la glace à un moment donné. Il dit que Kennedy a affirmé à maintes reprises en conversations privées ne pas savoir comment changer la politique envers Cuba » à cause des républicains. Mais Robert Kennedy,

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

*l'Attorney General*, s'opposa à ce voyage à La Havane et demanda que les conversations se poursuivent dans le cadre des Nations Unies.

Le 31 octobre 1963, René Vallejo, secrétaire de Fidel, informait Lisa Howard que Fidel était prêt à envoyer un avion à Mexico pour y recueillir un envoyé de Washington et avoir une rencontre directe avec lui. Howard, qui doutait que cela pût se faire, proposa à son tour à Vallejo de se rendre à l'ONU ou au Mexique pour rencontrer un représentant du gouvernement étasunien.

Le 5 novembre, le Groupe spécial sur Cuba, du Conseil de sécurité nationale, débattit d'une éventuelle rencontre avec les révolutionnaires cubains. Selon Atwood, l'intérêt des principales autorités du gouvernement étasunien pour des contacts avec Cuba ne cessait d'augmenter.

Le 11 novembre 1963, Vallejo réitéra à Lisa Howard que Fidel était toujours intéressé par une rencontre avec un envoyé de la Maison-Blanche. Mais Kennedy voulait d'abord, lui, une réunion entre Atwood et Vallejo à l'ONU afin de savoir exactement ce que voulait Fidel et sur quoi il était prêt à discuter. Vallejo informa le 18 novembre qu'il lui était impossible d'aller à l'ONU mais que des instructions seraient données à Lechuga pour discuter avec Atwood un ordre du jour pour une rencontre postérieure avec Fidel. Kennedy demanda à être mis au courant du résultat d'une rencontre éventuelle entre Atwood et Lechuga.

Enfin, le dernier émissaire intervenant dans cet imbroglio de propositions et contre-propositions fut le journaliste français Jean Daniel à qui Kennedy, suite à un entretien à la Maison-Blanche, demanda de rencontrer Fidel pour lui transmettre un message concernant les nouvelles positions étasuniennes à son égard, à la suite de quoi il devait le retrouver pour l'informer des idées de Fidel et de ses dispositions à négocier de nouvelles relations. Jean Daniel rencontra Fidel une première fois le 19 novembre, puis une seconde le 22 novembre, le jour même de l'assassinat de Kennedy à Dallas.

Ce fut la fin des tentatives de rencontres entre les deux gouvernements. L'arrivée de Johnson à la Maison-Blanche referma la porte à toute possibilité de contact. Le 4 décembre 1963, Lechuga informait Atwood à l'ONU qu'il avait en sa possession une lettre de Fidel approuvant les détails des conversations et un ordre du jour. Atwood en informa Gordon Chase qui lui répondit que la réponse prendrait du temps, parce que les politiques menées par Kennedy étaient en cours de révision. Le 12 décembre 1963, Atwood téléphonait à Lechuga qu'aucune décision n'avait encore été prise à Washington. Ce fut le dernier coup de fil qu'il reçut. Du côté de la Maison-Blanche, l'intérêt avait cessé.

Mais pas du côté de Fidel qui, le 12 février 1964, demanda à Lisa Howard de transmettre à la Maison-Blanche le message verbal suivant : « Dites au président (et je ne saurais insister assez sur ce point) que j'espère sérieusement que Cuba et les États-Unis pourront s'asseoir à un moment donné dans un climat de bonne volonté et de respect mutuel pour négocier leurs différends. Je crois qu'il n'existe pas entre nous de domaines politiques qui ne puissent être discutés et réglés dans une atmosphère de compréhension mutuelle. Mais, bien entendu, nous devons analyser avant nos différends. Ceci dit, j'estime que cette hostilité entre Cuba et les États-Unis est aussi anormale qu'inutile et qu'elle peut être éliminée. Dites

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

au président de ne pas interpréter mon attitude conciliatrice, mon désir de conversation, comme un signe de faiblesse. Une telle interprétation serait une grave erreur de calcul. »

Durant le reste de l'année 1964, Fidel continua d'envoyer, par Lisa Howard interposée, des signaux indirects à Johnson pour lui faire savoir sa volonté de converser et de régler les problèmes qui interdisaient des relations normales entre les deux pays. En juillet 1964, dans une interview accordée au *New York Times*, Fidel proposa de vastes négociations sur les points qui divisaient Washington et La Havane, allant jusqu'à signaler que la normalisation des relations permettrait même de discuter de la façon d'indemniser les sociétés étasuniennes qui avaient été nationalisées, dans la mesure où la loi cubaine correspondante le reconnaissait.

En décembre 1964, en visite à l'ONU, Ernesto Che Guevara offrit de nouveau un *modus vivendi* à la Maison-Blanche par l'intermédiaire du sénateur McCarthy en passant à nouveau par Lisa Howard. Tout fut en vain. L'administration Johnson fit la sourde oreille aux tentatives de conciliation cubaines.

Par la suite, comme le confirment William M. LeoGrande, professeur de l'American University, et Peter Kornbluh, qui dirige le projet de documentation sur Cuba au National Security Archive, après avoir eu accès aux documents déclassifiés, dans *Back Channel to Cuba: The Hidden History of Negotiations Between Washington and Havana* (2014), des contacts plus ou moins intenses ont été pris en fait entre Cuba et chaque nouvelle administration, sans jamais aboutir à rien de concret, sauf avec celle de Carter.

Il vaut sans doute la peine de raconter assez en détail une de ces tentatives de « dialogue » entre les deux gouvernements, celle que fait *Kissinger en 1974-1975*. Le secrétaire d'État de Gerald Ford (après avoir été celui de Nixon), apprenant qu'un ami journaliste, Frank Mankiewicz, part à La Havane pour interviewer Fidel, lui confie un message verbal pour celui-ci à qui il parvient fin juin 1974 : « La politique actuelle des États-Unis envers Cuba est absurde et irrationnelle » ; si elle a été maintenue, c'est parce que, pour Nixon, « Cuba était la seule question à propos de laquelle il était engagé idéologiquement, la seule sur laquelle il se montrait intransigeant ». (Le 9 décembre 1971, Nixon avait dit à Kissinger : « Aussi longtemps que je vivrai, je ne changerai pas la politique envers Castro. Un point c'est tout. Je ne veux plus vous en entendre parler ! ») Et Kissinger fait savoir qu'il assouplira cette politique en autorisant les touristes de son pays à ramener chez eux des produits cubains achetés en Europe ou à Cuba pour une valeur maximale de cinquante dollars ; son pays n'exercera pas de pressions sur les membres de l'Organisation des États américains quand ils débattront de la levée des sanctions imposées à Cuba par celle-ci ; il se propose de redorer l'image de Cuba aux USA et vice-versa, et souhaite savoir si Cuba fera des démarches dans ce sens afin d'agir en réciprocité. La réponse que rapporte Mankiewicz : Cuba est tout à fait disposée à entreprendre des actions constructives réciproques *dans des conditions d'égalité et de respect mutuel* en vue d'améliorer les relations entre les deux pays.

Un mémorandum rédigé le 30 août 1974 par Stephen Low, membre du Conseil de sécurité nationale, à l'adresse de Kissinger, offre les vues de cet organe sur cette nouvelle politique envers Cuba et en explique les raisons :

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Des événements nous forcent désormais à prendre graduellement des décisions au sujet de notre politique de sanctions. Des décisions déjà prises concernant les permis à des filiales en Argentine et un accord du Comité d'enquête de l'OEA nous ont fait sortir du cadre politique dans lequel nous avons opéré auparavant. Nous sommes appelés à faire des recommandations et à prendre des décisions sur des questions telles que la participation de Cuba à la Conférence sur l'énergie de Detroit, la délivrance de passeports pour des voyages à Cuba, les demandes constantes d'autorisation de commerce avec Cuba de la part de filiales étasuniennes, et ainsi de suite. Compte tenu du changement à la présidence, la presse et les observateurs étrangers prennent chaque action isolée dans ce domaine pour des indications de l'opinion publique pointant vers une nouvelle politique et donnent à chacune une importance démesurée par rapport à sa signification réelle.

En fait, nous pourrions ne pas souhaiter modifier notre politique bilatérale vis-à-vis de Cuba en l'absence de quelques concessions réelles. Celles-ci pourraient inclure des assurances renouvelées de la part des Soviétiques au sujet de leur activité militaire à Cuba, en sus d'engagements de la part de Castro au sujet de problèmes tels que le milliard de dollars de biens étasuniens saisis et non indemnisés, les prisonniers politiques étasuniens à Cuba, le maintien de Guantánamo, la réunification des familles, l'allègement des contrôles cubains sur les voyages, etc. Il serait probablement nécessaire d'explorer au moins si des progrès sont possibles dans ces domaines avant d'envisager des modifications.

De puissants arguments peuvent servir à ramener le problème à des dimensions permettant de le gérer en le désaccouplant des travaux du système interaméricain. Une majorité des pays du continent s'oppose désormais aux sanctions de l'OEA ; la constante intrusion des questions cubaines menace de dénaturer le nouveau dialogue ; et l'application de nos sanctions commerciales dans des pays tiers nous coûte bien plus qu'elle ne coûte à Castro. La question cubaine complique aussi nos relations avec le Canada et avec certains pays européens et asiatiques.

En acceptant la décision du Comité d'enquête de l'OEA, nous avons fait un pas en avant pour sortir la question du contexte interaméricain. Il s'agit maintenant de décider comment faire avancer ce processus du mieux possible en fonction des intérêts étasuniens. Le Comité d'enquête devra vraisemblablement décider entre deux choix : soit lever totalement les sanctions, soit laisser aux pays membres la liberté de décider d'eux-mêmes. Nous devrions examiner les conséquences de ces deux résultats quand il est encore temps d'influencer ce processus. Le mandat aux termes duquel fonctionne le Comité aura un effet significatif et il en décidera dans deux ou trois semaines.

En abordant ces décisions tactiques, nous devons penser plus loin à une relance de la politique entre les États-Unis et Cuba une fois que les sanctions auront été levées ou modifiées. Cette politique aura à avoir avec le maintien d'une position bilatérale ainsi qu'avec les sanctions législatives et exécutives en place contre le commerce de pays tiers avec Cuba. Plus de pays normaliseront leurs relations commerciales et diplomatiques avec Cuba, et plus les pressions sur nous pour modifier ces lois et ces réglementations augmenteront. Cette politique a aussi à voir avec notre position négociatrice vis-à-vis de

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

l'Union soviétique et de Cuba et avec les pressions du Congrès pour que nous avancions rapidement vers une normalisation des relations bilatérales.

Si vous l'acceptez, je proposerais de rédiger un document d'options concernant les différentes positions en jeu. Le projet devrait être rédigé en très petit comité. Je voudrais proposer de travailler avec une seule personne de la CIA, du département d'État et du département de la Défense. Nous espérons vous soumettre ce document, à vous et au président, dans les prochains jours.

### RECOMMANDATION :

Que vous approuviez la rédaction d'un document d'options tel qu'envisagé ci-dessus par le CSN, la CIA, le département d'État et le département de la Défense et, sur une base extrêmement restreinte, pour présentation au président.

En septembre 1974, Kissinger fait savoir à Mankiewicz qu'il souhaiterait entamer avec Fidel, à partir de New York, une correspondance secrète non signée par l'intermédiaire d'émissaires de toute confiance, dont le sien serait Lawrence Eagleburger, son conseiller personnel. Mankiewicz devant retourner à La Havane pour conclure l'interview, Kissinger lui confie un message manuscrit pour Fidel à qui il le remet le 1<sup>er</sup> octobre 1974 : dans le cadre de la détente, dit le secrétaire d'État, même si les deux pays ont des systèmes distincts et sont en désaccord sur la plupart des problèmes de politique extérieure, il n'y a pas de raisons qu'une hostilité perpétuelle règne entre eux ; et Kissinger propose d'engager des conversations confidentielles à travers des intermédiaires. La proposition est acceptée par le Bureau politique du Parti communiste qui charge Carlos Rafael Rodríguez, alors vice-président du pays, de rédiger la réponse.

Dans l'attente des envoyés cubains et afin de faciliter les contacts, Kissinger lève en novembre l'interdiction de voyager au-delà de 400 km depuis New York qui pesait sur le personnel de la mission cubaine auprès des Nations Unies. Différents contretemps retardent jusqu'au 11 janvier 1975 la première rencontre « officieuse » qui est toutefois précédée de plusieurs contacts informels. Entretemps, Kissinger a rédigé un mémorandum à l'adresse de Ford pour justifier la levée des restrictions qui entravent le commerce avec Cuba des filiales étasuniennes dans des pays tiers, au motif que « le commerce de Cuba avec des pays non communistes augmente rapidement » et que ces restrictions « aggravent les risques d'affrontement avec des gouvernements amis et mettent en danger la stabilité des investissements étasuniens à l'étranger ».

Le 2 janvier 1975, à la suite des premiers contacts informels, William D. Rogers, sous-secrétaire d'État aux Affaires interaméricaines, rédige un mémo pour Kissinger (« Rencontre avec les envoyés cubains »), sériant dans une *check-list* les points à aborder avec eux. Il y signale d'entrée : « Comme vous le verrez, je pense que nous devrions éviter au départ des points brûlants comme Guantánamo et le paiement des expropriations. Les premières réunions devraient se borner à des points qui nous permettraient de tester s'il existe du temps et de l'espace pour des meilleurs progrès. » La liste que dresse Rogers est la suivante :

Ce que nous voulons des Cubains *sur le plan économique* : 1) des compensations pour les biens étasuniens expropriés ; 2) des compensations pour la mine de nickel de Nicaro,

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

une société publique, expropriée ; 3) récupérer les rançons payées aux pirates de l'air [avions détournés sur Cuba] ; 4) paiement de la dette postale ; 5) rembourser les obligations en défaut de paiement ; 6) faire quelque chose au sujet de l'immeuble de l'ambassade à La Havane. *Sur le plan politique* : 1) libérer les prisonniers politiques étasuniens et peut-être extraditer les pirates de l'air ; 2) améliorer les droits de l'homme et alléger la situation des prisonniers politiques cubains, notamment ceux dont les proches sont aux États-Unis ; 3) permettre aux ressortissants étasuniens ayant la double nationalité de se rendre aux États-Unis ; 4) cesser l'ingérence nuisible dans la question de Porto Rico ; 5) s'abstenir d'appuyer les rebelles terroristes en Uruguay, au Chili et partout en Amérique latine. Et Rogers d'ajouter : « Et nous tiendrons à préserver le principe que Cuba ne sera pas une base d'armements "offensifs" ».

Ce que les Cubains voudront de nous, *sur le plan économique* : 1) libérer les avoirs cubains mis sous séquestre ; 2) permettre aux filiales étrangères de sociétés étasuniennes d'exporter à Cuba ; 3) permettre à Cuba d'exporter du sucre et d'autres biens aux États-Unis ; 4) bénéficier de la clause de la Nation la plus favorisée ; 5) lever nos limitations aux compagnies maritimes de pays tiers en direction de Cuba ; 6) permettre aux compagnies maritimes étasuniennes de desservir Cuba ; 7) cesser de bloquer les dessertes aériennes d'autres pays vers Cuba. *Sur le plan politique* : 1) cesser les survols [d'avions espions] ; 2) permettre aux États-Unis de voyager à Cuba ; 3) lever les restrictions aux déplacements de diplomates cubains aux États-Unis ; 4) permettre à plus de Cubains de voyager aux États-Unis ; 5) faire cesser les activités d'exilés contre Cuba et contre les navires cubains ; 6) abandonner Guantánamo ; 7) adopter une attitude plus souple au sujet des relations de Cuba avec d'autres pays latino-américains, lever les sanctions adoptées en 1964 par l'OEA et accepter la participation de Cuba aux réunions latino-américains et interaméricaines.

Bien entendu, les Cubains ont leurs propres vues sur ces entretiens. Nestor García Iturbe, qui était alors conseiller à la mission cubaine de New York et participa à ces rencontres, les retrace dans *Diplomacia sin sombra* (La Havane, 2007, Editorial de Ciencias Sociales, pp. 12-77 et 85-99). Le blocus doit être levé, car c'est la seule manière de pouvoir mener des conversations sur un pied d'égalité ; la restitution de Guantánamo n'est pas une condition préalable à l'ouverture des discussions, même s'il faudra bien l'aborder un jour ; les activités de la CIA doivent cesser immédiatement. « Au sujet des indemnités relatives aux biens étasuniens nationalisés, nous n'avons pas une position rigide. Nous étions prêts à les envisager et à écouter, mais nous voulions aussi aborder les préjudices économiques soufferts par notre patrie. Ce pouvait être un point à inclure dans de prochaines conversations. Si la question des Cubains exilés aux États-Unis était soulevée, nous devons répondre que c'étaient les lois cubaines qui régissaient. Nous ne discuterions jamais des points concernant notre souveraineté et notre juridiction interne. / À titre d'orientations générales pour ces entretiens, il fut clairement établi que nous ne pouvions faire preuve à aucun moment d'impatience, de crainte, de faiblesse, ni de hâte à entrer dans aucun type de négociation. Nous étions disposés à converser, bien que la mission fût d'échanger des messages ; nous ne devons prendre à aucun moment l'initiative d'aborder un point donné ; nous devons céder l'initiative à l'autre partie, l'écouter calmement et maintenir à tout

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

moment une attitude ferme et dure. Si nous exprimions des vues, nous devons faire comprendre clairement que c'était à titre personnel. »

La première rencontre se déroule donc le 11 janvier 1975 dans l'un des snacks de l'aéroport La Guardia de New York. Du côté de Cuba : Ramón Sánchez Parodi, venu spécialement de La Havane, et Nestor García Iturbe, conseiller à la mission cubaine auprès des Nations Unies. Du côté des États-Unis : Lawrence Eagleburger et Frank Mankiewicz. Eagleburger, le premier à prendre la parole, explique qu'il a eu une réunion de deux heures la veille avec Kissinger qui a rédigé une note pour les Cubains :

Nous nous réunissons ici pour explorer les possibilités de relations plus normales entre nos deux pays, dans un contexte que nous connaissons tous et qui rend cet effort particulièrement délicat. Il est essentiel tout d'abord de déterminer si les deux parties sont pareillement décidées à éliminer les différences entre elles. Dans ce contexte, il est aussi essentiel qu'aucune des parties ne fasse rien pour empirer la situation existant entre nos deux pays.

La disposition dans nos deux pays sera, bien entendu, importante pour ces conversations. Nous avons pris note de ce que le Premier ministre Castro a dit en public sur le président Ford et sur le secrétaire d'État Kissinger. Pareillement, le gouvernement cubain aura constaté que nos déclarations publiques récentes sur Cuba ont été modérées et mesurées. La mesure des deux côtés, pensons-nous, peut grandement contribuer à l'amélioration de l'environnement dans lequel ces conversations peuvent se dérouler. Nous proposons donc de continuer de prêter la plus grande attention à nos déclarations publiques sur la question cubaine qui est, bien entendu, un point très sensible dans notre pays.

Les distances idéologiques entre nous sont amples. Mais que ces conversations ne combrent pas les distances idéologiques ne veut pas dire qu'elles ne puissent pas servir à aborder des questions concrètes que les deux pays ont intérêt à régler. Les États-Unis sont en mesure et désireux de faire des progrès sur ces questions même avec des nations socialistes avec lesquelles nous sommes foncièrement en désaccord idéologique, comme l'ont prouvé les progrès récemment enregistrés avec l'Union soviétique et la République populaire de Chine.

L'ordre du jour relatif aux questions intéressant les deux parties est long. Entretemps, nous ferons d'une manière unilatérale les gestes suivants :

- Le gouvernement des États-Unis autorisera les diplomates cubains accrédités devant les Nations Unies à voyager de New York à Washington.
- Les États-Unis jugent utile que les Cubains commencent à participer plus activement à la vie intellectuelle du pays. Il ne sert à rien de tenter de mettre un embargo aux idées. Il est par conséquent raisonnable de s'attendre à ce que le gouvernement des États-Unis commence à délivrer des visas supplémentaires de temps en temps à des Cubains pour visiter ce pays pour assister à des réunions culturelles, scientifiques et éducationnelles et pour d'autres fins similaires, afin que ces étudiants et experts puissent commencer à entrer en communication plus efficacement avec leurs collègues dans ce pays.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Nous reconnaissons qu'il y a un certain nombre de questions d'un côté et de l'autre. Nous prévoyons que beaucoup peuvent être réglées au fil du temps pour des raisons de fond importantes, tandis qu'il est essentiel pour Cuba et pour les États-Unis d'en régler un certain nombre pour des raisons symboliques.

Il serait donc utile que les deux parties identifient et définissent les questions à discuter et quel serait le meilleur ordre. Nous sommes prêts maintenant à envisager comment nous pouvons faire avancer les discussions sur ces questions, où, à quel niveau et à quel rythme. Nous verrons ces suggestions soigneusement et nous répondrons vite et dans un esprit de coopération.

Eagleburger ayant demandé aux Cubains s'ils ont des commentaires à faire sur ce message de Kissinger et ceux-ci lui ayant rappelé que la rencontre doit servir uniquement à des échanges de messages, le conseiller du département d'État les prie toutefois, à titre personnel, de bien vouloir procéder à un petit échange de vues pour accélérer les choses et mieux sérier les questions à analyser plus tard.

Les Cubains lui rappellent alors que la levée du blocus économique et commercial est une condition *sine qua non* avant d'engager la moindre négociation sur d'autres points. Eagleburger ayant tenu à savoir si le blocus doit être levé avant toute négociation ou s'il faut l'inclure dans les négociations visant à la normalisation des relations, les deux Cubains réitèrent la position absolument claire de leur gouvernement. Dans son livre, García Iturbe résume comme suit le message de Kissinger : « Les États-Unis sont prêts à améliorer leurs relations avec Cuba, sans lui demander d'opérer des changements internes dans sa structure économique ou gouvernementale. Les États-Unis reconnaissent l'indépendance de Cuba en politique étrangère et demandent qu'elle se maintienne. Il faut engager un processus permettant d'analyser chaque problème existant entre les deux pays et de dégager la façon de les régler. Les gestes faits par une partie doivent être payés de retour par l'autre. La question cubaine n'est pas le problème le plus important des États-Unis en politique extérieure, mais c'est une situation qu'ils souhaitent arranger au plus tôt. »

À ce sujet, la version qu'Eagleburger offre dans le mémo qu'il adressera ce même 11 janvier à Kissinger, diffère passablement de celle de García Iturbe sur certains points : « Nous ne demandons pas à Cuba de modifier sa structure interne ou sa méthode de gouvernement. Nous estimons toutefois que Cuba devait mener une politique étrangère indépendante. Ce qui veut dire que Cuba ne devrait pas être un satellite soviétique et que nous reconnaissons de même que l'indépendance signifie que Cuba continuera probablement d'être en désaccord avec les États-Unis dans la plupart des cas. » « Cuba doit aussi comprendre que toute normalisation des relations entre nos deux pays doit être donnant-donnant. En aucun cas les États-Unis ne seraient prêts à envisager la normalisation des relations comme une voie à sens unique où nous donnerions et où Cuba prendrait. »

Après avoir exposé les vues de Kissinger, Eagleburger tient à donner les siennes à titre personnel : tout en comprenant les positions cubaines sur le blocus, il juge que ce sera très difficile pour eux de l'éliminer complètement à cause de toutes les questions légales que cela implique et il demande même aux Cubains de lui faire des suggestions afin de le supprimer dans les meilleurs délais. Ce qui suscite une longue conversation entre les interlocuteurs, les

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Étatsuniens signalant toutes les difficultés à surmonter pour y arriver, et les Cubains estimant que dans ces conditions discuter des autres points n'a pas beaucoup de sens. Eagleburger reprend alors l'idée que Cuba ne constitue pas le problème le plus important pour les États-Unis en politique étrangère, et Ramón Sánchez Parodi, se rappelant que celui-ci avait mentionné auparavant l'importance de leurs relations avec la Chine, lui rétorque : « Nous ne sommes pas Chinois et nous ne leur ressemblons pas, mais nous pouvons être plus patients qu'eux. »

Là encore, le mémo d'Eagleburger à Kissinger du 11 janvier fournit une vision un peu différente de ses vues personnelles : « Si Cuba demandait une élimination complète du blocus avant de consentir le moindre effort en vue de la normalisation des relations, les États-Unis ne seraient pas prêts à aller plus loin. Il serait difficile de considérer cela comme une manière d'agir "équilibrée". Si, d'un autre côté, ce qu'attend Cuba sont quelques pas peut-être modestes, ça pourrait être possible ou non. Je ne pourrais prendre aucun engagement dans de telles circonstances. »

Toujours selon le mémo d'Eagleburger, Mankiewicz intervient pour signaler que la politique étrangère est devenue plus que jamais une affaire d'opinion publique et qu'il est très difficile d'en changer, ce à quoi Sánchez Parodi répond que l'administration pourrait faire de petits gestes, par exemple autoriser des ventes de sucre cubain aux USA. Eagleburger insiste alors à nouveau : « J'ai répondu que je comprenais ce point de vue, mais que je devais insister qu'il était absolument nécessaire que Cuba comprenne ma référence antérieure à un rapport de donnant-donnant et que les États-Unis ne seraient pas prêts à entreprendre de normaliser les relations en l'absence d'un accord équilibré. » Et d'ajouter un peu plus loin : « J'ai tenu à faire comprendre clairement aux deux Cubains que, tout en écoutant leur message, je n'étais absolument pas préparé – même officieusement – à accepter que la levée du blocus soit une condition requise préalable à des conversations postérieures. »

La rencontre touche à sa fin. Eagleburger, qui s'est préparé à l'idée d'échanges difficiles, estime que les contacts suivants permettront sans doute de détendre l'atmosphère. Et, dans ce but, il présente un plan de communications assez détaillé, et même une série de codes à employer pour garantir la plus grande discrétion afin que ni la CIA ni le FBI ne l'apprenne.

Selon García Iturbe, Eagleburger semblait assez mécontent. Il suppose qu'il avait voulu aller plus loin dans ces conversations, parce qu'il avait d'autres documents dans son attaché-case, vraisemblablement pour en discuter, et sans doute des propositions à faire : « Il avait eu l'intention de convertir ce contact en une négociation, sans y parvenir. »

De son côté, Eagleburger ajoute un dernier « commentaire » à son mémo : « Malgré le ton apparemment difficile de certains points ci-dessus, l'atmosphère de la réunion a été extrêmement amicale. Aucun des Cubains n'a été pugnace ou difficile. Mes réponses ont été, j'espère, dans ce même ton. Ceci dit, je n'ai absolument pas hésité à laisser comprendre clairement que je n'acceptais de "condition requise" à une levée du blocus. De même, j'ai évoqué à plusieurs reprises un donnant-donnant pour qu'il soit clair que nous n'étions pas prêts à faire quelque chose sans concessions de la part de Cuba. J'ai délibérément laissé dans le vague le délai auquel nous attendrions ces concessions cubaines pour deux raisons : je n'ai

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

pas idée du moment où vous pourriez souhaiter leur forcer la main et je souhaitais ne pas nous mettre dans la position où les Cubains avaient failli se situer au début de notre conservation. / Frank et moi sommes d'accord, je pense, que le message de Sánchez Parodi n'est pas que nous devons éliminer totalement le blocus avant que des pas puissent être faits, mais plutôt que nous ne devrions pas prendre des mesures qui pourraient sembler impliquer son maintien "inconditionnel". Il n'existe bien entendu à cette étape aucune garantie que, si nous prenions quelques mesures qui pourraient apparaître comme un allègement du blocus, elles ne seraient pas acceptées comme des faits accomplis et n'entraîneraient pas plus d'exigences de Cuba avant qu'elle ne souhaite progresser vers la normalisation. »

Le 23 janvier 1975, Kissinger profite d'un nouveau voyage de Mankiewicz à La Havane pour lui confier un message à remettre personnellement à Fidel. Selon García Iturbe : « La lettre notifiait et justifiait la décision des États-Unis d'élargir à 400 km (250 milles) la zone de restriction de nos fonctionnaires devant l'ONU, ce qui leur permettrait de se rendre librement à Washington, et il en informait Fidel avant de rendre cette décision publique ; il suggérait que Cuba soit représentée à la réunion des ministres latino-américains des Affaires étrangères prévue à Buenos Aires en mars ; la lettre contenait aussi une série de notes verbales, dont une idée pour éliminer graduellement le blocus, ce qui impliquait que le gouvernement cubain fît envers l'administration quelques gestes qui justifieraient ce changement de politique face au Congrès et à l'opinion publique, par exemple permettre à des familles cubaines vivant aux États-Unis de se rendre à Cuba pour rencontrer les leurs. »

D'après Mankiewicz, qui retrouvera García Iturbe un peu après, Kissinger et Eagleburger ont jugé très important ce premier contact à New York, même si le second a estimé que la position cubaine a été particulièrement dure. Ce même 11 janvier 1975, je l'ai dit, Eagleburger rédige un aide-mémoire à l'intention de Kissinger, où il signale des points qu'ignore García Iturbe dans son récit rétrospectif, notamment une intervention de Sánchez Parodi : Cuba a pris des mesures pour créer une bonne atmosphère en vue d'améliorer les relations entre les deux pays, en particulier l'accord sur la piraterie aérienne, bien que ce ne soit pas en soi un problème de Cuba ; il s'agit d'un « geste de bonne volonté » et en reconnaissance de l'opinion publique internationale ; mais les États-Unis n'ont pas agi d'une manière réciproque conformément à cet accord ; Cuba appliquerait celui-ci plus rigoureusement si les États-Unis faisaient des gestes réciproques au sujet des exilés cubains de la Floride.

Ce premier contact du 11 janvier 1975 a bien entendu des répercussions. Le 6 février, Eagleburger informe García Iturbe que l'administration autoriserait dans une semaine une société canadienne, *Litton Business Equipment Limited*, filiale d'une société étasunienne, à réaliser une transaction commerciale avec Cuba. Mais, à partir de là, les contacts se perdent – censément pour une série de malentendus, précise le diplomate cubain – alors qu'autour du 27 février, Mankiewicz lui a pourtant fait savoir qu'Eagleburger l'appellerait sous peu pour lui transmettre un message.

Un mémorandum adressé le 17 mars 1975 à Harry W. Shlaudeman, sous-secrétaire d'État adjoint aux Affaires interaméricaines, par David A. Gantz, conseiller juridique adjoint aux Affaires interaméricaines, offre toutefois une lumière différente sur ce point.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Intitulé « Accord avec Cuba sur la reprise des relations diplomatiques et les réclamations », il se veut « une réponse à votre demande d'un mémo analysant les questions à soulever si les États-Unis décidaient de chercher un accord normalisant les relations avec Cuba. Il est entendu que la reprise des relations diplomatiques constitue l'objectif initial, la solution des réclamations et d'autant de points que possible étant renvoyée à une date ultérieure, et qu'une levée au moins partielle de l'embargo est une condition essentielle pour le gouvernement cubain. » Et Gantz cite le précédent de l'accord signé avec la RDA le 4 septembre 1974 : reprise des relations, puis discussions sur les problèmes en souffrance, et il estime qu'on peut suivre ce même procédé avec Cuba. Et il signale un point qui sera une des constantes de la diplomatie étasunienne, jusqu'à Obama qui y recourt à son tour : « Les Cubains ont dit en public qu'il ne peut y avoir d'amélioration des relations sans levée de l'embargo. C'est là bien sûr la question principale dans la mesure où l'embargo ou certains de ses composants restent notre plus grand levier de pression [*leverage*] sur le gouvernement cubain dans la négociation relative aux réclamations.»

Quatre jours plus tard, le 21 mars 1975, c'est au tour de Culver Gleysteen, directeur des Affaires cubaines au département d'État, de présenter un *working paper* sur les réclamations. Dans leurs conversations avec des visiteurs, les dirigeants cubains affirment normalement qu'il est hors de question que Cuba indemnise des sociétés ou des individus pour les biens expropriés, parce que les dommages infligés à l'économie cubaine par le « blocus » des États-Unis dépassent largement la valeur des biens expropriés. Dans une conversation récente avec James Theberge, directeur du Centre d'études latino-américaines et hispaniques de l'Université de Georgetown, Carlos Rafael Rodríguez « a adopté une position dure à ce sujet, affirmant que les indemnisations sont un problème des États-Unis, pas de Cuba ». Toutefois, un rapport de la CIA daté de décembre 1974 estime que les Cubains accepteraient de travailler à une formule de paiement d'indemnisations si l'on mettait en place un système de paiement qui leur permît de ne pas apparaître comme ayant cédé à des pressions des États-Unis. Mais les Cubains doivent sûrement être conscients qu'une reprise des relations sans règlement des indemnisations ne leur serait guère bénéfique, parce que, aux termes du Johnson Act, les États-Unis ne pourraient pas leur allouer des crédits et que, sur le plan politique, il leur serait très difficile de faciliter le commerce.

Même si les contacts n'ont pas repris entre les deux pays, le département d'État continue de peaufiner la nouvelle politique envers Cuba. Ainsi, le 27 mars 1975, David A. Gantz rédige un nouveau mémorandum de onze pages intitulé : « Normalizing Relations With Cuba » dont on ignore les destinataires, mais qui jette une vive lumière sur les intentions de Washington.

Les deux parties ont la sagesse de reconnaître que la normalisation sera un long processus de travaux selon un ordre du jour complexe vers l'objectif ultime : les relations diplomatiques. Ce processus devra presque sûrement inclure la question des indemnisations pour les biens expropriés. Notre intérêt est de dépasser la question cubaine, non de la prolonger indéfiniment.

Dans les cas pertinents, y compris les accords récents avec la RPC et l'Allemagne de l'Est, la question des indemnisations a été laissée pour plus tard. Le présent document suggère que nous rétablissions les relations diplomatiques et consulaires dans le cadre

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

d'un marché qui comprendrait une levée partielle du « blocus », des engagements mutuels de non-ingérence et des négociations visant à résoudre les réclamations.

Gantz rappelle le communiqué émis le 10 janvier 1974 par le ministère cubain des Relations extérieures : il faut commencer par la levée de l'embargo pour passer à des conversations sur le contentieux, dont le statut de Guantánamo, ce qui veut dire que les relations diplomatiques viendront après. Pour le moment, tel est l'ordre à suivre selon les Cubains.

Washington a supposé habituellement que les relations diplomatiques seraient le couronnement de négociations réussies durant lesquelles les Cubains feraient des concessions essentielles. Cette sorte d'idée provenait naturellement de la situation dans laquelle nous pouvions avoir la décision finale au sujet des sanctions de l'OEA. De toute évidence, les Cubains devraient s'arranger définitivement avec le continent avant que les sanctions soient levées. Il n'y aurait pas de raisons pour les USA d'anticiper un tel arrangement, qui devrait satisfaire à nos clauses minimales.

Comme il est devenu clair que les sanctions de l'OEA pourraient ne pas se maintenir, nous nous sommes orientés vers une approche pas à pas conçue pour motiver les Cubains à négocier avec nous. Comme nous l'avons signalé l'été dernier, une stratégie de cette nature doit être basée sur l'évolution à l'OEA, c'est-à-dire que nous devons faire le premier pas capital et nous positionner nous-mêmes en vue de négociations en faisant le nécessaire pour lever les sanctions de l'OEA. Nous envisageons des mesures d'accompagnement par étapes pour éclaircir le reste du sous-bois – restrictions à des pays tiers et contrôles des voyages, en particulier. L'idée est qu'il serait alors possible de travailler dur pour un moment sur les composants clés des contrôles des exportations directes, en attendant la réponse de Castro à l'invitation.

*Le problème actuel.* Castro n'a plus maintenant de raisons apparentes de trop s'inquiéter des sanctions de l'OEA. En fait, il a déjà réussi à briser le « blocus » interaméricain sans faire une seule concession importante et sans jamais avoir eu à se colleter avec nous. Il peut croire qu'un petit peu de patience lui apportera le même résultat heureux en ce qui concerne les sanctions des USA. (Ses dernières affirmations suggèrent une attitude d'inactivité bénigne dans l'attente que les USA en reviennent à de bons sentiments pour « reconnaître » Cuba.) Bref, de là où il est et de ce qu'il peut voir du cours de la politique des USA, il n'y a guère à négocier.

Le sénateur Kennedy et d'autres proposent d'accepter cet apparent état de choses en levant simplement nos contrôles, autrement dit de satisfaire la première condition préalable de Castro pour des « discussions » (les Cubains ne parlent jamais de « négociations »). De nouveau, les relations diplomatiques viendraient vraisemblablement à titre de résultat final, les « questions de personnes » (par exemple, la réunification des familles et les prisonniers politiques) venant du moins en premier.

Une approche plus commune serait de penser à un scénario de négociations qui se centrerait sur la fin de l'embargo en échange d'une compensation pour les biens expropriés. La séquence commencerait par des concessions unilatérales minimales de notre part (peut-être la levée de sanctions sur les navires et sur les pays tiers),

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

continuerait par une déclaration conjointe de principes politiques (non-ingérence, « obligation et respect mutuels ») et finirait par un large ordre du jour concernant des questions bilatérales. Les relations diplomatiques scelleraient le marché final.

L'argument contre l'approche de Kennedy est que nous perdrons notre seule vraie carte de négociations. Le problème avec le deuxième scénario est que, probablement, il ne fonctionnerait jamais. Les négociations s'englueraient presque inévitablement dans le borbier de la question des compensations, tandis que les pressions sur l'embargo s'intensifieraient. Il est bien plus simple pour Fidel (*sic !*) de refuser de payer des compensations que pour nous de maintenir nos contrôles des exportations alors que nos sociétés y perdent des affaires.

*Concessions à entrevoir d'une manière réaliste.* Un réexamen devrait partir de ce que nous pouvons attendre raisonnablement de Fidel (*sic !*) et de ce qu'il sera tolérable que nous lui donnions en échange.

Castro n'a cessé de dire qu'il ne fera pas de concessions politiques. Il le dit au sens qu'il ne renoncera pas concrètement à la « solidarité révolutionnaire » (avec les « patriotes » portoricains) ou qu'il ne promettra aucune modification dans ses relations avec les Soviétiques. Mais il n'est pas inconcevable d'envisager une déclaration conjointe dans laquelle les deux parties renoncent au « droit d'intervenir directement ou indirectement dans les affaires relevant de la souveraineté des nations latino-américaines ». (La propre formulation de Cuba ; déclaration du ministère cubain des Relations extérieures.) Ou de rédiger une formulation similaire concernant l'utilisation du territoire d'un pays comme base d'une agression armée contre un autre. Il existe donc quelque possibilité d'un compromis minimal par rapport à nos inquiétudes politiques traditionnelles.

À ce sujet, nous pouvons accepter sans que cela nous coûte trop de discuter du statut de Guantánamo à une date non spécifiée à l'avenir. La base est de nos jours plus un fardeau qu'un avantage pour la marine.

En ce qui concerne les « questions des personnes », il faudrait considérer la relâche des huit prisonniers politiques qui se disent citoyens étatsuniens comme une condition préalable à tout accord. Nous pouvons aussi nous engager à des consultations sur le statut de 800 personnes ayant la double nationalité qui restent à Cuba. La réunification des familles et les droits de visite feraient probablement l'objet de discussions informelles à une étape largement ultérieure.

Comme Dave Gantz le signale (son mémorandum), nous ne pouvons pas savoir exactement ce que veut dire Fidel (*sic !*) par « levée du blocus ». Il peut se retrouver en mesure d'accepter moins que l'élimination totale de nos contrôles si le reste du marché est attrayant et si les perspectives de commerce sont en cours de route assez prometteuses.

*Compensation.* Nous pouvons maintenir quelques éléments de l'embargo comme moyen d'influence, mais nous devons probablement autoriser un commerce limité avec Cuba pour obtenir une percée importante.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

[...] Le document de travail D (sur les compensations) souligne la position contraire aux compensations que proclame Cuba, mais spécule que le régime peut prendre conscience de l'importance qu'il y a pour lui à régler cette question s'il veut tirer des bénéfices sensibles de la reprise des relations bilatérales. Cette prise de conscience peut prendre du temps, mais Castro finira par s'en convaincre. Nous pouvons en tout cas nous attendre à ce que Cuba présente des contre-réclamations d'indemnisations pour les dommages causés par le « blocus », les « raids de la CIA », et ainsi de suite. Il est évident que la seule perspective à envisager raisonnablement sont des négociations très prolongées et très difficiles, et il est inconcevable de vouloir gagner sur tous les tableaux.

*Conclusion.* S'il existe un avantage pour nous à mettre fin à cet état d' « antagonisme perpétuel », c'est de rayer Cuba des ordres du jour national et interaméricain, d'ôter son symbolisme à une question intrinsèquement futile. Le présent document suggère que le scénario du changement généralement accepté ne contribue pas à cet objectif.

Dans le monde réel, normalisation veut dire relations diplomatiques. Si ces relations doivent attendre la solution du problème des compensations, nous pouvons nous attendre à un débat national et international interminable. (Quelle partie est la plus coupable ? Qui a ouvert le feu ? Expropriation signifie-t-elle agression, ou est-ce l'inverse ?)

Notre pratique passée dans tous les cas pertinents a été de laisser la question des compensations en dernier, comme dans les accords les plus récents avec la RPC et l'Allemagne de l'Est. (Les négociations avec les Tchèques ont pris presque trente ans ; les discussions sur les réclamations avec les Soviétiques ont été suspendues avant la deuxième guerre mondiale et n'ont jamais été reprises.) Une fois levées les sanctions de l'OEA, nous pouvons raisonnablement arguer que Cuba ne mérite ni plus ni moins que ce qu'imposent les précédents.

L'ampleur des réclamations cubaines et les émotions en jeu réclameraient toutefois un engagement clair de la part de Cuba qu'elle acceptera des négociations sur les compensations. L'intérêt politique de Castro à poser des réclamations contre nous permettrait de trouver une formulation dans le droit fil de l'accord avec l'Allemagne de l'Est par lequel les deux parties sont habilitées à soulever les questions qui les intéressent. Par ailleurs, il nous resterait un certain nombre de facteurs permettant d'inciter Cuba à consentir un vrai effort en vue de la solution, dont l'accès à certaines formes de crédits gouvernementaux, la fin des contrôles limitant les exportations, et, ce qui serait encore plus vital, une protection contre la saisie des biens commerciaux cubains dans ce pays-ci.

Le marché initial serait donc quelque chose dans ce genre :

1. Les USA lèveraient tous les contrôles concernant la navigation et les filiales dans des pays tiers.
2. Les USA autoriseraient des exportations directes d'une nature limitée, conservant à un minimum les restrictions sur la technologie, les matériaux stratégiques, le financement bancaire et le blocage des avoirs cubains actuellement dans ce pays-ci.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

3. Les USA accepteraient de discuter du statut de Guantánamo à un moment donné de l'avenir.
4. Cuba accepterait des engagements conjoints en matière de non-ingérence et d'intentions pacifiques.
5. Cuba accepterait de négocier le règlement des réclamations, et
6. Les deux parties accepteraient de nouer des relations diplomatiques et consulaires.

En tant qu'actions unilatérales, nous éliminerions les contrôles des voyages et Cuba libérerait les huit prisonniers politiques qui se réclament citoyens étasuniens.

Castro a de loin le plus à gagner à ce marché, mais il a en main la plupart des atouts. Sur le long terme, la normalisation peut ne pas s'avérer aussi agréable pour lui, car la fin de l'isolement produit inévitablement des pressions.

En fait, contrairement à ce que pense García Iturbe, le silence n'est pas dû à des malentendus : comme l'indique un document déclassifié du 20 juin 1975, ce sont bel et bien les États-Unis qui ont décidé de mettre les rencontres en veilleuse et qui décident de les relancer après que le gouvernement cubain a annoncé qu'il rendrait les deux millions de dollars obtenus à titre de rançon par des pirates de l'air ayant détourné sur La Havane un DC-9 de la Southern Airways. L'administration voit là un geste constructif. « Nous pensons qu'il serait très utile, avant la tenue de la réunion de San José, de rétablir nos réunions bilatérales confidentielles afin de permettre des échanges de vues postérieurs de gouvernement à gouvernement ». La réunion de San José du Costa Rica où les États membres de l'OEA doivent décider s'ils laissent toute latitude à chacun de fixer sa position vis-à-vis de Cuba devant démarrer le 16 juillet, le rédacteur de la note secrète suggère trois dates : 27 juin, 9 juillet, 16 juillet.

Et de fait, ce même jour, Eagleburger appelle García Iturbe pour lui demander de venir à Washington le lendemain afin d'y recevoir un message. Mais il n'arrive pas seul : il est accompagné par Williams D. Rogers, sous-secrétaire d'État aux Affaires interaméricaines. La note datée du 21 juin 1975 que les deux personnages remettent à García Iturbe, une fois encore dans un snack de l'aéroport, porte essentiellement sur la reprise des contacts bilatéraux à une date très proche, de préférence à New York. Le Cubain demande un délai d'au moins quinze jours pour avoir le temps de préparer le voyage de Sánchez Parodi. Puis Rogers prend la parole et pose toute une série de questions à son interlocuteur cubain. Selon celui-ci, « la conversation, qui a duré environ une demi-heure, s'est déroulée d'une manière respectueuse et cordiale, avec une intention très nette de créer une bonne atmosphère qui faciliterait le prochain contact. » Ce même jour, Eagleburger rédige un mémo sur ce contact à l'adresse de Kissinger.

García Iturbe résume comme suit les éléments contenus dans la note étasunienne du 21 juin 1975 : Cuba, en réponse aux gestes des États-Unis, a fait preuve de son intérêt à améliorer les relations avec eux ; les problèmes complexes en souffrance ne peuvent se régler que par des conversations intergouvernementales. Les contacts de Cuba avec des forces politiques et économiques étasuniennes (McGovern, Kennedy, etc.) les préoccupent ; ils promettent leur appui à la résolution qui sera présentée à l'OEA ; ils demandent la reprise

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

des conversations bilatérales confidentielles pour des échanges de vues qui permettraient de progresser vers la normalisation des relations ; ils demandent de synchroniser les déclarations et gestes publics des deux parties en fonction de la normalisation des relations.

La réponse de La Havane arrive le 24 juin : d'accord pour une réunion le 9 juillet, ce que García Iturbe communique deux jours après à Eagleburger et à Rogers qui lui remettent à leur tour un message verbal de Kissinger à faire parvenir à La Havane : que n'importe quelle sorte de négociations entre les deux pays se fasse par la voie établie, et non par le biais de membres du Congrès qui visiteraient Cuba et voudraient servir d'intermédiaires.

Cette première rencontre formelle de haut niveau se déroule donc le 9 juillet 1975, pendant trois heures, à l'hôtel Pierre de New York entre les mêmes interlocuteurs : William D. Rogers et Eagleburger d'une part, Nestor García et Sánchez Parodi de l'autre.

Selon le « Mémoire de conversation » rédigée ensuite, ce même jour, par une main anonyme, Rogers ou Eagleburger, Rogers suggère que Kissinger est prêt à rencontrer le ministre cubain des Relations extérieures dans le cadre de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre. Puis il développe les positions étasuniennes : la discussion doit être réciproque ; les États-Unis reconnaissent les gestes faits récemment par Cuba [*autrement dit la restitution de la rançon et des déclarations respectueuses de dirigeants cubains, dont Fidel*] ; ils sont prêts à accueillir un match de base-ball et à appuyer la résolution qui sera présentée à l'OEA. Selon lui, l'hostilité n'est pas un facteur permanent de notre nature ; les conversations devraient aborder un certain nombre de points. Et il présente les neuf points qu'il avait déjà établis dans son mémo à Kissinger du 2 janvier 1975 :

- a) Réclamations contre Cuba : C'est important. Nous sommes disposés à discuter des compensations pour les biens étasuniens expropriés, d'une façon réaliste et souple. Nous n'insistons pas sur un règlement immédiat en liquide. D'autres discussions pourraient envisager des compensations pour nos intérêts à la mine de nickel de Nicaro, la restitution des rançons en souffrance, la dette postale de Cuba et la question des obligations en défaut de paiement.
- b) Réclamations de Cuba pour les avoirs mis sous séquestres aux USA : elles devraient être aussi discutées.
- c) Filiales dans des pays tiers : Nous sommes disposés à voter une résolution à San José qui laisserait chaque État libre de décider de ses relations diplomatiques et commerciales avec Cuba. Si cette résolution était votée, nous éliminerons nos prohibitions touchant les exportations à Cuba de produits manufacturés de filiales étasuniennes dans des pays tiers.
- d) Commerce maritime de pays tiers : Si les sanctions de l'OEA sont levées, nous envisagerions un désistement général relatif à l'interdiction d'octroyer une aide étrangère aux pays dont les cargos desservent Cuba.
- e) Prisonniers étasuniens : Nous espérons que les huit ressortissants étasuniens arrêtés à Cuba sous l'accusation de délits politiques seront libérés.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

f) Citoyens étasuniens : Nous espérons que Cuba analysera les demandes d'environ 800 citoyens à Cuba (dont beaucoup sont considérés par les autorités cubaines comme des citoyens cubains) de rentrer aux États-Unis.

g) Visites familiales : Nous pourrions prendre des mesures pour alléger les tensions pesant sur les familles divisées. Par exemple, les deux parties pourraient préparer cent visites par mois dans les deux directions. Nous commencerons à permettre les voyages à Cuba d'artistes et d'universitaires étasuniens.

h) Respect mutuel : Nous ne nions pas le droit de Cuba de défendre sa souveraineté, mais nous assumerons durant nos discussions, et nous le vérifierons, que Cuba ne sera pas une base d'opérations ou de menaces militaires offensives contre les États-Unis. Porto Rico est aussi importante. Et il doit y avoir une manière adéquate pour Cuba de prouver qu'elle fera sienne le principe du respect mutuel envers d'autres nations du continent.

i) Presse : Nous suggérons qu'il serait approprié d'envisager l'accréditation à Washington de « Prensa Libre » [*Je suppose qu'il fait allusion à l'agence de presse cubaine Prensa Latina*] et de services de dépêches et de médias étasuniens.

Dans son livre, García Iturbe présente une version et une vision des choses plus détaillées. « Sur les réclamations à Cuba, qu'ils situèrent en tête de liste, indépendamment de la loi du Congrès qui établit les décisions de la commission de Réclamations comme finales et définitives, il affirma qu'exiger leur paiement immédiat et cash était peu réaliste et qu'ils avaient, eux, des critères plus souples : c'était quelque chose dont on pouvait discuter pour parvenir à un accord acceptable pour Cuba. / Quant à la réclamation de Cuba sur les fonds mis sous séquestre aux États-Unis, il affirma qu'ils étaient dans les meilleures dispositions d'y répondre positivement, tout en signalant que ces fonds devraient être employés principalement pour payer les réclamations, sans exclure que Cuba puisse les utiliser à d'autres fins. / Sur le commerce entre Cuba et les États-Unis, troisième point de la liste, il affirma que la réunion de San José conduirait la question à un plan bilatéral et que, moyennant un échange de gestes réciproque, il serait possible de créer un état d'opinion favorable à ce genre de mouvement. Il annonça qu'après San José ils lèveraient les restrictions au commerce avec Cuba imposées aux filiales étasuniennes établies dans des pays latino-américains, ce qu'il considéra comme un geste significatif et constructif en vue du rétablissement du commerce entre les deux pays. / [...] Le quatrième point de la liste concernait la modification des mesures interdisant l'octroi d'une aide aux pays qui faisaient du commerce avec Cuba. Ils étaient contraints à cette modification, surtout si la réunion de San José décidait de permettre le commerce avec Cuba et s'ils autorisaient eux-mêmes leurs filiales à le faire. Il s'agissait là d'ajouter un "geste" de plus à la liste, alors qu'ils devaient le faire s'ils voulaient être conséquents avec une politique. / Le cinquième point concernait ce qu'ils appelaient les "prisonniers politiques étasuniens à Cuba". Rogers affirma que le peuple étasunien verrait leur libération comme un geste significatif de la part de Cuba. Nous continuions, nous, de ne donner aucune opinion, mais il aurait été intéressant de leur demander, s'ils étaient des Étasuniens qu'ils considéraient comme des "prisonniers politiques", qu'ils nous expliquent ce que faisait un Étasunien mêlé à la politique à Cuba. / Le point suivant avait aussi à voir avec les citoyens étasuniens à Cuba, à savoir des résidents

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

dans l'île qui arguaient avoir cette condition, mais que nous considérons, nous, comme des citoyens cubains. Faisant un geste pour améliorer le climat général, il nous demanda d'analyser la possibilité que certains puissent s'installer définitivement aux États-Unis. / Les restrictions concernant les voyages à Cuba apparaissaient sur la liste comme point 7. Le document soulevait la question de modifier non seulement celle des Cubains, mais aussi celles des Étatsuniens, exception faite des celles des hommes d'affaires qui feraient l'objet d'une discussion à part. Au sujet des Cubains, ils parlaient de la possibilité d'accorder des voyages temporaires pour visiter des parents à Cuba, en vue de quoi ils suggéraient un programme de visas humanitaires à raison d'une centaine par semaine. Bien que Rogers ne l'ait pas dit, nous savions que cette question des visas humanitaires à des Cubains s'avérait importante compte tenu des prochaines élections où Ford aspirait à être élu, notamment pour gagner dans l'État de la Floride. / L'avant-dernier point s'intitulait "Respect mutuel". Quand il nous l'expliqua, nous nous rendîmes compte qu'il voulait dire tout d'abord que Cuba ne devait pas se convertir en une base d'opérations militaires contre les États-Unis, ce qu'ils vérifieraient toujours, selon le document, et que les mesures nécessaires que Cuba devait prendre pour défendre sa souveraineté ne devaient pas pour autant mettre en danger celle des autres pays qui redoutaient l'ingérence cubaine dans leurs affaires intérieures. Pour conclure ce point, il mentionna le cas de Porto Rico qui, selon eux, restait unie aux États-Unis par la volonté de la majorité de son peuple. Ils indiquaient que les prises de position cubaines relatives à l'oppression que souffrait ce peuple de la part des États-Unis ne contribuaient pas à améliorer les relations entre les deux pays. [...] Le point 9, le dernier de la liste, s'intitulait : Échange de presse. Il semblait plus simple et plus naïf, puisqu'il indiquait que, comme geste pour améliorer les relations, ils pouvaient permettre à Prensa Latina d'ouvrir un bureau à Washington, tandis que les agences étasuniennes feraient pareil à La Havane. Ça devait un point inclus par la CIA qui désirait beaucoup pouvoir ouvrir sa résidence à La Havane et c'était là l'une des voies possibles. Par ailleurs, la proposition impliquait un traitement assez disproportionné : nous ouvrons un bureau à Washington et eux en installaient un certain nombre à La Havane. »

García Iturbe offre aussi une version des réponses de Sanchez Parodi à la présentation faite par Rogers. Cette rencontre entre les deux pays est tout à fait constructive, mais elle ne se fait pas sur un pied d'égalité, puisque le blocus reste un couteau sous la gorge de Cuba : sa levée, du moins pour l'essentiel, est donc une condition préalable à toute négociation. C'est là un principe inamovible aux yeux de Cuba. Les réclamations étasuniennes devront se discuter en même temps que les réclamations cubaines compte tenu des préjudices causés par le blocus, les agressions économiques et militaires et d'autres facteurs. Par ailleurs, discuter des relations commerciales tant que le blocus existera serait une perte de temps, même si Cuba apprécie à sa juste valeur la modification des réglementations concernant le commerce avec des filiales étasuniennes dans des pays tiers, ce qui pourrait constituer un pas initial vers la levée du blocus.

La question des « prisonniers politiques étasuniens » peut se discuter plus tard, Cuba ayant une « attitude constructive » à ce sujet. Si les Cubains concernés prouvent qu'ils ont la nationalité étasunienne, Cuba est « dans la meilleure disposition » d'analyser ce point. Quant à la suggestion d'un programme de « voyages humanitaires », Cuba est prête à

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

travailler à une politique migratoire réciproque qui tienne compte des réglementations intérieures du pays aussi bien en ce qui concerne les visiteurs que les Cubains souhaitant se rendre aux USA pour visiter leurs familles.

Au sujet du « respect mutuel », Sánchez Parodi signale que si la partie étasunienne veut dire par là les relations avec l'URSS, alors Cuba ne reconnaît aucun droit aux États-Unis de s'en mêler, de la même manière qu'elle ne se mêle pas des relations de ceux-ci avec d'autres pays, car c'est bien cela que veulent dire « respect mutuel » et « non-ingérence ».

Sanchez Parodi ratifie que Cuba a le droit de prendre toutes les mesures qu'elle estime pertinentes pour garantir la défense du pays et la sécurité nationale, sans pour autant se poser en danger pour celles des États-Unis, envers lesquels elle n'a jamais mené une politique offensive : si Cuba a dû prendre les mesures qui ont débouché sur la crise des Fusées, c'est parce qu'il existait des preuves évidentes que Washington préparait une attaque militaire, comme le prouvent, ajouteraï-je, les documents déclassifiés plus tard.

Cuba ne constitue pas non plus une menace pour la sécurité nationale des pays latino-américains, ses dirigeants ayant réitéré une politique de respect mutuel envers eux. Toutefois, la partie cubaine pense qu'il faudrait inclure dans les discussions les différentes interventions des États-Unis sur le sous-continent pour que des cas comme le Guatemala (1954), la République dominicaine (1965), la baie des Cochons (1961) et le Chili (1973) ne se répètent plus. Eagleburger ayant demandé si ce point devait être inscrit à l'ordre du jour des discussions, Sánchez Parodi estime que si. Quant à Porto Rico, il existe des liens historiques avec cette île et son peuple [Martí avait fondé son Parti révolutionnaire cubain pour travailler à l'indépendance de Cuba et de Porto Rico, dois-je préciser], Cuba est d'avis que la majorité de son peuple aspire à l'indépendance et appuie cette demande, sans que cela implique une volonté délibérée de créer des problèmes aux États-Unis.

Cuba n'est pas opposée à des échanges d'agences de presse, ce qui pourrait se discuter à des réunions futures.

La délégation cubaine tient toutefois à ajouter deux nouveaux points à l'ordre du jour. 1) Les activités de la CIA contre la Révolution : si l'on veut créer un climat de confiance mutuelle entre les deux pays, alors elles doivent cesser, aussi bien celles qui visent le territoire cubain que celles dont la cible sont les personnels et les biens cubains dans d'autres pays. 2) La base navale de Guantánamo (« un oubli sans doute involontaire », signale ironiquement Sánchez Parodi) : les États-Unis doivent s'en retirer inconditionnellement.

Le dernier échange porte sur les voyages de législateurs étasuniens qui semblent tant fâcher l'administration : Rogers insiste que les négociations doivent se faire entre gouvernements, et la partie cubaine répond qu'elle est bien d'accord, mais qu'elle est bien obligée d'accueillir représentants et sénateurs intéressés par Cuba.

Le mémo de conversation étasunien permet de connaître les discussions qui se déroulent entre les deux délégations, une fois que chacune a présenté ses vues. Le thème du blocus économique, commercial et financier des États-Unis revient fréquemment comme la pierre d'achoppement majeure. Eagleburger affirme à Sánchez Parodi : « Quand nous nous

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

sommes parlés la dernière fois, nous n'avons pas omis le point que l'embargo doit être levé avant que les relations entre les États-Unis et Cuba soient normalisées. J'ai dit à cette occasion que ça pouvait faire partie du processus de normalisation des relations entre les deux pays, mais que vous ne devez pas attendre de nous que nous le levions purement et simplement. Comme M. Rogers l'a indiqué, nous sommes disposés à faire des pas dans le cadre de ce processus de compromis mutuel. J'ai dit aussi en toute honnêteté que ce n'était pas notre plus gros problème de politique étrangère et que nous devons avoir à l'esprit nos problèmes internes. Le processus de normalisation doit être équilibré. Et, sur le plan intérieur, ça ne sera pas facile pour nous. Néanmoins, une approche équilibrée de compromis mutuel faciliterait le processus. »

Les Cubains soulignent pour leur part une fois de plus que la levée du blocus est une précondition de toute conversation. Sánchez Parodi, après avoir dit que les points soulevés par les États-Unis « contribueraient à la normalisation des relations entre les deux pays », mais qu'ils ne sont qu' « une solution partielle » ne concernant pas l'essentiel, à savoir le blocus, ajoute : « Nous ne pouvons pas négocier en plein blocus. Nous souhaitons discuter des points en rapport avec l'allègement du blocus. Mais tant qu'il ne sera pas levé, Cuba et les États-Unis ne peuvent pas se rencontrer sur un pied d'égalité et nous ne pouvons donc pas négocier ». Eagleburger lui ayant demandé s'il faisait « une distinction entre discussions et négociations », son interlocuteur lui répond : « Oui. Négocier, c'est aboutir à des arrangements et prendre des engagements. Mais, pour ce faire, nous devons être sur un pied d'égalité. Le blocus est un acte punitif dont nous sommes les victimes. Il est en quelque sorte semblable au blocus imposé par les États-Unis au pétrole arabe. Mais nous sommes bloqués, nous, dans tous les domaines, ce qui rend des négociations impossibles. Nous croyons que quelque chose doit être fait à cet égard. Nous sommes d'accord pour poursuivre des discussions à l'avenir, mais des discussions ne constituent pas une solution essentielle au blocus. Les choses ont progressé, mais nous avons du mal à trouver quelque chose de réciproque. Nous n'avons pas de mesures politiques que nous pourrions supprimer. Il y a peu de choses que nous pouvons faire en échange. Nous sommes parvenus à un accord sur la piraterie aérienne, mais nous n'avons pas de lois ni de réglementations que nous pourrions supprimer en échange. Peut-être y a-t-il trop de choses. C'est très difficile pour nous dans le cadre de notre propre politique intérieure. Nous avons pris note de ce que vous avez dit et nous reconnaissons vos propres difficultés par rapport au Congrès, au président et aux départements du Trésor et du Commerce. Nous savons que ça sera difficile. Nous croyons que vous devez éliminer vos restrictions commerciales avec Cuba et pas simplement celles qui concernent le commerce de pays tiers avec Cuba. Même si vous le faisiez, il resterait de nombreuses questions bilatérales. »

Rogers ayant paru faire un lien entre levée de l'embargo et sanctions imposés par l'OEA à Cuba, Sánchez-Parodi rétorque qu'il ne voit pas le rapport entre les deux choses, puisque le blocus a été établi non dans le contexte de l'OEA dont Cuba a été expulsé en 1964, mais par Kennedy en 1962. « Nous n'insistons pas pour la levée de toutes les mesures. Nous souhaitons contribuer à la normalisation. Nous ne sommes pas intransigeants, ce qui explique pourquoi nous sommes ici. Mais aussi longtemps qu'une inégalité essentielle

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

existera entre les États-Unis et Cuba à cause du blocus, il sera très difficile de négocier. Que cela soit très clair. »

Rogers insiste que, oui, de leur point de vue, il existe un lien entre blocus et OEA : tant que celle-ci n'aura pas adopté une résolution aux termes de laquelle chaque pays membre décidera librement de sa politique commerciale envers Cuba, les États-Unis ne pourront pas le lever unilatéralement. Ce qui, tout bien pesé, est un argument plus spécieux que sérieux, un simple prétexte pour ne rien faire, dans la mesure où le blocus a bel et bien été une mesure unilatérale des États-Unis, non une punition collective de la part de tous les pays membres de l'OEA... Là-dessus, ses interlocuteurs cubains n'ont pas tort. Un simple exemple, de Ford à Obama, de la façon dont *le blocus économique, commercial et financier a toujours constitué une arme de pression, non seulement pratique, mais aussi « diplomatique » sur Cuba pour l'obliger à faire les concessions qu'elle n'en a cessé d'attendre*. L'attitude d'Obama n'est guère différente à cet égard...

À ce sujet, García Iturbe commente dans son livre : « Ce qu'avait affirmé Eagleburger prouvait que les États-Unis continueraient de jouer la carte du blocus comme un élément de poids dans nos relations et qu'ils ne le régleraient que lorsqu'ils auraient reçu quelque chose d'important en échange. L'allusion au fait que les relations avec Cuba n'étaient pas le plus important dans la politique extérieure des États-Unis venait compléter le point précédent : ça revenait à nous dire qu'ils avaient beaucoup de choses à faire et que nous devions en profiter maintenant qu'ils avaient un peu de temps pour aboutir aux accords nécessaires à la solution du problème. »

Eagleburger, après avoir rappelé l'exemple des négociations réussies, selon lui entre Israël et les pays arabes sous l'égide des États-Unis, affirme qu'il doit s'agir d'une « *step by step approach* », et qu'ils pourraient très bien présenter, eux, l'indemnisation par Cuba des biens étasuniens nationalisés comme une condition préalable, Sánchez-Parodi lui confirme que la levée du blocus fait justement partie de ces « *steps* ». En ce qui concerne les indemnisations, Cuba est d'accord pour trouver une formule, mais dans un cadre bilatéral car elle a aussi des réclamations à faire dans ce domaine, entre autre la mise sous séquestre des avoirs cubains aux États-Unis.

En ce qui concerne le point h) soulevé par Rogers : « Respect mutuel. Nous ne nions pas le droit de Cuba de défendre sa souveraineté, mais nous assumerons durant nos discussions, et nous le vérifierons, que Cuba ne sera pas une base d'opérations militaires offensives ou de menaces pour les États-Unis. Porto Rico [*dont Cuba réclame la décolonisation*] aussi est importante. Et Cuba doit trouver la manière appropriée de montrer qu'elle respectera le principe de respect mutuel envers d'autres nations du continent », son interlocuteur cubain répond : « La question du respect mutuel doit être discutée dans une double perspective. Nous n'avons pas été et nous ne sommes pas une puissance militaire et nous ne sommes pas de nous-mêmes une menace pour les États-Unis. Je suppose que certains des points que vous avez soulevés ont à voir avec notre accord avec l'Union soviétique. Ce sont des décisions qui concernent notre défense intérieure et nous nous réserverons toujours le droit de prendre les mesures que nous estimons pertinentes. Notre politique n'a jamais été de fomenter une agression à l'étranger. Toutes nos mesures défensives reposent sur les besoins

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

de notre sécurité nationale et nous prendrons des mesures pour la défendre. Durant la crise des Fusées, nos actions ont eu à voir avec notre présomption qu'une agression des États-Unis contre Cuba était imminente. Si maintenant l'agression des États-Unis n'est pas imminente, alors nous n'avons pas besoin de faire ce que nous avons fait. / Nous avons souvent dit que nous aspirons à un respect réciproque concernant le principe de non-ingérence. Nous respecterons ce principe envers ceux qui le respecteront envers nous. La réciprocité augmentait fermement. C'étaient des relations mutuellement avantageuses. Nous avons eu des conversations avec tous ceux qui avaient voté à Quito pour la levée des sanctions de l'OEA contre Cuba dans le cadre du processus de normalisation de nos relations. Mais, dans ce contexte, nous devons discuter des attitudes étasuniennes envers d'autres pays du continent. Par exemple, le Chili et la République dominicaine. Nous devons recevoir des assurances que ce qui était arrivé par le passé ne se répéterait plus. »

Eagleburger lui ayant demandé si ce point devait faire partie des discussions, Sánchez Parodi lui répond oui, ainsi que la question « coloniale » de Porto Rico et les activités de la CIA lancées contre Cuba depuis Miami, le Nicaragua et le Costa Rica, dans le cadre du « respect mutuel ». La question de Guantánamo doit aussi entrer en ligne de compte. Quant à l'accréditation de journalistes, il serait utile d'en discuter. Sánchez Parodi en profite pour lui parler de la situation des représentants et sénateurs qui souhaitent se rendre à Cuba pour y rencontrer des autorités et qui n'en reçoivent pas la permission, même si ces éventuelles conversations ne se substituent à celles qui ont lieu avec les autorités de l'administration.

Finalement, Sánchez Parodi fait un résumé de la position cubaine sur les principaux points : « 1) Le blocus doit être levé pour l'essentiel. Les clauses qui interdisent le commerce avec Cuba doivent être éliminées, ce qui inclut le commerce de pays tiers avec Cuba. Le blocus doit être levé de façon que Cuba et les États-Unis puissent discuter sur un pied d'égalité. 2) Entre temps, nous désirons poursuivre des discussions comme celle-ci. 3) Si une résolution est votée à San José qui permette à chaque État de déterminer ses propres relations commerciales et diplomatiques avec Cuba, ce qui suivra sera très important. Mais cette résolution ne réglera pas le point essentiel : le blocus. Le processus pas à pas vers la normalisation des relations avec les États-Unis n'est pas à notre avis la meilleure façon de faire, mais nous n'y voyons pas d'objections. 4) Nous souhaitons discuter d'autres points et avoir des échanges de vues. Nous garderons une attitude discrète en ce qui concerne les résultats de la réunion de San José et nous ne nous servirons pas de la résolution comme prétexte pour attaquer les États-Unis, car cette décision a du bon. 5) Quand Cuba et les États-Unis peuvent se traiter d'égal à égal, nous pourrions échanger des vues et essayer de trouver une manière d'améliorer les relations, mais nous insistons à nouveau sur la nécessité de lever le blocus et, je le répète, les événements qui suivront la réunion de San José sont très importants. 6) Nous souhaitons une nouvelle rencontre quand et où cela sera possible. [...] La situation est extrêmement complexe, mais l'isolement n'est jamais une bonne chose. Il reste beaucoup de difficultés avant qu'il puisse y avoir des relations officielles entre nos pays, mais nous souhaitons discuter de nos différences. » Eagleburger lui ayant demandé s'il n'est pas nécessaire de lever totalement le blocus, Sánchez Parodi lui répond : « C'est correct, mais ses éléments essentiels doivent disparaître. Pour notre part, nous pouvons définir ça comme la levée ou l'élimination de toutes les réglementations telles que celles des

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

départements du Trésor et du Commerce qui interdisent le commerce, dont celles qui s'appliquent à des pays tiers. »

Rogers tient alors à préciser que si les réglementations des départements du Trésor et du Commerce relèvent de la compétence du pouvoir exécutif, celles concernant le commerce de produits manufacturés de pays tiers avec Cuba incombent au Congrès.

Pour García Iturbe, « durant toute la rencontre, Rogers se montra le diplomate qu'il était, professionnel, aimable, désireux de réussir la mission dont on l'avait chargé ; Eagleburger, lui, était le représentant personnel de Kissinger, et il devait contrôler la conversation pour la maintenir sur les rails prévus. Il était plus brusque, moins diplomate, et parfois arrogant. Pour lui, comme il me l'avait dit une fois qu'il n'était pas arrivé à temps à l'aéroport, "c'était un démocrate que nous avons dû employer pour ses connaissances des questions latino-américaines". »

Sánchez Parodi rentre à La Havane pour informer des résultats de la rencontre, tandis que García Iturbe attend de la capitale cubaine des instructions qui n'arrivent pas. Le 31 juillet 1975, Eagleburger lui téléphone : « Nous sommes prêts à une autre réunion quand vous le voudrez. » Mais le diplomate cubain n'a toujours pas reçu d'instructions. Le 21 août, le département d'État annonce que les filiales de sociétés étasuniennes dans des pays tiers auront toute liberté de commercer avec Cuba, que les sanctions touchant les pays qui le font (pas d'aide économique de la part des USA) sont levées ainsi que les restrictions concernant le commerce maritime avec l'île. Deux jours avant, le 19, Kissinger avait adressé un mémorandum à Ford sur les sanctions contre Cuba dans les pays tiers, lui expliquant que, du fait de la dégradation des relations avec Cuba au début des années 60, les États-Unis avaient imposé une série de restrictions au commerce et aux voyages, puis qu'en 1962 et 1964, l'OEA, soumise aux pressions de Washington, avait voté des résolutions obligeant ses membres à prendre ces mêmes sanctions contre l'île. Se fondant en partie sur ces résolutions de l'OEA, les États-Unis ont imposé de nouvelles mesures punitives contre les pays qui feraient du commerce avec Cuba ou qui permettraient à leurs cargos et avions de servir de moyens de transport vers ou depuis l'île. Kissinger continue d'expliquer à Ford que, comme l'OEA a, le 29 juillet dernier, permis à ses membres de ne plus exécuter lesdites sanctions et d'agir à leur guise à cet égard, les États-Unis n'ont plus de justifications politiques et légales pour continuer de punir Cuba. Et il demande à Ford de lever les sanctions imposées à des pays tiers.

Le 26 août 1975, Eagleburger fait parvenir une note à García Iturbe dans laquelle il se plaint de l'attitude de Cuba vis-à-vis de la question portoricaine, après avoir rappelé que les conversations engagées et la toute récente levée de sanctions contre les pays tiers visaient à améliorer les relations entre les deux pays. Les USA avaient fait comprendre à Cuba que « la question de Porto Rico et de ses relations avec nous était particulièrement importante et sensible ». Le gouvernement cubain, de son côté, avait dit ne pas avoir l'intention de « causer des problèmes sur ce point » aux États-Unis. « Les États-Unis ne demandent pas au gouvernement cubain de modifier ses vues essentielles au sujet de Porto Rico, et ils ne s'attendent pas à ce qu'il le fasse. Or, l'introduction par Cuba devant la Commission des 24 aux Nations Unies d'une résolution "qui reconnaîtrait un statut spécial au mouvement

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

indépendantiste portoricain" est absolument contraire aux assurances » données par Cuba. Affirmer que Porto Rico est une « question coloniale est une dénaturation des faits et une ingérence dans les affaires intérieures des États-Unis ». Ceux-ci ne peuvent considérer comme un « pas constructif » les efforts du gouvernement cubain pour présenter la question portoricaine dans des tribunes publiques et les jugent même « nuisibles » à l'amélioration des relations bilatérales.

Dans sa réponse, parvenue quelques jours plus tard, le gouvernement cubain, tout en se félicitant des contacts pris entre les deux pays et des récentes décisions étasuniennes, ratifie sa position historique et de principe au sujet de l'indépendance de Porto Rico, rappelle que Martí a fondé son Parti révolutionnaire cubain pour la « promouvoir » et « y contribuer », selon ce qu'affirmaient ses statuts, et redit que cette aide ne vise pas à entraver délibérément le cours des conversations entre Washington et La Havane.

Le 3 octobre 1975, Eagleburger demande à Mankiewicz de faire savoir à Fidel Castro, par ses contacts avec la mission cubaine de New York, que son gouvernement est « anxieux » de reprendre à n'importe quel niveau les conversations avec la partie cubaine. Mankiewicz ayant demandé s'il ne valait pas mieux employer les mots « désireux » ou « intéressé », Eagleburger lui ratifie qu'il doit bel et bien utiliser le mot « anxieux ».

Le 8 octobre, Eagleburger demande à Kirby Jones, qui organise un voyage d'hommes d'affaires à Cuba, d'informer Fidel Castro, si jamais il le rencontre, que Kissinger souhaite rencontrer à l'ONU un fonctionnaire que désigneraient les autorités cubaines, et qu'un geste humanitaire de la part de Cuba serait tout à fait utile à Ford. Le 14, Kissinger, déjeunant avec Mankiewicz, lui ratifie cette intention. Cette insistance de Kissinger est d'autant plus curieuse que la Maison-Blanche a donné l'ordre d'interrompre tous les contacts avec Cuba jusqu'après les primaires de la Floride, prévues en février, pour éviter que Reagan ne puisse taxer l'administration Ford de « faiblesse » envers Cuba. Le 2 décembre 1975, de retour aux États-Unis, Jones informe que Cuba lancera d'une façon limitée et sélective un programme de « visites humanitaires ».

Le 12 janvier 1976, à l'aéroport de Washington, William D. Rogers remet à García Iturbe un message verbal provenant directement de Kissinger, comme nous l'apprend le document qu'il rédige ce même jour de concert avec Eagleburger. Le premier point concerne les « visites humanitaires » de Cubano-Étasuniens à Cuba pour rencontrer leurs familles. Quand, après avoir discuté toute une série de questions d'ordre technique, García Iturbe lui demande quand la partie étasunienne préférerait que commencent ces voyages, Rogers affirme qu'il serait préférable que ce soit avant les primaires de février, toujours dans cette même perspective électorale.

Le second point concerne une question qui vient d'apparaître dans les relations entre les deux pays et qui finira par faire capoter les conversations secrètes. Après avoir rappelé que celles-ci ont permis d'aboutir à différentes mesures bénéfiques, Rogers aborde la nouvelle pomme de discorde entre les deux pays, l'Angola, et conclut (je rappelle que la rédaction en vient de Kissinger en personne) :

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

L'envoi par Cuba de troupes de combat pour prendre part à un conflit interne entre Africains en Angola est un obstacle fondamental à tout effort de grande portée visant à régler pour le moment les questions de base entre nous.

Comme je vais devoir examiner cette question de l'Angola plus en détail puisqu'Obama l'aborde un peu plus loin, j'en rappellerais ici l'essentiel. Le 14 octobre 1975, poussées par Washington, des troupes sud-africaines envahissent l'Angola pour empêcher le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), d'Agostinho Neto, le plus ancien et le plus puissant du pays, de prendre le pouvoir à l'indépendance, prévue pour le 11 novembre ; au nord, des troupes zairoises font de même. Les troupes racistes avancent sans trop de contretemps et, très vite, sont aux portes de Luanda, la capitale. C'est alors que le MPLA lance un appel au secours à La Havane : tandis que les instructeurs cubains déjà sur place résistent tant bien que mal à la tête de leurs recrues, la Révolution cubaine organise en un temps record l'Opération Carlota et dépêche à dix mille kilomètres de ses côtes des troupes spéciales qui, à coups d'héroïsme, d'ardeur révolutionnaire et de métier, stoppent les envahisseurs de l'apartheid. L'intervention surprise des internationalistes cubains fait avorter les plans de l'Occident, à commencer par les États-Unis. Le 27 mars 1976, les troupes racistes, « battues et confuses », doivent se retirer d'Angola.

En fait, l'échange sur l'Angola entre les deux hommes dure très peu, d'autant que Fidel a fait connaître publiquement la politique de la Révolution sur ce point à la clôture du Premier Congrès du Parti communiste de Cuba, qui s'est déroulé à La Havane en décembre 1975 et où il a révélé pour la première fois cet envoi d'internationalistes cubains. À son habitude, il joue au « grand reporter » et détaille autant que faire se peut les événements. Il vaut la peine de les reprendre. Tous deux sont du 22 décembre 1975. D'abord, celui de la clôture au théâtre Karl Marx :

Alors que ce Congrès avait lieu, le président des États-Unis a déclaré que notre aide au peuple frère angolais faisait disparaître – c'est plus ou moins les termes qu'il a employés – les perspectives ou les espoirs ou les possibilités d'amélioration des relations entre les États-Unis et Cuba.

Il est curieux que le président des États-Unis, monsieur Ford, nous menace sur ce point. Avant, lorsque ces relations existaient, ils les ont supprimées ; lorsque les contingents d'exportation sucrière existaient, ils les ont supprimés ; lorsque le commerce existait entre les États-Unis et Cuba, ils l'ont supprimé. Alors, comme il ne leur reste rien à supprimer, ils suppriment les espoirs (*rires et applaudissements*). On pourrait appeler ça « l'embargo des espoirs » décrété par le président des États-Unis (*rires*). De fait, il a mis l'embargo sur ce qui n'existe pas (*rires*).

Ils s'étaient déjà indignés lors de la Conférence de solidarité avec Porto Rico et ils avaient déclaré que ça portait sérieusement préjudice aux possibilités d'amélioration des relations. Eh bien, si pour avoir des relations avec les États-Unis, pour améliorer les relations avec eux, ce pays doit renoncer à sa dignité, ce pays doit renoncer à ses principes, je me demande bien comment nous pourrions en avoir !

À voir la mentalité des dirigeants étasuniens, le prix à payer pour une amélioration des relations, ou des relations commerciales ou économiques, c'est de renoncer aux principes

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

de la Révolution. Et nous ne renoncerons jamais à notre solidarité avec Porto Rico !  
(*Applaudissements.*)

Qu'est-ce qu'ils croient qu'il est, ce peuple ? À quel pays croient-ils avoir affaire ? A la vieille Cuba ? Non, ça c'est la Cuba nouvelle et c'est un pays différent !  
(*Applaudissements.*) Et tant qu'ils ne se mettront pas ça dans le crâne, je ne vois pas de possibilités d'améliorer les relations, parce que nous n'abandonnerons pas nos frères portoricains, même si nous n'avons pas de relations avec les États-Unis pendant cent ans  
(*applaudissements*).

Maintenant ce n'est plus seulement Porto Rico ; maintenant c'est aussi l'Angola. Tout au long de la Révolution, nous avons toujours mené une politique de solidarité avec le mouvement révolutionnaire africain. L'une des premières choses qu'a faites la Révolution, ç'a été d'envoyer des armes aux combattants algériens qui luttaient pour leur indépendance. Ce qui a provoqué une détérioration des relations avec le gouvernement français, qui était indigné parce que nous envoyions des armes aux combattants algériens et que nous les appuyions aux Nations Unies et à toutes les tribunes internationales. Mais nous avons maintenu cette politique et nous les avons aidés.

Et quand, après le triomphe de la Révolution, le nouvel État algérien a couru des risques et des dangers, nous n'avons pas hésité à lui envoyer notre aide. Oui, nous l'avons fait.

Aussi à ceux qui ont lutté en Guinée-Bissau. Et nous avons l'exemple de Pedrito Rodriguez Peralta, membre du Comité central, qui luttait aux côtés des patriotes de Guinée-Bissau.

Dès le triomphe même de la Révolution, nous avons appuyé les gouvernements progressistes et les mouvements révolutionnaires d'Afrique. Et nous continuerons de les appuyer ! (*Applaudissements.*)

Nous les avons aidés de différentes manières : tantôt nous avons envoyé des armes, tantôt nous avons envoyé des hommes, tantôt nous avons envoyé des instructeurs militaires, tantôt nous avons envoyé des médecins ou des constructeurs et tantôt nous avons envoyé des constructeurs, des médecins et même des instructeurs, les trois à la fois (*rires*). Ce que fait la Révolution depuis le début, fidèle à sa politique internationaliste, c'est donner son aide là où elle peut le faire, là où elle peut être utile et là où, en plus, on la lui demande.

Nous aidons de la même façon le MPLA et le peuple angolais (*applaudissements*) avec lequel nous avons eu des relations et collaboré dès le début de sa lutte pour l'indépendance contre le colonialisme portugais. Bon nombre de cadres angolais ont fait leurs études à Cuba.

Mais que se passe-t-il ? Il n'y a aucun doute que ces déclarations de Ford veulent dire que les impérialistes sont furieux contre nous. Et pourquoi sont-ils furieux ? Parce qu'ils avaient tout bien planifié pour s'emparer de l'Angola avant le 11 novembre.

L'Angola est riche en ressources naturelles. Cabinda possède de grandes ressources pétrolifères et c'est l'une des provinces de l'Angola. Le pays est riche en minerais —

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

diamants, cuivre et fer — et c'est l'une des raisons pour lesquelles les impérialistes veulent s'emparer de l'Angola.

Et l'histoire est bien connue : depuis de nombreuses années, les impérialistes ont commencé à organiser leurs propres mouvements lorsqu'ils ont vu que ces colonies se libéreraient un jour. Aussi ont-ils organisé le FNLA avec des gens de la CIA. Ce n'est pas moi qui le dis ; c'est le *New York Times* qui vient de dire avec luxe de détails que le FNLA a été organisé par la CIA. Lorsque le peuple angolais était sur le point d'obtenir son indépendance — tout comme la Guinée-Bissau, le Mozambique, les îles du Cap-Vert et d'autres pays —, l'impérialisme a planifié une façon de liquider le mouvement révolutionnaire en Angola. Et il a planifié de s'emparer de Cabinda et de son pétrole avant le 11 novembre, et d'occuper Luanda avant le 11 novembre. Et pour réaliser ce plan, le gouvernement des États-Unis a lancé les troupes de l'Afrique du Sud contre l'Angola.

Vous savez que l'Afrique du Sud est l'un des États les plus haïs et les plus discrédités du monde, parce que trois millions de Blancs y oppriment quatorze millions de Noirs africains. Et ils y ont instauré l'un des réprimes les plus ignobles, les plus honteux et les plus inhumains que l'on puisse imaginer, un régime condamné par l'ensemble du mouvement progressiste mondial, condamné par l'ensemble des pays non alignés et condamné par les Nations Unies.

L'Afrique du Sud non seulement maintient ce régime fasciste et raciste dans le Sud, mais elle occupe aussi le territoire de la Namibie où elle a instauré une espèce de protectorat.

Et le gouvernement étasunien, sans le moindre scrupule, a lancé les troupes régulières de l'Afrique du Sud sur l'Angola. Ainsi, l'Angola était menacé dans le Nord par le FNLA, et des troupes régulières constituées en colonnes blindées l'ont attaqué au Sud. Ils avaient tout bien préparé pour pouvoir s'emparer de l'Angola avant le 11 novembre. Et ce plan était sûr, vraiment très sûr, mais il a échoué. Ils ne s'attendaient pas à la solidarité internationale, ni à l'appui donné au peuple héroïque angolais par les pays socialistes, d'abord, et les mouvements révolutionnaires et les gouvernements progressistes d'Afrique, ni à l'appui que nous, les Cubains, parmi ces gouvernements progressistes du monde, nous avons aussi donné à l'Angola (*applaudissements*).

Les impérialistes ne s'attendaient pas à ça. Résultat ? Le 8 novembre, ils ont déclenché l'offensive contre Cabinda et ils ont été repoussés de façon écrasante. C'est une sorte de Playa Girón qu'ils ont essuyé à Cabinda : en trois jours, en soixante-douze heures, les envahisseurs de Cabinda ont été liquidés. Le 10 novembre, les colonnes blindées sud-africaines étaient à vingt-cinq kilomètres de Luanda, la capitale ; maintenant elles s'en trouvent à plus de cent. Ces colonnes, qui avaient attaqué depuis le 23 octobre et qui, en moins de vingt jours, avaient progressé de sept cents kilomètres environ, comme dans une sorte de parade militaire, ont été stoppées à plus de deux cents kilomètres de Luanda, et elles n'ont pas pu faire un pas de plus.

Autrement dit, la lutte héroïque du peuple angolais, appuyée par le mouvement révolutionnaire international, a fait échouer le plan impérialiste.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Voilà pourquoi, entre autres raisons, les impérialistes sont furieux contre nous. Il y a des impérialistes qui se demandent pourquoi nous aidons les Angolais, qu'est-ce qui nous intéresse là-bas. Ils ont l'habitude de penser que, lorsqu'un pays fait quelque chose, c'est qu'il cherche du pétrole ou du cuivre, ou des diamants ou une ressource naturelle. Non ! Nous ne poursuivons aucun intérêt matériel et c'est logique que les impérialistes ne le comprennent pas, parce qu'ils sont guidés par des critères exclusivement chauvins, nationalistes, égoïstes. Nous accomplissons un devoir internationaliste élémentaire en aidant le peuple angolais ! (*Applaudissements.*) Nous ne cherchons pas du pétrole, nous ne cherchons pas du cuivre, nous ne cherchons pas du fer, nous ne cherchons absolument rien. Nous pratiquons simplement une politique de principes. Nous ne restons pas les bras croisés lorsque nous voyons un peuple africain, un peuple frère, que les impérialistes sont sur le point de dévorer, et que l'Afrique du Sud attaque brutalement. Nous ne restons pas les bras croisés et nous ne le resterons pas !

Donc, lorsque les impérialistes se demandent quel est notre intérêt, nous leur disons : lisez un manuel d'internationalisme prolétarien et vous comprendrez pourquoi nous aidons l'Angola.

Voilà pourquoi ils sont furieux et ils nous menacent.

Pourriez-vous concevoir l'avenir de ce pays si le prix à payer pour avoir des relations avec les États-Unis et faire du commerce avec eux était d'en revenir à ce que nous étions par le passé ? (*Exclamations de: « Non ! »*)

Si ce pays devait cesser d'exprimer sa solidarité à ses frères révolutionnaires dans le reste du monde (*Exclamations de : « Non ! »*)

Si nous cessions d'exprimer notre solidarité aux Vietnamiens, aux Laotiens, aux Cambodgiens, aux Africains, aux Yéménites, aux Arabes, à la Syrie, à l'Algérie, à la Guinée et à tous ces pays ? (*Applaudissements.*)

Notre politique de solidarité n'est un secret pour personne. Et l'un des faits, l'un des éléments les plus beaux de ce Congrès a été la présence dans notre pays de nombreux invités du monde entier. D'abord les représentants des pays qui nous ont aidés, dont la délégation de l'Union soviétique (*applaudissements*), de ce pays qui nous a donné de grandes preuves et de grandes leçons d'internationalisme. Parce que, malgré la distance, il n'a pas permis que l'impérialisme nous étouffe, nous absorbe et nous détruise, parce qu'il nous a envoyé le pétrole quand on nous a laissés sans pétrole, parce qu'il nous a envoyé des armes quand nous étions menacés par une agression, parce qu'il nous a envoyé aussi ses hommes quand cela s'avérait nécessaire (*applaudissements*).

Nous avons aussi parmi nous de nombreux représentants de pays prestigieux qui ont pris la parole et qui se sont adressés à notre peuple avec une grande affection, avec un grand respect et qui nous ont fait sentir membres d'une grande et puissante famille révolutionnaire (*applaudissements*).

Le représentant de l'Algérie a pris ici la parole. Le représentant de la République de Guinée a pris ici la parole. Le représentant de la Guinée-Bissau a pris ici la parole. Le représentant de la Somalie a pris ici la parole. Le représentant du Yémen a pris ici la

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

parole. Le représentant du Congo a pris ici la parole. Le représentant de la Syrie, un pays à l'avant-garde de la lutte contre l'impérialisme au Moyen-Orient, a pris ici la parole (*applaudissements*).

Et ce n'est un secret pour personne qu'au moment où la République de Syrie était menacée et se trouvait en danger, nos hommes étaient en Syrie (*applaudissements*). Ce n'est pas un secret que, lorsque la République algérienne était en danger, nos hommes se trouvaient en Algérie (*applaudissements*). Et la coopération de notre peuple et de nos forces armées a été très vaste avec de nombreux pays d'Afrique et d'Asie. Et nous avons dit aux Vietnamiens : « Pour le Viêt-Nam, nous sommes prêts à donner jusqu'à notre propre sang ! » (*Applaudissements.*)

Voilà comment s'est forgée cette famille révolutionnaire. Que prétend donc l'impérialisme ? Que nous rompons avec cette famille ? (*Exclamations de : « Jamais ! »*) Que nous cessions d'être un peuple solidaire avec ces peuples frères qui luttent contre l'impérialisme ? (*Exclamations de : « Jamais ! »*) Alors, quelles sont les espoirs ou les possibilités, ou les perspectives sur lesquelles le président des États-Unis met l'embargo ? Parce qu'à ce prix-là, il n'y aura jamais de relations avec les États-Unis ! (*Applaudissements.*) Bien que la politique de notre Révolution soit une politique de paix et de relations et de coexistence avec des régimes à idéologie différente et à système social différent. Mais à ceux-là, ça ne leur suffit pas. C'est comme si, nous, nous leur disions qu'ils doivent faire une réforme agraire ou nationaliser les compagnies d'électricité pour pouvoir avoir des relations avec nous. Quelle sorte de conditions l'impérialisme prétend-il imposer à notre pays ?

Nous exprimons notre solidarité à l'Angola, nous aidons l'Angola et nous continuerons à aider le peuple angolais ! (*Applaudissements.*) Et ce que nous demandons au Congrès de notre Parti, c'est simplement d'appuyer la politique de la direction du Parti, d'aider l'héroïque peuple angolais de toutes les façons possibles et par tous les moyens possibles ! (*Tous les délégués, debout, montrent leur carte. Applaudissements prolongés et exclamations de : « Angola, Angola, Angola ! »*)

Les impérialistes savent donc maintenant quelle est la position et quelle est la ligne de notre pays.

D'autre part, on ne peut concevoir de politique plus stupide que celle que suivent les impérialistes à l'égard de ce pays. Elle est stupide. Ils viennent à peine de sortir de l'aventure du Viêt-Nam et ils se lancent dans une autre aussi grave. Pourquoi ? Pourquoi ? Nous voulons vous donner certaines informations.

L'Afrique du Sud, c'est-à-dire les racistes, les fascistes de l'Afrique du Sud, sont terriblement haïs par tous les peuples africains. En Afrique, dire : Afrique du Sud, c'est dire Israël pour les pays arabes. La politique des États-Unis consistant à appuyer et à encourager l'agression de l'Afrique du Sud contre l'Angola les coupe de tous les peuples africains et les transforme en leurs ennemis irréconciliables.

Mais ce n'est pas tout, ce n'est pas tout. La province de Cabinda se trouve solidement sous le contrôle du MPLA. Comme je vous le disais, l'attaque du 8 novembre a été énergiquement repoussée. Depuis, les forces populaires ont consolidé leurs positions et il

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

ne sera pas facile aux impérialistes de s'emparer de Cabinda. Mais il y a à Cabinda une importante production de pétrole sur la plate-forme, et des installations sur la côte, et de nombreux ressortissants étasuniens qui y travaillent. Et la production ne s'est pas arrêtée un seul jour, malgré la guerre. Et bien qu'il s'agisse d'entreprises étasuniennes, les combattants du MPLA protègent ces installations et qui offrent une sécurité, une garantie aux ressortissants étasuniens. Tandis que les États-Unis équipent des armées mercenaires, lancent les troupes sud-africaines sur l'Angola, les combattants du MPLA offrent une garantie, une sécurité aux installations et aux ressortissants étasuniens qui se trouvent à Cabinda.

Cette politique est, à notre avis, correcte. Il s'agit là d'une preuve de sérénité, de sagesse, de maturité du mouvement révolutionnaire africain. Ces installations sont très compliquées. L'exploitation du pétrole sur les côtes obéit à une technologie très complexe. Et quelle a été la politique des Angolais ? Donner une sécurité, une garantie et faciliter le développement de ces exploitations.

Cela démontre en outre le bon sens des Angolais, l'intelligence avec laquelle ils mènent leur politique. Et cela démontre que le mouvement révolutionnaire africain est disposé à négocier sur l'exploitation de certaines richesses naturelles lorsque cela lui convient.

Ce avec quoi le mouvement révolutionnaire africain ne négociera jamais, c'est avec le racisme, avec l'apartheid ; ce avec quoi il ne négociera jamais, c'est avec l'occupation de l'Angola par l'Afrique du Sud, car ça représente un danger pour toute l'Afrique. L'occupation de l'Angola par les racistes sud-africains est un très grand danger pour la Zambie, pour le Mozambique, pour le Zaïre, pour la République populaire du Congo, un danger pour toute l'Afrique. Et l'Afrique est décidée à appuyer la lutte du MPLA. Et toujours plus de gouvernements et de pays africains sont disposés à envoyer des armes et des hommes pour lutter contre les racistes sud-africains. L'Afrique ne se laissera pas dévorer par l'Afrique du Sud. Et dans cette lutte, le peuple cubain se rangera aux côtés des peuples africains ! (*Applaudissements.*)

Dans sa tentative de s'emparer de l'Angola l'Afrique du Sud devra lutter contre toute l'Afrique noire.

Je ne crois pas que les pays européens soient assez stupides pour s'allier à l'Afrique du Sud dans cette croisade fasciste et raciste, et il est indiscutable que le gouvernement étasunien fait une grosse bêtise en s'alliant à cette campagne alors que les Angolais eux-mêmes suivent une politique correcte et sereine, au point que ce sont, je le répète, les combattants du MPLA qui garantissent maintenant la sécurité des installations pétrolières et celle des citoyens étasuniens qui se trouvent à Cabinda.

Je ne m'explique pas très bien comment l'administration Ford pourra justifier ça devant l'opinion publique de son pays et quel prétexte il pourra avancer pour mener à bien cette politique d'agression contre l'Angola de connivence avec les racistes sud-africains. Voilà le point de politique extérieure que je voulais aborder : disons donc aux impérialistes que nous ne cherchons rien là-bas, que nous pratiquons notre politique internationaliste traditionnelle, que nous aidons le peuple angolais et que nous sommes

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

fermement décidés à l'aider ! (*Applaudissements.*) Et que, bien entendu, nous regrettons énormément que monsieur Ford ait dû « supprimer » les espoirs, « mettre l'embargo » sur eux. Que nous sachions, avec une telle politique, ces espoirs étaient infondés.

Ensuite, le discours qu'il prononce quelques heures après sur la place de la Révolution, à La Havane :

À la clôture de notre Congrès, je commentais des déclarations du président des États-Unis selon lequel l'aide de Cuba au peuple angolais supprimait les possibilités d'amélioration de nos relations avec les États-Unis (*Huées*). Curieux, parce qu'il supprime quelque chose que les impérialistes ont supprimé depuis belle lurette.

C'est vraiment incroyable que les yankees, que les impérialistes yankees, veux-je dire — parce que nous ne confondons jamais le peuple étasunien avec les impérialistes (*applaudissements*) et que, quand nous parlons des Yankees nous parlons des impérialistes yankees — prétendent nous demander des comptes au sujet de notre appui solidaire au peuple angolais, comme il y a quelques semaines, ils nous demandaient des comptes au sujet de notre appui à Porto Rico. Nous demander des comptes alors que notre drapeau et celui de Porto Rico sont pratiquement les mêmes (*applaudissements*), alors que Martí a fondé le Parti révolutionnaire cubain pour obtenir l'indépendance de Cuba et pour promouvoir celle de Porto Rico ! (*Applaudissements.*) Et maintenant ces gens-là suppriment les possibilités d'une amélioration de nos relations. La belle heure pour le faire ! Après avoir déjà tout supprimé et qu'il ne le reste plus rien à supprimer ?

Au début, ils nous ont assez enquinés avec leurs suppressions, quand tous les équipements, toutes les usines, tous les transports étaient yankees et qu'ils nous ont supprimé les pièces de rechange. Et maintenant que heureusement – heureusement ! – nous ne dépendons plus d'eux pour quoi que ce soit, ni pour le commerce, ni pour les livraisons, maintenant que nous avons vaincu, maintenant, après la victoire, de quoi peuvent-ils bien nous menacer ? De supprimer quoi qu'ils n'auraient pas déjà supprimé sans succès ? (*Applaudissements.*)

Comme les impérialistes n'ont plus rien de concret à supprimer, il ne leur reste plus qu'à supprimer des choses abstraites. Quand on voit la solidité de la Révolution, l'essor de nos relations avec le monde entier, nos liens solides avec le CAEM et avec l'Union soviétique, qui nous garantit le carburant (*applaudissements*), le blé, les aliments, les équipements, les investissements industriels, de quoi peuvent bien nous menacer les impérialistes ? Qu'est-ce qu'ils peuvent nous enlever qu'ils ne nous aient déjà enlevé ? Rien ! C'est ce qu'on peut appeler l'impuissance absolue. Voilà la situation.

Nous sommes partisans d'une politique de paix, de coexistence pacifique et même de relations avec des régimes à système social différent, c'est clair. C'est inscrit dans notre politique léniniste. Ce n'est pas nous qui nous opposons ! Qu'est-ce que ça veut dire, ça, de nous menacer, ou de prétendre que nous redevenions un valet soumis de l'impérialisme yankee ! (*Exclamations de : « Non ! »*) Que nous renoncions à notre devoir d'appuyer Porto Rico ! (*Exclamations de : « Non ! »*) Que nous renoncions à notre devoir d'appuyer le mouvement révolutionnaire mondial ! (*Exclamations de : « Non ! »*) Que nous trahissions la cause de l'internationalisme prolétarien ! (*Exclamations de : « Non ! »*)

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Non ! Jamais ! Parce que sans l'internationalisme prolétarien, il n'y aurait pas eu de Révolution cubaine (*applaudissements*) et que sans l'internationalisme prolétarien, nous aurions cessé d'être révolutionnaires !

Et quelle est maintenant la pomme de discorde ? Ces Yankees étaient les maîtres de l'Amérique latine, et l'Amérique latine ne veut plus de maîtres. Et elle se lève peu à peu, et elle conquiert peu à peu son indépendance. Ils ont voulu nous isoler de l'Amérique latine, ils y sont arrivés pendant un moment, mais maintenant nos liens se développent. Ils ont voulu nous isoler du reste du monde, mais nous nous sommes liés au reste du monde, au camp socialiste, aux pays sous-développés, à l'Asie, à l'Afrique.

Et maintenant la pomme de discorde, c'est l'Angola. Les impérialistes prétendent nous interdire d'aider nos frères angolais. Alors, disons aux Yankees de ne pas oublier que nous ne sommes pas seulement un pays latino-américain, que nous sommes aussi un pays latino-africain (*Applaudissements prolongés*).

Le sang africain coule abondamment dans nos veines (*applaudissements*). C'est d'Afrique que sont venus sur cette terre-ci, comme esclaves, beaucoup de nos ancêtres. Et qu'est-ce qu'ils se sont battus, les esclaves, dans les rangs de l'Armée libératrice de notre patrie ! Nous sommes les frères des Africains et pour les Africains nous sommes prêts à lutter! (*Applaudissements*.)

La discrimination régnait dans notre pays. Qui ne le sait ? Qui ne s'en souvient ? Dans beaucoup de parcs, par ici les Blancs, par là les Noirs. Qui ne se souvient que dans beaucoup d'endroits, de centres de loisirs, d'écoles, on ne laissait pas entrer les descendants d'Africains? Qui ne se souvient que la discrimination existait dans les études, au travail et dans tous les domaines de la vie ? Et quels sont aujourd'hui les représentants, les symboles de la discrimination la plus odieuse et la plus inhumaine ? Les fascistes, les racistes sud-africains. Sans aucun scrupule, l'impérialisme yankee a lancé les troupes mercenaires sud-africaines pour anéantir l'indépendance de l'Angola, et il s'indigne que nous soutenions l'Angola, il s'indigne que nous soutenions l'Afrique, il s'indigne que nous défendions l'Afrique ! Eh bien, en raison des devoirs qui découlent de nos principes, de notre idéologie, de nos convictions et de notre propre sang, nous défendrons l'Angola et nous défendrons l'Afrique ! (*Applaudissements et exclamations de : « Cuba, l'Angola, unis vaincront ! »*) Et lorsque nous disons : nous défendons, nous le disons pour de vrai ; lorsque nous disons : nous luttons, nous luttons pour de vrai (*applaudissements*).

Que les racistes sud-africains le sachent et les impérialistes yankees aussi ! Nous sommes partie intégrante du mouvement révolutionnaire mondial, et dans cette lutte de l'Afrique contre les racistes et contre les impérialistes nous nous rangerons résolument aux côtés des peuples africains (*applaudissements*).

Il faut être cyniques pour condamner notre soutien à l'Angola, alors qu'on avance sur ce peuple héroïque bras dessus bras dessous avec les fascistes d'Afrique du Sud où trois millions de Blancs oppriment quatorze millions de Noirs, veulent imposer cette politique en Rhodésie où ils l'imposent déjà, et veulent l'imposer à toute l'Afrique noire ! Mais l'Afrique noire ne le tolérera pas, ne le supportera pas. Les impérialistes et les

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

réactionnaires sous-estiment les peuples ; les mercenaires ont l'habitude de faire ce qu'il leur chante, d'avancer avec leurs chars et leurs canons contre des peuples désarmés. Ils ont déjà voulu le faire ici, à Playa Girón, et c'est ce qu'ils voudraient faire en Angola. Mais les Angolais ne seront pas désarmés ! (*Applaudissements.*)

Et Ford proteste, et Ford menace. Ou plutôt il ne menace pas : il dit que les possibilités hypothétiques et abstraites d'une amélioration des relations sont supprimées. Ce que devrait faire Ford, c'est demander pardon au Gouvernement révolutionnaire de Cuba pour les dizaines de crimes que la CIA a concoctés contre les dirigeants de la Révolution depuis de nombreuses années ! (*Applaudissements.*) Parce que le gouvernement cubain est en droit d'attendre que le gouvernement impérialiste des États-Unis offre une explication et demande pardon pour les assassinats ténébreux et macabres qu'il a concoctés contre les dirigeants de la Révolution cubaine, prouvant par là combien ils sont primitifs, combien ils sont barbares, combien ils sont criminels. Ils ont mis la technique et la science au service de l'assassinat. Durant des années entières, sans le moindre scrupule, d'une façon sale, indécente, cet État s'est consacré à planifier l'assassinat des dirigeants révolutionnaires cubains.

Ce que nous attendons de Ford, ce n'est pas la suppression de ses espoirs ou possibilités hypothétiques d'amélioration des relations avec Cuba, mais une excuse pour les crimes ignominieux, abominables, honteux que le gouvernement étasunien a préparés contre les dirigeants de la Révolution cubaine. (*Applaudissements et exclamations de : « Fidel, c'est sûr, sur les Yankees tape dur ! »*)

Notre peuple n'a jamais failli à ses devoirs internationalistes, notre peuple a suivi une politique de principes conséquente dans toutes ses actions.

Qu'est-ce qu'ils se croient, les impérialistes ? Que, parce que nous sommes intéressés par le progrès social, par le progrès économique, nous allons nous vendre (*exclamations de : « Non ! »*) pour qu'ils nous achètent, eux, un peu de sucre et que nous leur achetions, nous, quelques babioles ? (*Exclamations de : « Non ! »*) Qu'est-ce qu'ils se croient, les impérialistes ? Est-ce qu'ils ne se rendent pas compte que le monde change et que l'époque du chantage est révolue, que l'époque des diktats à ce pays est révolue ? À ce pays auquel ils ont imposé un jour un amendement Platt et ensuite des dizaines de dirigeants vendus et traîtres. Qu'ils vont imposer quoi que ce soit à ce pays révolutionnaire ? Non, ils se trompent ! Nous l'avons déjà dit : même si les relations économiques avec les États-Unis peuvent être utiles à notre pays, elles ne seront jamais rétablies si pour cela nous devons renoncer à un seul atome de nos principes (*applaudissements*).

Je crois que sur ce point tout notre peuple est d'accord (*exclamations de : « Oui ! »*). Et pas seulement cette génération-ci, mais même les générations à venir.

Et si l'impérialisme ne peut pas améliorer ses relations avec Cuba parce que le capitalisme est incapable de s'en tenir aux normes internationales, parce qu'il est incapable de respecter la liberté et la souveraineté d'autres peuples, alors, c'est leur problème ! Qu'ils renoncent au capitalisme et qu'ils règlent leur problème ! Mais qu'ils ne nous demandent pas de renoncer au socialisme, de renoncer à l'internationalisme

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

prolétarien (*exclamations de : « Non ! »*), de renoncer à notre idéologie ! (*Exclamations de : « Non ! »*)

Ce n'est pas nous qui nous opposons d'une façon intransigeante à des relations normales ; mais si le capitalisme arrogant, puissant, ne veut rien entendre, ni pas parler avec nous, ni même regarder ce petit pays, eh ! bien, nous attendrons que le capitalisme disparaisse aux États-Unis.

Nous défendons la coexistence pacifique et les relations. S'ils ne veulent pas, tant pis pour eux ! Par chance – par chance – nous n'avons absolument pas besoin d'eux ! (*Applaudissements.*)

La position de la Révolution cubaine est on ne peut plus claire : son aide n'a rien à voir avec les États-Unis et son gouvernement, elle est une simple question d'internationalisme prolétarien, de conception militante de la solidarité. Qu'une fois de plus les États-Unis soient du mauvais côté de la barrière ne change rien à cette réalité !

En tout cas, Rogers se rend bien compte qu'il n'y a rien à discuter sur l'Angola entre les États-Unis et Cuba, et il tient à faire un commentaire personnel dans le document du 12 janvier 1976 : « Ce qui n'était pas dans la conversation était aussi significatif que ce qui y était. Pas de polémique, comme avant. Il [García Iturbe] n'était pas prêt à discuter de l'Angola, ni anxieux de le faire, et il n'avait pas d'instructions dans ce sens. Rien dans son comportement ni dans ses paroles ne trahissait une sensibilité aux événements récents d'Angola, et au rôle décisif que Cuba avait déclaré ouvertement y avoir joué. Pour ma part, je le reconnais, mon ironie était visible. Pas de son côté, de toute évidence. Peut-être parce qu'il est un diplomate de métier, et moi pas. » « Intrigué » par la contradiction apparente entre la position de Cuba au sujet des visites humanitaires et sa « dure attitude sur les principales questions géopolitiques », il se répond : « Nous devons admettre que, sur des points aussi sérieux que les relations avec les États-Unis, Cuba agit d'une façon cohérente, rationnelle et résolue. »

Rogers avait alors tout compris, et il est regrettable que la plupart des fonctionnaires étasuniens des différentes administrations n'aient pas abouti à cette même intelligence du fond même de la politique cubaine. Mais il est logique qu'un gouvernement comme celui des États-Unis – et tant d'autres, soit dit en passant – ne puisse penser qu'en termes d'intérêts à court ou à long terme, qu'en fonction d'analyse *cost-benefit*, puisque c'est dans sa nature. L'attitude de la Révolution cubaine se fonde sur d'autres valeurs, et les administrations étasuniennes auraient pu le saisir aisément rien qu'en étudiant les discours de Fidel si celui-ci n'avait pas été autre chose à leurs yeux qu'un tribun démagogue... Ou en lisant les très intelligentes analyses de leurs services de renseignement, pour lesquels Castro était un « révolutionnaire compulsif », quelqu'un de « dévoué fanatiquement à sa cause », d'« inspiré par un sens messianique de sa mission ». Kissinger qui était loin d'être un sot finirait par le reconnaître dans ses mémoires : Castro « était probablement le leader révolutionnaire le plus authentique de son époque ».

Mais, pour l'instant, il n'en est pas arrivé à cette conclusion. Tant s'en faut. Le 30 janvier 1976, devant le Sénat, il a affirmé qu'« on ne saurait ignorer les conséquences de

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

l'intervention massive sans précédent de Cuba en Angola... un fait géopolitique d'une portée considérable ».

En fait, le dernier contact entre les deux parties a lieu le 7 février 1976 : García Iturbe remet à Eagleburger la réponse cubaine – dont il ne nous dévoile pas la teneur dans son livre – au message de Rogers du 12 janvier.

Qu'importe d'ailleurs. À cette date, Kissinger ne pense plus à des contacts. Dès le 25 février 1976, lors d'une conversation avec le président Ford, alors qu'il rentre d'une tournée en Amérique latine, il affirme que ces gens-là ont « une peur panique de Cuba. Ils redoutent une guerre de races. Je pense que nous devons faire quelque chose pour *écraser Castro*, et nous pouvons le faire probablement avant les élections. » Kissinger emploie le verbe *to smash* que l'on peut traduire indifféremment par « écraser, détruire, démolir », etc. Ford lui répond : *I agree*.

Le 15 mars, lors d'une autre conversation dans le Bureau ovale, Kissinger revient sur sa nouvelle marotte : « Je pense que tôt ou tard nous devons casser les Cubains. [...] Je pense que nous devons les humilier. S'ils avancent vers la Namibie ou la Rhodésie, je serais partisan de leur flanquer une dégelée. Ça créerait un scandale, et nous pouvons devoir partir pour le pouvoir noir. Mais je pense que nous devons peut-être leur demander de sortir d'Afrique. » Et s'ils ne le font pas, demande Ford ? « Alors, je pense que nous pouvons les bloquer. Mais je pense que nous avons besoin d'une réunion du *Washington Special Actions Group* et peut-être d'une du Conseil de sécurité nationale. Mais je ne pense pas que nous devions identifier où ils peuvent se déplacer, juste examiner de plans d'urgence au cas où ils pourraient agir. »

Et, effectivement, le WSAG se réunit le 24 mars 1976 à la Maison-Blanche sous la présidence de Kissinger. Selon ce dernier, il s'agit de planifier une panoplie d'actions politiques, économiques et militaires de façon à savoir ce que peuvent faire les États-Unis au cas où ils agiraient et afin que le président puisse prendre la décision politique le moment venu. Mais il faut le faire de manière à minimiser le danger de fuites. En tout cas, sur le plan militaire, il y a le choix entre blocus et invasion, mais le blocus risque de conduire à un affrontement avec l'URSS. Et le secrétaire d'État propose de constituer un groupe de planification composé de très peu de gens de haut niveau. Clements, du département de la Défense, s'étant dit consterné devant la façon dont les forces militaires cubaines sont employées outre-mer sans que les États-Unis réagissent, Kissinger affirme que « si les Cubains détruisent la Rhodésie, alors la Namibie sera la suivante et après l'Afrique du Sud. Ça peut prendre seulement cinq ans, et les Sud-Africains ne céderont pas. Ils sont aussi têtus que les Israéliens. Le problème est que, quelle que soit la façon dont nous mettons en place notre politique en Afrique australe, tout ce qui surviendra apparaîtra comme la conséquence des pressions cubaines. Nous pouvons faire une proposition : nous ne pouvons accepter que les Cubains soient les troupes de choc de la révolution. » Et il dessine un scénario-catastrophe selon la réaction de différents interlocuteurs étrangers : Yamani est préoccupé par les troupes cubaines au Yémen du Sud ; le Pakistanais Bhutto lui a demandé quand les États-Unis allaient se décider à humilier Cuba ; le président colombien redoutait la possibilité d'une guerre des races. « Ça pourrait provoquer des troubles dans les Caraïbes où

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

les Cubains pourraient faire appel à des minorités mécontentes, ce qui risquerait de faire tache d'huile en Amérique latine et même dans notre pays. » « Comment empêcher Cuba de faire ça ? » demande Donald Rumsfeld. Et Kissinger de lui répondre : « En la dissuadant même de le tenter. Vous devez mettre dans la tête des dirigeants des pays africains qu'ils ne peuvent aller sur deux voies, qu'ils ne peuvent avoir à la fois les Cubains en Afrique et notre appui. [...] Nous devons savoir ce que nous voulons faire. Nous devons envisager deux ou trois probables lignes de conduite, les analyser en détail et voir quels problèmes il en découlerait. Nous ne devons pas forcément envisager une invasion, mais nous devons voir différentes formes de blocus. [...] Je ne supporterais pas de devoir lancer des opérations contre Cuba en réponse à tel ou tel événement. Ça doit être bien planifié. [...] Si nous décidons de recourir à la force militaire, ça doit réussir. Il ne doit pas y avoir de demi-mesures. Nous ne devons pas utiliser la puissance militaire avec modération. Si nous décidons un blocus, il doit être impitoyable et rapide et efficace. [...] Si on perçoit à l'étranger que nous sommes si affaiblis par nos débats intérieurs que nous ne pouvons rien faire apparemment contre un pays de huit millions d'habitants, alors dans trois ou quatre ans nous aurons une crise pour de bon. »

Suite à cette réunion, les responsables mettent au point un plan d'urgence relatif à Cuba : « Notre objectif essentiel est d'empêcher la mise en place d'un modèle de conduite internationale en vertu duquel Cuba et l'URSS s'arrogent le droit d'intervenir avec des forces de combat dans des conflits locaux ou régionaux. Nous avons déjà réalisé un effort à travers des avertissements publics, des signes adressés à l'URSS, des modifications de notre politique africaine et quelques mesures conçues pour isoler Cuba. / Si ceci ne réussit pas, nous devons choisir entre deux lignes de conduite principales : des actions visant à faire payer aux Soviétiques et aux Cubains un prix politique sur un plus long terme, ou des actions visant à en finir avec l'action cubaine, dont des mesures impliquant le recours à des différents niveaux de force. »

Le degré d'agression militaire le plus élevé implique le minage des ports cubains et des raids aériens punitifs pour détruire des cibles militaires de grande valeur. Toutes les actions militaires seraient accompagnées d'une série de mesures politiques complémentaires impliquant le Congrès, les alliés en Europe et en Amérique latine, l'ONU et l'Union soviétique.

Deux autres *Cuban Contingency Plan* bien plus élaborés, l'un de trente-neuf pages et l'autre de vingt-sept, font absolument le tour de la question, prévoyant la quantité d'heures et de moyens que prendra chaque action, bien que certains passages en soient encore censurés.

En avril 1976, date de la rédaction des plans d'urgence, Kissinger conditionne la normalisation des relations entre les deux pays au retrait d'Angola des troupes cubaines et à la cessation de l'ingérence de l'île au sujet de Porto Rico.

Bien entendu, les contacts secrets furent rompus entre les deux gouvernements, et les plans punitifs de Kissinger dormirent du sommeil du juste dans les archives correspondantes. Le secrétaire d'État n'avait pas encore pris tout à fait conscience que « ce foutriquet de Castro », comme il l'avait appelé au cours des réunions à la Maison-Blanche, était un os dur à ronger...

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Douze ans plus tard, un autre haut fonctionnaire étasunien en ferait l'expérience. Quand, après leur défaite militaire à Cuito Cuanavale en juin 1988, les racistes sud-africains (et des fonctionnaires étasuniens) durent négocier avec les Cubains et les Anglais le retrait de leurs troupes d'Angola, Chester Crocker, le secrétaire d'État adjoint pour l'Afrique, qui, quelques mois plus tôt, avait voulu faire chanter le gouvernement cubain au sujet de la puissance des militaires sud-africains, écrivit le 25 août à George Shultz, le secrétaire d'État de Reagan : « Découvrir ce que pensent les Cubains relève de l'art. Ils sont prêts aussi bien à la guerre qu'à la paix... Nous avons été témoins d'un grand raffinement tactique et d'une véritable créativité à la table de négociations. Avec, en toile de fond, les fulminations de Castro et le déploiement sans précédent de ses soldats sur le terrain. » Il devait sans doute se rappeler la réponse mordante que lui avait donnée Jorge Risquet, le 26 juin, quand il lui avait demandé si les troupes cubaines pensaient s'arrêter à la frontière namibienne : « Je ne peux pas vous répondre. Je ne peux pas vous donner un méprobamate ni à vous ni aux Sud-Africains... Je n'ai pas dit que nous allons nous arrêter ni que nous n'allons pas nous arrêter. Comprenez-moi bien : ce n'est pas une menace. Si je vous disais que nous n'allons pas nous arrêter, ce serait une menace. Si je vous disais que nous allons nous arrêter, je vous donnerais un méprobamate, et je ne veux ni vous menacer ni vous donner un calmant... Ce que je vous ai dit, c'est que seuls les accords [sur l'indépendance de la Namibie] peuvent servir de garanties. »

Si je me suis étendu sur ces contacts secrets dont Kissinger prit l'initiative, c'est pour plusieurs raisons. D'abord, parce qu'on dispose, d'un côté, de documents déclassifiés qui nous informent des vues de l'administration Ford, de l'autre, à défaut de documents cubains rendus publics (les archives cubaines étant plutôt du genre « hermétique » et ne s'ouvrant qu'au compte-gouttes, si bien que les seuls documents que présente García Iturbe sont ceux des États-Unis !), du moins de la version que nous offre un des protagonistes directs, ce qui permet de faire des comparaisons. Ensuite, parce que cette affaire permet de constater à quel point les choses ont, pour ainsi dire, tourné en rond sur ce plan et n'ont guère changé entre les deux gouvernements, n'en déplaise au faux clinquant d'Obama.

Car, comme on le constate sans mal, Kissinger en 1974 se retrouve à peu près devant le même cas de figure qu'Obama en 2014, quarante ans plus tard : les relations de la Maison-Blanche avec l'Amérique latine. Je retrace brièvement les faits. En 1962, sous les pressions de Washington, l'Organisation des États américains avait adopté une série de sanctions au motif que le marxisme-léninisme était incompatible avec le panaméricanisme et finalement expulsé Cuba de ses rangs. Mais, douze ans après, les choses ont bougé. Plusieurs gouvernements, dès le début des années 70 ruent dans les brancards que leur impose l'organisme « panaméricain » : le Pérou de Velazco Alvarado, la Bolivie de Juan José Torres, le Chili de Salvador Allende, demandant à la fois le droit de gérer leur politique étrangère et de renouer les relations diplomatiques avec Cuba (seul le Mexique les avait maintenues) et la levée de ces sanctions parce qu'elles leur portent préjudice. Bref, l'OEA n'est plus aussi moutonnaire. En mai 1972, le Pérou soumet un projet de résolution dans ce sens, mais Washington contrôle encore assez de voix pour le faire échouer. Dès décembre de cette même année, sept gouvernements ont renoué les relations diplomatiques avec l'île et d'autres laissent entendre qu'ils le feront. Soumis à ces pressions, les USA sont finalement

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

contraints, en avril 1974, de permettre aux filiales de sociétés étasuniennes dans des pays tiers de faire du commerce avec Cuba. Et, curieusement, certains commentateurs en arrivent à affirmer que les États-Unis se retrouvent en Amérique latine, sur le cas cubain, dans un état d'« amer isolement » !

Par ailleurs, sur le plan interne, différentes forces politiques demandent à la Maison-Blanche de modifier sa politique d'agressions tous azimuts et d'engager des conversations avec Cuba, entre autres des législateurs et sénateurs de poids comme William Fulbright, Edward Kennedy, Frank Church et d'autres, cette pression se traduisant par une série de visites à Cuba. L'administration Nixon qui a si mauvaise presse est finalement destituée en août 1974, et celle de Gerald Ford doit forcément se démarquer de celle de son prédécesseur si elle veut être crédible. Mais on n'infléchit pas si aisément une politique étrangère. Pour ne pas trop s'avancer, Ford signale au départ qu'il agira « de concert avec les membres de l'OEA » vis-à-vis de Cuba. En novembre 1974, son administration s'arrange toutefois pour contrôler les voix quand l'OEA se réunit à Quito (Équateur) afin de débattre de la levée des sanctions infligées à l'île.

En tout cas, la première mention officielle d'un changement d'attitude de Washington apparaît le 1<sup>er</sup> mars 1975 quand Kissinger affirme à Houston que l'administration envisagerait des modifications à sa politique cubaine si l'OEA levait les sanctions : « Nous ne voyons pas d'avantage à un antagonisme perpétuel entre les États-Unis et Cuba. » Finalement, en juillet 1975, l'OEA vote une résolution donnant latitude à chaque gouvernement de gérer ses relations avec Cuba. Comment oublier que c'est en ce même mois de juillet, le 9 pour être exact, que Cubains et Étasuniens avaient leur première réunion secrète formelle ?

Tout bien pesé, on se rend compte qu'Obama s'est retrouvée face à l'Amérique latine dans la même situation embarrassante que Gerald Ford. Voire encore plus compliquée parce que les camps sont encore plus tranchés qu'en 1974-1975. Un grand vent de progressisme souffle, on le sait, sur l'Amérique latine depuis une quinzaine d'années, le point de départ en étant approximativement l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chávez qui révolutionne le Venezuela et ose parler du « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle ». Et puis, l'un après l'autre, ce sont l'Argentine, le Brésil, l'Équateur, la Bolivie où s'installent des gouvernements révolutionnaires et de gauche, farouchement opposés au capitalisme néolibéral qui sévit sur le sous-continent depuis une bonne vingtaine d'années (si ce n'est plus, puisque le coup d'État contre Allende au Chili en 1973, le putsch des militaires argentins en 1976 et celui de leurs collègues uruguayens à la même époque servirent aussi à préparer la mise en place d'un néolibéralisme pur et dur), qui, loin d'agir en ordre dispersé, font bloc et commencent à réécrire la carte géopolitique du sous-continent en créant de nouvelles institutions commerciales et financières, comme le Marché commun du Sud (MERCOSUR), l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), etc., sabotent toutes les visées de l'Empire dans ce qui fut toujours son « arrière-cour », entre autres le fameux projet de libre-échange d'Amérique (ALCA) concoctée par l'administration Bush fils et qui devait lier définitivement le sort de l'Amérique latine à celui du voisin du Nord, créent la Banque du Sud, se revendiquent défenseurs des pauvres et des sempiternels laissés pour compte, osent nationaliser et « dé-privatiser » des sociétés d'envergure nationale, etc., etc.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Et ce groupe de pays, tout en bouleversant le panorama politique et économique latino-américain, change du tout au tout les rapports avec la Maison-Blanche. Nous sommes loin de l'époque où la Révolution cubaine taxait l'OEA, à juste titre, de « ministère étasunien des Colonies » et où les États-Unis y faisaient le jour et la nuit. Le discrédit de l'organe panaméricain empire de jour en jour. Et, à chaque réunion continentale, ces gouvernements posent la question de Cuba : pour eux, ce n'est plus cet épouvantail communiste qu'on pouvait peindre dans les années 60, cet intrus – par son idéologie marxiste-léniniste – qu'il fallait bannir et vouer aux gémonies, ce satellite soviétique... Non, pour eux, Cuba est, justement par sa résistance de cinquante ans aux diktats de l'Empire, la référence incontournable d'une politique indépendante, progressiste et populaire, décidée en fonction du sort des masses pauvres et non de celui des banquiers et des transnationales. Qui plus est, cette Révolution cubaine est d'une solidarité à toutes épreuves : à l'ONU, elle défend avec eux les meilleures causes ; chez eux, elle envoie des médecins qui soignent et traitent les populations dont ceux du cru ne veulent pas, elle multiplie les opérations ophtalmologiques qui rendent la vue à des millions de personnes, elle entreprend des examens génétiques de groupes de populations handicapées ; elle expédie des brigades de médecins et paramédicaux spécialisés en situation d'urgence et de catastrophes, etc., etc.

Si bien qu'à chaque rencontre interaméricaine, c'est toujours la même rengaine qu'entend Obama, et pas seulement à l'OEA : *quid* de Cuba ? Parce que celle-ci non seulement a été expulsée de l'OEA depuis 1962, mais elle est aussi bannie d'une sorte d'instance en marge, le Sommet des Amériques, que Bush fils avait inventée pour essayer de reconquérir l' « arrière-cour » et surtout de faire adopter son Traité de libre-échange, mais aussi pour tenter de torpiller la structuration par ces gouvernements progressistes d'organisations latino-américaines autonomes, autrement dit sans la présence des États-Unis. Peine perdue, puisque les gouvernements du sous-continent finissent par fonder en 2013 la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC), couronnement de cette instance autonome. Donc, à chaque rencontre entre Obama et ses pairs latino-américains et caribéens, c'est toujours : quand les États-Unis, entre autres mesures, inviteront-ils Cuba aux Sommets des Amériques ? Et comme Cuba reste bannie, les gouvernements en question menacent de les boycotter, de ne plus y participer si le pays frère n'y est pas invité.

Ford avait dû permettre aux gouvernements latino-américains de décider de leur politique envers la Révolution cubaine ; Obama, lui, se trouvait dans une situation pire que lui, face à une fronde autrement plus grave. Et, pour tenter lui aussi de remettre la main sur l'arrière-cour, pour ne pas perdre tout contact avec l'Amérique latine, il sera contraint de céder et de laisser au Panama la liberté d'inviter Cuba au Sommet de 2014. Ce qui lui était sans doute d'autant plus facile qu'il menait alors avec le gouvernement cubain des conversations secrètes qui aboutiront à la déclaration du 17 décembre 2014.

Mais il est aussi un autre point qui permet de faire des rapprochements entre le moment de Ford et celui d'Obama : le *blocus* économique, commercial et financier instauré depuis 1962 par l'administration Kennedy. Qui traverse comme un fil rouge toute l'histoire des (non)-relations entre les deux pays, s'avère la pierre d'achoppement majeure, la réclamation constante de Cuba, soit pour rétablir celles-ci, soit, comme pour Obama aujourd'hui, pour les « normaliser » ! Belle continuité d'une politique, contrairement à celles de la Maison-

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Blanche. Ce qui explique pourquoi la Révolution cubaine pose aujourd'hui de nouveau, comme condition *sine qua non*, de la « normalisation », entre autres facteurs, le démantèlement du blocus et le rappelle à chaque déclaration officielle. Et qu'Obama, tout comme Ford à son époque, recourt à la même stratégie : le blocus comme monnaie de change (ou d'échange) pour arracher des concessions à Cuba, ce qui explique pourquoi il ne prend pas toutes les décisions que lui permettent encore ses prérogatives à titre de président des États-Unis pour démanteler tout ce qu'il peut démanteler sans passer par le Congrès, et qu'il ne le fait qu'au compte-gouttes. Et voilà pourquoi la Révolution cubaine ne cesse de lui rappeler, comme vient de le faire à nouveau son ministre des Relations extérieures, que le blocus est une mesure unilatérale et qu'il doit être levé unilatéralement, sans en faire une arme de négociations !

Il est un autre rapprochement que l'on peut faire, tout aussi fil rouge que le précédent : *les principes, les valeurs*. En 1975, Kissinger pose comme l'une des conditions d'un dialogue entre les deux pays que Cuba ne se mêle pas de la question portoricaine, car la Maison-Blanche le considère comme une ingérence dans ses affaires intérieures. Et la Révolution cubaine de lui répondre qu'elle ne peut pas ne pas s'en mêler, que Porto Rico fait partie de l'histoire même de Cuba, que José Martí a inscrit dans les Statuts de son Parti révolutionnaire cubain, fondé en avril 1892, à son article 1 : « Le Parti révolutionnaire cubain se constitue pour obtenir, par les efforts conjoints de tous les hommes de bonne volonté, l'indépendance absolue de l'île de Cuba, et pour promouvoir celle de Porto Rico et y contribuer. » Que la question portoricaine fait donc partie des gènes mêmes de l'histoire cubaine, que Cuba et Porto Rico sont, comme le disent un vers très ressassé, « d'un oiseau les deux ailes ». Que la situation de Porto Rico est une situation coloniale qui relève par conséquent de la Commission de décolonisation des Nations Unies, raison pour laquelle Cuba a organisé en septembre 1975 à La Havane une Conférence internationale de solidarité avec Porto Rico et a soumis à cette commission une résolution dénonçant cette condition et demandant l'indépendance de cette île.

[Étonnant renversement de l'histoire : début juin 2016, le gouverneur de Porto Rico, Alejandro García Padilla, non seulement décide de participer pour la première fois à un Sommet de l'Association des États caribéens (AEC), le septième qui se tient à La Havane, mais il annonce en plus son intention d'ouvrir un Bureau permanent à Cuba, et, comble des combles, demande, le lundi 20 juin, au Comité des 24 ou Comité de décolonisation des Nations Unies qui analyse une résolution sur le droit de l'île à l'autodétermination et à l'indépendance présentée une fois de plus par Cuba, d'aborder la question du droit de l'« État libre associé » à l'autodétermination et à l'indépendance, ce qui, on l'a vu, a toujours suscité le courroux des différentes administrations étasuniennes. Bien entendu, ses motivations ne sont pas les mêmes que celles de la Révolution cubaine : son île est en banqueroute, avec une dette publique d'environ 73 milliards de dollars, et il cherche par là à forcer une modification du statut de Porto Rico par rapport à sa métropole et d'obtenir au fond les avantages que représenterait une « association » moins coloniale avec les États-Unis. Le gouverneur affirme : « Compte tenu du droit du peuple portoricain à l'autodétermination, je réclame l'aide de cette organisation afin qu'elle définisse une fois de plus que les relations entre Porto Rico et les États-Unis d'Amérique doivent se fonder sur l'égalité

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

et le respect, sur la volonté des deux peuples, et non sur celle de l'un par rapport à l'autre. » En effet, la Chambre des représentants, alors que la règle générale quand un État « normal » se retrouve dans ce cas est qu'il bénéficie du Code de banqueroute, a voté un projet qui imposerait un Bureau fédéral ayant faculté de supervision et de contrôle des dépenses et de fixation des priorités budgétaires. Et il regrette d'avoir dû appuyer ce projet « pour ne pas priver nos citoyens de services essentiels dans des domaines aussi sensibles que la santé, la sécurité et l'éducation, qui sont une question de vie ou de mort pour tant de mes compatriotes. » Oui, curieux renversement de l'Histoire, cette entité que n'aime pas Obama !]

« Si, pour avoir des relations avec les États-Unis, pour améliorer les relations avec eux, ce pays doit renoncer à sa dignité, doit renoncer à ses principes, comment pourrions-nous en avoir ? », avait dit Fidel en décembre 1975. C'est exactement ce que serine aujourd'hui la Révolution cubaine aux oreilles de Barack Obama, sans doute avec moins de brillant, avec moins de panache qu'à l'époque de Fidel, mais avec tout autant de fermeté...

Il est logique que la Maison-Blanche ne puisse rien saisir à la politique extérieure de la Révolution cubaine, parce qu'elle ne dispose pas du dictionnaire qui lui permettrait de comprendre et de traduire ce qui est pour elle, tout compte fait, une « langue étrangère ». Chaque fois qu'un président étasunien prend la parole, quels sont les points clefs qu'il aborde ? La « mission » que doivent remplir les États-Unis, en tant que nouveau peuple élu dans le cadre d'un messianisme qui n'a rien à envier aux précédents historiques : faire le bien, bon gré mal gré, apporter la démocratie et la liberté à ceux qui, selon eux, n'en bénéficient pas ; la nécessité pour eux de maintenir leur leadership et pour le reste du monde l'heureuse obligation de l'accepter sans broncher, afin qu'ils puissent se battre contre les « méchants », ou, selon un vocabulaire plus récent, contre les « États-voyous » ; la responsabilité qui est la leur aux yeux de l'Histoire de s'armer jusqu'aux dents pour remplir cette mission, le « fardeau de l'homme blanc » ayant fini par leur échoir dans cette course de relais apparemment de très grand fond qui a fait passer le bâton de la « civilisation » de l'Europe occidentale aux États-Unis ; le droit qu'ils ont – à plus forte raison de nos jours où un nouvel instrument, le « droit humanitaire international » ou « la responsabilité de protéger » vient étayer une prétention qu'ils se sont arrogés depuis longtemps – d'imposer la « démocratie » et le respect « des droits de l'homme » à la pointe des baïonnettes, mais, curieusement, toujours dans le Tiers-monde, jamais ailleurs, la Yougoslavie n'ayant pas été considérée de toute évidence comme un État européen à part entière en 1989...

En 2014, tout comme Ford en 1974, que demande Obama pour une « normalisation » des relations, sinon que la Révolution cubaine opère les modifications, les *changements* qu'elle souhaite voir introduire dans la société et dans la composition politique et économique de l'île ? Quand, en revanche, la Révolution cubaine a-t-elle demandé à la Maison-Blanche, à quelque moment que ce soit, de changer quoi que ce soit à l'ordre politique des États-Unis, aux principes sur lesquels reposent leur société, de renoncer au capitalisme pour s'engager sur la voie du socialisme ? Mais je reviendrai sur ce point. Je rappelle simplement ce que disait Fidel dès le 22 décembre 1975 : « C'est comme si, nous, nous leur disions qu'ils doivent faire une réforme agraire ou nationaliser les compagnies d'électricité pour pouvoir avoir des relations avec nous. »

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Quand Obama, donc, affirme devant le peuple cubain, que « dans un monde qui ne cessait de se refaire, le conflit entre les États-Unis et Cuba était une constante », il dit une fois de plus faux. Le hic, c'est que, dans le droit fil de la politique qu'elle n'a cessé d'affirmer dès les premiers jours de la victoire : *Cuba est prête à discuter de tout avec les États-Unis mais sur un pied d'égalité, et dans le respect absolu de sa souveraineté et des choix de son peuple*, la Révolution cubaine posait d'entrée des conditions qui étaient foncièrement inacceptables pour la Maison-Blanche, parce que – tout comme Obama aujourd'hui, quoique par d'autres biais – *celle-ci n'admettait pas et n'admet toujours pas l'existence d'une révolution socialiste à ses portes*. Le fond du problème entre les deux pays est là et bien là, et rien n'y pourra y changer quelque chose. Chaque fois qu'elle l'a pu, la Révolution cubaine a adressé les messages correspondants à Washington, qui leur a toujours opposé, sauf rares exceptions, une fin de non-recevoir.

Soit dit en passant, il suffirait à Obama de réviser toute la documentation de la Maison-Blanche pour constater que le blocage a toujours été du côté de Washington, jamais de celui de La Havane.

Le seul précédent, bien que la presse internationale n'ait pas beaucoup attiré l'attention là-dessus et qu'Obama n'en ait dit mot – mais je suppose que dans la politique politicienne occidentale, c'est de bonne guerre – a été James Carter, avec qui les négociations bilatérales permirent dans les deux premières années de son mandat (1977-1978), d'ouvrir des Section des intérêts à La Havane et à Washington, un ersatz d'ambassade, et qui souhaita, documents déclassifiés faisant foi, modifier la politique de la Maison-Blanche vis-à-vis de la Révolution cubaine, allant jusqu'à parler de rétablissement des relations diplomatiques et d'un départ sur un nouveau pied. Était-il de bonne foi ? Je le pense. Il avait toutefois oublié qu'il était le président de l'Empire, et que l'Empire a ses raisons que Carter ne connaît pas. Moins de deux ans après son installation à la Maison-Blanche, la classe « militaro-industrialo-politique » qui dirige aux États-Unis (et ailleurs aussi, bien sûr) l'obligeait à infléchir sa politique et à repartir en crabe : en juillet 1978, les services de renseignement accusèrent Cuba pour l' « affaire des Katangais » au Shaba, un prétexte facile, et Carter les crut malgré les dénégations de La Havane. En septembre 1979, Cuba prenait la tête du Mouvement des pays non alignés et se dotait donc de plus poids dans l'arène internationale, ce qui était loin de réjouir les « classes vives » qui avaient encore sur l'estomac la défaite des alliés des USA en Angola et ne pardonnaient au Petit Poucet d'avoir mis des bâtons dans les roues au rouleau compresseur étasunien (et occidental) en Afrique australe. Alors, on inventa des arguments (entre autres, le fameux *linkage* pour obliger les troupes cubaines à se retirer d'Angola en échange d'une meilleure « bonne volonté » de Washington). Bref, Carter avait oublié que, de même que les bons sentiments ne font pas de la bonne littérature, les bonnes intentions ne pèsent pas lourd devant la logique de l'Empire. Des onze présidents étasuniens ayant couché dans les draps de la Maison-Blanche depuis 1959 (Eisenhower, Kennedy, Johnson, Nixon, Ford, Carter, Reagan, Bush père, Clinton, Bush fils, Obama), il n'a sûrement pas été le pire. Et c'est sûrement avec lui que les relations bilatérales sont allées le plus loin. Mais, à mon avis, c'était un poids mouche, politiquement parlant.

S'il n'est pas venu à Cuba en visite officielle, il y est du moins arrivé à deux reprises comme ex-président. La première fois (mai 2002), il a même eu le droit de s'adresser aux

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Cubains, non dans un lieu aussi solennel que le Grand Théâtre de La Havane, mais dans un site tout aussi chargé d'histoire : la Grande Salle de l'Université de La Havane, où, transmis en direct à la télévision, il put dire des choses qui n'était pas du goût de tous à Cuba, nous tirer les oreilles, lui aussi, au sujet des droits de l'homme, plaider en faveur de la dissidence et se faire même l'avocat du Projet Varela, une des pierres de touche d'un certain secteur de celle-ci. Il a même pu répondre aux questions des étudiants.

Quant à cette idée d'Obama selon laquelle Cuba livrait « des batailles par procuration », j'avoue ne pas en saisir le sens ? Quand Cuba a-t-elle lutté par ou pour quelqu'un interposé ? À moins que ce *proxy* ne veuille dire, selon l'accusation-bateau, qu'elle était le satellite d'un autre pays ? Alors, qu'Obama en donne du moins des exemples. Personnellement, je n'en trouve pas.

S'agirait-il par hasard de la bataille épique qu'elle a livrée contre l'apartheid pendant quinze ans ? Si telle est la signification de cette expression, alors, encore une fois, Obama fait absolument fausse route et devrait rouvrir ses livres d'histoire ou, mieux, lire les documents de la Maison-Blanche. S'il veut dire que Cuba a dépêché des soldats en Angola en novembre 1975 dans le cadre de l'affrontement entre l'URSS et les USA, à la demande de Moscou, et donc dans le cadre de la Guerre froide, eh bien, alors qu'il lise ou relise ce que dit Henry Kissinger dans ses Mémoires : « À l'époque où nous pensions que Castro agissait comme un substitut soviétique... la seule explication possible à une action si provocatrice et si loin de chez lui, c'était qu'il était soumis aux pressions de Moscou afin qu'il lui paie de retour son appui militaire et économique. Les preuves dont nous disposons maintenant suggèrent tout le contraire. » (*Years of Renewal*, 1999.) Et pourtant, Dieu sait si Henry Kissinger avait la rage chevillée au corps et au cœur d'avoir, lui le secrétaire d'État du pays le plus puissant au monde, essuyé une telle déconfiture géostratégique aux mains d'un petit pays de rien du tout, et en guise de vengeance et de représailles il avait proposé à Ford d'attaquer Cuba... Quand la Révolution cubaine dépêcha les premiers soldats en Angola dans le cadre de l'Opération Carlota en novembre 1975, elle n'en avertit même pas l'Union soviétique. (Fidel l'a affirmé à plusieurs reprises, et le fameux *Conflicting Missions* de Piero Gleijeses est plus qu'éloquent.)

Non, j'avoue ne pas comprendre ce que veut dire Obama quand il parle devant le peuple cubain de guerre par procuration !

En tout cas, même si Obama se garde bien de l'évoquer, l'une des raisons élémentaires de ce conflit « interminable » c'est que le poids lourd n'est pas parvenu, en presque soixante ans, à envoyer au tapis le poids mouche. Celui-ci a su rendre coup pour coup, et résister. C'est cette résistance, je le répète, qui a permis à l'Amérique latine, entre autres raisons, de desserrer l'étau biséculaire des États-Unis et de respirer un peu mieux, même si dernièrement le géant a réussi à y renforcer son emprise. C'est justement devant ce scénario d'involution en Amérique latine (Venezuela, Brésil, Argentine, entre autres), devant cet essor de la droite, que Cuba s'érige une fois de plus comme le seul bastion imprenable de la révolution et du socialisme sur le continent (et ailleurs)...

Cette résistance mérite quelques réflexions. Car elle fait de la Révolution cubaine, qu'on le veuille ou non, que ça plaise ou déplaise, qu'on la dénigre ou qu'on l'admire, *un*

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

*phénomène absolument à part dans l'histoire contemporaine !* Qu'on me donne en exemple une autre société si résolument soudée autour de ses valeurs, des valeurs qui n'ont guère plus cours à notre époque, mais qui sont toujours prégnantes en elle, des valeurs dont le maintien lui a coûté beaucoup de sacrifices, beaucoup de pertes humaines et matérielles, mais lui a valu aussi beaucoup de grandeurs. Quelle société aurait su braver d'une façon aussi stoïque, aussi admirablement stoïque, oserais-je dire, la terrible période connue ici comme « spéciale » qui a démarré à compter de l'effondrement du camp socialiste et de l'implosion de l'Union soviétique, à la fin des années 80 du siècle dernier ? Où trouver la source, les racines d'une telle capacité de résistance dans le pire environnement international imaginable, alors que les États-Unis, son ennemi juré, se dressaient de toute leur hauteur, une fois devenus la seule superpuissance et disparu le seul adversaire qu'ils pouvaient redouter ? Comment expliquer que le peuple cubain ait ainsi défendu bec et ongles sa Révolution, quand tant d'autres, dans des circonstances bien moins rudes, baissent les bras et virent casaque, ou font de très mauvais choix comment le prouvent, pour m'en tenir à l'Amérique latine, les exemples du Venezuela, de l'Argentine, du Brésil... ?

Sans vouloir écrire un traité là-dessus, il me semble qu'on pourrait trouver des éléments de réponse tout à fait plausibles – et non des moindres – dans l'Histoire. De fait, plus je réfléchis, et plus je me rends compte que rares sont les pays où celle-ci est aussi prégnante qu'à Cuba. Je ne suis pas spécialiste ni philosophe de l'Histoire, mais mon vécu déjà long aux côtés de la Révolution cubaine me dit jour après jour qu'on ne comprend pas grand-chose de Cuba actuelle quand on fait l'impasse sur ses cent dernières années. Et là encore, Fidel avait fait preuve de son génie prémonitoire quand, le 10 octobre 1968 (la Révolution avait à peine neuf ans), dans son allocution commémorative du centième anniversaire du début de la première guerre d'Indépendance, il avait affirmé :

Que signifie pour notre peuple le 10 octobre 1868 ? Que signifie pour les révolutionnaires de notre patrie cette date glorieuse ? Elle signifie tout simplement le début de cent ans de lutte, le début de la Révolution à Cuba, parce qu'à Cuba il n'y a eu qu'une révolution : celle que Carlos Manuel de Céspedes a lancée le 10 octobre 1868 et que notre peuple poursuit en ce moment.

[...]

Notre Révolution, avec son style, avec ses caractéristiques essentielles, plonge des racines très profondes dans l'histoire de notre patrie. Voilà pourquoi je dis, et il faut que tous les révolutionnaires le comprennent clairement, que notre révolution est une seule révolution et que cette révolution a débuté le 10 octobre 1868.

Cette cérémonie d'aujourd'hui est comme une rencontre du peuple avec son histoire, comme une rencontre de la génération révolutionnaire actuelle avec ses racines. Et rien ne nous apprendra mieux à comprendre ce qu'est une révolution, rien ne nous apprendra mieux à comprendre le processus que constitue une révolution, rien ne nous apprendra mieux à comprendre ce que veut dire révolution que l'analyse de l'histoire de notre pays, que l'étude de l'histoire de notre peuple et des racines révolutionnaires de notre peuple.

La raison essentielle, de mon point de vue, de l'étonnante résistance cubaine est que l'enjeu en est en dernier ressort la survie, non de la Révolution socialiste en soi – ce qui est

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

déjà beaucoup, bien entendu – mais de la réalité même qui lui donne son sens et lui sert de substrat : la nation.

Cette notion de nation peut sembler soit obsolète soit coulant de source pour un Français, ou pour tout habitant de pays constitués depuis bien longtemps. Sur des terres comme Cuba (à fortiori, pour des pays encore plus récemment libérés du colonialisme, comme en Afrique ou en Asie, par exemple), elle revêt un sens profond parce qu'elle se rapporte à une carence ou à une aspiration.

Qu'a donc été Cuba avant la Révolution ? Les grandes étapes historiques en sont aisées à énumérer : 400 ans tout ronds de colonialisme (arrivée de Colomb en octobre 1492 ; indépendance par rapport à l'Espagne en 1898) ; 4 ans d'occupation militaire des États-Unis (juillet 1898-20 mai 1902) ; 57 ans de néo-colonie (1902-1959), assortis de quatre nouvelles interventions militaires ou politiques des USA (1906-1909 ; 1912 ; 1917-1920 ; 1933-1934) et de deux périodes dictatoriales (Gerardo Machado, 1923-1933 ; Fulgencio Batista, 1952-1958). J'ai écrit à dessein « indépendance par rapport à l'Espagne », parce que justement, à peine libéré de celle-ci, le peuple cubain allait devoir entamer aussitôt une nouvelle guerre, dans des formes différentes, pour devenir indépendant d'une autre puissance. Autrement dit, pour devenir indépendant tout court. Et Cuba, devenir vraiment nation.

En fait, tout bien pesé, on se rend compte que Cuba occupe une place et a une histoire bien particulières dans le concert des nations latino-américaines – voire du monde. Première île à avoir été « découverte » (27 octobre 1492) et seconde à avoir été conquise et colonisée (dès 1509, après L'Hispaniola), elle fut la dernière colonie espagnole à devenir « indépendante » (signature du Traité de Paris entre l'Espagne et les États-Unis, le 10 décembre 1898). Soit soixante-dix-huit ans après que le reste de l'Amérique latine se fut débarrassé de cette tutelle. Les raisons pour lesquelles Cuba se libéra si tard ont à voir tant avec ses spécificités endogènes : insularité géographique, richesse intrinsèque (sucre), présence d'une fort pourcentage d'esclaves africains par rapport à la population totale, d'où peur chez les possédants d'un soulèvement à la manière haïtienne, qu'avec des facteurs exogènes : position géographique à proximité des États-Unis ; position des classes dominantes de ce pays face à ce même esclavagisme ; enjeu diplomatique dans le cadre de luttes de pouvoir et de sphères d'influence entre l'Europe, les USA et même la Russie...

Et Cuba eut à payer très cher ce retard historique par rapport aux autres pays latino-américains : elle dut arracher son indépendance toute seule. Alors que les guerres lancées par Bolívar et par toute une série de grands hommes se déroulèrent sur des espaces immenses, dans un contexte géographique et historique fort différent, face à une couronne espagnole ne possédant pas les moyens militaires ni financiers requis pour mater une révolution s'étendant à tout le sous-continent, les *mambis* cubains durent se battre, eux, face à une Espagne consolidée et retranchée sur une île de cent dix mille kilomètres carrés et de même pas un million d'habitants, et bien disposée à ne pas perdre sa dernière colonie (elle disait vouloir la défendre « jusqu'au dernier homme et à la dernière peseta »), celle qui continuait d'enrichir, comme elle l'avait toujours fait, le trésor de la couronne et dont elle vivait presque. Ils se battirent donc seuls, dix ans d'affilée (1868-1878) sans toutefois parvenir à leurs fins pour des raisons tant internes qu'externes qu'il n'est pas nécessaire de préciser

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

ici. Ils tentèrent de relancer la guerre, de nouveau sans succès (la Petite Guerre, 1879-1881) : le pays était trop épuisé pour pouvoir répondre. Et le traumatisme de cette guerre de Dix Ans fut si rude qu'il leur fallut attendre jusqu'en 1895 pour les conditions requises à la relance de la lutte d'indépendance puissent être réunies de nouveau.

Étonnamment, les *mambis*, les guerriers de 1895 étaient presque les mêmes qu'en 1868, entre autres Máximo Gómez (qui était d'ailleurs Dominicain), Antonio Maceo (le mulâtre) et José son frère, Calixto García, Guillermo Moncada et bien d'autres. Ils assuraient le lien entre les deux générations de combattants (d'où l'idée de Fidel d'une même lutte, d'une guerre de Trente Ans). Était-ce alors la même guerre qui reprenait ? Était-ce : « On prend les mêmes et on recommence ? » Loin de là. D'une part, les conditions historiques tant nationales qu'internationales, tant proches que lointaines, n'étaient plus identiques ; de l'autre, le facteur « personnalité historique » jouait une fois de plus.

Et cette personnalité historique est bien entendu José Martí. Il est impossible en quelques lignes d'en retracer l'importance capitale dans la préparation de cette seconde guerre d'Indépendance : disons, pour résumer très brièvement, que, tirant les leçons de la guerre de Dix Ans (désunion, esprit de clocher, caudillisme, provincialisme, carence de programme précis, etc.), Martí s'attacha à unir les différents facteurs, les différentes générations (les « vieux pins » et les « jeunes pins »), à doter la Révolution d'un programme politique, à constituer une organisation politico-militaire, le Parti révolutionnaire cubain (1892) chargé de mener cette guerre, à puiser les bases de son mouvement et le financement des préparatifs tant révolutionnaires que militaires dans les couches populaires, chez les ouvriers cubains émigrés aux États-Unis, en particulier en Floride, et surtout Key West et Tampa (puisque la classe ouvrière était insignifiante à Cuba même et que la répression coloniale y interdisait toute organisation de ce genre). Et cela faisait toute la différence avec les présupposés de la guerre des Dix Ans, dont l'un des objectifs avait toutefois été atteint, puisque l'esclavage avait fini par être aboli en 1886 (soit douze ans après !). Par ailleurs, si l'indépendance restait bel et bien à arracher, les forces vives poussant à la roue avaient varié, même si les forces dominantes à abattre restaient les mêmes : les chefs de la nouvelle guerre n'étaient plus les riches et les membres des classes aisées comme en 1868, mais des gens issus des classes moyennes et des couches pauvres, qui servaient aussi de fondements à la révolution.

Il me semble que ce sont ces trois facteurs (volonté d'union ; programme politique ; parti de nature politico-militaire) qui démarquent la guerre de 1895 de la précédente. En fait, quand on analyse à fond ces présupposés, on constate que Martí était résolument moderne (entre autres, un parti pour faire la Révolution !) et que la guerre 1895-1898 s'apparente bien plus à une guerre de libération nationale, type XX<sup>e</sup> siècle, qu'à une guerre d'indépendance comme celle qu'avaient menée, par exemple, Bolívar et les insurgés latino-américains en 1810-1820. C'est ce caractère résolument moderne qui explique pourquoi la guerre de 1895-1898 a encore beaucoup à dire aux Cubains de 2016, alors que les guerres latino-américaines ne sont plus que des faits qu'on évoque dans les manuels d'histoire et aux dates patriotiques. Ce qui explique aussi, soit dit en passant, la prégnance de Martí dans la pensée révolutionnaire cubaine à notre époque : il n'y a pas solution de continuité entre le passé et le

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

présent. Martí n'est pas à Cuba une vieille lune d'antan : il reste un contemporain qui a encore beaucoup à dire - aux Cubains et aux autres.

À cet égard, donc, Cuba est atypique par rapport au reste du sous-continent. Mais elle l'est aussi sur un autre plan. On ignore et on oublie trop souvent en effet – alors qu'il s'agit pourtant d'un fait capital – que *l'île a été, chronologiquement parlant, le premier pays du monde à avoir connu et surtout souffert le néocolonialisme dans sa chair !*

Après avoir été, selon les analyses de Lénine, *le premier pays à être enjeu, objet et surtout victime d'une guerre impérialiste !* Lénine fait en effet remonter la naissance de l'impérialisme moderne à « la guerre impérialiste de 1898 » (puis à la guerre anglo-boer), autrement dit celle que les États-Unis menèrent contre l'Espagne – une Espagne sur les genoux, au terme des trois années de lutte *mambie* – pour pouvoir s'emparer de Cuba.

Bref, *deux premières historiques* pour cette petite île en à peine quatre ans, puisqu'elle « accède » au néocolonialisme le 19 mai 1902, quand elle hisse formellement son pavillon tricolore – lui aussi bleu, blanc, rouge – de République. Les Cubains parlent, eux, à juste titre, de pseudo-République ou de République « médiatisée ». [Au sens exact de l'espagnol, où *mediatizar* signifie d'une part : « Priver le gouvernement d'un État de l'autorité suprême, laquelle passe à un autre État, bien que le premier conserve la souveraineté nominale », et de l'autre : « Intervenir en entravant ou en empêchant la liberté d'action d'une personne ou d'une institution dans l'exercice de ses activités ou de ses fonctions. » (*Diccionario de la Real Academia.*) Le français historique a conservé ce même sens : « Hist. Placer sous la suzeraineté d'un vassal, de l'Empereur (sous le Saint Empire romain germanique). » Autrement dit : République sous vassalité.]

Quand j'ai mentionné le retard historique de Cuba en matière d'indépendance par rapport au sous-continent, j'ai omis à dessein un autre motif : l'opposition des États-Unis à ce que les révolutionnaires latino-américains préparent une expédition pour libérer l'île afin que l'Espagne ne puisse s'en servir de tête de pont pour tenter de reconquérir ses possessions perdues.

Et là, on rencontre l'autre raison profonde de la résistance cubaine. Depuis deux siècles, Cuba doit, hélas, vivre à l'ombre maléfique d'une déjà grande puissance à l'époque qui l'est devenue de plus en plus jusqu'à se convertir de nos jours en cet Empire omnipotent devant lequel tout le monde s'incline avec crainte.

Évoquer l'histoire de Cuba – je précise bien : de Cuba, pas de la Révolution cubaine – c'est, qu'on le veuille ou non, parler forcément de la présence sans cesse agissante – et toujours pour le pire – de son plus proche voisin du Nord. L'historiographie cubaine parle à ce titre de « fatalisme géographique » (dont la Révolution a, soit dit en passant, prouvé aux yeux des autres peuples latino-américains qu'il n'était pas insurmontable). Nul donc ne peut faire l'impasse sur ce facteur clef : des États-Unis situés par la Providence, aux desseins parfois aussi insondables que sinistres, à exactement 144 km et 810 mètres (calculés à partir de l'expression stéréotypée des « 90 milles ») !

Je ne veux pas dire pour autant que la « résistance » cubaine ne s'explique que par l'Histoire, ce qui serait un autre genre de fatalisme. Il est bien entendu que dans ce

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

continuum historique dont je parle, une rupture capitale survient le 1<sup>er</sup> janvier 1959, de sorte que cette résistance s'explique avant tout et en dernier ressort par le fait même de la Révolution. Toujours est-il que toute l'histoire de l'île – à savoir les deux cents ans de « relations » avec les États-Unis – dit clairement à son peuple ce qu'il deviendrait du jour où, pour une raison ou une autre, il ne pourrait plus « résister » et retomberait dans les serres de l'aigle toujours plus impérial et chaque fois plus dénué de scrupules politiques et de garde-fous moraux, qu'il s'agisse d'une bande de fondamentalistes fanatiques et théocratiques pour qui la fin justifie absolument tous les moyens, ou qu'il s'agisse d'un président médiatique et médiatisé qui nous tend une image différente, mais qui s'adresse au monde, utilise le même langage que tous les autres, où prédominent des termes et des idées comme « le leadership mondial », « maintenir notre hégémonie », « grâce à nous, le monde est meilleur », etc.

Il y a résistance parce qu'il y a Révolution et révolution socialiste, et il y a révolution socialiste parce qu'il y a Histoire agissante – au sens où, partant du passé, elle informe au sujet du futur. Et il y a révolution résistante parce qu'elle a fait accéder un peuple dont les racines plongeaient dans deux cent cinquante ans du pire des systèmes sociaux, parce qu'il est le déni même de l'humain, l'esclavagisme, à la dignité de soi, à la fierté nationale (au bon sens du terme, le contraire du chauvinisme), parce qu'elle en a fait le peuple assurément le plus indépendant au monde, donc le plus libre au monde.

Les Cubains qui pensent sont conscients en tout cas que sans leurs trente ans de guerre d'Indépendance, les États-Unis leur auraient fait subir en 1898 le sort de l'île jumelle, Porto Rico – Martí avait fondé son Parti révolutionnaire cubain pour en assurer aussi l'indépendance – où aucun mouvement d'indépendance n'avait pu se développer.

[Ceux qui veulent voir dans le miroir de l'Histoire ce qu'aurait été la destinée de Cuba sans ces trente ans de guerre d'Indépendance n'ont qu'à tourner les yeux vers Porto Rico, affublée aujourd'hui du statut bâtard et hors droit international d' « État libre associé ». État au sens que le mot a dans le terme « États-Unis », puisque l'île n'a pas de politique indépendante à soi, qu'elle n'est donc pas « libre » et que nul ne sait dire exactement en quoi consiste cette « association » ! Et qu'elle ne joue absolument aucun rôle dans le concert des nations. Le cas de Porto Rico relève d'ailleurs, grâce à l'insistance de Cuba, de la commission de décolonisation des Nations Unies.]

\*\*\*\*\*

**Je suis venu ici enterrer les derniers restes de la  
Guerre froide dans les Amériques (*applaudissements*).  
Je suis venu ici tendre la main de l'amitié au peuple  
cubain (*applaudissements*).**

Et Cuba s'en félicite, et nous nous en félicitons tous ici, pas de doute. Qu'un président étasunien vienne la main tendue, et non le poing brandi, qu'il veuille fumer le calumet de la paix et non nous lancer le tomahawk, c'est tout à fait à son honneur, c'est assurément une

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

telle nouveauté qu'elle mérite qu'on s'y arrête et qu'on la souligne de plusieurs traits. Sur ce point, chapeau, Monsieur Obama ! Quoique, je le répète, vous n'avez pas eu la primeur de l'idée et de l'acte : Carter, voilà presque quarante ans, avait voulu enterrer la hache de guerre vis-à-vis de Cuba et repartir sur un nouveau pied.

Ceci dit, j'avoue que cette notion de la Révolution cubaine inscrite dans la Guerre froide me chagrine. Certes, c'est un poncif, je le reconnais, mais en quoi les poncifs seraient-ils indubitables ? Parce que ce serait faire fi de l'histoire (dont Obama veut se désengluer) : les États-Unis n'ont pas pris en grippe la Révolution cubaine parce qu'elle était « communiste », mais bel et bien parce qu'elle a fait ce que j'ai signalé plus haut : briser le joug, rompre avec les attaches qui la liaient, tous azimuts, à son colossal voisin, se libérer sur les plans économique et politique. Là fut sa faute originelle. La chronologie des faits la plus sommaire en atteste. On n'avait pas trop bronché aux États-Unis quand les révolutionnaires avaient en février-mars 1959 diminué les tarifs du téléphone et de l'électricité, tous deux aux mains de sociétés étasuniennes ; mais la réforme agraire du 17 mai 1959 avait fait bondir. Elle reposait sur deux prémisses : l'élimination du *latifundio* (déjà inscrite dans la Constitution de 1940, mais jamais mise en œuvre) et la suppression de la propriété foncière étrangère, fixant l'étendue maximale de terres à environ 400 hectares et stipulant que, d'ici à un an, seuls des Cubains pourraient exploiter des plantations de canne à sucre. Bien sûr, le lecteur sursautera : 400 hectares, mais c'est énorme ! Certes, mais pas à Cuba. Certains *latifundios* aux mains de compagnies étasuniennes en faisaient plus de 200 000... La réforme était donc draconienne et souleva une levée de boucliers aux États-Unis. Et, par voie de conséquences, des menaces sur les exportations de sucre aux États-Unis, la source de revenus la plus importante du pays. Le département d'État se crut en droit d'adresser une note diplomatique fort courroucée à Cuba, le 11 juin 1959. Et c'est à partir de là que les choses commencèrent à aller mal entre les deux gouvernements.

Et à tourner au vinaigre quand Cuba vend un premier chargement de sucre à l'Union soviétique le 11 août 1959, selon la théorie avancée par Fidel : la Révolution vendra à qui lui achètera (ce que faisait d'ailleurs Batista), puis annonce une nouvelle vente de 330 000 tonnes le 1<sup>er</sup> octobre. Les choses continuent de se dégrader toujours plus, la métropole ne reconnaissant plus sa petite néo-colonie qui, non contente de ruer dans les brancards, s'en extirpe ! Le 27 octobre 1959, le département d'État adresse une très longue note diplomatique, exprimant « sa vive préoccupation... devant ce qui paraît des efforts délibérés et concertés de Cuba pour substituer à l'amitié traditionnelle entre les peuples cubain et étasunien la méfiance et l'hostilité », l'administration souhaitant que les relations « demeurent fondées sur l'amitié, le respect et l'intérêt mutuel qui ont uni les destinées des deux pays au sein de la communauté des nations libres ». Fidel ayant annoncé la veille, dans un discours très important, la création de milices populaires et le rétablissement des tribunaux révolutionnaires, le département d'État juge nécessaire de consacrer le point 7 de sa note diplomatique, sans qu'on comprenne trop bien pourquoi, au « communisme international », une doctrine qui « ne pourra jamais être compatible avec les principes sur lesquels sont fondées les républiques américaines et d'autres nations du monde libre ».

Comme la Révolution cubaine continue de prendre des mesures pour se libérer de la tutelle économique et politique des États-Unis, les relations se dégradent toujours plus.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

L'arrivée à La Havane, le 4 février 1960, d'Anastase Mikoyan, vice-président du Conseil des ministres de l'Union soviétique, venu inaugurer une exposition industrielle, l'annonce d'une nouvelle vente de sucre à l'URSS, l'ouverture de crédits de la part de Moscou, la reprise des relations diplomatiques le 8 mai, ne sont pas faites, bien entendu, pour arranger les choses. Washington profère des menaces contre les exportations de sucre cubaines, manœuvre au sein de l'Organisation des États américains (OEA) pour faire condamner Cuba et décide, dès le 9 mars 1960, que la coupe est pleine et qu'il faut renverser Castro (ce qui donnera à terme, un an plus tard, l'invasion mercenaire de la baie des Cochons). C'est entre mai et juin 1960 que les choses empirent. Les États-Unis adoptent toute une série de mesures de rétorsion mineures, mais menacent surtout – ce qui leur semble un coup suffisamment dur pour couper court à la « rébellion » cubaine – de supprimer les importations de sucre cubain, qui sont la source de revenus principale de l'île, tandis que, le 16 juin 1960, les trois raffineries de pétrole : Esso, Texaco et Shell annoncent qu'elles refusent de raffiner le pétrole soviétique. Le ton monte entre les deux gouvernements, quoique Fidel se soit efforcé, dès le 7 juin 1960, de dissuader l'administration Eisenhower de ne pas aller trop loin dans ses mesures de rétorsion, car elle s'exposerait à son tour à des contre-mesures de représailles. Il avertit aussi les compagnies pétrolières qu'en cas de refus de leur part de raffiner le pétrole soviétique quand il arrivera, elles seront saisies. Au Congrès, les débats se poursuivent pour permettre à l'administration de supprimer les contingents d'exportations de sucre cubain. Par ailleurs, les sociétés minières traitant le nickel refusent de payer l'impôt de 25 p. 100 fixé sur leurs chiffres d'affaires. Bref, tout se conjugue : sucre, pétrole, mines, représailles financières, etc. C'est l'économie même de Cuba qui est menacée de périr. Et Fidel d'avertir à nouveau les États-Unis le 24 juin 1960 :

Ils envisagent de ruiner notre économie, de nous mettre un couteau sous la gorge, mais ils oublient leurs investissements à Cuba. Alors, nous pouvons leur rafraîchir un peu la mémoire... Ils ont environ 800 millions de dollars d'investissements à Cuba. Bref, il est très facile de calculer ce qu'ils peuvent nous enlever et ce que nous pouvons leur enlever.

Ainsi donc, nous risquons de perdre une partie de nos contingents sucriers ? Eh bien, ils risquent, eux, de perdre une partie de leurs investissements. Nous risquons de perdre tous les contingents sucriers ? Eh bien, ils risquent, eux, de perdre tous leurs investissements à Cuba. *Nous échangerons contingents pour investissements.* Nous attendons qu'ils terminent leur loi sur le sucre pour mettre au point notre loi cubaine sur les investissements étasuniens, qui octroiera au gouvernement les mêmes facultés que le Congrès concédera au président des États-Unis... Nous pouvons aussi réduire nos importations des États-Unis... Les États-Unis peuvent donc perdre encore plus, parce qu'à leurs 800 millions de dollars d'investissements, il faut ajouter ce que nous leur achetons tous les ans pour des centaines de millions de dollars. *Nous répondrons aux mesures ; nous ne sommes pas si désarmés, tant s'en faut ! [...]* Quel sens a cette politique ? *C'est une politique foncièrement colonialiste, d'une époque révolue...*

Ils s'exposent à perdre non seulement leur marché d'ici, mais aussi tous leurs investissements. Et nous pouvons au moins compenser parfaitement, grâce à ce que nous pouvons leur enlever, ce qu'ils nous enlèveront. Voilà les faits.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Cette politique aurait été risquée à un autre moment, mais plus maintenant, parce que, forts de tout notre droit, de toute notre raison, de toute notre dignité, nous allons adopter des mesures analogues vis-à-vis des intérêts étasuniens ici. Et dans la mesure où ils toucheront à nos intérêts, nous toucherons aux leurs ici.

Et la Révolution cubaine tint parole. De rétorsion en mesure de défense, de fil en aiguille, les États-Unis finiront bel et bien par tout perdre. Les trois raffineries de pétrole s'entêtant dans leur refus de traiter le pétrole soviétique, elles sont saisies entre le 28 juin et le 1<sup>er</sup> juillet 1960. Le 6 juillet 1960, Eisenhower supprime les contingents d'exportation de sucre cubain, et ce même jour, Cuba publie la Loi de nationalisation dans le *Journal officiel*. Le 6 août, la Révolution cubaine nationalise vingt-six sociétés étasuniennes, dont les compagnies de téléphone et d'électricité, les deux raffineries de pétrole et treize compagnies sucrières des États-Unis, soit 829 millions de dollars. Le 16 septembre, elle saisit les manufactures de tabac. Le 17 septembre, elle met fin à la présence de Wall Street à Cuba, soit la Chase Manhattan Bank, de la famille Rockefeller, la First National City Bank of New York et la First National City Bank de Boston, soit plusieurs centaines de millions de dollars. Le 13 octobre 1960, la Révolution nationalise 392 entreprises de gros capitalistes cubains et étrangers, ainsi que toute l'activité bancaire (exception faite des banques canadiennes). Le 19 octobre, l'administration étasunienne, se présentant en victime et agissant au nom de la légitime défense, décrète l'embargo sur toute les exportations à destination de Cuba, à l'exception des produits alimentaires, des médicaments et du matériel médical. Le 24 octobre, la Révolution cubaine décide alors la nationalisation de tous les biens étasuniens existant encore dans le pays, soit 166 usines et centres industriels. Bref, répondant à la guerre économique (je ne parle pas des autres, bien plus sanglantes), la Révolution a, en à peine deux mois et demi, du 6 août au 24 octobre 1960, nationalisé tous les investissements étasuniens ! En un an quatre mois et trois semaines à compter du 3 juin 1959, date de la publication de la Loi de réforme agraire au *Journal officiel*, l'Empire qui faisait le jour et la nuit à Cuba depuis un demi-siècle a absolument tout perdu ! Et c'est cela, et non la question idéologique, qui explique la haine malade que toutes les administrations étasuniennes ont vouée à la Révolution cubaine.

Si je tiens à rappeler ces faits des deux premières années et demie, c'est pour démentir cette vision erronée, reprise ici par Obama, selon laquelle le contentieux entre la Révolution cubaine et les États-Unis s'inscrit dans le cadre de la Guerre froide. C'est absolument faux : il s'inscrit dans le cadre d'une *lutte de libération nationale* entre une (néo)colonie et sa métropole, ce qui est tout à fait différent.

Fidel affirmait le 6 juillet 1960 :

Une révolution... met à nu devant nous les entrailles des intérêts qui exploitent les peuples, elle nous apprend à découvrir non seulement les mensonges nationaux, les grands mensonges nationaux, mais aussi les grands mensonges internationaux.

Elle nous apprend l'alliance entre les intérêts créés au sein de la nation et *les grands intérêts internationaux qui exploitent les peuples...*

Le paysan sans terre, le Noir discriminé, le travailleur exploité, les persécutés, les anonymes, les maltraités, les petites gens, voilà ceux qui ont prouvé avoir une véritable

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

idée de la dignité nationale... de la patrie... de l'honneur et du devoir, contrairement à ceux-là — et comment auraient-ils pu l'avoir — qui jouissaient de toutes les prérogatives et de tous les privilèges en exploitant le peuple. *Voilà ce qu'est la révolution : une lutte, la lutte du peuple face aux puissants intérêts. [...]*

Il y a des gens qui languissent du joug étranger, qui, sans ce joug, sentent leur cou si libre qu'ils craignent de perdre la tête ! Il y a des gens que cette liberté effraie, que cette dignité effraie, que cet honneur de la patrie effraie ; il y a des gens qu'effraient ce redressement, ce courage, cette fermeté, cette volonté, cet héroïsme de notre peuple ! Ces vertus de notre peuple les effraient tant qu'ils semblent dire : « Je m'en vais ! Ces gens-là sont trop courageux ! Ces gens-là sont trop patriotes ! » Et ils s'en vont, parce que c'est trop de peuple pour eux et qu'ils réagissent comme s'ils étaient nés à Cuba par erreur ! [...]

Il y a quelque chose de pire qu'être batistien — parce qu'en fin de compte Batista n'a jamais été qu'un instrument d'un maître plus important — et c'est servir l'étranger exploiteur de sa patrie ! [...] Ces crimes [de Batista] n'émouvaient pas et ne pouvaient pas émouvoir le cœur corrompu et vorace de cette puissante oligarchie. Ah ! ces sentiments humains, ces libertés humaines, ces droits de l'homme qu'elle dit si hypocritement et si mensongèrement défendre, ces droits bafoués à un point inconcevable dans notre patrie, ces droits violés au-delà de l'imaginable, ces tueries massives, ces crimes inqualifiables, ces tortures impitoyables n'ont pas été capables d'émouvoir les sentiments de l'oligarchie puissante qui se dit défenseur du monde libre ! [...]

Et c'est là une autre vérité que le gouvernement étasunien ne pourra pas affronter : s'il y a des difficultés avec Cuba, ce n'est pas parce que Cuba veut gouverner aux États-Unis, mais parce que les États-Unis ont voulu gouverner à Cuba !

Les problèmes avec Cuba, en effet, ne se doivent pas au fait qu'il y ait des intérêts, des trusts et des monopoles cubains qui veulent exploiter les travailleurs et le peuple étasuniens, mais au fait qu'il y a *des compagnies et qu'il y ici de puissants intérêts étasuniens qui veulent exploiter les travailleurs et le peuple cubains... posséder nos richesses, vivre de notre sueur et commander dans l'économie et dans la politique de notre pays.*

*Et Cuba n'est pas coupable de l'expansion impérialiste des États-Unis ; Cuba n'est pas coupable du fait que, se valant de la situation de domination politique qu'ils ont instaurée à la fin de la guerre d'Indépendance, des intérêts étasuniens se soient emparés de nos richesses ; Cuba, victime de l'esprit de rapine des grands intérêts étasuniens, Cuba, qui a été la victime, n'est pas coupable. La faute en retombe sur ceux qui ont été nos bourreaux ! [...] Les problèmes avec Cuba sont la conséquence des erreurs de la politique impérialiste des États-Unis. [...]*

[...] Nous sommes force de peuple et raison de peuple, tandis que le gouvernement des États-Unis est force d'oligarchie, moins raison ! [...]

Nous ne nous plaignons pas de ce qui est logique de la part de ceux qui nous attaquent. Nous proclamons notre vérité sereinement et convaincus que, de cette puissante oligarchie, nous ne pouvons attendre que des agressions, que de cette

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

puissante oligarchie, les peuples ne peuvent attendre que des agressions. Et *nous savons que les agressions cesseront pour les peuples du jour où les oligarchies exploiteuses disparaîtront !*

Présentant ce discours en 1988 (improvisé, je le rappelle, sans téléprompteur de dernière génération !), j'y avais ajouté des commentaires auxquels je n'ai rien à retrancher aujourd'hui et qui me semblent éclairer mon propos d'aujourd'hui, à savoir cette douteuse association : Révolution cubaine-Guerre froide. Je les reprends donc ci-dessous :

Il faudrait reproduire ce discours dans sa totalité pour pouvoir admirer à la fois un grand moment d'éloquence et le génie politique qui le sous-tend. *Fidel passe à un autre registre*, enclenche, pour ainsi dire, une nouvelle vitesse. L'heure est en effet grave : l'administration vient, comme l'a signalé la presse étasunienne, de déclarer la guerre — si elle n'est pour l'instant qu'économique, elle n'en reste pas moins furieuse — à la Révolution cubaine, au terme d'un an et demi d'attaques sournoises et larvées, de campagnes, de pressions directes ou par la bande. Elle vient donc de jeter bas le masque : fini le ton papelard des premières notes, ces déclarations d'amitié, ces regrets devant la dégradation des relations, ces jérémiades devant l'incompréhension qui semble s'instaurer entre les deux pays. L'administration Eisenhower, par ce geste, signifie très nettement à la révolution : tu n'as pas ta place dans le système interaméricain, nous ne t'accepterons pas telle quelle à cent cinquante kilomètres de nos côtes, et nous ferons tout pour te détruire. *Bref, il n'est pas question de révolution en Amérique*. Et c'est bien pourquoi Fidel ouvre son discours sur cette définition d'une révolution, qui se résume en un concept tout simple : la lutte entre les intérêts du peuple et ceux de ses exploiters, qu'ils soient du dedans ou du dehors. Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour se rendre compte que, toujours sans prononcer le mot, procède à une analyse marxiste des relations entre les États-Unis et Cuba. Témoin seulement, et cela me paraît péremptoire, ce concept d'*exploitation*.

Fidel parlait jusqu'alors des problèmes concrets et historiques existant entre les deux pays, tels l'intervention militaire des USA en 1898, l'amendement Platt, leurs diktats, leur ingérence constante dans les affaires cubaines, leur soutien aux dictatures de Machado et de Batista, etc. Il parlait aussi de la mainmise des grandes compagnies étasuniennes sur l'économie cubaine, des questions sucrières, des échanges commerciaux défavorables à l'île, etc. Or, ici, le jour même de la déclaration de guerre étasunienne — ce n'est évidemment pas fortuit — il hausse ses explications à un autre plan, il procède à une extension de tous les concepts jusqu'alors utilisés : tout ce qui se passe entre la Révolution cubaine et les États-Unis s'inscrit dans la logique la plus implacable, comme le prouve ce terme, qu'il ne cesse de reprendre tout au long de son discours en guise de leitmotiv, de « puissante oligarchie ». *Mais il emploie aussi pour la troisième fois dans toute sa carrière politique, si mes comptes sont bons, le terme si foncièrement connoté d'« impérialisme »*. Qu'il le fasse en cette conjoncture précise est au plus haut point symptomatique. Le moment lui semble venu d'ouvrir la conscience du peuple cubain à une autre réalité : celle du *mode de production qui explique pourquoi les États-Unis veulent détruire la Révolution cubaine*. Et qu'il utilise dans son discours l'autre concept qui est un de ses pendants en creux, celui de *révolution de libération nationale*, ne peut

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

que confirmer ces analyses : il ne s'agit plus d'ores et déjà d'une lutte ou d'un conflit entre les États-Unis et Cuba, mais, sur une plus large échelle universelle, *du combat entre l'impérialisme et toute révolution de libération nationale*. Et l'allusion dans un tel contexte idéologique et politique à cette « puissante oligarchie qui se dit défenseur du monde libre » n'est pas non plus, tant s'en faut, simple fleur de rhétorique ! C'est l'entrelacement de ces différents concepts dans un même discours, à ce moment historique précis, qui doit faire passer le peuple cubain à un niveau de compréhension et de conscience supérieur des réalités du monde contemporain. Bref, *Fidel vient de poser quelques nouveaux jalons cruciaux aux yeux et surtout dans l'esprit du peuple cubain*, et ses auditeurs sentent si clairement que quelque chose se passe et partagent si entièrement ses analyses — qui leur révèlent à eux-mêmes ce qu'ils ressentent sans pouvoir toujours l'explicitier — que quand il s'exclame que les difficultés découlent du fait que les États-Unis ont voulu gouverner à Cuba, les ouvriers qui l'écoutent et qui étaient alors restés silencieux sous l'emprise de ce verbe électrisant, comme en une espèce de défoulement de la conscience et de la tension, de catharsis collective, éclatent en une immense ovation qui s'étend sur plus de dix minutes et que seules les notes de l'hymne national parviennent à apaiser, tandis qu'on entend fuser de toute part les slogans qui deviendront si fameux de « Cuba, oui, Yankee, non ! », « Nous vaincrons » et « Fidel, Fidel » ! Signe indiscutable que le message a porté. Bref, le peuple cubain se conscientise à pas de géant.

Ce concept passe-partout de « Guerre froide » me paraît, je le répète, un tiroir où l'on entasse trop facilement, sans trop y prêter attention, des situations qui ne relèvent en aucun cas de l'affrontement Est-Ouest, du conflit capitalisme-communisme. Depuis 1947, année où l'expression a été portée sur les fonts baptismaux, jusqu'en 1991, date à laquelle disparaît l'Union soviétique, les seules guerres que l'on peut recenser sont loin d'avoir été froides, elles ont été absolument sanglantes, comme toutes les guerres « chaudes », et elles se sont déroulées, non en Occident, mais dans le Tiers-monde ! La seule « guerre » pour de bon entre le capitalisme et le communisme remontait à des décennies en arrière, à la sortie de la Première Guerre mondiale, quand les armées européennes envahirent la Russie pour y interrompre une révolution qui se disait ouvertement communiste.

Maintenant, que les politologues de métier veuillent bien m'expliquer en quoi et comment la pire de toutes, celle qui a fait le plus de victimes et causé le plus de ravages humains et matériels, je veux parler de celle du Viet Nam, s'inscrit dans ce concept : là encore, ce fut une guerre de libération nationale, une guerre d'indépendance, d'abord contre la France, puis, quand celle-ci disparut de la scène durant la Deuxième Guerre mondiale, contre le Japon, puis de nouveau contre la France quand celle-ci reparut dare-dare comme si de rien n'était avec le concours des États-Unis, puis après 1954 et Dien Bien Phu, contre les États-Unis. Ce fut aussi une guerre de réunification, puisque, tout comme cela se passa avec la Corée en 1953, le pays se retrouva divisé en deux. Qu'on m'explique aussi comment on peut insérer l'extension de la guerre au Laos et au Cambodge dans le contexte de la Guerre froide.

Je ne veux pas revenir sur l'exemple de l'Angola, et l'invasion de l'Afrique du Sud raciste aidée par l'Occident. Là encore, il s'agissait d'une guerre de libération nationale contre le

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

colonialisme portugais, qui s'étendait, faut-il le rappeler ?, à la Guinée-Bissau, au Mozambique, au Cap-Vert et à Sao-Tomé-et-Principe. Et, une fois de plus, ce sont les États-Unis qui déclenchèrent la guerre que l'on sait en lançant les troupes sud-africaines contre l'Angola pour empêcher un parti anti-colonial de prendre le pouvoir. Que ce parti ait, en tout logique, tourné les yeux du côté de Moscou, et non de Washington, ne fait pas de cette guerre un composant de la Guerre froide. Et pour celui qui douterait que les États-Unis aient été derrière les Sud-Africains, je me contenterais de citer cet aveu de P. W. Botha, le ministre de la Défense, devant le Congrès de son pays, le 17 avril 1978 : « Que je sache, nous n'avons franchi qu'une seule fois, ces dernières années, une frontière, et c'est dans le cas de l'Angola, quand nous l'avons fait avec l'approbation des États-Unis. Mais ils nous ont laissés en rade. Nous devons raconter de nouveau l'histoire : nous sommes entrés en Angola pas du tout à leur insu, ils nous ont poussés à le faire, et quand nous étions presque arrivés à l'apogée, ils nous ont laissé tomber sans aucune pitié. » Que la Maison-Blanche ait vu dans l'aide cubaine une guerre par procuration au profit du Kremlin parce qu'elle inscrivait alors toute guerre de libération nationale dans cette autre conception de la « théorie des dominos », autre ersatz de la Guerre froide, ne transforme pas pour autant cette guerre en un composant de la confrontation capitalisme-communisme... C'est d'ailleurs, soit dit en passant, à cause de cette vision géopolitique et géostratégique erronée que les États-Unis, eux-mêmes nés d'une guerre de libération nationale contre la couronne britannique – mais qu'il est loin, ce passé pour eux ! – ont toujours été du mauvais côté de la barrière, toujours en faveur des oppresseurs, jamais solidaires des opprimés. Qu'on me démente en me donnant un seul exemple du contraire !

\*\*\*\*\*

**Je tiens à être clair. Les différends entre nos gouvernements durant ces longues années sont réels et importants. Je suis sûr que le président Castro dirait pareil. Je le sais parce que je l'ai écouté aborder ces différends en détail. Mais, avant que je discute ces questions, nous devons aussi reconnaître combien de choses nous partageons. Parce que, de bien des manières, les États-Unis et Cuba sont comme deux frères qui ont été séparés de longues années, bien que nous partagions le même sang.**

Je suppose que les auditeurs cubains du Grand Théâtre de La Havane sont restés ébaubis ou plutôt estomaqués devant cette assertion de Barack Obama ; je veux parler bien entendu de la « fraternité » entre Cuba et les États-Unis, parce que l'idée précédente, celle des « différends », est somme toute une lapalissade. Donc, supposer un quelconque lien de fraternité entre les deux pays, c'est vraiment, même si Obama veut « du passé faire table

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

rase », s'il ne cesse de demander à ses interlocuteurs latino-américains d'arrêter de l'embêter avec cette rengaine, prendre beaucoup de liberté avec Dame Clio ! Je suis sûr que ses auditeurs directs et les téléspectateurs se sont exclamés, pour reprendre une expression cubaine qui colle bien mieux à la situation que celles qu'il a utilisées jusque-là : « *Se le fue la musa* », autrement dit, vraiment il exagère ou il en fait trop, ou, plus populairement, il attige ! Ou il déraile...

Parce que, s'il y a quelque chose qui saute aux yeux même du plus cancre en histoire, c'est bien qu'en deux cent quarante ans tout ronds (1776-2016), les États-Unis n'ont jamais eu le moindre regard de frère vers la grande île située à cent quarante kilomètres de leurs côtes, à moins qu'Obama ne fasse allusion à celui de Caïn ! On me dira qu'il est trop facile de le constater en rétrospective. Eh bien, non, jusqu'à certains contemporains lucides voyaient comme les choses allaient se dérouler en perspective.

Ayant déjà présenté les vues et les visées des États-Unis sur Cuba dès leur accession à l'indépendance et les preuves éloquents qu'ils ne la considèrent jamais comme autre chose qu'une possession à court ou à long terme, parce que cela reviendrait à enfoncer des portes ouvertes, je tiens à fournir maintenant l'éclairage inverse : *les conceptions des habitants de l'île vis-à-vis des États-Unis*.

Je commencerai par ce qu'écrivait le comte d'Aranda en 1783. Ce noble espagnol était un des promoteurs du despotisme éclairé dans son pays ; il avait signé avec l'Angleterre le traité qui avait mis fin à la guerre entre les deux couronnes ; il était très associé aux réformes que Madrid instaurait à Cuba. Partisan de la guerre d'Indépendance des Treize Colonies qui devait permettre à l'Espagne de prendre sa revanche sur l'Angleterre et de se débarrasser d'un ennemi outre-mer, il se rendait bien compte, néanmoins, que c'était là une arme à double tranchant pour la couronne espagnole. En 1783, le comte d'Aranda écrit donc au roi d'Espagne au sujet de l'indépendance des États-Unis d'Amérique :

...je m'en tiendrai à la question du moment, à savoir la crainte que la nouvelle puissance, constituée dans un pays où aucune autre ne pourra empêcher ses progrès, nous importune quand elle sera en mesure de le faire. Cette république fédérative est née, pour ainsi dire, comme pygmée, parce que deux fortes puissances comme l'Espagne et la France l'ont formée et lui ont donné l'être, l'aidant de leurs forces à être indépendante ; mais demain elle sera un géant, à mesure qu'elle consolidera sa constitution, puis un colosse irrésistible dans ces régions-ci. En cet état, elle oubliera les bienfaits qu'elle a reçus de deux puissances et ne pensera plus qu'à son agrandissement. La liberté de religion, la facilité d'établir des gens sur des territoires immenses et les avantages qu'offre ce nouveau gouvernement appelleront les cultivateurs et les artisans de toutes les nations, parce que l'homme se rend où il pense améliorer sa fortune et nous verrons dans quelques années, avec beaucoup de douleur, s'ériger le colosse dont je parle.

Une fois cette puissance anglo-américaine agrandie, nous devons croire que ses premiers regards se tourneront vers la possession complète des Floride pour dominer l'espace mexicain. Ce pas fait, non seulement elle nous interrompra le commerce avec le royaume du Mexique chaque fois qu'elle le voudra, mais elle aspirera à la conquête de ce

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

vaste empire que nous ne pourrions pas défendre depuis l'Europe contre une puissance grande, formidable, établie sur ce continent et mitoyenne de ce pays.

Ce ne sont pas là, Seigneur, de vaines craintes, mais un pronostic véritable de ce qu'il devra arriver inmanquablement dans quelques années, s'il n'y pas auparavant un bouleversement plus grand dans les Amériques. Cette façon de penser est fondée sur ce qui est arrivé en tous temps dans les nations qui commencent à s'agrandir. La condition humaine est la même partout et sous tous les climats : celui qui a le pouvoir et la facilité de l'acquérir ne le méprise pas. Et, une fois cette vérité supposée, comment serait-il possible que les colonies américaines, quand elles se verront en mesure de conquérir le royaume du Mexique, se retiennent et nous laissent en la possession pacifique de ce riche pays ? Ce n'est pas croyable.

Le comte d'Aranda avait pronostiqué quelques années avant, en 1776 :

L'Espagne va se retrouver face à face avec une autre puissance, seule dans tout ce qui constitue la terre ferme de l'Amérique septentrionale. Et quelle puissance ! Une puissance stable et territoriale qui a déjà invoqué le nom patricien d'Amérique, avec deux millions et demi d'habitants descendants d'Européens qui, selon les règles qu'ils prennent pour leur propagation, doublera ses vivants tous les vingt-cinq ou trente ans, et dans cinquante ou soixante peuvent atteindre huit à dix millions, essentiellement pour l'attrait qu'offriront les lois de ce nouveau domaine. [...] Le fait est qu'il serait bon que nous variions beaucoup des idées qui, depuis la découverte de l'Amérique, eussent pu être utiles jusqu'à présent, parce que le théâtre de ce Nouveau Monde n'est plus le même.

Plus de soixante après, le 19 mars 1848, alors que la colonie se cherche encore une nationalité, José Antonio Saco (1797-1879) que l'historien cubain Eduardo Torres-Cueva présente comme suit : « Durant plus de cinquante ans, il fut reconnu par amis et ennemis non seulement comme "la première figure politique" parmi les Cubains, mais aussi comme le penseur de la société coloniale et esclavagiste le plus profond, le plus analytique et le plus critique », écrit à ceux de ses pairs qui sont partisans de l'annexion de l'île aux États-Unis :

Pour ma part, bien que je connaisse les immenses avantages que Cuba tirerait de cette incorporation *pacifique*, je dois avouer de toute la candeur de mon âme qu'il me resterait une réserve, un sentiment secret pour la perte de notre nationalité, de la *nationalité cubaine*. Nous sommes à Cuba un peu plus de quatre cent mille Blancs. Notre île peut en nourrir quelques millions. Réunis à l'Amérique du Nord, l'émigration depuis celle-ci à Cuba serait très abondante, et, dans quelques années, les *Yankees* seraient plus nombreux que nous, et, pour résultat final, il n'y aurait pas réunion ou *annexion* mais *absorption* de Cuba par les États-Unis. Il est vrai que l'île existerait toujours, mais je veux que Cuba soit pour les Cubains et non pour une race étrangère.

N'oublions jamais que la race anglo-saxonne diffère beaucoup de la nôtre par son origine, sa langue, sa religion, ses us et coutumes et que, dès qu'elle se sentira assez forte pour équilibrer le nombre de Cubains, elle aspirera à la direction politique et générale de toutes les questions cubaines et elle l'obtiendra, non seulement par sa force numérique, mais aussi parce qu'elle se considérera comme notre tutrice ou protectrice, car elle est

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

bien plus avancée que nous en matière de gouvernement, de sciences et d'arts. Elle l'obtiendra, je le répète, mais sans nous faire violence, et plutôt en employant les mêmes droits que nous.

Ils se présenteront aux urnes électorales, nous aussi nous nous présenterons : les Étatsuniens voteront pour les leurs, et nous pour les nôtres, mais comme ils seront déjà la majorité, les Cubains se verront exclus, selon la même loi, de presque tous les emplois et destins publics, et c'est vraiment une situation douloureuse que les enfants, les vrais maîtres du pays, se voient relégués sur leur propre terre par une race de parvenus. J'ai vu cela ailleurs, et je sais que je le verrai aussi dans ma patrie. [...] je souhaiterais que Cuba ne fût pas seulement riche, éclairée, morale et puissante, mais que Cuba fût aussi cubaine et non *anglo-saxonne*. L'idée de l'immortalité est sublime, parce qu'elle prolonge l'existence des individus au-delà du sépulcre, et la nationalité est l'immortalité des peuples et l'origine la plus pure du patriotisme.

Deux ans plus tard, parce que la polémique avec ses amis annexionnistes se poursuit, Saco écrit le 4 septembre 1850 :

Si [Cuba] était une de ces nombreuses îles qui, par leur petitesse, leur stérilité et leur insignifiance, ne pourraient jamais figurer sur la carte géographique, alors, sans m'en remettre au passé ni au futur, et consultant uniquement certaines idées et certains intérêts, je serais le premier à demander son agrégation *pacifique* aux États-Unis. Mais une île, qui est une des plus grandes du globe terrestre et qui enferme tant d'éléments de pouvoir et de grandeur, est une île qui peut avoir un brillant avenir. Quand je contemple que la Phénicie, bande de terre de quelques lieues, sur les côtes de la Syrie, fut la nation la plus commerçante de l'Antiquité ; quand je contemple que, dans l'aride et petit espace de l'Attique, est née la glorieuse république d'Athènes ; quand je contemple que l'immortelle Venise, émergeant de la fange de ses lagunes, domina des peuples et des mers ; quand je contemple que Gênes, sa rivale, étendit ses conquêtes et son nom jusqu'aux confins de la mer d'Azov ; quand je contemple, enfin, que d'autres pays, très inférieurs à Cuba, occupent une place respectable dans l'échelle des peuples, pourquoi devrais-je fermer mon cœur à toute espérance, me convertir en bourreau de la nationalité de ma patrie ? Voilà quinze ans que je soupire après elle ; je suis résigné à ne la voir jamais plus, *mais il me semble que je la verrais encore moins si ondoyait sur ses châteaux et ses tours le drapeau américain. Je crois que je n'inclinerais pas mon front devant ses étoiles rutilantes, parce que si j'ai pu supporter mon existence en étant étranger à l'étranger, vivre étranger sur ma propre terre serait pour moi le plus terrible des sacrifices.*

Quand, ayant enfin compris que l'Espagne ne lâcherait jamais sa proie et que la seule solution était de prendre les armes, les Cubains s'y décidèrent le 10 octobre 1868, celui qui le fit, Carlos Manuel de Céspedes, écrivait un peu de moins deux ans plus tard en tant que président de la République en armes, fin juillet 1870 : « En ce qui concerne les États-Unis, peut-être me trompé-je, mais, à mon avis, leur gouvernement aspire à s'emparer de Cuba sans complications dangereuses pour sa nation et, entre temps, que celle-ci ne sorte pas de la domination de l'Espagne, même pas pour se constituer en pouvoir indépendant : tel est le

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

secret de sa politique, et je crains fort que tout ce qu'il fera ou proposera sera pour nous divertir et que nous ne recourrions pas à d'autres amis plus efficaces ou désintéressés. »

Retirant deux ans plus tard son « envoyé diplomatique » à Washington, Céspedes lui écrivait le 30 novembre 1872 : « Il n'était pas possible que nous supportions plus longtemps le mépris avec lequel nous traite le gouvernement des États-Unis, un mépris qui augmentait d'autant plus que nous souffrions nous-mêmes davantage. Nous avons joué assez longtemps le rôle du mendiant auquel on refuse de manière réitérée l'aumône et à la gueule duquel on ferme insolemment la porte... ce n'est pas parce que nous sommes faibles et malheureux que nous devons cesser d'avoir de la dignité. »

Le 4 juillet 1874, le général Calixto García écrivait : « J'ai reçu aujourd'hui de la correspondance de Cuba et de Jamaïque. Dans les deux cas, on considère comme certain que les États-Unis nous reconnaîtront sous peu. Si seulement c'était vrai, bien que je le doute, parce que les Américains n'ont guère donné de preuves à ce jour que le sort de notre pauvre patrie les intéressait. »

Non seulement les gouvernements étasuniens ne reconnurent jamais la belligérance des Cubains, mais ils furent les meilleurs fournisseurs d'armes à la couronne espagnole, traquèrent impitoyablement les expéditions navales qu'ils préparaient depuis les États-Unis, emprisonnèrent les patriotes cubains. Tant durant la guerre de Dix Ans que durant ce que Martí appela la « Guerre nécessaire » (1895-1898).

Le 16 mars 1889, *The New York Evening Post* publie un article profondément méprisant pour les Cubains et d'un racisme déclaré :

### VOULONS-NOUS DE CUBA ?

#### **The Manufacturer (Philadelphie), 16 mars 1889**

On affirme avec quelque insistance que le gouvernement actuel envisagerait sérieusement d'inviter l'Espagne à vendre l'île de Cuba aux États-Unis. On ne sait pas encore exactement si le président et ses conseillers ont vraiment cette intention, mais la nouvelle n'est pas si folle ni si improbable qu'il serait insensé d'en discuter. Que l'Espagne consente à céder l'île pour une somme considérable, c'est tout à fait possible. L'Espagne est pauvre, et Cuba a été si mise à sac par la rapacité et le mauvais gouvernement des Espagnols qu'elle n'est plus la riche mine qu'elle était auparavant. On n'a mieux prouvé nulle part que dans l'île que le pouvoir absolu aux mains de fonctionnaires corrompus conduit vite à la ruine et à la banqueroute. Il n'est pas exagéré de supposer que le politicien espagnol, qui ne peut plus espérer s'enrichir en volant Cuba, ait l'eau à la bouche en pensant aux gros excédents du trésor américain.

Il y a beaucoup à dire à faveur de notre achat de l'île. L'entreprise flatte l'imagination. Cuba, pour ce qu'elle peut donner de soi, est la plus splendide des Antilles. Elle se dresse au milieu du golfe qui nous borne au Sud. Elle domine ce vaste espace d'eau. La nation qui la posséderait aurait la maîtrise quasi exclusive des avenues conduisant vers n'importe lequel des canaux interocéaniques. Cuba possède les plus belles baies de toute cette région. Elle est si proche de la Floride que la Nature semble indiquer son affiliation

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

à la nation qui dominerait ce continent. Sa capacité productive ne le cède à aucune autre portion du globe terrestre. Son tabac est le meilleur au monde. C'est le sol favori de la canne à sucre. Et son acquisition nous libérerait aussitôt du reste de l'univers pour nos achats de sucre. Tous les fruits tropicaux y prospèrent. Nous emparer de l'île reviendrait à étendre les limites de notre production de produits subtropicaux à tous ceux des tropiques. Dès lors, il n'y aurait presque aucun fruit de tous ceux que donne la Terre qui ne se produirait dans nos frontières. Nous avons d'ores et déjà tout ce qui pousse entre les glaces du Maine et les orangers de la Floride. Nous aurions dès lors les substances qui exigent un sol très fertile et doivent être totalement à l'abri du gel. Nous ouvririons en plus un nouveau et grand marché à tout ce que nous produisons aujourd'hui, et ce marché serait entièrement en notre pouvoir. Nous pouvons en faire ce qu'il nous chante. Cuba compte maintenant un million et demi d'habitants. En cinq ans, sous notre gouvernement, cette population pourrait doubler. Ces avantages ne peuvent manquer de nous attirer. Ils méritent notre attention. L'énergie américaine amenée dans cette île, sous un gouvernement libre, sous le règne du droit et de l'ordre, avec la sécurité dont bénéficieraient les biens et les vies, l'effort humain étant libre de s'employer dans toutes ses voies à lui, ferait de Cuba ce qu'elle fut jadis : une productrice de richesses, à la capacité et à la fécondité merveilleuses.

Mais il y a un revers de la médaille. À quoi aboutirait la tentative d'incorporer à notre communauté politique une population telle que celle qui habite l'île ? Personne parmi elle ne parle notre langue. La population se divise en trois classes : les Espagnols, les Cubains d'ascendance espagnole et les Noirs. Les Espagnols sont probablement les moins préparés des hommes de race blanche à être des citoyens américains. Ils ont gouverné Cuba des siècles entiers. Ils la gouvernent encore selon les mêmes méthodes qu'ils ont toujours employées, des méthodes où le fanatisme le dispute à la tyrannie, et l'arrogance fanfaronne à l'insondable corruption. Moins nous aurions d'eux, et mieux ce serait. Les Cubains ne sont guère plus désirables. Aux défauts des hommes de la race paternelle, ils joignent l'efféminement et une aversion à tout effort telle qu'elle en est vraiment malade. Ce sont des incapables, ce sont des fainéants, leur moralité est douteuse, et ils sont impropres par nature et par expérience à remplir les obligations de citoyens dans une république grande et libre. L'apathie avec laquelle ils se sont soumis si longtemps à l'oppression espagnole est bel et bien la preuve de leur manque de force virile et d'amour propre ; et leurs tentatives mêmes de rébellion ont si pitoyablement inefficaces qu'elles ne sont guère plus dignes qu'une farce. Investir dans des hommes pareils la responsabilité de diriger ce gouvernement-ci et leur donner la même somme de pouvoir qu'aux citoyens libres de nos États du Nord serait les convoquer à exercer des fonctions pour lesquelles ils n'ont pas la moindre capacité.

Quant aux Noirs cubains, ils sont clairement au niveau de la barbarie. Le Noir le plus dégradé de Georgie est mieux préparé à la présidence que le Noir moyen de Cuba à la citoyenneté américaine. Nous pourrions nous arranger pour que l'île demeure comme un territoire ou une simple dépendance, mais il n'existe pas dans notre système de place pour des corps d'Américains qui ne seraient pas – ou ne pourraient aspirer à l'être – des citoyens.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Le seul espoir que nous pourrions avoir d'élever Cuba à la dignité d'État serait de l'américaniser totalement, en la remplissant de gens de notre propre race ; mais on pourrait alors se demander si cette même race ne dégénérerait pas au soleil tropical et dans les conditions de vie nécessaires à Cuba. Ce sont là des faits qui méritent une attention soigneuse avant que nous ne concluions aucun projet d'achat de l'île. Nous pourrions nous emparer de Cuba bon marché et la payer encore fort cher.

Le 3 avril 1889, outré par cet article repris d'ailleurs et commenté par un autre journal, José Martí y répond dans cette organe de presse et publie ensuite le tout dans une petite brochure intitulée : « Défense de Cuba ». Je pourrais citer des dizaines et des dizaines de passages où Martí s'efforce d'alerter ses concitoyens mais aussi les peuples latino-américains des dangers qu'ils courraient au cas où ils ne comprendraient pas dûment les visées des États-Unis et ne feraient rien pour les contrecarrer. Ainsi, ouvre-t-il comme suit son fameux article-manifeste « Notre Amérique », publié le 1<sup>er</sup> janvier 1891 dans *La Revista Ilustrada de Nueva York* :

Le villageois vaniteux croit que le monde entier est son village, et, pourvu qu'il en reste le maire, ou qu'il mortifie le rival qui lui a chipé sa fiancée, ou que ses économies croissent dans sa cagnotte, il tient pour bon l'ordre universel, sans rien savoir des géants qui ont sept lieues à leurs bottes et peuvent lui mettre la botte dessus, ni de la mêlée dans le Ciel des comètes qui vont par les airs, endormies, engloutissant des mondes. Ce qu'il reste de village en Amérique doit s'éveiller. Notre époque n'est pas faite pour se coucher le foulard sur la tête, mais les armes en guise d'oreiller, à l'instar des vaillants de Juan de Castellanos : les armes du jugement, qui vainquent les autres. Tranchées d'idées valent mieux que tranchées de pierre.

Que dire à propos de cette « botte » ? C'est poser d'entrée le problème central de cet article-manifeste et de l'époque (qui reste celui, encore plus prégnant peut-être, de la nôtre où le rouleau compresseur de la mondialisation néolibérale tend à la pensée unique et au modèle politique unique) : si l'Amérique espagnole veut conserver son visage à soi, son originalité, elle doit cesser de se regarder dans le miroir de modèles politiques, économique et sociaux étrangers, de vouloir les copier et se doter des siens propres ; sinon, elle risque de perdre non seulement ses caractéristiques émanant d'une histoire différente (à cet égard, son grand discours de décembre 1889, « Mère Amérique », utilise une formule lapidaire : « L'Amérique du Nord est née de la charrue ; du dogue, l'espagnole »), mais encore de se perdre tout court, car un autre danger la menace : les géants aux bottes de sept lieues. L'un des référents les plus fameux de la littérature occidentale est ici, bien entendu, l'ogre du conte de Charles Perrault, « Le Petit Poucet », et c'est bien celui-ci que Martí évoque : si un ogre est par définition « un géant à l'aspect effrayant, se nourrissant de chair humaine », l'image était on ne peut mieux choisie : depuis sa venue au monde en 1783, l'ogre étasunien avait en effet donné des preuves éloquentes de son appétit apparemment insatiable, d'autant qu'à l'instar de celui de Perrault, « il mangeait les petits enfants » et « sentait la chair fraîche ». Fin 1890, sortant de la caverne bornée par les Appalaches, il avait déjà « englouti » une partie de la Floride occidentale (traité de 1795 avec l'Espagne) ; la Louisiane (1803, par achat à la France qui l'avait cédée à l'Espagne en 1763 mais récupérée quarante ans plus tard pour la vendre finalement aux États-Unis pour quinze millions de dollars) ; le reste de la

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Floride occidentale (1810 et 1813, enlevé de force à l'Espagne) ; deux territoires à la frontière Nord-Ouest (cédés par la Grande-Bretagne en 1818) ; la Floride orientale (1819, achetée à l'Espagne) ; puis, une fois conclue l'expansion vers le sud (Floride) et vers l'ouest mitoyen avec le territoire original (Louisiane), un territoire à la frontière Nord-Est (cédé par la Grande-Bretagne en 1842) ; le Texas (enlevé de force au Mexique en 1845) ; l'Oregon (aux dépens de l'Espagne en 1846) ; la Californie et le Nouveau-Mexique (enlevés au Mexique en 1848) ; le territoire de Gadsden (acheté en 1853) ; l'Alaska (acheté à la Russie en 1867). Autrement dit, en moins d'un siècle, l'Union américaine avait conclu son expansion territoriale vers l'Ouest et le Sud, enlevant notamment au Mexique plus de la moitié de son territoire (1 528 241 km<sup>2</sup>, soit autant que l'Angleterre, l'Irlande, l'Écosse, la France, l'Espagne, le Portugal, l'Italie et l'Allemagne réunis !). Quand Martí écrit « Notre Amérique », les États-Unis ont convoqué à Washington le congrès « panaméricain » par lequel ils tentent d'imposer leurs vues et conditions aux pays latino-américains. Ses mises en garde angoissées à l'adresse de leurs gouvernements et de leurs peuples au sujet de l'appétit vorace de l'ogre qui « sent la chair fraîche » (la leur) s'expliquent d'eux-mêmes et imprègnent tous ses textes de l'époque. Et la contre-offensive et la prise de conscience sont d'autant plus urgentes que le géant chausse des bottes de sept lieues.

Sur un ton de moindre envol littéraire, mais tout aussi convaincu, Antonio Maceo, ce mulétier métis qui participa aux deux guerres d'Indépendance cubaine (1868-1878 et 1895-1896), qui mourut en décembre 1896 le corps couturé de cicatrices (plus de mille combats, vingt-six blessures) et qui, aux côtés de Máximo Gómez, raffina la tactique de la guérilla à des niveaux inconnus jusque-là, mêlait à la bravoure militaire une intelligence et une lucidité politiques impressionnantes. Il écrit le 14 avril 1896 au successeur de José Martí comme délégué du Parti révolutionnaire cubain, Tomás Estrada Palma, quand il croit comprendre que celui-ci fait des démarches pour que les États-Unis interviennent dans la guerre :

Tout marche bien, et ça pourrait durer indéfiniment ou jusqu'à ce que nous laissions l'Espagne exténuée. Nonobstant, comme nous devons nous efforcer de terminer au plus vite, et que je lis dans les journaux qu'on discute si les États-Unis doivent intervenir ou non dans cette guerre pour qu'elle conclue promptement, et je suspecte que vous autres, inspirés de raisons et de motifs patriotiques, travaillez sans relâche pour obtenir le plus possible pour Cuba, j'ose vous dire que de mon point de vue *nous n'avons pas besoin de cette intervention pour triompher tôt ou tard*. Et si nous voulons réduire ce délai à quelques jours, envoyez à Cuba vingt-cinq ou trente mille fusils et un million de cartouches en une ou, au plus, deux expéditions.

En juillet 1896, Antonio Maceo écrit (c'est lui-même qui souligne) :

*Je n'ai jamais rien attendu de l'Espagne ; elle nous a toujours méprisés et il serait indigne de penser autre chose. La liberté se conquiert au fil de la machette, elle ne se quémande pas. Mendier des droits est le propre de lâches incapables de les exercer. Je n'attends rien non plus des Américains. Nous devons absolument nous fier à nos efforts. Mieux vaut monter ou tomber sans aide que contracter des dettes de gratitude envers un voisin si puissant.*

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Quand, six ans plus tôt, le 29 janvier 1890, à un banquet organisé en son honneur à Santiago de Cuba, il entend dire que « Cuba deviendra par la force des choses une étoile de plus de la grande constellation américaine », il bondit : « Je crois, jeune homme, bien que ça me paraisse impossible, que ce serait le seul cas où je serais peut-être du côté des ... Espagnols. »

Le 31 décembre 1895, le général Bernabé Boza écrivait dans son Journal de guerre : « Et les Yankees renâclent encore à la reconnaissance de notre belligérance... On dirait que les enfants de l'Oncle Sam vont être pour nous durant cette guerre pareils qu'en 1868. Peu importe ! Notre gloire en sera d'autant plus grande, car le monde entier verra Cuba indépendante par l'effort unique et le courage indomptable de ses fils. »

Máximo Gómez, l'autre génie militaire des guerres d'Indépendance cubaine, ayant appris le 23 juillet 1898 que, le 19, lors de la prise d'El Jíbaro, un chef étasunien a refusé de hisser le drapeau cubain, écrit, bouillant d'indignation, dans son *Journal de campagne* :

Ces officiers américains ont commis un acte si grossier qu'il frise la sauvagerie. Leur ignorance crasse ne leur a sans doute pas permis de connaître à la lumière de notre propre histoire les égards et le respect que nous méritons, non seulement de la part de ceux qui s'honorent d'être amis de notre cause, mais jusque de nos propre ennemis. Profaner la noble enseigne de ce peuple héroïque, manquer de respect envers un de nos généraux et mépriser nos lois, ça, après les Espagnols, ça ne peut venir que d'un Américain ivrogne et brutal.

Máximo Gómez, soit dit en passant, était Dominicain... En 1899, une fois consommée l'intervention des États-Unis, ayant lu un tract signé par un Cubain qui réclame l'annexion : « ...je dois vous dire que cette idée répugne profondément à mon cœur. Comment se peut-il qu'il y ait à Cuba quelqu'un qui pense à ça ! Ce serait le comble de la dégradation politique et sociale et la souillure la plus noire qui pourrait tomber dans l'histoire d'un des peuples les plus cultivés et les plus héroïques d'Amérique. »

Faudrait-il citer ici les discours incendiaires prononcés par les constituants quand les États-Unis, dont les troupes occupaient l'île, les obligèrent à voter le fameux amendement Platt et à l'ajouter à la Constitution toute fraîche s'ils voulaient que leur île soit enfin libre et vraiment indépendante ? Aucun d'eux n'aurait eu l'idée de considérer cet encombrant et envahisseur voisin comme un « frère » ?

Vrai, les conseillers experts d'Obama lui ont forcé la main ! Le *qué bola*, passe encore ! Mais le coup du « frère », alors, non, ça c'est trop.

\*\*\*\*\*

**Nous vivons tous les deux dans un Nouveau Monde colonisé par les Européens. Cuba, tout comme les États-Unis, a été édifée en partie par des esclaves amenés d'Afrique. Comme le peuple étasunien, le peuple cubain peut remonter jusqu'à ses origines aussi**

**bien à travers les esclaves qu'à travers leurs maîtres.  
Nous avons tous deux accueilli des immigrants qui sont  
venus de loin pour entamer une vie nouvelle dans les  
Amériques.**

Là encore, Barack Obama ne dit qu'une évidence, à la limite une lapalissade, se réfugie dans les poncifs. Mais c'est quand même un peu juste. On me rétorquera qu'en trente-huit minutes, on ne peut pas faire une soutenance de thèse, qu'il doit survoler les points qu'il aborde. Mais le hic est bien là : je doute fort que le gouvernement cubain lui ait limité le temps de parole, de sorte que l'invité d'honneur aurait pu parler aussi longtemps qu'il aurait voulu et personne ne l'eût trouvé exagéré, à plus forte raison dans une population habituée aux très longues allocutions de Fidel, capable d'expliquer pendant des heures ce qu'il lui semblait important que la population comprenne (et comme il me manque aujourd'hui que si peu de choses se disent en public, comme si la Révolution cubaine était soudain devenue muette !). Donc, Obama et ses experts se sont limités eux-mêmes leur temps de parole.

Dire que les deux peuples sont « frères » ou, du moins, « partage un passé commun » parce qu'ils ont connu ou vécu une formation historique apparemment semblable, c'est faire peu de cas de la réalité profonde, du substrat des choses. À cet égard, José Martí était bien plus rigoureux dans ses analyses en 1889 qu'Obama en 2016. Alors, une fois, c'est à lui que je recourrais puisqu'apparemment, le président étasunien et ses experts ignorent les textes étonnamment lucides du penseur cubain. Il en est deux, parmi bien d'autres, qui abordent précisément la formation historique des deux parties de l'Amérique : celle qui n'est pas nôtre, autrement dit l'Amérique anglo-saxonne, et l'autre, celle du Sud, à colonisation espagnole, qui est la nôtre. Le premier, celui du 19 décembre 1889, est justement un discours que Martí prononce devant les délégués à la Conférence internationale américaine, autrement dit la première réunion panaméricaine que la Maison-Blanche a convoquée à Washington pour tenter d'organiser une sorte d'association de libre-échange dans les Amériques. Il sera publié sous le titre de : « *Mère Amérique* ». De « *Nuestra América* », j'ai publié plus haut le début.

Quand on voit comment les États-Unis traitent non seulement les émigrants actuels, ceux qui viennent d'Amérique centrale, du Mexique et des autres pays sud-américains (pas les Cubains qui bénéficient, eux, d'un statut privilégié par rapport à tous les autres migrants du monde), mais encore les *Chicanos*, autrement dit les Mexicains descendants de ceux qui vivaient sur les territoires que les États-Unis enlevèrent au Mexique en 1848, peut-on croire que ces textes de Martí ne sont qu'historiques et non terriblement contemporains ? Quand on entend les énormités que débite un Donald Trump, peut-on penser qu'ils ont perdu leur actualité ?

\*\*\*\*\*

**Au fil des années, nos cultures se sont mêlées. Les travaux du docteur Carlos Finlay à Cuba ont frayé la voie à des générations de médecins, dont Walter Reed qui s'est basé sur ces travaux pour aider à combattre la fièvre jaune. De même que Marti a écrit certaines de ses phrases les plus célèbres à New York, Ernest Hemingway a fait de Cuba son foyer et a trouvé son inspiration dans les eaux de ces côtes. Nous partageons le même passe-temps national : « *la pelota* ». Et aujourd'hui même, plus tard, nos joueurs vont se rencontrer sur le même terrain havanais où a joué Jackie Robinson avant de débiter dans la Ligue majeure (*applaudissements*). Et on dit que notre plus grand boxeur, Mohammed Ali, a rendu hommage une fois à un grand Cubain contre lequel il n'a jamais pu boxer, disant qu'il ne pourrait au mieux que faire match nul avec lui, Teófilo Stevenson (*applaudissements*).**

Obama cite donc plusieurs exemples de, selon lui et ses experts, « brassage de cultures ». Quelques éclaircissements à leur sujet ne seraient pas de trop.

Le choix du premier exemple (déjà mentionné dans son discours du 17 novembre 2014) est, soit dit en passant, assez malencontreux, parce qu'il concerne, surtout si on y associe Walter Reed, un épisode plutôt polémique, ce qu'on qualifierait de nos jours de « piraterie intellectuelle ».

Je m'explique. Carlos J. Finlay est un médecin cubain (1833-1915) qui, dès 1857, à peine âgé de vingt-cinq ans, se consacre à l'étude de la fièvre jaune, laquelle provoque alors des ravages dans les pays tropicaux. Comme, à son époque, la théorie régnante en matière de contagion est celle qui attribue cette maladie aux miasmes, aux éléments délétères de l'atmosphère et à la saleté, c'est de côté-là qu'il oriente ses recherches sans parvenir jamais à prouver, au terme de quatorze ans de travaux, que ce genre de contagion est la cause des épidémies de fièvre jaune. Il se lance donc dans une autre direction, rompant dès 1872, avec toutes les théories et conceptions en vogue à la recherche d'une explication originale et valable. Il la fait connaître le 18 février 1881, à la Conférence sanitaire internationale tenue à Washington, à laquelle il participe comme membre de la délégation espagnole en représentation de Cuba et de Porto Rico : il y explique que la propagation de la fièvre jaune ne s'ajustant pas aux schémas en cours sur la contagion et l'anti-contagion, il faut postuler « la présence d'un agent dont l'existence serait absolument indépendante de la maladie et du malade, mais *nécessaire* pour transmettre la maladie de l'individu attaqué par la fièvre jaune à l'homme sain. » Il faut une « cause matérielle transportable », « quelque chose de

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

tangible », en substitution des miasmes, pour que « la maladie puisse se communiquer de l'homme malade à l'homme sain ». Ce « quelque chose de tangible », c'est selon lui un vecteur : le moustique femelle de l'espèce *Culex fasciatus* (nommée aujourd'hui *Aedes aegypti*). Le 14 août 1881 il lit devant la Royale Académie des sciences médicales, physiques et naturelles de La Havane sa communication : « Le moustique, hypothétiquement considéré comme agent de la transmission de la fièvre jaune ». Même si des médecins de différents pays avaient soupçonné que le moustique pouvait être la cause de la maladie, aucun n'avait supposé qu'il soit capable de la transmettre de personne à personne ni proposé une identification taxonomique précise d'une espèce en particulier. Cette identification permettait de vérifier à partir de là expérimentalement la théorie de Finlay.

Mais, comme cela se passe très souvent quand il s'agit de concepts révolutionnaires, la théorie de Finlay est accueillie à Washington froidement et dans le scepticisme presque absolu. Et reste oubliée à l'échelle nationale pendant plus de vingt ans.

De son côté, Finlay, de retour à Cuba, réalise des expérimentations avec des bénévoles, ce qui lui permet non seulement de vérifier son hypothèse, mais aussi de découvrir que l'individu une fois piqué par le moustique est immunisé contre de futures attaques, ce qui lui permet d'élaborer un sérum contre la fièvre jaune. En 1893, 1894 et 1898, Finlay formule et divulgue même à l'étranger les principales mesures à prendre pour éviter les épidémies de fièvre jaune, à savoir détruire les larves de moustiques transmetteurs avant leur métamorphose, une méthode qu'on applique exactement de nos jours.

Aux États-Unis, on continue de rester insensible à la théorie de Finlay. Rien de très étonnant quand on sait que la médecine n'y était guère avancée, au point qu'il est très probable que ce soient les docteurs eux-mêmes qui aient provoqué la septicémie dont mourut le président Garfield, victime en août 1881 d'un attentat au revolver, quand ils s'efforcèrent à plusieurs reprises de retirer une des balles en employant les doigts sans même se laver les mains... Ainsi, les deuxième et troisième commissions d'enquête sur l'état de la fièvre jaune à Cuba, envoyées à La Havane en 1889 et 1899, ne lui accordent aucune attention. La quatrième, présidée par Walter Reed, créée par George Sternberg, chirurgien général de l'armée, à la demande du gouverneur militaire Leonard Wood – Cuba est occupée par les troupes étasuniennes depuis août de l'année précédente – dont les mesures d'hygiène ont échoué face à la fièvre jaune, arrive à Cuba en juin 1900. Sternberg, qui est membre correspondant de l'Académie des sciences de La Havane, connaît la théorie de Finlay, mais ne la partage pas : sa préoccupation est de vérifier si le bacille de Sanarelli est l'agent de la fièvre jaune. À son arrivée, la commission constate que nombre de soldats des troupes d'occupation sont atteints de la fièvre jaune, mais, en quête d'un agent pathogène, elle n'aboutit à rien. À bout de ressources, sur recommandation de médecins anglais de passage à La Havane, la commission rend visite en août 1900 à Finlay qui leur remet plusieurs de ses publications, leur fait certaines propositions et leur fournit des œufs d'*Aedes aegypti* qu'il a obtenus dans son laboratoire.

Jesse Lazear, le seul membre de la commission familiarisé grâce à un séjour en Europe avec l'idée de possibles vecteurs biologiques, parvient alors, semble-t-il, à convaincre certains de ses collègues et se livre à des expérimentations en septembre 1900 à l'insu de

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Reed, le président de la commission. Carroll, un soldat nommé Dean et Lazear lui-même s'inoculent le virus et tombent malade. Les deux autres en réchappent, mais Lazear, qui a noté soigneusement sur un calepin toute l'évolution de son mal, meurt treize jours après, le 25 septembre 1900. C'est donc lui qui a, pour ainsi dire, dirigé la première vérification expérimentale de la « théorie du moustique », indépendamment des expérimentations réalisées par Finlay.

C'est alors qu'intervient ce Walter Reed, le président de la commission toujours aussi hostile à la théorie de Finlay, qu'Obama associe au Cubain. Il se trouve alors aux USA, mais, informé du décès de Lazear, il se rend aussitôt à La Havane et, à partir du cahier de notes de celui-ci, rédige en hâte une communication qu'il présente le 22 octobre 1900 à une réunion scientifique aux États-Unis, sous le titre de « Note préliminaire » au sujet des résultats obtenus par la commission qu'il préside. Tout en admettant que finalement la théorie de Finlay était juste, il affirme que celui-ci n'est pas parvenu à la prouver, alors qu'il avait pourtant signalé, dès 1881, un cas non fatal, mais presque aussi typique que celui de Lazear. Il argue ensuite que Finlay a utilisé des moustiques qui n'avaient pas encore incubé le germe de la maladie, de sorte qu'il fallait rejeter ses résultats expérimentaux. Bref, selon Reed, vingt ans de travaux et de recherche ne méritaient que la poubelle ! Et c'est exactement ce qui arriva.

En 1901, doté des moyens dont Finlay ne pouvait pas disposer, Reed dirige une série d'expérimentations méticuleuses qui réaffirment qu'*Aedes aegypti* est bel et bien le vecteur, recourant à la théorie de Finlay et employant le moustique signalé par celui-ci. Alors qu'il a uniquement vérifié des faits, il finit pourtant par se convaincre lui-même et surtout convaincre les autres, parlant sans scrupule de « ma théorie », qu'il est, non son vérificateur, mais son « découvreur », une catégorie qu'on finit d'ailleurs par lui accorder dans son pays, surtout après sa mort en 1902 !

L'année où Reed accapare pour soi le génie de Finlay, en 1901, un médecin militaire étasunien, William Crawford Gorgas, qui a tenté sans succès d'éradiquer la fièvre jaune à Santiago de Cuba et qui a été nommé chef supérieur de la santé à La Havane, crée, à l'initiative de Finlay, une Commission cubaine de la fièvre jaune qui, appliquant les indications du Cubain, combat le moustique, isole les malades et parvient à éliminer virtuellement la maladie de la capitale en à peine sept mois.

Ce même Gorgas sera envoyé ensuite dans l'isthme de Panama où la fièvre jaune fait des ravages dans la main-d'œuvre, ce qui retarde le percement du canal. Il y appliquera les mêmes principes indiqués par Finlay et permettra la conclusion des travaux en cours. Gorgas, qui n'était pas apparemment du même aloi que Walter Reed, reconnaîtra d'ailleurs que le Cubain avait raison dans une lettre adressé depuis le canal de Panama, où une plaque reconnaît d'ailleurs la contribution de Carlos J. Finlay.

Il n'empêche que, dans l'histoire officielle de la médecine aux États-Unis, Reed apparaîtra jusque très tard dans le XX<sup>e</sup> siècle, comme le découvreur du vecteur de la fièvre jaune. Dès 1902, à la mort de Reed, Leonard Wood, qui avait été le gouverneur militaire de Cuba occupée, entérine la légende : « Je ne connais personne sur ce continent qui ait autant fait pour l'humanité que le docteur Reed. Les résultats de sa découverte ont sauvé plus de vies

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

tous les ans que celles qui ont été perdues dans la guerre de Cuba et ont préservé les intérêts commerciaux du monde d'une perte financière plus élevée chaque année que le coût de la guerre de Cuba. [...] C'est à Reed que revient l'honneur d'avoir conduit le plus grand travail médical des temps modernes et ses résultats vivront pour tous les temps. » En 1906, le président Roosevelt affirme dans un message au Sénat : « Quand la commission de la fièvre jaune... se réunit à La Havane, elle n'avait pas pensé faire des recherches entre la connexion du moustique et la propagation de la fièvre jaune. Cette idée provint du docteur Reed, une fois démontré... que *Bacillus icteroides* n'en était pas la cause. Le docteur Reed décida alors d'étudier la théorie de docteur Carlos Finlay selon qui le moustique était le moyen de transmission de la fièvre jaune, mais qu'il n'était pas parvenu à démontrer et qui n'était pas acceptée par les hommes de science de son époque. Cette décision fut une idée originale de Reed, qui ne lui fut suggérée par personne. » On a vu que c'est faux.

Les médecins cubains et latino-américains durent se battre pendant des décennies pour parvenir à faire reconnaître par la communauté scientifique internationale que Finlay avait été bel et bien, dès 1881, non seulement le découvreur du virus de la fièvre jaune, mais aussi le premier à avoir établi que les moustiques pouvaient être des agents transmetteurs de maladies. Mais il reste encore des traces de la volonté étasunienne, en particulier de la Fondation Rockefeller, de s'emparer de cette découverte à des endroits qu'on supposerait indemnes : ainsi, tout en reconnaissant que Finlay fut le découvreur, l'*Encyclopaedia Britannica* écrit qu'il n'était pas parvenu à prouver sa théorie, tandis que l'article consacré à Reed, tout en admettant qu'il conduisit les expérimentations qui le prouvèrent, ne fait aucune mention de la rencontre entre Gorgas et Finlay que j'ai décrite plus haut dans le récit de sa (très brève) action à La Havane...

Proposé à plusieurs reprises entre 1905 et 1915 au Prix Nobel de médecine, Finlay ne l'obtint jamais.

Venir vanter devant un auditoire cubain les mérites de celui qui, pendant des décennies, s'attribua la découverte de Finlay, c'est soit faire preuve de goujaterie, soit ne rien connaître à l'histoire du pays dont on se dit frère !

Je passe rapidement sur Martí et Hemingway. Que Martí ait vécu et écrit pendant quinze ans à New York (1880-1895), qu'Hemingway ait habité de longues années près de La Havane, à Cojímar, qu'un de ses romans les plus célèbres, *Le Vieil Homme et la mer*, ait été inspiré d'une anecdote de pêche à l'espadon à Cuba, ou qu'il ait, durant la Deuxième Guerre mondiale, surveillé à bord de son yacht les eaux environnant l'île à la recherche de sous-marins allemands, est-ce que cela entraîne pour autant ce qu'on appelle, au vrai sens du terme, un brassage de cultures ? Par exemple, quand un Gérard Depardieu s'installe en Russie pour les raisons que l'on sait, peut-on en inférer qu'il y a « interaction entre cultures » ?

En fait, je verrais plutôt une grande différence entre les deux exemples que cite Obama : si le lecteur d'Hemingway n'apprend pas grand-chose, voire absolument rien de la société cubaine et de Cuba en général, celui de Martí en revanche fera une plongée d'une lucidité et d'une acuité époustouflantes, outre le brillant du style, dans la société, la politique, la culture, les arts, la question sociale des États-Unis à son époque, ses analyses n'ayant

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

absolument rien à envier à celles, par exemple, d'un Alexis de Tocqueville, présentées comme un summum en la matière. (Soit dit en passant, la notoriété publique qu'a acquise l'un eu égard à l'ignorance généralisée dans laquelle végète l'autre s'explique bien entendu par leurs « lieux de naissance » : l'un est un Blanc tout à fait fiable ; l'autre est natif du Tiers-monde ! Et ceci explique cela.)

En ces temps de « campagne » électorale aux États-Unis – un terme on ne peut mieux employé car il s'agit à coup sûr d'une guerre où tous les coups sont bons et permis – j'invite à lire la partie de la chronique que Martí écrivit sur ce thème, le 12 novembre 1881, pour un journal de Caracas, *La Opinión Nacional*. Qu'on actualise les noms pour y mettre ceux de la campagne de 2016, et l'on a une chronique toute faite pour aujourd'hui !

Les élections sont d'un type spécial à New York, comme dans toute l'Union, et dans les plus nombreuses, qui sont celles de président de la république, les individus les plus réticents, les plus seigneuriaux ou les plus paresseux descendent dans la lice, et l'on se combat avec angoisse, avec cruauté, avec rage, avec toute la force de la volonté et tous les muscles du bras ; et dans les autres, qu'on appelle de l'« année à part » - à part de la grande année des élections présidentielles – l'on cesse de faire certains efforts, l'on laisse au repos, car l'on craint de les irriter, certains ressorts plus nécessaires à la grande lutte ; les partis locaux, compacts face au rival compact dans la grande lutte quadriennale, se divisent et se dénouent ; les sympathies personnelles mettent en danger la fidélité et la discipline des sectaires du parti ; comme l'on vote pour des hommes connus de près, et de chez soi, et dont l'influence devra se faire sentir plus chez soi, on doute d'eux, on leur pose des questions, on les analyse, on les dépèce, ou alors on les aime plus. Les passions prennent des formes comiques, juste après avoir adopté des formes menaçantes. [...] Talmage, un orateur éloquent, encore qu'épileptique, censurait avec raison au cours d'une causerie religieuse récente, les bassesses, les déloyautés, les oublis volontaires de la vérité dont on fait une arme, dans un but délibéré, pendant les élections. On conspire, on anathématise, on ridiculise, on défigure le candidat rival. Mais les élections avaient cette fois-ci, non cet acharnement local, ni cette signification mineure qu'ont les élections habituelles de l'année à part, mais cette grandeur de la rébellion et cette vertu singulière des revendications, et ce bel élan avec lequel les hommes trompés se soulèvent enfin contre ceux qui commercent avec leur dignité et leurs bénéfices. Le bon esprit de Jefferson, qui aima la liberté d'une manière ardente et majestueuse, a infusé du brio au peuple assoupi. Alors qu'on laissait les urnes aux mains de vagabonds, d'ivrognes ou de politicailleurs, ou qu'on votait humblement pour les candidats signalés par les caciques omnipotents qui règnent dans chaque parti de ville, on a commencé soudainement à repousser des pressions honteuses et à corriger des oublis fatals qui aboutissaient à l'élection d'hommes pusillanimes, créatures et serfs du cacique, à barrer l'entrée à des postes publiques aux hommes recommandés par le cacique, et à élire, par un vote énergique et à une large majorité, des hommes éprouvés, sains, utiles, capables, tel un noble député mexicain, de céder leur haute fonction à leurs rivaux, parce qu'il avait estimé que la chaleur de ses amis ou l'intérêt de son parti avait abouti aux élections à des manigances qui mécontentent un homme vertueux. La mémoire infidèle ne veut plus maintenant se souvenir du nom de ce bon député du Mexique. La mémoire devrait oublier les bassesses qu'elle sait et ne se rappeler que les nobles actions !

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Les élections de maintenant sont des élections au niveau d'État et de commune ; leur importance : éveiller le peuple à la conscience et à l'usage de soi-même, et l'arracher aux mains de trafiquants audacieux ou de maîtres altiers qui disposaient, comme de leur propre bien, des votes publics. On élisait à de nombreux postes : sénateurs de l'État, députés au Congrès de la nation, hauts fonctionnaires de l'État, procureur général, ingénieur, trésorier publics ; et à Brooklyn, ville démocrate, on élisait le *mayor*. Il y a eu aussi plusieurs élections variées dans d'autres États, mais pas aussi serrées, ni aussi importantes, ni aussi imposantes que celles de la bruyante New York et de la domestique Brooklyn. À New York, une lutte rude, serrée, très intéressante attirera les yeux sur elle : un millionnaire luttait contre un travailleur. À Brooklyn, à part tout personnel accessoire qui donnerait de l'aménité et du brillant au combat, on combattait d'une manière serrée pour la liberté électorale. À New York, un homme de grande taille, imposant, maigre, élégant, Astor, disputait le poste de représentant au Congrès de l'Union à un homme robuste, une armoire à glace, jovial, bon enfant, très humble, Roswell Flower. À Brooklyn, le *mayor* de la ville, qui, durant son mandat, a fait preuve d'intelligence et d'honnêteté, mais qui était une pâte molle aux mains du *boss* formidable, du cacique dominant les organisations politiques de la ville, se présentait à la réélection contre un homme jeune, charitable, juste, impétueux, fortuné, le bon Seth Low.

Il faut suivre la lutte entre Flower et Astor, il faut la suivre. Une seule les vaut toutes, mais celle-ci a été plus agitée, plus palpitante, et reflète l'esprit et les pratiques de ce peuple mieux qu'aucune autre. Astor est un grand monsieur, qui est entré en politique, et qui a des palaces et des ambitions de gloire, qui sont d'autres palaces, et sur ses richesses la riche dote de ne pas voir sa fortune comme un droit à l'oisiveté. Il est pauvre en années, mais pas en millions. Il est sénateur de l'État. Mais il est membre, et aspire à être représentant, de cette singulière aristocratie de la fortune qui prétend, pour avoir ses quartiers de noblesse, faire oublier les seuls qui les honorent : leurs modestes langes. Les riches de la première génération se souviennent avec affection de l'époque où ils furent garçons de magasin, lads, cardeurs de laine, misérables petits chasseurs, vachers. Mais les riches de la seconde génération, qui montent galamment les chevaux que leurs parents menaient par la bride, voient comme un blason d'indignité chez les nouveaux riches ce qui fut pour leurs parents un blason de dignité : la création de soi-même. Un riche en train de se faire est un être bas et méprisable pour une riche déjà fait. Et il existe un abîme extrêmement profond entre les puissants par héritage, maigres, pâles, à la manière d'une longue flûte, - parce que tel est l'usage de la noblesse anglaise - parfumés, et les puissants du travail, en bonne santé, chastes, décidés, rougeauds, et extrêmement propres, de cet ancienne propreté américaine, sobre et solide.

Une aristocratie politique est née de cette aristocratie pécuniaire, et cette caste altière domine les journaux, remporte les élections et règne d'ordinaire dans les assemblées, dissimulant mal l'impatience avec laquelle elle attend l'heure où le nombre de ses partisans lui permettra de poser main forte sur le livre sacré de la patrie et de réformer à la faveur et à l'avantage d'une classe, la grande charte des libertés généreuses en vertu desquelles ces puissants vulgaires ont créé la fortune qu'ils rêvent d'employer aujourd'hui pour les blesser grièvement. C'est sur eux que s'appuie Astor, et c'est eux qu'il appuie. Les amis de ceux qu'on appelle ici en politique le « gouvernement fort »

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

sont ses amis. Grant, le taciturne, et Conkling, le hautain, le défendent. C'est pour lui un code que sa famille, sa famille millionnaire, doit être représentée, tels les anciens bras de l'État dans les anciennes cours, au Congrès de l'Union. Et c'était en quelque sorte un essai inopportun du système aristocratique d'Angleterre, dont les jeunes nobles apprennent, comme un devoir inéluctable et un droit incessible, l'art du gouvernement. Le rival d'Astor est un riche modeste, un riche de la première génération, qui conserve encore, comme trophée de victoire, son chapeau sans bords et ses chaussures abîmées. Il va maintenant en voiture, mais il dit qu'il est allé très longtemps pieds nus. « Je sais à quoi ressemble – disait-il magnifiquement voilà quelques jours – cette pauvre nourriture que le travailleur apporte de chez soi dans une gamelle et sur laquelle il se penche avec tant de joie à midi ! » Roswell Flower a le pouvoir, l'impétuosité, la fragrance, le pouvoir d'attraction des forces nouvelles. Il dirige aujourd'hui une banque où on l'aime ; à une autre époque, il tendait en vain ses bras désespérés en quête de travail. Il dit la vérité ; il dédaigne les hypocrites ; il aime les malheureux. Il a l'orgueil de son humilité, qui est le seul orgueil salutaire. Au cours de sa campagne électorale, sa seule arme a été son histoire. « Les travailleurs voteront pour moi, parce que j'ai été un travailleur : je suis allé bien des années sans voir mes pieds exempts de blessures et de cicatrices. Les hommes jeunes voteront pour moi parce qu'ils doivent se réjouir de voir quelqu'un dont la vie leur prouve qu'on peut atteindre, depuis le début le plus bas, la fin la plus haute. » Les travailleurs et les hommes jeunes ont voté pour lui, ainsi que ses partisans démocrates et ses adversaires républicains.

[...] une élection de représentant au Congrès ne coûte pas moins de 16 000 dollars au candidat ou à son parti ; et celle d'Astor a coûté au riche lutteur 80 000 dollars. Il payait deux cents dollars par jour à ses écrivains. Il a envoyé par courrier à ses électeurs quarante mille circulaires. Les lettres et les circulaires partaient dans de grandes voitures de la maison où le candidat avait installé son campement d'élections : la démarcation où il a choisi d'être élu compte cent cinq districts, et il a donné cent dollars à chaque district pour de menus frais. De la grande quantité de gens qui s'offraient comme utiles parmi les électeurs, on a repoussé les inutiles, et à ceux qui étaient utiles par leur habileté, leur pratique ou leur influence, on faisait cadeau de cinquante dollars par jour. Les cantines et les brasseries étaient, au passage de millionnaires, des sources de champagne, de bière et de *whiskey*. Le candidat inquiet, peu accoutumé à de telles promenades ni à de telles visites, partait très tôt dans la matinée. Il était accompagné de son ministère électoral, formé de gens experts à modeler, à violer et à séduire le vote public. Ils étaient suivis de près dans les rues boueuses, sous la forte pluie, par les voraces *reporters*. Ils posaient le pied sur sa dernière trace ; Astor ne disait pas un mot, ni ne posait une monnaie sur le comptoir d'une brasserie qu'ils ne retentissent aussitôt sur les casiers d'impression des journaux. Les journalistes poursuivaient le jeune riche, tels des taons, et cette guerre de taons l'a vaincu. Capter les sympathies, se mêler aux électeurs, les étonner de la phrase cordiale, de la promesse opportune, de la façon simple ou de la causerie agréable, captiver les dons généreux des patrons de maisons de boissons, qui votent et qui poussent ceux qui votent, voilà ce que vont faire généralement les candidats dans les brasseries. Les élections venaient se réchauffer ici dans ce four. Là, sur le comptoir de bois, on offre, on marchandise et on ajuste le prix des voix ; là, dans un coin des salles

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

sombres, enfumées, on parle mystérieusement en petits groupes ; là, ceux qui viennent quémander le vote populaire s'abaissent à des badinages triviaux, à des complaisances impropres et à des banalités indécentes ; là, un candidat, en manque d'argent, insinue aux vagabonds qui l'accueillent par des rires tonitruants l'humble boisson et dit : « Que voudront ces messieurs ? De la bière ? » Là-bas, un autre, qui est aujourd'hui ambassadeur en Europe, en l'absence du serveur de la brasserie, enlève son pardessus, fait tourner le robinet du baril, sert de la bière à ses invités, heurte les verres et les mains avec eux, et les séduit par son charme et sa simplicité. Là-bas, entrant, avec des gants de chevreau, le maintien modeste le sourire affable, le puissant Astor. C'est rien qu'à du champagne qu'il invitait les paresseux, à des vins chers, à des liqueurs exquises. Il jetait sur le comptoir, sans accepter la monnaie, de grosses pièces d'or de vingt dollars. La ville compte quatre-vingts fabriques de bière, pleines d'ouvriers qui votent, et il a visité quasiment les quatre-vingts. Les invités vidaient leurs verres, et l'inviteur portait à peine le vin à ses lèvres. Il captivait un vendeur de bière parce qu'il lui parlait couramment dans la langue du *Vaterland* idolâtré, mais un autre Allemand l'accueillait durement, et un autre lui refusait, droit dans les yeux, après avoir vidé sa bourse en échange de mauvais vin, la voix que le millionnaire lui demandait. Le candidat est allé à un bal de basses gens, et il a tapissé le comptoir de pièces brillantes avec lesquelles il a donné largement à boire aux danseurs, et il a dansé avec les plus humbles jeunes filles. Ici, il a défendu un acte de lui au Sénat ; là-bas, il s'excusait de s'être opposé à des mesures utiles qu'il s'engageait maintenant à défendre au Congrès. Oh, malheureuse gloire, qui rabaisse à de telles choses et à de telles pratiques ceux qui aspirent à ses bénéfiques passagers ! « Eh bien, je ne donnerai pas un centime pour être élu – disait à cela l'honnête Seth Low à Brooklyn – et je n'irai pas payer aux autres de la bière que je ne bois pas, ni acheter des voix qui ne m'honorent pas ! » Et Roswell Flower, l'adversaire d'Astor, ne faisait pas ce qu'on appelle dans le langage politique de la ville une « campagne personnelle », une « campagne de brasseries », et la voix, fatiguée d'émettre des pensées robustes, refusait désormais de dire aux électeurs rassemblés dans les maisons de réunion ses phrases nettes, crues et honnêtes. Il s'arrêtait sur les trottoirs, il rendait visite à ses amis, il expliquait dans ce magasin-ci et dans cet autre-là, et à ce groupe-ci et à ce groupe-là, les raisons de la lutte actuelle et sa conduite dans les débats du Congrès, au cas où il serait élu. Des poignées de votants allaient à son bureau électoral lui assurer que, bien qu'ils eussent reçu des agents d'Astor des pièces rondes et lourdes, ils voteraient, non pour Astor qui les blessait en prétendant les acheter, mais pour lui. Les agents d'Astor payaient avec des pièces de cinq dollars un verre d'eau de Seltz, et laissaient au propriétaire du magasin la monnaie « pour qu'il l'offrît aux gars quand ils viendraient ». Et Roswell Flower repoussait un groupe de travailleurs démocrates qui lui demandaient un petit prix d'argent, et il répondait en colère à celui qui lui parlait de l'achat éventuel de certains votes républicains : « Je ne m'attends pas à être battu, mais je préfère être battu à devoir ma victoire à l'achat de voix républicaines. Je veux que mon honneur sorte sauf de cette campagne. » « Mon adversaire peut me vaincre, et il me vainc, en richesses et en longues jambes, mais mes loyaux électeurs démocrates combleront cette différence. J'ai débuté ma vie comme un pauvre gars de village ; le peuple votera pour moi, les républicains honnêtes voteront pour moi. » Et le jour solennel est arrivé. Les agents électoraux rôdaient, tels des éperviers en quête de leur proie, autour des petits magasins

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

où l'on place d'ordinaire, gardées par des policiers, les urnes. Et il est de notoriété publique que les républicains eux-mêmes, blessés par cette œuvre d'achat d'hommes et de visites honteuses à laquelle s'était livré le candidat républicain, séparaient du groupe de bulletins de vote celui qui portait le nom d'Astor, et allaient sans lui aux urnes ou prenaient un bulletin qui portait le nom de Flower. À la tombée de la nuit, un jeune homme triste, assis dans le fauteuil présidentiel d'une large table dans une salle quasi vide, agitait fébrilement une main nerveuse, lourde de brillants magnifiques : c'était Astor qui, entouré des lieutenants humiliés, recevait par des télégrammes et des lettres les nouvelles de sa défaite infamante et radicale.

Flower l'a battu par plus deux mille voix de majorité dans un district où les élections antérieures avaient donné une majorité égale sur les partisans démocrates de Flower aux partisans républicains d'Astor. Et il était de règle que, dans une ville de travail, soit élu l'homme de travail. Les lois à venir d'un peuple fort et bon ne sont pas au fond des tonneaux de bière ni dans la volonté vile d'un certain nombre de paresseux ou des mendiants achatables.

Il s'assoit mal, celui qui s'assoit sur des hommes payés, parce que, une fois terminée la jouissance de l'argent, les hommes payés, pour servir un nouveau seigneur ou pour recouvrer leur dignité devant eux-mêmes, renversent par terre, d'une secousse de leurs épaules, les payeurs.

Et la presse, la nouvelle reine, l'aimable reine puissante, que Flower a remerciée ardemment, a été une arme de mort contre le millionnaire. Ce n'était pas de la haine insensée envers la richesse, mais de la répugnance virile à la voir employée de manière si basse. Les journaux instruits se plaignaient et s'irritaient de cette tentative d'abuser des hommes ignorants. Cette manière d'acheter des hommes blessait leur dignité d'hommes. Jeunes, et aspirant à la gloire et y rêvant, les journalistes qui suivaient de près le combat et le racontaient avec une réalité sanglante et implacable, se soulevaient de colère contre ce spectacle qui préparait un berceau si bas aux lois et un vil emploi aux libertés, et faisait enfler de telles menaces sur l'avenir d'un peuple où l'on peut ainsi acheter et vendre les clefs de la maison de la loi.

Et les chroniques de cette campagne ont été des rasoirs, des langues accusatrices, des épées pénétrantes, des haches d'armes. Cette leçon âpre et immiséricordieuse est venue au millionnaire vaincu de son mépris et de son ignorance des hommes, et ce bruyant commencement de perte de pouvoir est venu aux républicains de l'abus de pouvoir dans l'État. « Or donc, - disait en un puissant ex-abrupto un journal de ville répondant à un autre - s'il fallait choisir nos représentants au Congrès parmi les jeunes des maisons riches, comment aurions-nous parmi nos hommes à venir un Henry Clay, un Abraham Lincoln et un James Garfield ? Car Garfield, dont la mère veuve plantait des haies dans les haciendas de la campagne pour gagner l'aliment de ses enfants, ne provenait pas d'une riche maison ! »

Et ceux qui ont flagellé ainsi le riche corrupteur ont maintenu sur un brillant pavois et ont élevé au milieu d'hymnes de victoire un riche vertueux... Seth Low, héritier de la plus grosse fortune de Brooklyn et élu *mayor* de la ville à une majorité écrasante, ils l'ont loué, défendu, remercié. Ses partisans lui ont fait une campagne extrêmement animée ; les

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Brooklynais s'entassaient dans les maisons de réunion pour entendre le jeune bon ; il prononçait de six à huit discours chaque soir, nourris de pensées honnêtes et dits lentement, en des phrases simples, pas torrentueuses, certes, ni punisseuses, ni serpentines, comme celles de Beecher, mais colloquiales, sereines et sans apprêts, plus attentives à dire les choses qu'à la manière de les dire. Seth Low a été élu par des démocrates et des républicains par haine de la pression politique qu'un cacique démocrate exerçait dans la ville et par respect de ses bontés inhabituelles. Il est de ces riches qui pourraient, sans réduction de l'amour dont ils jouissent, perdre leur richesse : par sa vertu et son activité, il saurait s'en faire une autre. La fortune lui vient de son père, et celle d'être résigné, humble, laborieux et bénéfique lui vient de lui-même. Il ne lui semble pas que le riche doive être un parasité doré qui grandit dans une tasse d'or, mais une créature animée et une harpe sonnante au vent humain, et combattant utile dans la lice énorme et compliquée de la vie. Le voici déjà préparé à occuper son haut siège et à y travailler pour le bien public, le suffrage libre, l'école utile, les communications rapides, et à ne rien faire qui soit fait hors de la crainte de Dieu et de soi-même, sans crainte de la censure des hommes.

Réjouissons-nous de toute façon que le très relatif desserrement du blocus ait permis à des fondations étasuniennes de contribuer à la maintenance et à la restauration de « la Vigía », la villa de Cojímar datant de 1886 qu'occupa Hemingway de 1939 à 1960, année où, sur pression du gouvernement étasunien, il fut contraint « comme preuve de son patriotisme » de l'abandonner pour retourner aux États-Unis, où il écrivit sept livres, qui fut donnée au gouvernement cubain par sa femme Mary, qui a été maintenue telle quelle et qui, devenue un musée, est visitée tous les ans par des milliers de touristes. Dès 2008, la Fondation La Vigía, du Massachusetts, avait contribué à la restauration de la villa en soi et des jardins ; cette année-ci, grâce à des financements (900 000 dollars) de la Caterpillar Foundation and Caterpillar Inc., de l'AT&T Foundation, de la Ford Foundation et d'American Express, elle participera, avec l'aide de conservateurs de l'Université du Texas, à la construction d'un petit édifice climatisé et doté d'une technologie de pointe pour pouvoir garder des milliers de documents, de photos, d'enregistrements et de livres, soumis à dure épreuve par le climat tropical. Tous les matériaux viendront directement des USA.

C'est ce genre de coopération désintéressée que réclame le gouvernement cubain, et non l'« aide » très ciblée du point de vue politique, on l'a vu, que propose la Maison-Blanche !

Le base-ball (la *pelota*, comme on l'appelle ici) est assurément, de mon point de vue, ce qui rapproche le plus le public cubain du public étasunien, ce qui assure le meilleur « brassage de culture ». Là-dessus, les experts d'Obama mettent dans le mille. Ici, on est fanatique de ce sport où les matchs sont pleins de moments où il ne se passe rien et dont on ne sait jamais quand ils termineront, mais qui passionne (quoique le football pointe très fort dans la nouvelle génération, le football comme spectacle télévisé, j'entends, parce que, dans ce domaine, l'équipe nationale est un vrai désastre...). Oui, les experts linguistiques d'Obama, qui sont allés lui chercher différentes expressions cubaines, ne se trompent pas : ici, un des clichés ressassés par tous les journalistes en mal de vocabulaire est que *la pelota es un pasatiempo nacional* ». Bravo pour eux, donc. C'est un exemple absolument indéniable.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Mais, comme tout ce qui concerne Cuba et les États-Unis a toujours un revers de la médaille, allons donc y voir de plus près... Jusqu'en 1959, les joueurs de base-ball cubains ont joué dans les équipes et championnats des États-Unis qui réunissent incontestablement (bien que le panorama ait commencé à changer depuis que ce sport a essaimé vers d'autres latitudes) le meilleur des sportifs et qui, surtout, tout comme le football en Europe, brassent beaucoup de millions. À partir du moment où, d'une part, les États-Unis instaurèrent en 1962 leur blocus économique, commercial et financier contre Cuba, et où, de l'autre, la Révolution cubaine considéra comme anathème le sport professionnel, rien ne fut plus comme avant. Le blocus interdisant à n'importe quel Cubain de gagner de l'argent aux États-Unis, un joueur de base-ball souhaitant jouer dans ce pays doit (et c'est encore valable de nos jours, même après le rétablissement des relations) renoncer officiellement à sa nationalité, ce qui en fait aux yeux des autorités sportives cubaines un « déserteur », quelqu'un qui a fait « défection ». Ce qui explique pourquoi les joueurs cubains abandonnent si souvent les équipes dont ils font partie pour pouvoir rester aux États-Unis si les matchs entre sélections nationales s'y déroulent ou pour pouvoir y entrer s'ils peuvent le faire à partir du pays où ils sont. Sans parler des « découvreurs de talents » qui, en réseau ou individuellement, sont toujours sur place à l'étranger quand il le faut et, chéquiers en main, font des ponts d'or aux meilleurs joueurs cubains. Pour résister à l'appât de contrats se montant à des millions de dollars, il faut être un Teófilo Stevenson dont parle Obama un peu après. Et surtout il fallait ne pas vivre dans un univers où le sport est devenu à travers le monde une énorme machine à faire du fric et transforme en millionnaires les meilleurs sportifs ou les mieux médiatisés. Tout le monde connaît les sommes astronomiques – par rapport au reste de la plupart des mortels – qu'on peut empocher, par exemple, rien qu'en shootant dans un ballon ou en tapant avec une raquette ou en mettant un panier.

Bref, on retrouve une fois de plus cette relation absolument étrange, ou plutôt tordue, entre Cuba et les États-Unis où rien n'est pareil qu'ailleurs ! Maintenant que Cuba a accepté – bien à contrecœur – que nous ne sommes plus dans les années 70 et 80 où le sport amateur avait encore un sens et un statut et que nous sommes entrés dans une époque où le sport est avant tout manne financière (le baron de Coubertin doit se retourner dans sa tombe en voyant ce que sont devenus ses Jeux olympiques), les règles imposées par les États-Unis dans ce domaine concret, le base-ball, faussent toutes les données : le joueur de base-ball cubain est le seul au monde auquel on demande, à cause du blocus, de renoncer à sa nationalité pour participer à la MLB (*Major League Baseball*), la plus vieille et la plus prestigieuse des quatre ligues étasuniennes ! Comme on le voit, le tableau que nous brosse Barack Obama n'est pas aussi idyllique qu'il veut nous en faire accroire...

Qui est ce Jackie Robinson ? Le premier joueur de base-ball noir à avoir pu participer à la Ligue majeure et qui fit donc avancer la cause antiségrégationniste aux USA. Quand ? Le 15 avril 1947, avec les Dodgers de Brooklyn. Ségrégation oblige dans un pays où le racisme était (et reste) ancré dans les mentalités et les institutions, les Noirs étaient interdits : ils avaient leur championnat à part ! Rachel Robinson, la veuve de Jackie Robinson, assista en effet, mais pas aux côtés d'Obama tout de même, au match organisé entre la sélection cubaine et une équipe de Miami.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Et qui est Teófilo Stevenson (1952-2012) ? Le meilleur boxeur poids lourd amateur de tous les temps, quasiment invincible sur le ring (301 victoires sur 321 combats), triple champion olympique (1972, 1976, 1980) et mondial (1974, 1978, 1986). Il refusa des contrats mirifiques pour rester boxeur amateur et ne pas trahir les présumés sportifs de sa patrie où l'on misait alors ferme sur le sport amateur. C'est justement la raison pour laquelle le combat dont parle Obama ne put jamais se réaliser. Dans les années 80, des dirigeants de la boxe professionnelle aux États-Unis rêvèrent – quelle affiche ! – de l'opposer à Cassius Kay, mais l'affaire fit fiasco car ils demandaient que le combat s'effectue selon les règles de la boxe professionnelle et Stevenson et la fédération cubaine selon celles de la boxe amateur... Les deux boxeurs finirent par devenir des amis. Mohammed Ali, qui vient de mourir, rendit même visite à Stevenson à La Havane où il eut aussi une rencontre mémorable avec Fidel...

\*\*\*\*\*

**Ainsi donc, même quand nos gouvernements sont devenus des adversaires, nos peuples continuaient de partager ces passions communes, surtout avec l'arrivée aux États-Unis de tant de Cubains. À Miami ou à La Havane, vous pouvez trouver des endroits où danser le chachacha ou la salsa, où manger de la « *ropa vieja* ». Les gens, dans nos deux pays, ont chanté avec Celia Cruz ou Gloria Estefan, et écoutent maintenant le reggaeton ou Pitbull (*rires*). Des millions de nos concitoyens partagent une même religion, une foi à laquelle j'ai rendu hommage à l'Ermitage de Notre-Dame-de-la-Charité à Miami, une paix que les Cubains trouvent à La Cachita.**

Je n'ai pas trop de commentaires à faire sur les exemples que donne Obama, encore une fois sur le ton de bonhomie, de familiarité qui a été la caractéristique de sa tournée à La Havane, et surtout de ses allocutions à la population. Mais, là encore, face à ce tableau qui force les couleurs, dans lequel le peintre recourt au sfumato, on pourrait en broser un autre dans un tout autre style, où l'*oscuro* l'emporte largement sur le *chiaro*.

Car Miami, c'est aussi et surtout, en vrac, la ville où alla se réfugier la lie de la société cubaine après la victoire du 1<sup>er</sup> janvier 1959, en ayant puisé assez d'argent dans les coffres publics pour être en mesure d'y instaurer son pouvoir. C'est la ville où se tramèrent pendant quarante ans les pires attentats terroristes contre la population cubaine restée dans l'île, une infinité de plans d'assassinat de dirigeants cubains, où proliférèrent avec la bénédiction de la Maison-Blanche, du département de la Justice, du département d'État, de la CIA et du FBI, de nombreux groupes armés s'entraînant au vu et au su de tout le monde pour s'infiltrer par les côtes cubaines et faire des sabotages et des attentats contre des cibles humaines et

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

économiques. C'est la ville où, grâce aux avantages que les différentes administrations offraient aux « exilés » cubains, s'instaura sous l'égide de celle de Reagan une mafia terroriste intitulée Fondation nationale cubano-américaine (FNCA) qui, pendant plus de vingt ans, finança et commandita des dizaines et des dizaines de terroristes, dont Bosch et Posada Carriles. C'est la ville où le FBI laissa les coudées franches à des assassins et terroristes avérés. C'est la ville où, sous de nombreuses administrations, se forgea à travers des représentants et des sénateurs, des fondations et des organisations, la politique (anti)cubaine de la Maison-Blanche. C'est la ville où, grâce aux fortunes qui s'y étaient faites, s'implanta un des groupes de pression les plus puissants devant le Congrès et qui obtint la promulgation de lois aussi nocives pour la Révolution cubaine que celles de Torricelli (1992) et de Helms-Burton (1996). C'est la ville où la CIA installa, dans les années 60, sa plus grande base au monde, la JM Wawe, destinée uniquement à tramer contre Cuba, la seule antenne CIA jamais installée aux États-Unis mêmes, qui comptait un effectif d'au moins six cents officiers et environ trois mille agents cubains, une flotte privée de navires et de vedettes rapides et un budget évalué à plus d'un milliard de dollars. C'est... J'arrête là : c'est, pour tout dire, la ville où s'est installée la seule et la pire « opposition » à laquelle ait dû faire face en fin de compte la Révolution cubaine.

Ah, j'oubliais : Celia Cruz et Gloria Estefan sont deux chanteuses « exilées » viscéralement « anticastristes », autrement dit, en bon français et au sens vrai du terme, résolument contre-révolutionnaires, qui ne perdent pas une occasion de vilipender tout ce qui peut se faire dans l'île. La seconde, en fait, n'a aucune expérience vécue de Cuba puisque, née le 1<sup>er</sup> septembre 1957 d'un père qui était garde du corps de la femme du dictateur Fulgencio Batista, elle n'avait que seize mois quand sa famille s'enfuit à Miami début janvier 1959 : bref, elle ne connaît de Cuba que ce qu'en racontaient son père (qui fit partie des mercenaires de la baie des Cochons et fut fait prisonnier à Cuba) et son entourage de Miami. Selon Wikipedia, elle a vendu plus de cent millions de disques, ce qui en fait une des chanteuses les plus cotées. Gloria Estefan vient de réitérer tout récemment, dans un langage que lui envierait Bush fils (avec son zeste d'Obama, tout de même !), qu'elle ne chantera pas à Cuba tant que la « démocratie » n'y régnera pas et que l'île ne sera pas « libre ». Quant à Celia Cruz (1925-2003), elle abandonna Cuba en juillet 1960 dans le cadre d'un contrat au Mexique et ne remit plus jamais les pieds dans l'île. Elle déclara : « J'ai abandonné tout ce j'aimais le plus parce que j'ai senti aussitôt que Fidel Castro voulait implanter une dictature communiste. » Allez savoir par quel mystère une chanteuse noire dont le père était chauffeur de locomotive et la mère ménagère peut devenir furieusement anticommuniste et se dire prête à se faire exploser rien que pour tuer le *Comandante* ! Bref, si toutes les deux sont d'excellentes chanteuses, Celia Cruz étant devenue presque mythique, surtout depuis sa mort, leurs choix « politiques » et sociaux ne sont pas forcément le meilleur à leur actif...

En tout cas, voilà un paragraphe d'Obama qui ressemble beaucoup à un discours de campagne électorale où l'on tente de flatter le public dans le sens du poil, mais qui, tout bien pesé, n'apporte pas grand-chose...

Par ailleurs, il est intéressant d'apprendre que, désireux d'avoir le plus grand nombre d'atouts dans sa manche, Obama a, le 16 mars 2016, rencontré les « leaders cubano-étasuniens » à la Maison-Blanche pour leur parler de son tout proche voyage à La Havane et

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

qu'il les a constamment consultés, dès son entrée en fonctions, au sujet de sa politique cubaine. En voici le résumé qu'en offre le service de presse de la Maison-Blanche :

Le président a rencontré aujourd'hui des leaders cubano-étasuniens à la Maison-Blanche, dont des porte-parole de la société civile, des leaders religieux et des représentants du secteur privé, pour préparer son voyage à Cuba. *Dès le début de son administration, le président Obama a consulté de près la communauté cubano-étasunienne sur sa politique cubaine*, et a tenu à entendre directement les leaders de la communauté au sujet de son prochain voyage à Cuba. Le président a passé en revue les efforts en cours pour normaliser les relations avec Cuba. Le président a souligné les changements faits récemment par les départements du Trésor et du Commerce en matière de réglementations, et les conséquences qu'ils auront sur la possibilité des Étasuniens de voyager à Cuba et de s'attacher directement le peuple cubain. Il a aussi réitéré qu'à La Havane, il rencontrera le gouvernement cubain, des entrepreneurs cubains et la société civile indépendante cubaine. Il a insisté sur le fait qu'améliorer les vies du peuple cubain était l'axe central de sa politique, y compris l'accès à plus de chances, à une connectivité accrue et l'appui persistant aux droits de l'homme, dont le respect du droit de parler librement, de se réunir pacifiquement et de s'associer. Le président a indiqué qu'il continuera de consulter de près *les Cubano-Étasuniens, qui représentent nos valeurs* et avec qui nous partageons les mêmes aspirations à un avenir meilleur pour le peuple étasunien et cubain.

En fait, à peine trois mois plus tard, fin juin-début juillet, il s'est passé quelque chose qui dément cette vision à la guimauve de la « communauté cubano-étasunienne » qu'Obama consulte si assidûment. Le 17 juin, donc, la commission d'Allocations du Sénat adopte par 22 voix (des deux partis) contre 8 quatre amendements favorables sur Cuba, dont un relatif à l'exportation de produits agricoles vers l'île et un autre levant l'interdiction faite aux Étatsuniens de se rendre à Cuba en touristes. Le 21 juin, à la surprise générale, car la Chambre des représentants est aux mains des républicains opposés à la politique d'Obama, la commission des Règlements adopte deux amendements similaires, malgré l'opposition farouche des législateurs Ileana Ros-Lehtinen et Mario Díaz-Balart, d'origine cubaine, ennemis jurés et fanatiquement maladifs de la Révolution cubaine. Ici, on s'est demandé devant ce cours inattendu : serait-ce le début de la fin du blocus contre Cuba ? (Je rappelle que la levée définitive du blocus est aux mains du Congrès.) Lesdits amendements devaient être votés ensuite par la Chambre des représentants en séance plénière. C'était sans compter sur le lobby anticubain. Le jeudi 7 juillet, on apprenait que les auteurs des amendements à la Chambre des représentants, deux républicains soit dit en passant, les avaient retirés alors qu'ils bénéficiaient pourtant d'un bon appui des deux partis. Rick Crawford, républicain de l'Arkansas, auteur de l'amendement sur les ventes agricoles, explique alors qu'il a retiré son amendement après que les législateurs du Sud de la Floride, les deux précités et Carlos Curbelo, lui ont promis « de chercher une solution à long terme qui permettrait d'ouvrir de façon permanente le commerce agricole » aux producteurs étasuniens (gouverneurs et hommes d'affaires d'Etats agricoles ne cessant en effet d'insister que le blocus les empêche de devenir des fournisseurs habituels de Cuba). Et d'ajouter qu'il a obtenu un engagement de la part du leadership républicain et de « ses amis » de la Floride qu' « il existera une voie

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

appropriée pour travailler » à l'avenir. De son côté, Díaz-Balart fournit une version un peu différente : « trouver une solution qui satisfasse les besoins de nos agriculteurs, sans mettre en danger notre sécurité nationale ou appuyer le régime castriste, son appareil militaire ou ses services de renseignement ». Selon des sources du Capitole, il a proposé à Crawford de chercher des solutions de rechange pour vendre lesdits produits agricoles à n'importe quel pays, hormis Cuba. Le lobby maladivement anticubain frappe donc une fois de plus ! Et le blocus se maintient... Quatre jours plus tard, le 11 juillet, on apprenait que, malgré le retrait des deux amendements susmentionnés, le texte de loi de la Chambre des représentants contenait des propositions d'amendements renforçant les sanctions contre Cuba, entre autres différentes interdictions concernant les voyages éducationnels, l'importation de biens saisis par le gouvernement cubain, les transactions financières de militaires cubains, les fonds visant à approuver la concession de brevets de marques, de noms commerciaux ou de dénominations commerciales saisis par le gouvernement cubain sans le consentement des États-Unis.

Curieusement, bien que les sénateurs Patrick Leahy (démocrate du Vermont) et Jeff Flake (républicain de l'Arizona) aient présenté l'an dernier un projet de loi qui éliminerait toutes les interdictions relatives aux voyages d'États-Uniens à Cuba et qui peut d'ores et déjà compter sur l'appui de cinquante-et-un sénateurs, il n'a jamais été présenté en séance plénière.

C'est aussi et toujours ça, n'en déplaise à Obama, l'exil de Miami !

\*\*\*\*\*

**Malgré toutes nos différences, Cubains et États-Uniens partagent des valeurs communes dans leur vie. Un sens du patriotisme et un sens de la fierté, une grande fierté. Un amour profond de la famille. Une passion pour nos enfants, un engagement envers leur éducation. Voilà pourquoi je crois que nos petits-enfants regarderont cette période d'isolement comme une aberration, comme juste un chapitre dans une histoire plus longue de famille et d'amitié.**

J'ai séparé ces deux paragraphes pour respecter un ordre de lecture, mais, en fait, celui-ci n'apporte rien de neuf par rapport au précédent. Il contient une série de platitudes qui seraient à n'importe quel autre peuple : qui n'est patriote quand il le faut, qui ne défend sa patrie et n'en est fier, qui n'aime sa famille, ses enfants, et ne fait pas tout pour leur offrir la meilleure éducation possible... ? Ces vertus, ces qualités, seraient-elles donc l'apanage des seuls Cubains et États-Uniens ? Je présume que quand Nixon a renoué les relations avec la République populaire de Chine, il a dû prononcer des fadaises de ce genre...

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Ayant déjà dit – avec l'Histoire comme témoin – ce que je pensais de cette « histoire... de famille et d'amitié », je n'y reviendrai pas. En fait, pour être exact, Obama aurait dû parler de « séparation », plutôt que d' « isolement ». Quand les grandes puissances et les moins grandes n'ont pas de contact ou de relation avec un pays, elles pensent, comme si le reste du monde n'existait pas, que celui-ci est « isolé », ce qui est absolument faux dans le cas de Cuba et de la Révolution cubaine : La Havane a des relations diplomatiques avec la quasi-totalité des États membres de l'ONU. Et, en règle générale, ses relations avec leurs gouvernements sont sûrement moins embrouillées, moins tendues, plus amicales, voire plus fraternelles qu'avec Washington...

\*\*\*\*\*

**Mais nous ne pouvons pas ni ne devons ignorer les différences très réelles que nous avons : comment nous organisons nos gouvernements, nos économies et nos sociétés. Cuba a un système de parti unique ; les États-Unis sont une démocratie multipartite. Cuba a un modèle économique socialiste ; les États-Unis sont un marché libre. Cuba a mis l'accent sur le rôle et les droits de l'État ; les États-Unis sont fondés sur les droits de l'individu.**

Là, nous sortons des banalités langagières assez démagogiques, disons-le tout net, pour entrer dans du sérieux ! Obama aborde le fond du problème. Lequel est insoluble. Entre les deux conceptions du monde, il y a irréconciliabilité, ce pourquoi il serait dans l'ordre des choses que l'un, le plus puissant, s'accommode de cette réalité et ne demande pas constamment à l'autre, le plus faible (apparemment), de changer la sienne. À partir de là, il y aurait moyen de s'entendre. Comme ne cesse de réclamer d'ailleurs la Révolution cubaine quand elle parle de conversations sur un pied d'égalité et dans le respect des droits et des postures de chacun.

Ce qui attire mon attention, de prime abord, dans ces assertions, c'est l'utilisation tout à fait ciblée des deux auxiliaires « être » et « avoir » : Cuba « a », mais les États-Unis « sont ». Et n'allez pas croire qu'il s'agit d'un problème de traduction de ma part ; non, dans l'original anglais, on a aussi droit à « to be » dans un cas et à « to have » dans l'autre. Ainsi, les États-Unis « sont » une démocratie, par pure pétition de principe, tandis que Cuba n' « a », elle, qu'un « système » ; eux, « sont » un marché, elle, n' « a » qu'un modèle ; ils « sont » fondés, eux, mais, elle, n' « a » fait que mettre l'accent. Le verbe « être » pose par définition la nature même de la réalité étasunienne ; du verbe « avoir » ne s'infère dans le cas cubain qu'un attribut superficiel, quelque chose de rajouté... L'essence et l'existence, en quelque sorte ! Ou encore, selon les antiques catégories philosophiques, l'essence (« Ce qui constitue la nature d'un être », « Nature intime des choses, de ce qui est ») et les accidents (« Ce qui n'est pas

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

essentiel à l'être et qui, par suite, peut être modifié ou supprimé sans altérer la nature, l'essence, la substance ») ! La pérennité face à l'éphémère, quoi ! Si, par nature intrinsèque, nous « sommes », non seulement nous n'avons donc rien à en changer, mais, plus encore, nous ne pouvons pas le faire. Notre réalité est inscrite dans l'ordre des choses et partant en est justifiée... N'allez pas croire que le choix des termes est fortuit.

Ceci dit, grattons un peu le vernis de cette « essence ». Des deux premières assertions, rien à dire ou à redire, elles sont tout à fait exactes. (Bien qu'il soit intéressant que le chef de l'Empire reconnaisse que l'économie cubaine est « socialiste », compte tenu des doutes qu'émettent à ce sujet gauchistes, maoïstes et trotskystes...)

Que Cuba soit à parti unique, quiconque sait compter sur ses doigts en convient. Et elle ne s'en cache pas ; mieux, elle le revendique. Ainsi, Raúl dans son rapport d'avril dernier devant le Septième Congrès du parti :

À Cuba, nous avons un parti unique – et nous en sommes fiers ! – qui représente et garantit l'unité de la nation cubaine, l'arme stratégique principale sur laquelle nous avons pu compter pour édifier l'œuvre de la Révolution et la défendre de toutes sortes de menaces et d'agressions. Il n'est donc pas étonnant qu'on nous attaque et qu'on exige de presque partout sur notre planète, pour nous affaiblir, que nous nous divisions en plusieurs partis au nom de la sacro-sainte démocratie bourgeoise. Ce sont là des concepts qui ne doivent pas prêter à confusion, ni aujourd'hui ni jamais. Si l'on parvenait un jour à nous fragmenter, ce serait le début de la fin, ne l'oubliez jamais ! dans notre patrie de la Révolution, du socialisme et de l'indépendance nationale, forgés grâce à la résistance et aux sacrifices de plusieurs générations de Cubains depuis 1868.

[...]

Il y avait ici trois organisations : le Mouvement du 26-Juillet, le Parti socialiste populaire et le Directoire révolutionnaire du 13-Mars. Nous aurions pu faire trois partis, mais tous sont tombés d'accord sur la nécessité de s'unir pour faire un seul parti et de fusionner leurs organes de presse respectifs pour être plus forts. Tous leurs dirigeants ont eu une attitude magnifique et décisive en faisant ce pas. Pourquoi irions-nous nous diviser maintenant ? En tout cas, ce que doit être notre parti, ce à quoi nous aspirons, c'est un parti très démocratique où l'on puisse discuter en profondeur et dans une entière liberté n'importe quel problème.

[...]

L'existence d'un parti unique présuppose les échanges d'opinions les plus larges et les plus sincères, aussi bien dans le parti que dans les liens de celui-ci, à la base, avec les travailleurs et la population. Le parti est obligé de consolider et de perfectionner en permanence notre démocratie, en vue de quoi il est indispensable de surmonter définitivement la fausse unanimité, le formalisme et la simulation. Le parti a le devoir de favoriser et de garantir la participation toujours plus grande des citoyens aux décisions fondamentales de la société. Nous n'avons absolument pas peur des opinions différentes ni des divergences, car seule la discussion franche et honnête des différences entre les révolutionnaires nous conduira à prendre les meilleures décisions.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Nous savons que le parti et la Révolution reçoivent le soutien majoritaire du peuple, c'est un fait que personne ne peut nier. Nous n'ignorons pas toutefois qu'il existe dans des secteurs donnés de la population des manifestations de manque d'engagement et de désintérêt pour les questions de la vie politique et qu'il existe des opinions négatives sur l'exemplarité de certains militants et cadres, ainsi que sur leur coupure d'avec le peuple.

Donc, Cuba et sa Révolution ne rougissent pas de leur parti unique. Je pourrais étayer ces vues par d'innombrables discours ou fragments de discours de Fidel...

L'assertion suivante d'Obama est des plus douteuses. Que me dit le Grand Robert, ce fabuleux dictionnaire que toutes les autres langues du monde devraient nous envier ? « Multiparti (ou multipartite) Qui comporte l'existence de plusieurs partis politiques ». Et que me dit l'entrée : « plusieurs » ? « Indéfini exprimant une pluralité indéterminée, un nombre au moins supérieur à un, souvent un nombre supérieur à deux, mais peu élevé. » Cela, c'est la définition didactique. Mais quand vous et moi, béotiens, utilisons « plusieurs » au sens habituel du terme, nous avons assurément à l'esprit plus de deux unités. Or, que je sache, il n'y a bel et bien que deux partis aux États-Unis : le démocrate et le républicain, les autres, à supposer qu'ils existent, ne jouant absolument aucun rôle dans l'ordre législatif ni dans l'engrenage politique du pays. Conclusion logique : les États-Unis sont bipartites. Bref, si la « démocratie » se jauge au nombre de partis en lice, alors les États-Unis en sont une bien pauvre par rapport au Brésil, par exemple, dont le parlement en compte vingt-cinq ou à d'autres pays qui en comptent encore plus !

Quant au fait qu'il s'agisse d'une démocratie, là encore la dure réalité écorne pas mal les grands principes. D'ailleurs, en quoi consiste cette fameuse démocratie au nom de laquelle, après l'évangélisation et la civilisation, les puissances occidentales qui en avaient les moyens ont écumé les mers étrangères et mis en couple réglée les autres pays et continents et continuent de le faire, aujourd'hui au nom d'un nouvel ersatz, le « droit humanitaire international » et l'« obligation de protéger » ?

Dans un très long entretien de 1992 (*Un Grain de maïs*), Tomás Borge posait directement la question à Fidel :

### **Fidel, qu'est-ce pour vous la démocratie ?**

Eh bien, pour être bref, la démocratie est avant tout, comme l'a définie Lincoln, le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

La démocratie signifie pour moi que les gouvernements, en premier lieu, soient intimement liés au peuple, qu'ils en soient issus, qu'ils en aient l'appui et qu'ils œuvrent et luttent entièrement en faveur du peuple et de ses intérêts. La démocratie implique pour moi la défense de tous les droits des citoyens, dont le droit à l'indépendance, le droit à la liberté, le droit à la dignité nationale, le droit à l'honneur ; la démocratie signifie pour moi la fraternité entre les hommes, la vraie égalité entre les hommes, l'égalité des chances pour tous les hommes, pour chaque être humain qui naît, pour chaque intelligence qui existe.

Et je dis que la démocratie bourgeoise capitaliste n'implique aucun de ces éléments, car comment oser parler de démocratie, je me le demande un peu, dans un pays où une

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

minorité possède d'immenses fortunes et où d'autres n'ont rien ? Quelle égalité, quelle fraternité peut-il donc exister entre le mendiant et le millionnaire ? Quels sont donc les droits des pauvres, des dépossédés, des exploités ? Il s'agit là d'un vieux truc, d'une histoire à dormir debout : en fait, en s'appuyant sur tous les leviers de la richesse, sur tous les leviers de la publicité, sur toutes les ressources dont elle dispose, la classe capitaliste a établi un système de domination qui discrimine et exclut le reste de la société, qui l'empêche de participer vraiment et d'exercer réellement ses droits.

On cite la Grèce classique comme exemple de démocratie. On ne peut pourtant pas dire que la démocratie est née à Athènes, qui en était le prototype, car il y existait en fait une société de classe. Athènes comptait 40 000 citoyens, entre hommes, femmes et enfants, et 90 000 esclaves qui se distribuaient comme suit, je crois : 35 000 hommes travaillant dans les ateliers et dans l'agriculture, 20 000 femmes travaillant comme domestiques, 10 000 enfants prêtant différents services et 25 000 esclaves travaillant dans les mines. Pour chaque homme, femme et enfant libre, Athènes comptait donc plus de deux esclaves ; même les grands historiens, les grands philosophes avaient des esclaves – je ne vais pas les critiquer, car ils ne pouvaient dépasser les cadres de leur société – mais en tout cas l'esclave n'était rien : c'était un être humain qu'on pouvait vendre ou acheter, qu'on pouvait priver de la vie, de tout.

Je me demande vraiment s'il y a une grande différence entre cette société-là et cette société-ci que l'impérialisme et ses partisans s'efforcent tant de porter au pinacle. Je pense à Martí, par exemple : Martí n'a jamais conçu cette forme de démocratie. Ou à Bolívar : Bolívar n'a jamais conçu cette forme de démocratie pour les pays d'Amérique latine ; au contraire, il critiquait le fait qu'on tente d'imiter les formes d'organisation politique de la France ou des États-Unis.

Ces grands penseurs de Notre Amérique ne se sont jamais identifiés avec ce genre de démocratie qu'on a voulu nous imposer, et qu'on nous a même imposée ou qu'on essaie de nous imposer, une démocratie qui n'a fait qu'affaiblir nos sociétés, les atomiser en mille morceaux, les rendre impuissantes à régler leurs problèmes. Une démocratie où il n'y a aucune participation vraiment populaire ; une démocratie où, très souvent, les opinions sont totalement manipulées par les médias, où les vues et les décisions des gens sont influencées essentiellement par la publicité, par la propagande, par des méthodes – qu'on qualifie même de scientifiques – mises au point pour influencer le cerveau des gens.

Ce qui se passe dans beaucoup de ces sociétés dites démocratiques me paraît un spectacle vraiment répugnant. À voir le type de propagande électorale qu'on y fait, on se rend compte que l'argent devient un facteur décisif dans les résultats. Aux États-Unis et partout ailleurs, ceux qui n'ont pas de ressources ne peuvent se proposer aucun objectif politique, parce qu'ils sont exclus, parce qu'ils sont éliminés d'avance. Il y a des campagnes électorales en Amérique latine où les candidats ont dépensé, par exemple, cent millions, ou deux cent millions ou trois cent millions de dollars en propagande. Qu'est-ce que c'est que cette démocratie-là où l'on s'efforce d'influer sur les électeurs de la même manière qu'on tente d'influencer les consommateurs pour qu'ils boivent du Coca-Cola, ou pour qu'ils fument telle marque de cigarette, ou qu'ils achètent un parfum,

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

ou qu'ils utilisent un produit ou un autre ? Et pourtant c'est bien comme ça que se réalisent tous ces campagnes-là.

Je ne crois pas non plus en la nécessité impérieuse du pluripartisme. Je crois que pour nos pays, et notamment pour un pays comme Cuba, l'une des choses les plus importantes est justement l'unité des forces, l'unité du pays, qui nous a permis de résister à toutes les agressions des États-Unis, à toutes leurs menaces. Comment notre pays aurait-il pu résister s'il avait été éclaté en dix morceaux ?

Tout ceci est aujourd'hui un mécanisme, un instrument, un système qui englobe les idées politiques de l'impérialisme, tout autant que ses idées économiques et ses idées sociales. C'est cela qu'on appelle normalement la démocratie. Pour moi, la démocratie est autre chose. Je crois que pour voir s'instaurer une vraie démocratie, il faut que l'exploitation de l'homme par l'homme disparaisse. Je suis absolument convaincu que tant qu'il existera une énorme inégalité entre les hommes, il n'y aura pas de démocratie et il ne pourra y en avoir.

[...]

**Vous dites que le système cubain est plus démocratique que n'importe quel autre. Pourquoi ?**

Oui, je pense que notre système est incomparablement plus démocratique que n'importe quel autre, incomparablement plus, par exemple, que celui des États-Unis. Car la vraie démocratie ne peut exister en pleine inégalité sociale, en pleine injustice sociale, dans des sociétés divisées entre riches et pauvres. La démocratie ne peut exister que dans le socialisme, et la forme suprême de démocratie sera le communisme, mais on n'en est pas encore là.

De fait, je pourrais admettre que les formes dites démocratiques de ces pays classiques sont plus humaines que les formes de domination qu'imposaient les classes exploiteuses à d'autres époques, qu'elles sont plus avancées que les monarchies absolues, que le féodalisme, qu'elles sont même plus avancées d'une certaine manière que celles qui existaient au siècle dernier. Je ne le nie pas. Les richesses y sont un peu mieux distribuées, des politiques ont été mises en place pour soulager les situations les plus critiques des exploités et des pauvres, les allocations de chômage et diverses formes d'assistance sociale protègent une partie de la population, mais tout ceci est le fruit de la crainte qu'éveille la révolution sociale, une conséquence, pour une bonne part, de l'apparition du socialisme.

Depuis que le socialisme a vu le jour, les sociétés bourgeoises s'efforcent beaucoup de freiner le mouvement révolutionnaire, de freiner les changements sociaux, tentent de limiter d'une certaine manière la pauvreté excessive des gens. Comme la France, l'Angleterre, l'Espagne, les États-Unis, l'Allemagne et d'autres pays disposent d'énormes ressources, ils peuvent octroyer certaines subventions aux chômeurs, prendre des mesures d'assistance sociale, mitiger la situation des classes les plus nécessiteuses. Mais les pays du Tiers-monde, quelles ressources ont-ils pour cela ? Les pays latino-américains ont-ils des ressources pour verser des allocations aux chômeurs, pour améliorer les

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

conditions de logement, les conditions de santé, les conditions d'éducation, pour soulager le sort et la vie des pauvres ?

Je vois bien le panorama de l'Amérique latine : plus on parle de démocratie, et plus on voit surgir de quartiers marginaux où vivent toujours plus de dizaines de millions de personnes, et toujours plus de dizaines de millions de personnes sont analphabètes, n'ont pas d'emploi, n'ont pas accès aux services médicaux. Et ce ne sont pas les mesures du Fonds monétaire international et d'autres institutions similaires qui vont permettre d'améliorer cette situation dans quelque sens que ce soit, tant s'en faut : au contraire, elle ne cesse d'empirer de jour en jour, et tu vois des pays latino-américains où 10 p. 100 de la population reçoit plus de 50 p. 100 du revenu national. Comment peut-on parler de démocratie dans ces conditions-là ?

Il existe aussi un système d'exploitation et de domination mondial, organisé par l'impérialisme et par les pays capitalistes les plus développés, qui se soutiennent mutuellement, s'entraident financièrement quand des crises éclatent : le yen, le deutschemark ou la livre sterling soutiennent le dollar si celui-ci a des problèmes, ou alors la livre sterling et le franc soutiennent la lire. Le système est constitué en vue de l'aide mutuelle, du soutien mutuel. Mais qui aide le Tiers-monde ? Quand l'austral argentin, par exemple, a des problèmes, ou le peso bolivien, ou le peso mexicain, ou le bolivar vénézuélien, ou la monnaie de n'importe quel pays du Tiers-monde, qui la consolide, qui l'appuie, qui la soutient ?

Il n'existe donc pas de démocratie politique à l'échelle mondiale, ni de démocratie économique ; pas plus qu'il n'existe de vraie démocratie à l'échelle nationale, ni de démocratie politique, ni de démocratie économique, ni d'égalité.

Toutes ces sociétés capitalistes bourgeoises se sont constituées à partir de l'idéologie de la Révolution française qui, comme Marx l'a soutenu et les marxistes après lui, fut un grand progrès face au régime féodal. Cette révolution-là a proclamé la liberté, l'égalité et la liberté comme principes de base. Mais quelle véritable liberté peut-il exister dans ces sociétés de classe-là ? Quelle est la liberté des pauvres, des dépossédés ? Quelle égalité peut-il exister dans une société de classe, et quelle fraternité ?

Je dirais que la société capitaliste ne peut être démocratique, parce qu'elle est l'expression maximale de la lutte féroce entre les hommes, l'expression maximale de l'absence d'égalité et de l'absence de fraternité entre eux. Voilà pourquoi je dis et je soutiens que la démocratie est inconcevable au sein du système capitaliste, que je ne la conçois que dans le socialisme, qu'elle adopte une forme ou une autre en fonction des conditions que vit un pays donné, en fonction des conditions que vit le monde. Dans un monde où la paix régnerait vraiment, la démocratie s'exprimerait de façon bien plus riche dans une société juste ; dans un monde où règne l'hégémonisme mondial de la nation impérialiste la plus puissante et où la souveraineté, l'intégrité et l'indépendance des peuples sont menacées, je ne crois que la démocratie puisse s'exprimer sous des formes d'expression très diverses.

Nous avons trouvé, nous, notre forme d'expression de la démocratie et nous croyons que c'est celle qui s'ajuste de manière idéale à nos conditions, et elle fait la preuve de son

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

efficacité pendant plus de trente ans, car aucun pays, je crois, n'aurait résisté au blocus, aux menaces, aux agressions, aux coups durs qu'ont signifié l'effondrement du camp socialiste et la disparition de l'Union soviétique, si son peuple n'avait pas été conscient, n'avait pas été uni, s'il avait été au contraire divisé en mille morceaux. Voilà pourquoi l'unité est quelque chose de fondamental à nos yeux.

Et, nous en tenant aux principes de Martí, parce que celui-ci a créé un parti pour faire la révolution, nous croyons en l'existence d'un parti pour défendre la révolution. Voilà grosso modo ce que je peux te dire, et je le résume en une phrase : il ne peut exister de vraie démocratie dans le capitalisme, il ne peut exister de démocratie que dans le socialisme.

**Est-ce la raison pour laquelle les pays de l'Est européen se sont effondrés ?  
Faute de démocratie ?**

[...]

La démocratie n'existe nulle part, mais les régimes ne s'effondrent pas pour autant : la différence, c'est que le capitalisme est fidèle à ses principes, leur est loyal, est conséquent avec eux, et l'impérialisme aussi. Si la carence de démocratie dans le monde était le préambule de changements sociaux, eh bien, le capitalisme aurait déjà disparu dans le monde, parce qu'il s'est fondé sur la force et la répression pour se développer. Force et répression qu'il emploie toujours, d'ailleurs, en recourant à des policiers spécialement entraînés, équipés de gaz lacrymogènes, de casques, de masques à gaz et de tout cet arsenal de choses-là, quand les étudiants descendent protester dans la rue, ou quand les ouvriers font grève et organisent des manifestations, ou quand les habitants d'un quartier font grève, comme cela s'est passé récemment en Angleterre. Et je ne te parle pas de pays du Tiers-monde, je te parle de pays européens, d'où parviennent constamment des nouvelles de répression policière contre les étudiants, contre les travailleurs, contre les citoyens.

Le régime capitaliste se maintient par la force, et la force la plus sophistiquée et la mieux organisée qui soit, et il y recourt non plus seulement pour empêcher les changements sociaux, mais même les protestations populaires.

En plus de trente ans de Révolution, on n'a jamais rien vu de ce genre à Cuba, l'armée et la police en train de réprimer les étudiants, les travailleurs, les habitants. Cela ne s'est jamais vu à Cuba, parce que nous avons atteint dans notre pays une unité, une identité, une liaison étroite entre l'État et le peuple, entre le gouvernement et le peuple, entre les dirigeants et le peuple.

Comment est-ce possible ici, et non dans ces fameuses démocraties d'Europe ? Comment est-il possible qu'on y lance les chevaux, les canons à eau, les gaz lacrymogènes et les chiens contre le peuple, constamment, presque tous les jours, et que cela ne soit jamais arrivé en revanche dans notre pays ? Dans lequel des deux systèmes trouve-t-on plus de fraternité et plus d'unité et plus de solidarité ? Lequel des deux systèmes a-t-il besoin de plus violence pour fonctionner, pour exister ?

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Tu as beau analyser ce problème sous tous les angles, tu te rends compte que cela ne mérite pas de s'appeler démocratie. Bien entendu, si la carence de démocratie expliquait les effondrements de gouvernements, le système capitaliste se serait effondré dans le monde depuis belle lurette !

Abordant la question de la démocratie par un autre biais, les élections, Fidel avait dès les premiers jours de la victoire révolutionnaire émis des idées dont le cours des événements dans le monde n'a guère démenti la validité :

Nous sommes partisans des élections, mais des élections qui représentent vraiment la volonté du peuple, par des procédés qui en finissent avec la politicaillerie, avec la machinerie politique, grâce à une loi bien étudiée, adaptée à nos caractéristiques sociétares. Dans quel but ? Afin que l'esprit révolutionnaire ne périsse pas aux mains de la politicaillerie, que ce que nous sommes en train de gagner en matière de moralisation n'aille pas s'étouffer ici ensuite dans une politicaillerie *cominera* et de quartier, il n'en est pas question. / Nous devons chercher des instruments électoraux qui rendent possible la politique sans corruption, la politique sans démoralisation, la politique sans vacillation, des organismes électoraux qui permettent – car c'est le problème fondamental – que la volonté du peuple puisse vraiment s'exprimer, sans contrôle de machinerie, sans question d'argent ; que le plus méritant soit élu, celui qui attire le plus de sympathie, non celui qui a des millions de pesos ; que l'impunité parlementaire soit liquidée catégoriquement. (4 janvier 1959.)

L'homme doit disposer d'une série de choses sans lesquelles il n'y a pas de liberté possible. *L'homme, s'il a faim, n'est pas libre* : ou il se vend, ou il renonce, ou il n'écrit pas, ou il parle pas. *La liberté n'est pas un vain mot. Avec le mot liberté et avec la liberté que peuvent donner toutes les lois, on ne mange pas. La liberté plus la faim, ce n'est pas la liberté !* Nous voulons la liberté plus le pain ! Nous voulons la liberté sans la faim, nous voulons la liberté sans la misère, nous voulons la liberté sans les privilèges. (13 mars 1959.)

Ce monde de libertés idéales, n'est-ce pas aussi un monde où l'on mange, où les hommes ne meurent pas de faim ? Parce ceux qui aiment bien parler de libertés et de démocratie n'aiment pas beaucoup parler du droit des hommes de manger et de vivre. *Or, ce n'est pas de démocratie théorique que se nourrissent les malheureux qui meurent de faim.* Ce n'est pas avec de la démocratie théorique qu'on soigne les malades. Il faut donner à l'homme plus de libertés, mais il faut aussi lui donner fondamentalement l'occasion de satisfaire ses besoins... Nous ne sommes guère avancés si nous donnons des libertés qui ne soient que théoriques. (Intervention télévisée « Ante la Prensa » du 2 avril 1959.)

Quand on voit combien le système électoral des États-Unis est compliqué et surtout complexe, à quel point il faut passer de sas pour s'inscrire sur une liste électorale, quand on constate qu'il n'y existe pas en fait de vote direct ni populaire, que ce sont les grands électeurs qui décident en ultime instance, que les citoyens ont si peu de confiance ou d'intérêt dans la politique de leur pays qu'à peine la moitié, voire moins, des électeurs font l'effort de se déplacer pour aller déposer leur bulletin dans les urnes lors des élections

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

présidentielles, quand on se dit qu'il faut être millionnaire, voire milliardaire, pour accéder à la Maison-Blanche, qu'il faut dépenser des sommes folles pour devenir représentant ou sénateur, on en arrive à la conclusion que ce qui s'est instaurée aux États-Unis, ce n'est pas une démocratie, mais bel et bien et littéralement, au vrai sens du terme, une « ploutocratie ». Que le Grand Robert définit comme suit : « Gouvernement par les plus fortunés (timocratie). État d'une société où l'influence politique des riches, la puissance de l'argent sont prépondérantes. » Qu'on me démente donc quand je dis : « ploutocratie ». Et je ne peux résister à l'envie de reproduire la citation de Renan que donne le dictionnaire : « J'appelle ploutocratie un état de société où la richesse est le nerf principal des choses, où l'on ne peut rien faire sans être riche, où l'objet principal de l'ambition est de devenir riche, où la capacité et la moralité s'évaluent généralement (...) par la fortune, de telle sorte, par exemple, que le meilleur critérium pour prendre l'élite de la nation soit le cens. » Le cens n'existe plus depuis 1848, certes, bien qu'il ait pris d'autres formes plus sournoises et plus larvées, mais le reste des affirmations de Renan est toujours valable de nos jours aux États-Unis...

Quand, aux USA, les citoyens ont-ils participé ou participent-ils à l'élaboration des lois, en discutent-ils et les votent-ils ? Jamais. Qu'on m'en donne un seul exemple, et je rendrai les armes ! Tout est confiné aux hémicycles de la Chambre des députés et du Sénat, aux commissions qui les rédigent et les présentent, tout se fait dans cette atmosphère feutrée sous la pression de lobbyistes, qui sont justement ça, des « groupes de pression », dont chacun défend sans scrupules, non l'intérêt national, mais celui, bien plus réduit, des grandes transnationales, des grosses banques, des branches d'activités économiques ou commerciales, de secteurs donnés de la population, etc. Qu'on me cite un seul exemple d'une loi soumise à débat et au vote populaire aux États-Unis, et je rendrai les armes ! En quoi donc et comment le *demo* participe-t-il à l'élaboration de la politique interne aux États-Unis ?

On me rétorquera qu'aux États-Unis, les citoyens participent à des tas d'élections au niveau des États et des comtés, qu'ils choisissent les juges, les shérifs, etc. Certes. Mais quand ils élisent un juge d'un comté ou le gouverneur d'un État, leur décision n'a aucune influence dans l'arène internationale, elle reste confinée au contexte interne ou local qui, de toute évidence, est celui qui motive le plus la participation citoyenne, puisque, je le répète, environ la moitié des électeurs ne se rendent pas aux urnes quand il s'agit des fameuses « primaires » (lesquelles semblent essaimer en Europe au sein des différents partis, comme si ceux-ci se devaient d'imiter tout ce qui se fait dans « la plus grande démocratie du monde », comme les Étatsuniens se qualifient eux-mêmes sans aucun complexe !) qui, elles, ont bel et bien une influence en ultime instance, d'une façon ou d'une autre, sur la vie des pays et gouvernements étrangers... La moindre analyse dépassionnée l'indique comme un fait objectif.

Même si les deux partis ne sont pas tout à fait blanc bonnet et bonnet blanc, ils s'inscrivent dans ce fameux « consensus social » et « opposition loyale » qui caractérisent, selon différents politologues, le système étasunien et qui le rend si inamovible ou si difficilement amovible.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Que se passe-t-il dans le pays si vilipendé en matière de « démocratie », où, à en croire la presse internationale, sévit la féroce dictature de deux frères impitoyablement accrochés au pouvoir comme des arapèdes à leur rocher depuis plus d'un demi-siècle ? Eh bien, il s'avère que toutes les grandes décisions, toutes les lois capitales touchant l'ensemble de la société et la vie des citoyens sont, non seulement votées en fin de parcours, mais encore, dès le départ, analysées, consultées, amendées par l'ensemble de la population à travers ce qu'on appelle ici les organisations sociales et les organisations de masse (d'aucuns les appelleraient aujourd'hui d'un terme plus à la mode : la « société civile »...), à savoir les Comités de défense de la Révolution (CDR) institués au niveau de quartier, la Fédération des femmes cubaines (FMC) qui regroupe volontairement les membres du sexe féminin à partir de quatorze ans, l'Association nationale des petits agriculteurs (ANAP), qui rassemble les paysans privés, la Fédération des étudiants (FEU), la Fédération des élèves de l'enseignement secondaire (FEEM), autrement dit les lycéens, la Centrale des travailleurs de Cuba (CTC), qui concerne tous les travailleurs. Le premier exemple de ce débat intense étendu à tous les secteurs de la société cubaine remonte à 1975-1976 quand, une fois dépassée la pire époque de lutte de classes et de combat ouvert contre l'impérialisme étasunien, la Révolution cubaine décida de s'« institutionnaliser » et se dota d'une *Constitution* inscrite dans les fibres même de la nouvelle société : son avant-projet fut discuté, à compter du 10 avril 1975, par 6 216 000 personnes dans des milliers de réunions d'un bout à l'autre du pays. La commission constituante créée dans ce but prit en considération les modifications proposées à l'Introduction du texte et à 60 des 141 articles ; le Premier Congrès du Parti communiste (décembre 1975) approuva cet avant-projet qui fut soumis, en février 1976, à référendum : 5 602 973 Cubains, soit plus de 98 p. 100 des électeurs, l'entérinèrent. Cette Constitution, promulguée le 24 février 1976, fut soumise à ce même processus en 1992, quand, les circonstances internationales et donc les conditions de survie nationales de la Révolution ayant radicalement changé, elle fut remaniée dans un certain nombre de ses articles clefs, débattue dans tout le pays puis adoptée par référendum. En juin 2002, face à la politique extrêmement agressive de l'administration Bush fils, résolument décidée à obtenir ce qu'aucune des précédents n'avait obtenu, liquider la Révolution cubaine, 8 198 237 Cubains votèrent un amendement à la Constitution aux termes duquel le socialisme à Cuba était irréversible et irrévocable (soit dit en passant, la Constitution française a prévu ce même cas de figure puisque son article 89 stipule : « La forme républicaine du Gouvernement ne peut faire l'objet d'une révision ») et qu'aucun gouvernement ne peut établir de relations avec une nation étrangère en butte à des pressions ou à des menaces.

Ce fut le cas, toujours dans les années 70 et 80, du *Code de la famille*. Ce fut le cas, dans ce même contexte de Période spéciale, pour les *lois économiques et sociales* modifiant un certain nombre de règles du jeu, qui furent toutes analysées auparavant dans ce genre d'assemblées (sans référendum cette fois-ci). En 2008, ce fut celui de la nouvelle *Loi de sécurité sociale* qui, non par motivation idéologique néolibérale, mais à cause de circonstances économiques et démographiques contraignantes dans un petit pays sous-développé (pour cause de vieillissement de la population, il manquera 700 000 bras d'ici 2018), éleva graduellement l'âge de la retraite de 55 ans à 60 ans pour les femmes, et de 60 à 65 ans pour les hommes, institua une petite prise en charge par les travailleurs de la sécurité

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

sociale et modifia le nombre d'années de travail. Le *Code du travail*, qui datait de décembre 1984, fut débattu dans les mêmes conditions voilà quelques années.

Dans un autre contexte, en 2011, le parti soumit ses *Orientations de la politique économique et sociale du parti et de la Révolution*, non simplement à ses militants, mais à l'ensemble de la population, car il estimait que ce document capital qui trace la voie à suivre dans la « modernisation et l'actualisation du modèle économique et social de Cuba » pour les prochaines années, devait être analysé, débattu et amendé par l'ensemble de la population. Et celle-ci le fit pendant des mois : 163 079 réunions réunissant 8 913 838 participants (cellules, centres d'étude, centres de travail, quartier, CDR, etc.) qui firent 3 019 471 interventions regroupées finalement en 781 644 opinions, dont plus de 395 000 furent finalement acceptées et servirent à la reformulation des 291 Orientations initiales pour les augmenter jusqu'aux 313 Orientations finales que le Sixième Congrès du parti communiste adopta en avril 2011.

Et c'est justement parce que, en avril 2016, le Parti, jugeant que le Septième Congrès serait centré sur l'analyse de la mise en œuvre de ces Orientations et qu'il ne s'agissait, somme toute, que du suivi du précédent, n'a pas soumis les documents correspondants au même débat public que des militants et des secteurs de la population ont estimé qu'il manquait quelque chose et que, soumis à cette pression, le parti a décidé de ne considérer les documents comme définitifs que lorsqu'ils auront été débattus dans les prochains mois par les organisations sociales et les organisations de masse ! Si bien qu'à compter du 12 juin et jusqu'au 22 septembre 2016, les deux documents clefs débattus au Septième Congrès du Parti communiste et engageant l'avenir de la nation seront discutés par l'ensemble de la population dans les centres de travail et à travers les organisations politiques et de masse qui regroupent l'ensemble de la population, à savoir : « « Projet de Conceptualisation du modèle économique et social cubain de développement socialiste » et « Projet de Plan national de développement économique et social d'ici à 2030 : Proposition de vision de la nation. Axes et secteurs stratégiques ».

De même, il a été annoncé qu'au moment opportun la population devra débattre de différents amendements à introduire dans la Constitution pour l'ajuster une fois encore aux modifications apportées dernièrement à l'ordre économique du pays, puis les approuver par référendum.

Que je sache, rien de ce genre n'existe dans les si « démocratiques » États-Unis, pas plus d'ailleurs qu'en Europe... Dois-je rappeler que la classe politique française a voté en 2008 (rien moins qu'à Versailles, de si sinistre mémoire pour le peuple révolutionnaire, quel symbole !) une profonde réforme de la Constitution française, et tout ceci en catimini, sans que ledit peuple ait eu son mot à dire. Les syndicats ont-ils eu quelque chose à voir, fût-ce de loin, avec la loi Macron ? Une seule des lois ou décisions néolibérales d'un gouvernement censément « socialiste » a-t-elle discutée avec les travailleurs ou la population ? De quoi se plaignent les travailleurs français et pourquoi sont-ils descendus dans la rue et font-ils grève depuis deux mois sinon parce que, justement, la loi du travail (oui, « du », parce que je me refuse à écrire ce français qu'on prendrait pour de l'anglais !) a été préparée sans leur participation et « votée » par l'Assemblée nationale à coup, une fois de plus, de 49.3 ? Dois-je

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

rappeler comment a été entériné le nouveau traité de Lisbonne, ou le mépris par lequel on a traité le vote irlandais, ou encore, dans un autre contexte, la façon dont on a fait la guerre à Hamas parce que le peuple palestinien de la bande de Gaza avait « mal voté »... !

Pour Obama, les États-Unis « sont un marché libre ». Libre ? Voire ! À cette vérité irréfutable assenée comme un poing sur la table, Cuba met un bémol dans l'espèce de glossaire qui accompagne les deux documents essentiels susmentionnés. À l'entrée « Marché régulé », on trouve l'explication suivante :

Le marché existe et agit indépendamment de ce qu'il soit reconnu ou non à ce titre, aussi bien dans l'arène nationale qu'à l'international. Les acteurs économiques interagissent sur le marché comme prestataires ou demandeurs de biens et services.

La direction planifiée tient compte du marché, le régule et encadre les espaces où il agit dans les objectifs stratégiques.

Dans le Modèle, le marché régulé fonctionne comme le contexte où se coordonnent les innombrables interactions qui se produisent entre les multiples acteurs économiques. L'idéologie capitaliste dans sa vision extrême proclame que la « main invisible » de l'action du marché doit conduire à des résultats économiques socialement optimaux à travers le libre-concurrence à mesure que les individus agissent guidés essentiellement par l'intérêt personnel.

Le « marché libre » n'existe pas ; la concurrence parfaite n'existe pas ; il existe des monopoles et des oligopoles qui contrôlent les marchés.

Il est évident que les lois du marché sont incapables d'instaurer, entre autres, la justice, l'équité et l'inclusion sociales, la protection de l'environnement et le développement durable selon une vision à long terme et qu'elles leur sont même antagoniques.

Aussi le Modèle utilise-t-il différents moyens pour encadrer et réguler le marché selon ses objectifs stratégiques, dans le contexte du perfectionnement du système de direction planifiée de l'économie, de façon que ses lois ne jouent pas le rôle directeur dans son fonctionnement.

Il faut développer une culture relative au rôle du marché, à son fonctionnement, à ses limites et aux formes de contrôle public requises.

Analyse bien plus ancrée dans le réel que celle d'Obama...

Quant à la troisième assertion d'Obama à la fin de ce paragraphe : « *Cuba a mis l'accent sur le rôle et les droits de l'État ; les États-Unis sont fondés sur les droits de l'individu* », elle mérite qu'on s'y arrête un peu, parce qu'elle est non seulement un cliché mais un cliché frauduleux, même si, présenté sous un autre angle, elle contient un fond de vérité. Il suffit en effet de comparer les constitutions des deux pays pour se rendre compte des points où chacune met l'accent : dans celle des États-Unis, pas un mot des devoirs ou obligations de l'État envers la société, autrement dit puisque l'État en soi est pure entéléchie ou entité, du gouvernement généralement voté par les citoyens. Une fois élu, ledit gouvernement n'est lié en rien à ceux-ci, si ce n'est par des programmes électoraux dont l'expérience prouve qu'ils les oublient à peine entrés en fonction, de sorte que les citoyens sont tout simplement livrés

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

à leur sort en matière constitutionnelle. Obama, en ne parlant que des « droits » de l'État, offre sciemment une vision tout à fait biaisée de la Constitution cubaine et de sa vision de la société : *la loi fondamentale de Cuba insiste tout autant, si ce n'est plus, sur les « obligations » de l'État* et donc, je le répète, du gouvernement ! Et je me dis que les presque cinquante millions de pauvres aux États-Unis seraient sans doute ravis que leur État s'arroge de tels « droits », sans laisser leur sort à la charité publique et au bon cœur des citoyens mieux nantis sous forme d'associations caritatives ou d'ONG, ou, au mieux, à la bonne volonté des mairies. Les restos du cœur n'auraient pas dû être fondés par Coluche, pas plus qu'Emmaüs par l'abbé Pierre, mais par l'Élysée ou Matignon si le concept de « justice sociale » ou alors celui d'« inclusion » qui en est le parent pauvre ou la pièce rapportée avait un sens en France (et *mutatis mutandis* aux USA).

Pour en avoir le cœur net, j'ai pris la peine de réviser la Constitution des États-Unis, la fameuse, celle de 1787, avec ses sept petits articles, et les vingt-sept amendements qui lui ont été ajoutés au fil des siècles, et dont le dernier remonte à 1992. Et je ne trouve rien, absolument rien, par exemple, sur les droits et devoirs des citoyens, rien sur la protection que l'État offrirait à ses ressortissants, et sur son ou ses obligations envers eux. Dans ce domaine, c'est le vide le plus total, la nébuleuse la plus sidérale (ou sidérante ?). Et l'État aux États-Unis en est une à son tour. Sa Constitution ne reconnaît aucun droit, ni aucune obligation au citoyen, pas plus qu'à l'État. Ce qui explique bien des choses dans le fonctionnement de la « plus grande démocratie au monde » !

Les quelques amendements incorporés en presque deux cent trente ans relativement aux droits des citoyens sont le 13 (1865) qui interdit l'esclavage ou la servitude involontaire, sauf pour punir un crime avéré ; le 15 (1870) qui interdit de refuser le droit de vote pour des raisons de race, de couleur ou de condition servile antérieure ; le 19 (1920) qui pose le même principe, mais pour des motifs de sexe ; le 24 (1964) selon lequel le droit de vote ne peut être interdit à l'électeur qui n'aurait pas payé ses impôts ; le 26 (1971) en vertu duquel les personnes de dix-huit ans ont toujours le droit de vote. Voilà, c'est tout, et c'est peu.

Le locataire de l'Élysée, lui non plus, n'a pas trop à s'inquiéter des droits de ses concitoyens. Car la Constitution française de 1958 aurait-elle beau affirmer, reprenant d'ailleurs l'idée de Washington, que le principe de la République « est : gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple », celui-ci n'y apparaît guère dans le texte même et ne semble pas avoir grand-chose à faire ou à voir avec l'ordonnement de la République. Non, on ne trouve aucune liste de ses droits ni même de ses obligations. Comme dans celle des USA, on y parle bien plus du président, du parlement que du citoyen lambda. Le citoyen lambda, en fait, quand il prétend avoir son mot à dire, on lui met le bâillon ou on lui passe la muselière calibre 49.3 !

Parfait. Maintenant, révisons la Constitution cubaine qui, je le rappelle, a été analysée en 1975 par plus de six millions de personnes, avec amendements à plus de soixante articles, plébiscitée le 15 février 1976 par 97,7 p. 100 (sur 98 p. 100 des électeurs) et entérinée le 24 février 1976, de nouveau amendée en 1996 puis en 2002 (d'autres amendements sont à l'étude pour adapter la Constitution aux nouvelles données économiques du pays et seront discutées selon ce même processus). Que dit-elle noir sur blanc ?

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Article 9.- L'État :

[...]

1. comme Pouvoir du peuple, au service du peuple lui-même, garantit :

Qu'il n'y ait pas d'homme et de femme en conditions de travailler qui n'ait l'occasion d'obtenir un emploi par lequel il puisse contribuer aux objectifs de la société et à la satisfaction de ses propres besoins.

Qu'il n'y ait pas de personne ne pouvant travailler qui n'ait des moyens de subsistance dignes.

Qu'il n'y ait pas de malade qui ne reçoive de soins médicaux.

Qu'il n'y ait pas d'enfant qui n'ait une école, une alimentation et des vêtements.

Qu'il n'y ait pas de jeune qui n'ait l'occasion de faire des études.

Qu'il n'y ait personne qui n'ait accès à l'étude, à la culture et au sport.

2. Travaille pour qu'il n'y ait pas de famille qui n'ait un logement confortable.

Eh bien, oui, ce « monstre froid » qu'est l'État est étonnamment chaleureux envers ses citoyens à Cuba ! Il a charge, comme on peut le constater, de les protéger, de les aider, il veille à ce qu'ils ne soient pas livrés à leur sort. Les dirigeants du parti et du gouvernement ne cessent d'ailleurs de répéter que personne ne le sera dans les nouvelles conditions économiques qui se mettent en place. Ainsi Raúl dans son Rapport au Septième Congrès du parti, en avril dernier :

En évaluant le rythme des transformations en cours, nous ne devons pas perdre de vue que Cuba ne pourra jamais se permettre d'appliquer ce qu'on appelle des « thérapies de choc », fréquemment mises en place ailleurs au détriment des couches les plus modestes de la société. Cette prémisse, qui répond au principe selon lequel *personne ne sera livré à son sort*, conditionne dans une bonne mesure la vitesse à laquelle s'actualise le modèle économique cubain sur lequel la crise économique internationale et, notamment, les effets du blocus économique exercent une influence incontestable.

Les recettes néolibérales qui prescrivent la privatisation accélérée du patrimoine public et des services sociaux comme la santé, l'éducation et la sécurité sociale ne seront jamais appliquées dans le socialisme cubain.

Malgré les limitations économiques actuelles, nous avons préservé et perfectionné les services sociaux à la population en éducation, santé, culture, sports et sécurité sociale. Mais il faut toutefois insister sur la nécessité d'en améliorer constamment la qualité.

C'est logique, puisque c'est le peuple lui-même au pouvoir qui se prend en charge. Est-elle si terrible, l'existence d'un tel État, sur « le rôle et les droits » duquel, selon Obama, « Cuba a mis l'accent », tandis que les États-Unis sont censément « fondés sur les droits de l'individu » ? Je lui réponds ici par cet autre biais. En me posant à nouveau une question naïve : parmi les milliards d'habitants de notre monde – Premier et Tiers confondus, mais surtout celui-ci, bien entendu – qui vivent dans la pauvreté, n'ont pas de travail, où les handicapés sont abandonnés à leur sort, où des millions de gens n'ont jamais vu un médecin

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

de leur vie, où des centaines de millions d'enfants ne vont pas à l'école faute de salles de classe ou de professeurs, ou parce que la priorité des familles est que leur progéniture travaille pour aider à boucler les fins de mois, voire tout simplement à survivre, où des centaines de millions d'écoliers du primaire ne peuvent faire des études secondaires parce que l'éducation n'est pas gratuite, où des centaines de millions de lycéens ne peuvent entrer à l'université faute de l'argent nécessaire pour payer des études, à moins qu'ils ne s'endettent pour le restant de leur vie, comme aux États-Unis, où... je pourrais continuer de citer des pages et des pages d'exemples de ce genre, bref, dans un monde où ce qu'offre l'État cubain à ses citoyens reste une chimère, une utopie pour des milliards de pauvres, en quoi cet État-ci serait-il exécration, mériterait-il le pilori, et pourquoi faudrait-il, parce qu'on en a les moyens depuis les États-Unis et la Maison-Blanche, travailler à sa perte ? Je suis bien convaincu que des tas de gens dans un tas de pays seraient ravis d'avoir un État comme celui qu'il y a à Cuba ! Pourquoi les si nombreuses institutions de sondage et d'enquête des États-Unis, toute une industrie qui y brassent des millions, ne posent-elles ce genre de question toute simple ? Les résultats seraient sans doute éloquentes !

Nous sommes là en présence de galaxies politiques (et sociétales) si éloignées l'une de l'autre en termes d'années-lumière qu'il est impossible qu'elles se rencontrent un jour, voire qu'elles se croisent. Et l'on comprend par cet exemple, mieux que par tout autre, pourquoi le discours d'Obama à La Havane sonne si creux à une bonne partie de la population, met à ce point à côté de la plaque. Je laisse le lecteur juge : qui peut faire la leçon à l'autre en matière d'humanité ou d'humanisme ?

De sorte que quand Obama croit, par exemple, que l'enfant doit jouir du droit à l'éducation, à la santé, à l'alimentation et à un logement, cela relève purement et simplement du vœu pieu (ou de la mauvaise foi électorale) : de son poste, le plus élevé au monde, nous rappelle-t-il avec fierté – symbole par excellence de réussite personnelle, ce qu'il nous rappelle aussi – il n'est absolument pas responsable qu'il y ait quarante-six millions de gens vivant en-dessous du seuil de pauvreté, dont une bonne partie d'enfants, que je ne sais combien d'enfants et de jeunes dorment dans la rue, etc., dans le cadre d'une société aux valeurs si peu humaines que les pauvres y sont considérés comme des « losers », comme l'image en creux de ceux qui ont « réussi », comme ceux qui n'ont pas pu relever le *challenge* de la vie en société... Il peut, certes, en éprouver un petit pincement moral à son (bon) cœur ou à sa (mauvaise) conscience, mais cela ne fait pas partie en tout cas de ses obligations présidentielles. Ses fonctions, à la tête des États-Unis, sont bien différentes. Il doit avant tout, comme nous l'apprenons à chaque discours de chaque président étasunien, maintenir le leadership de sa grande nation, préserver l'hégémonie, lutter contre tous ceux – États ou individus ou groupes – qui menaceraient le bien-être du pays, conserver ou implanter la « démocratie » dans le reste du monde, etc. Le sort des enfants, peu lui chaut. Il n'est pas du ressort de l'État, ni du président.

Obama est incapable de voir le monde tel qu'il est et ne l'envisage toujours que par le petit bout de la lorgnette, calquant les réalités très spécifiques de sa société sur le reste du monde. Car, dans les pays riches – où soit dit en passant, il ne devrait plus y avoir de pauvres si la richesse y était distribuée à part égales entre tous les citoyens, selon la fameuse notion passe-partout d' « inclusion » – on trouvera toujours de l'argent en trop pour que des

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

particuliers puissent faire la charité aux pauvres, qui sont une minorité, qu'il s'agisse de l'aumône aux portes de l'église ou des services d'assistance offerts par des groupes ou par d'autres biais de ce genre. Mais, dans les pays sous-développés (et que le capitalisme – autrefois libéral, aujourd'hui néolibéral – n'a cessé et ne cesse de sous-développer depuis des siècles) où les pauvres ne sont pas la minorité, mais, hélas, la majorité, voire l'immense majorité – les statistiques à cet égard sont bouleversantes – où dégager assez d'argent des particuliers pour faire cette charité au nom de laquelle tant de citoyens du Premier monde se donnent bonne conscience ? C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, dans les pays pauvres, cette « charité-là » provient d'ONG internationales largement nanties des ressources suffisantes qui s'y installent parfois comme en territoire conquis. Dans des pays où le SMIC, ou le RIM, ou quelque nom qu'on veuille bien lui donner n'existe pas dans les faits ni même dans le concept, où l'emploi informel est largement majoritaire, et où les « travailleurs » ne bénéficient d'aucune protection, où donc les sommes d'argent nécessaires pour venir en aide aux pauvres atteignent des quantités supérieures aux possibilités des particuliers, quelle instance, sinon l'État, peut y arriver ?

Il serait bon, par exemple, qu'Obama parcoure l'Afrique autrement que dans sa limousine blindée, qu'il se mêle au peuple – non avec des gens triés sur le volet, ou de jeunes industriels, dans le cadre de rencontres qui se veulent informelles et bon enfant – pour apprendre, savoir et comprendre comment on vit dans le monde sous-développé quand on n'est pas du côté des riches, des bourgeoisies nationales, des ploutocraties locales... Peut-être alors ressentirait-il le même bouleversement que Fidel quand celui-ci se rendit pour la première fois en Afrique en 1972 (Guinée, Algérie), puis en 1973 (Algérie), en 1976 (Algérie, Guinée) et surtout en 1977 (Libye, Yémen démocratique, Somalie, Éthiopie, Tanzanie, Mozambique, Angola, Algérie) du 1<sup>er</sup> mars au 2 avril. Le 30 mars 1977, à Luanda (Angola), il s'adresse aux coopérants civils et militaires, dont l'intervention au nom de la solidarité militante des peuples et de l'internationalisme a permis, un peu plus d'un an avant, de sauver le pays des invasions sud-africaine et zaïroise :

Pourquoi ne serait-il pas douloureux pour nous de voir un enfant angolais affamé, un enfant angolais qui souffre, un enfant angolais assassiné, un enfant angolais massacré ? Les crimes que l'on commet contre notre peuple et les crimes que l'on commet contre n'importe quel Cubain nous font mal aujourd'hui. Mais à mesure que nous avancerons et que les générations futures auront une conscience supérieure à la nôtre, le jour viendra où ces sentiments devront franchir les horizons bornés d'un seul pays.

Nous avons dépassé l'égoïsme individuel, l'égoïsme familial, nous dépassons peu à peu les frontières de l'égoïsme national. Le jour viendra où ces sentiments dont je vous parle devront prévaloir dans toute la famille humaine. Ne soyons pas utopique : je sais que cette heure n'a pas encore sonné, qu'il y a encore beaucoup d'égoïsme dans le monde, qu'il y a encore beaucoup d'injustice, de bassesse. Une partie de l'humanité s'est libérée, a commencé à s'engager sur cette voie, et nous pouvons nous sentir comme faisant partie de cette humanité-là.

Nous, les Cubains, nous commençons à sentir les problèmes d'autres peuples comme nous sentons nos propres problèmes. (*Applaudissements.*) Nous commençons à les sentir, nous commençons à nous engager un tout petit peu sur cette voie. Ce n'est pas

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

grand-chose, mais nous faisons ce que nous pouvons. Si seulement Cuba était un pays plus riche ! Si nous avions beaucoup de ressources naturelles et si nous pouvions en disposer pour aider plus que nous ne le faisons actuellement ! On pourrait dire que la générosité de notre peuple l'emporte aujourd'hui sur ses possibilités matérielles, l'emporte sur ses propres forces.

Je suis convaincu que le capitalisme et l'impérialisme ne peuvent résoudre les problèmes du monde. Bien mieux, je pense que l'humanité a perdu du temps, énormément de temps, que les problèmes s'accumulent et qu'ils sont toujours plus sérieux, toujours plus graves. Quand vous parcourez une région du monde aussi vaste que l'Afrique et que vous voyez la situation des êtres humains, la situation sanitaire, la situation alimentaire, les problèmes, quand vous parcourez toutes ces régions du monde sous-développé, vous comprenez clairement la tragédie que vit le monde. Et vous vous demandez théoriquement : « Comment diable résoudre ces problèmes ? Comment va-t-on en finir avec l'analphabétisme, avec les maladies, avec le chômage, avec la misère ? Comment l'être humain peut-il créer un minimum de conditions pour vivre honorablement, décemment, dignement ? Comment le faire sans révolution ? Comment le faire sans socialisme ? Que deviendrait le monde ou que deviendra le monde s'il devait dépendre du système capitaliste pour résoudre ces problèmes ?

Et ces problèmes sont extrêmement sérieux. J'irais plus loin : que deviendrait le monde si le mode de vie capitaliste et les habitudes de consommation capitalistes s'étendaient au monde entier ? Si chaque individu avait une voiture, si chaque individu aspirait à jouir de tous les luxes de la société capitaliste ? De ces luxes dont jouit une minorité dans la société capitaliste, de ces luxes dont jouissent les pays les plus industrialisés ? À quel prix ? Tuer de faim le reste de l'humanité, le tuer de faim !

[...]

Certains pays, comme la Tanzanie, vivent du coton, du cajou et du sisal. Et tout ce que la Tanzanie produit en cajou, en sisal et en coton, les trois réunis, ne lui suffit pas à payer les 800 000 tonnes de pétrole qu'elle consomme. Telle est la situation de nombreux pays du Tiers-monde qui n'ont pas de pétrole.

[...] Pensez un peu aux pays du Tiers-monde qui n'ont pas de pétrole, qui doivent produire du thé, du caoutchouc, de l'huile de coco, des noix de cajou, des clous de girofle, du sisal... Vous connaissez le sisal. Il n'y a pratiquement plus personne à Cuba qui veuille travailler dans le sisal. À Zanzibar, ils doivent vivre de la cueillette de petites fleurs d'où viennent les clous de girofle, sur des arbres très élevés. D'autres doivent vivre en grim pant aux cocotiers pour faire tomber les noix et produire du coprah. Beaucoup de pays doivent vivre de choses comme ça. Avant, avec une tonne de noix de cajou, on pouvait acheter quinze tonnes de pétrole ; maintenant, on n'en achète plus que quatre ou cinq. Aussi ces pays n'ont-ils pas d'énergie, n'ont-ils pas de combustibles pour développer les transports, pour développer l'industrie. Non seulement l'échange inégal entre le monde sous-développé et le monde capitaliste développé a empiré, mais voilà qu'à présent une partie du monde – la majorité des pays sous-développés – a vu aussi sa situation s'aggraver en raison de ses échanges avec les pays pétroliers.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Les conflits, les problèmes dans le monde sont donc sérieux, vraiment graves. Et plus vous réfléchissez, et plus vous voyez clairement d'où ils viennent : du capitalisme, du colonialisme, de l'impérialisme. Vous arrivez dans ces pays africains : combien d'étudiants y a-t-il dans une université ? Il n'y a même pas d'université et, quand elle existe, après quinze ans d'indépendance, elle ne compte que mille étudiants, deux mille, trois mille étudiants. Un médecin pour 20 000 habitants, alors que Cuba a au moins un médecin pour 1 000 habitants ! Beaucoup de pays africains n'ont qu'un médecin pour 20 000 habitants, ou pour 40 000, ou pour 50 000. Soit il n'y a pas d'universités, soit elles ne comptent que deux ou trois mille étudiants.

C'est une situation vraiment douloureuse, difficile. Je le dis avec plus de conviction que jamais, ces problèmes de l'humanité sont insolubles sans la révolution et le socialisme (*applaudissements*).

Cette question, visiblement, le tourmente, si bien qu'une semaine plus tard, le 7 avril 1977, toujours devant un public cubain qu'il s'efforce de toute évidence de conscientiser, à l'Université Lomonosov de Moscou, il y revient :

J'ai parlé longuement à Luanda du problème du nationalisme et de l'internationalisme, des contradictions entre les deux.

On peut être socialiste et se complaire en même temps dans l'égoïsme national. C'est possible dans la mesure où le socialisme est la première chance de travailler pour la communauté, de planifier l'économie, d'aider le pays, et on risque d'en arriver à l'égoïsme national : tout pour le pays et d'oublier le reste du monde.

Le marxisme envisage une société universelle : la classe ouvrière du monde entier luttant pour se délivrer du capitalisme et des bourgeois, et serrant les rangs pour créer un jour une société constituée par une seule famille humaine. Évidemment, cela ne pouvait se faire du jour au lendemain : les révolutions devaient d'abord commencer dans un pays, puis dans un autre. À un moment donné, il semblait qu'elles allaient se produire simultanément, et les grands promoteurs de la révolution socialiste l'ont pensé. [...]

Mais il n'y a pas de solutions aux problèmes du monde dans les conditions actuelles. Et les problèmes du monde futur sont très grands, vraiment très grands. Ces gosses qu'on entend d'ici parler, crier et pleurer et leurs enfants vont connaître de fait un monde complexe et difficile. Car la population humaine croît à un rythme très rapide : en l'an 2000, il y aura environ sept milliards d'êtres humains. Il est déjà ardu de produire des denrées alimentaires pour la population actuelle, et il faudra en produire pour le double de personnes. Et, trente ans après, l'humanité comptera quinze milliards d'habitants. Les meilleures vallées, les terres les plus accessibles, les surfaces les plus facilement cultivables sont déjà exploitées. La technique, la science peuvent contribuer à résoudre ces problèmes alimentaires, mais elles sont inapplicables sans changements sociaux. Sous le capitalisme, sous le colonialisme, sous le néocolonialisme, c'est d'abord la population qui grandit, pas la technique ou la science. [...] Les sources de conflit vont augmenter en raison de l'accroissement des besoins humains et de la limitation des ressources naturelles. La population croît ; des ressources naturelles importantes s'épuisent.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

[...]

L'analyse de tous ces facteurs nous pousse à des conclusions. Comment résoudre les problèmes du sous-développement dans ces conditions ? Si on n'a pas l'idée politique claire, si on ne liquide pas le néocolonialisme, le capitalisme, l'impérialisme, l'échange inégal et tous ces problèmes, comment peut-on résoudre le problème du sous-développement qui touche des milliards de personnes dans le monde ? Seul le socialisme, de toute évidence, peut apporter une solution. Et seul le socialisme à échelle mondiale, parce que l'humanité devrait commencer à travailler comme une seule famille. Les pays les plus développés devraient aider les moins développés [...] pour résoudre ces problèmes le jour où l'on pourra travailler de cette manière.

[...]

Les sociétés capitalistes ont gaspillé des quantités incroyables de ressources naturelles, au point que celles-ci s'épuisent. L'environnement est pollué. Et la famille humaine, en fin de compte, vit sur cette planète et doit continuer d'y vivre parce qu'il ne semble pas qu'on ait en vue la possibilité de déménager sur une autre planète. [...] Comment la famille humaine peut-elle résoudre ces problèmes ? Avec le capitalisme ? Avec l'impérialisme ? Avec le néocolonialisme ? Uniquement avec le socialisme, uniquement avec le communisme. Et uniquement comme une famille universelle, en utilisant universellement les ressources et la technique. Ce n'est qu'ainsi que l'humanité de l'avenir pourra trouver des solutions à ces problèmes. Plus je réfléchis à ces questions, plus j'y pense, et plus j'en suis convaincu.

[...]

Quand vous allez en Afrique, aujourd'hui, vous entendez parler de tribus. Personne ne conteste que le tribalisme doive être dépassé, personne. Le jour viendra où personne ne contestera que le nationalisme devra être dépassé. Qu'est-ce qu'une nation, en effet ? Eh bien, pour prendre une comparaison, une tribu un peu plus grande ! La tribu cubaine, la tribu mexicaine, la tribu vénézuélienne, la tribu jamaïquaine, la tribu dominicaine... La nation est un peu plus développée que la tribu, mais si la tribu était une phase dans le développement de la société qu'il fallait dépasser, le concept national sera aussi dépassé un jour, de même que tout le monde reconnaît aujourd'hui la nécessité de dépasser le concept tribal.

En fait, quelle différence y a-t-il entre une tribu et une nation, quand règne l'égoïsme national ? Quand tout est pensé pour la nation, la fraternité dans la nation, l'unité dans la nation ?

Voilà à mon avis l'essence la plus précieuse du marxisme-léninisme : l'internationalisme. Il ne s'agit pas seulement du fait que ce soit une nécessité et le résultat de la loi de l'évolution de la société humaine : le socialisme, l'internationalisme et le communisme deviennent un impératif pour la survie de l'humanité. C'est un fait. C'est une condition pour la survie de l'humanité !

Ainsi donc, voilà quarante ans, Fidel mettait le doigt sur un point qui avait échappé à tous les hommes politiques et sur lequel toujours plus de penseurs un tant soit peu objectifs

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

concordent de nos jours : *le capitalisme conduit notre planète à la catastrophe et menace la survie même de l'humanité*. Là aussi, c'est un précurseur ! Mais qui l'a écouté à l'époque ?

Soit dit en passant, des improvisations de Fidel sur n'importe quel thème aux *remarks* « télépromptées » d'Obama, quelle différence de qualité humaine !

En tout cas, il brosse un tableau – qui n'a guère changé, sinon empiré – bien différent de cet univers falot que nous présente Obama qui, de toute évidence, bien que de père kenyan, n'a pas la moindre idée de la façon dont on vit ailleurs qu'aux États-Unis et dans le Premier monde... Ailleurs, où se trouve la majorité de la population mondiale, on vit généralement mal et l'État, concept si décrié par les néoconservateurs et néolibéraux, doit (ou en tout cas devrait) agir pour venir en aide aux démunis, pour, selon le terme cher au président étasunien, les « autonomiser » !

Donc, les États-Unis sont fondés « sur les droits de l'individu ». Que l'homme soit un être social, qu'il ne soit pas tout seul sur une île déserte ne semble pas contradictoire, pour Obama et ses pareils, avec cette drôle de vision du monde et de la société apparemment faite d'individus juxtaposés. Que dis-je : juxtaposés ! Non, des individus affrontés les uns aux autres, jouant des coudes, afin que le meilleur gagne. Que l'individu se débrouille donc tout seul comme il peut, alors que le social, autrement dit les rapports de force (si je dis : « de classes », Obama ne comprendrait vraisemblablement pas...), ne cesse de le cerner, de le modeler, qu'il le veuille ou non. Dans ce monde fait d'individus, tant pis pour les *losers* qui, selon la théorie des néoconservateurs « compatissants », ne sont pas capables de relever le *challenge* que leur lance la vie et méritent donc leur place au bas de l'échelle. Que la société et les relations entre les êtres humains puissent être fondées (ou du moins y tendre) sur des rapports de solidarité, de compréhension, d'entraide, sur une vision commune d'un objectif collectif à atteindre, semble de l'hébreu pour Obama et Cie. Cela ne relève même pas de l'utopie pour eux : c'est tout simplement de la folie douce, des rêves de songe-creux. Obama et les siens, et tant d'autres avec lui, sont des partisans forcenés d'Hobbes : *homo homini lupus*, et rien ne les en fera démordre ! Même pas l'exemple concret que donne depuis maintenant presque soixante ans la société qui se trouve aux portes des États-Unis et aux citoyens de laquelle il s'adresse justement dans le Grand Théâtre de La Havane ! De La Havane, il n'aura vu que deux ou trois restaurants de travailleurs indépendants, quelques rues, la vieille ville coloniale en pleine restauration, les invités triés sur le volet dans ce théâtre, les autres invités triés sur le volet du Forum des affaires, et les treize « dissidents » à leur tour triés sur le volet. Ah, j'oubliais, il a aussi fait le pitre avec quelques humoristes...

De la société cubaine, celles des habitants communs, il n'aura rien vu ni entendu, il sera passé à côté de l'histoire de la Révolution cubaine, il n'aura pas cherché à la mieux comprendre, il sera arrivé et reparti avec les mêmes préjugés et présupposés, croyant pouvoir s'exclamer comme De Gaulle à Québec : « Je vous ai compris ! ». Eh ! bien, non, Barack Obama, vous n'avez rien compris parce que vous n'avez pas cherché à comprendre, vous êtes venu faire la leçon, prêcher ce que vous pensez être la bonne parole...

Tout le monde le dit, les touristes qui affluent de plus en plus le disent, les visiteurs étasuniens le disent : il y a quelque chose de différent à Cuba. Et de vanter le chaleureux de ses habitants, leur ouverture à l'autre, leur aptitude au dialogue. On y trouve quelque chose

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

qu'on ne trouve pas ailleurs. Et si ce quelque chose de différent, autrement dit toutes ces vertus, toutes ces valeurs étaient purement et simplement le fruit de soixante ans d'une Révolution qui a fouillé très profond dans les êtres, les a insensiblement transformés, qui, malgré toute les tares tapies dans la nature humaine depuis que l'homme est homme, malgré toutes les difficultés internes et externes auxquelles s'est heurtée la construction de cette nouvelle société dans un monde qui véhiculent des valeurs qui lui sont antagoniques, leur a inculqué une vision du monde, des choses, de la société différente ? Bref, et si soixante ans de socialisme, pour ainsi dire, vous « changeaient votre homme » ?

Une des idées d'Obama, mais pas de lui uniquement, est que les voyages « éducationnels » autorisés d'États-Uniens et de Cubano-États-Uniens à Cuba – on le verra ensuite – permettront d'inculquer les « valeurs américaines » à la population de l'île, ce qui facilitera le changement auquel il aspire. Il est si convaincu que lesdites « valeurs » sont à ce point supérieures que les Cubains ne pourront y résister. Mais si le contraire se passait ? Si les « missionnaires » étatsuniens se « convertissaient » au paganisme ? Selon une dépêche de l'AP du 4 juillet 2016, c'est un peu ce qui est arrivé à un groupe de jeunes Cubano-États-Uniens dont les grands-parents avaient « fui la révolution » dans les années 60. L'une d'entre eux, vingt ans, en dernière année de l'Université de Berkeley (Californie), pensait, selon ce qu'on lui décrivait, que Cuba « était une Corée du Nord avec de belles plages ». Une semaine après, elle reconnaît « en toute honnêteté que ce n'est pas si mal. Beaucoup de gens pensent que Cuba est un endroit terrible où les gens ne sont pas heureux, mais ce n'est pas vrai. » Un jeune cadre de multinationale affirme : « Être ici et écouter ce que onze millions de Cubains ont à dire, au lieu d'écouter les médias de Miami, c'est quelque chose que n'importe quel jeune cubano-étatsunien doit expérimenter. »

Dans le glossaire susmentionné qui accompagne les deux documents conceptuels présentés au Septième Congrès du Parti communiste, on lit à l'entrée : « Société socialiste prospère et durable » :

Notre société socialiste en cours de formation est profondément humaniste et démocratique. Elle vise à dépasser définitivement le système capitaliste dont la force motrice est l'intérêt égoïste et la soif de consommation, et où la production sociale se réalise aux dépens d'une aliénation et d'une différenciation sociale croissantes qui convertissent les personnes en des instruments au service du capital et provoquent leur déshumanisation.

Son objectif stratégique est l'épanouissement intégral de l'être humain, doté de valeurs et de principes moraux élevés, les fondements des nouveaux rapports sociaux devant être impérativement consolidés peu à peu.

En fait, il s'agit de deux visions si antagoniques des choses et du réel présent et futur qu'Obama, élevé dans une société qui s'estime le parangon que toutes les autres doivent prendre pour exemple et qui, du haut de cette arrogance, se croit en droit de l'imposer aux autres de gré et ou de force, ne peut pas comprendre qu'en plus des projets de vie individuelles, dont Cuba tient forcément compte, il peut exister aussi des *projets de société*. Mais c'est là prêcher dans l'oreille d'un sourd. Rien dans leur continuum historique maintenant plus que bicentenaire ne prépare les États-Unis à abriter une conception de ce

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

genre. Il se peut bien entendu que parmi les laissés-pour-compte de la société étasunienne, bon nombre souhaiteraient qu'on fasse cas d'eux, qu'on ne les considère pas comme des ratés, voire des déchets, qui méritent somme toute leur sort, mais ils nagent à contre-courant : aux États-Unis, la réussite individuelle passe avant tout et s'impose comme idéologie dominante. Il suffit de voir quel battage l'on fait autour des milliardaires dont on étale sans le moindre scrupule ni, surtout, la moindre honte par rapport aux crève-la-faim les revenus exorbitants, avec quelle platitude envieuse on leur fait, comme disait Brassens, les « honneurs de la gazette » (parce que cette richesse démesurée est bel et bien « pornographique »), comme s'il était normal ou sensé qu'un individu, pour une raison ou pour une autre, possède à lui tout seul autant de fortune que tel ou tel petit État du Tiers-monde ou que des millions de ses concitoyens. Loin de choquer, cela paraît enviable, digne d'imitation, voire admirable ! Et le pire, c'est que le néolibéralisme, tel un rouleau compresseur implacable, aggrave toujours plus les choses. Ainsi, *Le Monde* du 7 juin 2016 nous apprend que « la richesse privée mondiale a augmenté de 5,2 % sur un an, selon un rapport du Boston Consulting Group. En dépit de la crise, les riches sont toujours plus riches, même si leur fortune a progressé un peu moins vite en 2015 que les années précédentes, et le nombre de millionnaires continue de progresser. Tels sont, en substance, les conclusions du rapport 2016 sur la richesse mondiale des ménages, publié mardi 7 juin par le Boston Consulting Group (BCG), un cabinet américain de conseil en stratégie. [...] Ces chiffres restent très supérieurs à la croissance du produit intérieur brut (PIB) enregistrée sur la même période : 2,4 p. 100 en 2015 aux États-Unis et 1,7 p. 100 en zone euro. L'Amérique du Nord se classe largement en tête du classement des régions du monde recelant le plus de ménages riches. »

Devant un tel panorama, on se prend inévitablement à penser au fameux adage de Proudhon : « La propriété, c'est le vol ». Ou encore à ce qu'écrivait bien avant lui Thomas More :

Maintenant, cher Morus, je vais vous ouvrir le fond de mon âme, et vous dire mes pensées les plus intimes. Partout où la propriété est un droit individuel, où toutes choses se mesurent par l'argent, là on ne pourra jamais organiser la justice et la prospérité sociale, à moins que vous n'appeliez juste la société où ce qu'il y a de meilleur est le partage des plus méchants, et que vous n'estimiez parfaitement heureux l'État où la fortune publique se trouve la proie d'une poignée d'individus insatiables de jouissances, tandis que la masse est dévorée par la misère.

...le seul moyen d'organiser le bonheur public, c'était l'application du principe de l'égalité. Or, l'égalité est, je crois, impossible, dans un État où la possession est solitaire et absolue ; car chacun s'y autorise de divers titres et droits pour attirer à soi autant qu'il peut, et la richesse nationale, quelque grande qu'elle soit, finit par tomber en la possession d'un petit nombre d'individus qui ne laissent aux autres qu'indigence et misère.

Souvent même, le sort du riche devrait échoir au pauvre. N'y a-t-il pas des riches avarés, immoraux, inutiles ? des pauvres simples, modestes, dont l'industrie et le travail profitent à l'État, sans bénéfices pour eux-mêmes ?

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Voilà ce qui me persuade invinciblement que l'unique moyen de distribuer les biens avec égalité, avec justice, et de constituer le bonheur du genre humain, c'est l'abolition de la propriété. Tant que le droit de propriété sera le fondement de l'édifice social, la classe la plus nombreuse et la plus estimable n'aura en partage que disette, tourments et désespoir.

Je sais qu'il y a des remèdes qui peuvent soulager le mal ; mais ces remèdes sont impuissants pour le guérir. (Traduction de l'anglais, Victor Stouvenel, 1842.)

Il est vrai que le petit ouvrage de Thomas More s'intitule *Utopie* !

Alors oui, la Révolution cubaine revendique haut et fort son appui, non pas seulement aux individus, mais à la population. Et celle-ci, qui n'est pas ingrate, le lui rend bien. Le 1<sup>er</sup> septembre 2008, je me faisais les réflexions suivantes, alors qu'un terrible cyclone venait de ravager l'île :

Cuba de nouveau blessée. Gustav, frappant de plein fouet l'île de la Jeunesse et (de nouveau) la province de Pinar del Río, a fait des dégâts énormes sur son passage. Les appareils de Paso Real de San Diego ont mesuré une rafale de 340 km/h avant d'être emportés, et les spécialistes estiment qu'il y a eu des poussées de plus de 400 km/h que les appareils ne peuvent mesurer faute d'avoir été conçus pour ça. Sur l'île de la Jeunesse, cent pour cent du service électrique a été touché ; une barge s'est retrouvée à Nueva Gerona ; à Pinar del Río, environ 80 000 logements touchés, 80 pylônes de haute tension par terre, des centaines de séchoirs à tabac envolés, etc. Bref, des millions de pertes pour l'économie. Mais pas un mort ! (contre une centaine dans le reste des Caraïbes, entre Saint-Domingue, Haïti et la Jamaïque). La Havane a été relativement épargnée et n'a souffert que de maux mineurs.

Mais le plus impressionnant, c'est l'attitude de la population. Bien entendu, comme toujours, les principaux dirigeants se sont rendus aussitôt sur place, sans parler des premiers secrétaires du parti qui, eux, sont mobilisés non-stop dans des cas pareils. Hier, à la TV, reportage sur leur visite aux deux zones sinistrées (Jeunesse et Pinar del Río). Incroyable, on aurait dit un meeting de « réaffirmation révolutionnaire » en pleine place de la Révolution ou à la Tribune anti-impérialiste, pas des gens ayant tout perdu ! Des images de sinistrés dans le reste du monde, on a vu, et beaucoup, par les temps qui courent sur nos écrans de télévision, et elles sont effectivement « sinistres » tant elles reflètent l'angoisse des victimes. À Cuba, les gens sont si sûrs que LA RÉVOLUTION ne les laissera pas dans le merdier, les prendra en charge, leur viendra en aide et fera tout pour eux dans la mesure du possible qu'ils sont capables, lorsqu'un dirigeant vient constater sur place (qu'on se rappelle que bien des dirigeants d'autres pays ne le font pas) les dégâts, au lieu de se pendre à ses basques, de s'accrocher à lui dans leur désespoir, de réclamer, ils discutent avec lui d'égal à égal et finissent par scander, quand il repart : « Fidel, Fidel ! » et « Raúl, Raúl ! »

Tant qu'on ne comprendra pas ça, autrement dit ce **lien vital** des Cubains (du moins la majorité) avec LEUR RÉVOLUTION, on ne comprendra jamais rien.

Raúl soulignait ces différences de critères lors de sa présentation devant la presse en compagnie d'Obama, le 21 mars 2016 :

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Nous défendons les droits de l'homme. Nous estimons que les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels sont indivisibles, interdépendants et universels. *Nous ne concevons pas qu'un gouvernement ne défende pas ni ne garantisse le droit à la santé, à l'éducation, à la sécurité sociale, à l'alimentation et au développement, le droit à un salaire égal à travail égal et les droits de l'enfant.* Nous nous opposons à la manipulation politique et au deux-poids-deux-mesures en matière de droits de l'homme.

Devrais-je signaler ou rappeler que les États-Unis n'ont pas ratifié à ce jour la Convention internationale sur les droits de l'enfant ? Et qu'ils ne reconnaissent pas, malgré la Résolution adoptée dans ce sens par l'Assemblée générale des Nations Unies, le développement – ni d'ailleurs l'alimentation – comme un droit de l'homme ?

**Article premier.** Le droit au développement est un droit inaliénable de l'homme en vertu duquel toute personne humaine et tous les peuples ont le droit de participer et de contribuer à un développement économique, social, culturel et politique dans lequel tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales puissent être pleinement réalisés, et de bénéficier de ce développement.

**Article 2.** L'être humain est le sujet central du développement et doit donc être le participant actif et le bénéficiaire du droit au développement.

Curieusement, ou plutôt symptomatiquement, quand, le 6 juillet 2012, le Conseil des droits de l'homme adopta à l'unanimité de ses quarante-sept membres, dont Cuba, une résolution qui reconnaissait l'accès à Internet et la liberté d'expression qui l'accompagne comme un droit fondamental, la représentante des États-Unis, qui soumit le texte avec le Brésil et la Tunisie, déclarait : « C'est la première résolution de l'histoire des Nations-Unies qui affirme que les droits de l'homme dans le monde virtuel doivent être protégés et promus au même degré et avec le même engagement que les droits de l'homme dans le monde réel. » Je doute que les milliards d'êtres humains toujours sans accès à Internet, dont la faim au ventre est terriblement réelle et pas seulement virtuelle, soient sensibles à une telle rhétorique !

\*\*\*\*\*

**Malgré ces différences, le 17 décembre 2014, le président Castro et moi-même avons annoncé que les États-Unis et Cuba s'engageaient à normaliser leurs relations (*applaudissements*). Depuis, nous avons noué des relations diplomatiques et ouvert des ambassades. Nous avons lancé des initiatives pour coopérer en santé et en agriculture, en éducation et en application de la loi. Nous avons signé des accords pour rétablir les vols aériens et les services postaux directs. Nous avons accru les liens commerciaux et augmenté les**

## possibilités des Étatsuniens de faire des voyages et des affaires à Cuba.

Obama dresse donc un bilan de son action vis-à-vis de la Révolution cubaine. J'avais pensé au départ commenter ces dernières mesures, mais j'ai jugé finalement plus intéressant de retracer, pour ainsi dire, son « cheminement » depuis qu'il est devenu locataire de la Maison-Blanche ou, comme il le dit lui-même avec beaucoup de fierté, qu'il a occupé le « poste le plus important au monde ». L'on pourra ainsi se faire une idée de son évolution.

Sa première manifestation publique en matière de politique cubaine, qui s'accompagne de mesures concrètes, remonte au **13 avril 2009**, soit trois mois à peine après son entrée en fonction, et ne se démarque en rien, sur le fond idéologique, de celle de son prédécesseur. Il rend public un mémorandum au titre éloquent qu'il adresse aux secrétaires d'État, du Trésor et du Commerce et dans lequel il annonce une série de décisions :

### PROMOUVOIR LA DÉMOCRATIE ET LES DROITS DE L'HOMME À CUBA

La promotion de la démocratie et des droits de l'homme à Cuba relève de l'intérêt national des États-Unis et constitue un facteur clef de la politique étrangère de notre nation dans les Amériques. Des mesures qui *réduisent la dépendance du peuple cubain envers le régime castriste* et qui favorisent des contacts entre les Cubano-Étatsuniens et leurs parents à Cuba sont des moyens d'*encourager un changement constructif à Cuba*. Les États-Unis peuvent poursuivre ces objectifs en facilitant plus de contacts entre les membres des familles séparées aux États-Unis et à Cuba et en accroissant le flux d'envois de fonds et d'information au peuple cubain.

Pour atteindre ces fins, je charge le secrétaire du Trésor et le secrétaire du Commerce, en consultation avec le secrétaire d'État, d'engager autant d'actions que possible pour :

- a) Lever les restrictions aux démarches concernant les voyages en vue de visites à un membre de la famille d'une personne ressortissant de Cuba en autorisant ces démarches par une autorisation générale qui :
  - Définira les membres de famille qui pourront être visités en tant que personnes dans les trois degrés de consanguinité (p. ex., cousin issu de germain) et permettra à des individus partageant le même domicile en tant que famille ayant un voyageur autorisé à les accompagner.
  - Lèvera les limites à la fréquence des visites.
  - Lèvera les limites à la durée d'une visite.
  - Autorisera des montants de dépenses qui seront les mêmes que pour les voyages non familiaux ; et
  - Lèvera les limites de 44 livres aux bagages accompagnés.
- b) Lever les restrictions aux envois de fonds à un membre de la famille d'une personne à Cuba :

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

- En autorisant les envois de fonds à des individus dans les trois degrés de consanguinité (p. ex., cousins issus de germains) à condition qu'aucun envoi ne soit autorisé à des *membres actuellement interdits* du gouvernement cubain ou à des *membres actuellement interdits* du Parti communiste de Cuba.
  - En levant les limites à la fréquence des envois de fonds. En levant les limites au montant des envois de fonds.
  - En autorisant les voyageurs à emporter avec eux jusqu'à 3 000 dollars à titre d'envois de fonds.
  - En établissant une autorisation générale aux banques et à d'autres institutions de dépôt à expédier les envois de fonds.
- c) Autoriser les fournisseurs étasuniens de réseaux de communication à souscrire des accords pour établir des installations de câble de fibre optique et de télécommunications par satellite unissant les États-Unis et Cuba.
- d) En autorisant les opérateurs étasuniens de services de télécommunications à souscrire des accords de services d'itinérance avec les opérateurs de services de télécommunications de Cuba et à les opérer.
- e) Autoriser les fournisseurs étasuniens de services de radio par satellite et de télévision par satellite d'engager les transactions nécessaires pour fournir des services à des clients à Cuba.
- f) Autoriser les personnes sujettes à la juridiction des États-Unis à activer et à payer des fournisseurs des États-Unis et de pays tiers de services de télécommunications, de radio par satellite et de télévision par satellite fournis à des individus à Cuba, exception faite de certains hauts fonctionnaires du Parti communiste et du gouvernement cubains.
- g) Autoriser, en accord avec les préoccupations de sécurité nationale, l'exportation ou la réexportation à Cuba de dispositifs de communication personnelle à titre de dons, tels des systèmes de téléphone portable, des ordinateurs et des logiciels, et des récepteurs par satellite à travers une exception à la licence.
- h) Élargir la portée des dons humanitaires admissibles à l'exportation à travers des exceptions à la licence :
- En réinscrivant les vêtements, les articles d'hygiène personnelle, les semences, les médicaments et fournitures vétérinaires, les équipements et les articles de pêche, et les équipements de fabrication de savon sur la liste des articles admissibles pour être inclus dans les cadeaux sous forme de colis.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

- En remettant des articles normalement échangés comme cadeaux par des individus dans des quantités « habituelles et raisonnables » sur la liste des articles pouvant être compris comme des cadeaux sous formes de colis.
  - En élargissant la portée des donneurs de colis admissibles afin d'y inclure n'importe quel individu.
  - En élargissant la portée de receveurs de dons de colis admissibles pour y inclure des individus autres que des fonctionnaires du Parti communiste de Cuba ou des fonctionnaires du gouvernement cubain déjà interdits de recevoir des colis ou des organisations de charité, éducatives ou religieuses *non gérées ou contrôlées par le gouvernement cubain* ; et
- i) En accroissant la valeur limite des articles non alimentaires à 800 dollars.

Signé : Barack Obama

La Note correspondante du Bureau de presse de la Maison-Blanche s'intitule : *Pour atteindre le peuple cubain*. J'en donne ci-dessous les paragraphes qui n'apparaissent pas dans le Mémorandum présidentiel :

Aujourd'hui, l'administration Obama a annoncé une série de modifications à la politique étasunienne visant à atteindre le peuple cubain et à *appuyer son désir de déterminer librement l'avenir de son pays*. En prenant ces mesures pour contribuer à combler l'écart entre les familles cubaines divisées et à promouvoir le flux le plus libre d'information et d'articles humanitaires envers le peuple cubain, le président Obama travaille à atteindre les objectifs qu'il a dégagés aussi bien durant sa campagne présidentielle qu'une fois entré en fonction.

*Tous ceux qui embrassent les valeurs démocratiques fondamentales aspirent ardemment à ce que Cuba respecte les droits humains, politiques et économiques essentiels de tous ses citoyens*. Le président Obama croit que ces mesures contribueront à faire de cet objectif une réalité.

Les connexions entre les Cubano-Étasuniens et leurs familles à Cuba ne sont pas seulement un droit essentiel en termes humanitaires, mais aussi notre meilleur instrument pour contribuer à *favoriser la pose des fondations de la démocratie dans l'île*. *Il n'y a pas de meilleurs ambassadeurs de la liberté que les Cubano-Étasuniens*. [...]

Le président appelle aussi le gouvernement cubain à réduire les taxes qu'il impose sur les envois de fonds liquides dans l'île de façon que les membres des familles soient assurés de recevoir l'appui qu'on leur envoie.

Je résume ce premier train de mesures : levée des restrictions et des limites aux envois de fonds (en quantité et en périodicité) et aux voyageurs admissibles ; autorisation aux prestataires de services de télécommunications, dont Internet, de souscrire des contrats correspondants. Qui vient assez tôt, je dois le dire, dans le premier mandat d'Obama. Mais n'allons pas croire que ce soit pure générosité. Non, la date n'est pas choisie par hasard. Ces mesures sont tout simplement un instrument dont il entend se servir, non seulement contre

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Cuba – puisque leurs visées en sont très claires, dès le titre du mémorandum ! – mais aussi et surtout face à la communauté des nations latino-américaines, afin que les gouvernements les plus remuants de la région – et ils sont maintenant nombreux – ne l' « enquiennent » plus avec cette histoire de Cuba !

Depuis 1998, en effet, l'Amérique latine n'est plus cette arrière-cour tranquille où les États-Unis régnaient en maître et seigneur et finissaient toujours par imposer peu ou prou leur volonté. Cette année-là, Hugo Chávez est élu président du Venezuela, et l'histoire contemporaine du sous-continent bascule. Dans la foulée de sa Révolution bolivarienne, plusieurs pays, et non des moindres, se dotent par les urnes de gouvernements progressistes, bien décidés à penser aux pauvres, et non plus aux riches, et à agir en leur faveur, et résolument opposés au néo-libéralisme dont la région a constitué en quelque sorte le ballon d'essai avant son extension mondiale. La Bolivie, l'Argentine, le Brésil, l'Équateur, le Nicaragua suivent les pas du Venezuela et finissent par constituer un front commun sans précédent en Amérique latine face aux États-Unis dont ils parviennent à bloquer et à annuler le projet de reconquête politique et économique le plus essentiel, le traité de libre-échange des Amériques (ALCA), parrainé par Bush junior. Dans le droit fil de ce changement radical, des organisations politiques et économiques voient le jour, dont l'UNASUR (Union des nations sud-américaines), le Mercosur (Marché commun du Sud), et surtout l'ALBA (Alternative bolivarienne pour les peuples de Notre Amérique), devenue plus tard l'ALBA-TCP (Alliance bolivarienne des peuples de notre Amérique-Traité de commerce des peuples), fondée par Fidel et Chávez, la plus avancée de toutes parce qu'elle constitue un regroupement de pays dont les échanges économiques reposent avant tout sur la coopération, et non sur le commerce et les profits, et les relations politiques se fondent sur des visées communes de libération des peuples. Toute cette étonnante évolution politique de l'Amérique latine aboutit à la constitution de ce qu'il semblait impossible dans l'arrière-cour : la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC), à laquelle ne participent pas, comme son nom l'indique, les États-Unis et le Canada. C'est la première fois en deux cents ans que les nations du sous-continent se donnent les moyens de mener une politique foncièrement indépendante par rapport aux États-Unis.

En 2009, nous n'en sommes pas encore là, mais le processus est enclenché, et bien enclenché. Et cette Amérique latine nouvelle renâcle devant le traitement que les États-Unis, nommément l'administration Bush junior, inflige à la Révolution cubaine dont elle sait que la longue résistance lui a permis, entre autres facteurs, d'en arriver là et qui a pour elle les yeux de Chimène. Et cette Amérique latine-là insiste pour que l'administration Bush modifie la politique extrêmement agressive qu'elle suit contre La Havane, et qu'elle commence, par exemple, à inviter Cuba au Sommet des Amériques qu'elle a imaginé pour reconquérir le sous-continent dans un contexte moins pourri ou roussi que l'OEA. Pour Bush, bien entendu, il n'en est pas question. S'asseoir à côté de Fidel Castro (jusqu'en juillet 2006) ou de son frère Raúl (à partir de cette date) serait plus qu'il ne pourrait en supporter !

Le problème pour Obama, c'est que le Cinquième Sommet des Amériques est prévu de longue date du 17 au 19 avril 2009 à Trinité-et-Tobago, qu'il ne peut donc pas y couper et que, bien entendu, les gouvernements latino-américains, rebelles ou non, demandent avec insistance que Cuba y soit invitée. Mais c'est là un pas qu'Obama n'est pas prêt, tant s'en

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

faut, à faire. Il suffit de lire comment il a intitulé son Mémoire : « Promouvoir la démocratie et les droits de l'homme à Cuba » pour comprendre que sa vision de la Révolution cubaine n'est guère éloignée, alors, de celle de Bush junior : Cuba n'est pas un pays démocratique et n'a donc pas sa place dans le concert américain ! Mais il doit faire de toute façon quelque chose pour prouver que le fameux *change*, le concept sur lequel il a fondé sa campagne électorale, qui l'a conduit à la Maison-Blanche et qu'il est parvenu à faire miroiter aux yeux du monde, n'est pas qu'un vain mot, ou un slogan creux. Quoi de mieux, donc, que décréter quelques mesures en faveur de Cuba sans que cela l'engage trop puisqu'elles reviennent en fait à annuler le supplément de sanctions que l'administration Bush avait adopté dans le cadre de son programme de « transition à la démocratie » à Cuba ? S'adressant aux gouvernements rebelles d'Amérique latine, six jours à peine avant le Sommet, Obama semble leur dire : voyez, j'ai fait une fleur à Cuba, alors, fichez-moi la paix ! Peine perdue...

Mais les pressions sur Obama concernant la levée du blocus ne viennent pas seulement de plusieurs gouvernements latino-américains et caribéens. Certaines classes politiques le lui réclament. Ainsi, Richard G. Lugar, sénateur républicain de l'Indiana et membre éminent de la Commission sénatoriale des Relations étrangères, lui a adressé une lettre, le 30 mars 2009, pour lui demander de nommer un envoyé spécial qui engagerait des conversations directes avec le gouvernement cubain : « Les presque cinquante ans d'embargo économique appliqué à Cuba mettent les États-Unis en désaccord avec les vues du reste de l'Amérique latine, de l'Union européenne et des Nations Unies, et minent notre sécurité au sens le plus large et nos intérêts politiques sur le continent. » Il lui demande de saisir l'occasion du Sommet des Amériques pour « modifier la position des États-Unis en matière de politique cubaine et bâtir un climat plus accueillant pour faire progresser les intérêts étasuniens dans la région. » Lugar a pris la tête d'un vaste mouvement comprenant la Chambre de commerce et d'autres groupes d'affaires, un certain nombre de gouvernements d'États et des groupes des droits de l'homme, qui prône une nouvelle politique. Une majorité bipartite du Congrès a voté à maintes reprises l'allègement des restrictions aux voyages et à d'autres contacts avec Cuba, bien que ces mesures aient toujours échoué à cause de la menace de veto de l'administration Bush. Lugar a même parrainé une loi bipartite soumise au Sénat fin mars pour lever toutes les restrictions aux voyages à Cuba, « exception faite des cas de guerre ou de menaces directes à la santé ou à la sécurité. » Selon Lugar, la désignation d'un envoyé et l'ouverture de conversations directes sur des points tels que l'émigration et l'interdiction de la drogue « favoriseraient des intérêts de sécurité vitaux des USA... et pourraient en ultime instance créer des conditions à une discussion sérieuse sur les points les plus controversés ».

Le 4 avril 2009, dans une de ses Réflexions intitulée : « Pourquoi nous exclut-on ? », Fidel fait un petit historique de ces Sommets des Amériques :

Ces sommets ont déjà une histoire et, soit dit en passant, plutôt ténébreuse. Le premier s'est tenu à Miami, capitale de la contre-révolution, du blocus et de la sale guerre contre Cuba, du 9 au 11 décembre 1994, convoqué par Bill Clinton, élu président des États-Unis en novembre 1992.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

L'URSS s'était effondrée, et notre pays était en pleine Période spéciale. On tenait pour sûre la chute du socialisme dans notre patrie, comme cela s'était passé en Europe de l'Est d'abord, en Union soviétique ensuite.

Les contre-révolutionnaires faisaient leurs valises pour rentrer victorieux à Cuba. Bush père avait perdu les élections, surtout à cause de son équipée belliciste en Iraq. Clinton se préparait à l'ère post-Révolution cubaine en Amérique latine. Le Consensus de Washington était pleinement en vigueur.

La sale guerre contre Cuba était sur le point de conclure sur un succès. La Guerre froide se terminait sur la victoire de l'Occident et une nouvelle ère s'ouvrait pour le monde.

Les présidents d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale accoururent avec enthousiasme au Sommet de Miami de 1994, encouragé par l'invitation de Clinton.

Le président argentin, Carlos Menem, était en tête de liste des présidents sud-américains qui assisteraient au rendez-vous, suivi de Lacalle, son voisin uruguayen de droite, du Chilien Eduardo Frei, de la démocratie-chrétienne, du Bolivien Sánchez de Lozada, du Péruvien Fujimori, du Vénézuélien Rafael Caldera. Rien d'étonnant qu'ils aient entraînés le Brésilien Itamar Franco et Fernando Enrique Cardoso, son successeur à la présidence, le Colombien Samper et l'Equatorien Sixto Durán.

La liste des participants de Miami pour l'Amérique centrale était conduite par le Salvadorien Calderón Sol, du parti ARENA, et la Nicaraguayenne Violeta Chamorro qui, par suite de la sale guerre contre les sandinistes, avait été imposée par Reagan et Bush père.

Ernesto Zedillo représentait le Mexique.

Derrière ce sommet, se profilait un objectif stratégique de l'impérialisme : le rêve d'un traité de libre-échange du Canada à la Patagonie.

Hugo Chávez, président de la République bolivarienne du Venezuela, ne ferait son apparition à ces sommets qu'en 2001, à Québec. George W. Bush ne jouait pas encore son sinistre rôle dans l'arène internationale.

[...]

L'Organisation des États américains dicte les règles du jeu, dans le cadre du rôle que lui a assigné Bush en tant que secrétaire permanente du Sommet des Amériques. La Déclaration finale contient exactement cent paragraphes, comme si l'institution aimait les chiffres ronds pour dorer la pilule et donner plus de force au document. Dans le style des *Cent meilleures poésies de la langue espagnole...*

J'y ai découvert soit dit en passant un grand nombre de concepts inadmissibles ; ce sera l'épreuve du feu pour les peuples caribéens et latino-américains. Serait-ce donc un recul ? Blocus et en plus exclusion après cinquante ans de résistance ?

Qui en sera responsable ? Qui donc exige maintenant notre exclusion ? Ne comprend-on donc pas que l'époque des accords d'exclusion contre notre peuple est absolument révolue ? La Déclaration sera assortie d'importantes réserves par des chefs d'État, qui

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

tiendront à faire comprendre que, malgré les modifications introduites au terme de dures discussions, certaines idées sont inacceptables pour eux.

Cuba s'est toujours dite disposée dans les nouvelles circonstances à coopérer du mieux possible avec les activités diplomatiques des pays latino-américains et caribéens. Ceux qui doivent le savoir le savent bien, mais on ne saurait nous demander de garder le silence devant des concessions inutiles et inadmissibles.

Même les pierres parleront !

J'avais écrit, le lendemain, des réflexions personnelles sur ces premières mesures d'Obama. Je les reprends parce qu'elle me semble pareillement valables aujourd'hui :

J'avoue que cet Obama continue de me décevoir. Sans doute Fidel m'a-t-il trop accoutumé aux gestes de grand seigneur et au panache pour que je me satisfasse du manque de grandeur du premier président noir de l'histoire des États-Unis.

Bien qu'il soit allé un peu plus loin que ce que ses porte-parole avaient laissé entendre, puisqu'il lève toutes les restrictions aux voyages et envois de fonds familiaux pour les Cubano-Étatsuniens – et non simplement les sanctions additionnelles de Bush en 2004 – et qu'il annonce d'éventuelles décisions (télécommunications, liaisons aériennes, etc.) à analyser qui vont toutes dans le sens d'un « minage » par « pénétration idéologique » de la « société communiste rebelle » (c'est très clair), je constate qu'il reste englué dans la même rhétorique que tous ses prédécesseurs blancs. Qu'il n'y a là aucune rupture. On retrouve la même incompréhension de ce que peuvent être la société cubaine et son système politique, la même morgue arrogante qui laisse supposer que la population cubaine vit dans l'oppression et n'aspire qu'à se « libérer », qu'il faut aider ce pauvre peuple asservi à se délivrer de ses chaînes. Quelle pitié !

Les « négociations » ne vont pas être faciles à partir de tels présupposés !

Ce qui aurait eu de la gueule, ç'aurait été qu'Obama batte un peu sa coulpe pour tant de mal causé à Cuba, et ça ne lui aurait pas coûté grand-chose puisqu'il n'a rien à voir avec des mesures de rétorsion de TOUS ses prédécesseurs et que sa première mesure politique va justement dans un sens contraire. Fidel, qui est un petit malin et surtout un grand seigneur, le lui suggère par la bande quand il lui dit que la Révolution cubaine « ne l'accuse pas des atrocités commises par d'autres administrations » et que pour repartir sur un nouveau pied vis-à-vis d'elle – comme l'avait suggéré Kennedy par rapport au reste du monde dans son discours d'entrée à la Maison-Blanche en janvier 1961 – il y aurait peut-être d'autres gestes à faire. Peut-être demander pardon au peuple cubain... ?

Mais quelle métropole a jamais demandé pardon dans l'Histoire aux pays et peuples asservis ? La classe politique française ne se félicite-t-elle pas en 2009 des bienfaits de la colonisation ?

Oui, Obama a raté l'occasion. Sauf le geste, « *nihil novi sub sole* ». Le fond reste le même : liquider la Révolution cubaine parce qu'atypique, en recourant au même langage, à la même vision des choses. Aucune rupture avec le passé. Face à la Révolution cubaine (et apparemment à l'Amérique latine), le premier président noir ne se démarque en rien SUR LE FOND des locataires antérieurs de la Maison-Blanche.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Qu'il soit Noir ne modifie guère les données : il est avant tout un défenseur de l'Empire dont il épouse toutes les valeurs. Bien entendu, sinon il n'aurait jamais été élu... N'a-t-il pas été élevé dans le sérail et n'a-t-il pas fait ses classes dans les mécanismes de pouvoir ?

Non, comme toujours, le panache, c'est de Fidel qu'il vient et qui lui rappelle quelques petites vérités en rapport avec la dignité des peuples. Un politicien étasunien peut-il les comprendre ?

Conclusion : Obama s'inscrit dans une même lignée depuis 1959. On aurait pu s'attendre à mieux...

Le 14 avril 2009, Fidel réfléchissait à son tour sur les modifications décidées par Obama (« Des journées qu'on ne saurait oublier ») :

Lever les restrictions aux voyages est une mesure positive en soi, quoique minimale. Il en faut bien d'autres encore, dont l'abrogation de la loi d'Ajustement cubain, une loi assassine qui ne concerne que notre pays dans le monde. J'aimerais qu'on me réponde à cette question : les privilèges migratoires utilisés pour combattre la Révolution cubaine et la priver de ses ressources humaines seront-ils concédés aussi à tous les Latino-Américains et Caribéens ? Mais tout se fera en secret à Port-of-Spain. Interdit d'écouter les débats et les prises de position des chefs d'État et de gouvernement. On saura de toute façon ce que chacun a dit.

Je ne tiens pas, si peu que ce soit, à blesser Obama. Il sera président durant un ou deux mandats. Il n'est pas responsable de ce qui s'est passé avant lui et je suis sûr qu'il ne commettra pas les atrocités de Bush. Mais d'autres viendront après, qui pourraient être pareils ou pires. Les hommes passent ; les peuples restent.

Il existe d'autres gravissimes problèmes, comme les changements climatiques, une question vitale pour l'humanité au sujet de laquelle le président des États-Unis a décidé de coopérer. Je dois le reconnaître.

Le 19 avril 2009, Fidel reproduit dans ses Réflexions une bonne partie de l'intervention de Daniel Ortega, le président-guérillero du Nicaragua, au Sommet des Amériques :

*« Une grande majorité des présidents et chefs de gouvernement latino-américains et caribéens sont ici présents, ainsi que le président des États-Unis et le Premier ministre du Canada, mais il y a aussi deux grands absents. L'un est Cuba, dont le crime a été de lutter pour l'indépendance, pour la souveraineté des peuples, de prêter sa solidarité inconditionnelle à nos peuples, et c'est pour ça qu'on la punit, qu'on le châtie, qu'on l'exclut. Et c'est pour ça aussi que je ne me sens pas à l'aise à ce Sommet : je ne peux pas me sentir à l'aise, j'ai honte de participer à ce Sommet d'où Cuba est absente.*

*« Un autre peuple n'est pas non plus présent, mais, à la différence de Cuba, qui est une nation indépendante, solidaire, cet autre peuple est encore soumis aux politiques colonialistes : je veux parler du peuple frère portoricain. »*

Daniel Ortega lit entre autres les raisons pour lesquelles l'ALBA rejette le projet de Déclaration du Sommet :

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

*« Il exclut Cuba sans justification, sans faire mention du fait que la région a atteint un consensus général pour condamner le blocus et les tentatives d'isolement dont son peuple et son gouvernement n'ont cessé de faire l'objet d'une manière criminelle. »*

*« En ce qui concerne le blocus des États-Unis à Cuba et l'exclusion de ce pays frère du Sommet des Amériques, nous, pays de l'Alternative bolivarienne pour les peuples de Notre Amérique, nous réitérons la Déclaration que tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont adoptée le 16 décembre 2008 au sujet de la nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis, dont l'application de la loi dite Helms-Burton. »*

Et Fidel de conclure ses Réflexions :

Obama [à la Conférence de presse] a parlé du pouvoir militaire des États-Unis grâce auquel il pourrait contribuer à la lutte contre les activités criminelles organisées et de l'importance du marché de son pays. Il a aussi reconnu que les programmes que réalise le gouvernement cubain, tel l'envoi de contingents de médecins dans les pays latino-américains et caribéens, pouvaient être plus efficaces que le pouvoir militaire de Washington pour obtenir de l'influence dans la région.

Nous ne le faisons pas, nous les Cubains, pour obtenir de l'influence ; il s'agit d'une tradition qui remonte à l'époque où l'Algérie luttait encore contre le colonialisme français, et nous l'avons fait dans des dizaines de pays du Tiers-monde.

Obama a été cassant et évasif au sujet du blocus dans son interview avec la presse. Quand il a été décrété, il était déjà né. Il aura quarante-huit ans le 4 août.

Ce même mois, neuf jours plus tard, j'aurai quatre-vingt-trois ans, presque le double d'âge, mais je dispose maintenant de bien plus de temps pour penser. Je souhaiterais lui rappeler un principe éthique élémentaire au sujet de Cuba : il n'y a aucune raison de faire durer une injustice, un crime, à quelque époque que ce soit ; le blocus cruel contre le peuple cubain coûte des vies, cause des souffrances ; il porte aussi préjudice à l'économie sur laquelle repose une nation et limite ses possibilités de coopérer, en matière de santé, d'éducation, de sport, d'économie d'énergie et de protection de l'environnement, avec de nombreux pays pauvres du monde.

Le 21 avril 2009, Fidel commente dans ses Réflexions (« Obama et le blocus ») certains moments de la conférence de presse d'Obama à Trinité-et-Tobago :

Les conseillers d'Obama ont placé sur Internet leur version en anglais de l'interview que le président étasunien a donnée aux journalistes à Port-of-Spain. Il a affirmé à un moment donné :

« Il y a quelque chose qui m'a intéressé – et je le savais d'une manière plus abstraite, mais c'était intéressant de le savoir dans des termes plus concrets – c'est d'écouter ces dirigeants parler de façon très concrète des milliers de médecins cubains dispersés dans toute la région et dont beaucoup de ces pays dépendent fortement. Et c'est un rappel pour nous aux États-Unis que si notre seule interaction avec beaucoup de ces pays est la prohibition des drogues, si notre seule interaction est militaire, alors il se peut que nous ne développons pas les connexions qui pourraient à la longue accroître notre influence

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

et avoir une influence bénéfique quand nous aurions besoin de mettre en place des politiques qui seraient de notre intérêt dans la région.

« Je pense donc qu'il est important que nous reconnaissons que pour nos interactions, non seulement ici sur ce continent, mais aussi dans le monde entier, notre pouvoir militaire n'est qu'une partie de notre pouvoir, et que nous devons utiliser notre diplomatie et notre aide au développement plus intelligemment afin que les gens, le commun des mortels, puissent constater des améliorations très pratiques, concrètes, de leurs vies grâce à la politique étrangère des États-Unis.

[...]

*Jake.* Je vous remercie, monsieur le président. Vous avez écouté un tas de dirigeants latino-américains qui veulent que les USA lèvent l'embargo contre Cuba. Vous avez dit que vous pensez que c'était un important moyen d'influence à ne pas abandonner. Pourtant, en 2004, vous étiez d'accord pour la levée de l'embargo. Vous avez dit qu'il n'était pas parvenu à fournir les moyens d'élever le niveau de vie, qu'il avait trituré les innocents, et qu'il était temps pour nous de reconnaître que cette politique concrète avait échoué. Je me demande : qu'est-ce qui vous a fait changer d'avis au sujet de l'embargo ?

*Le président.* Euh, en 2004, ça fait une éternité ! Qu'est-ce que je faisais en 2004 ?

*Jake.* Vous briguiez un siège au Sénat.

[...]

*Président.* ...le fait que Raúl Castro ait dit que son gouvernement voulait parler avec le nôtre non seulement de la levée de l'embargo, mais aussi des questions des droits de l'homme, des prisonniers politiques, est bon signe.

« ...il y a des choses que le gouvernement cubain pourrait faire. Il pourrait libérer les prisonniers politiques. Il pourrait réduire les taxes sur les envois de fonds pour être en accord aux politiques que nous avons mises en place pour permettre aux familles cubano-américaines d'envoyer des fonds. Il s'avère que Cuba impose une taxe énorme, qu'ils font un sacré profit. Ça serait un exemple de coopération où les deux gouvernements travailleraient pour aider les familles cubaines et élever le niveau de vie à Cuba. »

Le président a assurément mal interprété la déclaration de Raúl.

Quand le président cubain a affirmé qu'il était prêt à discuter de n'importe quel point avec le président étasunien, il veut dire qu'il ne redoute aucune question : c'est là une preuve de courage et de confiance dans les principes de la Révolution. Que personne ne s'étonne qu'il ait parlé de gracier les condamnés de mars 2003 et de les expédier tous aux États-Unis, si ceux-ci sont prêts à libérer les cinq héros antiterroristes cubains. Comme c'était le cas des mercenaires de Playa Girón, ces gens-là sont à la solde d'une puissance étrangère qui menace notre patrie et lui impose un blocus.

Par ailleurs, dire que Cuba impose une « taxe énorme », qu'elle « fait un sacré profit », c'est là une tentative de ses conseillers de semer la zizanie entre les Cubains et de les

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

diviser. Tous les pays taxent les transferts de devises. S'il s'agit de dollars, à plus forte raison devons-nous le faire, puisque c'est la monnaie de l'État qui nous applique un blocus. Les Cubains n'ont pas tous de la famille à l'étranger pour leur envoyer des fonds. Redistribuer une part relativement petite au bénéfice de ceux qui ont le plus besoin d'aliments, de médicaments et d'autres biens est absolument juste. Notre patrie ne jouit pas du privilège de convertir en devises les billets qui sortent des imprimeries de l'État, de l'argent que les Chinois ont qualifié plusieurs fois de « ferraille » – un terme que j'ai repris à d'autres occasions – et qui a été l'une des causes de la crise économique actuelle. Avec quel argent les États-Unis sauvent-ils donc leurs banques et leurs transnationales, ne cessant d'endetter toujours plus les générations futures ? Obama serait-il prêt à discuter de ces points ?

La réaction d'Obama au sujet des médecins cubains qui coopèrent gratuitement dans des dizaines de pays pauvres – et moins pauvres, mais où les médecins du cru rechignent à exercer ! - traduisent bien, soit dit en passant, la mentalité d'un président étasunien, que le dehors soit blanc ou noir : face à Cuba qui donne ce qu'elle n'a pas et ne demande rien en échange, le maître de l'Empire, impérialiste jusqu'au bout des ongles, parle aussitôt de zone d'influence et de moyens de pression. Rien que ce petit échange prouve l'écart sidéral qui sépare l'Empire de la Révolution cubaine sur le plan des conceptions et des visons politiques.

Fidel, généreusement, pour ne pas trop salir le président dont il attend, de toute évidence, plus que de ses prédécesseurs, ne transcrit pas la suite de sa réponse après que le journaliste lui rappelle qu'il brigait un siège au Sénat en 2004. Elle est pourtant terriblement éloquente et guère flatteuse pour Obama. Après avoir reconnu, ce que n'importe qui suppose sans être grand clerc, que le *maintien du blocus est un moyen de pression* dont les États-Unis ne sauraient se priver (il dit, lui, « influence », mais c'est du pareil au même), une idée qui l'accompagnera durant toute la suite de sa gestion présidentielle jusqu'à ses dernières mesures de mars 2016, il reprend son leitmotiv au nom duquel il demandera ensuite au Congrès de le lever :

LE PRÉSIDENT : C'était quand je briguais un siège au Sénat. Ce que je dis et ce que toute mon administration, je pense, a reconnu, c'est que la politique que nous avons suivie depuis cinquante ans *n'a pas fonctionné de la manière dont nous aurions voulu qu'elle fonctionne : le peuple cubain n'est pas libre*. Voilà notre cap, notre étoile dans notre politique cubaine.

C'est effectivement la même idée fixe de ses dix prédécesseurs ! Conclusion : il faut donc libérer Cuba. Que personne sur l'île – sauf un groupuscule de dissidents sans autorité ni prestige – ne le lui ait jamais demandé est apparemment, aux yeux d'un locataire de la Maison-Blanche, une objection des plus mineures !

À la fin de ses réflexions du 21 avril 2009, Fidel commente :

Quand il a affirmé, répondant à Jake, qu'une éternité s'était écoulée depuis 2004, il a été superficiel. Devons-nous attendre si longtemps pour qu'il lève son blocus ? Ce n'est pas lui qui l'a inventé, certes, mais il le reprend à son compte tout comme dix autres présidents des États-Unis. Sur cette voie, il court à l'échec aussi sûrement que ses

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

prédécesseurs. Ce n'est pas là le rêve de Martin Luther King dont le rôle dans la lutte pour les droits de l'homme illuminera toujours plus la route du peuple étasunien.

Nous vivons des temps nouveaux. Les changements sont inéluctables. Les leaders passent, les peuples restent. Pas besoin d'attendre une éternité : il suffira de huit ans à peine pour qu'à bord d'une voiture plus blindée, d'un hélicoptère plus moderne et d'un avion plus perfectionné, un autre président des États-Unis, sans doute moins intelligent, moins prometteur et moins admiré dans le monde que Barack Obama, occupe ce poste sans gloire.

Daniel Ortega, lui aussi, réagit avec véhémence dans un entretien à la télévision cubaine, le 23 avril 2009. Je reproduis ses propos parce qu'on y trouve déjà une des marottes qu'Obama ne cessera d'étaler dans ses rapports avec ses collègues latino-américains, et surtout vis-à-vis de la Révolution cubaine : fi du passé ; foin de l'Histoire !

« Voilà un président des États-Unis qui vous dit qu'il faut oublier le passé, alors justement qu'il est coincé dans le passé ! Cinquante ans de blocus à Cuba. En 2004, quand il brigait un siège de sénateur, il affirmait que le blocus était une horreur, qu'il fallait le suspendre. On lui a posé la question à la conférence de presse et il a répondu que 2004, ça fait une éternité ! »

**« Il affirme qu'on ne peut pas lever le blocus de Cuba. Que Cuba devait lui savoir gré des concessions qu'il venait de faire. Ils veulent nous faire passer ça pour un changement, alors que ça ne s'approche même pas des mesures qu'avait prises Carter voilà trente ans. C'est même plutôt un recul. Ils veulent que nous oublions l'Histoire. »**

Le 26 avril 2009, j'avais écrit un article qui apporte, ce me semble, d'autres vues sur ce qu'étaient alors les relations d'Obama avec la Révolution cubaine au début de son mandat. Elles n'étaient guère chaleureuses, on a pu le constater. On verra par la suite qu'elles ont évolué dans la forme, *même si le fond (Cuba est inacceptable telle quelle !) est resté absolument identique*. Je le reproduis ci-après :

### OBAMANIE, QUAND TU NOUS TIENS !

J'imagine que dans toute bonne école de journalisme, on apprend aux élèves à différencier texte de contexte et surtout, à « contextualiser », pour employer un mot à la mode, les événements, afin qu'une fois devenus des professionnels, ils sachent donner aux nouvelles qu'ils écrivent l'environnement qui est le leur et sans lequel elles sont souvent incompréhensibles. C'est là un savoir que les journalistes semblent toutefois oublier quand il s'agit d'aborder certains domaines où intervient l'« idéologie ». Je n'en veux pour preuve que les récents comptes rendus des déclarations de Raúl Castro, le 16 avril 2009, à Cumaná (Venezuela) à l'occasion du Cinquième Sommet extraordinaire de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA).

Ainsi, *The New York Times* informe, le 18 avril, sous la plume de Sheryl Gay Stolberg et d'Alexei Barrionuevo :

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

« PORT OF SPAIN, Trinité-et-Tobago — Le président Obama, cherchant à introduire le dégel dans les relations longtemps glaciales avec Cuba, a dit vendredi à une réunion de dirigeants du continent américain que « les États-Unis cherchaient un nouveau départ avec Cuba » et que son administration cherchait à s'engager avec le gouvernement castriste sur une large série de questions.

« Les remarques d'Obama, faites à la cérémonie inaugurale du Sommet des Amériques, sont le signe le plus clair durant des décennies que les États-Unis sont disposés à changer de cap dans leurs relations avec Cuba et couronnent une série d'événements vertigineuse intervenue cette semaine, dont les paroles *étonnamment chaleureuses* entre Raúl Castro, le dirigeant cubain, et la secrétaire d'État Hillary Rodham Clinton. »

Là, j'avoue que c'est moi qui suis étonné ! Il est évident que les deux journalistes n'ont pas fait le moindre effort pour aller voir dans quel « contexte » Raúl avait dit être prêt à parler de tout avec les USA. Et quand on le fait, on constate aussitôt que le ton est rien moins que « chaleureux ».

Je fournis donc le contexte. C'est presque au début de l'ouverture du Sommet de l'ALBA. Hugo Chávez, hôte de la réunion, a la parole, en présentant les raisons d'être. Soudain, un adjoint lui passe un papier. Il s'interrompt et informe les présents des déclarations faites à Saint-Domingue par Hillary Clinton (il est trois heures de l'après-midi) selon laquelle elle a, entre autres choses, « pressé instamment Cuba de libérer les prisonniers politiques, de permettre le libre flux d'information et la liberté de réunion ». Je glose le commentaire de Chávez : eh bien, si c'est là le nouveau discours de l'administration Obama, c'est mal barré... Il passe la dépêche à Raúl, qui est assis à ses côtés et qui se plonge aussitôt dans sa lecture. Chávez reprend le fil de son discours. Différents présidents interviennent, tandis que la caméra de télévision se braque de temps à autre sur Raúl, toujours dans sa lecture.

À un moment donné de la réunion, Raúl se lève pour abandonner, semble-t-il, la salle. Mais il ne part pas, s'approche de Daniel Ortega, lui passe la main du cou, lui demande quelque chose, puis prend finalement la parole, debout, toujours le bras posé sur les épaules d'Ortega. Et là, alors, on se rend compte qu'il est furieux, énervé. Le ton est dur, sec. Il refuse de parler de l'OEA, mais en parle de fait, pour dire qu'elle suinte le sang depuis sa naissance. Il rappelle que ce 16 avril marque le quarante-huitième anniversaire du jour où Fidel affirme que la Révolution est socialiste, durant l'enterrement des victimes de bombardements de la veille, prélude de l'invasion qui débutera le 17 avril 1961. Il rappelle que l'OEA a approuvé toutes les atrocités de l'Empire, dont l'invasion du Guatemala en 1954 pour renverser Jacobo Arbenz. Il se demande pourquoi et par qui Cuba a été attaquée. Il évoque que le terrorisme d'État des États-Unis contre la Révolution cubaine a fait plus de 5 500 victimes, entre morts et mutilés, dans la population. Il évoque l'épidémie de dengue hémorragique introduite par des terroristes et qui a coûté la vie à plus de cent personnes, la plupart des enfants. Il rappelle les morts de Playa Girón, les combats, avec la flotte étasunienne, dont un porte-avions, à la limite des eaux territoriales (trois milles). Il évoque ce qu'il se serait passé si les États-Unis avaient envahi le pays en 1962, comme tous les documents déclassifiés prouvent qu'ils allaient le faire pour venger l'humiliante défaite de Playa Girón et liquider une fois cette

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Révolution cubaine qui leur résistait, la présence des fusées soviétiques ayant répondu à cette menace tout à fait précise.

Et c'est presque à la fin de cette philippique contre les États-Unis, contre ce qu'ils représentent comme pire ennemi de la nation cubaine depuis deux cents ans et de la Révolution cubaine depuis cinquante, alors qu'il n'a pas décoléré depuis le début de son intervention, qu'il lâche la fameuse phrase que la presse internationale, d'un même élan, a mis en exergue, comme s'il n'avait dit que ça. En fait, il répond exactement aux déclarations d'Hillary Clinton qu'il a lues un peu plus tôt.

« Et puis aussi, comme Evo et d'autres compagnons en ont parlé ici, la démocratie, la liberté, les droits de l'homme... Eh bien, nous avons fait dire au gouvernement étasunien, en privé et en public, que les droits sont là pour qu'on en discute, tous les droits : les droits de l'homme, la liberté de la presse, les prisonniers politiques, tout, tout, tout. Tout ce qu'ils veulent discuter, mais sur un pied d'égalité, sans la moindre ombre à notre souveraineté, sans la moindre violation du droit du peuple cubain à l'autodétermination ! (*Applaudissements.*) »

Et là, malheureusement, la traduction sur papier ne donne rien du ton de l'orateur, et des gestes. Il est furieux, il est excédé d'entendre une fois et encore le même langage, la même ritournelle. Il se prend la tête dans les mains, il supplie presque : le ton est : mais quand aurez-vous fini de nous juger ? Y'en marre ! Et quand il dit que Cuba est prête à discuter « des droits de l'homme, de la liberté de la presse, des prisonniers politiques, tout, tout, tout », le ton veut exactement dire, contrairement à ce que pense la presse internationale qui y voit là un début de « sagesse », non de ces droits à Cuba, *mais de ces droits chez vous aussi*, parce que votre liberté de la presse est douteuse, parce que vous avez des prisonniers politiques, parce que vos droits de l'homme sont sacrément violés... Ce n'est pas pour rien qu'il rappelle qu'il n'y a qu'un seul parti aux USA. Que la liberté de la presse y est celle des patrons.

Et ce n'est pas pour rien, non plus, qu'il affirme que, après avoir fait le petit pas si porté aux nues (levée des restrictions aux voyages et aux envois de fonds, mais uniquement pour les Cubano-Étasuniens, la Maison-Blanche se croit en droit de poser des conditions :

« Mais, et je vais conclure là-dessus, il est évident que maintenant ils se doivent de créer un climat, et à peine vous différez sur quelque chose, aussitôt ils vous sortent : et la démocratie ? Et la liberté ? Et les prisonniers ? »

Et ce premier geste, « minime », selon le qualificatif de Fidel, semble de toute évidence si suffisant pour la Maison-Blanche qu'Hillary Clinton et tous les porte-parole ne se cachent pas pour dire que la balle est maintenant dans le camp de Cuba, je n'en veux pour preuve que ces déclarations de samedi (tiré du *Temps* de Lausanne)

« Le porte-parole de M. Obama, Robert Gibbs, a dit que certaines déclarations de M. Castro avaient particulièrement retenu l'attention, à commencer par celles dans lesquelles il reconnaissait que les dirigeants cubains n'étaient que des « êtres humains » et qu'ils avaient pu se tromper par le passé.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

« "C'est un changement de rhétorique de leur part comme nous n'en avons pas vu depuis un moment et qui mérite certainement que nous l'examinions plus profondément", a commenté M. Gibbs.

« Mais à la presse qui lui demandait si la balle était toujours dans le camp de Cuba malgré ce que la secrétaire d'État Hillary Clinton a salué comme une ouverture de la part de M. Castro, il a répondu : "Elle l'a toujours été".

« Il est très juste de dire » que M. Obama attend à présent des mesures de réciprocité, a-t-il ajouté.

« Il a fait valoir que M. Obama avait manifesté concrètement cette semaine sa volonté de changer la nature des relations en levant toutes les restrictions sur les voyages et les transferts d'argent des Cubains des États-Unis vers leur île d'origine.

« "Les sourires et les poignées de mains, et le souhait d'un dirigeant qui dit vouloir être l'ami du président, tout cela c'est une chance magnifique de joindre les actes à la parole. Et le président et d'autres dans son administration attendent avec impatience ces nouveaux gestes", a expliqué M. Gibbs, sans qu'il apparaisse clairement s'il parlait de M. Castro ou peut-être de son allié vénézuélien Hugo Chavez. Ce dernier, bête noire du gouvernement de George W. Bush, a offert vendredi son amitié à M. Obama.

« Un haut responsable de la Maison Blanche a cependant reconnu que maints dirigeants d'Amérique latine réunis avec M. Obama samedi matin lui avaient à nouveau demandé de lever l'embargo.

« M. Obama leur a répondu qu'il comprenait l'importance de la question pour eux. Mais dans un appel voilé à se joindre aux pressions américaines, il a ajouté qu'eux aussi, tous démocratiquement élus, devaient se préoccuper de démocratie à Cuba, a expliqué ce responsable sous couvert de l'anonymat. »

Si Obama, son Hillary Clinton et son département d'État pensent qu'un petit geste peut biffer cinquante ans de forfaitures contre la Révolution cubaine, et des milliers de victimes, ou s'ils pensent qu'il suffit de dire qu'il faut, du passé, faire table rase pour que le contentieux disparaisse comme par enchantement, ou s'ils croient que les fleurs de rhétorique (« laissons de côté l'idéologie », a-t-il dit à ses pairs latino-américains) peuvent noyer des siècles d'intervention et des centaines de milliers de victimes, s'ils pensent qu'il suffit de se justifier en disant qu'il n'est pas responsable, eh bien, alors, les choses n'avanceront guère, ni avec l'Amérique latine, ni, à plus forte raison, avec la Révolution cubaine !

Et si c'est vrai qu'il s'estime non responsable des actions de ses prédécesseurs, alors qu'il se démarque concrètement de leurs faits et gestes. Un seul exemple, mais ils fourmillent : dire que la Doctrine Bush vis-à-vis de Cuba n'est plus valable, démanteler la Commission présidentielle pour la transition démocratique à Cuba, parce que, que je sache, c'est là un document officiel de la Maison-Blanche qu'hérite le nouveau locataire (Raúl a rappelé que l'invasion de Playa Giron a été peaufinée par Eisenhower, mais que c'est Kennedy qui l'a matérialisée...). C'est tout bête. Ou alors, demander pardon à Cuba pour toutes les victimes qu'ont causées ses prédécesseurs.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Quant aux gros dossiers, ils ne manquent pas non plus. Au hasard, et sans ordre ni préférence : la base de Guantánamo usurpée et illégale au vu du droit international ; la loi d'ajustement cubain ; la mise sous séquestre des fonds cubains, utilisés pour payer des indemnités à des contre-révolutionnaires ; la mise sous séquestre des fonds en rapport avec les communications téléphoniques ; l'annulation du vol des marques commerciales cubaines aux USA, etc. Sans parler des Cinq qu'il lui suffirait de gracier pour empêcher la continuation d'une injustice flagrante, ou alors ordonner à son département d'État de délivrer des visas aux deux épouses qui n'ont plus vu leur maris emprisonnés depuis dix ans. Ou alors indemniser les victimes des attentats terroristes. Ou juger les terroristes cubano-étasuniens que ses prédécesseur n'ont jamais jugés, ou alors les extraditer au Venezuela ou au Panama qui les réclament, ou alors directement à Cuba...

Bref, des gestes, Obama en a tant à faire qu'il ressemblera très vite à un moulin à vent en pleine tempête. Avant que l'équilibre soit atteint sur ce plan entre les deux pays, il va devoir user nombre de ces fameux stylos-plumes de la Maison-Blanche dont le président fait ensuite cadeau aux invités.

Parce que, que je sache, l'agresseur a été toujours et toujours la Maison-Blanche et ses dépendances. Comment ose-t-on demander à la victime de faire amende honorable !

Car le fond, le vrai fond, reste le même, indépendamment des locataires dormant dans les draps de la Maison-Blanche : cette volonté inébranlable des gouvernements étasuniens, depuis maintenant cinquante ans, de contraindre Cuba à renoncer à son système politique, économique et social, si celle-ci veut avoir des relations normales avec les États-Unis. Au nom de quel droit ? Du plus fort, de l'arrogant, du tout-puissant. Quand le Costa Rica a tout récemment renoué les relations avec Cuba – et Dieu sait si son président est un ennemi juré de la Révolution ! – il n'a pas demandé en échange à Cuba de renoncer à son système politique. Pourquoi les USA n'en feraient-ils pas autant et ne renoueraient-ils pas les relations sans rien demander en échange ou imposer des conditions ?

Devant les prises de position officielles aux USA, on comprend l'irritation de Raúl. Non, de chaleureux, je n'ai vu trace dans son intervention... De sorte que les déclarations de samedi remettent les pendules à l'heure et les choses en place. C'est une bonne chose. Rien n'est pire que l'aveuglement.

Heureusement, la Révolution cubaine est toujours aussi lucide, et l'Amérique latine voit de plus en plus clair. Une vraie Opération Miracle ! À laquelle il faudrait soumettre Obama et Cie.

Fidel commentait dans ses Réflexions du 5 avril 2009 :

La Révolution cubaine, que le blocus et la sale guerre n'ont pu détruire, se fonde sur des principes éthiques et politiques, ce qui explique pourquoi elle a été capable de résister.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Ceux qui sont capables d'analyser sérieusement les événements, tel le sénateur de l'Indiana, avancent un argument irréfutable : les mesures utilisées par les États-Unis contre Cuba pendant presque un demi-siècle se sont soldées par un fiasco total.

Inutile de souligner ce que Cuba a toujours dit : nous n'avons pas peur de dialoguer avec les États-Unis. Nous n'avons pas besoin non plus de la confrontation pour exister, contrairement à ce que pensent certains sots ; nous existons justement parce que nous croyons à nos idées et que nous n'avons jamais craint de dialoguer avec l'adversaire. C'est là la seule manière de favoriser l'amitié et la paix entre les peuples.

J'avais écrit de mon côté le 14 mai 2009 :

En fait, là où je veux en venir, c'est à cette conclusion : quand on dresse le bilan de cinquante ans de relations « à torchon brûlé » entre la Révolution cubaine et la superpuissance aux capacités incommensurablement supérieures aux siennes, qui n'a lésiné sur aucun moyen (dont l'assassinat pur et simple) pour en venir à bout, on se dit – outre le démenti que cette résistance incroyable apporte à ceux qui y voient le résultat de la volonté entêtée d'un sinistre dictateur, et non de celle de tout un peuple dont elle a changé la vie y qui y tient – qu'Obama est bien mal renseigné personnellement et aussi bien mal conseillé s'il croit s'en tirer à si bon compte (la pirouette de l'annulation des nouvelles restrictions que Bush avait superposées aux anciennes) vis-à-vis du peuple que ses prédécesseurs ont traité de la pire manière et dont le contentieux historique avec les USA remonte à plus de deux siècles ! Si la Révolution cubaine s'était laissée prendre, fût-ce un instant dans son histoire, au miroir aux alouettes que lui tendait son voisin, il y a belle lurette qu'on n'en parlerait plus qu'au passé.

À ce jour, Obama a agi comme ce que sont généralement, en fin de compte, les présidents étasuniens : des politiciens à raisonnements électoraux. Auraient-il beau être les maîtres de l'Empire dont le moindre éternuement a des répercussions sur toute la planète, ils fonctionnent la plupart du temps, non comme des gens qui seraient soi-disant investis d'une mission mondiale, mais selon ce qu'ils supposent que seront les actions et réactions de leurs électeurs. J'ai d'ailleurs été sidéré de retrouver précisément cette approche « électorale » dans la conférence de presse qu'Obama a donné à la fin du Sommet du G-20 à Londres ou de celui de l'OTAN à Prague (je ne me rappelle plus exactement) : à une question d'un journaliste sur je ne sais plus quel point, il répond en gros qu'il doit tenir compte de ses électeurs ! Que le président de la superpuissance qui vient d'obliger – sans trop de mal, apparemment – les plus importantes économies à donner de nouveau carte blanche aux USA pour réparer leurs propres dégâts et à leur reconduire tous les privilèges de Bretton Woods continue de penser à « ses » électeurs, et non aux intérêts du monde que les agissements des capitalistes néolibéraux et du système en soi ont entraîné au bord du gouffre en dit long, et mieux qu'une analyse fouillée, sur le manque d'envergure politique des « élèves du sérail » étasunien !

Je retrouve ces mêmes relents électoralistes dans le geste d'Obama juste avant le Sommet des Amériques : en bon politicien, il savait qu'il ne pouvait arriver les mains vides et il a fait comme font tous les politiciens : s'abriter derrière des promesses, tendre une sucette. Vis-à-vis de Cuba, la levée des sanctions bushiennes ; vis-à-vis de l'Amérique latine et des Caraïbes, un discours creux ; sur le fond, rien de nouveau (il suffit de lire la

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

rhétorique éculée de la Déclaration finale, surtout quand on la compare avec celle du Sommet extraordinaire de l'ALBA...).

Là aussi, il pense s'en être tiré à bon compte, comme si les poignées de main et les sourires colgatés pouvaient balayer le contentieux historique ô combien sanglant de l'Empire envers son arrière-cour.

En fait, je me demande: Obama va-t-il continuer de « penser à ses électeurs », ou va-t-il enfin se décider à endosser une bonne fois pour toutes le costume dont il nous a dit pendant des mois de campagne assortie de toutes sortes de promesses qu'il ne se trouvait pas dans les vieilles penderies de la Maison-Blanche et qu'il allait se faire tailler sur mesure ?

Pour l'instant, en politique étrangère, par exemple, les choses n'ont guère changé, que ce soit en Iraq, en Afghanistan : la force prime le droit, les toges continuent de céder devant les armes ; Israël reste indéfectiblement l'allié et le protégé essentiels. Malgré la rhétorique du dialogue, la Maison-Blanche continue de menacer, de massacrer des civils au nom de la lutte mondiale contre le terrorisme (cf. la centaine de morts sous les bombes de ses avions en Afghanistan). Comme si Bush avait fait des disciples !

Par ailleurs, en bon politicien, Obama continue de dire tout et son contraire et de se démentir : après avoir promis de punir les tortionnaires, il décide de ne plus le faire ; après avoir promis de montrer les photos de torturés, il vient d'y renoncer ; il continuera de juger par les mêmes procédures légales que Bush les « non-accusés » de Guantánamo...

Et il attend en plus des gestes de la Révolution cubaine ! Celle-ci ne s'est pas fait prier pour lui dire qu'en tant qu'agressée, elle n'avait absolument aucun geste à faire, que c'était au tortionnaire d'arrêter de sévir sur le torturé, et non au torturé d'arrêter de crier sous la douleur.

Il faudra donc qu'Obama marche tout seul à la rencontre du peuple que ses prédécesseurs n'ont cessé d'agresser s'il veut, comme il paraît le prétendre, rabibocher un tant soit peu les choses entre les deux pays.

Qu'il commence, par exemple – et c'est tout bête, tout simple, ça ne lui coûterait rien là non plus, à l'instar de la levée des restrictions bushiennes – par « changer » le chef de la Section des intérêts. Ça, oui, ce serait un bon « *change* », selon le mot que nous l'avons entendu ressasser tout au long de sa campagne. Car, comment peut-il prétendre mener une nouvelle politique envers la Révolution cubaine en conservant le même personnel, chef y compris, nommé par Bush pour mener la guerre contre Cuba à la tête de la représentation étasunienne à La Havane, convertie en huit ans, selon l'heureuse formule de Fidel, en « quartier général » ou « poste de commandement » de la contre-révolution dans l'île ? Mais Obama, pensant en termes électoraux, autrement dit soucieux de ratisser long dans le parti unique à deux volets qui règne aux États-Unis depuis au moins un siècle, et non en chef de gouvernement à retombées mondiales, n'en est pas à une contradiction près : n'a-t-il pas maintenu le secrétaire à la Guerre (secrétaire à la Défense est vraiment un euphémisme que j'ai du mal à avaler...) de Bush pour suivre une politique censément différente en Iraq et surtout en Afghanistan ?

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Bref, le mal essentiel de l'Empire est, sauf rarissimes exceptions, de n'avoir pas pour le diriger d'hommes politiques à la hauteur de ses ambitions ni à celle des attentes du reste du monde ; par « reste du monde », j'entends, non les élites, mais les peuples et les petites gens broyés par des problèmes que justement les « élites des sérails » sont incapables de régler. Avoir des ambitions planétaires est une chose ; en être capable en est une autre. Pour l'instant, malgré le battage « non-stop » que les médias transnationaux orchestrent en sa faveur, Obama n'a rien fait qui prouve qu'il soit en mesure de se colleter avec les gravissimes problèmes mondiaux que chacun connaît et dans lesquels son pays a une très grosse part de responsabilité.

Il serait toutefois injuste que je le lui reproche : après tout, il n'a pas été élu au poste qu'il occupe pour régler les problèmes vitaux du monde, mais pour défendre les intérêts de l'Empire. Et, l'Histoire le dit, ce sont là deux choix foncièrement incompatibles.

Juste deux petites réflexions avant de conclure. La première sur un fait tout récent : une procureure de Virginie – le gouvernement, donc – vient de retirer toutes ses accusations contre deux espions qui s'étaient emparés de documents du Pentagone entre avril 1999 et août 2004 et dont l'un, passé aux aveux, avait été condamné en 2006 à plus de douze ans de prison, mais se trouvait pourtant à ce jour en libération conditionnelle. Les accusations ont été retirées, parce que, selon cette procureure, « le gouvernement doutait de pouvoir remporter le cas ». Décidément, on délivre une drôle de justice aux États-Unis : une juge protège des terroristes avérés de l'action éventuelle d'un antiterroriste ; et maintenant, la justice n'accuse plus que si elle est sûre de gagner... Ah, j'allais oublier : les deux espions travaillaient pour... Israël. Comparez maintenant avec la situation des Cinq, qui ne faisaient pas d'espionnage et dont le procureur n'a rien pu prouver à ce sujet, mais qui défendaient leurs concitoyens d'actes terroristes : ils moisissent en prison depuis plus de dix ans. Ils travaillaient, eux, il est vrai, pour... Cuba, Sans commentaires.

Quand, le 19 mai 2005, j'ai dû traduire l'intervention dans laquelle Fidel révélait au monde, le lendemain, sur la place publique, ses tentatives pour alerter Clinton, j'ai pensé qu'elle allait avoir une grande répercussion médiatique à double titre du fait des documents déclassifiés hors normes qu'elle contenait : le « memo » de Fidel à Clinton et surtout le rapport de García Márquez. Fichtre, me suis-je dit, un inédit de Gabo, surtout dans un tel rôle, ça va faire du bruit, d'autant qu'il n'écrit plus tellement... Naïf que j'étais. Là encore, le rideau du silence des médias bien-pensants s'est abattu. C'est sans doute – j'en mettrai ma main au feu – le texte de l'auteur de *Cent ans de solitude* qui a connu le moins de répercussion...

Un autre tout petit geste que pourrait faire Obama, à défaut de gracier les Cinq : ordonner à son département d'État de délivrer un visa d'entrée à Olga Salanueva (femme de René González) et à Adriana Pérez (femme de Gerardo Hernández) qui le réclament en vain depuis dix longues années durant lesquels les deux couples n'ont jamais pu se réunir !! N'allez pas croire que les tortures étasuniennes sont toutes dans le style d'Abou Ghraib ou de Guantánamo... Le 2 avril dernier, ces deux femmes ont présenté à la Section des intérêts des États-Unis à La Havane une lettre adressée à Obama et les lettres envoyées à Hillary Clinton par 170 personnalités de 27 pays faisant partie du Comité

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

international pour la liberté des Cinq, pour demander la délivrance de visas humanitaires. Aujourd'hui, 14 mai 2009, soit presque un mois et demi plus tard, aucun signe n'est venu de la Maison-Blanche ou de son département d'État.

Pour le moment, Barack Obama ne dépare pas la collection du « toutes tendances confondues »...

Le **14 janvier 2011**, soit vingt-et-un mois après le premier, soit deux ans, presque jour pour jour, après la prise de fonctions d'Obama, son administration annonce un deuxième train de mesures visant à « alléger les sanctions » (on remarquera qu'elle se garde bien de parler d'« embargo »). On y trouve la même ligne de conduite, la même obsession, les mêmes concepts qui, tous, se résument à : Cuba doit changer. Le lecteur n'aura pas de mal à le découvrir de lui-même... La Note de presse de la Maison-Blanche, s'intitule, comme la première : « Atteindre le peuple cubain » :

Aujourd'hui, le président Obama a chargé les secrétaires d'État, du Trésor et de la Sécurité nationale de prendre un train de mesures dans la ligne des efforts déjà faits *pour atteindre le peuple cubain et appuyer son désir de décider librement de l'avenir de son pays*.

Le président a décidé qu'il fallait modifier les réglementations et les politiques concernant : 1) les voyages à objectif précis ; 2) les envois de fonds non familiaux ; et 3) les aéroports des États-Unis offrant des vols nolisés autorisés vers et depuis Cuba. Ces mesures accroîtront les contacts interpersonnels ; *appuieront la société civile à Cuba* ; renforceront le flux d'informations libre vers, depuis et dans le peuple cubain ; et contribueront à *promouvoir son indépendance vis-à-vis des autorités cubaines*.

Le président croit que ces actions, *de pair avec le maintien de l'embargo*, sont des mesures importantes *pour atteindre l'objectif largement partagé* : que Cuba respecte les droits élémentaires de tous ses citoyens. Ces mesures reposent sur les actions que le président a décidées en avril 2009 pour aider à réunir des familles cubaines, pour faciliter de plus grandes télécommunications avec le peuple cubain et pour accroître les flux humanitaires vers Cuba.

Les modifications orientées décrites ci-dessous seront promulguées à travers des changements aux réglementations et aux politiques actuelles du Contrôle des actifs cubains et de la protection des douanes et des frontières (*Cuban Assets Control and Customs and Border Protection*) et prendront effet à partir de leur publication au *Federal Register* dans deux semaines.

**Voyage à objectif précis.** Pour élargir les contacts avec le peuple cubain et *appuyer la société civile* à travers des voyages à objectif précis, dont des voyages religieux, culturels et éducationnels, le président a indiqué de modifier comme suit les réglementations et les politiques relatives aux voyages décidés :

- Permettre à des organisations religieuses de parrainer des voyages religieux à Cuba dans le cadre d'une autorisation générale.

- Faciliter des échanges éducationnels : en permettant à des établissements d'enseignement supérieur accrédités de parrainer des voyages à Cuba en vue de cours universitaires dans le cadre d'une autorisation générale ; en permettant à des étudiants d'y participer à travers des établissements universitaires autres que le leur ; et en facilitant l'appui d'assistant en y incluant un assistant venant d'une équipe auxiliaire et à mi-temps.

- Restaurer l'autorisation spécifique d'échanges éducationnels ne comprenant pas des études universitaires conformément à un programme de diplôme sous les auspices d'une organisation qui parraine et organise des programmes interpersonnels.

- Modifier les exigences concernant l'autorisation d'échanges universitaires pour demander que le cours d'études proposé soit accepté pour une unité de valeur universitaire en vue d'un diplôme d'étudiant ou de diplômé (plutôt qu'en réglementant la durée de l'échange universitaire à Cuba).

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

- Permettre spécifiquement à des établissements universitaires autorisés à parrainer ou à coparrainer des séminaires, des conférences et des ateliers universitaires en rapport avec Cuba et permettre la participation de facultés, de personnels et d'étudiants.

- Délivrer des autorisations spécifiques pour organiser ou conduire des stages et des ateliers non universitaires à Cuba destinés au peuple cubain.

- Délivrer une autorisation spécifique à un plus grand éventail d'activités journalistiques.

**Envois de fonds.** Pour contribuer à *renforcer l'indépendance économique du peuple cubain et appuyer une société civile cubaine plus dynamique*, le président a ordonné de modifier comme suit les réglementations concernant les envois de fonds non familiaux :

- Restaurer la catégorie d'autorisation générale à tout ressortissant étasunien d'envoyer des fonds (jusqu'à 500 dollars par envoi) à des Cubains ne faisant pas partie de sa famille pour *appuyer, entre autres objectifs, l'activité économique privée*, à condition que lesdits fonds ne soient pas adressés à de hauts fonctionnaires du gouvernement cubain ou à des membres de haut rang du Parti communiste cubain.

- Créer une autorisation générale concernant les envois de fonds à des institutions religieuses à Cuba pour appuyer des activités religieuses.

Aucune modification ne sera apportée à l'autorisation générale concernant les envois de fonds familiaux.

**Aéroports des États-Unis.** Afin de mieux servir ceux qui veulent visiter leur famille à Cuba et entreprendre un autre voyage autorisé à objectif précis, le président a ordonné de modifier comme suit les réglementations concernant le choix des aéroports étasuniens servant de points de départ et de retour de vols autorisés à Cuba :

- Permettre à tous les aéroports internationaux des États-Unis de prêter service aux vols nolisés autorisés, à condition que ces aéroports disposent d'installations de douanes et d'immigration adéquates et qu'un prestataire de services de voyages autorisés ait exprimé son intérêt de prêter service vers et depuis Cuba depuis cet aéroport.

Ces modifications ne changeront pas la liste des aéroports cubains choisis pour expédier ou recevoir des vols nolisés autorisés vers ou depuis les États-Unis.

On le voit, guère de modifications majeures au blocus qui, selon la ligne de conduite de l'administration Obama, doit se maintenir comme moyen de pression pour atteindre l'objectif « si longuement désiré » : une Cuba « démocratique » (donc capitaliste) qui respecte les droits de l'homme... Que le gouvernement qui traite, pour ne citer qu'un exemple parmi une foule d'autres, les détenus de la prison illégale dans la base illégale de Guantánamo de la façon que l'on sait ose faire la leçon à autrui, c'est bien la preuve que l'éthique ne fait guère partie des « valeurs » dont parlent tant Obama et ses prédécesseurs et dont les fameux « voyageurs autorisés » se doivent d'être les missionnaires ! De toute façon, rien dans ces mesures ne modifie en quoi que ce soit le fardeau qui pèse sur la société cubaine dans son ensemble.

Ensuite, comme si elle jugeait en avoir assez fait ou alors qu'elle attende quelque chose en échange de la part de Cuba, la Maison-Blanche semble se désintéresser de la question. Il faudra attendre presque quatre ans, exactement trois ans et onze mois, pour qu'un événement survienne : l'annonce simultanée à Cuba et à Washington, le **17 décembre 2104**, de la reprise à terme des relations diplomatiques. Précédée de plusieurs mois de

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

négociations si secrètes que jusqu'aux journalistes d'investigation les plus fouineurs ne sont pas parvenus à en dévoiler beaucoup.

En quoi ont consisté les mesures annoncées *le 17 décembre 2014* ? J'avais écrit le lendemain, 18 décembre 2014, en guise de premières réflexions et réactions, les commentaires suivants qui en donnent une idée :

Je lis l'allocution d'Obama annonçant sa volonté de renouer les relations avec Cuba. Curieux ! Il fait un pas historique, mais avec les pieds toujours bien ancrés dans la boue du passé, ce qui est tout de même assez contradictoire. Car, on le constatera, le ton n'a pas changé, et les visées restent bel et bien les mêmes : que Cuba change de cap pour rentrer dans le giron capitaliste. Et puisque la coercition ou le bâton n'a rien donné pendant cinquante-cinq ans, eh bien, utilisons donc la caresse, autrement dit la carotte. Ce dont les USA auraient pu se rendre compte depuis longtemps, d'ailleurs, s'ils savaient comprendre leurs interlocuteurs. Mais ce serait trop leur demander. Quand Raúl prend la parole pour annoncer aux Cubains les deux grands événements : retour des 3 et reprise à terme des relations diplomatiques, il se contente de le dire sans se mêler des affaires intérieures des États-Unis. Quand Obama le fait, il déclare on ne peut plus clairement que Cuba doit changer sur tous les points qui l'intéressent : les droits de l'homme, la démocratie, la société civile, et tout le saint-frusquin ; il continue d'affirmer que son administration poursuivra ses ingérences, utilisera des fonds pour atteindre ses objectifs, etc. Bref, c'est toujours la même posture arrogante, le même discours « langue de bois », et surtout les mêmes visées qui n'ont rien à voir avec des négociations sur un pied d'égalité, comme la Révolution cubaine ne cesse de le demander depuis cinquante ans. N'ayant jamais accordé – expérience historique oblige – aucune confiance aux administrations étasuniennes, j'étais convaincu, même sans avoir lu son allocution, qu'Obama continuerait de parler le langage outrecuidant du chef de l'Empire. La diplomatie cubaine va avoir du pain sur la planche et devra jouer fin pour faire comprendre à cette administration que la notion d' « égalité souveraine des États » n'est pas qu'un vain mot, ou une notion creuse, mais qu'elle est la défense des petits face aux grands. Et si les USA ne parviennent pas à comprendre que la Révolution cubaine a de la dignité à revendre, alors ils n'ont rien compris.

Voilà, ce sont juste quelques réflexions qui me passent par l'esprit. Ceci dit, nous avons vécu aujourd'hui un moment bel et bien - j'emploie le mot, même s'il est tellement galvaudé - « historique ». Quelque chose vient de se passer, qui marque un avant et un après. Ne serait-ce que le retour de ces trois derniers géants qui rendent toute sa dignité à l'espèce humaine. J'ai eu la chance d'avoir eu à traduire, voilà maintenant si longtemps, les cinq plaidoiries que les 5 ont prononcées après avoir été condamnés, et je suis resté absolument impressionné par l'immense qualité humaine qui s'en dégageait. Et la façon dont ils ont assumé leur long calvaire m'a conforté jour après jour dans ce sentiment. Les images de la rencontre avec leurs familles m'ont fait monter des larmes aux yeux et serré la gorge, je l'avoue sans la moindre honte. Et je me dis que, tant qu'elle sera capable d'engendrer de tels géants, la Révolution cubaine a de beaux jours devant elle et qu'il n'y a pas à en désespérer, comme certains, voire beaucoup, voudraient nous en faire accroire.

J'écrivais quelques jours plus tard, le 21 décembre 2014 :

### APRÈS LE BÂTON, LA CAROTTE

Je poursuis mes petits commentaires au sujet de la reprise annoncée des relations diplomatiques avec les USA. C'est en fait, et au fond, parce que l'environnement tant intérieur (impossibilité de se représenter, donc liberté de certains choix ; pressions de plus en plus fortes de certains secteurs économiques pour pouvoir accéder au marché cubain ; réduction, du fait de son vieillissement naturel de l'extrême droite miamaise et donc de son influence, entre autres) qu'extérieur (mise à jour du modèle économique cubain – remarquons bien qu'il ne s'agit pas d'actualisation « politique » - isolement de Washington face à l'Amérique latine à cause de sa politique cubaine ; isolement face à la « communauté internationale » à cause du blocus), entre autres raisons, qu'Obama a adopté la politique que n'importe quel autre gouvernement national, dans un cas pareil, aurait adoptée depuis bien longtemps, n'était le « traumatisme » qu'a vécu et que continue de vivre la Maison-Blanche, tous partis confondus, face à cet événement insolite dans leur histoire : ne pas arriver à leur fins en plus de cinquante ans, autrement dit amener à résipiscence cette petite île de rien du tout – en étendue, puissance, population, ressources économiques, etc. – qui les brave depuis 1959. Et, pis encore, de n'en avoir pas eu les moyens. On sait comment les USA ont réglé – ou tenté de régler – des « crises » inventées de toute pièces, pour ne prendre que des faits plus récents, au Panama (1989), en Irak, en Afghanistan, en Serbie-Kosovo, en Somalie, en Libye, en Syrie, en Ukraine : en y foutant la merde, pour parler vulgairement. Or, ces moyens n'ont jamais été à la portée à Cuba en cinquante-cinq ans ! Et quand Washington y a recouru en avril 1961, à Playa Girón, le fiasco a été total...

Il y a de quoi en être véritablement traumatisé, ce qui explique le comportement obsessionnel de Washington, son attitude malade, sa – pour ainsi dire – schizophrénie vis-à-vis de Cuba. Ou, pour être plus exact, de la *Révolution cubaine*. Ce qui fait mal à l'establishment étasunien, démocrates et républicains, libéraux et conservateurs confondus, c'est la Révolution socialiste (« communiste », si l'on veut reprendre son vocabulaire) installée à ses portes et à sa barbe, comme l'avait dit Fidel quand il avait affirmé en avril 1961 qu'elle était « socialiste ». Je parle de schizophrénie au sens clinique. Si, selon le Robert, cette maladie est une « psychose caractérisée par une désagrégation psychique (ambivalence des pensées, des sentiments, conduite paradoxale), *la perte du contact avec la réalité, le repli sur soi* », eh bien, alors, les psychiatres de gouvernement, s'il en existait, auraient sous la main un des cas les plus symptomatiques et intéressants qui soient : un gouvernement qui, contrairement aux faits les plus avérés, s'enferme dans une conduite d'échec pendant cinquante-cinq ans ! Alors, qu'on ne me parle pas de « courage » d'Obama (non rééligible, il n'a rien à perdre). *Il a tout simplement fait preuve de bon sens*. L'entêtement inutile de Washington par rapport à La Havane en faisait la risée du monde, et les super-puissants n'aiment pas du tout qu'on les tourne en ridicule. Un petit exemple : il faisait presque pitié, le pauvre ambassadeur étasunien de service auprès des Nations Unies qui devait ressasser, année après année, la même plaidoirie éculée quand l'Assemblée générale débattait de la résolution cubaine sur la levée du

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

blocus, manier une langue de bois, une rhétorique passéiste pour défendre une politique que seuls son propre gouvernement et Israël appuyaient... Obama l'a d'ailleurs reconnu : quand une politique ne fonctionne pas pendant cinquante-six ans, il faut en changer. Washington y a mis du temps, c'est vrai, mais il s'en est finalement convaincu. *Ce qu'a fait la Maison-Blanche, c'est tout simplement changer son fusil d'épaule.* Ce que le reste du monde voyait depuis belle lurette, ce à quoi, je présume, ses alliés occidentaux l'incitaient en conciliabules secrets et ce que n'importe quelle autre diplomatie un peu moins bornée aurait compris bien avant.

Je tiens tout de même à signaler que si cette politique – erronée, certes, compte tenu de l'interlocuteur, ou de l'adversaire – n'a jamais fonctionné, c'est qu'il y avait, qu'il y a toujours en face une Révolution cubaine, et donc une diplomatie, qui, en premier lieu, n'a jamais transigé sur les principes, ne s'est jamais inclinée, ne s'est jamais laissé leurrer par les appeaux qu'on lui tendait, qui a eu même des audaces inouïes – entre autres, voler au secours de l'Angola envahi par Mobutu et les racistes sud-africains et contribuer décisivement à modifier du tout au tout la donne en Afrique australe (Namibie, Afrique du Sud), autrement dit, faire pour une très bonne cause ce que l'Occident a toujours fait pour de très mauvaises – qui a agi avec une intelligence et une habileté suprêmes à chaque moment, et qui a derrière elle, faut-il le souligner ? un peuple capable de résister au pire pour défendre sa souveraineté, son indépendance et sa dignité, voire sa propre existence de nation. Et puis aussi, même si on ne parle plus guère de lui, un de ces géants qui n'apparaissent que de loin en loin dans l'histoire, autrement dit Fidel, en qui, précisément, tout un peuple s'est incarné parce qu'il représentait l'intérêt le plus essentiel de Cuba et résumait le combat maintenant séculaire d'un peuple pour son indépendance et sa liberté.

Ceux qui reprochent à Obama d'avoir cédé à la « tyrannie », ou « dictature des Castro » ont raison, et n'ont tort que sur un point : affubler cet épithète éculée à ce qui est avant tout la Révolution du peuple cubain. Ceci dit, oui, Obama a cédé, parce qu'il n'avait pas d'autre solution – ce sur quoi les commentateurs internationaux se gardent bien d'épiloguer.

Mais cet accès de bon sens, cette sortie de la schizophrénie ne veulent pas dire pour autant que le patient est guéri, qu'il a recollé au réel, autrement dit que Washington va enfin reconnaître La Havane comme un égal, que les négociations vont s'engager sur un pied d'égalité. Tant s'en faut ! Sur ce plan, Obama est aussi malade que ses dix prédécesseurs à la Maison-Blanche, et son discours du 17 décembre ne laisse place à aucune ambiguïté. *La politique change, certes. L'objectif final, non. Les moyens se modifient, les mêmes visées persistent.* Il s'agit aujourd'hui comme hier de liquider ce chancre à portée des côtes étasuniennes, d'éliminer cette Révolution qui continue de faire voir rouge à l'establishment, tous partis confondus, d'extirper cette Révolution qui n'a pas renoncé au socialisme en plein apogée du néolibéralisme en Occident. Il s'agit de la faire changer. Nouvel avatar, sans doute, de ce fameux *change* dont Obama nous a rebattus les oreilles pendant sa première campagne électorale et dont la population étasunienne n'a vu que de maigres bribes.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

J'analyse les points clefs de ce prétendu « changement ». Je me fonde pour ce faire, non sur le discours qu'Obama a prononcé devant je ne sais trop quel auditoire (et que reproduit en entier le journal *Granma*, en parallèle à celui de Raúl) mais sur le *texte offert par le service de presse de la Maison-Blanche*, sur le site correspondant où l'on parle de lui à la troisième personne et où les mesures sont annoncées bien plus en détail. Il ne coïncide pas avec le discours « officiel », sauf quelques rares paragraphes, il est bien moins « mielleux » et diplomatique, il est bien plus précis sur certains points où les anciennes méthodes ont toujours cours. Pour les besoins de ce livre, je le joins en parallèle entre crochets pour qu'on puisse comparer. Le document affirme d'entrée :

« Il est clair que des décennies d'isolement de Cuba par les États-Unis ne nous ont pas permis d'atteindre notre *objectif permanent* : *promouvoir* l'émergence d'une Cuba démocratique, prospère et stable. »

[LE PRÉSIDENT. Bonjour. Aujourd'hui, les États-Unis d'Amérique modifient leurs relations avec le peuple cubain.

Opérant les changements les plus marquants de notre politique en plus de cinquante ans, nous mettrons fin à une approche dépassée qui, pendant des décennies, a échoué à faire progresser nos intérêts et au contraire nous commencerons à normaliser les relations entre nos deux pays. Nous tentons par ces changements de créer davantage d'occasions pour les peuples étasunien et cubain, et ouvrons un nouveau chapitre parmi les nations des Amériques.]

Cartes sur table, donc. Quand on sait que ce terme « démocratique » signifie dans l'*establishment* la démocratie telle qu'il l'entend, lui, et que le socialisme est par définition antidémocratique, on comprend tout. Ceci dit, je ne vois pas pourquoi et au nom de quel droit la Maison-Blanche voudrait « promouvoir » quoi que ce soit à Cuba. Celle-ci a-t-elle jamais cherché à promouvoir, par exemple, un peu moins de racisme aux États-Unis, ou un peu plus d'égalité entre les quarante-six millions de pauvres et les quelques dizaines ou centaines de milliardaires. Je pourrais citer bien d'autres traits saillants de la société étasunienne. « Prospère », c'est précisément le socialisme que la nouvelle direction cubaine, et le peuple cubaine avec elle, entend atteindre. Quant à ce « stable », il est bel et bien la preuve de la langue de bois que parle Washington : parce que j'aimerais bien savoir quel pays au monde est plus « stable » que Cuba depuis cinquante-six ans !

« Notre politique à l'égard de Cuba, qui remonte à loin, nous a parfois coupé de nos partenaires régionaux et internationaux, réduit notre capacité d'influence sur tout le continent et nous a empêchés d'utiliser toute la gamme d'instruments dont nous disposons pour *promouvoir des changements positifs à Cuba*. Bien que cette politique ait été fondée sur les meilleures intentions, elle a eu peu d'impact : aujourd'hui, tout comme en 1961, Cuba est gouvernée par les Castro et le parti communiste. »

[L'histoire entre les États-Unis et Cuba est compliquée. Je suis né en 1961, deux ans après que Fidel Castro a pris le pouvoir à Cuba, et quelques mois après l'invasion de la baie des Cochons qui avait tenté de renverser son régime. Dans les décennies suivantes, les relations entre nos pays ont eu pour toile de fond la Guerre froide, et l'opposition

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

résolue des États-Unis au communisme. Nous sommes séparés par à peine cent quarante kilomètres. Mais, année après année, une barrière idéologique et économique s'est renforcée entre nos deux pays.

*Entre temps, la communauté d'exilés cubains aux États-Unis faisait une contribution énorme à notre pays, en politique et en affaires, en culture et en sport. Comme les immigrants d'avant, les Cubains ont aidé à refaire les États-Unis, même s'ils soupiraient douloureusement pour la terre et les familles qu'ils avaient laissées derrière eux. Tout ceci a lié les États-Unis et Cuba dans une relation unique, à la fois de famille et d'adversaire.*

*Les États-Unis sont fiers d'avoir appuyé la démocratie et les droits de l'homme à Cuba tout au long de ces cinq décennies. Nous l'avons d'abord fait moyennant des politiques qui visaient à isoler l'île, en interdisant les voyages et le commerce les plus essentiels dont les Étatsuniens peuvent bénéficier partout ailleurs. Et, quoique cette politique ait été ancrée dans les meilleures intentions, aucune autre nation ne s'est jointe à nous pour imposer ces sanctions et celles-ci n'ont eu d'autre effet que de fournir au gouvernement cubain des raisons pour imposer des restrictions à son peuple. Cuba est toujours gouverné par les Castro et le parti communiste qui sont arrivés au pouvoir voilà un demi-siècle.]*

Donc, constat d'échec sur toute la ligne ! Ce paragraphe renchérit en fait sur le précédent : les États-Unis considèrent comme allant absolument de soi, voire quasiment comme un devoir, de « promouvoir » des changements à Cuba. On ne sort pas de la vision selon laquelle le socialisme est un bubon qu'il faut extirper, une anomalie, une monstruosité. Et si le capitalisme était justement, lui, le monstrueux, le tératologique ? Ne posez pas cette question à Obama, il vous prendra pour un fou...

« Nous ne pouvons continuer de faire pareil et en attendre un résultat différent. Tenter de pousser Cuba à la débâcle ne sert pas les intérêts des États-Unis ni ceux du peuple cubain. Nous savons, par expérience durement apprise, qu'il vaut mieux encourager et appuyer des réformes qu'imposer des politiques qui convertiront un pays en un État en banqueroute. Par les actions que nous entreprenons aujourd'hui, nous appelons Cuba à libérer le potentiel de onze millions de Cubains en mettant fin aux restrictions stériles qui frappent leurs activités politiques, sociales et économiques. C'est dans cet esprit que nous ne permettrons pas que les sanctions étasuniennes viennent s'ajouter au fardeau qui pèse déjà sur les citoyens cubains que nous cherchons à aider. »

*[Vous qui vous opposez aux mesures que j'annonce aujourd'hui, je dis que je respecte votre passion et partage votre engagement envers la liberté et la démocratie. La question est de savoir comment promouvoir cet engagement. Je ne crois pas que nous puissions continuer de faire la même chose que durant ces cinq décennies et en attendre un résultat différent. Qui plus est, tenter de pousser Cuba à la débâcle ne sert pas les intérêts des États-Unis ni ceux du peuple cubain. Même si cela avait marché – et cela n'a pas marché durant cinquante ans – nous savons, par expérience durement apprise, que les pays bénéficieraient plus probablement d'une transformation durable si leurs peuples ne sont pas plongés dans le chaos. Nous appelons Cuba à libérer le potentiel de onze millions de Cubains en mettant fin aux restrictions stériles qui frappent leurs activités politiques, sociales et économiques. C'est dans cet esprit que nous ne permettrons pas que les*

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

*sanctions étasuniennes viennent s'ajouter au fardeau qui pèse déjà sur les citoyens cubains que nous cherchons à aider.]*

Petit commentaire (pour ne pas épiloguer sur ce droit de s'ingérer dans les affaires intérieures de Cuba) : la petite expression : « par expérience durement apprise » (que, curieusement, la version espagnole sur ce même site omet) résonne sinistrement dans la bouche d'Obama, fait même froid dans le dos, car, ce me semble, ce sont plutôt les Syriens, pour ne citer que le dernier exemple en date, qui font bel et bien cette « dure expérience » de la volonté des États-Unis et de l'Union européenne d' « imposer des politiques qui convertiront un pays en un État en banqueroute ».

« Aujourd'hui, nous sommes en train de renouveler notre leadership dans les Amériques. Nous avons choisi de couper les ancres du passé, parce qu'il est absolument nécessaire d'instaurer un meilleur avenir pour nos intérêts nationaux, pour le peuple étasunien et pour le peuple cubain. / Depuis que je suis entré en fonction (*à partir de là, le texte dit : « le président Obama » ; je remets la première personne pour faciliter les choses*) en 2009, j'ai adopté des mesures pour contribuer à ce que le peuple cubain soit en mesure de mieux contrôler sa vie et de décider de l'avenir de son pays. J'annonce donc de nouvelles mesures pour en finir avec notre approche dépassée et *promouvoir à Cuba un changement plus réel* dans le droit fil de l'appui que les USA apportent au peuple cubain et en conformité avec *nos intérêts de sécurité nationale* ».

*[Enfin, notre changement politique envers Cuba intervient à un moment où notre leadership se renouvelle dans les Amériques. En avril prochain, nous sommes prêts à ce que Cuba rejoigne les autres nations du continent au Sommet des Amériques. Mais nous insisterons pour que la société civile nous rejoigne de sorte que ce soient les citoyens et non seulement les dirigeants, qui façonnent notre avenir. Et j'appelle tous mes compagnons dirigeants à donner un sens à l'engagement envers la démocratie et les droits de l'homme qui apparaît au cœur même de la Charte interaméricaine. Laissons derrière nous l'héritage à la fois de la colonisation et du communisme, la tyrannie des cartels de la drogue, les dictateurs et les élections frauduleuses. Un avenir de plus de paix, de sécurité et de développement démocratique est possible si nous travaillons de concert, non pour conserver le pouvoir, non pour garantir des droits acquis, mais au contraire pour faire avancer les rêves de nos citoyens.]*

Commentaire : encore une fois, on le constatera aisément, l'ingérence dans les affaires intérieures de Cuba s'étale avec une béatitude ravie, comme une évidence qui coule de source. Nous ne sortons pas du ton pontifiant du donneur de leçons qui indique aux autres comment ils doivent vivre... Je ne vois pas, par ailleurs, en quoi Cuba a à en voir avec la « sécurité nationale » des États-Unis ! Sans parler de cette obsession maniaque pour le « leadership » (sans doute parce qu'il a du plomb dans l'aile...).

Après avoir recensé en détail la liste des réformes qu'Obama a adoptées (ce qui différencie ce texte-ci de l'allocution officielle), le document reprend le fil du discours essentiel, ce qui l'intéresse de plus près, de toute évidence :

« Une approche cruciale de notre engagement accru inclura la poursuite de l'appui que les États-Unis apportent résolument à l'amélioration des droits de l'homme et des

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

réformes démocratiques à Cuba. La promotion de la démocratie soutient les droits de l'homme universels en renforçant la société civile et le droit des personnes de parler librement, de se réunir pacifiquement et de s'associer, et en appuyant la capacité du peuple de décider librement de son avenir. Nos efforts viseront à promouvoir l'indépendance du peuple cubain de sorte *qu'il n'ait plus à compter sur l'État cubain.* »

La cantilène au sujet des droits de l'homme que promeuvent les États-Unis dans le monde entier est si rabâchée, si en désaccord avec les faits les plus patents, si remplie de couacs, qu'elle ne peut que gruger les sots et qu'elle ferait rire si la réalité qui gît par-dessous n'était si tragique. Sinon, demandez leur avis sur la manière dont les USA exportent leur démocratie aux Syriens, aux Libyens, aux Afghans, et j'en passe, ou au sujet des droits à l'homme à la sauce étasunienne, sans parler des détenus de Guantánamo, des tortures avalisées par un président et son vice-président, qui en redemande même... Quant à la dernière phrase, elle ne peut sortir que de l'idée d'un néolibéral étasunien à tout crin. Des milliards de miséreux et de gueux de par le monde souhaiteraient avoir la chance de pouvoir compter sur leur gouvernement, s'il était à l'image de celui de Cuba ! L' « État-providence » est bien évidemment une vieille lune pour tous ces millionnaires qui siègent au Congrès des États-Unis. Mais pourquoi s'en étonner ? Les mots le disent bien : le socialisme fait du « social », le capitalisme fait, lui, du « capital ». Dans son allocution du 20 décembre devant l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, Raúl répond directement à cet argument qui, symptomatiquement, omet les autres pans des droits de l'homme. Pour Obama et les siens, n'existent que les droits civils. Leur amnésie est totale sur les autres droits ! Raúl ne les oublie pas, lui : « Nous continuerons de promouvoir la jouissance, par toutes les personnes, des droits de l'homme, *dont les droits économiques, sociaux et culturels*, ainsi que le droit des peuples à la paix et à l'autodétermination. »

« Le Congrès étasunien *finance des programmes de démocratie à Cuba* afin de fournir une aide humanitaire, de promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales, et appuyer le libre flux d'informations là où il est restreint et censuré. *L'administration continuera de mettre en œuvre les programmes étasuniens visant à promouvoir un changement positif à Cuba* et nous encouragerons des réformes dans nos rencontres de haut niveau avec des fonctionnaires cubains. »

Cela va s'en dire, bien entendu, mais mieux encore en le disant (ce qu'Obama ne fait pas dans son allocution officielle) ! Bref, nous allons engager des conversations pour voir si nous renouons des relations diplomatiques brisées par les USA depuis début janvier 1961, mais nous continuerons de financer à grand renfort de millions des programmes subversifs visant à imposer à la société cubaine nos propres conceptions du monde et notre vision de la société... Le vrai changement aurait été de renoncer à cette ingérence dont on parle, encore une fois, comme si cela allait de soi. Que dirait-on au Congrès étasunien ou à la Maison-Blanche si la Révolution cubaine décidait à son tour de financer des programmes subversifs parce que la société étasunienne ne lui plaît pas – et Dieu sait si elle laide, voire repoussante, sous bien des aspects, au point que, en comparaison, la cubaine a tous les dehors de Mona Lisa ?

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

« Les États-Unis encouragent toutes les nations et toutes les organisations à engager un dialogue diplomatique avec le gouvernement cubain afin de saisir toutes les occasions, publiques et privées, d'appuyer le respect accru des droits de l'homme et des libertés fondamentales à Cuba. »

Les États-Unis se sentent-ils si seuls dans leur combat permanent contre Cuba qu'ils veulent recourir à leur dernière lubie : la « coalition de nations » ? Pourquoi ne balaient-ils pas d'abord tout seuls leur propre palier en matière de droits de l'homme ?

« En fin de compte, c'est le peuple cubain qui conduira les réformes économiques et politiques. Voilà pourquoi le président Obama a pris des mesures pour accroître le flux de ressources et d'information à l'adresse des citoyens cubains ordinaires en 2009, en 2011, et maintenant. Le peuple cubain mérite le soutien des États-Unis et de l'ensemble de la région qui s'est engagée à promouvoir et à défendre la démocratie par la Charte démocratique interaméricaine. »

Ici conclut le texte que je cite. Bel hommage de la part d'un président « capitaliste » au système socialiste cubain que cette reconnaissance que c'est le peuple qui conduit les réformes économiques et politiques ! Mais se rend-il même compte (ou celui qui rédige ses discours) que, là, sa langue de bois fourche ? Car personne ne me fera croire que c'est le « peuple étasunien » qui conduit ces mêmes réformes aux États-Unis ! Là-bas, elles sont aux mains des millionnaires – ils le sont presque tous, j'insiste sur ce point – qui siègent au Congrès, des richissimes banquiers, des présidents aux poches bien remplies des transnationales parfois plus riches que bien des États du monde... Cette péroraison entre d'ailleurs en contradiction avec le reste de l'allocution qui insiste à maintes reprises sur le droit des États-Unis de s'en mêler ! Mais pourquoi s'en étonner au fond ? Les États-Unis, comme le prouve l'histoire, se mêlent, hélas, depuis deux siècles des affaires de Cuba...

Par rapport à l'allocution officielle, le texte du service de presse de la Maison-Blanche que je cite omet, entre autres, l'hommage que rend Obama aux médecins cubains partis lutter contre l'épidémie à virus Ébola en Afrique de l'Ouest (on attend toujours, d'ailleurs, que les pays qui se sont engagés à fournir ne serait-ce que des financements le fassent). Soit dit en passant, sur ce point précis, Obama se garde bien de signaler – le sait-il, d'ailleurs ? – que l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui chapeaute cette bataille contre l'Ébola, n'est pas encore arrivée à payer le séjour des médecins cubains, à cause des entraves mises par le blocus étasunien aux transactions et virements ayant Cuba pour destinataire, et que, à l'inverse des règles du jeu préétablies, c'est le gouvernement cubain qui doit s'en charger !

*[Chaque fois que nous pourrons avancer relativement à des intérêts communs, nous le ferons sur des points tels que la santé, la migration, le contre-terrorisme, le trafic de drogues et la réponse aux catastrophes. De fait, nous avons constaté auparavant les avantages de la coopération entre nos deux pays. C'est un Cubain, Carlos Finlay, qui a découvert que les moustiques étaient les vecteurs de la fièvre jaune ; ses travaux ont aidé Walter Reed à la combattre. Cuba a envoyé des centaines de travailleurs de la santé en Afrique pour combattre l'Ébola, et je crois que les travailleurs de la santé étasuniens et*

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

*cubains devraient œuvrer coude à coude pour empêcher la dissémination de cette maladie mortelle.]*

Le service de presse évoque aussi d'autres points du discours officiel d'Obama, qui constituent à nouveau, contrairement au sobre discours prononcé à la même heure par Raúl, une ingérence ouverte dans les affaires intérieures de Cuba.

*« Mais je ne me fais pas d'illusions au sujet des obstacles à la liberté auxquels se heurte constamment le citoyen cubain. Les États-Unis estiment qu'aucun Cubain ne doit être harcelé, arrêté ou passé à tabac rien que pour exercer le droit universel de faire entendre sa voix. Et nous continuerons d'appuyer la société civile là-bas. / Bien que Cuba ait fait des réformes pour ouvrir peu à peu son économie, nous continuons de penser que les travailleurs cubains doivent avoir le droit de créer leurs syndicats et les citoyens avoir la liberté de participer aux processus politiques. »*

*[Ce paragraphe coïncide textuellement avec celui du discours officiel.]*

On reste vraiment pantois devant de telles affirmations ! « La liberté de participer aux processus politiques »... Nouvel exemple de la langue de bois maniée généreusement à la Maison-Blanche, soit par mauvaise volonté soit par ignorance crasse, et que démentent les faits les plus patents de la réalité politique cubaine. Les Cubains ont leur mot à dire – et ils le disent – sur toutes les grandes réformes qui ont jalonné l'histoire de la Révolution, à commencer par l'analyse dans tout le pays par l'ensemble de la population de la Constitution adoptée ensuite en 1976 dans le cadre d'un referendum, en passant par toutes les grands lois, qui sont débattues par des millions de personnes sur tous les lieux de travail, dans tous les quartiers, dans toutes les organisations de masses, et amendées en conséquence, pour en arriver aux derniers débats sur les Orientations de la politique économique et sociale ou sur le Code du travail. Ou trouve-t-on de tels débats aux États-Unis ? Je le répète : mauvaise foi ou ignorance crasse !

Dans son discours officiel, Obama affirme :

*[Les États-Unis tendent une main amicale au peuple cubain. Certains de vous nous ont vus comme une source d'espoir, et nous continuerons de briller comme une lumière de liberté. D'autres nous ont vus comme la tentative de l'ancien colonisateur de contrôler votre avenir. José Martí a dit : « La liberté est le droit de tout homme d'être honnête. » Aujourd'hui, je veux être honnête envers vous. Nous ne pourrons jamais supprimer l'histoire entre nous, mais nous croyons que vous devriez être autonomisés pour vivre dans la dignité et l'autodétermination. Les Cubains ont l'habitude dire : « No es fácil », ce n'est pas facile. Aujourd'hui, les États-Unis veulent être un partenaire pour rendre la vie des Cubains moyens un peu plus facile, plus libre, plus prospère.]*

Je passe sur le mauvais goût consistant à citer José Martí au sujet de la liberté : « *Libertad es el derecho que todo hombre tiene a ser honrado...* », qui se traduit, en partant du contexte original et de l'idée profonde qui le sous-tend, non comme Obama l'interprète littéralement : « La liberté est le droit qu'à tout homme d'être honnête », mais comme : « La liberté est le droit de tout homme à la dignité... ». Et le contexte original est celui de la revue pour enfants, *La Edad de Oro*, dans l'article intitulé « Trois héros », autrement dit Bolivar, Hidalgo et San Martín, où Martí évoque les guerres

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

d'Indépendance latino-américaines contre la couronne espagnole. Je pourrais citer, moi, des centaines de phrases et de longs paragraphes où Martí, alors que Cuba est toujours colonie espagnole, alerte ses compatriotes et ses contemporains latino-américains contre la menace à leur liberté que représente la puissance étasunienne alors en plein essor ! Soit dit en passant, et Obama doit bien le reconnaître par la bande en avouant que la politique étasunienne depuis plus de cinquante ans a fait fiasco, s'il y a quelque chose que le peuple cubain a à revendre, c'est bel et bien la dignité ! Que lui a apportée, ne lui en déplaît, la Révolution socialiste cubaine !

Donc, applaudissons au « bon sens » d'Obama et à sa nouvelle politique, qui arrondira forcément les angles entre Cuba et les États-Unis, qui facilitera les choses et améliorera la vie des Cubains, et, surtout, qui allègera un peu la pression qu'exerce depuis plus d'un demi-siècle sur la population cubaine le « géant aux bottes de sept lieues »... Ça, c'est aussi du Martí, du bon, du vrai, qui affirmait dans un de ses textes les plus prémonitoires et les plus prophétiques (et, pourquoi ne pas le dire, l'un des plus splendidement écrits), « Notre Amérique », alertant de nouveau les Latino-Américains :

*Le villageois vaniteux croit que le monde entier est son village, et, pourvu qu'il en reste le maire, ou qu'il mortifie le rival qui lui a chipé sa fiancée, ou que ses économies croissent dans sa cagnotte, il tient pour bon l'ordre universel, sans rien savoir des géants qui ont sept lieues à leurs bottes et peuvent lui mettre la botte dessus, ni de la mêlée dans le Ciel des comètes qui vont par les airs, endormies, engloutissant des mondes. Ce qu'il reste de village en Amérique doit s'éveiller. Notre époque n'est pas faite pour se coucher le foulard sur la tête, mais les armes en guise d'oreiller, à l'instar des vaillants de Juan de Castellanos : les armes du jugement, qui vainquent les autres. Tranchées d'idées valent mieux que tranchées de pierre.*

Ces « tranchées d'idées », dont Fidel avait fait la pierre de touche de la politique et de la diplomatie cubaines quand il occupait le devant de la scène, ont précisément permis aux Cubains de résister et de défendre leur conquête, et elles le seront encore plus nécessaires à l'entrée de cette nouvelle étape où celui qui reste, soyons-en conscients, leur ennemi par ses visées profondes va remiser le bâton pour agiter la carotte. Sur ce plan, l'*establishment* ne s'y trompe pas : il a parfaitement compris ce dont il s'agit, et il est comme un seul homme derrière son président. Je n'en veux pour preuve que ces affirmations d'un des présidentiables pour le Parti républicain, Ron Paul, au cours d'un débat avec un autre des aspirants, d'origine cubaine, Marco Rubio, scandalisé par l'attitude d'Obama : « *Communism can't survive the captivating allure of capitalism. Let's overwhelm the Castro regime with iPhones, iPads, American cars, and American ingenuity.* » Soit : « Le communisme ne peut survivre à l'attrait du capitalisme. Ensevelissons le régime castriste sous les iPhones, les iPads, les voitures américaines et l'ingéniosité américaine. »

Qu'on ne s'attende à guère mieux du côté de son adversaire en miroir, le Parti démocrate. Celle qui a toutes les chances de devenir son candidat à la présidence, Hillary Clinton, affirme de son côté, après avoir félicité Obama de sa décision et dans le droit fil des idées du locataire de la Maison-Blanche :

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

*« Malgré les bonnes intentions, notre politique d'isolement qui dure depuis des décennies n'a fait que renforcer l'emprise du régime castriste. Comme je l'ai dit précédemment, la meilleure façon de pousser au changement à Cuba, c'est de mettre sa population en contact avec les valeurs, l'information et le confort matériel du monde extérieur. L'objectif d'un engagement accru des États-Unis dans les jours et les années à venir doit être d'inciter à mettre en place des réformes véritables et durables pour le peuple cubain. Et les autres pays du continent américain devraient participer à cette entreprise. »*

Que pense-t-on en face, de l'autre côté du golfe du Mexique ? La Révolution cubaine l'a dit haut, net et clair, hier, dans l'allocution de très haute tenue prononcée par Raúl devant l'Assemblée nationale du pouvoir populaire :

*De profondes différences séparent les gouvernements étasunien et cubain, entre autres des conceptions distinctes sur l'exercice de la souveraineté nationale, sur la démocratie, sur les modèles politiques et sur les relations internationales.*

*Nous réitérons notre disposition à un dialogue respectueux et réciproque sur nos divergences. Nous avons des convictions arrêtées et de nombreuses inquiétudes sur ce qu'il se passe aux États-Unis en matière de démocratie et de droits de l'homme, et si nous acceptons de discuter, à partir des fondements déjà énoncés, de n'importe quel point que les États-Unis voudraient aborder, eh bien nous le ferons, sur les réalités d'ici, mais aussi sur celles de là-bas.*

*Que l'on ne prétende pas, pour une amélioration de ses relations avec les États-Unis, que Cuba renonce aux idées pour lesquelles elle a lutté plus d'un siècle durant, pour lesquelles son peuple a versé beaucoup de sang et au nom desquelles elle a couru les plus grands périls !*

*Que l'on comprenne bien que Cuba est un État souverain, dont le peuple a voté librement par référendum une Constitution qui a décidé de son cap socialiste et de son système politique, économique et social ! (Applaudissements.)*

*De la même manière que nous n'avons jamais demandé aux États-Unis de changer leur système politique, de la même manière nous exigeons qu'ils respectent le nôtre !*

Le contentieux est lourd, très lourd, et la seule bonne volonté ne suffit pas. Raúl avertit aussi que la levée du blocus sera une longue bataille. Il aurait pu citer un autre point extrêmement épineux, dont nul ne parle mais tout le monde sait toutefois qu'il sera une pierre d'achoppement : la base navale de Guantánamo, occupée depuis maintenant plus d'un siècle au déni de la lettre et de l'esprit du droit international, et dont le sort est encore plus ardu à régler du moment que les États-Unis l'ont convertie en un infâme lieu de non-droit... On ne voit vraiment pas comment des relations normales pourront s'établir tant que les États-Unis ne rendront pas à Cuba le territoire qu'ils occupent dans l'une de ses plus grandes baies !

En tout cas, on ne saurait mieux dire que ne l'a dit Raúl : la Révolution cubaine discutera de tout sur un pied d'égalité, comme elle n'a cessé, d'ailleurs, de le répéter depuis toujours. Les États-Unis en sont-ils capables ? La balle est dans leur camp.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Je reproduis ci-dessous la traduction intégrale de la Note d'information publiée par le service de presse que je viens de commenter : elle s'avère bien plus précise, bien plus complète dans l'étalage des intentions de l'administration Obama et explique bien mieux les tenants et les aboutissants de sa décision, qui vise, il est bon de le redire une nouvelle fois, à atteindre le même objectif stratégique par des tactiques différentes :

La Maison-Blanche

Bureau du secrétaire de presse

Pour publication immédiate

17 décembre 2014

### NOTE D'INFORMATION

#### **ADOPTER UNE NOUVELLE LIGNE DE CONDUITE VIS-À-VIS DE CUBA**

Les États-Unis adoptent aujourd'hui des mesures historiques pour prendre un nouveau cap dans leurs relations avec Cuba, ainsi que pour s'attacher le peuple cubain et l'autonomiser. Nous sommes séparés par cent quarante-quatre kilomètres de mer, mais nous sommes unis par les relations existant entre les deux millions de Cubains et d'Américains descendants de Cubains vivant aux États-Unis, et les onze millions de Cubains qui partagent les mêmes espoirs d'un avenir plus constructif pour leur pays.

Il est clair que des décennies d'isolement de Cuba par les États-Unis ne nous ont pas permis d'atteindre notre objectif permanent : promouvoir l'émergence d'une Cuba démocratique, prospère et stable. Notre vieille politique à l'égard de Cuba nous a parfois coupés de nos partenaires régionaux et internationaux, a réduit notre capacité d'influence sur tout le continent et nous a empêchés d'utiliser toute la gamme d'instruments dont nous disposons pour promouvoir un changement constructif à Cuba. Bien que cette politique ait été fondée sur les meilleures intentions, elle a eu peu d'effets : aujourd'hui, tout comme en 1961, Cuba est gouvernée par les Castro et le parti communiste.

Nous ne pouvons continuer de faire pareil et en attendre un résultat différent. Tenter de pousser Cuba à la débâcle ne sert pas les intérêts des États-Unis ni ceux du peuple cubain. Nous savons, par expérience durement apprise, qu'il vaut mieux encourager et appuyer des réformes qu'imposer des politiques qui convertiront un pays en un État en banqueroute. Par les actions que nous entreprenons aujourd'hui, nous appelons Cuba à libérer le potentiel de onze millions de Cubains en mettant fin aux restrictions stériles qui frappent leurs activités politiques, sociales et économiques. C'est dans cet esprit que nous ne permettrons pas que les sanctions étasuniennes viennent s'ajouter au fardeau qui pèse déjà sur les citoyens cubains que nous cherchons à aider.

Aujourd'hui, nous sommes en train de renouveler notre leadership dans les Amériques. Nous avons choisi de couper les ancrés du passé, parce qu'il est absolument nécessaire d'instaurer un meilleur avenir pour nos intérêts nationaux, pour le peuple étasunien et pour le peuple cubain.

#### **Composantes clefs de l'actualisation de notre approche politique**

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Depuis qu'il est entré en fonction en 2009, le président Obama a adopté des mesures pour contribuer à ce que le peuple cubain soit en mesure de mieux contrôler sa vie et de décider de l'avenir de son pays. Aujourd'hui, le président a annoncé de nouvelles mesures pour en finir avec notre approche dépassée et promouvoir à Cuba un changement plus réel dans le droit fil de l'appui que les USA apportent au peuple cubain et en conformité avec leurs intérêts de sécurité nationale. Les principaux éléments de cette nouvelle approche présidentielle sont, entre autres, les suivants :

### *Établir des relations diplomatiques avec Cuba*

Le président a donné des instructions au secrétaire d'État pour qu'il engage sans délai des discussions avec Cuba afin de rétablir les relations diplomatiques rompues en janvier 1961.

Dans les prochains mois, nous rouvrirons une ambassade à La Havane et engagerons des échanges et des visites de haut niveau entre nos deux gouvernements dans le cadre de cette normalisation. À titre de mesure initiale, le secrétaire d'État adjoint aux Affaires interaméricaines conduira la délégation étasunienne au prochain cycle de conversations sur la migration qui se tiendra en janvier 2015 à La Havane.

L'engagement des États-Unis sera, le cas échéant, de nature critique et impliquera un appui résolu et permanent à l'amélioration des droits de l'homme et aux réformes démocratiques à Cuba, ainsi que l'adoption d'autres mesures visant à améliorer les conditions du peuple cubain.

Les États-Unis travailleront aux côtés de Cuba sur des points d'intérêt mutuel et allant dans le sens de leurs intérêts nationaux, tels que la migration, le combat contre le trafic de drogues, la protection de l'environnement et la traite d'êtres humains, entre autres.

### *Ajuster les réglementations pour autonomiser plus efficacement le peuple cubain*

Les changements annoncés aujourd'hui seront bientôt mis en œuvre grâce à des amendements apportés aux réglementations des départements du Trésor et du Commerce. Notre nouvelle politique nous permettra de mieux atteindre notre objectif : autonomiser la population cubaine.

Nos politiques concernant les voyages et les envois de fonds aident les Cubains à accéder à d'autres sources d'information et à des possibilités de travail à leur compte et à la propriété privée, tout en renforçant une société civile indépendante.

Ces mesures permettront de renforcer davantage les contacts interpersonnels, de mieux appuyer la société civile à Cuba et d'accroître le flux d'information libre vers, depuis et entre les Cubains. Les personnes concernées devront respecter toutes les clauses de ces réglementations amendées, les violations de leurs termes et conditions étant punissables selon la loi étasunienne.

### *Faciliter toujours plus les voyages à Cuba dans le cadre des autorisations générales délivrées aux douze catégories légalement permises*

Des autorisations générales seront délivrées à tous les voyageurs autorisés dans les catégories déjà existantes : 1) visites familiales ; 2) questions officielles du gouvernement

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

étasunien, de gouvernements étrangers et de certaines organisations intergouvernementales ; 3) activités de journalisme ; 4) recherches et réunions professionnelles ; 5) activités éducationnelles ; 6) activités religieuses ; 7) spectacles publics, consultations de médecins, ateliers, compétitions sportives et autres, et expositions ; 8) appui au peuple cubain ; 9) projets humanitaires ; 10) activités de fondations privées ou d'instituts de recherche ou d'éducation ; 11) exportation, importation, ou transmission d'informations ou de documents d'information ; 12) certaines transactions d'exportation pouvant être autorisées aux termes des réglementations et des directives existantes.

Les personnes comprises dans ces douze catégories de voyages à Cuba légalement autorisées pourront entreprendre les démarches pertinentes à travers tout prestataire de service qui respecte les réglementations que l'*Office of Foreign Assets Control* (OFAC), rattaché au département du Trésor, a édictées au sujet des voyages à Cuba, et des autorisations générales seront accordées à cette prestation de services.

Grâce à cette nouvelle politique, il sera plus facile aux Étasuniens d'octroyer une formation aux affaires à des entrepreneurs privés cubains et à de petits agriculteurs, et de fournir d'autres appuis à la croissance du tout jeune secteur privé à Cuba. Des mesures additionnelles visant à promouvoir la croissance de l'entrepreneuriat et du secteur privé à Cuba seront analysées.

### *Faciliter l'envoi de fonds à Cuba par des Étatsuniens*

Le plafond des envois de fonds à titre général à des citoyens cubains (hormis certains fonctionnaires du gouvernement ou du parti communiste) passera de 500 à 2 000 dollars par trimestre ; les envois de dons destinés à des projets humanitaires, d'appui au peuple cubain et d'appui au développement de l'entreprise privée à Cuba n'auront plus besoin d'une autorisation spécifique.

Les expéditeurs de fonds n'auront plus besoin d'une autorisation spécifique.

Autoriser l'augmentation des ventes et exportations commerciales de certains biens et services depuis les États-Unis

Cette augmentation vise à consolider le tout jeune secteur privé à Cuba. Les autorisations à l'exportation comprendront des matériaux de construction destinés au secteur immobilier privé, des biens destinés aux entrepreneurs privés cubains et des équipements agricoles destinés aux petits agriculteurs. Grâce à ce changement, les citoyens cubains accéderont plus facilement à des biens meilleur marché pour élever leur niveau de vie et devenir plus indépendants de l'État sur le plan économique.

### *Autoriser les citoyens étasuniens à importer de nouveaux biens depuis Cuba*

Les voyageurs autorisés à aller à Cuba pourront en rapporter des biens se montant à 400 dollars, dont un maximum de 100 dollars consistera en produits combinés de tabac et d'alcool.

### *Faciliter les transactions autorisées entre les États-Unis et Cuba*

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Les institutions étasuniennes pourront ouvrir des comptes sur des institutions financières cubaines afin de faciliter les démarches concernant les transactions autorisées.

La définition réglementaire du terme légal : « paiement comptant d'avance » sera révisée dans le sens de : « paiement comptant avant transfert de titre », ce qui garantira un financement plus efficace du commerce autorisé avec Cuba.

Les personnes voyageant à Cuba pourront utiliser des cartes de crédit et de débit étasuniennes.

Ces mesures permettront d'augmenter la rapidité, l'efficacité et la surveillance des paiements autorisés entre les États-Unis et Cuba.

*Réaliser de nouveaux efforts pour accroître l'accès des Cubains aux communications et leurs capacités à communiquer librement*

Le taux de couverture d'Internet à Cuba est d'environ 5 p. 100, l'un des plus bas du monde. Les tarifs des télécommunications à Cuba sont exorbitants, et les services offerts extrêmement limités.

Les exportations commerciales de certains articles qui contribueront à la capacité du peuple cubain à communiquer avec les États-Unis et le reste du monde seront autorisées, entre autres la vente commerciale de certains dispositifs de communication au consommateur – logiciels, applications, matériels et services – et d'articles permettant l'installation et l'actualisation de systèmes de communication.

Les prestataires de télécommunications pourront établir à Cuba les mécanismes nécessaires, dont l'infrastructure, pour fournir des services commerciaux de télécommunications et d'Internet qui amélioreront les télécommunications entre les États-Unis et Cuba.

*Actualiser les sanctions contre Cuba dans des pays tiers*

Les sociétés propriété ou sous contrôle des États-Unis dans des pays tiers recevront une autorisation générale pour y prêter des services à des Cubains ou y engager des transactions financières avec eux. De plus, des autorisations générales permettront de débloquer les comptes de ressortissants cubains résidant à l'étranger ouverts sur des banques étasuniennes ; permettront aux ressortissants étasuniens de participer dans un pays tiers à des réunions et conférences professionnelles en rapport avec Cuba ; et permettront à des navires étrangers d'accoster aux États-Unis après avoir fait un certain type de commerce humanitaire avec Cuba, entre autre mesures.

*Poursuivre des discussions avec les gouvernements cubain et mexicain sur les frontières maritimes en souffrance dans le golfe du Mexique*

Les États-Unis et Cuba ont, par des accords précédents, délimité l'espace maritime entre eux dans les deux cents milles nautiques à partir de la côte. Les États-Unis, Cuba et le Mexique ont étendu la plate-forme continentale dans un secteur du golfe du Mexique où ils n'ont pas encore délimité de frontières.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Les États-Unis sont prêts à inviter les gouvernements cubain et mexicain à discuter des frontières maritimes communes dans le golfe du Mexique.

### *Entreprendre une révision du statut de Cuba comme État parrainant le terrorisme*

Le président a donné des instructions au secrétaire d'État pour qu'il engage cette révision sans délai et lui fasse rapport d'ici à six mois au sujet de l'appui de Cuba au terrorisme international. Cuba a été inscrite sur cette liste en 1982.

### *Envisager la participation de Cuba au Sommet des Amériques prévu au Panama en 2015*

Le président Obama participera au Sommet des Amériques au Panama. Les droits de l'homme et la démocratie en seront les points clefs. La société civile cubaine devrait pouvoir y participer aux côtés de celle des autres pays participant, conformément aux engagements qu'a pris la région dans le cadre de la Charte démocratique interaméricaine. Les États-Unis se félicitent de pouvoir engager un dialogue constructif avec ces gouvernements sur les principes du Sommet.

### *Attachement inébranlable à la démocratie, aux droits de l'homme et à la société civile*

Une approche cruciale de notre engagement accru inclura la poursuite de l'appui que les États-Unis apportent résolument à l'amélioration des droits de l'homme et des réformes démocratiques à Cuba. La promotion de la démocratie soutient les droits de l'homme universels en renforçant la société civile et le droit des personnes de parler librement, de se réunir pacifiquement et de s'associer, et en appuyant la capacité du peuple de décider librement de son avenir. *Nos efforts viseront à promouvoir l'indépendance du peuple cubain de sorte qu'il n'ait plus à compter sur l'État cubain.*

*Le Congrès étasunien finance des programmes de démocratie à Cuba afin de fournir une aide humanitaire, de promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales, et d'appuyer le libre flux d'informations là où il est restreint et censuré. L'administration continuera de mettre en œuvre les programmes étasuniens visant à promouvoir un changement positif à Cuba et nous encouragerons des réformes dans nos rencontres de haut niveau avec des fonctionnaires cubains.*

Les États-Unis encouragent toutes les nations et toutes les organisations à nouer un dialogue diplomatique avec le gouvernement cubain afin de saisir toutes les occasions, publiques et privées, d'appuyer le respect accru des droits de l'homme et des libertés fondamentales à Cuba.

En fin de compte, c'est le peuple cubain qui conduira les réformes économiques et politiques. Voilà pourquoi le président Obama a pris des mesures pour accroître le flux de ressources et d'information à l'adresse des citoyens cubains en 2009, en 2011, et maintenant. Le peuple cubain mérite le soutien des États-Unis et de l'ensemble de la région qui s'est engagée à promouvoir et à défendre la démocratie par la Charte démocratique interaméricaine.

J'écrivais le 6 janvier 2015, me basant encore une fois sur le document publié par le service de presse de la Maison-Blanche :

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

### AVEC QUI OBAMA VEUT-IL RENOUER DES RELATIONS DIPLOMATIQUES : AVEC LE GOUVERNEMENT CUBAIN OU AVEC LE « JEUNE SECTEUR PRIVÉ » ?

Vous trouverez ci-dessous le texte publié par le service de presse de la Maison-Blanche en anglais et en espagnol le 17 décembre, le jour même, donc, où Obama annonçait son intention de modifier la politique plus que cinquantenaire de son pays envers Cuba ; cette note, tout à fait officielle, donc, puisqu'émanant de la Maison-Blanche, détaille et précise plus longuement que ne le fait son discours officiel les différentes mesures qu'il compte prendre dans le cadre des attributions présidentielles qui sont les siennes. Un cadre « restreint », je le souligne, puisque, du jour où William Clinton a signé en 1996 la Loi Helms-Burton destinée à punir davantage la Révolution cubaine, la Maison-Blanche a renoncé en l'occurrence à l'une de ses prérogatives qui est de décider de la politique extérieure du pays. Depuis, la levée du blocus dépend du Congrès qui, à compter du 20 janvier 2015, sera contrôlé par ses adversaires républicains.

Quand vous aurez lu cette Note (sur laquelle j'ai écrit le 21 décembre d'autres réflexions : « Du bâton à la carotte »), vous ne pourrez pas ne pas vous poser la même question que celle que je pose dans mon titre ! Vous, les pauvres naïfs qui pensiez comme moi que des relations diplomatiques sont, selon la définition du Petit Robert, des « *rappports officiels que deux États établissent entre eux et qu'ils entretiennent par l'intermédiaire de missions permanentes* », détrompez-vous : la Maison-Blanche n'a en tête que le secteur qu'elle égrène, telle une litanie, tout au long de cette Note : « société civile » (cinq mentions), « secteur privé » ou, plus connoté encore, « jeune secteur privé » (cinq mentions), « privé » (dix mentions).

Je passe sur une autre marotte de la Maison-Blanche, telle que les « droits de l'homme » (sept mentions), la « démocratie » ou le « démocratique » (dix mentions), pour m'arrêter sur une autre idée qui apparaît à trois reprises, sous sa forme directe, et plus encore sous ses variantes conceptuelles : *empowerment*, un terme qui a fait florès dans les milieux onusiens et autres, mais dont le sens varie grandement en fonction du contexte. L'ONU, dans son excellente base de données multilingue, en offre plusieurs traductions : autonomisation (le plus fréquent, précise-t-elle), démarginalisation (dans un contexte socio-économique), habilitation, émancipation (juridique), responsabilisation (psycho-social), affranchissement. Le lecteur verra que je me suis décidé pour « autonomiser », « autonomisation », parce qu'il correspond le mieux à l'idée sous-jacente à cette Note (et au discours officiel d'Obama), où elle apparaît sans ambages dès la première phase : la reprise des relations diplomatiques vise à « autonomiser le peuple cubain ». On lit un peu plus loin : « Notre nouvelle politique nous permettra de mieux atteindre notre objectif : autonomiser la population cubaine. » *No comment !* Pour le lecteur qui ne saurait trop en quoi consiste cette « autonomisation »-là, les rédacteurs de la Note se refusent à le laisser dans cette incertitude, puisqu'ils tiennent à préciser à deux reprises : « ...devenir plus indépendants de l'État sur le plan économique » et « promouvoir l'indépendance du peuple cubain de sorte qu'il n'ait plus à compter sur l'État cubain ». Je renvoie le lecteur intéressé à de plus amples commentaires à mes réflexions antérieures.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Ici, tout est clair. D'autres passages le sont moins. Ainsi, dès la première phrase, ce *further engage... the Cuban people*. Il faut lire, non entre les lignes, mais entre les mots. Le verbe « *to engage* » a des significations diverses, dont, comme deuxième acception, selon le Webster : « *to attract and hold by influence or power* ». D'où mon choix de : « s'attacher le peuple cubain ». Les moyens (influence ou pouvoir) de « gagner » le peuple cubain (selon le Robert : « Obtenir (les dispositions favorables d'autrui). → s'attirer, capter, conquérir. ») sont listés un peu plus loin dans les mesures qu'annonce la Maison-Blanche. Pour quelle raison le traducteur de la version tout à fait officielle en espagnol, sur ce même site, ose-t-il renchérir au point d'écrire : « en vue de fraterniser avec le peuple cubain », je l'ignore ? Je doute en tout cas qu'à la Maison-Blanche, on considère maintenant comme un « peuple frère » un peuple qui était jusque-là et qui le reste encore, selon la justification du blocus, un « ennemi » !

Qu'on n'aille pas chinoiser, comme certains l'ont fait sur Internet, en arguant que cette Note (tout à fait officielle, puisque provenant de la Maison-Blanche) n'est pas le discours d'Obama ! Disposant d'un peu de temps, j'ai relu celui-ci. Rien de ce qu'il affirme ne contredit ni n'infirme ce que dit la Note de son service de presse, laquelle, curieusement, ou plutôt, symptomatiquement, est la seule dont le lien apparaissait directement, le 31 décembre, sur la page d'accueil de la Maison-Blanche à la rubrique Cuba, tandis qu'il faut aller chercher le discours en cliquant sur l'entrée « Discours et déclarations ».

Certes, le ton d'Obama est plus mielleux, plus diplomatique. Ainsi, on n'y trouve qu'une seule mention au « secteur privé », que deux à la « liberté » et à la « société civile », que quatre à la « démocratie », mais tout de même trois à l'« autonomisation », et sept à « liberté » et « libre »...

Quand il se contente de déclarer : « *Mais je ne me fais pas d'illusions au sujet des obstacles à la liberté auxquels se heurte constamment le citoyen cubain. Les États-Unis estiment qu'aucun Cubain ne doit être harcelé, arrêté ou passé à tabac rien que pour exercer le droit universel de faire entendre sa voix. Et nous continuerons d'appuyer la société civile là-bas* », la Note du service de presse tient à préciser, pour ne laisser place à aucune ambiguïté – à l'étranger, car à Cuba, nous savons parfaitement de quoi il parle et en quoi consiste cet appui à la « société civile », puisque nous sommes en butte à cette politique depuis des dizaines d'années – : « *Le Congrès étasunien finance des programmes de démocratie à Cuba afin de fournir une aide humanitaire, de promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales, et appuyer le libre flux d'informations là où il est restreint et censuré. L'administration continuera de mettre en œuvre les programmes étasuniens visant à promouvoir un changement positif à Cuba et nous encouragerons des réformes dans nos rencontres de haut niveau avec des fonctionnaires cubains* »

Oui, qu'on relise le discours d'Obama du 17 décembre, et l'on constatera sans mal que sa langue est tout aussi « de bois » : celle du donneur de leçons, qui s'estime en droit de juger de haut la société cubaine, comme si la sienne était un parangon de vertus ! Conclusion du lecteur : Cuba, telle qu'elle est, est inacceptable.

J'insiste, car c'est là le nœud gordien : *la Maison-Blanche veut que Cuba change selon ses désirs*. Et c'est précisément cet entêtement à faire changer Cuba qui a bloqué jusqu'ici

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

toutes les possibilités de conversations entre les deux pays, même sur des points concrets où la coopération allait dans leur intérêt. Car Obama a décidément la mémoire courte. Il veut « du passé faire table rase », mais il devrait se souvenir tout de même qu'il est président des États-Unis depuis maintenant six ans et qu'il a, tout comme ses prédécesseurs, refusé jusqu'ici la moindre discussion, sans même parler d'un accord, sur les points qu'il cite maintenant dans son discours comme quelque chose venant de son initiative : « *Là où il existe des intérêts communs – santé, migration, contre-terrorisme, trafic de drogues et réponse aux catastrophes – nous progresserons* ». Or, dès l'époque de Bush, Cuba a proposé des accords dans ce sens et a continué de le faire sous Obama, se heurtant constamment à une fin de non-recevoir. Accepter cette offre de coopération n'avait pas à passer, à la différence du blocus, par le Congrès. C'est donc au moins six ans de retard...

D'autres points de son discours méritent qu'on s'y arrête. Affirmer par exemple, au sujet de l'inscription de Cuba sur la liste des pays parrainant le terrorisme, qu'un pays qui « *renonce au terrorisme...* » ne doit pas y être, est un affront aux trois mille victimes et aux plus de deux mille mutilés qu'a provoqués à Cuba le terrorisme « made in USA » et dont aucun des auteurs, je le répète, n'a jamais été condamné, voire jugé par la justice étasunienne qui, en revanche, a infligé des peines exorbitantes aux cinq Cubains infiltrés dans les organisations terroristes de Miami justement pour prévenir leurs attentats. Et, je le redis, Obama est à la Maison-Blanche depuis six ans... Il serait bon qu'un journaliste lui demande, lors d'une prochaine conférence de presse, de citer le nom d'une seule victime du « terrorisme » cubain, aux USA ou ailleurs, en cinquante-six ans !

Cuba, donc, doit changer. Tel est le leitmotiv qui sous-tend essentiellement, et en clair, le discours d'Obama : « *Je ne m'attends pas à ce que les changements que j'annonce aujourd'hui apportent une transformation de la société cubaine du jour au lendemain.* »

Sur ce plan de l'acceptation de l'autre tel qu'il est, le blocage reste total. Et il le sera tant qu'un des locataires de la Maison-Blanche ne dira pas quelque chose d'aussi simple que ça : « D'accord, vous avez le droit d'avoir votre socialisme, comme nous, nous avons notre capitalisme. Vous avez le droit d'avoir votre système politique et économique comme nous, nous avons le nôtre. » Et j'y croirai encore plus quand ce président dira (pour ne prendre qu'un point très concret) : « Pardonnez-nous de vous avoir fait la guerre depuis cinquante-six ans, d'avoir fomenté des groupes terroristes qui ont causé plus de 3 000 morts chez vous. Mais rassurez-vous, nous allons maintenant juger sévèrement les terroristes installés à Miami que nous avons formés nous-mêmes et qui ont toujours agi impunément. Et nous allons juger le plus coupable d'entre eux, Posada Carriles, auteur de l'attentat contre un avion civil cubain qui a causé 73 morts, dont la plupart étaient des jeunes gens. » Pour ne citer, je le redis, que quelques exemples de ce que pourrait dire et faire un locataire de la Maison-Blanche pour qu'il soit (plus) crédible aux yeux des Cubains. Or, le discours officiel d'Obama ne dit rien de tout ça : il continue d'affirmer, comme tous ses prédécesseurs, que Cuba n'a pas droit à son socialisme ni même à sa Révolution et qu'elle doit changer pour être acceptable et acceptée.

Les visées d'Obama ne sont donc pas « secrètes » : elles sont étalées sur la table et sont les mêmes que celles de ses dix prédécesseurs, démocrates ou républicains. Et, pardon de

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

me redire, *elles sont une bien mauvaise base pour des négociations sur un pied d'égalité, les seules qu'acceptera la Révolution cubaine.*

C'est à peu près un mois après l'annonce de la reprise des relations à terme, le **15 janvier 2015**, que l'administration Obama fait connaître, par le biais du département du Trésor et du département du Commerce, les premières mesures concrètes qu'elle prend pour, selon les termes de la note de presse officielle correspondante, « atténuer les sanctions contre Cuba ». Il s'agit d'un texte fort difficile à comprendre pour les non-initiés tant son langage est lourdement technique et administratif, mais il permet en tout cas de saisir à quel point le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba est un lacis inextricable de mesures, un écheveau dont il est difficile de trouver la pointe pour le dévider. Quoiqu'il en soit, on peut dégager de ce premier texte un certain nombre de constantes et de visées étalées au grand jour qui traduisent le fond même des ambitions de la Maison-Blanche face à la Révolution cubaine, et qui expliquent le motif même de son changement d'épaule et de sa décision de renouer les relations diplomatiques avec celle qui a été à ce jour l'os en travers de la gorge des États-Unis.

D'entrée, donc, la note officielle des départements du Trésor et du Commerce rappelle le leitmotiv déjà utilisé par Obama : « imprimer un nouveau cours aux relations des États-Unis avec Cuba, *s'attacher le peuple cubain et l'autonomiser davantage* ». Puis elle présente un résumé des amendements apportés aux réglementations du blocus : ils faciliteront les voyages à Cuba ainsi que les prestations de voyagistes et de lignes aériennes ; ils faciliteront aussi les envois de fonds par les organismes autorisés et en élèveront les limites fixées jusque-là ; ils permettront à des institutions financières étasuniennes d'ouvrir des comptes de correspondants dans des institutions financières cubaines afin de faciliter le traitement de transactions autorisées ; ils autoriseront certaines transactions avec des ressortissants cubains vivant hors de Cuba ; ils permettront un certain nombre d'autres activités ayant à voir, entre autres domaines, avec les télécommunications, les services financiers, le commerce et la navigation. Et la note de préciser : « Les personnes devront accomplir toutes les clauses des réglementations révisées ; les violations des termes et des conditions pourraient être pénalisées selon la loi étasunienne. » Car, bien entendu, rien de tout ceci n'est libre : tout doit être autorisé par les cerbères chargés de surveiller les démarches et transactions correspondantes, autrement dit *l'Office of Foreign Assets Control* (OFAC, Office de contrôle des avoirs étrangers), rattaché au département du Trésor, et le *Bureau of Industry and Security* (BIS, Bureau de l'industrie et de la sécurité), rattaché au département de Commerce.

En ce qui concerne les voyages à Cuba, qui ne touchent, je le rappelle, que les douze catégories permises, les voyageurs autorisés n'auront plus à demander la permission chaque fois et pourront dépenser sans compter, puisque le plafond de dépenses fixé jusque-là est supprimé, et même utiliser dans l'île leurs cartes de crédit et de débit, ce qui leur était interdit jusqu'alors, encore qu'ils ne pourront rapporter aux USA que quatre cents dollars de produits cubains, dont cent en alcools et cigares...

En matière de télécommunications, un des points qui intéressent plus que d'autres la Maison-Blanche, qui voit – et ne s'en cache pas dans ses déclarations – dans Internet, les

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

réseaux sociaux et autres nouveautés technologiques un arme puissante dans la bataille idéologique qu'elle mène contre la Révolution cubaine et ses idées d'un monde différent et possible, « une nouvelle autorisation générale de l'OFAC facilitera l'établissement d'installations commerciales de télécommunications unissant des pays tiers et Cuba et à Cuba même » ; par ailleurs, les sociétés du secteur pourront exporter à échelle commerciale, sans demander l'autorisation, un certain nombre de dispositifs « qui contribueront aux capacités du peuple cubain de communiquer », autrement dit des logiciels, des applications, du matériel informatique et des services connexes, tandis que les services d'Internet concernant l'exportation et la réexportation de dispositifs de communication seront autorisés dans le cadre de l'autorisation générale que délivre l'OFAC. C'est d'ailleurs en lisant cette section de la Note officielle qu'on apprend – il est difficile de les connaître tant il y en a ! – qu'il existe un programme appelé SCP, autrement dit *Support for the Cuban People* (Appui au peuple cubain), qu'on retrouve dans les trois autres trains de mesures adoptés par l'administration Obama... Par ailleurs, les ventes à échelle commerciale de dispositifs informatiques grand public (ordinateurs, téléphones portables, téléviseurs, mémoires, dispositifs d'enregistrement et logiciels) bénéficieront d'une exception qui les autorise.

En ce qui concerne les services financiers, « des institutions de dépôt pourront ouvrir et conserver des comptes correspondants dans une institution financière appartenant à Cuba pour faciliter le traitement des transactions autorisées ».

Les envois et remises de fonds à Cuba, eux, font l'objet d'une vision politique tout à fait orientée et intéressée, comme on pourra le constater. D'une part, le plafond autorisé (car Cuba est le seul pays au monde dont les ressortissants vivant aux USA ne peuvent pas envoyer à leurs familles autant qu'ils veulent) passe de 500 à 2 000 dollars par trimestre. Mais, attention, si ce membre de votre famille est haut fonctionnaire du gouvernement cubain ou membre important du Parti communiste, ce plafond ne joue pas, puisqu'il vous est interdit de le faire ! En revanche, si ce membre de votre famille travaille à des « projets humanitaires » ou « développe des affaires privées », vous n'aurez plus besoin d'autorisation en matière d'envois de fonds et ne vous heurterez à aucun plafond. Mais, attention, là encore, ces projets doivent « favoriser directement le peuple cubain », ce qui, traduit du langage de la Maison-Blanche, veut dire que le gouvernement cubain ne doit pas y être impliqué. Mais autant citer directement les vues de l'administration Obama.

Ces projets humanitaires doivent être conçus pour favoriser directement le peuple cubain ; pour l'appuyer à travers des activités d'organisations des droits de l'homme reconnues, d'organisations indépendantes conçues pour promouvoir une transition à la démocratie rapide et pacifique, et des activités d'individus et d'organisations non gouvernementales qui stimuleraient une activité indépendante visant à renforcer la société civile à Cuba, ainsi que pour appuyer le développement d'affaires privées, dont les petites fermes.

Tout commentaire semble oiseux : les envois de fonds sans plafond sont ciblés ! Quant aux voyageurs autorisés des fameuses « douze catégories », ils pourront emporter avec eux jusqu'à dix mille dollars à titre de remises de fonds bénéficiant des familles, des organisations religieuses et des étudiants. Les institutions bancaires, elles, pourront se

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

charger des remises de fonds autorisées sans avoir à demander une autorisation spécifique. Toujours dans ce même contexte, mais sous la rubrique « Croissance des petites affaires », les nouvelles mesures de l'administration Obama autoriseront « certains projets de microfinancement et une formation à l'entreprise et aux affaires, telles des affaires privées et des opérations agricoles », ainsi que « *les importations commerciales de certains biens et services émanant d'entrepreneurs cubains indépendants* », selon une liste que publiera le département d'État. Les entreprises publiques cubaines, en revanche, n'ont toujours pas le droit d'exporter aux États-Unis.

Le fameux programme « Appui au peuple cubain » a droit à une section complète. Je le traduis dans un langage plus accessible au commun des mortels et moins rébarbatif. Les exportations et réexportations en direction de Cuba visent à aider le peuple cubain de trois manières différentes : « Améliorer ses conditions de vie et contribuer à son activité économique indépendante ; renforcer la société civile ; et améliorer les communications ». Mais, là encore, ces exportations et réexportations sont tout à fait ciblées. Il s'agira, en ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie des Cubains,

- 1) de matériaux de construction, d'équipements et d'outils destinés au secteur privé pour construire ou réparer des édifices de propriété privée, y compris des résidences de propriété privée, des affaires, des lieux de culte, et des édifices destinés au secteur social privé ou à usage récréatif ; 2) d'outils et d'équipements destinés à l'activité agricole privée ; et 3) d'outils, d'équipements, de livraisons et d'instruments destinés au secteur privé des entrepreneurs.

Quant au « renforcement de la société civile »,

le programme SCP autorisera l'exportation et la réexportation de certains articles et l'exportation et la réexportation temporaires par des voyageurs se rendant à Cuba d'articles destinés à des activités scientifiques, archéologiques, culturelles, écologiques, éducationnelles, de préservation historique ou sportives. Le SCP autorisera aussi les exportations et réexportations destinées à des *organisations des droits de l'homme*, à des individus ou à des organisations non gouvernementales qui promeuvent *l'activité indépendante conçue pour renforcer la société civile*.

S'il s'agit du troisième volet, « améliorer les communications »,

le SCP autorisera des exportations et des réexportations d'articles destinés au personnel des médias et aux bureaux d'information des USA.

D'autres points de détail apparaissent dans ces amendements aux réglementations du blocus. L'intéressant de cette première Note officielle, c'est qu'elle permet de constater que celui-ci touche à peu près tout ce qu'on peut imaginer dans la vie d'un être humain et de mieux saisir à quel point il est inextricablement tous azimuts et malaisés à déchiffrer, même pour les plus versés dans ce domaine. Ainsi, par exemple, on apprend que les assureurs étasuniens pourront maintenant offrir des polices d'assurance-maladie, d'assurance-vie et d'assurance-voyage aux individus vivant dans un pays tiers et souhaitant visiter Cuba. Ou encore que

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

- Des organisations propriété des USA ou contrôlées par les USA dans des pays tiers, dont des banques, seront autorisées à fournir des biens et services à un ressortissant cubain vivant hors de Cuba, à condition que la transaction n'inclue pas une exportation commerciale de ceux-ci vers ou depuis Cuba.
- L'OFAC autorisera généralement le déblocage de comptes de ressortissants cubains qui se seraient réinstallés en permanence hors de Cuba.
- L'OFAC délivre une autorisation générale qui autorisera des transactions en rapport avec des conférences dans des pays tiers où assistent des ressortissants cubains.

Le lecteur aura sans doute du mal à saisir le sens de ce dernier amendement. De quoi se mêle l'OFAC, se demandera-t-il, s'il s'agit de « conférence dans des pays tiers » ? Alors, je traduis une fois de plus : à différents moments, des délégations participant à des conférences internationales ont été expulsées des hôtels où elles étaient descendues parce que ces hôtels sont propriété de chaînes étasuniennes qui n'ont donc pas le droit de faire des affaires avec Cuba. C'est là un simple exemple. Maintenant, les hôtels propriété des USA pourront être autorisés à héberger des délégations cubaines...

Dans cette même section : « Effets sur des pays tiers », on peut lire : « De plus, une autorisation générale autorisera les navires étrangers à entrer aux États-Unis après avoir fait un certain commerce avec Cuba. » Je traduis. Le blocus a des effets extraterritoriaux, comme Cuba ne cesse de le dénoncer et comme le nie systématiquement le représentant des USA aux Nations Unies qui parle de « mesure bilatérale » : ainsi, les cargos, quelque pavillon qu'ils battent, ayant fait escale à Cuba dans le cadre d'opérations maritimes tout à fait normales n'ont pas le droit d'accoster dans des ports étasuniens durant les six mois suivants, cent quatre-vingts jours selon la formule administrative consacrée ! Les États-Unis constituant le plus gros marché au monde, on peut imaginer que les compagnies maritimes marchandes doivent y penser à deux fois avant de décider d'envoyer leurs navires à Cuba... Et, si elles le font, – il n'est pas besoin d'être grand clerc pour le comprendre – elles augmentent bien entendu leurs tarifs à cause du risque qu'elles courent et des préjudices qu'elles subissent, les assureurs font de même, etc. Bref, tout ceci se traduit par des « notes de fret » plutôt salées pour Cuba.

Oui, ce blocus en place depuis cinquante-quatre ans maintenant est un « touche-à-tout » !

Voilà, si j'ai tenu à faire le tour assez exhaustif de cette première Note officielle de l'administration Obama, c'est qu'en quelque sorte elle « donne le ton » et surtout la philosophie qui sous-tend les amendements et modifications qu'elle apportera dans les suivantes jusqu'à la plus récente, à ce jour, du 15 mars 2016. Ces modifications, distillées au compte-goutte et pensées – ce qui explique aussi leur lenteur – uniquement pour favoriser le « jeune secteur privé cubain », mais jamais le gouvernement ou les entreprises publiques de Cuba, s'inscrivent dans la nouvelle stratégie de Washington : éroder de l'intérieur la Révolution cubaine – puisque la guerre déclarée depuis cinquante ans n'y est pas parvenue – afin de ramener dans l'île « la démocratie », de, comme le dit expressément la Note,

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

« *promouvoir une transition à la démocratie rapide et pacifique* », ce qui veut dire, dans la langue de toutes les administrations étasuniennes, la disparition du socialisme auquel le peuple s'accroche contre vents et marées nationaux et internationaux... C'est là d'ailleurs, soit dit en passant, même si cela peut sembler contradictoire, ce que cherchait le programme extrêmement détaillé et surtout extraordinairement agressif que Bush fils avait concocté sous ce même nom de « transition ». Obama, lui, le fait à travers un gant de velours, mais la main de fer reste là et bien là !

L'administration Obama va attendre huit mois pour annoncer un deuxième train de mesures, le **18 septembre 2015**. On peut supposer que cette « lenteur » découle de la difficulté que doivent éprouver les experts qui bossent sur la question à proposer des changements qui ne soient pas favorables au gouvernement cubain, puisqu'il faut peser minutieusement dans chaque cas le pour et le contre, un tâche d'autant plus malaisée que les entreprises publiques et la « chose publique » constituent l'ossature même de la société cubaine, que presque tout y est aux mains de l'État et que le « jeune secteur privé » ne pèse pas grand-chose dans la production matérielle cubaine...

De nouveau, ce sont des amendements « concernant l'atténuation des sanctions contre Cuba » annoncés une fois de plus par les départements du Trésor et du Commerce. Mais l'intéressant de cette Note officielle du 18 septembre 2015, c'est que les secrétaires de tutelle y interviennent par des déclarations là encore tout à fait éloquentes et donnant, pour ainsi dire, le *la*... Jacob J. Lew, le secrétaire du Trésor, affirme : « Les annonces d'aujourd'hui mettent en relief que l'administration s'est engagée à promouvoir un changement constructif en faveur du peuple cubain. [...] En atténuant ces sanctions, les États-Unis contribuent aux *efforts que fait le peuple cubain pour atteindre la liberté politique et économique dont il a besoin pour construire un pays démocratique, prospère et stable.* » De son côté, Penny Pritzker, la titulaire du Commerce, renchérit : « Les réglementations publiées aujourd'hui sont *conçues pour autonomiser le peuple cubain et appuyer le jeune secteur privé cubain*, ce qui constitue un pas qui nous rapproche des *objectifs politiques historiques du président Obama*. Ces actions [...] offriront *davantage d'opportunités d'affaires au jeune secteur privé cubain*. Ces nouveaux ajustements sont à même de *stimuler la réforme économique si longuement attendue* dans ce pays et d'élever le niveau de vie du peuple cubain. »

Là encore, *no comments*. Les choses sont claires, les cibles aussi... Quels objectifs poursuivent ces amendements ? La rubrique « voyage » le dit clairement : « Faciliter les voyages et le commerce autorisés, accroître les contacts entre Étasuniens et Cubains, et *appuyer la société civile à Cuba.* » Désormais, en tout cas, les voyageurs « autorisés » (ceux de douze catégories) pourront venir à bord de navires, mais à condition que ceux-ci desservent uniquement Cuba et ne fassent pas escale ailleurs. Les navires marchands et les navires de plaisance auront désormais le droit de rester dans l'île un certain temps, ce qui semble logique dans le second cas puisque tel est bien le but de voyages de plaisance... Par ailleurs, les parents proches des voyageurs « autorisés », qui auront l'autorisation d'ouvrir un compte en banque à Cuba pour accéder à des fonds dans le cadre de transactions autorisées, pourront maintenant les accompagner pour de nouvelles activités, dont des projets humanitaires, des activités de fondations privées ou des instituts de recherche ou

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

d'enseignement. « Aux effets de la présente clause, s'entend par parent proche quelqu'un lié à une personne par le sang, le mariage ou l'adoption, et n'ayant pas un degré de parenté avec cette personne de plus de trois générations ou ayant un ancêtre commun avec cette personne », précise la Note.

En ce qui concerne les télécommunications et l'Internet, un des principaux atouts des États-Unis pour « s'attacher le peuple cubain » selon la formule de l'administration Obama, les sociétés étasuniennes pourront « établir une présence commerciale à Cuba, y compris à travers des coentreprises avec des organismes cubains » et souscrire des accords de licence pour commercialiser ces services. Elles pourront importer aux USA des applications d'origine cubaine pour téléphones portables et embaucher des ressortissants cubains pour les mettre au point. Quant aux dispositifs de communications grand public, ils ne se borneront plus aux ventes ou aux donations, mais pourront concerner d'autres types de transactions.

Les amendements apportés aux transactions commerciales et financières visent à « réorienter les sanctions de façon à ce qu'elles n'empêchent pas les transactions quotidiennes de Cubains vivant hors de Cuba » : ainsi, désormais, ce ne seront plus seulement « des organisations propriété des USA ou contrôlées par les USA dans des pays tiers, dont des banques » qui « seront autorisées à fournir des biens et services à des ressortissants cubains vivant hors de Cuba, à condition qu'il ne s'agisse pas d'exportations commerciales de biens ou services vers ou depuis Cuba », mais « toutes les personnes sujettes à la juridiction des USA », tandis que les banques pourront « ouvrir et conserver des comptes de ressortissants cubains que ceux-ci utiliseront tant qu'ils vivront hors de Cuba ».

Bien entendu, l'« appui au peuple cubain » ne manque pas à l'appel. Il s'agit, à nouveau, d'« améliorer les conditions de vie du peuple cubain, de *renforcer la société civile* et d'*appuyer l'activité économique indépendante du peuple cubain* » : ainsi, certains articles pourront être exportés et réexportés à Cuba pour permettre d'y établir, maintenir et opérer « une présence physique », les « utilisateurs admissibles » étant les prestataires de services de télécommunications et d'Internet, les installateurs de télécommunications, les prestataires de services de voyage ou de transport, des organisations éducationnelles et des transporteurs d'articles autorisés entre les USA et Cuba.

Les « envois de fonds » visent, une fois de plus, à « *autonomiser les Cubains* en leur offrant des occasions de *travail indépendant*, et à *renforcer par conséquent la société civile indépendante* ». Le plafond fixé, on l'a vu, à 2 000 dollars par trimestre est supprimé, mais pas l'interdiction d'envoyer des fonds à de hauts fonctionnaires du gouvernement et du parti communiste cubains ; de même, celui de 10 000 dollars que les Étatsuniens et celui de 3 000 que les Cubano-Étasuniens peuvent apporter avec eux à Cuba est aboli. Les banques de dépôt pourront maintenir des comptes de certains ressortissants cubains vivant aux États-Unis à titre de non-immigrant, et n'auront plus besoin de bloquer ces comptes s'ils ne sont pas clos avant le départ dudit ressortissant cubain. L'accès à ces comptes sera limité tant que le ressortissant cubain se trouvera légalement présent aux États-Unis, bien que le compte puisse rester ouvert tant qu'il ne s'y trouvera pas. Le plafond mensuel de 250 dollars concernant les paiements tirés de comptes préalablement bloqués au nom de ces

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

ressortissants cubains sera supprimé pour leur permettre de mieux accéder aux fonds à titre de frais de subsistance.

D'autres amendements concernent la prestation de certains services légaux à Cuba et à ses ressortissants, la sécurité de l'aviation civile (chaque cas d'exportation et de réexportation d'articles contribuant à la garantir sera autorisé au cas par cas), les cadeaux (« Les importations de marchandises de Cuba ou de marchandises d'origine cubaine depuis un pays tiers conçues comme cadeaux, exception faite de produits d'alcool et du tabac, pourront entrer aux États-Unis à condition qu'elles ne soient pas transportées par un transporteur, que la valeur de la marchandise ne dépasse 100 dollars et qu'il s'agisse d'un type d'article et de quantités normalement considérées comme des cadeaux. ») ; les activités éducationnelles (« Accroître les contacts entre les Étatsuniens et les Cubains et renforcer le libre flux d'information vers, depuis et dans le peuple cubain ») ; autorisation « d'échanges universitaires et de recherches universitaires non commerciales conjointes avec des universités ou des institutions savantes à Cuba ») ; les services d'ambulances aériennes et d'urgences médicales concernant les voyageurs autorisés se trouvant à Cuba ; les projets humanitaires (secours en cas de catastrophes et préservation du patrimoine historique).

Comme on peut le constater, ce deuxième train de modifications visant à atténuer le blocus ne touche en rien à l'essence même de ce dernier : on dirait que les experts correspondants de l'administration Obama se divertissent à distiller par toutes petites touches ce genre de mesures à la limite insignifiantes et bien peu propices à cette « amélioration des conditions de vie des Cubains » qu'Obama et son administration affirment rechercher.

C'est quatre mois plus tard, le **26 janvier 2016**, qu'arrive le troisième train de mesures. Là encore, les deux secrétaires de tutelles interviennent pour en expliquer les motifs et la portée. Selon le secrétaire au Trésor, Jacob J. Lew : « Les amendements d'aujourd'hui [...] envoient un message clair au monde : les États-Unis se sont engagés à *autonomiser le peuple cubain* et à l'habiliter à des progrès économiques. Nous avons travaillé à permettre le libre flux d'information entre les Cubains et les Étatsuniens et nous continuerons d'adopter les mesures requises pour *aider le peuple cubain à obtenir la liberté politique et économique qu'il mérite*. » Et la secrétaire du Commerce, Penny Pritzker, de renchérir : « Ces modifications aux réglementations faciliteront aussi des exportations qui contribueront à *fortifier la société civile à Cuba* et à accroître les communications vers, depuis et dans le peuple cubain. Sur le long terme, nous continuerons *d'appuyer une plus grande indépendance économique du peuple cubain* et une prospérité accrue, et nous prendrons d'autres mesures pour mettre en place des relations plus ouvertes et mutuellement avantageuses entre nos deux nations. »

L'essentiel des amendements porte sur le financement des exportations et sur ces dernières. En matière de *financement*, l'OFAC décide la « levée des restrictions financières à la plupart des exportations autorisées » : « Les restrictions concernant les modalités de paiement et de financement des exportations et réexportations autorisées, exception faite des matières premières et des articles agricoles, seront levées, et les consignataires étasuniens seront autorisés à octroyer un financement, y compris, par exemple, en délivrant une lettre de crédit pour lesdites exportations et réexportations. [...] À compter du 27 janvier

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

2016, les modalités de paiement et de financement permises pour les exportations et réexportations non agricoles autorisées incluront : paiement en liquide à l'avance ; ventes sur un compte ouvert ; et financement par des institutions financières d'un pays tiers ou des institutions financières étasuniennes. L'OFAC est obligé par mandat de maintenir les limitations existantes concernant les modalités de paiement et de financement des exportations et réexportation des matières premières agricoles et des articles agricoles. »

Pour ce qui est des *exportations*, les « amendements supplémentaires visent à accroître l'appui au peuple cubain et à faciliter des exportations autorisées ». Ainsi, l'OFAC autorise certaines transactions supplémentaires concernant les voyages à Cuba, tandis que le BIS « approuvera généralement des permis relatifs aux exportations et réexportations d'articles et de logiciels destinés à des *organisations des droits de l'homme* ou à des individus et des organisations non gouvernementales qui stimulent une *activité indépendante visant à renforcer la société civile* à Cuba. » Le BIS « approuvera des permis généraux relatifs aux exportations et réexportations d'articles et de logiciels destinés à des bureaux d'informations à Cuba dont le premier objectif est la collecte et la dissémination de nouvelles au grand public », ainsi que « des exportations et réexportations d'articles de télécommunications qui amélioreraient les communications vers, depuis et dans le peuple cubain ». Par ailleurs, le BIS « est en train de mettre en place une politique de permis au cas par cas qui sera appliquée aux exportations et réexportations d'articles visant à satisfaire les besoins du peuple cubain, dont les exportations et réexportations destinées à ces fins à *des entreprises publiques et à des agences et organisations du gouvernement cubain qui fournissent des biens et services au peuple cubain*. »

C'est la première fois, depuis l'annonce du 17 décembre 2014, que les modifications visant à « atténuer les sanctions » mentionnent nommément l'existence à Cuba du secteur public, qui est pourtant, on le sait, absolument majoritaire ! Non seulement elles le reconnaissent, mais en plus elles entendent le favoriser, même si ces permis seront donnés pour chaque cas particulier. Et la Note officielle donne des exemples d'exportations et réexportations d'articles : ceux « destinés à la production agricole ; à l'activité artistique (dont la création de contenu public, les travaux historiques et culturels, la préservation) ; au traitement d'aliments ; à la préparation, aux secours et à la réponse en cas de catastrophes ; à la santé publique et au système sanitaire public ; à la construction et à la réparation de logements ; au transport public ; à la construction d'infrastructures bénéficiant directement au peuple cubain (par exemple, des installations d'assainissement des eaux et production d'énergie destinée au grand public). » Mais cette générosité (contrainte et forcée) s'arrête là, autrement aux « biens et services ». Pour ce qui est de la production en soi, le BIS indique clairement que ce secteur essentiel ne recevra absolument aucun appui ni la moindre coopération de l'administration Obama !

Une politique générale de refus sera appliquée aux exportations et réexportations d'articles destinés à des entreprises publiques, à des agences et à d'autres organisations du gouvernement cubain qui engendrent en tout premier des revenus à l'État, y compris ceux de l'industrie touristique et ceux impliqués dans l'extraction ou la production de minerais ou d'autres matières premières. Par ailleurs, les exportations ou réexportations destinées aux

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

forces armées, à la police, aux services de renseignement et de sécurité cubains restent sujettes à cette politique de refus générale.

Quant aux voyages, les amendements continuent de ne concerner que les douze catégories, tout en y ajoutant des « objectifs supplémentaires ». Ainsi, les médias professionnels, les sociétés de production artistique ou de programmes médiatiques (tels que les films et les programmes de télévision), les sociétés d'enregistrement de musique, et la création de travaux artistiques à Cuba « par des personnes qui sont régulièrement employées dans ces médias professionnels ou ces productions artistiques ou qui ont fait preuve d'une expérience professionnelle dans ces domaines », seront autorisés à travailler à Cuba, et pourront engager des Cubains qui auront le droit de toucher des droits d'auteur et d'autres redevances. L'OFAC autorisera l'organisation de conférences professionnelles à Cuba, alors que seule la participation était permise. De même, il permettra d'organiser à Cuba « des compétitions et prestations publiques de fédérations sportives internationales amateurs et semi-professionnelles, des stages, des ateliers, et d'autres compétitions et exhibitions athlétiques et non athlétiques ». Et l'OFAC de préciser qu'il « supprimera aussi les exigences selon lesquelles les profits étasuniens découlant de certains événements doivent être donnés à certaines organisations et certains événements disputés du moins en partie par des voyageurs étasuniens ». Quant aux voyages pour projets humanitaires, ils incluront « la préparation et la réponse aux catastrophes ».

Le **15 mars 2016**, à peine quatre jours avant la visite d'Obama à La Havane, les départements du Trésor et du Commerce annoncent un quatrième train de mesures visant, encore et toujours, à « atténuer » le blocus sur certains points. Comme d'habitude, la Note officielle en précise les objectifs :

[...] Ces modifications, de pair avec les arrangements qu'ont annoncés récemment les départements d'État et du Transport au sujet de l'autorisation de services aériens réguliers entre les États-Unis et Cuba, accroîtront sensiblement les possibilités des Étatsuniens de voyager à Cuba pour s'attacher directement le peuple cubain. Par ailleurs, ces réglementations élargissent l'accès de Cuba et des Cubains à des institutions financières étasuniennes et au dollar des États-Unis depuis Cuba, et amplifieront les possibilités des Cubains présents légalement aux États-Unis de toucher un traitement et des salaires au-delà des dépenses courantes. [...]

De nouveau, Jacob J. Lew, le secrétaire du Trésor, fait le point : « Les mesures d'aujourd'hui reposent sur les actions engagées ces quinze derniers mois afin de continuer de renverser les barrières économiques, *d'autonomiser le peuple cubain* et de faire *progresser ses libertés financières*, et de tracer une nouvelle route dans les relations entre les USA et Cuba. Depuis décembre 2014, le département du Trésor et ses partenaires dans l'administration ont progressivement modifié leurs réglementations afin *d'autonomiser le peuple cubain* et permettre des progrès économiques aux Cubains et aux Étatsuniens. Aujourd'hui, nous construisons ce progrès en facilitant les voyages à toujours plus d'Étatsuniens qui cherchent à s'attacher les Cubains ; en permettant à des Cubains de toucher un salaire aux États-Unis, et en élargissant l'accès au système financier étasunien ainsi que les opportunités d'affaires et de commerce. »

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Pour Penny Pritzker, la secrétaire du Commerce, « ces mesures non seulement élargissent les occasions d'engagement économique entre le peuple cubain et la communauté d'affaires étasuniennes, mais elles amélioreront aussi la vie de millions de Cubains. »

La visite du président Obama, toute proche, étant une première absolue, son administration se doit de frapper un grand coup. Ou plutôt trois, comme au théâtre. L'une des plus importantes mesures est d'ordre financier et répond à une longue attente de la Révolution cubaine et de son gouvernement : que Cuba puisse utiliser le dollar dans ses transactions internationales. La mesure apparaît dans la section « Services bancaires et financiers » : « *Traitement d'instruments monétaires en dollar des États-Unis*. Les institutions bancaires étasuniennes seront autorisées à traiter des instruments monétaires en dollar des États-Unis, dont l'argent liquide et les chèques de voyage, présentés *indirectement* par des institutions financières cubaines. Les comptes de correspondants destinés à des institutions financières de pays tiers utilisés pour ces transactions pourront être libellés en dollars des États-Unis. » En bon français, cela veut dire que *les transactions en dollars ne sont plus interdites au gouvernement cubain*.

C'est là une décision que les autorités cubaines estimaient essentielle, car elle prouverait que la politique étasunienne commençait vraiment à changer. Mais comme chat échaudé craint l'eau froide, elles demandent à juger sur pièce. Deux jours plus tard, le 17 mars, dans la conférence de presse qu'il accorde aux médias internationaux à l'avant-veille de la visite d'Obama pour analyser ces dernières mesures, Bruno Rodríguez Parrilla, le ministre cubain des Relations extérieures, l'affirme clair et net :

Pour que cette mesure soit viable, il faudra que l'administration étasunienne fasse une déclaration politique concrète au plus haut niveau, que soient émis des documents de nature juridique, que le département du Trésor donne de nombreux éclaircissements légaux qui donnent la certitude politique et juridique aux banques étrangères et aux banques étasuniennes que la traque financière contre Cuba à laquelle se livre l'administration étasunienne a bel et bien cessé ou qu'elle cessera dans un avenir proche. Les banques ont besoin de ça. Car il faudra annuler l'effet d'intimidation que les sanctions infligées depuis tant d'années exercent sur les institutions financières des États-Unis et de pays tiers ayant fait des transactions légitimes avec Cuba, surtout durant cette dernière période où des institutions bancaires internationales, autrement dit étrangères, de pays tiers, se sont vu infliger des amendes pour plus de quatorze milliards de dollars. Nous ferons dans les prochains jours des virements en dollars auprès de banques de pays tiers et aux États-Unis mêmes pour vérifier s'ils passent sans encombre et si les banques ont reçu des indications précises qu'elles peuvent faire des opérations avec Cuba sans crainte d'être pénalisées d'une façon injuste et discriminatoire. Nous espérons désormais que des banques importantes, comme Commerzbank, d'Allemagne, et le Crédit agricole, de France, pour ne citer que les cas les plus récents des dernières semaines, une fois rétablies les relations diplomatiques et annoncées les mesures précédentes, ne feront plus l'objet de sanctions.

Pourtant, le 29 mars 2016, Bruno Rodríguez confirme que la disposition de la Maison-Blanche reste une « simple annonce » et que les banques cubaines ne peuvent toujours pas

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

ouvrir de comptes aux États-Unis : « Je peux affirmer qu'il n'existe pas pour le moment de transactions financières normales. »

Pire encore, le 5 mai 2016, soit cinquante-et-un jours après la décision de l'administration Obama, un haut fonctionnaire du ministère cubain des Relations extérieures confirme qu'il est toujours impossible à Cuba de faire des transactions en dollar. Là encore, c'est chat échaudé qui craint l'eau froide : pendant des années et des années, l'OFAC a traqué (avec une rage accrue, ce qui est paradoxal, sous l'administration Obama) la moindre transaction internationale de Cuba qui violerait cette règle et infligé pour ce motif, rien que dans les trois dernières années, des amendes se chiffrant à plus de dix milliards de dollars à des banques étrangères. Alors, logiquement, malgré l'annonce du 15 mars, elles demandent à juger sur pièce, à y voir de plus près avant de supprimer les déclencheurs d'alarme installés dans leurs ordinateurs à l'apparition du mot « Cuba ». Et la Maison-Blanche en est consciente. Ainsi, le 22 mars, durant la visite d'Obama à La Havane, Ben Rhodes, son principal conseiller de politique étrangère, affirme à des journalistes cubains dans une très sincère interview : « Nous avons maintenant permis à Cuba d'accéder au dollar dans ses transactions, et que les gens aient des comptes à Cuba en dollars. Ces deux mesures offrent ensemble des bénéfices significatifs à l'économie cubaine. Mais nous devons nouer un dialogue avec les banques pour leur faire comprendre que : 1) ce type de transaction est maintenant permis ; 2) qu'elles ne risquent aucune pénalité si elles le font. Voilà pourquoi nous cherchons à nouer un dialogue avec les banques, leur expliquer que les choses ont changé et qu'elles doivent à leur tour prendre des mesures pour que ce type de transaction puisse se faire. Nous nous y sommes engagés, et nous le redisons : nous allons nouer ce dialogue pour que les banques comprennent les changements et que les Cubains aient accès au dollar. »

Apparemment, la Maison-Blanche, ou l'OFAC, a eu d'autres chats à fouetter depuis le 15 mars et le « dialogue » dont parle Rhodes a été renvoyé à plus tard ! Pour Cuba, en tout cas, c'est le maintien du même manque à gagner, des économistes ayant calculé que les pertes dues à la dévaluation de monnaies telles que l'euro et le dollar canadien se montent à plusieurs centaines de millions chaque année...

De toute façon, entre le monde idyllique que présente Obama – ça y est, mission accomplie, nous avons autorisé Cuba à utiliser le dollar dans ses transactions internationales (mais pas, je le souligne, dans celles avec les USA) – et la dure réalité, il y a loin et même fort loin, car les choses ne sont pas si simples. Un article du *Nuevo Herald*, qui est sans doute le journal qui suinte le plus de haine et d'incompréhension envers la Révolution cubaine, quasi porte-parole de la mafia terroriste de Miami, daté du 25 juin 2016 et intitulé « Compañías de EEUU ponen a prueba límites del embargo a Cuba » (Des sociétés étasunienne mettent à l'épreuve les limites de l'embargo à Cuba), offre un aperçu bien différent sur ladite autorisation.

Car les ennemis de Cuba et de la politique d'Obama restent tout aussi vigilants qu'avant et montent au créneau. Selon l'ancien législateur de la Floride d'origine cubaine, Lincoln Díaz-Balart, un des adversaires archijurés de la Révolution cubaine – son père était ministre de Batista et l'un de ses bras droits – l'article 103 de la Loi Helms-Burton (*The Cuban Liberty*

*and Democratic Solidarity Act*), sur laquelle la Maison-Blanche n'a aucune prise (soit dit en passant, ledit Lincoln en fut l'un des rédacteurs), interdit catégoriquement aux Étatsuniens, auraient-ils beau avoir été autorisés par l'administration dans le cadre de douze catégories à voyager à Cuba, de participer à des transactions impliquant le gouvernement cubain ou des biens « confisqués ». Ce serait le cas, selon lui, de l'autorisation concédée par l'administration à la société hôtelière Starwood de gérer deux hôtels de La Havane, l'Inglaterra, sur le Parc central, et le Quinta Avenida Habana, à Miramar, du Groupe Gaviota, appartenant à l'armée. De plus, l'utilisation éventuelle par ceux-ci dans ces hôtels d'une carte de crédit Mastercard qu'une petite banque de la Floride, Stonegate a émise à la mi-juin et utilisable uniquement à Cuba, constituerait une autre infraction à la loi Helms-Burton. Cette double autorisation non seulement violerait les règles du blocus, mais entrerait par ailleurs, aux yeux des opposants de la politique cubaine d'Obama, en contradiction avec sa volonté d'« autonomiser le peuple cubain » sans « favoriser » pour autant l'État cubain. D'après Díaz-Balart, l'administration « s'efforce de justifier des actions légales en se fondant sur une partie de la loi, mais en en violant d'autres. Quand on parle d'offrir un financement et des biens volés, je crois qu'elle viole la loi. » De son côté, Mauricio Claver-Carone, directeur de l'*US-Cuba Democracy PAC* et rédacteur d'un blog *CapitolHillCubans* violemment critique de tout ce que peut faire la Révolution cubaine, estime lui aussi que le permis octroyé à Starwood contredit la politique d'« autonomisation » du peuple cubain car il profiterait non au secteur privé, mais au secteur public. Et il demande au département du Trésor d'obliger la banque Stonegate à élaborer un système pour certifier que les transactions réalisées à partir de ses cartes de crédit ne concerneront pas des biens « confisqués ». Et Díaz-Balart de renchérir : quand le Congrès a voté la Loi Helms-Burton, « son intention était de s'assurer que les investissements dans l'île et le financement du régime castriste seraient illégaux. Tant que cette loi ne sera pas changée, vous ne pouvez pas agir comme si elle l'avait été. Et la loi n'a pas changé, l'embargo n'a pas été éliminé ». Faut-il rappeler une fois de plus que tant la suppression de la loi Helms-Burton que la levée du blocus sont uniquement aux mains du Congrès ? Selon différents avis consultatifs de sociétés légales, l'article 103 de la Loi Helms-Burton s'imposerait. Bien entendu, le département du Trésor juge ces interprétations incorrectes. D'après l'article du *Nuevo Herald*, la seule solution pour les détracteurs de cette politique d'Obama serait d'engager une action en justice, autrement dit une voie longue et tortueuse...

Les choses se compliquent d'autant plus que l'application du titre 3 de la Loi Helms-Burton, en vertu duquel les sociétés étasuniennes « trafiquant » avec des biens « confisqués » pourront faire l'objet d'une demande légale de la part de leurs anciens propriétaires, a été systématiquement suspendue par toutes les administrations pour éviter des différends avec l'Union européenne dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce... Tout cet embrouillamini juridico-politique n'est pas fait, bien entendu, pour rassurer les entreprises et compagnies étasuniennes au sujet d'éventuelles transactions avec Cuba, à plus forte raison quand elles constatent que l'OFAC et le département du Trésor continuent d'infliger systématiquement, même après la baisse de tensions entre les deux pays, des amendes extrêmement salées pour violation des réglementation du blocus, l'administration aurait-elle beau avoir censément tâché de les convaincre qu'elles pouvaient le faire... !

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Herald David Schwartz, directeur général de la *Florida International Bankers Association* (FIBA), le confirme : « Quand vous constatez qu'une seule banque est impliquée actuellement à Cuba, cela veut dire que les autres ne suivent pas cette ligne-là parce que l'embargo est toujours en vigueur. Il est très compliqué pour une banque de s'assurer qu'elle respecte les réglementations de l'embargo. » L'administration ne peut leur offrir de « garanties » qu'elles ne seront pas responsables au cas où une transaction finale s'avérerait illégale. « Si l'utilisateur de la carte de crédit ne l'emploie pas pour une transaction autorisée, la banque concernée court le risque d'en être déclarée responsable. Aussi les banques doutent-elles de faire des activités avec Cuba pour le moment. »

Les atermoiements des banques s'expliquent aussi sans doute par deux autres facteurs. Cuba, avec ses onze millions d'habitants, est bien moins alléchante que la Chine avec son marché colossal de 1,3 milliard d'habitants, et il vaut mieux y penser à deux fois avant de prendre des risques. Par ailleurs, Obama est en fin de mandat, il ne lui reste plus que six ou sept mois à la Maison-Blanche, et les banques veulent être sûres que son successeur suivra la même route que lui et ne reviendra pas sur les acquis obtenus dans les relations entre les deux pays. Tout porte à croire que sa relève sera Hillary Clinton, et là c'est loin d'être blanc bonnet et bonnet blanc. Si j'étais une banque ou une société étasunienne, j'aurais les mêmes doutes. Je reconnais en Obama une honnêteté politique et morale que je ne trouve pas, tant s'en faut, chez Hillary Clinton, pour qui, comme chez tant d'autres politiciens étasuniens du sérail, la fin justifie les moyens et qui ne semble guère vouloir s'embarrasser de scrupules le jour où elle sera installée dans le Bureau ovale...

Tout ceci permet de répondre à la question que se pose le ministre cubain des Relations extérieures Bruno Rodríguez : en essayant de jouer sur tous les tableaux à la fois, Obama ne gagne sur aucun. En disant être opposé au blocus tout en continuant de traquer les transactions financières cubaines et d'infliger des amendes parfois énormes aux sociétés et banques étasuniennes et de pays tiers, il adresse, selon l'expression en vogue, un message erroné au reste du monde.

En autorisant Cuba à utiliser le dollar tout en maintenant des obstacles qui s'y opposent, il mène là encore une politique tout à fait contradictoire. Car le lecteur aura constaté que j'ai souligné de plusieurs traits l'adverbe « indirectement » dans la Note officielle des départements du Trésor et du Commerce. En effet, bizarrement, la Maison-Blanche, tout en permettant à Cuba d'utiliser le dollar, continue de l'empêcher d'avoir des banques partenaires aux États-Unis, de sorte que toutes ses transactions doivent passer par des tiers, même dans des monnaies autres que le dollar, ce qui allonge les démarches et renchérit les coûts, et, compte tenu de l'accumulation d'énormes amendes infligées à ce jour, exerce surtout des effets dissuasifs.

On comprend qu'à sa conférence de presse du 17 mars 2016, Bruno Rodriguez se soit posé une question qui tombe sous le sens : pourquoi, comme Cuba le lui avait suggéré en même temps que la précédente, la Maison-Blanche n'a-t-elle pas levé l'interdiction qui empêche les banques cubaines de disposer de banques partenaires aux États-Unis et d'y ouvrir des comptes, condition indispensable de toutes relations financières normales ?

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

N'étant pas économiste ni expert en banque, mais en ayant assez vu en manigances de l'Empire, je ne peux que supposer ou aventurer une réponse : tout simplement, parce que la nouvelle politique d'Obama est axée non sur des relations avec le gouvernement et l'État cubains, mais sur la « jeune entreprise privée », un terme ou son approchant qui revient comme une litanie depuis l'annonce du 14 décembre 2014, dans les Notes officielles des quatre « trains de mesure » et entre les lignes (et même dans, tout court) dans les discours prononcés par Obama devant différents auditoires en mars à La Havane. Ce n'est pas le gouvernement socialiste, qui continue d'avoir en main l'essentiel de l'économie cubaine, qu'elle veut aider, mais bel et bien les travailleurs à leur compte, qui se montent à ce jour à un demi-million. Ce ne sont pas les opérations financières de l'État cubain qu'elle veut favoriser, mais celles de la nouvelle classe qu'elle entend contribuer à faire apparaître. La leçon est claire : la Maison-Blanche en fera le moins possible pour « aider » l'État cubain, et elle ne le fera que contrainte et forcée.

Je crois pouvoir avancer une autre hypothèse : l'adoption des mesures dont Obama peut décider lui-même sans recourir au Congrès doit se faire au compte-gouttes, comme moyen de pression, voire de chantage, pour que la Révolution cubaine adopte celles qui conviennent à la Maison-Blanche, dans une sorte de donnant-donnant. Peut-être, et sans doute aussi, parce qu'Obama doit penser à ses adversaires politiques qui le critiqueraient vertement s'il en faisait trop envers le « régime communiste » qui reste honni pour beaucoup de ses collègues de la classe politique, surtout à Miami, et de ses concitoyens, s'il lâchait trop de lest d'un coup. Il ne peut pas trop en faire sans risquer de recevoir une volée de bois vert...

La section « Services bancaires et financiers » inclut ce qu'on appelle dans le jargon étasunien les *U-Turn Payments* : les banques étasuniennes pourront traiter des transactions intéressant Cuba ou un ressortissant cubain, autrement dit assurer des transferts de fonds entre deux banques situées hors des USA, « à condition que ni l'expéditeur ni le bénéficiaire ne soit une personne sujette à la juridiction des États-Unis ».

Finalement, les banques étasuniennes seront autorisées, ce qui est une nouveauté, « à ouvrir et à maintenir des comptes aux États-Unis afin que des ressortissants cubains à Cuba puissent toucher des paiements aux États-Unis pour des transactions autorisées ou exemptées et à renvoyer lesdits paiements à Cuba ». Ce qui veut dire, traduit en bon français, que les Cubains pourront enfin toucher l'argent qui leur correspond pour certaines activités aux États-Unis, comme les sommes associées à des prix ou à des récompenses, à des droits d'auteur, à des prestations artistiques, etc., ce qui leur était interdit à ce jour.

Les « *transactions concernant les voyages et questions connexes* » occupent plusieurs paragraphes, dont l'un est extrêmement intéressant. Il s'agit des voyages éducationnels. Les voyages classés dans les douze catégories, on l'a vu, concernaient jusque-là des groupes de voyageurs parrainés par une institution dont un représentant devait les accompagner. À partir du 15 mars 2016, donc, et c'est là la grande nouveauté, ils concerneront aussi des « individus », mais – car il y en a toujours un – « à condition que le voyageur se consacre à temps complet à des activités d'échanges éducationnels qui visent à renforcer le contact avec le peuple cubain, à appuyer la société civile à Cuba ou à promouvoir l'indépendance du peuple

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

*cubain vis-à-vis des autorités cubaines*, et que ceci aboutisse à une interaction constructive entre les voyageurs et les individus à Cuba ». La Note explique que « cette modification vise à rendre les voyages éducationnels autorisés à Cuba plus accessibles et moins onéreux pour les ressortissants étasuniens, et qu'elle accroîtra les occasions d'un engagement direct entre Cubains et Étasuniens ». Mais ces « individus » ne seront pas exemptés, tant s'en faut, des obligations qui pèsent sur les « groupes » : « Ils devront conserver les registres en rapport avec leurs transactions, dont ceux qui prouvent un agenda à temps complet d'activités autorisées ». Et la Note de confirmer : « *La prohibition légale de voyages à des fins touristiques est toujours en vigueur.* » Quand on connaît les arcanes du blocus, on se prend à penser que cette dernière précision est superflue, puisque permettre aux États-Unis de faire du tourisme à Cuba relève d'une décision du Congrès... Mais on comprend que l'administration Obama ait tenu à le redire.

Toujours dans cette même section de voyage, un paragraphe est consacré au « *paiement de salaires* ». Et là, le Cubain qui s'était réjoui un peu plus haut d'apprendre qu'il pourrait ouvrir un compte en banque aux USA pour toucher ce qu'il lui revient à titre de cachets, de prix, d'honoraires, de droits d'auteur et autres émoluments, déchantera. Ou plutôt il se rendra compte que cette autorisation lui impose une condition qui l'oblige à violer la loi fiscale de son pays : « *qu'aucun versement supplémentaire ne soit fait au gouvernement cubain* », ce qui veut, en bon français, qu'il n'aura pas le droit de payer l'impôt correspondant à Cuba grevant les revenus ! La Note précisait d'ailleurs d'entrée, sans ambages : « Les Cubains se trouvant aux États-Unis en qualité de non-immigrants [...] seront autorisés à percevoir un salaire ou une compensation conformément aux termes de leur visa, à condition qu'ils ne soient sujets à aucun calcul spécial de l'impôt à Cuba. » Et elle précise quels sont ces Cubains : athlètes, artistes, interprètes, compositeurs cubains et autres.

Faut-il ajouter des commentaires ? La volonté de l'administration Obama de ne rien faire qui puisse bénéficier au gouvernement et à l'État cubains va si loin qu'elle ne recule pas devant l'idée d'inciter, voire d'obliger un Cubain à violer la réglementation fiscale de son pays et à ne pas payer les impôts auxquels il est obligé en tant que citoyen de Cuba !

On le constatera, les dernières mesures d'Obama pour « atténuer » les effets du blocus, adoptées quatre jours avant sa « visite historique » à Cuba sont, pour ainsi dire, fielleuses, chargées de doubles intentions, de visées foncièrement politiques !

Par ailleurs, l'OFAC, sous la rubrique « Affaires et commerce », élargit l'autorisation concernant ce qu'il appelle la « présence physique », dont nous avons vu plus haut qu'il s'agit d'un bureau, d'un point de vente ou d'un entrepôt, « pour y inclure des organisations travaillant à des projets humanitaires autorisés, des organisations travaillant à des activités non commerciales autorisées visant à appuyer le peuple cubain, et des fondations ou des instituts de recherche ou éducationnels privés travaillant dans certaines activités autorisées conformément aux sections 515.575, 515.574 et 515.576 des *Cuban Asset Control Regulations* (CACR), respectivement ». Il élargit de même ce qu'il appelle la « présence commerciale » (telle une coentreprise, précise-t-il) ; par ailleurs, « les autorisations de présence physique et commerciale permettront aux exportateurs et ré-exportateurs de biens autorisés ou exemptés d'assembler ces biens à Cuba ».

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Toujours dans cette section « Affaires et commerce », aux applications d'origine cubaine pour téléphones portables déjà autorisées à l'importation aux USA, vient s'ajouter maintenant les logiciels d'origine cubaine. Le BIS, lui, autorisera « des navires à transporter des cargaisons autorisées des États-Unis à Cuba puis à appareiller pour d'autres pays avec le reste de la cargaison chargée aux États-Unis ». Ce qui était interdit à ce jour, nous l'avons vu, avant cent quatre-vingts jours. Mais comme le précise le ministre cubain des Relations extérieures dans la conférence de presse susmentionnée, cette libéralisation ne concerne que les cargos étasuniens : autrement dit, il s'agit d'une mesure qui favorise non Cuba, mais les compagnies maritimes étasuniennes. Aucun navire marchand cubain n'a le droit de charger quoi que ce soit aux États-Unis. Enfin, le BIS « adoptera une politique d'autorisation au cas par cas concernant les exportations et réexportations d'articles qui permettraient ou faciliteraient des exportations depuis Cuba d'articles produits par *le secteur privé cubain* ».

Enfin, dans le cadre des « bourses et subventions », l'OFAC « autorisera l'octroi de bourses et de subventions en éducation, et précise que l'autorisation existante concerne l'octroi de bourses et de subventions aux projets humanitaires autorisés dans ses réglementations ».

Je ne résiste pas au plaisir de signaler un autre « amendement » qui estomquera assurément le lecteur ingénu, celui qui a du mal à imaginer qu'on puisse pousser si loin la bureaucratie, voire la bassesse politique : dorénavant, les Étatsuniens voyageant dans un pays tiers, en Europe par exemple, ont l'autorisation d'acheter et de consommer à des fins personnelles des alcools ou des cigares d'origine cubaine !

Voilà, j'ai présenté presque par le menu les quatre trains de mesures prises par l'administration Obama depuis le 17 décembre 2014, date du fameux coup de tonnerre dans un ciel serein. Le lecteur aura compris qu'ils vont tous dans le même sens, selon une logique politique bien (arrière-)pensée.

Selon les autorités cubaines, « ces nouvelles réglementations sont constructives, vont dans le bon sens », mais elles « n'ont pas changé grand-chose au fait concret du blocus, dans la mesure où le caractère intégral et oppressant de celui-ci a interdit en fait leur mise en place. » Traduit en bon français, cela veut dire qu'une bonne partie de ces mesures de prétendue bonne volonté sont inapplicables parce que d'autres pans du blocus interdisent de les mettre en œuvre concrètement.

En octobre 2015, s'adressant à l'Assemblée générale des Nations Unies au moment du vote de la résolution cubaine sur la levée du blocus, Bruno Rodríguez avait rappelé à Obama tout ce qu'il pouvait faire de son propre chef, sans avoir à passer par le Congrès :

1. Permettre à Cuba d'utiliser le dollar dans ses transactions internationales.
2. Permettre que ces transactions internationales se fassent à travers le système bancaire étasunien.
3. Permettre à des personnes juridiques cubaines (banques, entreprises, etc.) d'ouvrir des comptes d'intermédiaire sur des banques étasuniennes.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

4. Demander aux représentants des États-Unis auprès d'institutions financières internationales de ne pas bloquer l'octroi à Cuba de crédits ou d'autres facilités financières.
5. Cesser la politique de traque financière suivie contre Cuba.
6. Autoriser des aéronefs et des bateaux cubains à transporter des passagers, des marchandises et du courrier postal entre les deux pays.
7. Autoriser des exportations directes de produits étasuniens à Cuba.
8. Permettre à Cuba d'importer depuis des pays tiers des produits contenant plus de 10 p. 100 de composants étasuniens.
9. Permettre l'importation aux USA de biens et services cubains constituant des postes d'exportation, tels que le tabac, le rhum, les produits biotechnologiques, y compris les produits manufacturés dans des pays tiers contenant des matières premières cubaines, tels le nickel et le sucre.
10. Autoriser les sociétés étasuniennes à investir à Cuba.
11. Éliminer le plafond concernant la valeur des produits cubains que les voyageurs étasuniens peuvent ramener à des fins personnelles ou à titre de cadeaux.
12. Autoriser les Étasuniens à recevoir des traitements médicaux à Cuba.
13. Permettre à Cuba de recevoir des crédits, des prêts et des financements en général qui lui permettraient d'acheter des produits aux USA (exception faite des denrées agricoles légalement interdites).

De ces treize possibilités, Obama n'en a accordé que trois : la 1<sup>re</sup> : « Permettre à Cuba d'utiliser le dollar dans ses transactions internationales » (et encore, puisque plus de quatre mois après, rien n'a encore été modifié dans l'attitude des banques étrangères) ; la 6<sup>e</sup> : « Autoriser des aéronefs et des navires cubains à transporter des passagers, des marchandises et du courrier postal entre les deux pays » et la 10<sup>e</sup> : « Autoriser des sociétés étasuniennes à investir à Cuba » (et encore, puisque l'autorisation n'a concerné à ce jour que très peu de sociétés).

Le Mémoire d'accord relatif au transport aérien entre les deux pays est daté du 16 février 2016 : il « autorise à réaliser des services de vols commerciaux et nolisés entre n'importe quel point ou n'importe quels points des États-Unis, et n'importe quel point ou n'importe quels points de Cuba » (article 1) ; la fréquence des vols commerciaux pour les compagnies aériennes de chaque pays étant de jusqu'à vingt par jour depuis et vers La Havane, et de jusqu'à dix par jour de chaque aéroport depuis et vers d'autres villes cubaines, aucune fréquence quotidienne n'étant fixée pour les vols nolisés, les seuls autorisés jusque-là ; chaque autorité compétente pouvant demander une augmentation de ces fréquences ; le 10 juin 2016, le département étasunien du Transport autorise American Airlines, Frontier Airlines, JetBlue Airways, Silver Airways, Southwest Airlines et Sun Country Airlines à desservir dès l'hiver, depuis Miami, Fort Lauderdale, Chicago, Philadelphie et Minneapolis/St. Paul, neuf villes cubaines : Camagüey, Caye Coco, Caye Largo, Cienfuegos, Holguín, Manzanillo, Matanzas, Santa Clara et Santiago de Cuba, à raison de dix vols aller-retour vers

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

chacune de ces destinations, soit un total de quatre-vingt-dix vols. American Airlines prévoit de desservir cinq villes cubaines depuis Miami en septembre, ainsi que des vols décollant de Charlotte, de Dallas, de Chicago et de Los Angeles à La Havane. JetBlue prévoit un vol quotidien depuis Fort Lauderdale-Hollywood vers trois villes cubaines. C'est finalement le 7 juillet que le département du Transport autorise huit compagnies aériennes – Alaska Airlines, American Airlines, Delta Air Lines, Frontier, [JetBlue Airways](#), Southwest, Spirit et United – à desservir La Havane depuis Charlotte (Caroline du Nord), Fort Lauderdale, Miami, Orlando et Tampa (Floride), Houston (Texas), Los Angeles (Californie), Newark (New Jersey), et New York, à partir de l'automne, pour un total de vingt vols par jour, aucune desserte n'était toutefois prévue depuis Washington. On constatera une fois de plus que les accords sont toujours en forme d'entonnoirs : les autorisations de vol sont, à ce jour, uniquement en direction de Cuba aller-retour ; en aucun cas, la compagnie aérienne cubaine, qui est publique, n'est autorisée à desservir ces mêmes villes des États-Unis, sans doute toujours au nom du principe qui préside à la reprise des relations entre les deux pays : rien ne doit être fait qui bénéficie aux compagnies et organisations publiques cubaines.

Comme on le voit, le bilan est maigre depuis le 14 décembre 2014 et depuis la reprise officielle des relations entre les deux pays le 1<sup>er</sup> juillet 2015 et la réouverture des ambassades en juillet-août de la même année !

De toute façon, en ce qui concerne ces autorisations de dessertes aériennes, une fois de plus Cuba se convertit en facteur des querelles politiques intestines aux USA, comme elle l'a toujours été depuis 1959. Le mardi 12 juillet, les opposants à la politique d'Obama ont donc saisi l'occasion : les représentants républicains Richard Hudson (Caroline du Nord), Michael McCaul (Texas), président de la commission de sécurité intérieure, et John Katko (New York), président de la sous-commission de Sécurité dans le transport, et le démocrate Henry Cuellar (Texas), ont soumis à la Chambre des représentants un projet de loi dit « Loi de sécurité des aéroports cubains », qui prétend bloquer ces vols directs entre les deux pays tant qu'une étude exhaustive des mesures de sécurité et de l'équipement technologique en place dans les aéroports cubains n'aura pas été conclue. Selon Katko, « nous ne savons toujours pas si Cuba dispose de systèmes adéquats de scanners corporels et de détecteurs d'explosifs, de la technologie requise pour vérifier les faux passeports ou documents d'identité, si et comment les travailleurs de l'aviation sont contrôlés et si des policiers de l'air fédéraux recevront l'autorisation de voler à bord des avions commerciaux à destination de Cuba » Et Hudson de s'exclamer: « Comment cette administration peut-elle garantir que le peuple étasunien ne sente pas menacé dans un de ces avions ? » La commission de Sécurité intérieure avait organisé une séance sur ce point le 17 mai 2016.

Curieusement, McCaul et Katko ont fait partie d'une délégation du Congrès qui voulait inspecter la sécurité des aéroports cubains et à laquelle le gouvernement cubain a, sans doute eu égard à leurs visées, refusé de délivrer un visa d'entrée le 24 juin 2016. En tout cas, le ton des déclarations des deux représentants ne laisse aucun doute quant à la cible qu'ils visent en première et ultime instance : Obama, leur adversaire politique. McCaul l'accuse de « dérouler le tapis rouge » devant La Havane, alors que le « gouvernement cubain refuse d'être ouvert et transparent envers les représentants du peuple », jugeant « triste qu'il soit plus facile aux Cubains d'aller aux USA qu'à des membres de la Commission de sécurité

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

intérieure de la Chambre d'entrer à Cuba » ; alors que la question des aéroports est « vitale pour notre sécurité intérieure », le président semble s'en désintéresser. Selon Katko, « l'administration est impatiente pour que le plus de gens possible visitent Cuba, sauf quand il s'agit de ceux qui tentent d'examiner l'infrastructure sécuritaire de Cuba... C'est un gouvernement qui a été radié voilà à peine un an de la liste des États parrainant le terrorisme, et ce n'est pas assez pour faire confiance au régime castriste quand il affirme que ces aéroports sont sûrs. »

Par ailleurs, des centaines de vols décollent et atterrissent tous les jours dans des dizaines de villes cubaines, en provenance et à destination de tous les continents, sans jamais la moindre anicroche. Membre à part entière de l'Association de l'aviation civile internationale (OACI), institution spécialisée de l'ONU, Cuba est soumise aux contrôles et vérifications correspondantes en matière de sécurité des vols et à terre, et son personnel doit faire des stages et suivre des cours (la France se situant en bonne place à cet égard). Pour prouver la mauvaise foi de ces législateurs étasuniens, je me bornerai à citer un paragraphe du dernier (juin 2016) Rapport de Cuba sur le blocus : « Pour garantir la sécurité des vols, les équipages et les techniciens des aéronefs cubains doivent suivre deux fois par an des entraînements spécialisés sur des simulateurs de vol. Ce genre de simulateurs type ATR existent dans un pays du continent américain, mais les pilotes cubains n'y sont pas admis parce que l'entreprise en question est une filiale d'une compagnie étasunienne : ils doivent donc se rendre en Europe, ce qui accroît les frais de transport et de subsistance de 200 000 dollars. »

Mais tous les prétextes sont bons, et les adversaires politiques d'Obama ne désarmeront pas. Contrairement aux espoirs ingénus qu'avaient formulés de nombreux Cubains dans leurs commentaires sur les sites numériques, ce n'est pas demain la veille que, on le voit, le Congrès lèvera définitivement le blocus...

Donc, ces mesures d' « atténuation » du blocus ont toutes un dénominateur commun et un objectif similaire : *imposer un changement à Cuba*, la faire rentrer dans le bercail capitaliste. Puisque nous n'y sommes pas arrivés en faisant la guerre pendant plus de cinquante ans, pense Obama, alors faisons la paix, tendons « une main amicale » et changeons notre fusil d'épaule en recourant à une autre stratégie, à savoir promouvoir l'initiative privée à Cuba dans l'espoir d'y faire surgir peu à peu une classe moyenne qui s'avérera plus malléable à la visée ultime de la Maison-Blanche : se débarrasser une fois pour toutes de cet indésirable voisin socialiste qui a eu l'audace de résister contre vents et marées à quelques encablures des côtes étasuniennes. La note du 17 décembre 2014 ne s'en cachait d'ailleurs pas : « Notre nouvelle politique nous permettra de mieux atteindre notre objectif : *autonomiser la population cubaine*. »

On le voit, de 2009 à 2014-2016, on retrouve la même optique ressassée jusqu'à l'obsession : renforcer la société civile, consolider le privé, et, pour cela, ne rien faire qui puisse favoriser ou *empower* l'État cubain ; toutes les mesures doivent concerner les *individuals*. Je reprends la question que j'ai déjà posée dans mes réflexions de 2014 : avec qui l'administration Obama veut-elle renouer les relations diplomatiques ? Avec le gouvernement cubain ou avec les *individuals* ? La réponse coulait déjà de source, mais maintenant elle est devenue « torrentueuse » !

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Prenons le cas des « voyageurs éducationnels », que l'administration Obama somme de se présenter à Cuba en missionnaires des valeurs étasuniennes. Je cite à nouveau le paragraphe en question, car il vaut son pesant d'or : « ...à condition que le voyageur se consacre à temps complet à des activités d'échanges éducationnels qui visent à renforcer le contact avec le peuple cubain, à appuyer la société civile à Cuba ou à promouvoir l'indépendance du peuple cubain vis-à-vis des autorités cubaines ». Évidemment, n'importe quelle personne moyennement informée ou ayant deux sous de bon sens se posera une question élémentaire : puisqu'il s'agit de voyages « éducationnels » et que l'enseignement privé n'existe pas à Cuba, avec qui lesdits voyageurs se réuniront-ils ? Quelle sorte de « contacts » ou de « rapports » a-t-on à l'esprit au sein de l'administration Obama ? Ici, les initiatives privées, telles qu'on les comprend aux États-Unis (fondations, fonds, groupes de pression, etc.), n'existent pas et n'ont jamais eu bonne presse dans la mentalité de la plupart des Cubains, justement parce que la Révolution cubaine, par ses faits et gestes depuis plus de cinquante ans, a fourni la preuve plus qu'éloquente que, dans une société, *le gouvernement n'est pas forcément l'antagoniste du peuple*, ou, pour employer une idée plus en vogue, de la « société civile », ou encore de l'individu, au point que, quand les Cubains parlent de Révolution, ils pensent « gouvernement ». Mais allez faire comprendre ça à un Obama ou à un Lew, le secrétaire du Trésor, ou à un Kerry, le secrétaire d'État, ou, tout bonnement, à l'Étatsunien moyen pour qui le concept d'État est quasi synonyme de « totalitarisme » ! (Sauf, soit dit en passant, quand les banques ou les gros empires ou autres entités similaires font naufrage et qu'ils clament alors aux quatre vents pour obtenir l'appui d'un État que, soudain, on ne voue plus aux gémonies et qui accourt généralement sans trop de protestations renflouer les caisses, au nom du principe bien connu : « Trop gros pour faire banqueroute » !

Si la majorité des Cubains moyens et des autres font confiance à leur gouvernement, c'est que le qualificatif de « révolutionnaire » vient toujours s'y accoler, ce qui change tout. En cinquante-huit ans de Révolution, on ne trouvera aucun exemple de décision politique ou de mesure prise volontairement pour faire du tort à la population ou en sachant qu'elle lui en ferait, ou, comme cela se voit si souvent et de plus en plus dans le reste du monde, pour avantager les riches ou les puissants en tant que groupes sociaux bien identifiés, pour la bonne et simple raison qu'il n'existe plus à Cuba, depuis belle lurette, de « riches » ou de « puissants » ou encore de sociétés transnationales ou de richissimes institutions financières ou bancaires ! Autrement dit, la composition de la société cubaine n'est pas comparable à celle de la société étasunienne – ou française : les classes – selon la définition du Grand Robert (même pas de Marx) : « Dans un groupe social, ensemble de personnes qui ont en commun une fonction, un genre de vie, une idéologie, etc., et qui sont envisagées comme un sous-ensemble distinct et important de la société » – ne sont plus une réalité prégnante dans la société cubaine, ou qui en informeraient le fonctionnement ou le devenir ou l'action. Qu'il y existe des groupes sociaux, certes, mais les projets de chacun ne sont pas forcément antagonistes de ceux des autres ou de la société dans son ensemble. Qu'on assiste depuis quelque temps à l'émergence d'un secteur privé – que les mesures de l'administration Obama tendent toutes à promouvoir – certes, cela aussi est évident, mais ce secteur privé (ou « indépendant », comme on préférerait l'appeler voilà quelques années), contrairement à ce qui se passe dans une société capitaliste, n'a aucunement toute latitude de s'étendre à sa guise et sans frein. La population cubaine a trop longtemps vécu selon des conceptions du

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

monde et du social différentes pour qu'elle soit spontanément ou mécaniquement poussée à identifier « la réussite sociale », l' « escalade dans l'échelle sociale », comme le *nec plus ultra* de la vie humaine ! N'en déplaise à ses contempteurs, la Révolution cubaine véhicule des valeurs morales et publiques qui n'ont plus guère cours dans les sociétés issues d'une tradition bourgeoise plus que tricentenaire, à plus forte raison quand elles sont passées sous le rouleau compresseur du capitalisme néolibéral, où l'individu – cette entité si prisée par Obama et les siens – est devenu le parangon de tout l'édifice social.

À cette obsession malade de l'administration Obama de vouloir séparer les Cubains de leur gouvernement, de les en « affranchir », selon l'autre signification du fameux *to empower*, de faire en sorte que la société cubaine ne s'identifie plus à sa Révolution, a répondu, le 5 mai 2016, le Bureau national de l'Association nationale des petits agriculteurs (ANAP), l'une des organisations de masse mis en place par la Révolution, qui regroupe tous les petits paysans « indépendants » ou « privés ». Il serait bon que les hauts fonctionnaires, conseillers et experts de la Maison-Blanche lisent cette déclaration, et surtout réfléchissent dessus, s'ils veulent commencer à comprendre que, face aux « valeurs » que doivent répandre les « voyageurs éducationnels », il en existe d'autres, et sûrement plus réelles et plus solides. Je ne résiste pas au plaisir de citer cette déclaration en entier, parce qu'elle en dit plus dans sa simple éloquence que de longues explications :

### DÉCLARATION DU BUREAU NATIONAL DE L'ASSOCIATION NATIONALE DES PETITS AGRICULTEURS (ANAP) SUR LA MESURE DU GOUVERNEMENT ÉTASUNIEN

Le 22 avril dernier, le département d'État a annoncé sa décision d'inclure le café sur la liste des produits cubains produits par le secteur non étatique dont l'importation serait permise aux USA. Cette décision fait suite à la mesure que le gouvernement étasunien a adoptée en février 2015 pour autoriser des exportations cubaines très limitées, puisqu'en étaient exclus tous les biens et services provenant d'entreprises publiques.

On s'étonne de constater que le *département d'État* précise que, pour ce faire, « les entrepreneurs cubains doivent prouver qu'ils sont indépendants de l'État » et signale que cette nouvelle mesure vise à « appuyer la capacité du peuple cubain à mieux contrôler sa propre vie et à déterminer l'avenir de son pays ».

Ce que n'a pas dit le département d'État, c'est que pour avoir privé unilatéralement Cuba – une fois le blocus décrété – de la Clause de la nation la plus favorisée qui nous correspond de droit comme État fondateur de l'Organisation mondiale du Commerce, *n'importe quel produit cubain que l'on veut exporter aux États-Unis doit payer les droits de douane les plus élevés, ce qui rend pratiquement impossible son importation dans ce pays.*

Le département d'État ignore aussi que la loi de Réforme agraire, promulguée au triomphe de la Révolution en 1959, a rendu plus de deux cent mille familles paysannes propriétaires de leurs terres et que, depuis, l'État cubain a mis en œuvre un programme visant à l'essor productif, économique et social du paysan de notre pays, lui offrant une aide à la production, lui octroyant des crédits, lui garantissant un marché sûr pour ses produits et lui assurant d'autres avantages sociaux.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Que nul ne pense qu'un petit producteur agricole puisse exporter directement aux États-Unis. Pour ce faire, des entreprises cubaines de commerce extérieur doivent intervenir, ainsi que des transactions financières en dollars, ce qui a été impossible à ce jour.

Nous sommes conscients que ce genre de mesure vise à influencer sur le paysan cubain et à le séparer de notre État.

Nous, petits agriculteurs cubains, nous ne craignons pas les changements, à condition qu'ils proviennent de nous-mêmes. C'est pour cette puissante raison que nous ne saurions admettre la prétention permanente du gouvernement étasunien de briser l'unité du peuple cubain, car elle détruirait une révolution qui nous a offert la démocratie participative, la liberté, la souveraineté et l'indépendance.

Nous, paysans cubains, nous sommes membres de la société civile socialiste et existons comme partie de l'État, et non en opposition à celui-ci qui représente le pouvoir du peuple. Aux côtés des ouvriers et de tout notre peuple, nous combattons les visées impérialistes de promouvoir la division et la désintégration de la société cubaine, ce que cette politique prétend par une mesure comme celle qui a été annoncée récemment.

*Si le gouvernement étasunien veut vraiment contribuer au bien-être des Cubains, alors, qu'il lève définitivement le blocus économique, commercial et financier qu'il impose depuis plus de cinquante ans et qui constitue le principal obstacle au développement de Cuba.*

Paysans cubains, nous ratifions notre fidélité à notre État révolutionnaire, nous relèverons tous les défis et nous continuerons de bâtir un socialisme prospère et durable, avec tous et pour le bien de tous, et nous nous engageons en patriotes à continuer de produire pour notre peuple.

Tout commentaire de ma part serait superflu. « Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà », disait voilà bien longtemps un certain Blaise Pascal. On peut reprendre la formule en remplaçant le massif séparant l'Espagne de la France par « détroit de la Floride ».

En tout cas, venant ratifier l'impossibilité des caféiculteurs cubains d'exporter directement aux États-Unis, la société suisse Nespresso, filiale de Nestlé S.A., fait savoir le 20 juin 2016, qu'elle y vendra du café cubain à partir de la fin de l'année, sous forme de cartouches mais dans une édition limitée, appelée Cafecito de Cuba, en magasin, en ligne et par téléphone, qu'elle n'achètera pas directement à Cuba, mais à des importateurs européens. Guillaume Le Cunff, président de Nespresso USA, a dit souhaiter parvenir à un accord à long terme, parle d'un « café incroyable » et souhaite améliorer les conditions de vie des producteurs cubains. Pour ce faire, Nespresso s'est allié à TechnoServe, une organisation à but non lucratif de Washington qui aide des caféiculteurs de Colombie, de Soudan du Sud, du Kenya et d'Éthiopie. De toute façon, la production étant assez limitée, Nespresso ne risque pas d'inonder le marché étasunien...

Soit dit en passant, n'allons pas croire qu'Obama et ses experts aient été les premiers à vouloir « autonomiser » la société civile cubaine et « affranchir » les particuliers. Chirac, bien avant lui, avait déjà eu cette idée. Relisant la « Lettre ouverte » que j'avais adressée le 24 juillet 2003 à Dominique de Villepin qui était alors son ministre des Affaires étrangères, je

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

constate, surpris, qu'elle y est, en toutes lettres, et que je lui posais alors les mêmes questions que je pose aujourd'hui à Obama !

Je passe à un autre point. Vos nouveaux conseillers vous orientent aussi sur des voies bien curieuses en matière de coopération, dans le cadre des sanctions que vous avez imposées à Cuba. Je reste de nouveau sidéré devant des affirmations péremptoires de votre ministère qui, une fois encore, prêteraient à rire si le fond n'était pas aussi sérieux : « Sur la coopération avec Cuba, la réévaluation a effectivement eu lieu. Elle aura pour effet de mettre un terme à une série de projets qui ressortissent à la coopération institutionnelle. [...] En revanche, nous nous efforçons de *mettre l'accent sur les projets qui bénéficient à la société civile, aux particuliers*, tout ce qui touche par exemple aux programmes de santé, aux programmes d'éducation, à l'agronomie, tout ce qui, encore une fois, ne fait pas appel aux institutions gouvernementales *mais à des partenaires particuliers, à des individus*. »

Votre conseiller en chef, Ménard, devrait éviter de puiser ses informations sur Cuba auprès de ses amis et commanditaires de l'extrême droite cubano-américaine de Miami et surtout, monsieur le Ministre, de vous induire en erreur en prenant ses désirs pour des réalités. Ne savez-vous donc pas qu'il n'existe pas à Cuba de « programme de santé ni d'éducation » aux mains de « particuliers » ? A qui donc vont aller les ressources de la coopération française qui sortent, rappelons-le, des poches des contribuables ? En matière d'éducation, je ne vois guère que les classes de catéchisme de l'Église catholique... En matière de santé, là, je patauge : je ne vois pas les éventuels destinataires de votre générosité. A moins que vous n'envoyiez des médicaments à M. Cason, le chef de la Section des intérêts des USA pour qu'il les distribue à ses « troupes ». Quant à l'agronomie, vous parlez de coopératives « indépendantes ». Décidément, le mot est devenu à la mode, mais ne correspond guère à la réalité cubaine. [Rectificatif de 2016 : il est correspond aujourd'hui, puisque les coopératives « indépendantes existent maintenant.]

En fait, monsieur le Ministre, vous vous engagez là sur une pente dangereuse. Que je sache, et vous me détrompez si je fais erreur, la contrepartie d'un gouvernement, en droit diplomatique, est un autre gouvernement. L'ambassade française à La Havane est accréditée devant les pouvoirs cubains constitués, pas devant la « société civile ». Commencer à vous lancer dans des soutiens « privés », c'est faire le jeu de M. Cason dont la mission déclarée est justement de travailler à la liquidation de la Révolution cubaine et qui tire les ficelles de la « dissidence ».

Toujours dans ce même contexte de représailles du gouvernement français contre la Révolution cubaine, j'avais rédigé, le 21 septembre 2003, un commentaire pour le site web du quai d'Orsay. Je le reproduis ci-dessous parce qu'il me semble tout aussi pertinent maintenant qu'alors et me confirme qu'à Paris et à Washington, on se méprend à peu près de la même manière sur la réalité cubaine.

Je constate que le gouvernement français continue de se donner bonne conscience au meilleur coût. Vous ne pouvez pas supposer - c'est une simple question de dignité - que le gouvernement contre lequel vous menez une campagne aussi tenace va ensuite se

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

rabaisser à recevoir vos aumônes en matière de coopération. Si le sort du peuple cubain semble vous toucher si fort, alors, n'insultez pas son intelligence et son sens de l'honneur par des pirouettes langagières : vous continuez de croire, parce que ça vous arrange et justifie votre mauvaise foi, qu'entre le peuple cubain et ses dirigeants, il existe un fossé tel que le sort du premier importe peu aux seconds. Vous continuez de confondre la Révolution cubaine avec les régimes « communistes » mis en place en Europe de l'Est. Ici, que vous le croyez ou non, que cela vous plaise ou non, ce que fait le gouvernement cubain est au profit du « peuple ». Alors, si vous tenez vraiment à « aider » celui-ci, ne supprimez pas une coopération dont tout prouve, une fois de plus, qu'elle n'est en fin de compte qu'un moyen de pression politique (et de basse politique) pour amener vos homologues du Tiers-monde à résipiscence. Ça peut marcher sur beaucoup, mais pas sur la Révolution cubaine, comme sa résistance depuis quarante ans à l'Empire devrait vous le confirmer si vous saviez lire l'Histoire.

Cette réalité cubaine tout à fait particulière explique pourquoi il est si difficile à l'administration Obama – comme cela l'a été pour toutes ses prédécesseurs – d'adopter des politiques qui, pour ainsi dire, « visent juste » : son incompréhension des ressorts, des « valeurs », pour reprendre son idée missionnaire, des leviers, des mécanismes de la société et du mode de production socio-économique de Cuba, modelés par cinquante-huit ans de révolution socialiste, lui interdit d'adopter des décisions et d'engager des actions qui soient un tant soit peu crédibles ou acceptables par la société à laquelle il s'adresse. Ce qui explique, soit dit en passant, je le répète, pourquoi son discours du 22 mars 2016 au Grand Théâtre de La Havane sonnait si creux, mettait tant à côté de la plaque...

Prenons, en guise d'exemple, le rapport à la richesse, qui est, de toute évidence, dans notre monde et mode contemporains, la « valeur » suprême. En règle générale, il n'est pas bien vu à Cuba d'être riche, la richesse étant associée à l'injustice, à l'inégalité par rapport aux autres, ou alors à l'illicéité, à la truanderie, à l'exploitation d'autrui. D'où, soit dit en passant, la difficulté, après cinquante ans de socialisme égalitariste, voire souvent paternaliste, où l'État prenait tout en charge, à faire admettre dans l'opinion publique et dans les mœurs citoyennes l'existence du travailleur à son compte, du travailleur indépendant, de quelqu'un qui peut devenir un employeur, au point que quand le parti a commencé à introduire ces concepts dans son discours, il n'osait pas – et il n'ose toujours pas – appeler un chat un chat, et qu'il a introduit l'expression euphémistique de « forme de propriété non étatique » ou de « secteur non étatique » ou « formes de gestion non étatiques », pour éviter de parler de ce qu'on connaît partout ailleurs comme « le privé » !

Car en avril 2011, le Parti avait été très clair sur ce point dans les « Orientations de la politique économique et sociale du parti et de la Révolution », adoptées par le Sixième Congrès et débattues, je le rappelle, par l'ensemble de la population cubaine :

1. Le système de planification socialiste, qui restera la voie principale pour diriger l'économie nationale, doit se transformer dans sa méthodologie, son organisation et son contrôle. La planification tiendra compte des caractéristiques du marché, tout en influant sur lui.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

2. Le modèle de gestion reconnaît et encourage, en plus de l'entreprise publique socialiste – forme principale de l'économie nationale – d'autres formes : les modalités d'investissement étranger prévues dans la loi (dont la société mixte et le contrat d'association économique internationale), les coopératives, les petits agriculteurs, les usufruitiers, les preneurs de bail, les travailleurs à leur compte et d'autres formes qui doivent, toutes ensemble, contribuer à élever l'efficacité.

3. *La concentration de la propriété dans des personnes juridiques ou naturelles ne sera pas permise dans ces formes de gestion non publiques.*

Et le parti a dû expliquer à ses militants et à bien d'autres membres de la société cubaine que le travailleur indépendant ou à son compte n'est pas incompatible avec le socialisme, voire que ce n'est pas à priori un contre-révolutionnaire, ni un exploitateur ! À preuve, ce qu'en dit Raúl Castro le 16 avril 2016, dans son Rapport au Septième Congrès du Parti communiste, tenu à La Havane :

L'un des aspects novateurs qui a suscité le plus d'attention, voire de la polémique, concerne les rapports de propriété, et c'est logique, car c'est la primauté d'une forme de propriété sur les autres qui détermine le régime social d'un pays.

À Cuba socialiste et souveraine, la propriété de tout le peuple sur les moyens de production fondamentaux est et restera la forme principale de l'économie nationale et du système socio-économique, et elle constitue par conséquent l'assise du pouvoir réel des travailleurs.

La reconnaissance de la propriété privée a suscité des inquiétudes honnêtes chez nombre de participants aux discussions préalables au Congrès, qui se sont demandé, inquiets, si nous n'étions pas, ce faisant, en train de faire les premiers pas vers la restauration du capitalisme à Cuba. En ma qualité de premier secrétaire du Parti communiste de Cuba, j'ai le devoir de vous assurer que ce n'est pas là, tant s'en faut, l'objectif de cette idée conceptuelle.

Il s'agit précisément d'appeler les choses par leur nom, sans nous réfugier derrière des euphémismes illogiques pour dissimuler la réalité. L'essor du travail indépendant et l'autorisation d'embauche de force de travail ont entraîné dans la pratique l'apparition de moyennes, petites et microentreprises privées qui fonctionnent aujourd'hui sans la personnalité juridique correcte et qui se régissent devant la loi dans le cadre de réglementations conçues pour les personnes naturelles se consacrant à de petites affaires de type familial.

L'Orientation n° 3 adoptée par le Sixième Congrès et qu'on propose de maintenir et de renforcer dans le projet actualisé précise carrément que « *la concentration de la propriété... ne sera pas permise dans les formes de gestion non publiques* ». On propose d'ajouter : « *pas plus que celle de la richesse* ». L'entreprise privée agira donc dans des limites bien définies et constituera un élément complémentaire de la trame économique du pays, tout ceci devant faire l'objet de la législation.

Comme nous ne sommes pas naïfs, nous n'ignorons pas les aspirations de puissantes forces extérieures qui misent sur ce qu'elles appellent l'« autonomisation » des formes

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

de gestion non étatiques afin d'engendrer des agents de changement dans l'espoir d'en finir avec la Révolution et le socialisme à Cuba par d'autres voies.

Les coopératives, le travail à son compte et la moyenne, petite et microentreprise privée ne sont pas par essence antisocialistes ni contre-révolutionnaires, et l'énorme majorité de ceux qui y travaillent sont des révolutionnaires et des patriotes qui défendent les principes et bénéficient des conquêtes de cette Révolution.

Cette idée de la justice sociale qui doit être inhérente à toute société se disant et se voulant socialiste, ce concept de la solidarité qui doit imprégner le tissu social d'une société qui aspire à dépasser les limites imposées jusque-là par le capitalisme, cette aversion de la richesse comme preuve et symbole de l'exploitation de l'homme par l'homme, du clivage entre les possédants et les démunis, traversent comme un autre fil rouge les cinquante-huit ans de Révolution cubaine, et ont laissé des traces profondes dans l'inconscient et le conscient de la majorité des Cubains. Et là encore, ces semences de ce qu'on appelle à Cuba « l'homme nouveau », une idée qu'on trouve abondamment dans les écrits du Che Guevara et dont l'atteinte semble bel et bien de nos jours une gageure foncièrement utopique, ont été plantées par Fidel dès les premiers moments de la Révolution et sont restées le terreau fondateur sur laquelle a poussé la tentative faite par le peuple cubain, avec un courage et une dignité plus qu'admirables par sa constance, de dépasser l'horizon du capitalisme.

Les documents programmatiques de la Révolution cubaine sont, depuis toujours, empreints de cette vision qu'un monde meilleur est possible – une idée si réitérée de nos jours dans les discours de tous les hommes politiques, même les plus à droite, qu'elle a en perdu toute sa substantifique moelle pour devenir quasiment un slogan creux – que l'homme, et donc la société sont perfectibles, que le politique doit se fonder avant tout sur l'éthique, et là encore dans le droit fil de ce qu'écrivait José Martí en 1882, dans la préface du recueil de poèmes, *Ismaelillo*, dédié à son fils : « J'ai foi dans l'amélioration humaine... dans l'utilité de la vertu. »

Je pourrais citer de très nombreux exemples, à commencer par la Seconde Déclaration de La Havane, datée du 4 février 1962, au lendemain du jour où l'OEA a expulsé Cuba de son sein et Kennedy décrété l'« embargo » sur le commerce avec l'île, d'une très haute tenue à la fois révolutionnaire et littéraire, mais je contenterais de citer un passage du Rapport présenté par Fidel au Troisième Congrès du parti communiste, en février 1986, voilà un peu plus de trente ans :

Pour le Parti, l'objectif essentiel de l'activité idéologique est que notre peuple, de par sa conscience politique, soit d'une loyauté inébranlable à ses principes et d'une intégrité morale à toute épreuve. La détermination de cesser d'exister plutôt que de cesser d'être révolutionnaire, tel est le legs qui, continûment recommencé, doit passer d'une génération de Cubains à l'autre. Dans la région du monde où la nation cubaine est née à l'histoire, la moindre hésitation dans ce sens serait fatale.

Notre confiance en l'avenir se base sur la capacité éprouvée du socialisme à générer dans un corps social des qualités et des vertus telles que l'amour du travail créateur, l'esprit de solidarité entre les êtres humains, le patriotisme le plus pur et l'internationalisme le plus conséquent, fondations de l'œuvre morale de la Révolution.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

L'humanisme de la société cubaine est un bouclier solide face à l'égoïsme impitoyable et brutal de la société capitaliste

Voilà un langage, des idées, une philosophie de la vie, une pensée politique, une vision du social et de la société dont je doute qu'on puisse trouver l'équivalent dans les programmes de partis, même de gauche, inscrits dans les sociétés capitalistes développées ou pas !

\*\*\*\*\*

**Et ces changements ont été bien accueillis, même s'il existe encore des opposants à ces politiques. Mais beaucoup de gens des deux côtés de ce débat se demandent encore : Pourquoi maintenant ? Pourquoi maintenant ?**

**La réponse est simple : *ce que faisaient les États-Unis ne fonctionnait pas*. Nous devons avoir le courage de reconnaître cette vérité. Une politique d'isolement conçue pour la Guerre froide n'a guère de sens au XXI<sup>e</sup> siècle. L'embargo blessait le peuple cubain au lieu de l'aider. Et j'ai toujours cru à ce que Martin Luther King, Jr., appelait « l'urgence brutale du moment ». Nous ne devons pas avoir peur du changement, nous devons l'assumer (*applaudissements*).**

Que dirais-tu, lecteur, si le tueur à gages qui, au nom d'un groupe mafieux, a tenté de te liquider pendant plus de cinquante ans et que tu as invité chez toi parce que, censément repent, il t'a demandé de converser et de faire la paix, te disait, une fois installé dans le meilleur fauteuil de ton appartement : « Cher monsieur, je renonce à vous tuer parce que, hélas, toutes les armes auxquelles j'ai recouru ont fait long feu au sens propre et au sens figuré. Alors, serrons-nous la main et n'en parlons plus » ? Tu serais estomaqué, je présume. Tout comme l'ont été ses auditeurs cubains, qu'ils fussent assis dans le Grand Théâtre de La Havane ou chez eux devant leur téléviseur.

D'après mes calculs, c'est la troisième fois en un peu plus de dix minutes qu'Obama rate l'occasion de demander pardon ou, du moins, de s'excuser auprès du peuple cubain. Comment ose-t-il affirmer devant ce dernier, la bouche en cœur et la fleur à la boutonnière, que le blocus et toute la politique foncièrement criminelle menée par dix présidents étasuniens depuis 1959 et qu'il maintient lui aussi pour l'essentiel, « ne fonctionnaient pas » !

Que, le 17 décembre 2014, Obama brandisse cet argument apparemment massue pour faire comprendre à l'opinion publique étasunienne, ou à ses amis et adversaires politiques du Congrès, la nécessité urgente de ce véritable coup de tonnerre dans un ciel serein que

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

constitue l'annonce qu'il va faire, et ce au nom du pragmatisme qui est un des traits dominants de sa société : si quelque chose ne marche pas, pourquoi s'entêter à vouloir le faire marcher, soit ! C'est un argument habile et intelligent. Un argument dont on a vu, d'ailleurs, qu'il l'a déjà utilisé à d'autres moments, et pas seulement lui, puisque jusqu'à des sénateurs républicains l'ont employé pour tenter d'inciter le Congrès à lever les sanctions, et donc le blocus.

Mais que, parlant directement au peuple cubain, Obama en reprenne l'idée (fixe), ce n'est plus de la goujaterie, c'est rien moins que de l'insensibilité, voire de la cruauté méprisante ou arrogante ! Mais oui, président Obama, la politique de votre pays a « fonctionné », et même très bien « fonctionné », et le peuple cubain l'a payée très lourd et très cher, vous pouvez me croire ! En pertes humaines et en pertes économiques !

Sans aborder les nombreux délits et crimes commis par les différentes administrations étasuniennes contre le peuple cubain depuis 1959, car j'en ai abordé un certain nombre plus haut (terrorisme, largages d'armes aux bandes contre-révolutionnaires, infiltrations de terroristes, sabotages économiques, guerre bactériologique contre plantes et êtres humains, tentatives d'attentats contre des dirigeants, etc.), je m'en tiendrai au blocus mis en place par Kennedy en 1962.

Depuis 1992, l'Assemblée générale des Nations Unies doit se prononcer à chaque session sur une résolution: « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique » que lui présente le gouvernement cubain. Auparavant, celui-ci a fait rapport sur les dommages que le blocus lui a causés dans l'année (en gros, de juin à juin), ainsi que les autres États qui s'estiment lésés pour en avoir souffert les effets extra-continentaux, et c'est à partir de ces différents rapports que le secrétaire général rédige le sien, complet. La première année, la résolution fut votée par 59 voix contre 3 et 71 abstentions ; en 1993, par 88 voix contre 4 et 57 abstentions, année qui recueillit le record de voix contre ; en 1994, par 101 voix contre 2 et 48 abstentions ; en 1995, par 117 voix contre 3 et 38 abstentions ; en 1996, par 137 voix contre 3 et 25 abstentions ; en 1997, par 143 voix contre 3 et 17 abstentions ; en 1998, par 157 voix contre 2 et 12 abstentions ; en 1999, par 155 voix contre 2 et 8 abstentions ; en 2000, par 167 voix contre 3 et 4 abstentions ; en 2001, par 167 voix contre 3 et 3 abstentions ; en 2002, par 173 voix contre 3 et 4 abstentions. Et le nombre de votes pour continua d'augmenter inexorablement, le représentant des États-Unis devant l'ONU, de quelque parti qu'il soit, eût-il beau ressasser chaque année que cette résolution n'avait pas de sens puisque l' « embargo », comme on l'appelle à Washington, était une question bilatérale, sans être jamais parvenu en vingt-quatre ans à convaincre la communauté internationale du bien-fondé de son argument, puisque, au dernier scrutin d'octobre 2015, 193 États membres la votèrent contre 2. Le plein, quoi : pas une abstention, pas une absence ! Le lecteur sera sans doute curieux de savoir quels sont ces deux membres qui votent systématiquement contre depuis 1992 : les États-Unis et Israël. Curieusement, d'ailleurs, alors que les États-Unis et Cuba avaient pourtant renoué leurs relations en juillet 2015, Cuba soumettait de nouveau sa résolution à l'Assemblée générale, en précisant que tant que le blocus ne serait pas levé, elle le ferait systématiquement, et les États-Unis, alors que des rumeurs avaient couru à Washington qu'ils s'abstiendraient cette fois-ci, ont fini par voter contre à leur habitude !

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Les braves gens se demanderont : si le vote contre le blocus étasunien est aussi catégorique à l'ONU, comment se fait-il que le gouvernement des USA le maintienne ? La réponse est toute simple : parce que, dans cette ONU si peu démocratique à sa fondation en 1946 et de moins en moins démocratique au fil des années, ce n'est pas l'Assemblée générale, autrement dit les cent quatre-vingt-treize États actuels, qui a pouvoir de décision, mais à peine cinq (entouré de dix autres qui sont là par roulement et ne sont souvent, hélas, que des comparses aisément manipulables), autrement dit les membres permanents du Conseil de sécurité auxquels la Charte des Nations Unies a conféré, non seulement le droit de veto, mais aussi celui d'adopter des résolutions contraignantes et même, en vertu du fameux chapitre VII, de déclencher des guerres ! Alors que les résolutions du Conseil de sécurité sont obligatoires, celles de l'Assemblée générale ne sont, somme toute, que des vœux pieux...

Pour Cuba, le blocus est la pierre d'achoppement majeure, l'obstacle essentiel à toute normalisation des relations entre les deux pays. Il l'était déjà auparavant, comme on a pu le constater dès les entretiens secrets de 1974-1975, alors pourtant qu'à cette époque-là l'appartenance de Cuba à l'environnement économique du camp socialiste, le CAEM ou COMECON, la mettait à l'abri des pires dommages, mais il l'est devenu encore plus à partir de 1992, à la disparition des démocraties populaire de l'Est et de la désintégration de l'Union soviétique, ce qui explique pourquoi Cuba présentait sa première résolution cette année-là. Depuis le 17 décembre 2014, la Révolution cubaine réitère à chacune de ses déclarations publiques (gouvernement, parti, Assemblée nationale du pouvoir populaire) qu'aucune normalisation ne sera possible entre Cuba et les États-Unis tant que le blocus, entre autres conditions, mais c'est bien la première, ne sera pas levé dans sa totalité.

Chaque année, donc, Cuba recense dans son rapport les dommages causés par le blocus entre chaque session de l'Assemblée générale de l'ONU. Je citerai littéralement quelques exemples dans le domaine de la santé, les plus douloureux et les plus injustifiables, tirés du dernier rapport (juin 2016) :

Il est impossible de calculer les conséquences que le vol de cerveau et de main-d'oeuvre spécialisée a sur le système de santé public cubain, notamment le *Cuban Medical Professional Parole Programme* (CMPP), mis en place en août 2006 pour délivrer des visas d'entrée uniquement aux médecins et aux paramédicaux cubains travaillant comme coopérants dans des pays étrangers et les attirer aux USA. Ce Programme est préjudiciable non seulement aux patients des pays tiers soignés par ces médecins, mais aux services de santé cubains auxquels on soustrait de la sorte des personnels. Malgré l'amélioration des relations bilatérales, ce Programme est toujours en vigueur, ce qui est tout à fait représentatif de la politique agressive de l'administration étasunienne envers Cuba.

L'*Institut de neurologie et de neurochirurgie Dr. José Rafael Estrada González* informe avoir reçu en janvier 2016 une délégation de la société étasunienne Medtronic qui contrôle une part importante de la vente et du service après-vente d'équipements médicaux de différents types, notamment des produits relatifs à la neurologie et à la neurochirurgie, dont certains sont exclusifs, tels les stimulateurs cérébraux profonds pour le traitement de maladies neurologiques. Durant cette visite, les représentants de Medtronic ont confirmé que leur société n'était toujours pas autorisée à signer des

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

contrats avec Cuba à cause du blocus, si bien que les centaines de patients cubains atteints du mal de Parkinson ou d'autres troubles neurologiques ne pourront pas améliorer leur qualité de vie faute de pouvoir leur implanter ces stimulateurs.

En novembre 2015, des spécialistes en neurophysiologie clinique de cet Institut ont fait savoir à un représentant de la société General Electric, qui vend des équipements médicaux pour étudier le système nerveux périphérique, leur intérêt d'en acheter un et de former un spécialiste cubain à sa manipulation. En février 2016, la société a répondu qu'elle n'était pas autorisée à vendre ses produits à Cuba à cause du blocus.

La société FARMACUBA a commandé à quatre fournisseurs étasuniens des moyens de protection et des produits chimiques et biotechnologiques pour élaborer des médicaments à Cuba, entre autres à la multinationale SIGMA-ALDRICH, qui a refusé de répondre à cause des complications découlant du blocus.

Dans le domaine vétérinaire :

La société LABIOFAM n'a pas pu se procurer aux USA les matières premières MEM-A et FETAL BOVINE SERUM, dont des sociétés étasuniennes ont l'exclusivité, et qui sont nécessaires pour produire des vaccins contre des virus et des bactéries. Elle a dû se tourner vers des fournisseurs européens qui élèvent leurs marges de profit, à quoi il faut ajouter des frais de transport accrus. Comme l'importation de ces produits exige un certificat d'origine délivré par une institution vétérinaire étasunienne, les fournisseurs redoutent que cette vente ne soit repérée grâce au contrôle de traçabilité de ce certificat et craignent de se voir infligée une amende par l'OFAC. Ainsi, le blocus porte préjudice à la santé du cheptel cubain et à la production alimentaire connexe.

Il est un autre domaine auquel on pense beaucoup moins et où le blocus, compte tenu des entraves financières et bancaires qu'il entraîne, se montre d'autant plus injustifiable qu'il porte préjudice à la coopération, bien souvent gratuite, que la Révolution cubaine offre à des pays du Tiers-monde. En voici des exemples pour 2016 :

Interdite de faire des opérations financières à l'étranger en dollars des États-Unis, Cuba doit exiger, quand elle signe des accords et des contrats de coopération internationale que les services ou les biens qu'elle offre soient payés en euros ou en dollars canadiens.

Malgré les mesures adoptées par le président étasunien, Cuba ne peut toujours pas faire concrètement des opérations en dollars des États-Unis, ce qui a entravé l'encaissement des services professionnels qu'elle a prêtés à des nations d'Amérique et d'Afrique. Ainsi elle n'a toujours pas pu encaisser *94 898 dollars* en provenance de l'Équateur, tandis que *26 686 000 dollars* sont toujours retenus par une banque éthiopienne en paiement des services prêtés par des membres de l'enseignement technique et professionnel.

Au Guatemala, 23 coopérants cubains en sport ont dû renoncer à prêter leurs services faute de pouvoir virer à Cuba leurs honoraires, car les filiales bancaires ont des relations avec des banques étasuniennes qui le leur interdisent.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

La même situation s'est présentée au Paraguay à douze coopérants en sport : la Fédération de cyclisme de ce pays a viré les sommes correspondantes à travers la COMMERZBANK A.G FRANKFURT SWIFT COBADEFF, qui a fait savoir qu'elle ne pouvait continuer de prêter ce service à cause des sanctions imposées à Cuba.

Selon ce rapport, mis à jour chaque année, « les préjudices économiques que le blocus économique, commercial et financier appliqué par les États-Unis cause au peuple cubain se montent, compte tenu de la dépréciation du dollar face à l'étalon-or sur le marché international, à 753 688 000 000 de dollars, malgré la réduction des cours de l'or par rapport à la période antérieure. À prix courants, le blocus a provoqué durant toutes ces années des préjudices se montant à plus de 125 873 000 000 de dollars. »

Si l'on veut d'ailleurs une preuve éclatante de l'embrouillamini légal et politique que constitue le blocus – dont la levée définitive, je le répète, incombe au Congrès et non à la Maison-Blanche – c'est que le président Obama, qui a insisté à plusieurs reprises sur son opposition (récente) au blocus et qui incite le pouvoir législatif à engager des débats sérieux sur sa suppression, a dû, pour pouvoir conserver son mot à dire sur la question, renouveler les sanctions imposées à Cuba aux termes de la « Loi de commerce avec l'ennemi » qui, bien que datant de 1917, sert de justification essentielle aux lois et réglementations du blocus sous prétexte d'intérêts de politique étrangère et qui ne s'applique plus qu'à un seul pays au monde : Cuba.

Mais, au fait, qu'est-ce donc que ce blocus (selon les Cubains) ou embargo (selon les USA) dont la Révolution cubaine considère la levée comme un a priori avant toute normalisation de ses relations avec les États-Unis ? Même si, on l'a vu, Eisenhower avait déjà pris de nombreuses mesures de rétorsion contre l'île rebelle, ce qu'on appelle de ce nom « officiel » remonte au 3 février 1962 quand l'administration Kennedy décrète « l'embargo total sur le commerce entre les États-Unis et Cuba », appliquant censément les accords adoptés la veille par l'Organisation des États américains (OEA) à Punta del Este (Uruguay). Un mois et demi plus tard, le 24 mars, les États-Unis interdisent l'entrée de tout produit élaboré en tout ou partie avec des produits d'origine cubaine, même fabriqués dans un pays tiers. Et peu à peu, au fil des années, le blocus s'est compliqué d'un labyrinthe devenu inextricable de lois et de décrets de toutes sortes décidés par les différentes administrations, démocrates et républicaines confondues. Ainsi, sous Clinton, j'en ai déjà parlé, deux nouvelles lois (Torricelli, 1992 ; Helms-Burton, 1996) viennent intensifier ce que les Cubains appellent, eux, une « guerre économique tous azimuts », toutes deux promulguées, bien entendu, sous la pression de la mafia terroriste cubano-américaine (selon la terminologie usitée avec force raison dans l'île). La seconde, la Helms-Burton, viole en outre le droit international par son « extraterritorialité ».

Mais, au fait, pourquoi ce blocus ? Rappelons d'abord que c'est avant tout un instrument de guerre, comme le prouvent de nombreux exemples historiques. Et que les visées des USA étaient très claires dès le début, même avant son instauration « officielle ». Ainsi, on peut lire dans un mémorandum secret rédigé le 6 avril 1960 par le secrétaire d'État adjoint, I. D. Mallory, les fondements mêmes de cette politique : « *La majorité des Cubains appuie Castro. [...] il n'existe aucune opposition réelle. Le seul moyen prévisible de lui enlever cette assise*

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

*interne est de provoquer le désenchantement et la désaffection basés sur l'insatisfaction et les difficultés économiques. [...] ...mettre en pratique au plus vite tous les moyens possibles pour affaiblir la vie économique de Cuba [...] en refusant à Cuba de l'argent et des livraisons afin de réduire les salaires nominaux et réels, de provoquer la faim, le désespoir et le renversement du gouvernement. »*

Le but est net, donc, et depuis toujours : renverser « Castro ». Autrement dit, liquider la Révolution cubaine. Par quels moyens ? En recourant tout simplement aux tentacules que peut étendre dans tous les recoins du monde la puissance économique qui bat monnaie à l'échelle universelle, qui régent les organismes financiers internationaux (dont le Fonds monétaire international et la Banque mondiale), qui possède les plus grosses banques au monde et a suffisamment de moyens de rétorsions extra-financiers et extra-économiques pour amener les récalcitrants à résipiscence. Ainsi, le 20 octobre 2015, les États-Unis infligent une amende de 1,116 milliard de dollars au Crédit agricole pour des transactions avec Cuba et d'autres États, ce qui vient s'ajouter à l'amende de 1,710 milliard que la banque allemande Commerzbank avait dû payer pour ce même motif en mars 2015. Voici donc quelques exemples, tirés du rapport de juin 2016, des pressions extraterritoriales de ce que les USA appellent un « embargo bilatéral », exercées après le rétablissement des relations diplomatiques et la réouverture des ambassades, et après, surtout, qu'Obama s'est dit opposé au blocus :

Le 6 août 2015, l'OFAC a infligé une amende de 271 815 dollars à la société d'assurances maritimes étasunienne *Navigators Insurance Company* (Navigators) au motif de violation des réglementations visant Cuba et d'autres pays : le 1<sup>er</sup> avril 2011, Navigators a versé 21 726 dollars d'intérêts à un ressortissant cubain.

Le 18 et le 23 septembre 2015, une banque australienne a refusé de faire deux virements en dollars australiens à l'agence de voyage Cubatur en paiement de services prêtés à un groupe de dix-neuf voyageurs en visite à Cuba.

En octobre 2015, la Société de télécommunications financières interbancaires mondiales (SWIFT) a retiré le service *Bankers World Online* à la Banco Financiero Internacional, au motif des réglementations du blocus.

Le 20 octobre 2015, la banque française *Le Crédit Agricole* a accepté de payer une amende conjointe de 1 116 893 585 dollars, dont 329 593 585 de dollars au département du Trésor, 90 300 000 dollars à la Réserve fédérale, 385 000 000 de dollars au département des services financiers de l'État de New York, 156 000 000 de dollars au Bureau du procureur de Manhattan et 156 000 000 de dollars au Bureau du procureur de Columbia, au motif de violations des réglementations visant Cuba et d'autres pays : selon l'OFAC, de janvier 2004 à juin 2008, *Le Crédit agricole*, dont ses filiales et les prédécesseurs, ont géré 173 virements électroniques concernant des biens intéressant le gouvernement cubain ou ses ressortissants, vers des institutions financières situées aux États-Unis ou à travers elles, pour un montant de 97 195 314 dollars.

Le 27 octobre 2015, la société étasunienne *Gil Tours Travel, Inc.* (*Gil Travel*) dont le siège social est à Philadelphie (Pennsylvanie), a payé à l'OFAC une amende de 43 875 dollars au motif de violations des sanctions contre Cuba : du 21 octobre 2009 au 19

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

août 2010, elle a prêté des services de voyage à Cuba à 191 personnes non autorisées par cet Office.

Le 24 novembre 2015, la filiale de la société étasunienne FedEx en Namibie a refusé de prêter service de messagerie internationale à l'ambassade cubaine de Windhoek au motif des réglementations du blocus.

Fin novembre 2015, la société étasunienne *PayPal* a bloqué le compte de la société allemande *Proticket*, dont les clients avaient payé les billets pour voir la comédie musicale *Soy Cubano* et un concert de la chanteuse cubaine Addys Mercedes. Le 19 avril 2016, une cour de Dortmund a condamné en première instance *PayPal* à la suite d'une demande de *Proticket*, l'obligeant à débloquer immédiatement le compte d'un client de l'État de Rhénanie-Nord-Westphalie, sous menace de devoir lui verser 250 000 euros. Cette société avait bloqué le compte en question parce que le client avait utilisé les mots « Cuba » ou « cubain », au motif des réglementations du blocus, la cour ayant estimé, s'opposant à l'extraterritorialité du blocus que « seule la loi allemande s'appliquait à ce cas ».

Le 20 janvier 2016, le département du Trésor a infligé une amende de 140 400 dollars à la société étasunienne de conception *WATG Holdings Inc. (WATG)*, de Californie, au motif de violations des sanctions contre Cuba : selon l'OFAC, sa filiale britannique, *Wimberly Allison Tong and Goo*, a travaillé à un projet d'hôtel à Cuba pour lequel elle a touché, d'octobre 2009 à mai 2010, trois versements totalisant 356 714 dollars en provenance d'une société qatarie.

Début février 2016, la banque allemande *Commerzbank* a fait savoir aux banques cubaines qu'elle cesserait ses opérations dans les mois prochains à cause d'une amende de 1 710 000 000 de dollars infligée par les USA en mars 2015.

Le 11 février 2016, les banques italiennes *Banco Popolare*, *Unicredit* et *Intensa San Paolo* ont refusé de faire des opérations avec l'entreprise italienne *SRL Sol*, qui distribue en Italie le rhum cubain *Varadero*.

Le 22 février 2016, l'OFAC a infligé une amende de 614 250 dollars à la société française *CGG Services S.A.* pour violation du blocus : en 2010-2011, celle-ci et plusieurs de ses filiales ont fourni des services, des pièces détachées et des équipements d'origine étasunienne à des fins de prospection de gaz et de pétrole à des bateaux opérant dans les eaux territoriales cubaines ; par ailleurs, la filiale vénézuélienne de la filiale de *CGG Services S.A.* aux USA a fait cinq transactions ayant à voir avec le traitement de l'information de recherches sismiques conduites par une société cubaine dans la Zone économique exclusive de l'île.

Le 25 février 2016, l'OFAC a infligé un amende de 304 706 dollars à la société étasunienne *Halliburton Atlantic Limited* pour violations des réglementations visant Cuba : cette société et ses filiales dans les îles Cayman ont exporté des biens et services pour 1 189 752 dollars afin d'appuyer la prospection de pétrole et de gaz, ainsi que des forages dans le Bloc Sud Costa Adentro à Cabinda (Angola), où la société cubaine *Cuba Petroleo (Cupet)* possède 5 p. 100 des actions.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Le 25 avril 2016, la filiale turque de la société hollandaise de services de messagerie *TNT B.V.* a fait savoir à l'ambassade cubaine d'Ankara que, par suite de sa fusion avec la société étasunienne *FedEx*, elle avait cessé ses services vers et depuis Cuba à compter du 1<sup>er</sup> février et qu'à partir du 4 avril, elle n'accepterait plus d'envois de pays sanctionnés par les USA.

Le 3 mai 2016, on apprenait que la banque étasunienne *Eventbrite* avait mis sous séquestre les fonds collectés par l'Association des Cubains au Royaume-Uni et provenant de la vente de billets d'entrée à un concert de musique classique organisé pour pouvoir acheter un piano et l'envoyer au Conservatoire de musique Amadeo Roldán de La Havane.

Mai 2016 : la Royal Bank of Canada refuse de virer le paiement en dollars canadiens correspondant à la quote-part d'inscription de Cuba à l'Association des États des Caraïbes.

Mai 2016 : la banque espagnole Santander refuse d'ouvrir un compte à des diplomates cubains accrédités en Espagne.

Mai 2016 : la banque espagnole Caixa Bank ferme les comptes courants et les dispositifs « Terminal Point de vente » (TPV) du groupe d'entreprises *Excelencias* à cause de ses opérations avec Cuba.

Juin 2016 : le département étasunien du Commerce cite en justice la société chinoise *Huawei* afin qu'elle soumette toute l'information relative à l'exportation et à la réexportation de technologies étasuniennes, ces cinq dernières années, à Cuba et à d'autres pays en butte à des sanctions.

### Autres exemples d'application extraterritoriale du blocus :

Septembre 2015. La société de services et d'assistance aéroportuaires (*W.F.S.*) qu'utilisait *Cubana de Aviación* au Canada annonce qu'elle ne pourra plus lui prêter service à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2015 après son achat par une société étasunienne, les avocats ayant fait savoir que cela violerait les réglementations du blocus contre Cuba. D'où un très gros préjudice en raison des gros volumes de cargaisons vers Cuba qui passaient par *W.F.S.*, dont des exportations de Colombie, d'Équateur, d'Algérie, de coopérants cubains, entre autres.

16 décembre 2015. La Royal Bank of Canada fait savoir aux bureaux de *Cubana de Aviación* de Toronto que la fermeture de son compte bancaire en dollars, intervenue le 28 octobre 2015, était due aux sanctions étasuniennes et qu'il devait demander l'autorisation de l'OFAC pour continuer de prêter ce service.

Le *Centre de recherche-développement de médicaments (CIDEM)* a fait état de difficultés avec la machine à blistérer pour son usine de chlore, qu'il a été impossible de mettre en marche et de compléter sous ses différents formats, car le fabricant, la société allemande *Romaco Pharmatechnik GmbH*, refuse d'avoir des négociations directes avec Cuba à cause du blocus.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

La *Société cubaine d'aéroports et de services aéronautiques (ECASA)* possède dans les aéroports internationaux du pays plusieurs systèmes de manutention de bagages fabriqués par une multinationale européenne qui a décidé de délocaliser sa filiale dans des pays asiatiques pour réduire les coûts et accroître sa rentabilité. Faute de pouvoir trouver plus près un fournisseur de pièces pour ces systèmes et compte tenu de l'exclusivité des équipements de cette société, ECASA a dû dépenser 45 000 dollars de plus, à cause d'une hausse de 50 p. 100 de leurs prix.

Le 17 mars 2016, offrant une conférence de presse pour commenter le dernier train de mesures adoptées par l'administration Obama en vue d'alléger le blocus, Bruno Rodríguez Parrilla, le ministre des Relations extérieures, après avoir rappelé l'opinion de Jack Lew, le secrétaire du Trésor, selon lequel le blocus limitait encore « très, très significativement » le volume de transactions entre Cuba et les USA, explique que « ses éléments dissuasifs et punitifs restent toujours en vigueur : Des compagnies étasuniennes et d'autres pays ont fait très récemment l'objet de sanctions pour avoir offert des services et des équipements d'origine étasunienne à Cuba ; des sociétés étrangères vendant du nickel et du rhum cubains ont été sanctionnées par le retrait de lignes de crédit et le refus de transferts, même dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis ; des banques étrangères ont bloqué des comptes en banque de personnels médicaux cubains offrant leur coopération à des pays africains alors, pourtant, que ces comptes n'avaient pas été ouverts en dollars ; des filiales de sociétés étasuniennes dans des pays tiers refusent tous les jours leurs services à des missions diplomatiques et à des sociétés cubaines installées à l'étranger. »

Et d'ajouter : « Le blocus constitue l'obstacle le plus important, l'obstacle décisif au développement économique de Cuba et inflige des privations au peuple cubain, et il le restera tant que d'autres décisions exécutives, voire législatives, ne seront pas adoptées. Sa levée sera donc essentielle, je le réitère, si l'on veut normaliser les relations entre nos deux pays. »

Mais le blocus ne frappe pas seulement Cuba : il porte aussi préjudice à la population étasunienne, à cause non seulement du manque à gagner qu'implique l'interdiction de faire des affaires avec Cuba, mais encore de l'impossibilité de tirer profit des avancées scientifiques de l'île. Trois exemples sont éloquentes à cet égard :

Le *Centre d'ingénierie génétique et de biotechnologie (CIGB)* a mis au point un médicament novateur et unique en son genre, l'Heberprot-P, pour soigner l'ulcère sévère du pied diabétique, dont plus de 230 000 patients du monde entier ont bénéficié à ce jour et auquel ont été concédés 21 licences sanitaires et plus de 30 brevets. Selon les statistiques, on compte environ 29,2 millions de diabétiques aux États-Unis, soit 9,3 p. 100, dont 3,5 p. 100, soit plus d'un million de personnes chaque année, souffrent du pied diabétique, dont 204 296 pourraient être atteintes de complications. Si elle pouvait exporter l'Heberprot-P pour pouvoir traiter 5 p. 100 des Étatsuniens ayant chaque année des complications du pied diabétique, ce qui contribuerait par ailleurs à éviter les plus de 70 000 amputations faites aux USA, l'industrie biotechnologique cubaine pourrait faire des recettes de plus de 122 millions de dollars.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Le CIGB a introduit sur le marché l'immunogène GAVAC, un vaccin qui constitue une autre solution au contrôle de la tique et dont l'action est spécifique pour différentes espèces du genre *Rhipicephalus*. Une étude faite dans l'État de Tamaulipas (Mexique), frontalier avec les USA et où cet acarien est endémique, a constaté une efficacité de 99 p. 100. En 2012, le GAVAC a été évalué par l'*USDA ARS Center for Tick Research Laboratory*, avec des résultats de 99,9 p. 100. Les États-Unis importent tous les ans de cet État mexicain environ un million de bovins, qui doivent être soumis à de nombreux contrôles et quarantaines pour éviter l'entrée des tiques. Les produits chimiques utilisés tendent à toucher les animaux et à contaminer aussi bien leur chair que leur lait. Or, le GAVAC, un vaccin totalement écologique, réduirait ces risques de contamination de chaque côté de la frontière et de maladies transmises par les tiques. Cuba pourrait fournir ce produit aux USA, notamment aux États d'élevage du Texas et de Basse-Californie où les dommages causés par les tiques se calculent à environ cent millions de dollars par an, et faire des profits se montant à 2 250 000 dollars.

Le *Centre national de recherches scientifiques (CNIC)* a, à travers ses Laboratoires Dalmer S.A., une entreprise commerciale, évalué son potentiel d'exportation de différents produits aux USA : 5 384 337,89 dollars. Entre autres, le Policosanol ou PPG, qui a un effet prouvé sur le cholestérol et comme traitement préventif de pathologies vasculaires. Or, la moitié des Étatsuniens, en particulier 30 p. 100 des enfants, ont un taux de cholestérol élevé, mais le blocus interdit aux patients de bénéficier des avantages du PPG.

Heureusement, les dernières mesures d'allègement du blocus adoptées par Obama vont permettre maintenant aux autorités pertinentes et aux laboratoires intéressés des deux pays d'engager des conversations en vue d'une coopération médicale et pharmaceutique et d'entreprendre des essais cliniques, Cuba pouvant faire état de grosses avancées en matière de biotechnologie et de mise au point de vaccins concernant différentes maladies, dont certaines formes de cancer.

Ainsi, le 13 juin, les deux pays ont signé à Washington, dans le cadre de la visite des trois jours du ministre cubain de la Santé publique, un mémorandum d'accord pour coordonner des actions dans une série de domaines comme la sécurité mondiale, les maladies transmissibles et non transmissibles, la recherche-développement, la technologie de l'information. Les deux pays sont intéressés par le dépistage et la réponse à des maladies infectieuses émergentes comme la dengue et la chikungunya transmises par des moustiques ; ils partagent les problèmes d'une population vieillie et la nécessité de trouver des solutions à des maladies neurodégénératives et à d'autres non transmissible, comme le cancer. « Cuba a fait des contributions importantes à la science et à la santé, comme le prouvent sa participation à l'intervention contre la maladie à virus Ébola en Afrique de l'Ouest et le fait qu'elle soit le premier pays au monde à avoir éliminé la transmission du VIH de la mère à l'enfant », affirme dans un communiqué Sylvia Mathews Burwell, la secrétaire étasunienne à la Santé. « Cette nouvelle coopération est une occasion historique pour les deux pays de s'appuyer sur leurs connaissances et leurs expériences au profit de la recherche biomédicale et de la santé publique en général. » Quant à la lutte concertée contre le virus Zika, les États-Unis souhaitent, toujours selon ce Mémorandum, profiter de

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

l'expérience cubaine dans le combat contre les virus tropicaux propagés par le moustique *Aedes aegypti*. Jimmy Kolker, chef du Bureau des affaires mondiales au département de la Santé, rappelle que Cuba dispose d'un des centres qui coopèrent avec l'Organisation mondiale de la santé dans le combat contre la dengue, une maladie semblable au zika. Selon lui, « il existe une utilité épidémiologique à entrer en communication avec Cuba. Le zika nous fait penser à notre proximité géographique et aux effets éventuels des changements climatiques en vertu desquels certaines maladies qui n'étaient connues que dans des régions tropicales pourraient s'étendre à des régions continentales comme les États-Unis. » En ce qui concerne le cancer, les scientifiques étasuniens se sont aussi intéressés à un vaccin contre le cancer du poumon mis au point à Cuba, le département de la Santé souhaitant contribuer à son approbation par l'Administration des aliments et des médicaments des États-Unis. Des chercheurs de l'Institut du cancer Roswell Park en Buffalo (New York) travaillent avec les scientifiques cubains pour réaliser un essai clinique dans le pays dès l'été. Soit dit en passant, les chercheurs cubains ont mis au point un anticorps monoclonal, le Nimotuzumab, pour traiter le cancer avancé de la tête et du cou, que les sanctions du blocus interdisent de vendre aux États-Unis.

Il semblerait donc que les accords dans le domaine scientifique et médical sont ceux qui offrent le plus de perspectives de concrétisation à court terme, compte tenu, je le répète, de la qualité des scientifiques et des laboratoires cubains, ainsi que des infrastructures et des personnels en place dans le pays et dans le Tiers-monde, et aussi, sans doute, parce qu'il est plus facile à l'administration de travailler directement avec le gouvernement cubain dans ce domaine que dans celui de l'économie où elle se refuse, on l'a vu, à tout ce qui pourrait favoriser « l'Etat »...

Un des résultats les plus évidents du relâchement des tensions entre les deux pays est l'arrivée à Cuba, non seulement de personnages du jet-set, mais aussi de délégations de toutes sortes, depuis des fonctionnaires de l'administration, des législateurs et des gouverneurs étasuniens, jusqu'à des organisations privées. En tout cas, les deux gouvernements ont signé huit mémorandums d'accord depuis le 17 décembre 2014, ce qui n'était jamais arrivé avant. Par exemple, en matière de protection de l'environnement (le 24 novembre 2015), d'hydrographie et de cartes nautiques (18 mars 2016) ; la veille, ils avaient rétabli les services postaux directs.

Dans d'autres domaines, telle la banque, le 23 juillet 2015 : accord de banque correspondante entre le Banco Internacional de Comercio de Cuba S.A. (Bicsa) et la banque Stonegate, de Floride. En télécommunications : 2 novembre 2015, accord signé entre ETECSA et Sprint Communications Company LP ; 14 mars 2016, accord entre ETECSA et Verizon Partner Solutions, unité grossiste de la société étasunienne Verizon Communications Inc., pour interconnexion directe de trafic de voix international entre les deux pays. Le 4 février 2016, rencontre technique à Miami sur le combat contre la traite des êtres humains et les fraudes migratoires. Le 8 décembre 2015, à La Havane réunion d'informations sur les compensations mutuelles.

Par ailleurs, la Commission bilatérale chargée de suivre l'évolution des relations s'est réunie à trois reprises, la dernière fois le 16 mai 2016 (les deux premières le 11 septembre 2015

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

et le 10 novembre 2015), sans que les autorités des deux bords ne donnent beaucoup de précisions sur les progrès et les blocages : on y parle très vaguement de « rencontres techniques », d'« accords de coopération sur des points d'intérêt mutuel », de « visites de haut niveau » et de « dialogues sur des points d'intérêt bilatéral et multilatéral où il n'existe pas de positions coïncidentes ». On reste sur sa faim. Josefina Vidal, directrice d'Amérique du Nord au ministère cubain des Relations extérieures, qui la présidait, a toutefois signalé que les deux parties s'étaient proposées de conclure de nouveaux accords de coopération dans des domaines comme la santé, l'agriculture, la météorologie, la sismologie, les Zones terrestres protégées, l'intervention en cas de marées noires, la lutte contre le trafic de drogues, ainsi que la recherche-sauvetage, d'entamer un dialogue sur la propriété intellectuelle et de poursuivre celui relatif aux changements climatiques et aux régulations économiques et commerciales en vigueur dans les deux pays. La quatrième réunion est prévue en septembre 2016.

Bref, sur des points de détail, les choses vont bien. Sur ceux que Cuba juge vitaux pour normaliser les relations, ça avance bien moins vite (allègement du blocus économique par Obama puis levée par le Congrès), voire pas du tout (restitution de la base navale de Guantánamo, cessations de programmes radios et télévisés subversifs, entre autres)... À chaque réunion bilatérale, le gouvernement cubain, pour lequel il s'agit d'une de ses grandes priorités, rappelle, comme l'a fait par exemple Josefina Vidal à la conférence de presse qu'elle a donnée à la fin de la troisième réunion de la Commission bilatérale, le 16 mai 2016, que « Guantánamo est le seul cas au monde d'une base militaire installée sur un territoire louée à bail à perpétuité, ce qui est une anomalie en droit international. Il n'y a pas d'autre exemple similaire dans le monde, et c'est aussi le seul cas d'une base militaire occupée contre la volonté du gouvernement et du peuple du pays où elle est installée. »

L'administration Obama est d'ailleurs est si peu disposée à envisager – ne serait-ce que ça ! – la restitution de la base navale de Guantánamo à Cuba qu'on apprend le 11 juillet 2016 que le Pentagone y construira une nouvelle école, de la maternelle à la terminale, où étudieront 275 élèves et dont l'inauguration est prévue pour novembre 2018, destinée de toute évidence aux enfants des soldats et officiers qui y sont cantonnés. Qui plus est, ce sera l'une des plus chers du département de la Défense, à hauteur de 240 000 dollars par élève.

Il existe toutefois des pressions au sujet du blocus. Ainsi, le 8 juin 2016, le *President's Export Council* qui constitue la principale commission consultative nationale du président étasunien pour le commerce international, et dont le président et le vice-président venaient de visiter Cuba en mars dans le cortège d'Obama, a demandé à celui-ci et au Congrès de travailler à la levée du blocus dans les meilleurs délais, ce qui « s'avère essentiel pour que les exportateurs étasuniens puissent atteindre le plein potentiel de relations commerciales normalisées avec Cuba ». Un groupe de pression s'est aussi constitué au Congrès, *Engage Cuba*, pour travailler dans ce sens, sans grand succès pour le moment. En fait, bien que le gouvernement cubain ne cesse de répéter comme un cliché qu'Obama a fait des appels réitérés au Congrès pour qu'il lève définitivement les sanctions contre Cuba, ce « réitéré » me semble plus un effet de manches diplomatiques qu'un fait correspondant vraiment à la réalité. À ce jour, Obama est loin de s'être « engagé » auprès du pouvoir législatif étasunien dans ce sens.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

D'autres contacts se déroulent qui sont plus dans la ligne de la politique d'Obama en matière économique : ainsi, María Contreras-Sweet, gérante de l'Agence (gouvernementale) des petites entreprises des États-Unis, qui avait déjà accompagné Obama durant sa visite en mars, a passé deux jours à Cuba les 20 et 21 juin 2016 : elle y a rencontré Rodrigo Malmierca, ministre cubain du Commerce extérieur et de l'Investissement étranger, les vice-ministres du Commerce intérieur et du Travail et de la Sécurité sociale, et visité la Zone de développement spéciale de Mariel. Je rappelle que c'est ce secteur-là qu'Obama veut « autonomiser »...

Deux mois avant, le 22 avril 2016, le département d'Etat « actualisait » d'ailleurs la liste des biens et produits que des *entrepreneurs cubains indépendants* seraient autorisés à exporter aux États-Unis, et précisait que des personnes sujettes à la juridiction des États-Unis pourraient aussi importer du café, des textiles et des articles de textile produits par des entrepreneurs cubains indépendants, ces importations ne devant plus forcément provenir directement de Cuba. Et le communiqué reprend l'antienne de toujours : « Ces changements permettront plus d'engagement avec le secteur privé cubain pour de nouvelles occasions d'affaires... Autonomiser le peuple cubain et la société civile cubaine est au centre de notre approche de Cuba. Élargir les liens commerciaux entre les entrepreneurs indépendants cubains et les États-Unis créera de nouvelles occasions d'autonomisation. Comme l'a dit le président Obama le 21 mars à la réunion des entrepreneurs à La Havane, l'avenir économique de Cuba dépend en partie de la croissance du secteur privé et les États-Unis veulent être les partenaires de Cuba dans cette marche en avant. »

En tout cas, il ne se passe guère de jours qu'il n'arrive à Cuba quelqu'un de haut placé depuis les États-Unis.

Les Cubains, qui s'y connaissent en blocus bien mieux qu'Obama et ses conseillers, lui ont d'ailleurs expliqué, en octobre 2015, lors du dernier vote de l'Assemblée générale des Nations Unies, devant la communauté internationale au grand complet, ce qu'il ne pouvait pas faire, puisque la décision de levée totale a échappé des mains du locataire de la Maison-Blanche depuis que William Clinton a signé en 1996 la Loi Helms-Torricelli :

Il n'y a que quatre aspects du blocus sur lesquels le président étasunien n'a pas de prise, car leur suppression ou leur modification est aux mains du Congrès :

1. Prohibition imposée aux filiales étasuniennes dans des pays tiers de vendre des biens à Cuba (loi Torricelli, 1992).
2. Prohibition de faire des transactions avec des biens étasuniens nationalisés à Cuba (loi Helms-Burton, 1996).
3. Prohibition imposée aux Étasuniens de faire du tourisme à Cuba (Loi relative à la réforme des sanctions commerciales et à l'élargissement des exportations, 2000).
4. Obligation de payer en liquide et à l'avance les produits agricoles que Cuba achète aux USA (Loi relative à la réforme des sanctions commerciales et à l'élargissement des exportations, 2000).

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Que demandent donc les autorités cubaines à Obama à chaque déclaration publique au sujet de ce blocus en place maintenant depuis presque cinquante-quatre ans ? Tout simplement, d'utiliser toutes ses prérogatives exécutives pour vider ce quasiment inextricable entrelacs de lois, de décrets et de mesures de sa substance et de n'en laisser que la carcasse. Ce qu'il n'a pas encore fait, tant s'en faut ! Mais nous avons déjà appris que le maintien du blocus est aussi pensé comme « moyen de pression ». Une chose explique l'autre...

\*\*\*\*\*

**Ceci me conduit à expliquer ces changements par une raison plus grande et plus importante : *Creo en el pueblo Cubano*. Je crois au peuple cubain (*applaudissements*). Ce n'est pas une politique uniquement pour normaliser les relations avec le gouvernement cubain. Les États-Unis sont en train de normaliser leurs relations avec le peuple cubain (*applaudissements*).**

Ça, après avoir analysé d'un peu plus près les déclarations d'Obama sur sa politique cubaine, on n'a pas de mal à croire qu'il dit la vérité, ou plutôt, comme je l'ai prouvé depuis le début, qu'il la dit sur le deuxième point : normaliser dans les faits concrets ses relations avec le peuple cubain, et guère sur le premier, les normaliser avec le gouvernement cubain, dont on a vu, documents à l'appui, qu'il ne ferait rien pour lui faciliter les choses. Je n'ai donc pas à m'étendre à ce sujet, Obama par son insistance réitérée et réitérative à vouloir « *atteindre le peuple cubain* » et à l' « *affranchir de son gouvernement* » me relevant de cette démonstration.

Quoi qu'il en soit, quand Obama parle de « normalisation », il n'entend pas cette idée ou ce concept de la même manière que les dirigeants de la Révolution cubaine. Ou plutôt il ne se situe pas dans la même perspective. Encore une fois, il confond la société cubaine avec celle des États-Unis. Et le revoilà qui insiste pour la *nième* fois sur la dichotomie entre gouvernement et peuple, comme si à Cuba ces deux instances de « pouvoir » étaient distinctes, ou antagonistes, voire des ennemis ! Eh bien, n'en déplaise à Obama, le peuple s'identifie dans son immense majorité avec le gouvernement, parce que celui-ci, à la différence de ce qui se passe aux USA et dans la quasi-totalité du monde, ne l'a jamais berné par de fausses promesses, ne lui a pas fait miroiter des illusions mirifiques, n'a jamais voulu lui faire passer des vessies pour des lanternes. Si quelque chose caractérise le gouvernement cubain, c'est justement d'avoir mis toujours le peuple face aux réalités, si dures qu'elles fussent, d'avoir toujours pris les difficultés à bras-le-corps et d'avoir impliqué le peuple dans cette bataille-là.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Ainsi, alors qu'une fois de plus, la défaillance d'un allié, en l'occurrence le Venezuela, en matière de livraisons de pétrole et la chute des cours des matières premières exportées par le pays, dont le nickel, provoquent des problèmes de liquidités et ont déjà et auront des répercussions sur les performances économiques de Cuba, si bien que les dépendances publiques devront réduire de 28 p. 100 leur consommation d'électricité et réajuster leurs plans et horaires de travail en conséquence durant tout l'été, et en tout cas jusqu'à la fin de l'année, Raúl Castro affirmait le 8 juillet 2016 à la clôture de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire :

...le Conseil des ministres a adopté un train de mesures pour faire face à cette situation et garantir les activités principales qui assurent la vitalité de l'économie, tout en minimisant les retombées sur la population.

Comme il fallait s'y attendre, afin de semer le découragement et l'incertitude dans la population, on voit apparaître des spéculations et des augures au sujet d'un effondrement imminent de notre économie accompagné d'un retour à la phase aiguë de la Période spéciale que nous avons affrontée dans les années 90 du siècle dernier et que nous avons su surmonter grâce à la capacité de résistance du peuple cubain et à sa confiance illimitée dans Fidel et le parti. Nous ne nions pas que des effets puissent se présenter, et même plus importantes que maintenant, mais nous sommes préparés et dans de meilleures conditions qu'alors pour les inverser. Face aux difficultés et aux menaces, les improvisations ne sont pas de mise, à plus forte raison le défaitisme.

Apparemment, pour Obama, la normalisation (avec le peuple cubain) passe par ce qu'il vient de dire, autrement les modifications qu'il a introduites depuis son entrée en fonction et qui concernent en leur quasi-totalité, effectivement, un secteur réduit de la population cubaine, faisant fi *ex professo* du secteur public. Pour la Révolution cubaine, en revanche, la « normalisation » passe par des exigences bien autrement importantes qu'elle a formulées dès le départ sans les cacher le moins du monde et qu'elle a réitérées chaque fois que de besoin.

D'entrée, elle a défini clairement qu'il existait deux étapes : le « rétablissement » des relations, qui est un acte essentiellement juridique passant par la réouverture des ambassades, et la « normalisation » qui est foncièrement politique, car il en va là de la volonté politique des deux gouvernements. Obama, lui, confond, parce que ça l'arrange, les deux phases. Et nous sommes loin du moindre début de « normalisation » !

Le 29 décembre 2015, devant l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, Raúl réaffirme :

Nous avons rappelé à l'administration étasunienne que la normalisation des relations bilatérales impliquait la levée du blocus et le retour à Cuba de la base navale que les USA usurpent à Guantánamo, comme je l'ai expliqué dans ma déclaration lors du Conseil des ministres du 18 décembre, dans laquelle j'ai réaffirmé par ailleurs qu'on ne saurait prétendre, au nom de cette normalisation, que Cuba renonce à la cause de son indépendance, ou aux idéaux et principes pour lesquels plusieurs générations de Cubains se sont battues depuis un siècle et demi.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Pour progresser sur cette voie de la normalisation, les États-Unis doivent respecter le droit de tout État à choisir son propre système économique, politique et social, sans aucune forme d'ingérence. Nous n'accepterons jamais qu'on veuille nous imposer des conditions qui mutilent la souveraineté et la dignité de notre patrie.

Elle les a de nouveau indiquées dans l'éditorial publié le 9 mars 2016, dans le journal *Granma* qui est, je le rappelle, l'organe du Comité central du Parti communiste de Cuba :

La normalisation des relations avec les États-Unis passe, comme condition *sine qua non*, par la levée du blocus économique, commercial et financier qui cause des privations au peuple cubain et qui constitue le principal obstacle au développement économique de notre pays.

[...]

Il faudra aussi, pour que les relations deviennent normales entre nos deux pays, régler d'autres points qui portent préjudice à la souveraineté cubaine. Aussi les États-Unis devront-ils rendre à Cuba le territoire qu'ils occupent dans la base navale de Guantánamo contre la volonté de notre gouvernement et de notre peuple, et ce pour satisfaire le souhait exprimé unanimement par les Cubains depuis maintenant plus de cent ans. Ils doivent, parce qu'il s'agit tout simplement d'une ingérence, éliminer les programmes qui visent à déstabiliser et à modifier l'ordre politique, économique et social de notre pays. Ils doivent enterrer une bonne fois pour toutes leur politique de « changement de régime ».

Ils doivent aussi renoncer à leur prétention de fabriquer de toutes pièces une opposition politique interne, financée grâce à l'argent des contribuables étasuniens. Ils devront cesser leurs agressions par radio et télévision contre Cuba, car elles constituent une violation éhontée du droit international et un recours illégitime aux télécommunications à des fins politiques, et reconnaître que ces technologies doivent servir, non à exercer une influence donnée sur la société cubaine, mais à contribuer au développement et à la connaissance.

Ils doivent modifier leur politique migratoire qui, aux termes de la Loi d'ajustement cubain et de la théorie dite « pieds secs-pieds mouillés », offre des préférences à nos citoyens, car elle provoque des pertes de vies humaines et stimule l'émigration illégale et la traite d'êtres humains, tout en causant des problèmes à des pays tiers. Ils devront de même annuler leur programme de « parole » qui vise uniquement à provoquer la défection des personnels médicaux cubains à l'étranger, car elle prive notre pays des ressources humaines vitales dont il a besoin en matière de santé et porte préjudice à la coopération que notre pays offre à des nations qui la réclament. Ils devront également modifier la politique en vertu de laquelle les joueurs de base-ball cubains sont contraints de renoncer à leur patrie pour pouvoir être admis dans les championnats des États-Unis.

\*\*\*\*\*

**Et aujourd'hui, je tiens à partager avec nous ma vision de ce que doit être notre avenir. Je veux que le**

**peuple cubain – surtout les jeunes – comprennent pourquoi je crois que vous devriez regarder l'avenir avec espoir ; non la fausse promesse qui insiste pour dire que les choses sont mieux qu'elles ne le sont en réalité, ou l'optimisme béat qui dit que vos problèmes disparaîtront demain. L'espoir qui est ancré dans l'avenir que vous pouvez choisir et que vous pouvez façonner, et que vous pouvez bâtir pour votre pays.**

Là, nous entrons dans une réalité sur laquelle non seulement Obama et son administration n'ont aucune prise, mais encore qu'ils méconnaissent à peu près totalement comme je me suis efforcé de le prouver dans les pages précédentes. J'y retrouve en tout cas des relents de campagne électorale étasunienne. Ce sont des phrases passe-partout, des idées bateau, du genre de celles qu'on peut prononcer n'importe où devant n'importe quel auditoire parce qu'elles sont suffisamment floues pour s'adapter à tout le monde. On aimerait bien savoir, par exemple, quels sont ceux qui font de « fausses promesses » ou qui répandent un « optimisme béat ». En tout cas, nous arrivons à l'instant où Obama abat finalement son jeu : son discours ne concerne pas le peuple cubain, mais *la jeunesse cubaine* à laquelle il s'adresse alors en une espèce de tête-à-tête qu'il veut complice.

On a dû lui dire, ou alors ses experts et conseillers mal informés, que la jeunesse cubaine n'avait plus d'espoir, qu'elle fuyait en masse l'île vers d'autres cieux et d'autres latitudes, mais surtout vers les États-Unis, que la situation économique catastrophique, « exsangue » selon une expression quasiment consacrée que l'on retrouve sous la plume d'envoyés spéciaux depuis des décennies, ne lui offrait aucune perspective, etc., etc. De sorte qu'Obama s'efforce d'enfoncer le clou : la solution à cette gabegie gouvernementale, mieux, à cet échec patent de la Révolution, c'est, comme il proposera plus loin, la propriété privée et l'initiative du même nom. Hors de ça, pas de salut. Il ne l'a pas encore dit, mais il y viendra... ! Car, celui qui fait la « fausse promesse », c'est bien entendu le gouvernement cubain, qui trompe son monde et surtout sa jeunesse en lui disant que tout ira mieux demain... Ce porteur d'« opti-misme béat », c'est encore lui, que nul n'en doute. La conclusion : ne croyez pas à ce que dit votre gouvernement, puisque, sous un État où tout ou presque tout est entre ses mains, vous ne vous en sortirez jamais, vous, et votre pays non plus.

Raúl, dans son discours du 8 juillet que je viens de citer, poursuit aussitôt après :

D'une situation conjoncturelle comme celle dans laquelle nous nous trouvons, on ne sort victorieux qu'en agissant avec beaucoup d'énergie, d'équanimité, de rationalité et de sensibilité politique, qu'en continuant de renforcer la coordination entre le parti et le gouvernement et surtout en ayant beaucoup d'optimisme et de sécurité dans le présent et l'avenir de la Révolution.

Obama verrait-il là de l'optimisme béat, voire du mensonge ?

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Et si on allait voir les choses de plus près pour en avoir le cœur net ! Que cette jeunesse que cible Obama ne soit pas identique à celle qui fit la Révolution voilà maintenant presque soixante ans, il n'est pas besoin d'être grand clerc ni une sommité en sociologie pour le comprendre... Qu'elle ne soit pas impliquée avec la passion, l'esprit de sacrifice et la volonté forcenée dont firent preuve les générations antérieures (quand Fidel attaque la caserne Moncada le 26 juillet 1953, il a vingt-sept ans ; quand la Révolution triomphe, il en a trente-trois), afin de poser la société cubaine sur des fondements nouveaux c'est là encore une évidence. Que les aspirations de tous ordre ne soient plus les mêmes que dans les années 60, 70 et 80, c'est un fait.

Mais peut-on, à Cuba et partout ailleurs, parler de « jeunesse » comme s'il s'agissait d'un groupe ou d'un bloc homogène ? Là encore, l'évidence répond non : la « jeunesse » de la capitale n'est pas celle de chefs-lieux de province, encore moins celle des différentes communes du pays ; un jeune rural n'est pas identique à un jeune urbain, ni même à un jeune des régions montagneuses, etc. Je ne veux pas faire de la sociologie bon marché parce que cela coule de source. En fait, quand on parle de « changement » à Cuba dans la réalité et les mentalités, il faut, encore et toujours, en revenir à ce qui a été le point de virage fondamental dans la réalité contemporaine de Cuba : le moment qui se situe au départ des années 90, la fameuse « Période spéciale en temps de paix », qui modifie toutes les données en jeu et en place dans la Révolution cubaine et entraîne implacablement, selon une formule qui fit florès à un moment donné et qui ne semble plus guère usitée de nos jours, une « révision déchirante », non pas acceptée ni décidée, mais contrainte et forcée. Tant qu'on oublie cet épisode tragique, cette brisure brutale dans le vécu révolutionnaire cubain, on se prive d'un facteur d'explication clef : *il y a un avant et un après 1990*. Et la « jeunesse » que vise Obama, c'est justement celle qui est née à cette jointure dont j'ai parlé plus haut, cette génération des « années 90 » qui a maintenant au plus vingt-six ans et n'a rien connu de la Révolution devant laquelle toutes les portes de l'avenir semblaient s'ouvrir à deux battants. Pour cette génération, ce fut, pour ainsi dire, la concrétisation du fameux concept de « plus dure sera la chute ». Elle n'a connu de la Révolution que celle qui, frappée de plein fouet par la désintégration extrêmement rapide de son univers économique « naturel », le camp socialiste européen avec lequel elle faisait 85 p. 100 de ses échanges industriels et commerciaux, a plongé dans le gouffre, a perdu le tiers de son P.I.B. en quelques années, a vu ses conditions de vie si radicalement et douloureusement bouleversées qu'elle n'a pu faire autre chose que vivre d'expédients pour tenter de survivre. Au lieu de la Révolution militante et glorieuse des générations antérieures, la « génération 90 » n'a connu que celle qui tirait le diable par la queue sur le plan économique, celle qui a dû mettre en place des mesures de survie qui ont fini par introduire à la longue des distorsions et des dysfonctionnements dans le tissu social et économique, entre autres une économie à deux monnaies à taux de change différents dont il a encore été impossible de sortir aujourd'hui, celle où le salaire ne suffisait plus à atteindre les fins de mois, d'où l'apparition d'une économie informelle, d'un marché noir, d'illégalités grandissantes, celle où l'expression de « lutter » (pour la vie) devint synonyme de voler l'État impunément et de recourir à des affaires crapuleuses... Bref, cette « génération 90 » n'a connu que l'aspect le plus dur, voire le moins édifiant et le moins édificateur de la Révolution cubaine, si bien qu'elle a du mal à

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

s'identifier en règle générale, à la différence des précédentes, à un événement dont elle ne connaît que l'aspect le moins enthousiasmant.

D'autant que, et c'est là où intervient un autre facteur d'explication tout aussi capital, l'environnement international n'est guère porteur d' « espoirs révolutionnaires », de « lendemains qui chantent »... L'implosion de l'Union soviétique, la dissolution du camp socialiste européen ont entraîné, qu'on s'en réjouisse ou qu'on le lamente, la disparition d'un contrepoids essentiel au capitalisme à l'échelle planétaire, la preuve à contrario en étant la façon bulldozer dont celui-ci a, sous sa forme néolibérale, envahi sans coup férir le reste du monde. Dans les années 60-80, le Tiers-monde croyait encore en la possibilité d'instaurer un « nouvel ordre économique international », au point qu'il était parvenu à imposer un ordre du jour dans ce sens à l'Assemblée générale des Nations Unies : celle-ci, réunie en session extraordinaire le 1<sup>er</sup> mai 1974, adoptait par consensus la « Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international [Résolution 3201 (S-VI)] et le « Programme d'action [Résolution 3202 (S-VI)], ce nouvel ordre, « fondé sur l'équité, l'égalité souveraine, l'interdépendance, l'intérêt commun et la coopération entre tous les États, indépendamment de leur système économique et social, corrigera les inégalités et rectifiera les injustices actuelles, permettra d'éliminer le fossé croissant entre les pays développés et les pays en voie de développement et assurera dans la paix et la justice aux générations présentes et futures un développement économique et social qui ira en s'accéléralant... », puis elle votait le 12 décembre 1974 un document tout autant mis aux oubliettes que le précédent : la « Charte des droits et des devoirs économiques des États » [Résolution 3281 (XXIX)], par 100 voix contre 6 (dont les États-Unis) et 10 abstentions (dont celle de la France). Quand on voit quels sont aujourd'hui les fondements de l'ordre international sur lequel règnent en toute impunité les banques et les transnationales, avec des gouvernements, des cours de justice ou de simples juges à leur botte pour éviter toute déviance, on se dit qu'effectivement, la jeunesse cubaine – mais pas seulement elle – n'a guère de perspective de pouvoir changer quelque chose à cet environnement mondial-là. Quand on voit aussi comment ces mêmes pouvoirs et les gouvernements qui les accompagnent sont parvenus en vingt ans à mettre une partie du monde à feu et à sang et combien de guerres, en l'absence de ce contrepoids dont j'ai parlé plus haut, ils ont déclenchées (je n'en ferai pas la liste, depuis l'Afrique du Nord jusqu'au Moyen-Orient en passant par les Balkans), on se dit qu'effectivement la jeunesse cubaine, mais pas seulement elle, n'a guère des perspectives prometteuses de pouvoir vivre dans un monde où régnerait un brin de décence et de justice...

Bref, ni la société cubaine ni le monde en général ne sont les mêmes, et les jeunes Cubains, si tant qu'ils existent en tant que groupe ou génération, ne peuvent pas avoir les mêmes sentiments ni les mêmes réactions que leurs parents ou leurs grands-parents. Leur vécu est presque essentiellement différent si, faute des instruments idéologiques et politiques requis, ils le regardent par le petit bout de la lorgnette.

Luis Gómez affirme à la table ronde que la revue *Temas* réalise chaque dernier jeudi du mois, en l'occurrence sur « Que pensent (et que font) les jeunes ? » (2009) :

Depuis 1989, il s'est produit une série d'événements qui ont touché particulièrement les jeunes. Ils sont les premiers, après le triomphe de la Révolution, à faire face à une

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

crise sans précédents qui a modifié substantiellement les processus et les canaux qui assuraient leur socialisation en intégration sociale. Par suite de la crise et de la pression politique qui pèse sur le pays, on voit se développer en eux des manifestations d'incertitude face à l'avenir, lesquelles se traduisent chez certains sujets en un effort sérieux pour surmonter les difficultés, et chez d'autres en la transgression des normes. Par suite de tous ces processus, la jeunesse est devenue beaucoup plus diverse qu'elle l'était avant, et cette variété rend le problème plus complexe. Les facteurs identitaires se fractionnent, les aspirations, les projets, les conceptions de vie et les tenues symboliques se diversifient.

Carmen Romero, jeune psychologue, livre un témoignage tout à fait intéressant à cette même Table ronde :

S'il y a un élément identitaire central de cette génération-là, dans le cadre de sa diversité et de son hétérogénéité, c'est surtout le rapport que nous avons eu avec la Révolution. Cette génération a été dépositaire, comme bien d'autres, mais d'une manière spéciale et, il faut le souligner, à un moment très sensible de nos vies, de tout le dogmatisme marxiste, du triomphalisme, de cette manière non réaliste, hâtive, de penser comment on pouvait concevoir une société à partir de cette société-ci. Nous avons été aussi des témoins très éveillés de l'effondrement des expériences historiques concrètes qui incarnaient cette proposition qui, plus qu'idéologique ou politique, était une proposition à penser la vie, le monde, la nature, les relations humaines. Nous sommes entrés dans cette décennie très vulnérables, et nous avons vécu le tarissement de notre propre projet, autrement dit de toutes nos illusions, de ce que nous pensions que nous allions vivre, de ce qui serait notre avenir. Il en est découlé bien entendu un sentiment de désenchantement, d'abandon, de vide, un nivellement aussi de type politique, un encroûtement, un ennui, une lassitude de penser en politique, de croire en matière d'idées pour soutenir un projet réel. Je crois que c'est ça, sans doute, qui a un effet sur cette génération 90 et qui l'a unie au milieu de toute la diversité qui la caractérise aussi. [...] Il ne peut pas y avoir de conscience, parce que les espaces pour que nous négociions un projet commun, un Où allons-nous ? et Qui sommes-nous ?, n'existent pas, comme ils ont existé par exemple pour la génération des années 60 qui, au milieu de sa diversité, de son hétérogénéité, savait clairement où on allait, ce qu'on voulait.

Dans ces débats, le public intervient. Il vaut la peine de lire l'intervention d'un jeune de vingt-et-un ans, étudiant de sociologie à l'Université de La Havane :

Les jeunes ne se sentent pas identifiés avec le processus politique étatique, parce qu'ils ne voient pas ce discours dans la réalité, mais une contradiction qui engendre une distanciation. Le problème principal, c'est que l'étatique, on le présente aux jeunes et au reste de la société comme le social et comme l'idée de ce qui est correct, de ce qui est nécessaire. Le patriotique passe par l'étatique, et être patriote c'est être avec la Révolution. Si le jeune ne se sent pas identifié avec l'étatique, il ne le sera pas non plus avec la patrie, parce qu'il n'y a pas une intériorisation véritable de ce qu'est le social et de ce qu'est le patriotique. Je pense que ces choses doivent être séparées pour que les gens intériorisent pourquoi ils doivent aimer leur pays et pourquoi ils doivent faire quelque chose pour leur société.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Ainsi donc, ce qui était pour les générations des parents et grands-parents, celles qui ont fait la révolution de leurs mains, qui se sont sacrifiées pour elle, une identification, voire une synonymie coulant de source – la Révolution a bel et bien donné enfin aux Cubains une patrie libre et indépendante – constitue aux yeux de cet étudiant né en 1988, qui utilise un langage et des arguments qu'on pourrait qualifier à la limite de spécieux, une « contradiction » d'où il découle une « distanciation » ! Pour lui, la Révolution est une chose, la patrie en est une autre, alors que pour ses parents et grands-parents, il n'y avait là aucune dichotomie. Rien ne traduit mieux que l'intervention de cet étudiant – bénéficiaire de la « patrie » forgée par ses parents qui lui permet, pour ne prendre qu'un seul exemple, de faire des études universitaires absolument gratuites et qu'il n'aurait vraisemblablement pas pu faire en dépendance du milieu social dont il est issu – l'écart entre ceux qui ont fait la Révolution et un certain nombre de ceux qui l'ont reçue toute faite et qui considèrent tous les conquêtes et les acquis qu'elle a apportés à l'ensemble de la société comme allant absolument de soi alors qu'ils sont, dans d'autres pays et sociétés, notamment du Tiers-monde, des mirages absolument insaisissables.

Dans d'autres interventions de jeunes à ce débat, un certain Yoss opine :

Je crois qu'on peut marquer une tendance générale que certains appellent apathie, aboulie, mais que j'appelle, moi, résistance passive, non-collaboration. Il ne s'agit pas simplement de laisser que les choses arrivent, mais de ne pas collaborer à ce qu'elles arrivent, et je crois que cela se passe à cause de ce que j'appellerais un saut générationnel dans le processus d'autonomisation. [...] Nos parents ont sacrifié leur jeunesse, ont consacré tous leurs efforts d'une manière très altruiste – ne demandant pas de logement, ni d'argent, ni de voiture – pour que nous ayons, nous, une vie meilleure. Ils ont perdu leur temps. Je crois que ma génération et celle qui vient après refuse simplement l'échec général du rêve collectif, qu'une minorité s'en soit emparée. Les jeunes d'aujourd'hui ont refusé de participer à ce projet, dans la position ou dans l'usage qu'on leur a réservés. Ils ne veulent pas être ouvriers, ils ne veulent pas travailler pour que d'autres décident ce qu'on fera de leur plus-value – qui existe aussi dans le socialisme. Ils se sont lancés simplement à la poursuite du projet individuel. Certains jeunes élaborent des projets à long terme, il y en a qui passent quatre ou cinq ans à penser comment s'en aller du pays, d'autres passent même plus de temps à penser comment intégrer ce groupe de pouvoir qu'est la « gérontocratie », autrement dit devenir des géronts. Ce n'est peut-être pas la tendance de cent pour cent de la population jeune, mais en tout cas d'une couche assez préoccupante. Ces jeunes ne savent pas comment s'intégrer à un processus qui ne les prend pas en considération, pour lequel ils vont toujours être trop jeunes. C'est une situation qui s'avère alarmante.

Si j'ai tenu à citer longuement ces « témoignages », c'est qu'ils disent crûment la manière de penser d'une certaine partie – combien ?, les statistiques ne le disent pas – des jeunes Cubains. C'était en 2009. En 2016, les choses n'ont guère changé quant à la situation strictement économique du pays ; les salaires continuent de ne pas suffire à boucler les fins de mois ; la fameuse pyramide continue d'être inversée, autrement dit les salariés du secteur public les mieux qualifiés et occupant des responsabilités importantes gagnent bien moins, en règle générale, que ceux qui se consacrent à des travaux « informels », parfois frôlant

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

l'illégalité, ou qui sont entrés légalement dans de petites entreprises privées, mais il y a tout de même du nouveau, à savoir l'acceptation totale des travailleurs à leur compte, l'instauration de coopératives dans différents secteurs de services et certains domaines de production, la reconnaissance de l'activité privée sur un pied d'égalité avec le secteur public, tout ceci découlant des mesures prises dans le cadre des Orientations de la politique économique et sociale du parti et de la Révolution, adoptées à la mi-avril 2011 par le Sixième Congrès du Parti et entérinées et complétées à la mi-avril 2015 par le Septième Congrès.

Bref, le rapport à l'économie commence à se modifier dans la société cubaine, le gouvernement appelle de ses vœux, à hauteur de 2,5 milliards de dollars par an, l'investissement étranger auquel il propose des centaines de projets à financer dans presque tous les domaines ; les envois de fonds familiaux ont quasiment doublé en un an, depuis que l'administration Obama a supprimé tout plafond à ceux-ci, au point que, selon les derniers chiffres datant de la mi-juin 2016 et provenant d'une société de Miami, ils ont atteint un record absolu de 3 354 012 000 de dollars, qui rendent bien entendu la vie plus facile aux particuliers qui les reçoivent pour améliorer leur quotidien et à ceux qui les utilisent pour monter et faire prospérer des microentreprises, voire, à la longue, des petites et moyennes entreprises désormais reconnues dans la « Conceptualisation du modèle économique et social cubain de développement socialiste », débattue au Septième Congrès, des PME dont le statut deviendra officiel une fois ce document discuté maintenant par la population et formellement entériné et reconnu sous forme de loi par l'Assemblée nationale du pouvoir populaire.

Il est trop, bien entendu, pour savoir en quoi ces profondes transformations économiques influenceront sur le rapport politique et idéologique de certains pans de la jeunesse avec la Révolution avec laquelle ils se disent non identifiés ; ce qui est sûr, c'est que ce sont eux que ciblent en tout premier l'administration et l'establishment pour atteindre leur objectif final et avoué : ramener Cuba au capitalisme. En tout cas, il est évident que les jeunes dont j'ai cité les témoignages plus haut et qui sont représentatifs d'un certain nombre de Cubains – pas forcément jeunes – sont mal préparés pour résister aux chants de sirène qui disent monts et merveilles du capitalisme...

Obama ne s'y trompe pas quand il réitère un de ses leitmotivs le 21 décembre 2014 lors d'une interview à Candy Crowley, de la CNN : « En nous engageant, nous avons plus de chances d'*induire des changements* que par d'autres moyens. Si nous nous rapprochons, nous aurons l'occasion d'*influer sur le cours des événements* à un moment où il va y avoir un changement de générations dans ce pays. Je crois que nous devons la saisir, et j'ai bien l'intention de le faire. »

\*\*\*\*\*

**J'ai bon espoir parce que je crois que le peuple cubain est aussi innovateur que n'importe quel autre peuple du monde.**

**Dans l'économie mondiale, fortifiée par les idées et l'information, le plus grand avoir d'un pays est son peuple.**

Nous ne sortons pas des clichés, de la flatterie bon marché à l'adresse de l'auditoire, dans le style discours électoral politicien... Quand j'entends quelqu'un – dirigeant ou pas – s'exprimer ainsi, j'ai toujours l'impression d'être un petit animal dressé auquel son dompteur tend un morceau de sucre pour le féliciter d'avoir bien fait son numéro ou un écolier sur le cahier de notes duquel la maîtresse écrit : « Bel effort, mais peut faire mieux » !

Quant à l'assertion que les idées « fortifient » l'économie mondiale, elle est là encore à prendre *cum grano salis* ! Dans les antichambres des parlements et des gouvernements des grandes puissances, dans les bureaux climatisés des transnationales et des banques, peut-être brasse-t-on des « idées » techniques et technologiques pour perfectionner au profit des possesseurs l'« architecture » économique, financière et commerciale de l'ordre capitaliste international, mais je sais en tout cas, moi, que ce n'est pas à coup de convictions que l'on a concrétisé ces « idées » du néolibéralisme – en fait, simple adaptation à l'ère moderne des piliers permanents du système socio-économique du capitalisme – dans les différents pays où celui-ci s'est instauré, mais bel et bien, pour prendre l'exemple le plus patent, à coups de dictature et de répression. Car il ne serait pas de trop de rappeler à Obama, si court de mémoire, que le putsch de Pinochet contre Allende au Chili en 1973 s'est traduit non seulement par l'arrivée des militaires au pouvoir, mais aussi – et on l'oublie trop souvent – par celle des « Chicagos boys », des disciples de Friedman qui ont expérimenté sans contrainte toutes les théories et pratiques du néolibéralisme, que le même phénomène s'est produit en Argentine, au Brésil et d'autres pays latino-américains victimes à leur tour de dictatures militaires. Et que ce n'est qu'à la suite de cette expérimentation macabre, basée sur la « paix des cimetières », que le néolibéralisme est parti à la conquête du reste du monde avec tous les terribles dommages qu'il a infligés un peu partout. Reste à voir si l'on parviendrait à, comme le dit si souvent Obama dans le cas de Cuba, « s'attacher » les peuples si on leur expliquait clairement les tenants et les aboutissants du capitalisme néolibéral et s'ils l'adopteraient de gaieté de cœur...

\*\*\*\*\*

**Aux États-Unis, nous avons un monument évident de ce que le peuple cubain peut édifier : Miami. Ici, à La Havane, nous voyons le même talent chez les *cuentapropistas*, dans les coopératives et les vieilles voitures qui roulent encore. *El Cubano inventa del aire.* (Applaudissements.)**

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Ici, nous entrons dans le vif du sujet, dans le thème qui l'obsède, lui et ses conseillers experts depuis son entrée en fonction : les fameux *cuentalpropistas*, un terme cubain inventé de toutes pièces et qui doit faire frémir les doctes et vieux académiciens de la langue espagnole à partir de : *trabajador por cuenta propia*, autrement travailleur à son compte ou indépendant. Il y rajoute une réalité plus récente : les coopératives, qui étaient au départ uniquement agricoles et qui existent maintenant dans quelques autres secteurs d'activité. Obama s'adresse donc à un tout petit peu plus d'un demi-million de *cuentalpropistas* et quelques centaines ou milliers de coopérateurs. Qui ne pèsent quasiment rien dans l'économie productive cubaine, puisque leur domaine de travail est éminemment celui des services. Ses experts sont allés lui chercher de nouveau une de ces expressions cubaines dont il aime saupoudrer son intervention pour être plus près de son public et qui veut dire en gros : le Cubain est un sacré débrouillard ou un petit malin...

Ce qui est vrai. Comme ils se sont rendus compte que les touristes étrangers en raffolent et que les Étatsuniens arrivent toujours plus nombreux puisque plus de 94 000 ont déjà débarqué à Cuba dans les quatre premiers mois de 2016, soit une croissance de 93 p. 100 par rapport à la même période de l'an dernier, – non à titre de touristes, car, on l'a vu, ils n'ont droit qu'à celui de « voyageurs à objectif précis » corsetés dans les douze catégories autorisées – les propriétaires d'*almendrones*, qui est le nom donné ici, nul ne sait pourquoi, à ce qu'on connaît en français comme les « belles américaines », se sont mis à la mode et ceux qui le pouvaient ont tout simplement scié le toit de leur voiture pour la transformer en décapotable, lui ajoutant un toit amovible dont on ne sait trop bien où ils le dénichent, et peignent aussi leur Buick, Chevrolet, Studebaker et autres marques du plus beau rose ou fuchsia qui soit, une couleur apparemment glamour qui a des effets hypnotiques sur le touriste. Par ailleurs, continuer de faire rouler des bagnoles des années 50 est un bel exploit, reconnaissons-le. Donc, oui, le Cubain est un petit futé. Ce qui a été souvent très utile en pleine Période spéciale, quand l'économie semblait corps et biens, et qui le reste de nos jours, même si ce système D frôle assez fréquemment l'illégalité...

Soit dit en passant, s'il existait des relations économiques et commerciales normales entre la petite île (bien qu'elle soit la plus grande des Antilles, et une superpuissance dans la région selon l'expression on ne peut plus exacte d'un ami martiniquais) et le plus gros marché au monde, la vie y serait assurément moins difficile et les Cubains ne devraient pas recourir à ce point au système D., ce dont Obama ne semble absolument pas se rendre compte quand il fait cet éloge en pavé de l'ours...

Ceci dit, l'accent placé sur le secteur privé rejoint bien entendu la ligne de conduite que son administration s'est tracée et dont j'ai indiqué à quel point il s'agissait d'un leitmotiv. Je n'insisterai donc pas là-dessus. De toute façon, l'existence de coopératives non agricoles est un fait si récent dans l'histoire économique cubaine qu'il est encore impossible d'en tirer le moindre enseignement, si bien qu'Obama aurait été plus avisé de ne pas en sous-entendre les succès, puisqu'ils sont jusqu'ici inexistant du point de vue numérique. Mais il fallait bien entendu qu'il en parle dans le cadre du programme idéologique de sa visite.

Enrique Ubieta fait d'ailleurs une très intéressante réflexion le 22 mars 2016 (« Dudas y certezas de una visita ») :

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Les mesures qu'il [Obama] a prises pour déstructurer le blocus évitent dans toute la mesure du possible la coopération avec l'État qui est, soit dit en passant, celui qui garantit la santé et l'éducation gratuites de tous les Cubains, et la sécurité sociale des enfants, des personnes âgées et des handicapés. Son objectif – il insiste là-dessus – est de promouvoir la réussite des « entrepreneurs », des petits et moyens propriétaires. Il croit qu'ils fraieront la voie au capitalisme cubain. Bien entendu, le capitalisme cubain ne serait pas très cubain. Et le piège est là : car si les transnationales reviennent et s'emparent du pays comme avant, les petits et moyens propriétaires seront balayés. Il s'avère donc, paradoxalement, que *les travailleurs à leur compte cubains réussiront tant qu'ils vivront dans une société socialiste !*

L'économiste anglaise Emily Morris avait déjà fait un constat similaire, mais sous un angle différent, dans son article « Unexpected Cuba » (*New Left Review*, Londres, 2014) :

Plus le secteur non public s'est développé, et plus il est devenu clair que les entreprises privées relativement inefficaces ont été en mesure de prospérer au sein de l'économie nationale, dans la mesure où leurs coûts en pesos cubains, dont ceux de la main-d'œuvre, sont sous-évalués au taux de change du CUC/CADECA qu'elles utilisent pour leur transaction. En effet, l'État cubain subventionne le nouveau secteur non public grâce au taux de change sous-évalué de la CADECA. Pendant ce temps, les entreprises publiques doivent utiliser le taux officiel surévalué, ce qui est un grave désavantage en termes de compétitivité. Une forme d'« illusion monétaire » signifie que les entreprises publiques efficaces font état de pertes et ne peuvent donc accroître leur capital d'investissement, tandis que les entrepreneurs privés qui affichent une très basse productivité bénéficient d'importantes subventions publiques occultes, tout en se plaignant d'être surtaxés.

\*\*\*\*\*

**Cuba a une ressource extraordinaire : un système d'éducation qui valorise chaque garçon et chaque fille (*applaudissements*). Et, ces dernières années, le gouvernement cubain a commencé à s'ouvrir au monde et à ouvrir plus d'espace pour que ce talent fructifie. En quelques années à peine, nous avons vu comment les *cuentapropistas* sont capables de réussir tout en maintenant un esprit nettement cubain. Être travailleur à son compte n'est pas devenir plus comme les États-Unis, c'est devenir soi-même.**

**Voyez Sandra Lidice Aldama, qui a choisi de lancer une petite affaire. Nous, les Cubains, dit-elle, nous pouvons « innover et adapter sans perdre notre identité... notre secret n'est pas de copier ou d'imiter, mais tout simplement d'être nous-mêmes ».**

**Voyez Papito Valladares, un coiffeur, dont la réussite lui a permis d'améliorer les conditions de son voisinage. « Je réalise que je ne peux pas régler tous les problèmes du monde – dit-il – mais si je peux régler des problèmes dans le petit bout de monde où je vis, ça peut faire tache d'huile à travers La Havane. »**

La veille, en effet, il a participé au Forum de petits entrepreneurs qui, selon le communiqué de la Maison-Blanche, prétend « contribuer aux grands progrès » faits ces dernières années par les travailleurs à leur compte. Les représentants de la jeune initiative privée cubaine ont été, je suppose, triés sur le volet par je ne sais trop qui. Le Forum a été transmis en direct, là encore, par la télévision cubaine. C'est de cette rencontre qu'Obama tire les exemples de « réussite » qu'il cite. Les deux personnes en question ont pris la parole pour lui expliquer ce qu'elles faisaient. Obama, assis sur une chaise haute, en manche de chemises, micro en main, dans le style décontracté dont il s'est fait une coutume, écoutait et commentait, le tout étant « modéré » par une Cubano-Étasunienne venue spécialement de Miami. Tout ceci, donc, bon enfant.

Mais le fond était assez désolant. Voir notamment une jeune femme, Idania del Río – qu'Obama ne mentionne pas – qui a ouvert un magasin-galerie dans laquelle elle présente les produits de confection et d'autres articles à valeur identitaire, selon elle, monter quasiment au septième ciel quand Obama lui dit qu'il fera son possible pour qu'elle puisse exporter ses articles aux États-Unis a fait passer dans le dos des Cubains qui l'écoutaient et dont l'immense majorité garde un très puissant sentiment de dignité un frisson de courroux mal contenu : se rabaisser ainsi devant le maître du monde pour en obtenir des miettes n'est pas le genre de spectacle qu'on apprécie beaucoup ici. Le coiffeur, au moins, n'a pas quémandé, il a expliqué la portée sociale de l'endroit où il travaille, la Ruelle des coiffeurs, où dix jeunes sourdes sont en train d'apprendre le métier. Quant à la troisième qui est intervenue et qu'Obama mentionne nommément, c'est à croire qu'elle avait appris avant comment il fallait s'adresser à un président étasunien : elle avait tous les dehors du jeune loup (louve, en l'occurrence) prêt à piétiner les autres pour être *the best*, et c'est sans doute cet aspect-là qui lui a plu ! Mais que cela détonne par rapport à l'univers social cubain ! Et, aussi, fait peur pour l'avenir...

En tout cas, voilà un paragraphe à, pour ainsi dire, marquer d'une pierre blanche : c'est la première fois depuis qu'il a commencé qu'Obama reconnaît que ses hôtes ont fait quelque chose de bien : leur « système d'éducation qui valorise chaque garçon et chaque fille » ! Ce n'est pas très original, avouons-le, c'est même un cliché universel, mais enfin, ne rechignons pas... Le reste non plus, d'ailleurs. Je me demande si ceux qui, comme Obama, affirment que « le gouvernement cubain a commencé à s'ouvrir au monde » le pensent ou le croient vraiment, car je serais heureux qu'ils me disent à quel moment de son histoire la Révolution cubaine a été « fermée au monde », elle qui a des relations diplomatiques avec plus de pays que n'en ont les États-Unis ! Ou serait-ce alors que ne pas avoir de relations diplomatiques

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

avec ces derniers revient à être « fermé » ? Vision colonialiste, une fois de plus. Mais qui cherche un effet sur son public, c'est évident, au-delà de l'auditoire cubain...

Faut-il commenter ce concept de « réussite » qui, aurait-il beau être la clef, le ressort, le levier, la motivation essentielle des travailleurs dans la société étasunienne, avec, en pendant ou en creux, cet autre concept de *challenge*, autrement dit la rivalité permanente, la nécessité d'écartier les autres, de se pousser des coudes pour s'installer sur le devant de la scène, n'en reste pas moins très étrange dans l'univers du travail à Cuba et dans les aspirations sociales ?

Je laisse à de distingués sociologues ou philosophes le soin de tirer toute la substantifique moelle de cette conception selon laquelle « être travailleur à son compte, c'est devenir soi-même » ! Avec quelle facilité Obama résout, dans cette maxime lapidaire, le fameux et terrible et difficile problème soulevé par Marx de l'aliénation de l'homme par le travail dans la société capitaliste ! Les penseurs les plus profonds se sont échinés sur cette question, et voilà qu'Obama le règle en un tourne-main : pour devenir vous-même, il vous suffit de vous installer travailleur à votre compte... Vrai, c'était si simple. Comment n'y avait-on pas pensé avant ?

À cet éloge un peu déplacé, compte tenu de son poids mineur, de l'initiative privée comme salvatrice de l'économie cubaine, je voudrais répondre par les vues extrêmement pertinentes d'un intellectuel cubain et brillant scientifique, Agustín Lage Dávila, directeur du Centre d'immunologie moléculaire de La Havane, qui, dans un article intitulé : « Obama et l'économie cubaine : Comprendre ce qui ne s'est pas dit », daté du 23 mars 2016, au lendemain donc des *remarks* du président étasunien, répond avec une grande justesse de ton et de fond. Un article qui, placé sur un site internet très lu dans l'île, CubaDebate, a suscité d'ailleurs, ce qui n'est pas le moins étonnant, un total de deux cent cinquante-quatre commentaires, un chiffre considérable par rapport à la difficulté du propos de l'auteur, la majorité approuvateurs, provenant des lecteurs cubains et dont certains n'ont rien à envier à la qualité du texte en soi. Les experts et conseillers d'Obama feraient bien de lire ce genre d'articles et leurs commentaires pour mieux comprendre le peuple cubain, et pas seulement lui emprunter des expressions populaires pour qu'il en saupoudre ses interventions havanaises... En voici donc un court extrait :

[Obama] a été très clair : l'axe principal des relations des États-Unis avec Cuba sera l'économie et, dans ce cadre, sa stratégie principale sera d'entrer en rapport avec le secteur non public et de l'appuyer.

Il a été très clair dans son discours et dans ses messages symboliques : il prendra ses distances avec l'économie publique socialiste cubaine, comme si la propriété « publique » signifiait la propriété de quelque étrange entité, et non la propriété de tout le peuple, ce qu'elle est réellement.

Qu'il doive exister un secteur non étatique dans l'économie cubaine, là-dessus nous sommes d'accord. D'ailleurs, l'espace toujours croissant des travailleurs indépendants et des coopératives fait partie de la mise en œuvre des Orientations du Sixième Congrès du parti. Là où nous divergeons, c'est au sujet du rôle que doit jouer ce secteur non étatique dans notre économie.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Ils le voient, eux, comme la composante principale de l'économie ; nous le voyons, nous, comme un complément à la composante principale qui est l'entreprise publique socialiste. De fait, ce secteur non étatique, tout en représentant près de 30 p. 100 de l'emploi, ne contribue qu'à hauteur de 12 p. 100 au PIB, ce qui montre son caractère limité en ce qui concerne sa génération de valeur ajoutée.

Ils le font équivaloir, eux, à l' « innovation » ; nous le voyons, nous, comme un secteur à valeur ajoutée relativement faible. **L'innovation se trouve dans la technologie de pointe, la science et la technique, et dans ses connexions avec l'entreprise publique socialiste.** L'esprit innovateur du peuple cubain s'est exprimé ces années-ci de bien d'autres manières, telles que l'essor de la biotechnologie et de ses médicaments et vaccins, la formation massive d'informaticiens à l'Université des sciences informatiques (UCI), l'agriculture urbaine, la révolution énergétique et bien d'autres acquis de la Période spéciale, rien de ceci n'apparaissant dans les discours de nos visiteurs.

Ils voient, eux, l'initiative privée comme quelque chose qui « autonomise » le peuple ; nous le voyons, nous, comme quelque chose qui autonomise « une partie » du peuple, et une partie relativement petite. Le peuple est protagoniste dans les entreprises publiques et dans notre grand secteur budgétisé (qui comprend la santé, l'éducation, le sport, la sécurité citoyenne), où l'on travaille vraiment pour le peuple et où se génère la majorité de la richesse. On ne saurait accepter le message implicite selon lequel il y a équivalence entre secteur non étatique et « peuple cubain ». Cela n'a pas été dit aussi brutalement, certes, mais cela ressort du discours d'une façon trop claire.

Ils séparent tacitement, eux, le concept d' « initiative » et celui de propriété publique. Nous voyons dans le secteur étatique, nous, nos principales options d'initiatives productives. C'est ainsi que je l'ai expliqué au Forum d'affaires quand j'ai parlé de l'organisation où je travaille (le Centre d'immunologie moléculaire) comme d' « une entreprise à onze millions d'actionnaires ».

Ils voient, eux, le secteur non étatique comme une source de développement social ; nous le voyons, nous, dans un double rôle, car c'est aussi une source d'inégalités sociales (dont nous avons déjà des évidences, comme l'illustrent les débats récents sur les prix des aliments), des inégalités qu'il faudra contrôler par une politique fiscale qui reflète nos valeurs.

Ils croient, eux, à la fonction dynamisante de la concurrence (bien que ce concept ait déjà été contesté jusque par des idéologues sérieux de l'économie capitaliste). Nous connaissons, nous, sa fonction prédatrice et érosive de la cohésion sociale, et nous croyons plus à la dynamique qui provient de programmes nationaux.

Ils croient, eux, que le marché distribue efficacement l'investissement en répondant à la demande ; nous croyons, nous, que le marché répond non à la demande réelle, mais à la « demande solvable » et qu'il aggrave les inégalités sociales.

Ils s'appuient, eux, sur la trajectoire de développement entrepreneurial des États-Unis, dont l'économie a décollé au XIX<sup>e</sup> siècle dans des conditions de l'économie mondiale qui ne sont pas répétables aujourd'hui. Nous savons, nous, que les réalités des pays sous-développés à économie dépendante sont différentes, surtout au XXI<sup>e</sup> siècle, et que le

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

développement économique et scientifico-technique ne surviendra pas à partir de petites entreprises privées se faisant concurrence ni en voulant reproduire la trajectoire des pays aujourd'hui industrialisés, avec trois cents ans de différence. Ce serait la recette pour perpétuer le sous-développement et la dépendance, ce serait se doter d'une économie conçue comme l'appendice et le complément de l'économie étasunienne, ce qui est déjà arrivé au XIX<sup>e</sup> siècle, quand cette dépendance nous a plongés dans la monoculture et a bloqué la voie à l'industrialisation. L'Histoire sert à comprendre ça, et c'est pourquoi nous ne pouvons pas l'oublier.

S'engager sur la voie de la coexistence civilisée « avec nos différences » implique que tout le peuple cubain connaisse à fond où se trouvent ces différences afin d'éviter que des décisions ponctuelles apparemment raisonnables face à des problèmes économiques tactiques nous conduisent à des erreurs stratégiques, et, pis encore, que d'autres nous y poussent à travers les choses qui se disent et celles qui ne se disent pas.

Nous avons su éviter ces erreurs au départ de la Période spéciale, face à la disparition du camp socialiste européen et à la marée idéologique néolibérale des années 90. Nous saurons le faire encore mieux aujourd'hui.

\*\*\*\*\*

**Voilà où commence l'espoir : dans l'habileté à gagner votre vie et à faire quelque chose dont vous pouvez être fier. Voilà pourquoi notre politique vise à aider les Cubains, non à leur faire du mal. Voilà pourquoi nous avons supprimé les plafonds aux envois de fonds familiaux, de sorte que les Cubains moyens ont plus de ressources. Voilà pourquoi nous sommes en train d'encourager les voyages qui construiront des ponts entre nos peuples et apporteront plus de revenus aux petits entrepreneurs cubains. Voilà pourquoi nous avons ouvert des espaces au commerce et aux échanges, de sorte que les Étasuniens et les Cubains puissent travailler ensemble pour trouver des remèdes aux maladies, et créer des emplois, et ouvrir la porte à plus d'opportunités pour le peuple cubain.**

L'éloge de la propriété et de l'initiative privées se poursuit, comme on peut le constater. Maintenant, c'est « l'espoir » – dont on a dit à Obama et à ses experts que l'ensemble de la société cubaine, surtout sa jeunesse, est absolument démunie – qui se lève et brille à l'horizon, entraînant avec lui par contrecoup la « fierté »... Cette présentation de la politique étasunienne envers Cuba ressemble tellement à un conte de fées qu'on a du mal à croire que

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

les scribes de la Maison-Blanche puissent rédiger des discours aussi creux, aussi peu inscrits dans le réel des gens auxquels ils s'adressent : à moins que – et Agustín Lage a tout à fait raison de le croire – il ne faille entendre par « Cubains » les seuls *cuentapropistas*, auquel cas, oui, le paragraphe prend tout son sens. Car nous avons vu par le menu que la nouvelle politique d'Obama, expliquée par lui-même et ses conseillers dans les documents accompagnant les différents trains de mesures, est loin de vouloir « atteindre » tous les Cubains et que ses visées ciblent une portion bien déterminée de la société cubaine. De toute façon, Obama mélange ici un peu tout, puisque, évoquant l'ouverture au commerce et aux changements dont il a dit et répété très clairement qu'ils ne concerneraient pas le secteur public, mais uniquement les travailleurs indépendants et les coopératives, il en arrive à évoquer des « remèdes aux maladies ». Depuis quand les *cuentapropistas* disposent-ils maintenant et disposeront-ils un jour des laboratoires et des centres de recherche où mettre au point des médicaments, des vaccins et autres produits médicaux ? On a du mal à comprendre...

\*\*\*\*\*

**Comme président des États-Unis, j'ai appelé notre Congrès à lever l'embargo (*applaudissements*). C'est un fardeau anachronique sur le peuple cubain. C'est un fardeau sur les Étatsuniens qui veulent travailler et faire des affaires ou des investissements ici à Cuba. Il est temps de lever l'embargo. Mais, même si l'embargo était levé demain, les Cubains ne réaliseraient pas leur potentiel sans un changement continu ici à Cuba (*applaudissements*). Il devrait être facile d'ouvrir une affaire ici à Cuba. Un travailleur devrait pouvoir obtenir directement un emploi auprès des compagnies qui investissent ici à Cuba. Deux monnaies ne devraient pas séparer le type de salaires que les Cubains peuvent toucher. L'Internet devrait être disponible dans toute l'île, afin que les Cubains puissent se connecter au monde entier (*applaudissements*) et à l'un des plus grands moteurs de croissance dans l'histoire humaine.**

Ayant déjà parlé longuement du blocus/embargo, je ne reviendrai pas sur cette question. Mais il me semble toutefois qu'ici, Obama s'en tire à vraiment très bon compte : « J'ai appelé notre Congrès à lever l'embargo ». Oh, un appel bien discret ! Il avait dit en décembre 2014 qu'il allait « s'engager » lui-même auprès du pouvoir législatif pour que celui-ci entame des débats sérieux sur sa levée. Je ne sache pas qu'il l'ait fait à ce jour. Quand des dossiers lui

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

tiennent à cœur, telles la loi sur l'immigration et la loi sur la médecine et la sécurité sociale, l'*Obamacare*, là oui il s'engage, se bat, réclame ! Il ne semble donc pas que la levée du blocus occupe une priorité très élevée dans son ordre du jour. Pourquoi d'ailleurs s'empresserait-il ? N'a-t-il pas reconnu que le blocus constitue un moyen de pression (ou d'influence) sur la Révolution cubaine ? Aujourd'hui comme hier. N'avait-il pas affirmé sans ambages, durant sa première campagne électorale, le 23 mai 2008, devant la Fondation nationale cubano-américaine, commanditaire d'actes terroristes contre Cuba et contre Fidel en particulier ?

Ma vie durant, l'injustice a régné à Cuba. Ma vie durant, le peuple cubain n'a jamais connu la vraie liberté. Deux générations durant, le peuple cubain n'a jamais connu la démocratie. ...en cinquante ans, nous n'avons jamais vu d'élections libres et honnêtes à Cuba... nous ne supporterons pas cette injustice ; nous chercherons ensemble la liberté de Cuba... Voilà la parole que je vous donne ; voilà l'engagement que je prends devant vous... Il est temps que l'argent des Cubano-Étatsuniens rende leurs familles moins dépendantes du régime castriste. *Je maintiendrai l'embargo.*

Il s'agit bien entendu, et je le comprends très bien, d'un langage politicien ou politicard de circonstances électorales : s'adressant à qui il s'adresse, il ne peut utiliser que des arguments et des concepts qui aillent droit au cœur (et aux portefeuilles) des membres de cette Fondation qui est l'ennemie jurée de la Révolution cubaine. De toute façon, même s'il force peut-être un peu la dose, au fond de lui c'est bien l'idée qu'il se fait en 2008 du « régime cubain ». Le changement de cap sur lequel il avait fondé sa campagne électorale ne concernait pas alors, de toute évidence, les relations de l'establishment – ni de l'aspirant à la Maison-Blanche – avec cette faune sinistre de Miami avec laquelle les présidents étatsuniens, d'un parti ou de l'autre, n'ont eu aucun scrupule à s'acoquiner, tout comme ils n'en ont pas eu à demander des financements ou des... conseils, comme l'avoue lui-même Obama à la veille de son visite à La Havane.

Le reste du paragraphe est nettement plus intéressant. Il est curieux de constater d'ailleurs à quel point les différents présidents étatsuniens, démocrates ou républicains, conservateurs ou libéraux, s'arrangent tous pour toujours rabaisser la portée ou l'effet du blocus, pour le présenter en fin de compte comme quelque chose de mineur qui n'a guère de retombées sur Cuba. N'est-il pas au fond, selon un argument éculé mais constamment ressorti, un simple prétexte aux mains du « régime castriste » pour justifier sa gabegie et son incompétence économiques, ou pour maintenir sa main de fer sur ce pauvre peuple cubain ? À quoi rétorquent les dirigeants cubains avec beaucoup de bon sens : si ce n'est qu'un prétexte, une justification, pourquoi alors ne le levez-vous pas pour qu'on en ait le cœur net ? Je rappelle qu'Obama s'adresse au public cubain qui, lui, souffre bel et bien, au jour le jour, des effets néfastes du blocus. Et, pourtant, il a le front de lui dire droit dans les yeux, ici même, que, aurait-il beau être levé (sans doute aux calendes grecques), cela ne modifierait en rien la situation du peuple cubain et l'état de son économie ! Une idée que la logique économique la plus élémentaire permet bien sûr de démentir. Nous ne sommes pas loin, ici, de l'arrogance ou de l'inconscience.

Et, à partir de là, l'invité, qui a été reçu avec tous les honneurs, devant lequel on a déroulé le tapis rouge, met carrément les pieds dans le plat, étale une impolitesse à tout le moins

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

choquante et fait rien moins que la leçon à ses hôtes ! Sans rien connaître ou presque à la réalité cubaine, le voilà qu'il vous arrange l'économie de l'île en deux coups de cuillère à pot, adressant le message capital qu'il veut faire comprendre au peuple cubain, à ses dirigeants et à la Révolution, et qui est, on l'a vu, l'un des motifs pour lesquels il a renoué le dialogue avec Cuba : *celle-ci doit changer* ! Et ce change-ment doit être, qui plus est, « continu », permanent ! Les autorités cubaines doivent faire ceci, doivent faire cela, ne pas faire ceci, ne pas faire cela... Et ce, devant le chef d'État qui s'est même déplacé pour honorer son hôte et l'écouter ! Étonnant ! Mais au fond, pourquoi s'en offusquer : son public n'est pas celui-là ! Je me demande : si Obama – ce dont je doute – invitait à titre de réciprocité Raúl Castro à se rendre en visite officielle à Washington, le président cubain aurait-il, à supposer qu'on lui permette de s'adresser en direct au peuple étasunien – ce dont je doute une deuxième fois – le mauvais goût, voire l'outrecuidance de dire, à la barbe d'Obama – si tant est qu'il soit présent – ce qu'il devrait faire pour « arranger » un peu son pays qui, assurément, en a bien besoin, et assurément plus que Cuba ! Non, je suis sûr que non : la Révolution cubaine, forgée à l'image de Fidel, a des élégances qui échappent totalement à un Yankee, à un *gringo*, dont la bonne conscience blindée et l'arrogance ont toujours été le facteur fondamental dans ses relations avec le reste du monde, à plus forte raison s'il s'agit de peuples qu'il considère inférieurs... Bien accompagnée en cela par une presse et des médias qui ne lui cèdent en rien en matière de mépris. (Qu'on se rappelle, à titre d'exemple, la volée de bois vert que ceux-ci ont assénée au gouvernement et au peuple français quand Chirac eut l'audace de ne pas accompagner la « grande démocratie » dans son équipée contre l'Iraq !) Bref, goujaterie, une fois de plus.

Ceci dit, que doit donc faire la Révolution cubaine pour complaire au maître de l'Empire et pour satisfaire aux exigences étasuniennes ? Eh ! bien, tout simplement, qu'elle renonce au modèle de production socio-économique et au modèle politique mis en place depuis 1959, maintenus contre vents et marées à travers les plus terribles tempêtes, appuyés depuis cinquante-huit ans par la majorité du peuple cubain qui réclame leur amélioration, mais non leur suppression, comme le prouve le fait que, contrairement à ce que l'on supposait dans le reste du monde, il ne s'est jamais soulevé pour en réclamer un autre, voire pour l'imposer par la force, même dans les plus angoissantes et terribles années de la Période spéciale où il aurait eu cent mille raisons de se soulever contre son gouvernement ! Cette réalité prégnante, que n'importe qui d'un peu informé peut constater, à savoir que la contre-révolution n'est jamais été à l'ordre du jour à Cuba en cinquante-huit ans, parce qu'elle n'a jamais été un choix de la population cubaine, semble un petit « détail » mineur pour Obama.

Eh bien, non, à Cuba, n'importe qui ne peut pas « ouvrir une affaire » à Cuba... Ce n'est pas dans le style de la maison. De même que la contre-révolution n'est pas à l'ordre du jour, la privatisation – l'une des clefs de voûte du néolibéralisme – ne l'est pas non plus. L'initiative privée restera un complément, jamais le moteur de l'économie cubaine. Bien entendu, cela ne peut que chagriner un tenant du capitalisme néolibéral. Quel tollé aux États-Unis si Raúl Castro dans l'hypothétique discours de son hypothétique voyage à Washington, disait tout à trac que le gouvernement étasunien devrait nationaliser un certain

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

nombre d'entreprises, ou qu'il aurait dû faire quelque chose pour sauver l'industrie automobile de Detroit, qui en était pourtant le fleuron !

Si les travailleurs cubains ne peuvent pas « obtenir directement un emploi auprès des compagnies qui investissent à Cuba » et doivent passer par un employeur cubain, c'est justement, entre autres raisons, pour les défendre et garantir leurs droits face à ces compagnies, pour éviter ce que l'on constate, par exemple, en Chine où une main-d'œuvre parfois exploitée jusqu'à la corde travaille pour un salaire très inférieur au profit des transnationales qui ont trouvé là une mine d'or et ont pu ainsi inonder le monde de produits censément « made in China » grâce à des millions de bras « obtenus directement ». Comment la Révolution cubaine pourra-t-elle faire comprendre un jour à ses détracteurs que les notions qui ont cours comme vérités éternelles dans le reste du monde néo-libéralisé ne sont pas d'usage ici, que les idées de justice sociale (et pas seulement d'inclusion), d'égalité entre les différents citoyens d'une société, de solidarité entre eux font partie du conscient et de l'inconscient collectifs, parce qu'elles ont imprégné très profondément le tissu social depuis presque soixante ans et qu'elles ont modelé une certaine façon de concevoir la société et la vie en commun. Que cela relève pour beaucoup de l'utopie la plus délirante, peut-être et même sans doute, mais c'est justement cela qui définit encore et toujours, face aux autres sociétés, le visage si particulier de la Révolution cubaine, du peuple cubain et de la société qu'il a édifiée... Et c'est vraisemblablement cette utopie qui lui a permis de résister là où beaucoup d'autres ont baissé les bras et viré casaque. Mais allez faire comprendre ça à un Obama et à tous ceux qui pensent comme lui !

Les deux monnaies existant à Cuba ont été une des solutions – presque un pis-aller – que les dirigeants cubains ont trouvée au début des années 90 pour sauver la société cubaine, et pas seulement son économie, quand tout son environnement politique et économique international avait disparu en moins de deux ans dans l'effondrement du camp socialiste européen. Et on revient une fois de plus à la Période spéciale durant laquelle Cuba a dû se battre dans les pires conditions pour ne pas sombrer, je le redis, corps et biens et sur laquelle on ne saurait faire l'impasse parce qu'elle a entraîné de graves difformités dans le corps cubain. Obama devrait le savoir, et ne pas parler de ces deux monnaies comme s'il s'était agi d'une volonté délibérée des dirigeants cubains d'imposer au forceps une économie à deux vitesses qui a entraîné un tel dysfonctionnement, comme s'il y avait eu volonté de leur part d'œuvrer aux dépens d'une partie de la société cubaine et de ses travailleurs. Soit dit en passant, si le blocus n'imposait pas de telles contraintes et de telles entraves à l'économie cubaine, il aurait été sans doute bien plus aisé de mettre un terme à cette dualité monétaire qui continue de provoquer non seulement des blocages et des difficultés à la macro-économie du fait qu'il existe deux taux de change, l'un à la parité entre peso convertible et peso cubain pour les entreprises, et l'autre de 1:25 pour les citoyens, d'où la difficulté à obtenir des comptes économiques transparents et clairs, mais aussi à empêcher des clivages douloureux entre les citoyens. Mais bien entendu Obama préfère ne pas aborder cette facette du problème !

Le 12 juin 2016, dans un long entretien accordé à *CubaDebate*, José Luis Rodríguez, qui fut ministre des Finances et des Prix de 1993 à 1995, puis ministre de l'Économie et de la Planification et vice-président du Conseil des ministres de 1995 à 2009, et qui est maintenant

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

conseiller du Centre de l'économie mondiale, analyse combien l'unification monétaire est complexe et comment elle implique toute une série d'autres facteurs à prendre en considération :

Selon un critère assez étendu, la population identifie l'unification monétaire avec une simple unification de monnaies, mais le problème n'est pas là. Le problème est : comment unifier les taux de change, qui en plus sont double : un pour les personnes juridiques, et l'autre pour les personnes naturelles ? Et c'est là où se trouve vraiment la difficulté et il faut du temps pour que cette mesure ait des effets. En attendant, nous devons vivre avec cette dualité et avec les comptes meilleurs ou pires qui existent aujourd'hui. Vous devez prévoir qu'il y aura des déphasages dans ce sens entre ceux qui, dans la société, vont être lésés et ceux qui en bénéficieront. Il faut donc mettre en place des mesures pour compenser les effets de la dévaluation tant que cette situation durera, en palliant dans la mesure du possible les effets négatifs.

Par ailleurs, nous ne pouvons pas attendre la réunification pour commencer à offrir des subventions aux personnes. Nous devons travailler avec ces comptes-là tout en sachant que c'est une analyse très compliquée qui peut être accompagnée d'inconséquences déterminées, mais le prix que l'on paie en ajournant cette mesure qui compensera ces effets négatifs que j'ai mentionnés est très élevé du point de vue social. Il faut aussi faire de bons calculs dans ce sens pour qu'il y ait le moins de conséquences possibles. En effet, la question de l'unification monétaire possède un chapitre final dont on a parlé et qui reparait maintenant dans les documents du Parti quand on réitère que personne ne sera lésé. C'est là un très grand engagement, parce que quand vous parlez des personnes juridiques et des personnes naturelles, vous parlez des consommateurs, vous parlez de toute la société. Et il vous faut prévoir ce que vous devez faire pour que ce préjudice soit au moins compensé dans une certaine mesure pendant une certaine période.

C'est là évidemment une des questions les plus compliquées que nous devons régler aujourd'hui parce qu'au moment où le taux officiel souffrira, comme ça doit arriver, une dévaluation, ce qui entraine aujourd'hui comme un CUC = un peso dans les comptes des entreprises représentera demain, si le taux de change passe par exemple à 10 pesos le CUC, dix fois plus dans le calcul des coûts, ce qui aura un effet inflationniste et les prix vont monter immédiatement. Il faut donc prévoir ce qu'on fera en rapport avec le prix final : soit tu le compenses d'une certaine manière soit tu élèves les revenus de la population. Autrement dit, tu dois faire une série de balances pour réduire cet effet. Parce que si nous le laissons faire à sa guise, ce sera pareil que dans une économie de marché où l'ajustement se fait et chacun se débrouille comme il peut. Cet engagement qui a été pris impose des normes déterminées et complexifie encore plus les choses, mais il est consubstantiel à l'éthique sociale du socialisme.

Quant à l'Internet, là encore Obama oublie volontairement que les administrations étasuniennes ont quand même quelque chose à voir avec le pauvre accès cubain ! Il oublie aussi que les transnationales de l'informatique et des télécommunications de son pays ont la haute main sur le cyber-réseau, qu'elles dominent largement cet univers, qu'elles y ont instauré leurs propres règles du jeu, malgré les tentatives d'autres partenaires d'en réduire le

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

pouvoir, et qu'elles ont imposé donc à Cuba, dans le cadre du blocus institutionnel de Washington, des sanctions qui ont empêché l'île de se connecter comme l'a fait le reste du monde, que celle-ci n'y a été autorisée qu'en 1996, et encore uniquement par des voies satellitaires, lentes et coûteuses, qu'elle n'a jamais pu avoir accès aux câbles de fibre optique qui passent à quelques kilomètres de ses côtes, qu'une grande partie des logiciels utilisés dans le monde entier soit lui est interdite, soit lui est censurée, etc., etc. Et que, comme dans le cas des transactions financières internationales de Cuba en dollars, prétendument libérées, les amendements apportés par l'administration Obama aux sanctions cybernétiques et informa-tiques imposées à l'île buttent sur d'autres réglementations toujours en place qui s'y opposent.

L'Internet « devrait », nous dit Obama... Certes. Mais combien de milliards de dollars ou d'euros coûte l'infrastructure nécessaire pour connecter un pays ? Je pourrais dire aussi : le TGV « devrait »... car, sur une île de mille kilomètres tout en plaine sur son axe central, ce serait évidemment l'idéal, mais combien de dizaines et de dizaines de milliards d'euros la mise en place de ce réseau ferroviaire a-t-elle coûté à la France ? Des plans sur la comète, je peux en tirer moi aussi, aussi bien qu'Obama, mais en sont-ils réalisables pour autant ? Je peux rêver aussi d'un métro à La Havane... On me rétorquera : mais Google a offert d'installer le haut débit à Cuba ! Pourquoi le gouvernement cubain n'a-t-il pas sauté sur l'occasion, selon ce qu'on peut lire sur certains commentaires numériques ? Parce que, dans le monde réel, les choses ne sont pas si simples... L'Internet et l'accès instantané à la communication ne sont pas, contrairement à ce que pensent un certain nombre de (jeunes) Cubains, des structures purement technologiques, ce sont aussi (et peut-être surtout en certains cas) des instruments « médiatiques » qui, à l'instar de la langue d'Ésope, servent au meilleur comme au pire. Du meilleur, nous venons d'en avoir un exemple quand des messages lancés sur Facebook ont permis à des parents de retrouver en une heure le bébé de huit mois perdu lors de l'attentat de Nice, le 14 juillet. Mais les exemples de pire abondent. Surtout quand on est, comme l'est la Révolution cubaine, non un « obscur objet du désir », mais généralement la cible de haines et de phobies malades de la part des Grands de ce monde. J'entends par là pas forcément les gouvernements, mais surtout les gigantesques sociétés plus que tentaculaires (et l'image est on ne peut plus exacte par les temps qui courent !) qui manipulent les informations et sont capables de faire prendre à une bonne part de l'humanité des vessies pour des lanternes. Je ne rappellerai pas les fameux « charniers de Timisoara » qui remontent à 1989, car cette mystification a été largement dépassée de nos jours par les énormes possibilités qu'offre le numérique. Nous en avons des exemples tous les jours, de sorte que le monde « virtuel » - pour lequel la représentante des USA au Conseil des droits de l'homme de l'ONU réclamait une protection égale à celle du monde « réel » - a fini par s'imposer parfois et devenir plus « vrai » et « crédible » que l'autre. Qui peut oublier la façon dont, durant l'agression occidentale contre la Libye, l'Internet nous a installé des places publiques et des scènes macabres d'autres pays arabes en plein cœur de Tripoli, pour ne citer qu'un exemple, pour faire croire à la terreur que Kadhafi faisait censément régner ? Bref, l'Internet n'est pas « neutre », tant s'en faut, pas plus que l'« information » n'est libre à notre époque où un nombre étonnamment réduit de monopoles décide de ce qui est info et de ce qui ne l'est pas, au point d'être en mesure de

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

vous interdire d'apprendre ce qu'il se passe à certains endroits du monde, tout en vous matraquant et bombardant non-stop dans d'autres cas.

Je n'en veux pour preuve que la couverture – ou plutôt la non-couverture – médiatique concernant les 5 Cubains infiltrés dans les rangs des groupes terroristes de Miami (dont j'ai parlé longuement dans les pages précédentes). Hormis ceux de la Floride, les autres Étatsuniens n'ont jamais été informés du procès le plus long jamais instruit dans leur pays (sept mois), ni de leur sort depuis leur arrestation en septembre 1998 dans les prisons étasuniennes, jusqu'à la libération des trois derniers le 17 novembre 2014 dans le cadre des négociations entre Washington et La Havane. Quand les médias dominants et leurs monopoles décident qu'une chose ne doit être sue, vous pouvez être sûr que le *black-out* sera total, qu'il s'agisse de la presse traditionnelle ou de l'Internet ! Jamais, par exemple, celle de France n'a fait la moindre mention de ces Cinq-là, de 1998 à 2014 ! Ah ! si, *Le Monde diplomatique*... Alors, pourtant, que des manifestations monstres se déroulaient à Cuba. Donc, c'est entendu, pas de neutralité ni de liberté expressive dans le monde des médias.

Chaque fois que les médias internationaux abordent la question de la connectivité cubaine, nous avons droit à un refrain : une des pires au monde... Selon les dernières statistiques de sites spécialisés, le taux de pénétration d'Internet à Cuba se monte en 2016 à 3 696 765 personnes, soit 32,4 p. 100 de la population, contre 3 553 543 (31,2 p. 100) en 2015. En gros, donc, le tiers des habitants.

Jusqu'à l'ambassade étasunienne à La Havane reconnaît que le Wifi est toujours plus populaire et accessible à Cuba et que toujours plus de Cubains sont connectés à l'Internet.

Obama parle à un moment donné de ses *remarks*, apparemment de façon louangeuse, de la volonté d'indépendance et d'autodétermination de Cuba. C'est précisément cette volonté-là qui, entre autres raisons, explique pourquoi les dirigeants de la Révolution ne se lancent pas la tête baissée dans l'entonnoir du monde de l'Internet. Face aux critiques, qui voient bien entendu dans cette faible connectivité eu égard aux standards internationaux (dont j'ignore ce qu'ils peuvent être) la volonté délibérée du gouvernement de l'« île communiste » (autre curieux cliché... pourquoi ne parle-t-on jamais du gouvernement de la « France capitaliste » ?) de nier à ses pauvres citoyens l'accès au monde extérieur et à ses infos, pourquoi ne donne-t-on pas de temps à autre la parole à l'accusé ? Celui-ci n'aurait-il rien à dire ?

Écoutons plutôt Miguel Díaz-Canel Bermúdez, vice-président du Conseil d'État et membre du Bureau politique, – celui que tous les médias internationaux nous présentent comme le « dauphin », le futur président, de même que Murillo, qui vient d'être relevé de son ministère le 13 juillet, était le « czar » de l'économie – tracer la politique de la Révolution cubaine dans ce domaine le 20 février 2015, à la clôture du Premier Atelier national d'informatisation et de cybersécurité auquel environ 250 experts nationaux ont participé, avec 71 communications, tandis que le forum de débats ouvert pendant deux jours sur le site du ministère des Communications a permis l'accès de 73 883 internautes. Du sérieux, donc. Premier point, et essentiel :

Le parti et le gouvernement sont décidés et disposés à informatiser toujours plus la société, à mettre l'Internet à la disposition de tous et à insérer vraiment et

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

authentiquement les Cubains dans cet espace. C'est le début d'une immense tâche stratégique que nous allons entreprendre et que nous faisons déjà. » La question « est complexe, il n'y a pas de recettes ni de réponse unique ; il faut travailler selon une vision de pays, dans le cadre d'une participation intersectorielle, interdisciplinaire et ouverte, qui permette de mettre en place une stratégie nationale, qui mette cette technologie et l'infrastructure qui doit l'accompagner au service de la construction du socialisme prospère et durable auquel nous prétendons. Une question comme celle-ci ne saurait être coupée des grandes questions qui se posent au pays. Dans la mesure où, collectivement, nous précisons le projet de pays que nous voulons, dans cette même mesure nous pourrions mieux préciser la façon dont un outil comme l'Internet peut être mis à son service.

Soit dit en passant, contre ceux qui estiment que le gouvernement fait obstacle à l'Internet, Fidel avait affirmé que « l'informatique deviendra une très puissante force scientifique, économique et même politique » pour Cuba. C'était le 7 mars 2006, pour le quinzième anniversaire, soit 1991, du Palais central de l'informatique destiné à intéresser et à préparer les enfants et les jeunes à cette nouvelle discipline.

Díaz-Canel reconnaît : « Nous avons beaucoup fait, mais pas tout ce dont nous avons besoin ni de la manière la plus cohérente. » Quoi qu'il en soit, le parti et le gouvernement sont décidés à engager un vaste processus d'informatisation qui garantisse l'utilisation large et sûre de l'Internet, d'une manière inclusive et en vue du développement du pays. « L'État travaillera à ce que cet outil soit disponible, accessible et abordable à tous. L'État et la société sont responsables que cela se fasse, ce qui présuppose aussi la coexistence avec d'autres droits fondamentaux : le droit à l'information, à la communication, à la participation, à la reddition de comptes sociale, de pair avec la responsabilité individuelle et collective. »

Le droit du citoyen, des organisations et des institutions à l'Internet s'accompagne donc de devoirs envers la société. Il est donc absolument responsable de reconnaître que le droit de tous à l'Internet suppose des devoirs concernant son utilisation adéquate et conforme à la loi, et suppose ainsi la responsabilité des organes de contrôle qui veillent à la défense et à l'intégrité du pays. L'Internet doit être un outil au service du développement humain durable du pays et de son insertion réelle dans le concert des nations.

L'Internet et l'accès en général aux technologies de l'information et des communications

offrent aux personnes, aux organisations et aux communautés la possibilité de développer pleinement leurs potentialités, de promouvoir leur développement durable et d'améliorer leur qualité de vie. L'Internet en soi ne résout pas les problèmes, mais il peut contribuer à appuyer les stratégies en fonction du développement social. Les problèmes clefs de la société, les défis économiques, sociaux et culturels doivent être au cœur de la stratégie et demandent une utilisation créative et intensive de l'Internet.

Díaz-Canel avance aussi d'autres idées :

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

- Le développement de la science est inconcevable aujourd'hui sans l'Internet, et la participation des scientifiques cubains aux principaux courants de la science passe par leur capacité à accéder à une Internet de qualité.
- La stratégie d'accès à l'Internet doit devenir une arme fondamentale des révolutionnaires pour garantir la participation de tous à la construction du projet de société que nous souhaitons, à partir d'une conception de pays intégrale, en vue de contribuer au développement humain durable et de le promouvoir ; elle doit être conduite par le parti et impliquer tous les institutions et toute la société afin que ses potentialités servent au maximum au développement national ; elle constitue un choix nécessaire au développement de la société à notre époque.
- L'Internet conteste les formes de communication sociale traditionnelles, l'utilisation des médias, le rôle des individus dans l'espace public, et exige des politiques, des normes et des formes de fonctionnement nouvelles qui doivent concilier infrastructures, services et contenus pour garantir ce droit.
- L'Internet n'est pas seulement un espace d'accès à l'information, c'est un espace de communication sociale, de coopération, d'association et de travail sous leurs manifestations les plus variées, et c'est à ce titre qu'il faut le promouvoir.
- Les réglementations de l'Internet doivent être cohérentes avec les normes, les principes et les politiques sociales, et doivent être transparentes pour tous les citoyens, les droits et devoirs devant être clairement établis et s'ajuster aux besoins changeants du développement social.
- L'Internet est un outil au service de l'identité et de la culture nationales, et de l'insertion souveraine et universelle des Cubains, dont la souveraineté technologique.
- La promotion et l'universalisation de l'accès à l'Internet et de son utilisation doivent faire partie du développement culturel national au sens le plus large et devront s'accompagner de la promotion de la production culturelle nationale, de ses valeurs et de la diffusion nationale et internationale la plus large.
- L'Internet fait partie de l'infrastructure essentielle pour le développement des activités économiques et entrepreneuriales du pays, et le développement des capacités nationales dans ce domaine, ainsi qu'une activité économique à potentiel de développement élevé.
- L'Internet est capable d'engendrer des services et des activités économiques qui constituent en soi des sources d'emplois, de ressources et de croissance économique.
- L'Internet est une plate-forme de développement national sujette au contrôle social.

Et Díaz-Canel de conclure :

Seule l'intégration de l'intelligence collective, grâce au capital humain formé pendant plus de cinquante-cinq ans de Révolution, permettra d'atteindre les résultats escomptés.

La seule façon dont Cuba peut s'intégrer souverainement à l'Internet est à partir d'une vision de nation et d'une infrastructure à services nationaux intégrés qui soient favorables à l'univers de ses institutions, de ses organisations et de ses citoyens. Nous

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

devons nous distinguer, en tant que pays socialiste, par une informatisation et un Internet avec tous et pour le bien de tous.

Nous ne pouvons craindre les défis qu'impose un réseau comme l'Internet, nous ne pouvons pas renoncer au projet d'une société plus juste, libre et démocratique qui soit « le culte des Cubains à la dignité pleine de l'homme » [*conception de Martí*] et qui devienne réelle dans le contexte où il nous faut vivre.

L'informatisation et l'Internet doivent accompagner l'occasion de tous les Cubains de participer activement à la construction du pays socialiste, prospère et durable que nous partageons dans nos aspirations.

Voilà, une fois encore, ce qu'oublie constamment Obama et les gens comme lui, au-delà de l'infrastructure technologique à mettre en place pour connecter la société cubaine – et nous sommes d'accord là-dessus qu'il reste encore énormément à faire pour que tous les Cubains aient une connexion internet à domicile – il y a toujours ce *projet de société* qui fait l'essence même de la Révolution cubaine et auquel elle continue de s'accrocher quand le capitalisme néolibéral impose plus que jamais au reste de la planète des « projets de vie individuels », quand, ce qui est plus grave, les partis de gauche d'Occident et du Premier monde qui tentent de survivre dans leur atomisation sont loin de proposer rien de semblable, tant s'en faut.

La Révolution cubaine insiste aussi, dans le cadre de ce projet, sur la « souveraineté » envisagée sous différentes formes : nationale, alimentaire... En l'occurrence, elle est « technologique », entendue comme maîtrise par l'État de ses choix en la matière. Les tenants du néolibéralisme à tout crin dénonceront là, bien entendu, une vision passéiste : à notre ère de mondialisation, foin d'une telle vétusté ! Notre globe terrestre est connecté en ligne 24 h x 24, non-stop, tout se sait à la seconde, jamais notre humanité n'a été si libre ni si « fraternelle »... Obama lui-même ne nous a-t-il pas fait l'article en direct ? « L'un des plus grands moteurs de croissance dans l'histoire humaine », s'exclame-t-il. Comme, quelques secondes avant, il avait affirmé que « même si l'embargo était levé demain, les Cubains ne réaliseraient pas leur potentiel sans un changement continu ici à Cuba », il n'est pas besoin d'être Socrate pour induire la conclusion implicite du syllogisme : donc, la société cubaine doit s'adapter à l'Internet. Et si c'était l'Internet qui devait s'adapter à la société cubaine ? Celle-ci a refusé de s'adapter au capitalisme néolibéral, pourquoi devrait-elle maintenant s'adapter à cet avatar censément technologique, se prosterner devant lui ?

Du haut de la puissance de son Empire, Obama ne voit le monde qu'à travers les lunettes du dominateur, de celui qui s'impose et impose. Or, de même que, pour reprendre mon image, le taureau n'est pas autant à la fête dans l'arène que le torero, de même une petite île agressée par son voisin depuis presque soixante ans ne peut, pas plus que le pauvre animal, se laisser éblouir par « l'habit de lumière » de celui qui finira par lui porter l'estocade... Non, elle doit esquiver les banderilles des banderilleros et les piques des picadors, et jusqu'à présent, elle a aussi, Dieu merci, déjoué l'épée du matador. On me rétorquera : encore et toujours, cette « fièvre obsidionale » ! Eh bien, oui, s'il y a « fièvre », c'est parce qu'il y a eu « siège », « encerclement »... Et qu'il y a toujours et encore « siège », « encerclement ». Obama l'a même redit quelques secondes avant : « les Cubains ne réaliseront pas leur

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

potentiel sans un *changement continu* ici à Cuba ». Pas changement tout court, non : un changement permanent ! Et dans quelle direction doit aller ce changement ? Cap sur le privé ! Ouvrir des affaires, liberté d'emploi auprès des éventuels investisseurs, etc. Toutes les mesures d'allègement – oh !, bien discrètes – du blocus vont, je l'ai dit et redit, dans ce sens : changer le visage de la Révolution socialiste cubaine pour qu'elle cesse justement d'être révolution et socialiste. Alors, oui, la sensation de l'encerclement continue de se sentir ici et la réalité même du siège de se vivre... Croire que le jeune galant qui s'avance vers la pauvre laideronne qui fait tapisserie au grand bal rutilant du monde néo-libéralisé afin de l'emporter dans ses bras pour un tour de valse endiablé le fait par pitié à son égard, voire parce qu'il a eu le coup de foudre, serait d'une naïveté suicidaire ! Et ici, on a bien des défauts, mais pas celui-là. Car il en va de la survie même de Cuba comme nation indépendante et souveraine.

Quand on est assez gros et fort pour que rien ne puisse vous menacer (hormis le terrorisme dont vous avez été vous-même un précurseur non seulement en tant qu'auteur direct contre Cuba dès les années 60, mais aussi en tant que « formateur » de terroristes un peu plus tard en Afghanistan, en Irak, en Syrie, en Libye, etc.), on n'a pas idée que les autres, plus petits, puissent revendiquer la notion de souveraineté comme moyen de défense et d'intégrité. Craindre l'Internet, feignent de s'étonner Obama et Cie, quelle curieuse idée ! On a vu plus haut que ce n'est pas la Toile en soi que « craint » Cuba, mais bel et bien les doubles intentions de ceux qui ont la haute main dessus, ce qui est très différent...

Car rien de ce que font les classes dominantes étasuniens (et leurs alliées de par le monde) n'est à visée franche, à plus forte raison quand la cible en est la Révolution cubaine. Et l'Internet, pas plus que les médias classiques ni les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), n'est neutre ni aseptique. Ce n'est pas d'ailleurs pas pour le plaisir que l'ONU réunit des sommets de chefs d'État autour de ce point. L'insistance d'Obama sur les TIC n'est pas innocente, bien entendu. Qu'on se rappelle : dès sa première action au sujet de Cuba, le 13 avril 2009, engagée afin de « promouvoir la démocratie », de « réduire la dépendance du peuple cubain envers le régime castriste » et d'« encourager un changement constructif », les mesures de libéralisation du blocus en matière de télécommunication, de câbles de fibre optique, de services d'itinérance, de radio et de télévision par satellite, etc., occupaient une des premières places. Sept ans plus tard, quelques jours avant sa visite à La Havane, rien n'avait beaucoup changé en ce domaine, parce que, sans d'autres mesures concomitantes sur le plan financier, cet « assouplissement » n'a aucun effet concret ; en tout cas, à en croire la presse internationale, ça y est Google avait mis un pied à Cuba (plusieurs de ses cadres l'avaient déjà fait, certes, dont Brett Perlmutter, son directeur d'opération), Obama était censément arrivé à un accord avec le gouvernement cubain, et, le géant étasunien du moteur de recherche et d'autres domaines allait nous installer l'Internet dans toute l'île en deux coups de cuillère à pot ! Rien n'était vrai, comme les événements suivants le prouvèrent : tout ce qu'avait fait Google, c'était équiper en technologie dernier cri (laptops, téléphones portables, lunettes de réalité virtuelle, fibre optique) une espèce de cybercafé dans l'espace culturel qu'un peintre bien en vue avait installé quelque temps auparavant dans un quartier déshérité de La Havane, un peu comme centre, absolument digne d'éloge, d'animation culturelle : ouvert de

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

7 h à 24 h, cinq jours par semaine, une quarantaine de personnes à la fois, accès gratuit à l'Internet à un débit soixante-dix fois supérieur à la norme cubaine. Toujours selon Obama, il s'agit d'un point de départ d'un investissement qui vise à ce que tous les Cubains aient accès à l'Internet, Perlmutter affirmant : « Nous voulons montrer au monde ce qu'il arrive quand l'énergie créatrice cubaine se combine avec la technologie du Premier monde. » Pour l'instant, on en est là : le cybercafé d'Alexis Leiva Machado, dit Kcho...

Car évidemment, une fois de plus, les choses ne sont pas aussi « contes de fées » que le veut Obama. Nulle transnationale, si puissante soit-elle, ses offres fussent-elles on ne peut plus mirobolantes, ne peut s'installer à Cuba comme en terrain conquis et décider seule de ce qu'elle fera ou ne fera pas. Le « projet de société cubain » l'empêche. Les priorités de Google ou d'autres monstres similaires ne sont vraisemblablement celles du gouvernement et des institutions correspondantes, et, à supposer que Google intervienne dans la connectivité cubaine, elle devra forcément écouter ce que veulent ses interlocuteurs. Le point III de la Conceptualisation du modèle économique et social cubain de développement socialiste stipule : « L'information, la communication et la connaissance constituent des biens publics et des droits des citoyens qui sont exercés d'une manière responsable, en préservant la souveraineté technologique, en respectant la législation en vigueur en matière de défense et de sécurité nationales. »

Bref, quand Obama joue, devant son auditoire cubain, le Monsieur Nyaka, avec ses « devrait » et « ne devrait pas », non seulement il oublie la politesse la plus élémentaire en taçant ceux qui l'ont invité et accueilli, en leur faisant la leçon au sujet de leur mauvais comportement, mais encore il occulte des évidences aveuglantes qui lui auraient évité – mais cela l'intéresse-t-il ? – de présenter un tableau si dénué de nuances...

\*\*\*\*\*

**Les États-Unis ne limitent en rien les possibilités de Cuba de prendre ces mesures. Ça dépend de vous. Et je peux vous dire *en ami* que la prospérité durable au XXI<sup>e</sup> siècle dépend de l'éducation, des soins de santé et de la protection de l'environnement. Mais elle dépend aussi d'un échange d'idées libre et ouvert. Si vous ne pouvez pas accéder à l'information en ligne, si vous ne pouvez pas connaître différents points de vue, vous n'atteindrez pas votre plein potentiel. Et à la longue la jeunesse perdra espoir.**

Je viens de démontrer que la première assertion d'Obama est fausse. Oui, les États-Unis limitent bel et bien les possibilités de Cuba : les sanctions, les amendes, la traque financière, le blocus, les blocages d'Internet, etc., restent en place et continuent de causer des préjudices au développement de l'économie cubaine. Mais ces obstacles-là ne semblent

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

guère importants pour le président étasunien, parce que son intérêt majeur, son objectif central, est de renforcer l'idée sur laquelle il conclut son paragraphe, variante d'une chanson bien connue d'un fameux rocker français : « Noir, c'est noir, il n'y a plus d'espoir », et qui revient comme un autre des leitmotifs de ses différentes interventions à Cuba, de pair avec « Internet », « information », « privé » et « jeunesse ». Et ici, on le voit, il en brasse deux à la fois !

Ce qui est d'ailleurs symptomatique, soit dit en passant, dans l'esprit de quelqu'un pour qui Internet est non seulement un moyen technique, mais aussi – et surtout dans le cas cubain – une arme idéologique, c'est qu'il semblerait qu'il ne puisse y avoir d'« échanges d'idées » que par web interposé. Curieux, tout de même !

D'autant plus curieux qu'Obama fait semblant d'ignorer la structure des communications dans le monde et veut nous faire croire que l'information y est « libre et ouverte ». Alors, rappelons-lui d'autres vérités tout aussi élémentaires et aveuglantes qu'il connaît aussi bien que vous et moi, bien entendu, mais dont il préfère ne pas parler. Ainsi, en France, on assiste non seulement à une consolidation de la presse, mais aussi à une perte d'indépendance parce que la plupart des titres ont été rachetés par des groupes industriels ou de télécoms qui n'ont pas pour objet premier de faire du média. Ce qui pose le problème du pluralisme, si cher aux tenants du capitalisme et aux défenseurs de la liberté d'expression : si un même individu est propriétaire de plusieurs hebdomadaires dont *L'Express*, d'un titre de presse quotidienne nationale *Libération*, d'une radio *RMC*, d'une chaîne de télévision *BFM*, quid du pluralisme ? En France, les lois antitrust sont en retard à cet égard. Aux États-Unis, ils sont juste un peu moins hypocrites, puisque, par exemple, vous n'avez pas le droit de posséder une radio, une télévision et un journal... dans une même localité. Finalement, pour ce genre de propriétaires ne provenant pas des médias, l'objectif n'est pas au premier chef de livrer de l'information, bonne ou mauvaise peu importe, mais de faire de l'argent à partir d'un investissement qui soit rentable et de posséder un moyen d'influence sur le grand public. L'information et la communication, comme à peu près tout dans le capitalisme néolibéral, sont, pour l'essentiel, une affaire économique.

Quant à Google que les ingénus prennent pour un service purement technologique au service de tous dans la plus grande liberté et impartialité, il est clair qu'il n'en est rien et que l'idéologique, encore une fois, sous-tend le technologique. Un simple exemple. Le géant de la recherche sur l'Internet – qui s'est largement diversifié maintenant, tout le monde le sait – possède ce qu'il appelle un système d'« alerte » qui vous permet de recevoir, sur un thème que vous choisissez vous-même, toutes les infos de la journée le concernant, soit groupées soit au fur et à mesure qu'elles tombent. Eh ! bien, curieusement, si vous optez pour « Cuba » en espagnol, vous n'en recevrez aucune provenant des médias « officiels », comme les appellent les détracteurs, alors pourtant qu'on parle espagnol à Cuba et qu'il y existe des milliers de sites et de blogues faits sur l'île : non, les nez fouineurs de Google n'ont de flair que pour ceux de Miami ou pour les sites dissidents ! Tout comme il est symptomatique, d'ailleurs, que Wikipedia apparaisse systématiquement en premier sur n'importe quelle page de recherche de Google. Info ciblée, donc, une fois de plus.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

En fait, tous ces conseils qu'Obama offre, rien moins qu' « en ami » - il a beau s'efforcer, on a vraiment du mal à imaginer ici qu'un président des États-Unis puisse jamais l'être dans les circonstances bilatérales actuelles ! – aux (jeunes) Cubains sont d'une logique dont on a du mal à suivre le fil : qu'on perde espoir pour les raisons qu'il donne – manque d'échange d'idées libre et ouvert, d'accès à l'information en ligne, de connaissance de différents points de vue – et non pour des motifs bien plus vitaux et essentiels à l'être humain, me laisse plutôt perplexe. La génération à laquelle s'adresse Obama serait-elle à ce point « déshumanisée » ? À supposer, d'ailleurs, que le panorama cubain en la matière soit aussi « noir » que le dépeint Obama et que les jeunes soient, selon lui, absolument coupés du reste du monde, ce qui est loin d'être le cas... Là où je travaille, le débit associé à la fibre optique est de 10 Mbps, l'accès à l'Internet est absolument libre, de même que l'accès aux réseaux sociaux, aux courriers électroniques internationaux, aux téléchargements, etc. Et je connais d'autres lieux de travail où la connexion est à 100 Mbps. Les universités, les centres de recherche, les hôpitaux, etc., sont aussi connectés. Les bureaux de poste offrent des connexions. ETECSA, qui est la société de télécommunications, offre des connexions courrier électronique et Internet tant dans les cybercafés que sur smartphones ; une bonne centaine de sites wifi dans des lieux publics ont été ouverts depuis maintenant deux ans dans toute l'île. Que l'informatisation de la société cubaine n'ait pas atteint les niveaux des États-Unis et du Premier monde, certes. Que l'Internet à domicile soit encore une rareté, c'est tout aussi vrai, quoi qu'il le soit de moins en moins : ainsi, le ministère de la Culture l'offre en tout cas à tous ses usagers à des tarifs absolument modiques. Que l'accès wifi à domicile, faute de l'infrastructure nécessaire, soit inexistant, certes, quoique des tests soient en cours dans la Vieille-Havane. Qu'il soit urgent de diminuer les tarifs de connexion et les tarifs téléphoniques et surtout de cesser de les libeller en CUC pour que la population puisse en bénéficier plus largement, cela aussi coule de source. Que les autorités compétentes doivent accélérer les choses face à un phénomène contemporain aussi important et incontournable que l'Internet et les Nouvelles Technologies de l'information et de la communication (NTIC) est une évidence dont la direction du pays est absolument consciente, mais l'actualisation dans ce domaine implique de lourds investissements qu'une économie comme celle de Cuba – surtout en ces temps de crise mondiale et de « fléchissement » d'alliés aussi sûrs que le Venezuela, pour ne citer qu'un exemple – n'est pas en mesure d'assumer seule. Je rappelle que, toujours à cause des sanctions des États-Unis, Cuba ne peut recevoir aucun crédit d'institutions financières internationales que ceux-ci régissent, comme le FMI, la Banque mondiale et d'autres. Je rappelle aussi que le blocus toujours en place ne facilite pas les choses dans la mesure où les transnationales étasuniennes dominent ce terrain et ce marché et que, voudraient-elles « aider » Cuba, les sanctions en cours constituent un obstacle objectif. Faut-il pour autant laisser le champ libre aux géants de l'information et de la communication, leur signer des lettres patentes pour qu'ils agissent à leur guise sous prétexte qu'ils ont les fonds et la technologie nécessaires, au risque de perdre sa souveraineté ? Ce n'est pas le style maison, surtout quand on sait qu'en termes d' « amitié » entre les États-Unis et Cuba, il y a loin de la coupe aux lèvres !

De toute façon, l'informatisation de la société ne passe pas toute par l'accès grand public à la Toile. Ainsi, Cuba a prévu d'investir 1,3 milliard de dollars d'ici à 2021 pour moderniser le

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

réseau ferroviaire, dont le recours à la fibre optique déjà en cours d'installation jusqu'à Camagüey pour informatiser son système de sécurité.

\*\*\*\*\*

**Je sais que ces questions sont sensibles, surtout provenant d'un président étasunien. Avant 1959, des Étatsuniens voyaient Cuba comme quelque chose à exploiter, ils ignoraient la pauvreté, ils permettaient la corruption. Et depuis 1959, nous avons été des sparring-partners dans cette bataille de géopolitique et de personnalités. Je connais l'histoire, mais je refuse de m'y laisser engluier (*applaudissements*).**

Du moins, Obama est-il assez lucide pour reconnaître que ce que fait son pays et ce qu'il fait, lui, au « poste le plus important au monde », ont des conséquences sur la planète tout entière et que les autres ne partagent pas forcément les vues des États-Unis, ni ne plongent dans l'admiration béate qu'il faudrait censément leur vouer. Mais tout ceci est dit en passant, juste pour la forme, question d'avoir, après en avoir montré si peu, un brin de politesse. Je relève d'ailleurs un lapsus, presque un acte manqué, quand il affirme, sans même s'en rendre compte, que les Étatsuniens « permettaient la corruption » à Cuba avant 1959. Tiens, j'aurais plutôt pensé que c'étaient les dirigeants cubains, parce qu'au pouvoir, qui la permettaient ! Mais c'est vrai qu'ils l'étaient si peu ; en tout cas, pas sans l'autorisation des États-Unis, c'est sûr...

Quant à ce tableau étonnamment sommaire de ce qu'il s'est passé depuis 1959, soit pendant cinquante-huit ans, entre les États-Unis et la Révolution cubaine, j'avoue que j'en reste estomaqué. Et que je ne saisis pas très bien ce que cette phrase veut dire exactement et où Obama veut en venir. Ou plutôt je crois comprendre encore une fois que, selon lui, Cuba a été cet État *proxy*, celui qu'il a évoqué un peu avant, qui livrait des batailles par procuration... Qu'il replace encore une fois, selon une idée déjà évoquée, l'antagonisme USA-Cuba dans le contexte de la Guerre froide, ce qui me semble, je l'ai dit, une vue erronée qui n'explique pas le fond de cette inimitié. « Bataille de géopolitique et de personnalités », lui font dire ses experts qu'il faudrait interroger pour savoir exactement ce qu'ils entendent par là. Cela signifierait-il que la faute en incombe à Fidel qui est effectivement une des « personnalités » saillantes du XX<sup>e</sup> siècle, que c'est parce que c'était une « grande gueule » qui n'a jamais plié le genou, et son peuple avec lui, que les choses ne sont jamais arrangées entre les deux pays ? Je laisse à chacun le soin de déchiffrer ce hiéroglyphe. Obama utilise l'expression : *shadow-boxers*, le verbe *shadow-box* voulant dire selon le Webster « *to box with an imaginary opponent esp. as a form of training* », ce que j'ai traduit par ce qu'il me semble le plus proche : « sparring-partner ».

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Décidément, j'ai du mal à me faire au style des rédacteurs de discours de la Maison-Blanche. J'y note une fâcheuse tendance à rapetisser l'adversaire, à vouloir le rabaisser, à ne pas le prendre au sérieux. Faire de la Révolution cubaine et du peuple qui ont résisté à l'Empire et à l'impérialisme étasuniens pendant cinquante-huit ans et qui ont contraint Obama à se rendre à Canossa des espèces de « boxeurs de l'ombre », des choses fantomatiques, c'est faire montre de nouveau d'une arrogance qui passe les bornes ! Surtout quand l'histoire réelle dit que les combats et les pertes et les préjudices n'ont guère été de l'ordre de l'imaginaire ou du *shadow* ! Ou alors c'est vouloir dire que cette histoire-là, mon Dieu, n'est pas si importante qu'il faille tant s'y attacher, qu'elle n'a été qu'une anecdote, un passage qui mérite d'être oublié, que la vraie Histoire commence maintenant que les États-Unis ont renoué leurs relations. Non, ce « je connais l'Histoire » sonne faux : il ne la connaît pas, hélas, et le pire c'est qu'il ne veut pas la connaître ! C'est : « Arrêtez de me casser les pieds avec ça ! »

On comprend qu'avec une vue si bizarre et si erronée de l'Histoire, Obama ne veuille rien en savoir ! Il l'a dit et répété je ne sais combien de fois à d'autres réunions et rencontres, sous toutes les latitudes, et il fallait donc bien qu'il l'affirme une fois de plus haut et clair au Grand Théâtre de La Havane... Ce contre quoi tous ses interlocuteurs cubains et latino-américains se sont inscrits en faux. Oui, l'Histoire compte, et pour beaucoup, dans les relations du sous-continent avec son grand voisin du Nord, surtout quand celui-ci pèse autant sur les destinées du reste du monde.

Intervenant le 5 mai 2016 devant le Forum « Culture et nation, le mystère de Cuba », organisé par la Société culturelle José Martí, Abel Prieto, intellectuel brillant, ancien ministre de la Culture et maintenant conseiller de Raúl Castro, et depuis la première semaine de juillet, de nouveau ministre de la Culture, mais à titre provisoire, affirmait :

Un des messages essentiels de ceux qui prétendent détruire la Révolution cubaine, même s'il apparaît plus ou moins préparé d'une manière rhétorique, est en réalité très simple. D'une part, la Révolution, son langage « politisé », son caractère institutionnel, les notions mêmes de socialisme et de souveraineté représentent le passé, les vestiges d'un monde qui a disparu, la « Guerre froide ». De l'autre, le paradis idéalisé des « entrepreneurs », des « célébrités », du capitalisme global soutenu sur des valeurs universelles, symbolise le futur, la modernisation, un spectre infini de possibilités, la consommation avec tout son répertoire de fétiches. C'est aussi le royaume des nouvelles technologies qui exercent (et c'est tout à fait logique qu'il en soit ainsi) un attrait spécial sur les nouvelles générations. Parallèlement, on attaque le langage de la gauche comme « idéologisé » ; on fait l'éloge de celui qu'emploie la droite, implacable dans son ordre du jour monolithique, pour avoir laissé derrière elle les traces des « idéologies ».

Dans le contexte plus général de l'offensive réactionnaire en Amérique latine, Atilio Borón a déjà souligné que la réaction fait l'apologie du « changement » en soi : ça a été le thème de la campagne de Macri, qui n'a jamais précisé bien entendu qu'il s'agissait d'un saut vers le passé, vers le néolibéralisme à la Menem le plus pur, et la droite utilise un slogan similaire au Venezuela, au Brésil. En guise de recette contre Cuba, on emploie aussi d'une certaine manière cette incitation au « changement » : nous qui nous accrochons au socialisme efficace, débureaucratisé, démocratique que nous sommes en

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

train de bâtir et auquel nous ne pouvons pas renoncer, on nous accuse de refuser de « changer » ; ceux qui promeuvent la restauration capitaliste veulent se présenter comme des agents du « changement ».

Le socialisme, d'après les ennemis de Cuba, a échoué. Le capitalisme, en revanche, a triomphé. Un système qui va liquider notre planète, qui a engendré des guerres sanglantes interminables, qui poursuit et réprime ceux qui les fuient, qui représente la dictature des sociétés transnationales et engendre à nouveau en son sein le monstre du fascisme, qui dépense des millions et des millions en publicité poussant à la consommation, tandis que les masses de démunis – les « jetables », comme les appelle le pape – ne cessent d'augmenter. Un système incapable de résoudre la crise économique, humanitaire, moral, environnementale et culturelle...

Il y a tant d'arguments pour prouver que le capitalisme est un système qui a échoué, barbare et inviable, qu'on se surprend de constater que l'idée qu'il s'agit de l'ordre naturel et irremplaçable sur lequel doit s'organiser la société humaine ait pu prospérer. En tout cas, quand on voit le pouvoir de l'industrie de la manipulation et de la désinformation à son service, on commence à comprendre que là où le capitalisme a triomphé sans aucun doute, c'est dans la consolidation à l'échelle planétaire de son hégémonie culturelle. Son succès dans le domaine de la conscience et de la subjectivité a été si écrasant qu'il maintient hypnotisées ses propres victimes. Ceux qu'on appelle les « perdants » se sentent personnellement coupables de leurs faux-pas et de leurs agonies, et continuent d'espérer qu'un jour, allez savoir quand, en faisant beaucoup d'efforts et en ayant beaucoup de chance, ils pourront peut-être entrer dans les rangs de ce qu'on appelle les « gagnants ».

« Tous doivent rêver, et que chacun alimente cet espoir qu'il pourra un jour être lui aussi riche », dit Frei Betto, dans une interview concédé à des journalistes de Prensa Latina lors de la Deuxième Conférence internationale Avec tous et pour le bien de tous, « un Pelé, une Lady Gaga, un Michael Jackson, voilà ce qu'il propose. Et de là provient la souffrance des jeunes qui se fixent dans leur vie quatre choses : argent, renommée, pouvoir et beauté, et quand ils n'atteignent aucun de ces objectifs, alors ils se retournent vers les anxiolytiques, les drogues, vers les fausses valeurs qui n'apportent que la frustration. »

Quant au socialisme, c'est vrai qu'un modèle s'est effondré en Europe de l'Est, mais ce qui est « parti en capilotade », selon l'expression de Fidel, c'est une expérience déterminée, ce qui ne peut pas nous pousser à la conclusion qu'il est impossible de construire une solution de rechange au capitalisme, fondée sur la solidarité et la justice sociale, sur la participation, sur la mise de l'être humaine au centre de tout. C'est le cas concret de Cuba : la Révolution soumise à un blocus, agressée, harcelée, travaillant entre réussites et erreurs, est parvenue à transformer une colonie avilie en une nation qui jouit aujourd'hui de prestige mondial pour ses résultats en santé, en éducation, en culture, en science ; qui a réglé des problèmes dont la solution reste encore un rêve chimérique dans tant de pays du Nord développé. Seul des gens aveuglés par la haine, par la frustration, par la rage sont capables de nier la dimension de l'œuvre révolutionnaire.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

La vie a prouvé qu'il n'est pas facile de former « l'homme nouveau ». Dans le domaine des valeurs, comme dans tous les domaines, il y a de pannes, des déviations, des accidents, des faux-pas. Ma génération a eu le privilège de voir disparaître la prostitution, qui faisait partie intégrante du paysage si « glamour » de cette Havane d'avant la Révolution. Pas seulement les quartiers, disons, « spécialisés », comme la rue Colón, pas seulement la pratique même de la prostitution et du proxénétisme, mais l'idée même que quelqu'un puisse vendre son corps pour de l'argent. La Révolution avait extirpé à la racine de la réalité et de la conscience de ce peuple ce vieux métier si dégradant. Pourtant, nous le savons, il a reparu avec la crise. Et le petit débrouillard cubain, qui avait toujours été là, un peu plus planqué après 1959, a repris de la force. Il y a eu de sérieux reculs moraux. Il y a eu des cas de corruption impliquant des personnes qui avaient derrière elles une longue et brillante carrière révolutionnaire, et l'on a pris des mesures dures, draconiennes, mais indispensables.

\*\*\*\*\*

**J'ai dit clairement que les États-Unis n'ont ni la capacité ni l'intention d'imposer un changement à Cuba. Que les changements dépendent uniquement du peuple cubain. Nous ne voulons pas vous imposer notre système politique ou économique. Nous reconnaissons que chaque pays, que chaque peuple doit tracer son propre cours et façonner son propre modèle. Mais, après avoir ôté l'ombre de l'histoire de nos relations, je dois parler honnêtement des choses que je crois, des choses que nous croyons, nous, comme Étasuniens. Comme le disait Martí : « La liberté est le droit de tout homme à être honnête, à penser et à parler sans hypocrisie. »**

On aimerait bien croire à ce qu'il dit dans sa première phrase, au sujet, non de la « capacité », mais de « l'intention », mais on a vraiment du mal : dès sa première déclaration de 2009 et dans toutes les suivantes jusqu'à aujourd'hui, Obama parle du « changement » que Cuba doit opérer pour être, semble-t-il, « aux normes ». J'ai pris la peine de les reproduire pour que le lecteur ne me croie pas sur parole, mais sur pièce. Je rappelle donc ce qu'il affirmait d'emblée dans son Mémorandum du 13 avril 2009, « Promouvoir la démocratie et les droits de l'homme à Cuba » :

La promotion de la démocratie et des droits de l'homme à Cuba relève de l'intérêt national des États-Unis et constitue un facteur clef de la politique étrangère de notre nation dans les Amériques. Des mesures qui réduisent la dépendance du peuple cubain envers le régime castriste et qui promeuvent des contacts entre les Cubano-Étasuniens et

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

leurs parents à Cuba **sont des moyens d'encourager un changement constructif à Cuba**. Les États-Unis peuvent poursuivre ces objectifs en facilitant plus de contacts entre les membres des familles séparées aux États-Unis et à Cuba et en accroissant le flux d'envois de fonds et d'information au peuple cubain.

Ce n'est pas la peine de lire entre les lignes ou de subodorer de mauvaises pensées : c'est écrit en toutes lettres ! Quand on veut « promouvoir » quelque chose, c'est bien qu'on a des intentions, non ? Quand on veut prendre des « mesures », qu'on parle de « moyens », ou encore de « poursuivre des objectifs », cela implique bien une action à engager, non ? Et le fameux mot lui-même apparaît en clair : « encourager un changement » à Cuba.

Obama est arrivé au « poste le plus élevé du monde » au nom du *change* qu'il voulait imprimer à la politique intérieure et extérieure des États-Unis. Qu'il ait modifié quelque chose aux États-Unis mêmes, cela est évident et je n'en disconviendrais pas. Sa seule élection a en fait mis à jour les phénomènes latents dans la société étasunienne, qui explique pourquoi, dans un pays éminemment raciste, un Noir a été élu président. Là où le bât blesse, c'est en politique extérieure. Là, pas grand-chose n'a changé, hélas, et rien ne pourra changer en fait tant que les locataires de la Maison-Blanche continueront de croire qu'ils sont ceux que le destin (manifeste ou pas) a chargé de conduire le monde à bon port, la barre solidement dans leurs mains de capitaines au long cours, et que sans leur intervention notre planète serait un infernal chaos. On a vu ce que ça donne. L'autre hurluberlu de Bush avait affirmé après l'invasion de l'Iraq et le renversement de Saddam Hussein que, maintenant, « le monde était plus sûr ». En effet !

Le vrai changement à la Maison-Blanche, ce sera le jour où un de ses locataires dira, s'adressant à Cuba : « D'accord, vous avez le droit d'avoir votre socialisme, comme nous, nous avons notre capitalisme. Vous avez le droit d'avoir votre système politique et économique comme nous, nous avons le nôtre. » Et j'y croirai encore plus quand ce président dira (pour ne prendre qu'un point très concret) : « Pardonnez-nous de vous avoir fait la guerre depuis cinquante-six ans, d'avoir fomenté des groupes terroristes qui ont causé plus de trois mille morts chez vous. Mais rassurez-vous, nous allons maintenant juger sévèrement les terroristes installés à Miami que nous avons formés nous-mêmes et qui ont toujours agi impunément. Et nous allons juger le plus coupable d'entre eux, Posada Carriles, auteur de l'attentat contre un avion civil cubain qui a causé soixante-treize morts, dont la plupart étaient des jeunes gens. » Pour ne citer, je le redis, que quelques exemples de ce que pourrait dire et faire un locataire de la Maison-Blanche pour qu'il soit crédible.

Le discours officiel d'Obama ne dit rien de tout ça : il continue d'affirmer, comme tous ses prédécesseurs, que Cuba n'a pas droit à son socialisme et qu'elle doit changer pour être acceptable et acceptée. Alors, de nouveau, j'insiste, et c'est là le nœud gordien : *la Maison-Blanche veut que Cuba change selon ses désirs*. Elle dit sur tous les tons et de la bouche de tous ses fonctionnaires. Mais, peut-on se demander, pourquoi Cuba devrait-elle changer, et pas les États-Unis ?

Obama inverse les termes du dilemme face à la Révolution cubaine, modifiant à 180° la politique des États-Unis : les autres administrations voulaient changer Cuba sans avoir de relations diplomatiques ; il les a renouées, lui, pour changer Cuba. Le 14 décembre 2015, à

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

une interview à Yahoo, pour le premier anniversaire de l'annonce de la reprise des relations diplomatiques, il affirmait : Cuba changerait « si les habitudes mentales, la culture, les attitudes du peuple étasunien et les affaires étasuniennes s'étaient à la vue de tous les Cubains... au jour le jour. »

Le 19 décembre 2015, à sa conférence de presse de fin d'année : « Nous avons plus de chances d'induire des changements en nous engageant que par d'autres moyens. »

Jacobson, secrétaire d'État adjointe, qui a été l'interlocutrice de Cuba à chaque nouvelle réunion jusqu'à sa récente entrée en fonction comme ambassadrice au Mexique, affirmait en écho le 4 février 2015 devant la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants : « Nous aurions l'espoir d'induire le changement dans le régime. Et, parallèlement, nous aurions l'espoir d'autonomiser les Cubains pour qu'ils soient capable de faire ce changement. »

Mais cette idée de miner, d'éroder, de saper de l'intérieur l'édifice de la Révolution cubaine remonte à plus loin. Vicki Huddleston, ancienne chef de la Section des intérêts des États-Unis à La Havane, cet ersatz d'ambassade, une fonctionnaire qui fut résolument hostile à Cuba à son poste, déclarait en 2010 : « Les contacts inter-personnels sont un instrument essentiel dans une nouvelle perspective stratégique : le changement à Cuba doit venir de l'intérieur ».

Que ce soit une idée obsessionnelle dans la classe politique étasunienne, je n'en voudrais pour preuves que deux exemples. Dès le 6 octobre 2000, le sénateur Christopher Dodd affirmait devant le Congrès : les voyages d'Étatsuniens sont « notre arme la plus puissante », le moyen « de contribuer à induire le changement que nous cherchons tous dans notre propre intérêt ». Certains de ces voyageurs sont « les meilleurs ambassadeurs que nous puissions envoyer quelque part. À mon avis, il n'existe pas de meilleure manière de communiquer les valeurs étasuniennes et nos idéaux que de laisser les Étatsuniens et les Étatsuniennes ordinaires prouver par leur vie quotidienne ce que représente notre grand pays, et les contrastes entre ce que nous représentons et ce qui existe aujourd'hui à Cuba. »

Selon le sénateur Richard Durbin, qui propose le 19 janvier 2016 de permettre aux Étatsuniens de voyager librement à Cuba, les Étatsuniens « transporteront de nouvelles idées, de nouvelles valeurs, et le changement réel à Cuba. Nous verrons un change-ment capital à Cuba si les voyages augmentent. »

Tout est clair, donc. Que l'administration Obama n'en ait pas la « capacité », bravo, dont acte, mais qu'elle n'en ait pas l'intention, alors que ses propos démentent ouvertement ses faits, c'est prendre ses auditeurs pour des idiots ! Qu'il le dise en arborant son fameux sourire ne change rien à l'affaire. Car, curieusement et très symptomatiquement, les faits aussi démentent les propos : trois jours après le départ d'Obama, le 25 mars, « le Bureau des affaires interaméricaines du département d'État des États-Unis annonce une *Notification of Funding Opportunity* (NOFO) [Notifica-tion d'appel à financement] afin d'appuyer le *Community Internship Program for Cuban Youth* (Programme de stage communautaire pour jeune Cubain). » C'est signé tout à fait officiellement : Francisco L. Palmieri, Principal Deputy Assistant Secretary, Bureau of Western Hemisphere Affairs, U.S. Department of State, « l'autorité qui avalise cette Notification reposant sur le Foreign Assistance Act de

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

1961, tel qu'amendé » et « le numéro CFDA pour cette occasion de financement étant le 19.750. » Comme quoi, le département d'État ne laisse rien au hasard. Le gagnant de cet « appel à financement » touchera 753 989 dollars en Fonds d'appui économique pendant trois ans, le démarrage de cette activité étant prévu pour août 2016.

De quoi s'agit-il. Le Bureau nous l'explique avec force détails :

Le Bureau invite les organisations à but non lucratif et les institutions éducatives des États-Unis à soumettre des propositions pour ce *Community Internship Program for Cuban Youth*, qui contribuera à appuyer la participation des jeunes leaders émergents pour la société civile cubaine dans le cadre d'un programme de développement professionnel de deux à quatre mois. Ce programme comprendra une formation spécialisée et un stage auprès d'une organisation étasunienne à but non lucratif qui alimentera l'élaboration par les participants de plans d'action destinés à des activités communautaires non gouvernementales à Cuba. *La société civile cubaine n'est pas structurée au sein d'organisations bien établies comme l'on en trouverait normalement dans une société à forte tradition démocratique.* Dans le cadre de ce programme, les participants développeront une série d'instruments et d'habiletés de leadership en vue de gérer et de promouvoir les organisations de la société civile qui appuieront activement les principes démocratiques à Cuba.

En bons bureaucrates qui tiennent à couvrir leurs arrières, les employés du Bureau tiennent à préciser qu'il ne s'agit pas là d'une initiative intempestive de leur part, mais que ce genre d'action s'inscrit loin dans le passé. Aussi signalent-ils dans les « antécédents » :

L'aide étrangère des États-Unis à Cuba vise à autonomiser les Cubains afin qu'ils décident librement de leur avenir en accroissant leurs capacités humaines, en encourageant l'engagement communautaire et en augmentant les réseaux de la société civile. Depuis 1996, les États-Unis ont octroyé une aide pour accroître le flux d'information concernant la démocratie et les droits de l'homme à Cuba à travers une gamme d'organisations non gouvernementales (ONG) des États-Unis et de l'étranger.

Le département d'État des États-Unis s'est engagé auprès de groupes de la société civile indépendante en matière d'éducation, de communication et de questions civiles. Le Bureau des Affaires interaméricaines (WHA) cherche à consolider ces efforts précoces et réussis de renforcement des capacités et à fournir des occasions de développement professionnel à des leaders actuels et futurs de la société civile et de la communauté par des cours et des stages concernant la gestion à but non lucratif. Les organisations de la société civile à Cuba ont peu de modèles à suivre quand elles veulent répondre aux besoins de leurs communautés. Pouvant maintenant voyager plus facilement, les Cubains ont soif de plus d'information et souhaitent tirer profit des occasions de développement professionnel qui ne leur sont pas offertes autrement.

L'aide à Cuba est régie par une série complexe de restrictions réglementaires et autres. Le *Cuban Liberty and Democratic Solidarity (Libertad) Act of 1996* (nommée aussi "Loi Helms-Burton, P.L. 104-114) octroie toutefois l'autorité requise pour apporter une aide et fournir d'autres appuis à des individus et à des ONG indépendantes en vue de soutenir les efforts de construction de la démocratie à Cuba.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Cette loi, signée par Bill Clinton en février 1996, se voulait dans l'idée de ses promoteurs le coup de grâce à la Révolution cubaine : celle-ci, en pleine Période spéciale, ne s'en relèverait pas. Une fois de plus, la clique terroriste de Miami prit ses désirs pour des réalités... Il n'empêche que c'est à cause de cette Loi Helms-Burton qu'Obama ne peut plus lever à sa guise le blocus, cette prérogative étant passée dès lors aux mains du Congrès. Elle entre également dans les quatre points sur lesquels il n'a pas pris en tant que président. Mais rien ne l'oblige toutefois à faire avec ! Et je me pose à nouveau une question toute bête : si Obama sait que les sanctions antérieures contre Cuba ont fait fiasco, – « ont raté » affirme-t-il élégamment – s'il affirme à tous vents que sa politique à lui se démarquera de celle de ses prédécesseurs, qu'il ne suivra pas les sentiers battus où ceux-ci se sont fourvoyés, que jamais, au grand jamais il n'a l'intention de « changer » quoi que ce soit à Cuba, que – juré, craché, promis – c'est au peuple cubain de décider de ses destinées, comment se fait-il qu'il s'appuie toutefois sur l'un des anciens instruments punitifs – un des pires, soit dit en passant – pour adopter des mesures qui ressemblent fâcheusement aux leurs et visent les mêmes objectifs ? Ou plutôt le même objectif : « changer Cuba ». Comme quoi, Obama puise dans l'Histoire quand ça l'intéresse !

Car ce Projet du département d'État vise à « appuyer la croissance de la société civile et à contribuer au développement et à la diversification du capital humain à Cuba », à « consolider une nouvelle génération de leaders de la société civile qui posséderont les habilités et les connaissances requises pour professionnaliser la base de la société civile à Cuba », à « façonner un leadership efficace d'organisations de la société civile qui seront ouvertes au public, stimuleront l'engagement communautaire, appuieront la diversité et renforceront les principes démocratiques à Cuba ». Descendant dans le détail, la Note signale qu'il s'agira de dénicher de vingt-cinq à trente Cubains, étudiants ou travailleurs, de vingt à trente-cinq ans, déjà intéressés par les « organisations indépendantes », pour les rendre capables de « faire avancer **les causes de la justice sociale** » en leur octroyant « une brève formation et un programme de stages aux États-Unis durant une période de trois ans » où « ils apprendront à diriger ou à gérer professionnellement et efficacement un mouvement de la société civile à la base ». Qu'ils ne parlent pas anglais n'est pas un handicap. En tout cas, les sélectionnés devront posséder « les aptitudes requises (maturité, indépendance, confiance en soi, etc.) pour réussir dans un programme à l'étranger. » Le groupe devra « représenter la diversité de Cuba en matière de sexe, de race, de réalité socio-économique et géographique. » « Ils doivent faire preuve d'un désir solide de rentrer pour travailler à la gestion d'organisations indépendantes à Cuba », le visa ne leur étant d'ailleurs délivré que s'ils s'engagent à rentrer à Cuba à la fin du programme (*sic*). Les stages qu'ils suivront leur permettront de connaître une variété d'organisations – plutôt de petites ONG que des grandes – « dans une démocratie consolidée » qui appuient leur intérêt de faire des choix indépendants de l'autorité de l'État. Les domaines censés intéresser les Cubains sont : « Protection de l'environnement, **santé, alphabétisation** et éducation, développement de la jeunesse, violence sexo-spécifique, aide aux handicapés, aide légale et **abus de drogues**. » Au départ, ils recevront pendant un mois une formation spécialisée qui comprendra aussi les questions d'éthique, de responsabilité et d'**inclusion sociale**, et ils visiteront différents endroits « pour les familiariser avec les pratiques démocratiques aux USA ».

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

J'ai souligné à nouveau de plusieurs traits différents termes apparaissant dans cette Note, en particulier cette idée ébaubissante qu'on leur apprendra à « faire avancer les causes de la justice sociale ». Aux États-Unis !!! Alors que l'une des marques saillantes de la Révolution cubaine, l'une des raisons qui expliquent son étonnante résistance aux pressions et agressions tous azimuts des administrations étasuniennes, est précisément ce concept maintenu et appliqué réellement durant cinquante-huit ans contre vents et marées, même dans les pires tempêtes économiques, au point que, je l'ai dit, les clivages qui commencent à se dessiner dans la société cubaine à partir des différences de revenus et de richesses sont considérés par une bonne partie des Cubains comme une entorse douloureuse à ce qui avait été jusque-là une règle d'or : l'égalité entre les citoyens, et que les « nouveaux riches », loin de susciter l'admiration, éveillent au contraire la méfiance dans une bonne partie de la population... Cette prétention du département d'État ferait rire si elle n'était si irritante.

De même, l'« alphabétisation » serait un point censé intéresser les candidats cubains aux stages en ONG étasuniennes ! Apparemment, les rédacteurs de la Note sortent de leurs tiroirs une série de mots sans trop bien savoir s'ils s'appliquent à Cuba. Ne savent-ils pas qu'il y a belle lurette que l'illettrisme a disparu à Cuba. Santé ? Ignorent-ils que la médecine privée n'existe pas à Cuba ? Inclusion sociale ? Aussi ridicule que la justice sociale !

Ceci dit, l'impression qu'on tire de cette Note et des visées qui la sous-tendent, c'est que les promoteurs du « changement à Cuba » ne semblent pas trop savoir comment s'y prendre, qu'ils copient des formules qui ont peut-être réussies ailleurs, mais qui s'appliquent malaisément à la société forgée par une Révolution dont les racines profondes ont permis de modifier en presque soixante ans les façons de penser en cours ou en vogue dans les sociétés capitalistes – développées ou pas –, une société où le consensus social – voire politique – repose sur d'autres fondements, sur des valeurs autres. Conseillers, experts, assesseurs, bureaucrates, rédacteurs de notes, tous se retrouvent devant le même dilemme : le mal fou qu'ils ont à saisir du dedans la société cubaine !

En tout cas, le Projet du département d'État est dans le droit fil de ce qu'annonçait la Note de presse de la Maison-Blanche (pas le discours d'Obama, je le rappelle) du 17 décembre 2014, que j'ai déjà citée mais qu'il vaut la peine de reprendre ici à la lumière de cette décision du département d'État :

*Le Congrès étasunien finance des programmes de démocratie à Cuba afin de fournir une aide humanitaire, de promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales, et d'appuyer le libre flux d'informations là où il est restreint et censuré. L'administration continuera de mettre en œuvre les programmes étasuniens visant à promouvoir un changement positif à Cuba et nous encouragerons des réformes dans nos rencontres de haut niveau avec des fonctionnaires cubains.*

Oser dire à un auditoire cubain, devant des gens qui connaissent sur le bout des doigts la politique des États-Unis depuis 1959, que son administration n'aspire pas à changer Cuba, c'est soit les prendre pour des imbéciles soit faire preuve d'une arrogance outrancière ! Je me demande : à vouloir s'adresser à plusieurs publics à la fois, celui qu'il a sous les yeux, les Cubains des États-Unis, la mafia contre-révolutionnaire et terroriste de Miami, ses adversaires du Congrès, l'opinion publique étasunienne et l'opinion publique internationale,

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

etc., Obama mélange un peu les partitions ou les clefs et finit par jouer faux aux oreilles de tout le monde...

Que l'administration Obama – à la différence des antérieures – ne veuille pas censément imposer à Cuba le « système politique ou économique » des États-Unis, voilà encore une assertion que les faits contredisent, une fois de plus. Sinon, pourquoi alloue-t-elle des sommes rondettes chaque année, soit directement soit indirectement, soit ouvertement soit secrètement, à différentes instances et organisations et institutions qui relèvent d'elle pour qu'elles travaillent à introduire dans la société des modes de faire, des us et coutumes, des mœurs politiques et économiques, des valeurs éthiques qui ressortissent toutes à une réalité qui n'est pas celles de Cuba ? Pourquoi continue-t-elle de dépenser des dizaines et des dizaines de millions pour alimenter des émetteurs de radio et de télévision – douteusement baptisés Radio Martí et Télé Martí – chargés de faire passer dans la société cubaine le message contre-révolutionnaire – au sens littéral de « contre la révolution » – rédigé depuis Miami, et auxquels cinq administrations différentes ont déjà alloué 797 millions de dollars entre 1984 et 2015 ? Pourquoi, alors qu'il est à la Maison-Blanche depuis maintenant huit ans, et alors que la Révolution cubaine fait de leur élimination une des conditions de la normalisation des relations bilatérales, n'a-t-il toujours pas coupé les fonds à ces deux instruments officiels de la guerre psychologique et médiatique, d'autant que les techniciens cubains se sont arrangés pour en brouiller les signaux dès le début, que personne à Cuba ne les entend ni ne les voit, et que, donc, la Maison-Blanche gaspille en vain l'argent des contribuables étasuniens ? Pourquoi tient-elle à former des jeunes leaders selon les valeurs de la société étasunienne ?

Par ailleurs, et c'est là encore très contradictoire, durant ces vingt dernières années, c'est l'administration Obama qui, selon des chiffres du Service d'enquête du Congrès datant de janvier 2016, a alloué le plus de fonds publics à la subversion interne de la Révolution cubaine : environ 159,3 millions de dollars entre 2009 et 2016.

Mais ce n'est pas Obama, bien entendu, qui a inventé ce financement à la subversion. Toutes les administrations étasuniennes y ont recouru. Selon le journaliste Tracey Eaton (interview à Iroel Sánchez du 26 juillet 2015), de 1996 à 2012, l'US/AID et le département d'État ont octroyé cent onze prix et contrats à cinquante-et-un partenaires ; comme il existe en moyenne douze sous-traitants par contrat, il se peut donc qu'il y ait eu durant ce laps de temps un total de mille trois cent trente-deux programmes en rapport avec Cuba. Mais il est très difficile de savoir ce que font l'US/AID, le département d'État et le NED, de nombreux programmes simultanés concernant tous les secteurs de la société cubaine. En tout cas, selon les sites du Congrès, celui-ci leur a alloué 284 millions de dollars ces vingt dernières années.

Reconnaître « que chaque pays, que chaque peuple doit tracer son propre cours et façonner son propre modèle », c'est justement ce que la Révolution cubaine ne cesse de réclamer à chaque locataire de la Maison-Blanche depuis presque soixante ans, sans jamais avoir été écoutée. On serait ravi ici de constater qu'Obama est le premier à le faire, mais il est permis d'avoir des doutes quand on voit comment les États-Unis agissent dans le continent américain même et sous d'autres latitudes. S'il avait suivi et appliqué ce sage

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

concept qui ressortit à la coexistence pacifique – Raúl Castro ajoute, lui, « civilisée » – le peuple syrien, pour ne citer qu'un exemple, n'aurait pas vu sa terre baignée de sang depuis maintenant cinq ans, des centaines de milliers de citoyens innocents de ce pays ne seraient pas morts et des millions n'auraient pas été contraints au plus terrible des exodes et au plus douloureux des exils ! Et des Français et des Belges ne seraient pas morts dans des attentats terroristes !

Quant à la citation de Martí qu'Obama nous ressort pour la deuxième fois absolument hors de contexte, j'en ai déjà parlé et je n'y reviendrai pas... Mais je tiens toutefois à reproduire entier le paragraphe correspondant de Martí qui s'adresse, je le rappelle, à des enfants dans le premier numéro de sa revue *La Edad de Oro* :

La liberté, c'est le droit de tout homme d'être digne, et de penser et de parler sans hypocrisie. En Amérique, on ne pouvait pas être digne, ni penser, ni parler. Un homme qui cache ce qu'il pense, ou n'ose pas dire ce qu'il pense, n'est pas un homme digne. Un homme qui obéit à un mauvais gouvernement, sans œuvrer pour que le gouvernement soit bon, n'est pas un homme digne. Un homme qui se contente d'obéir à des lois injustes et permet que lui foulent le pays où il est né les hommes qui le lui maltraitent n'est pas un homme digne. L'enfant, dès qu'il peut penser, doit penser à tout ce qu'il voit, doit souffrir pour tous ceux qui ne peuvent vivre dignement, doit œuvrer pour que tous les hommes puissent être dignes, et doit être un homme digne. L'enfant qui ne pense pas à ce qu'il se passe autour de lui et se contente de vivre sans savoir s'il vit dignement est pareil à un homme qui vit du travail d'un vaurien et il est en passe d'en devenir un lui-même. Il y a des hommes qui sont pires que les bêtes, parce que les bêtes ont besoin d'être libres pour vivre heureuses ; l'éléphant ne veut pas avoir de petits quand il vit prisonnier ; le lama du Pérou se couche par terre et meurt quand l'Indien lui parle rudement, ou lui met plus de charge qu'il ne peut en supporter. L'homme doit être au moins aussi fier que l'éléphant ou le lama. En Amérique, on vivait avant la liberté comme le lama qui a trop beaucoup de charge sur lui. Il fallait se débarrasser de la charge, ou mourir.

Il y a des hommes qui vivent contents même s'ils vivent sans fierté. Il y en a d'autres qui souffrent le martyre quand ils voient que les hommes vivent sans fierté autour d'eux. Dans le monde il doit y avoir une certaine quantité de fierté comme il doit y avoir une certaine quantité de lumière. Quand il y a beaucoup d'hommes sans fierté, il y en a toujours d'autres qui ont en eux la fierté de beaucoup d'hommes. Ce sont ceux qui se révoltent avec une force terrible contre ceux qui volent leur liberté aux peuples, ce qui revient à voler aux hommes leur fierté. Dans ces hommes-là, vont des milliers d'hommes, va un peuple entier, va la dignité humaine. Ces hommes sont sacrés. [...] Il faut leur pardonner leurs erreurs parce que le bien qu'ils ont fait a été supérieur à leurs fautes. Les hommes ne peuvent pas être plus parfaits que le soleil. Le soleil brûle de la même lumière avec laquelle il réchauffe. Le soleil a des taches. Les ingrats ne parlent que des taches. Les reconnaissants parlent de la lumière.

[...] Le cœur déborde de tendresse quand il pense à ces fondateurs gigantesques [Bolívar, Hidalgo, San Martín]. Les héros sont ceux qui se battent pour rendre les peuples libres, ou ceux qui souffrent la pauvreté et la disgrâce pour défendre une grande vérité.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Ceux qui se battent par ambition, pour soumettre d'autres peuples à l'esclavage, pour avoir plus de pouvoir, pour enlever ses terres à un autre peuple, ne sont pas des héros : ce sont des criminels.

Le contexte dans lequel s'inscrit cette phrase qu'Obama aime citer n'a pas grand-chose à voir, on le constate aisément, avec celui qu'on supposerait en la lisant hors contexte. Et puis, Martí a dit et écrit tant de choses...

\*\*\*\*\*

**Donc, laissez-moi vous dire ce que je crois. Je ne peux vous obliger à être d'accord, mais vous devez savoir ce que je pense. Je crois que tous les hommes sont égaux devant la loi (*applaudissements*). Que chaque enfant mérite la dignité qui provient de l'éducation, de la santé, de la nourriture sur la table et d'un toit sur la tête (*applaudissements*). Je crois que les citoyens doivent être libres de dire ce qu'ils pensent sans peur (*applaudissements*), de s'organiser, et de critiquer leur gouvernement, et de protester pacifiquement, et que la légalité ne devrait pas inclure des détentions arbitraires des personnes qui exercent ces droits (*applaudissements*). Et je crois que chaque personne doit avoir la liberté de pratiquer sa religion pacifiquement et publiquement (*applaudissements*). Et, oui, je crois que les électeurs devraient pouvoir choisir leur gouvernement d'une façon libre et démocratique (*applaudissements*).**

Obama en arrive à son credo. Comme Moïse du Sinaï, il descend de son *Air Force One* en brandissant ses tables de la loi. Car s'il égrène ces principes et droits spécifiques devant son auditoire havanais auquel, comme le prouve une bonne partie de ses *remarks*, il est venu faire la leçon, c'est en bonne logique parce qu'à son avis le gouvernement cubain et la Révolution cubaine ne les respectent pas. Sinon, pourquoi en parlerait-il ? Quand quelqu'un vous présente ses idées et vous affirme en préambule : « Je ne peux vous obliger à être d'accord », c'est bien parce qu'il pense que vous ne partagez pas ses vues. En tout cas, comme on peut le constater, la claque présente dans la salle a bien compris que c'était là le moment ou jamais d'entrer en action, et elle n'a pas failli à sa tâche !

Nul ne saurait lui faire reproche d'être honnête, à défaut d'être courtois. Le hic, c'est qu'il mélange encore une fois un peu tout : d'une part de grands principes éthiques, humains,

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

sociaux, d'application universelle, pour ainsi dire, indépendamment des cultures et des époques, de l'autre des droits et des normes qui relèvent exclusivement d'une façon donnée de concevoir chez les hommes le politique et l'organisation de la société.

Que tous les hommes soient égaux devant la loi sans distinction de richesse, de rang, de naissance, c'est là une réclamation que la Révolution française de 1789 a inscrite dans la fameuse Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, puis dans celle du 24 juin 1793, dont l'article 3 affirme : « Tous les hommes sont égaux par la nature et devant la loi. » Ce même principe est établi à l'article premier de la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par les Nations Unies en 1948 : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits, » tandis que l'article 7 stipule : « Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. »

Ceci dit, Obama veut-il affirmer que la Révolution cubaine ne respecte pas ce principe universel ? Je ne sais pas qu'elle le viole : ici, indépendamment de la richesse, de l'origine sociale et autres ingrédients de nature ou de culture, un Blanc a, face à la justice, autant de droits qu'un Noir ou qu'un métis, et vice-versa. J'attends qu'Obama et ses experts nous donnent des exemples du contraire.

Et je n'ose pas croire, quand on voit le panorama existant chez lui, qu'il pousse l'impolitesse jusqu'à se permettre de faire la leçon à la Révolution cubaine à ce sujet ! Parce qu'à supposer que je me trompe et que sa justice soit juste, en revanche les statistiques, les chiffres, les tableaux sur ce qui se passe aux États-Unis sur ce point précis ne trompent pas, eux : ils sont même d'une éloquence écrasante.

En revanche, je ne suis pas très sûr qu'il en soit de même aux États-Unis où, de toute évidence, la position économique d'un individu joue un rôle fondamental, à commencer par le fait que l'exercice de la justice n'y est pas gratuite (comme à Cuba) et que les avocats coûtent cher, et même très chers. Je ne tiens pas à épiloguer. Si la justice et son administration étaient égalitaires aux États-Unis, alors Hollywood n'aurait pas consacré à ce jour des centaines et des centaines de films et sans doute encore plus de scénarios à ce thème précis, au point d'en faire une catégorie cinématographique à part. (Ce qui n'étonne pas, d'ailleurs, quand on sait que les deux tiers des avocats dans le monde exercent aux USA, ceci expliquant cela et vice-versa...) Bref, voilà un terrain où Obama et ses conseillers et experts feraient mieux de ne pas trop s'aventurer.

En tout cas, la Constitution cubaine est très claire à ce sujet :

### *Chapitre VI*

#### ÉGALITÉ

Article 41.- Tous les citoyens jouissent de droits égaux et sont astreint à des devoirs égaux.

Article 42. La discrimination pour des motifs de race, de couleur de la peau, de sexe, d'origine nationale, de croyances religieuses et pour n'importe quel autre qui porterait atteinte à la dignité humaine est proscrite et punie par la loi.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Les institutions de l'État éduquent tous les citoyens, dès leur plus jeune âge, dans le principe que les êtres humains sont égaux.

Son deuxième exemple, la « dignité » que méritent les enfants, est encore plus malencontreux – et insultant ! – que le premier. Arrivé là, je bute sur une difficulté que seul Obama me permettrait de solutionner en me le précisant lui-même, car, même si son ignorance de la réalité cubaine est assez évidente, je n'ose croire qu'elle aille si loin qu'il ne sache que l'État révolutionnaire cubain choie et dorlote l'enfance comme la prunelle de ses yeux, ce que reconnaissent sans ambages toutes les institutions spécialisées des Nations Unies, à commencer par l'Unicef et l'Organisation mondiale de la santé. Il semble pourtant l'ignorer, si j'en crois son raisonnement et sa manière d'exposer les choses. Et que le président du pays dont le gouvernement n'a jamais ratifié la Convention internationale sur les droits de l'enfant vienne nous faire la leçon à ce sujet, ce n'est plus de la méconnaissance : c'est de l'outrecuidance ! Soit dit en passant, alors que Cuba a ratifié quarante-quatre traités et conventions internationales, les États-Unis ne sont partie prenante qu'à dix-huit. Faut-il rappeler à Obama, par exemple, en matière de « dignité » de l'enfant, que le taux de mortalité infantile à Cuba, pays tropical pauvre et économiquement sous-développé, est, avec ses 4,2 décès pour 1 000 naissances vivantes, inférieur à celui des États-Unis, alors que ceux-ci sont infiniment plus riches (revenu par habitant des USA : 55 200 dollars ; de Cuba : 5 880 dollars, soit presque dix fois plus), et très largement inférieur si l'on prend pour cible la population noire ? Selon *La situation des enfants dans le monde 2016. L'égalité des chances pour chaque enfant*, le dernier rapport que l'Unicef a présenté le 28 juin 2016, dans les trois catégories de mortalité infantile : néonatale, autrement dit dans les 28 premiers jours de vie : 2 p. 1 000 à Cuba et 4 aux USA ; de moins d'un an (4 et 6) et moins de cinq ans (6 et 7), les performances de la Révolution cubaine sont meilleures que celles des USA. L'espérance de vie à la naissance y était en 2014 de 80 ans à Cuba et de 79 ans aux USA (82 en France).

Les chiffres sont donc éloquentes, même s'il faut prendre ces statistiques *cum grano salis* : quand je lis que le taux net de scolarisation dans le primaire n'est que de 93 p. 100 à Cuba (et aux USA), mais qu'il est de 100 p. 100 en Égypte, de 97 p. 100 en Colombie et en Équateur, et de 96 p. 100 en El Salvador, je me dis que quelque chose cloche dans ces statistiques ! Chiffres d'autant plus sujets à caution que ce même Rapport m'apprend que le taux de travail des enfants de 5 à 14 ans à Cuba est de 0 p. 100, mais de 13 p. 100 en El Salvador, ce qui, on l'avouera, paraît passablement contradictoire quand on n'est pas un expert statisticien...

Face à cette réalité cubaine, apparaît celle du reste du monde. Toujours selon le Rapport 2016 de l'Unicef, si les tendances actuelles se poursuivent, 69 millions de mineurs mourront avant l'âge de cinq ans, dont quasiment la moitié en Afrique subsaharienne et le tiers en Asie du Sud, 167 millions continueront de vivre dans la pauvreté et 750 millions de femmes auront été mariées de force encore fillettes, d'ici à 2030. Même si des progrès considérables ont été faits depuis 1990 – taux de mortalité infantile avant cinq ans diminués de presque la moitié, égalité d'assistance à l'école primaire entre garçons et de filles dans cent vingt-neuf pays, réduction de presque la moitié de la quantité de personnes vivant dans la pauvreté extrême – ces progrès n'ont été ni uniformes ni justes : les enfants se trouvant dans la pire

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

situation de pauvreté ont deux fois plus de probabilités de mourir avant cinq ans que les plus riches et de souffrir de dénutrition chronique : ainsi, un petit Sierra-Léonais a trente fois plus de possibilités de mourir qu'un petit Britannique... Après avoir précisé que le rythme de progrès en matière de santé et de survie de la mère et de l'enfant est fonction des décisions politiques des dirigeants, si les tendances actuelles se maintiennent, plus de la moitié des décès d'enfants de moins de cinq ans surviendra dans cinq pays (Inde, Nigeria, Pakistan, République démocratique du Congo et Angola) et le taux de mortalité maternelle sera de 161 décès pour 100 000 naissances vivantes.

L'accès à l'éducation est tout aussi inégal. Dans la majorité des pays, moins de la moitié des enfants suivent des programmes d'enseignement destinés à la prime enfance. Près de 124 millions ne vont pas à l'école ou ne la terminent pas, dont 65 millions d'adolescents ne terminent pas le premier cycle du second degré et 59 millions ne font même pas d'études primaires, plus de la moitié de ceux-ci vivant en Afrique subsaharienne où l'on constate la pire situation, puisque au moins 247 millions d'enfants (les deux tiers) vivent dans une pauvreté multidimensionnelle, privés de ce qu'il faut pour survivre. Devant un tel panorama, ne serait-il pas bon que la Maison-Blanche et le Congrès ratifient la Convention sur le droit des enfants ?

En tout cas, qu'Obama se rassure : ici, la « dignité » des enfants est bien à l'abri ; l'État, la société et le gouvernement la revendiquent et la défendent...

Obama passe ensuite à l'un des thèmes qui lui tiennent à cœur : les *droits de l'homme*. Là, il foule un terrain solide : nul n'ignore en effet que les « régimes communistes », comme les médias ne cessent de nous le rabâcher depuis que ceux-ci ont vu le jour, les bafouent ouvertement, sans le moindre scrupule. En fait, dans ce domaine, on constate un phénomène plutôt curieux : seuls « les autres » les violent ! Vous-même, bien entendu, n'avez jamais aucun reproche à vous faire, vous êtes aussi immaculés que neige. Vos adversaires, autrement dit les gouvernements qui n'ont pas l'heur de vous plaire, sont, eux, face à ces mêmes droits de vrais hussards ; vos alliés, en revanche, sont aussi angéliques que vous et n'encourront jamais le moindre reproche de votre part, auraient-ils beau s'appeler Arabie saoudite, Qatar, Israël, Afrique du Sud, Colombie, etc.

Si vous êtes Cuba, vous n'y couperez pas non plus : vous serez systématiquement inscrite sur les listes noires des États-Unis et de l'Union européenne, jusqu'à sur celle des États parrainant le terrorisme alors pourtant que jamais personne n'est mort dans un attentat que vous auriez perpétré, tandis que votre accusateur, lui, a des milliers de vos morts à vous sur la conscience et les mains (sans parler des morts encore plus abondants d'ailleurs) ! Passons...

Selon le panorama résumé que brosse Obama, donc, les Cubains ne sont pas libres de dire ce qu'ils pensent, de s'organiser, de critiquer leur gouvernement, de protester pacifiquement, et les personnes qui, se libérant de la peur, exercent ces droits sont arrêtées arbitrairement.

Liberté d'expression. Qui est pour certains, on le sait, *LE droit de l'homme par antonomase* ! Celui devant lequel tous les autres cèdent, à l'instar des armes devant les toges... Si vous avez tous les autres mais qu'il vous manque celui-ci, vous n'êtes pas un

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

homme et n'avez pas vraiment de droits. Et là, pour la Révolution cubaine, c'est un zéro pointé ! L'État tentaculaire contrôle tous les médias ; dans ce domaine, pas de privé. Ailleurs qu'à Cuba, ailleurs que dans les dictatures communistes, bien entendu, l'expression est absolument libre et rien ni personne n'y fait jamais obstacle. Le citoyen lambda exprime sans ambages toutes ses vues, le journaliste peut dire et écrire absolument tout ce qu'il veut, les journaux publier n'importe quelle nouvelle et information sans se heurter à la moindre censure, etc. Là encore, nous ne sortons pas du monde idyllique que n'arrête pas de nous peindre Obama, presque aussi rutilant que le Grand Théâtre de La Havane tout juste remis à neuf. Dès qu'on met le nez à l'extérieur, la réalité n'est pas aussi belle.

Dans notre monde contemporain, non, l'expression n'est pas libre (le fut-elle d'ailleurs jamais ? Dans la fameuse démocratie de l'agora, mère des nôtres et si souvent citée en exemple, les esclaves pouvaient-ils s'exprimer ?) Mais les pouvoirs dominants veulent absolument nous faire croire le contraire, à coups de matraquage permanent, et le plus triste c'est qu'ils y parviennent ! L'expression n'est pas libre pour la bonne et simple raison que les médias traditionnels n'appartiennent pas à celui qui y écrit, mais à quelqu'un qui en est le propriétaire, et celui-ci imposera ses critères. Et si au moins ce propriétaire était un individu, peut-être existerait-il une faille par où introduire la « liberté ». Le problème, c'est que la plupart des médias appartiennent à des groupes, à des monopoles, qui ne se consacrent pas seulement à l'« expression », mais à un tas d'autres choses. Et ces grands groupes ne sont pas très regardants et font feu de tout bois, s'il y a des bénéfices à la clef. L'exemple de *Libération*, journal originellement de gauche et maintenant aux mains de propriétaires de droite tout en étant censément toujours de gauche, est sans doute l'un des plus éloquents, mais il n'est pas le seul, tant s'en faut. Les médias, anciens ou modernes, répondent tous à des intérêts et ne sont donc pas libres. Pas plus que ceux qui s'y expriment. Un journaliste qui voudrait écrire des choses que son propriétaire n'apprécie pas serait tout simplement censuré.

Bref, continuer de nous vanter la « liberté d'expression » qui régnerait dans les pays capitalistes, c'est parler cette même langue de bois qu'on reproche aux « communistes ». J'ai des amis correspondants ici de journaux européens qui reconnaissent honnêtement que s'ils n'écrivent pas dans la ligne de leur organe de presse au sujet de Cuba, dont ils ne doivent présenter que les défauts, on ne les publie pas et, un jour ou l'autre, on les vire.

La Constitution cubaine – ni l'étasunienne ni la française ne signale à aucun article les droits correspondants – est moins hypocrite : elle reconnaît à son article 53, que « la liberté de parole et de la presse est reconnue aux citoyens *conformément aux objectifs de la société socialiste*. Les conditions matérielles de son exercice découlent du fait que la presse, la radio, la télévision, le cinéma et d'autres moyens de diffusion massive sont de propriété publique et sociale et *ne peuvent être en aucun cas de propriété privée*, ce qui assure qu'ils soient utilisés exclusivement au service du peuple et dans l'intérêt de la société. / La loi réglemente l'exercice de ces libertés. »

Obama demandera un peu plus loin au président de Cuba de laisser « parler » les Cubains... Et je me demande : comment, ailleurs qu'à Cuba, parle-t-on et à qui ? À Cuba, le « peuple » « parle » en premier lieu chaque fois que les grands objectifs de la société et du

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

socialisme sont concernés, par le biais de ces assemblées au sujet desquelles j'ai déjà donné différentes statistiques et qui réunissent des millions de personnes, je n'y reviendrai donc pas. Et cette « prise de parole » est écoutée. Rien de semblable, voire de lointainement approchant n'existe aux États-Unis ni en France.

Depuis 1976, bien entendu, la technologie a changé en soi et dans les nouveaux rapports et liens qu'elle a instaurés entre médias et pouvoir, entre médias et public ; elle a modifié le mode de fonctionnement de l'information, et Cuba n'est pas restée en marge, bien entendu, même si l'invasion des nouvelles technologies de l'information et de la communication, les fameuses TIC, est loin d'atteindre ici les dimensions qu'elle a prises ailleurs. Alors, les moyens d'informations publics disposent tous des espaces et des mécanismes permettant aux lecteurs d'intervenir par le biais de commentaires et des réflexions, de sorte que là aussi le « peuple parle », et il parle d'autant plus facilement et ouvertement que, comme cela se passe dans le reste du monde, rares sont ceux qui s'y expriment sous leur vraie identité. Il « parle » dans les pages de l' « organe officiel du Comité central du Parti communiste de Cuba », autrement dit *Granma*, qui accueille tous les vendredis des lettres de lecteurs présentant plaintes, réclamations et dénonciations contre les autorités et suit les réponses de celles-ci. Le journal de l'Union des jeunes communistes, *Juventud Rebelde*, fait aussi une large place à ce genre de critiques, les deux journaux sous leur version numérique offrant un espace aux commentaires des lecteurs. Tout comme la page Internet la plus dynamique et la plus incisive du moment, CubaDebate, sans parler des différents blogues ouverts aux commentaires et critiques.

Bref, les experts et conseillers d'Obama devraient entrer sur ces sites pour se faire une idée plus réelle, moins anecdotique, de ce qu'est vraiment la société cubaine et de ce que pense la population cubaine. Je n'ai pas de statistiques scientifiques sous la main, mais moi qui les fréquente quotidiennement, je peux leur garantir que, d'une part, les commentaires critiques abondent et qu'un certain nombre, profitant de l'anonymat, ne mâchent pas leurs mots et font des critiques parfois absolument outrancières et peu fondées qui n'ont rien à envier aux volées de bois vert qu'assènent en général la presse étrangère et les ennemis de la Révolution cubaine, et, de l'autre, que la majorité des Cubains qui interviennent sur ces sites veulent, non la disparition du socialisme, selon le vœu d'Obama, mais son amélioration, non un retour au capitalisme, mais un meilleur socialisme. Par ailleurs, experts et conseillers de la Maison-Blanche et du département d'État pourraient se rendre compte aisément que le peuple cubain sait réfléchir, penser, analyser les problèmes et suggérer des solutions, présenter des idées, sérier le pour et le contre, séparer le bon grain de l'ivraie, bref qu'il n'est pas à l'image de celui auquel Obama semble s'adresser dans son discours du 22 mars 2016, des gens un peu bêtes, voire un peu niais, devant lesquels il suffit d'agiter quelques idées élémentaires et d'offrir bon nombre de colifichets pour les conquérir, un peu comme le firent les conquistadores avec les populations autochtones quand ils leur présentèrent leur verroterie...

Oui, le peuple cubain « parle », n'en déplaise à Obama, même si cette prise de parole ne passe pas par les mêmes biais qu'aux États-Unis. Mais allez le faire comprendre à quelqu'un d'incapable, de par sa position, son trajet existentiel et son idéologie, de supposer qu'il puisse exister une société meilleure que la société capitaliste et qui y voit le summum, le *nec*

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

*plus ultra*, même s'il admet sans trop se risquer ni aller trop loin sur cette voie que quelques petites retouches ou un certain nombre de ravalements de façade ne lui feraient pas de mal...

À ces idées d'Obama, Fidel répondait déjà en 2006 dans ses entretiens avec Ignacio Ramonet :

Sincèrement, nos organes de presse ne sont pas aux mains des ennemis de la Révolution, ni aux mains d'agents des États-Unis. Ils sont aux mains de révolutionnaires. Notre presse est révolutionnaire, nos journalistes à la radio, à la télévision, sont révolutionnaires. Nous avons beaucoup de journaux ; chaque organisation a son organe de presse : les travailleurs, l'Union des jeunes communistes, le parti, les paysans, les forces armées. Il existe des dizaines de journaux, et ils sont tous révolutionnaires.

[...]

Ici, on a eu tendance pendant longtemps à supposer que les critiques, la dénonciation de ce qui était mal fait, faisaient le jeu de l'ennemi, aidaient l'ennemi et la contre-révolution. On a parfois peur d'informer sur quelque chose parce qu'on pense que ça peut être utile à l'ennemi. Et nous avons découvert que dans la lutte contre les faits négatifs, le travail des organes de presse est très important. Et nous avons stimulé l'esprit critique. Nous nous sommes convaincu qu'il fallait le développer beaucoup plus. Je l'ai stimulé au maximum parce qu'il constitue un facteur fondamental pour perfectionner notre système.

Nous savons qu'il y a des inconvénients, mais nous voulons une critique responsable. Malgré les conséquences éventuelles, tout vaut mieux que l'absence de critiques.

[...]

Si, par liberté de la presse, vous voulez dire le droit de la contre-révolution et des ennemis de Cuba de parler et d'écrire librement contre le socialisme et la Révolution, de calomnier, de mentir et de créer des réflexes conditionnés, je vous dirais que je ne suis pas en faveur de cette « liberté ». Tant que Cuba sera un pays soumis au blocus de l'Empire, victime de lois iniques comme la loi Helms-Burton ou la Loi d'ajustement cubain, un pays menacé par le président des États-Unis en personne, nous ne nous pouvons pas donner cette « liberté » aux alliés de nos ennemis dont l'objectif est de lutter contre la raison d'être du socialisme.

*Des médias libres seraient considérés comme incompatibles avec la Révolution ?*

Dans ces médias « libres », qui parle ? De quoi parle-t-on ? Qui écrit ? On parle de ce que veulent les propriétaires des journaux ou des chaînes de télévision. Et y écrit celui dont ils décident. Vous le savez bien. On parle de « liberté d'expression », mais en fait ce qu'on défend fondamentalement c'est le droit de propriété privée des médias. Ici, à Cuba, je vous le dis franchement, la propriété privée de ces médias n'existe pas. Mais les différentes organisations de masse disposent de leurs propres médias ; les étudiants ont le leur ; les ouvriers, les syndicats, les paysans, et même les militaires. Tout le monde a son organe d'information et, croyez-moi, ils publient avec beaucoup de liberté ce qu'ils croient utiles de publier.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Au lieu de mettre en cause nos manières, qui sont le résultat, la conséquence de plus de quarante ans de résistance à notre puissant voisin, il vaudrait mieux demander à nos citoyens s'ils se sentent libres ou pas.

[...]

Il se peut qu'on limite la circulation de telle ou telle publication parce qu'elle fait systématiquement des campagnes contre nous, des campagnes contre-révolutionnaires, divulgue des calomnies, des mensonges et des faussetés, essaie de diviser, de créer des affrontements. Ça, nous ne le tolérons pas. Pourquoi devrions-nous accepter ici la circulation d'un journal contre-révolutionnaire.

Parce qu'eux, qui parlent tant de liberté de la presse, quand il ne convient pas qu'on sache certaines de choses que dénonce Cuba, ils ne les publient pas. Vous savez que chaque organe se doit à une ligne, et les lignes, ceux qui les tracent ce sont ceux qui contrôlent, ceux qui sont les propriétaires de ces médias, les uns avec plus de liberté, d'autres avec moins, bien qu'il y ait aussi, c'est indéniable, beaucoup de gens indépendants.

[...]

Vous me parlez d'esprit critique, mais je me demande : où est l'esprit critique dans la presse de tant de pays qui prétendent être plus démocratiques que nous ? Où est l'esprit critique de ces journalistes et de ces chaînes de télévision aux États-Unis qui ont appuyé, comme de véritable porte-parole de propagande, la guerre du président Bush contre l'Iraq ?

La vérité, l'éthique, qui devraient être le premier droit ou attribut de l'être humain, occupent toujours moins d'espace dans ces médias. Les dépêches de presse, la radio, la télévision, les téléphones portables et les pages d'Internet déversent un torrent de nouvelles de partout à chaque minute. Il n'est pas du tout facile pour un citoyen de suivre le cours des événements. C'est à peine si l'intelligence humaine peut s'orienter dans ce tourbillon de nouvelles.

Aux organes d'information qui se prétendent libres et critiques, mais qui dépendent de la publicité, qui ne critiquent jamais leurs annonceurs, je leur demande : Pourquoi le système politique et social que vous défendez dépense-t-il des sommes d'argent si fabuleuses en pub ? Que ne pourrait-on pas faire avec le billion de dollars gaspillé en pub ? Vous avez ici un pays dans le PIB duquel n'apparaît la contribution d'aucun centime à titre de publicité, ni dans les journaux, ni à la télévision, ni à la radio. À Cuba, on ne dépense pas un centime en publicité commerciale.

Quel rôle ont joué ces médias, malheureusement, aux États-Unis et dans bien d'autres endroits du monde ? Et je ne les attaque pas. Ceux qui, comme vous, connaissent l'effet que les médias ont sur les cerveaux peuvent comprendre qu'ici, ils servent à enseigner, à éduquer, à créer des valeurs. Je suis absolument convaincu, par expérience vécue, qu'on peut semer des valeurs dans l'âme, dans l'intelligence et dans le cœur des êtres humains.

Nous, nous ne sommes pas aussi hypocrites que la presse européenne en parlant de « liberté ». Nous rêvons d'une autre liberté de la presse dans un pays éduqué et informé,

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

dans un pays qui possède une culture générale intégrale et qui peut communiquer avec le monde. Parce que qui redoutent la pensée libre n'éduquent pas les peuples, ne leur apportent rien, ne cherchent pas à ce qu'ils acquièrent le maximum de culture, de connaissances historiques et politiques profondes, à ce qu'ils apprécient les choses pour leur valeur en soi et tirent des conclusions de leurs propres têtes. Pour tirer les choses de sa tête, il faut posséder les éléments nécessaires pour pouvoir juger.

À leur naissance, les médias se sont emparés des esprits et ont régi non seulement à partir de mensonges, mais aussi de réflexes conditionnés. Autre chose est un mensonge, autre chose est un réflexe conditionné. Le mensonge porte préjudice à la connaissance ; le réflexe conditionné la capacité de penser. Autre chose est être désinformé, autre chose avoir perdu la capacité de penser parce que des réflexes prédominent dans ton esprit : « Le socialisme est mauvais, le socialisme est mauvais, il t'enlève l'autorité parentale, il t'enlève ton logement, il t'enlève ta femme. » Et tous les ignorants, tous les analphabètes, tous les pauvres, tous les exploités de répéter : « Le socialisme est mauvais, le socialisme est mauvais. » C'est ainsi qu'on apprend aux perroquets à parler, aux ours à danser et aux lions à s'incliner respectueusement.

On n'apprend pas à lire et à écrire aux masses, on dépense un billion en pub chaque année pour se moquer de l'immense majorité de l'humanité, convertissant les êtres humains en des personnes qui, apparemment, n'ont même plus la capacité de penser parce qu'on leur fait consommer des produits qui sont la même chose sous dix marques différentes, et il faut les berner parce que ce billion, ce ne sont pas les entreprises qui le paient, mais ceux qui achètent les produits à cause de l'impact aliénant de la publicité. Un tel a acheté Palmolive, un tel autre Colgate, un autre du savon Cadum, tout simplement parce qu'on le leur a dit cent fois, on les a associés à une image agréable et on le leur a enfoncé dans le crâne. Ces gens-là, qui parlent tant du « lavage de cerveau », ils le taraudent et le lavent au point de priver l'être humain de son meilleur trésor : la capacité de penser.

On va parler de « liberté d'expression » dans des pays qui comptent de 20 à 30 p. 100 d'analphabètes complets, et 50 p. 100 d'analphabètes fonctionnels ? Selon quels critères, selon même quels éléments opinent-ils, et où opinent-ils ? Si, quand des tas de gens cultivés et intelligents veulent publier un article, il n'y a pas moyen qu'il voit le jour, parce que les médias l'ignorent, l'écrasent, le discréditent. Ces grands médias sont devenus des instruments de manipulation.

Nous possédons et utilisons les médias pour éduquer, pour accroître les connaissances des citoyens. Ces instruments jouent un rôle dans la Révolution, ont créé de la conscience, des concepts, des valeurs, bien que nous ne les ayons pas employés d'une manière optimale. Nous savons pourtant ce qu'ils peuvent, et nous savons ce que la société peut obtenir en connaissances, en culture, en qualité de vie et en paix grâce à l'utilisation sociale de ces médias.

Nous n'allons pas croire cette fable que ces médias en Occident sont destinés à créer des valeurs de solidarité, des sentiments de fraternité, un esprit de justice. Ils exposent les valeurs d'un système qui est par nature égoïste et individualiste. Plus elle est éduquée,

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

et plus une personne comprend que les problèmes de ce monde, toujours plus compliqués, ne se régleront pas par des formes de sociétés aliénantes et irrationnelles.

Obama revendique un autre droit pour les Cubains : celui de s'organiser. L'article 54 de la Constitution le reconnaît et l'entérine :

**Article 54.** Les droits de réunion, de manifestation et d'association sont exercés par les travailleurs, manuels et intellectuels, les paysans, les femmes, les étudiants et les autres secteurs du peuple travailleur, en vue de quoi ils disposent des moyens nécessaires. Les organisations de masse et les organisations sociales disposent de toutes les facilités pour réaliser leurs activités durant lesquelles leurs membres jouissent de la plus vaste liberté de parole et d'opinion, fondées sur le droit inconditionnel à l'initiative et à la critique.

Bien entendu, je comprends très bien ce que réclame Obama au nom de ces pauvres Cubains bâillonnés et privés de liberté : qu'ils puissent s'organiser, non dans le cadre de la Révolution, mais « contre » elle. Mais il devrait lire avant la Constitution cubaine (je rappelle qu'elle a été votée après discussion populaire par 97 p. 100 de la population) :

**Article 62.** Aucune des libertés reconnues aux citoyens ne peut être exercée contre les clauses de la Constitution et des lois, ni contre l'existence et les buts de l'État socialiste, ni contre la décision du peuple cubain de bâtir le socialisme et le communisme. Toute infraction à ce principe est punissable.

Scandaleux, me rétorquera-t-on. Dictature ! Alors, je me contenterais de rappeler qu'aux termes de la Constitution de 1958, le système républicain en France ne peut pas faire l'objet de contestation. Ainsi donc, curieusement, la France libérale adopte les mêmes garde-fous, les mêmes interdictions que la Révolution communiste cubaine... Je ne ferai pas d'autres commentaires.

Si, quand même, quelques-uns. Sur le plan du travail, il n'existe qu'une seule organisation, la Centrale des travailleurs de Cuba (CTC). Mais ce n'est pas la Révolution triomphante qui l'a voulu ainsi. Certes, elle a été fondée par les communistes... mais en 1925, sous le nom de Confédération nationale ouvrière de Cuba (CNOOC), devenue en 1939 la Confédération des travailleurs de Cuba, qui finit par s'imposer comme la seule représentante des travailleurs, lesquels n'ont jamais senti le besoin d'en créer une autre en parallèle ou en opposition. Elle a connu des avatars tout au long de son histoire, et a même été phagocytée dans les années précédant la Révolution par des dirigeants véreux, alliés de Batista, au point que le « mujalisme », du nom de son dernier secrétaire Mujal, a justement été le symbole d'une direction syndicale ayant trahi les travailleurs. Dans les premières années de la Révolution, il fallut débarrasser la CTC (qui ajouta même à un moment donné un R - de Révolution - à son nom officiel) de ces relents « mujalistes », mais elle représentait, par son histoire, une telle tradition de défense des travailleurs que personne n'éprouva le besoin de la liquider ou de repartir de zéro. Bref, la CTC de 2016 est l'héritière de celle de 1925-1939, et la classe travailleuse de la Révolution s'en accommode fort bien, ne voyant pas l'utilité ni l'intérêt de fonder de nouvelles organisations syndicales. De la même manière que la Révolution en soi défend bec et ongles l'unité du peuple cubain autour des grands objectifs du présent et de l'avenir, parce que la division dans ses rangs serait la pire perspective dans un pays soumis à l'agression permanente d'un ennemi voué à sa perte (même si les

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

modalités en changeant, quand on passe, par exemple, de Bush fils à Obama), de même prône-t-elle l'union du prolétariat. À quoi rimeraient, dans une Révolution au pouvoir dont tous les efforts visent précisément à renforcer le front commun nécessaire pour accélérer la course au développement économique et, donc, améliorer la vie des citoyens, des syndicats parallèles (comme le réclamait le fameux Projet Varela dont Jimmy Carter fit l'article lors de sa première visite à Cuba), voire opposés à la Révolution, sinon à fissurer une classe ouvrière qui n'a rien à y gagner ? Car, s'il existe bien des syndicats par branche économique, aucun ne propose des revendications exclusivement sectorielles ni ne se bat pour elles, et sait faire passer comme toujours les intérêts nationaux avant celles-là.

Et si la classe ouvrière de 2016 ne descend pas dans la rue comme le faisait celle de 1925-1959, c'est tout simplement parce qu'elle n'en sent pas le besoin ni n'en voit l'intérêt. Qu'Obama aspire à voir surgir un Solidarnosc, nul n'en doute ; que cela corresponde à la réalité vivante de la Révolution cubaine en 2016, est plus douteux... Il peut être sûr, en tout cas, que le jour où la Révolution ne sera plus au pouvoir, alors, la classe ouvrière cubaine imitera ses homologues du reste du monde, comme le fait aujourd'hui le prolétariat français contre la loi du travail absolument néolibérale que François Hollande et Manuel Valls et la classe dominante lui ont imposée, non de gré, mais de force.

En fait, tout le monde le sait, les seules personnes à être jamais descendues dans la rue en presque soixante ans de Révolution, en groupuscules si minuscules, par ailleurs, qu'elles doivent renforcer leurs rangs en payant des affidés – comme on le faisait auparavant pour les claques de théâtre – ce sont celles qu'on appelle les Dames en blanc, apparues après 2003 et la fameuse affaire des « 75 » (« dissidents »). Leurs épouses se sont regroupées alors pour réclamer la libération de leurs conjoints. Bien que ceux-ci soient dehors depuis des années, les Dames en blanc, qui auraient dû logiquement se dissoudre une fois atteint leur objectif, continuent de « protester » tous les dimanches sur la 5<sup>e</sup> avenue de La Havane, toujours en bandes groupusculaires... Comme elles ne travaillent pas, l'argent qu'elles distribuent leur vient bien entendu de l'étranger, surtout des USA, mais aussi de l'Union européenne qui n'a pas tardé à leur remettre des prix « des droits de l'homme », ce qui implique, on le sait, une récompense sonnante et rébuchante. Bien entendu, l'argent qui a commencé à leur tomber du ciel a provoqué, comme cela se passe systématiquement chez les « dissidents » pour lesquels ces aumônes constituent la source de revenus, des dissensions, des luttes de pouvoir, qui réduisent encore plus la maigre portée de leur action et de leur effet sur le reste de la société, devant laquelle elles n'ont pas la moindre prestige ni la moindre autorité morale. Soit dit en passant, la reprise des relations avec les États-Unis n'a guère fait pour redonner de l'intérêt aux revendications des Dames en blanc – dont on ne sait à peu près rien, leur plate-forme « politique » étant inexistante – ni pour redorer leur blason. Bref, les « protestations pacifiques » ont un intérêt purement anecdotique, et on prend en pitié ce pauvre Obama de n'avoir que ça à se mettre sous la dent dans ce domaine. Non, les Dames en blanc ne sont pas Solidarnosc, pas plus que la femme qui les rameute aujourd'hui n'est, ni en ascendant national ni en prestige international, Lech Walessa... Et elles ne pourront jamais, n'en déplaise à Obama, jouer à Cuba le rôle qu'il a joué en Pologne avec l'appui tous azimuts de la presse internationale.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Pas plus que ne le pourra ni ne l'est le dernier « dissident » à la mode (un terme tout à fait exact, car il est des saisons pour eux comme pour la haute couture), un médecin Óscar Elías Biscet, condamné à la prison pour ce qu'il faut bien qualifier d'intelligence avec l'ennemi, libéré largement avant d'avoir purgé sa peine, qui proteste contre la politique d'Obama envers Cuba et qui a été décoré de la Médaille au courage ni plus ni moins que par le pire ennemi de Cuba et de la Révolution cubaine, Bush fils, dont il affirme : « Ça oui, c'est un ami de la liberté du peuple cubain » ! Le 29 juin 2016, c'est un autre grand « ami », James Cason, maire de Coral Gables (Floride), le chef de la Section des intérêts des États-Unis à La Havane précisément à l'époque de Bush, un des pires provocateurs qui soient passés à ce poste, ennemi juré de la Révolution cubaine, qui lui a remis les clefs de la ville.

Le problème de tous ces dissidents, c'est qu'ils sont systématiquement cul et chemise avec les différentes administrations dont ils reçoivent les financements nécessaires à leur subsistance et à leur action. Difficile donc pour eux de se présenter comme des « alternatives » viables, à supposer que leur programme le soit. Biscet, lui, veut restaurer la Constitution de 1940. Se présentant en « présidentiable », il menace, une fois au pouvoir, de considérer comme nuls et non avenus tous les engagements passés par des gouvernements étrangers avec la « dictature cubaine »... À Cuba, quelqu'un qui estime que Bush junior est un grand ami du peuple cubain s'invalide d'avance !

Non, les manifestations de rue pour revendiquer quelque chose ou protester contre le gouvernement ne sont pas de mise à Cuba. Ce n'est pas, pour ainsi dire, le style maison. Même aux pires moments de la Période spéciale, alors que le peuple cubain aurait eu cent mille raisons de le faire et de se retourner contre la Révolution, et que n'importe quel autre l'aurait fait devant une situation si tragique, il a fait front dans une unité admirable !

Quant à la pratique « libre » de la religion, Obama et ses conseillers datent furieusement. Et disent faux une fois de plus. La religion n'a jamais été « persécutée » par la Révolution cubaine, ni la catholique ni aucune autre. Qu'elle ait été pendant un certain nombre d'années un obstacle à l'entrée au parti qui se voulait foncièrement athée, c'est exact, mais de là à y voir une « persécution », il y a de la marge. Par ailleurs, la seule hiérarchie religieuse qui a eu maille à partir avec la Révolution cubaine, c'est l'Église catholique, constituée alors par un clergé fondamentalement espagnol, dont le gros était franquiste et, par nature, contre-révolutionnaire, dont les églises, qui ne furent jamais fermées, servirent souvent de refuge à des contre-révolutionnaires poseurs de bombes ou assassins ; si une certaine quantité de ces prêtres-là furent expulsés comme étrangers indésirables au début de la Révolution, c'est pour des actes que n'importe quel gouvernement aurait considérés comme illégaux et aurait punis d'une peine de prison.

Il faut savoir par ailleurs que Cuba était (et reste) sans aucun doute l'un des pays latino-américains les moins catholiques. L'Église y était surtout implantée dans les villes et s'adressait avant tout à la bourgeoisie blanche. La religion la plus prégnante était (et reste) les différents cultes afro-cubains. Si la religion catholique a connu un regain dans les années 90, c'est à cause de la Période spéciale, où s'est vérifié une fois de plus un phénomène courant chez les êtres humains (ce qui explique sans doute l'invention des dieux par chaque civilisation) : quand la situation est catastrophique, que les horizons sont bouchés, ils lèvent

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

les yeux au ciel pour y trouver un recours et un secours. À cet égard, les religions ont un net avantage sur les idéologies politiques qui doivent, elles, prouver dans le concret terrestre leurs résultats...

De nos jours, donc, les choses ne vont pas si mal entre l'État cubain et l'Église, qui a su habilement tirer son épingle du jeu en intervenant durant la Période spéciale comme une institution caritative et en se rapprochant de la population. Le rôle joué par l'Église catholique et par le Vatican dans les négociations secrètes entre la Révolution et les États-Unis (dont on ne connaît d'ailleurs absolument aucun détail) est la preuve de l'image différente qu'elle a su projeter et de sa bonne entente avec l'État, tout comme l'est la visite – dans un pays communiste ! – de trois papes en à peine quelques années... Les cérémonies catholiques apparaissent de plus en plus fréquemment à la télévision publique ; Noël est même devenu un jour férié, ainsi que d'autres fêtes catholiques. Bref, la hiérarchie catholique n'a pas trop à se plaindre... mais de là à ce que, comme le réclame le dissident susmentionné – pour lequel, bien entendu, si la liberté de culte existe à Cuba, la liberté religieuse, elle, n'existe pas – elle dispose d'organes de presse et d'écoles à elle, il y a un pas difficile à franchir sans violer la Constitution de 1976. Laquelle a d'ailleurs été amendée en 1992 pour en supprimer l'athéisme comme doctrine officielle de l'État et ne plus laisser que l'aspect laïc de celui-ci. Mais elle n'a rien touché à son article 55 :

L'État, qui reconnaît, respecte et garantit la liberté de conscience et de religion, reconnaît, respecte et garantit en même temps la liberté de chaque citoyen de changer de croyances religieuses ou de ne pas en avoir, et à professer, dans le respect de la loi, le culte religieux de sa préférence. / La loi réglemente les relations de l'État avec les institutions religieuses.

Selon les derniers chiffres en ma possession (2005, ministère des Relations extérieures) : « L'Église catholique ... compte 1 123 prêtres, religieux, religieuses et diacres groupés dans vingt-quatre ordres masculins et cinquante-six féminins. Environ 60 p. 100 de ce personnel est étranger (trente-six nationalités). » Ce pourcentage de « main-d'œuvre » étrangère laisse rêveur et indique bien la maigre assise de l'Église catholique à Cuba : on se dit que l'espace « public » qu'elle ne cesse de réclamer repose sur des prétentions infondées au vu de ce qu'elle représente.

Mais les choses ne vont pas si mal non plus avec les autres religions hiérarchisées : quand son éminence Vladimir Mikhaïlovitch Goundiaïev, autrement dit le métropolite Cyrille de Smolensk et de Kaliningrad, a visité à Cuba en 2004, Fidel lui a proposé de bâtir une basilique de l'Église orthodoxe russe dans la Vieille-Havane comme monument à l'amitié cubano-russe. Et c'est ce même métropolite qui l'a béni le 19 octobre 2008, puis, devenu entre-temps patriarche de Moscou et de toute la Russie, y a dit une messe en 2016 en présence de Raúl Castro. Cyrille et le pape François n'ont-ils pas choisi La Havane, le 12 février 2016, pour se rencontrer solennellement pour la première fois depuis le schisme survenu entre leurs Églises (1453) et émettre un Communiqué tout à fait officiel, et n'ont-ils pas qualifié Cuba de « symbole d'espérance du Nouveau Monde » ?

La Révolution n'a jamais eu de problèmes avec les Églises protestantes qui l'ont toujours accompagnée et défendue. Pas plus d'ailleurs qu'avec les juifs qui ne sont de toute façon

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

qu'une très petite minorité (beaucoup partirent au début des années 60), l'« intervention » malencontreuse en son sein d'un Alan Gross au nom de l'US/AID n'ayant rien à voir avec la religion, mais avec les tentatives de subversion politique permanentes des administrations étasuniennes. Quant aux musulmans, s'ils existent, leur présence est d'une discrétion absolue ; quoique ces derniers temps, des journalistes en mal de copie et parce que l'islam est à la mode nous dénichent une communauté qui oscillerait entre quatre mille et dix mille membres dans toute l'île, soit 0,1 p. 100 maximum de la population, qui ne parle pas arabe (comme si l'arabe était la *lingua franca* de tous les musulmans du monde) et n'a pas de mosquées où prier...

Les croyants nous disent que l'action de l'Église catholique permet de « moraliser » la société cubaine, en proie depuis la Période spéciale à une dégradation des valeurs qui avaient été jusque-là aux fondements de sa Révolution. Mais pourquoi s'attacher uniquement aux religions instituées et structurées en hiérarchie ? N'y aurait-il donc pas une morale « laïque » ? Car, curieusement, cette Révolution qui avait inscrit l'athéisme dans sa Constitution de 1976 est pourtant marquée par une religiosité diffuse, par une aspiration au dépassement de la condition humaine, par une constante essentiellement spirituelle. Infiniment plus que la Révolution bolchevique, pour prendre un exemple lointain, ou que la Révolution sandiniste, malgré la présence en son sein de membres du clergé catholique. Comment s'en étonner, d'ailleurs, quand on sait que la source la plus profondément inspiratrice de la Révolution sur le plan des valeurs morales et humaines (mais aussi politiques, mon propos n'étant pas là pour l'instant) est José Martí, cet autre penseur géant dont même les textes essentiellement politiques, tel, parmi bien d'autres, le « Manifeste de Montecristi », du 25 mars 1895) où, relançant la « guerre nécessaire » aux côtés de Máximo Gómez, le généralissime, il donne les raisons de la révolution d'indépendance nationale qu'il a déclenchée un mois plus tôt, sont constamment cousus de ce fil moral sans lequel il n'existe pas à ses yeux d'action politique valable, ni de guerre digne d'y faire couler une seule goutte de sang.

Et là, Fidel a hérité de cette ligne d'action. Car s'il est un trait de lui qui saute aux yeux, c'est son *optimisme foncier* (et parfois même, à la limite, aveugle) *au sujet de la nature humaine*. Il croit dur comme fer à la perfectibilité de ce bipède capable, on le sait, du pire comme du meilleur. Il est persuadé que si on le met dans des conditions données, si on lui apporte des circonstances différentes de celles que l'humanité a connues depuis l'aube des temps (en gros, l'exploitation de l'homme par l'homme, ou encore « *homo homini lupus* », deux concepts résumant au fond assez bien la marche de notre espèce depuis qu'elle s'est mise debout), il sera capable de changer du tout au tout, de se proposer sur le plan « civil » ou « laïque » ce à quoi aspirent depuis toujours toutes les grandes religions du monde (ce qui, soit dit en passant, doit répondre à une aspiration cachée de l'homme, puisqu'on la retrouve dans toutes et à tous les temps, que ce soit des religions profondément structurées et contraignantes comme la chrétienne, en particulier la « catholique, apostolique et romaine », ou des croyances largement libertaires, comme l'animisme). On retrouve là, à nouveau, le soubassement de l'« homme nouveau ».

Obama estime ensuite que « les électeurs [cubains] devraient pouvoir choisir leur gouvernement d'une façon libre et démocratique ». Bien entendu, nous avons de nouveau

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

droit aux deux mots fétiches : « libre » et démocratique ». Sans eux, point de salut ! Au sujet des questions sur lesquelles il nous a dit que Raúl Castro était en désaccord, il aurait dû mentionner ou ajouter celle-ci : les élections étasuniennes. Qui sont, je le dis tout net (et pas seulement moi), l'un des systèmes électoraux les plus retors et les plus compliqués, à la limite les plus frauduleux et les plus trompeurs, les plus « foires » ou « fêtes foraines », du monde occidental. J'ai déjà parlé de ce « cirque » quadriennal, et je n'y reviendrai pas.

\*\*\*\*\*

**Tout le monde ne sera pas d'accord avec moi là-dessus. Tout le monde n'est pas d'accord avec le peuple étasunien là-dessus. Mais je crois que ces droits de l'homme sont universels (applaudissements). Je crois que ce sont les droits du peuple étasunien, du peuple cubain et de tous les peuples du monde.**

Obama fait une fixation très intéressée (comme tous les chefs d'État du Premier monde) sur les droits qu'il vient de cibler et qu'il a évoqués aussi la veille dans la conférence de presse conjointe qu'il a eue au palais de la Révolution avec Raúl Castro :

Les États-Unis reconnaissent les progrès que Cuba a faits comme nation, ses énormes résultats en éducation et santé. [...] En même temps, comme nous le faisons partout dans le monde, j'ai affirmé clairement que les États-Unis continueront de parler au nom de la démocratie, dont le droit du peuple cubain de décider de son avenir. Nous parlerons au nom des droits de l'homme universels, dont la liberté d'expression et de réunion et de religion. De fait, j'aurai demain une réunion avec des leaders de la société civile cubaine pour les écouter.

Je précise, car c'est loin d'être évident, que les « leaders de la société civile » sont les « dissidents » (comme quoi, ce pauvre Obama continue de ne rien comprendre à la réalité cubaine)... Répondant à une question, il a enfoncé le clou :

Mais, comme nous le faisons avec les pays avec lesquels nous avons normalisé nos relations, nous continuerons de mettre en avant les principes essentiels auxquels nous croyons. Les États-Unis croient à la démocratie. Nous croyons que la liberté d'expression et la liberté de réunion et la liberté de religion ne sont pas seulement des valeurs étasuniennes, mais des valeurs universelles. Ils peuvent ne pas s'exprimer exactement de la même manière dans chaque pays, ils peuvent ne pas être inscrits de la même manière dans chaque pays dans les documents fondateurs ou dans les Constitutions, ou protégés légalement de la même manière, mais l'élan – l'élan humain vers la liberté, la liberté dont a parlé Martí – nous pensons que c'est un désir ardent universel.

Mais comme il se trouve à Cuba, il a dû mettre un peu d'eau dans son vin :

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Le président Castro a signalé qu'à son avis, on doit assurer à chacun une éducation ou des soins décents, ou une sécurité essentielle dans la vieillesse, que ces choses-là sont aussi des droits de l'homme. Personnellement, je ne serais pas en désaccord avec lui.

Comme on peut le constater, ces droits-là ne sont pas exactement sa tasse de thé... Car, parlant après lui dans son intervention liminaire, Raúl a eu beau jeu de lui rappeler que ceux-là sont tout aussi « universels », reprenant d'ailleurs à peu près textuellement les idées que le Comité central du Parti communiste a émises dans sa Déclaration du 9 mars 2016 :

Il existe de profondes différences entre nos pays qui ne disparaîtront pas, car nous avons des conceptions différentes sur de nombreux points, tels que les modèles politiques, la démocratie, l'exercice des droits de l'homme, la justice sociale, les relations internationales, la paix et la stabilité mondiales.

Nous défendons les droits de l'homme. Nous estimons que les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels sont indivisibles, interdépendants et universels. Nous ne concevons pas qu'un gouvernement ne défende pas et ne garantisse le droit à la santé, à l'éducation, à la sécurité sociale, à l'alimentation et au développement, à un salaire égal à travail égal et les droits des enfants. Nous nous opposons à la manipulation politique et au deux-poids-deux-mesures en ce qui concerne les droits de l'homme.

En effet, à côté du Pacte des droits politiques et civils, il existe celui des droits économiques, sociaux et culturels, pareillement reconnu par les Nations Unies et entré en vigueur le 3 janvier 1976. Quels sont-ils ?

L'Article 1.1 stipule : « Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel. » L'article 6.1 reconnaît « le droit au travail, qui comprend le droit qu'à toute personne d'obtenir la possibilité de gagner sa vie par un travail librement choisi ou accepté », les États devant prendre « des mesures appropriées pour sauvegarder ce droit », dans des conditions « qui assurent notamment » (article 7) :

a) La rémunération qui procure, au minimum, à tous les travailleurs :

i) Un salaire équitable et une rémunération égale pour un travail de valeur égale sans distinction aucune ; en particulier, les femmes doivent avoir la garantie que les conditions de travail qui leur sont accordées ne sont pas inférieures à celles dont bénéficient les hommes et recevoir la même rémunération qu'eux pour un même travail ;

ii) Une existence décente pour eux et leur famille conformément aux dispositions du présent Pacte ;

b) La sécurité et l'hygiène du travail ;

c) La même possibilité pour tous d'être promus, dans leur travail, à la catégorie supérieure appropriée, sans autre considération que la durée des services accomplis et les aptitudes ;

d) Le repos, les loisirs, la limitation raisonnable de la durée du travail et les congés payés périodiques, ainsi que la rémunération des jours fériés.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

L'article 8 reconnaît « le droit qu'à toute personne de former avec d'autres des syndicats et de s'affilier au syndicat de son choix » ; l'article 9, « le droit de toute personne à la sécurité sociale, y compris les assurances sociales » ; l'article 10 implique pour les États parties au Pacte de reconnaître que :

1. Une protection et une assistance aussi larges que possible doivent être accordées à la famille, qui est l'élément naturel et fondamental de la société, en particulier pour sa formation et aussi longtemps qu'elle a la responsabilité de l'entretien et de l'éducation d'enfants à charge. Le mariage doit être librement consenti par les futurs époux.

2. Une protection spéciale doit être accordée aux mères pendant une période de temps raisonnable avant et après la naissance des enfants. Les mères salariées doivent bénéficier, pendant cette même période, d'un congé payé ou d'un congé accompagné de prestations de sécurité sociale adéquates.

3. Des mesures spéciales de protection et d'assistance doivent être prises en faveur de tous les enfants et adolescents, sans discrimination aucune pour des raisons de filiation ou autres. Les enfants et adolescents doivent être protégés contre l'exploitation économique et sociale. Le fait de les employer à des travaux de nature à compromettre leur moralité ou leur santé, à mettre leur vie en danger ou à nuire à leur développement normal doit être sanctionné par la loi. Les États doivent aussi fixer des limites d'âge au-dessous desquelles l'emploi salarié de la main-d'œuvre enfantine sera interdit et sanctionné par la loi.

L'article 11 reconnaît le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisants, ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence », « le droit fondamental qu'à toute personne d'être à l'abri de la faim » ; l'article 12, « le droit qu'à toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale qu'elle soit capable d'atteindre » ; le 13, « le droit de toute personne à l'éducation », celle-ci devant « viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et du sens de sa dignité et renforcer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales », « mettre toute personne en mesure de jouer un rôle utile dans une société libre, favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux, ethniques ou religieux », ce qui implique concrètement que :

- a) L'enseignement primaire doit être obligatoire et accessible gratuitement à tous ;
- b) L'enseignement secondaire, sous ses différentes formes, y compris l'enseignement secondaire technique et professionnel, doit être généralisé et rendu accessible à tous par tous les moyens appropriés et notamment par l'instauration progressive de la gratuité ;
- c) L'enseignement supérieur doit être rendu accessible à tous en pleine égalité, en fonction des capacités de chacun, par tous les moyens appropriés et notamment par l'instauration progressive de la gratuité ;
- d) L'éducation de base doit être encouragée ou intensifiée, dans toute la mesure possible, pour les personnes qui n'ont pas reçu d'instruction primaire ou qui ne l'ont pas reçue jusqu'à son terme.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

On constatera que la Constitution cubaine de 1976 entérine une bonne partie de ces droits.

Fidel répondait déjà à Obama en juillet 1978, curieusement en la personne d'un autre président, James Carter, qui, à partir de ses convictions religieuses, avait fait de la question des droits de l'homme un des principes de son administration et lancé une campagne dans ce sens :

Le gouvernement des États-Unis arbore à présent le slogan des droits de l'homme. Nous, marxistes-léninistes, qui avons fait de l'homme, de son bien-être matériel et spirituel, de ses droits économiques, sociaux et politiques la raison d'être de nos vies, qui luttons pour liquider toutes les formes d'exploitations de l'homme par l'homme, nous serons toujours bien entendu en faveur des droits de l'homme réels et véritables. Nous nous réjouissons même si le prêchi-prêcha de Carter parvenait à influencer un tant soit peu sur certains de ses alliés intimes, comme le Nicaragua, El Salvador, le Guatemala, Haïti, le Chili, le Paraguay, l'Uruguay, l'Argentine, le Brésil, le Zaïre, l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, l'Iran, la Corée du Sud et d'autres régimes de la même farine, pour qu'ils arrêtent leurs pratiques génocides et renoncent à leurs habitudes de torturer, de séquestrer et d'assassiner ceux qui luttent pour la démocratie et le progrès.

Il pourrait adresser la même réclamation à Obama qui, à la suite de Bush fils, maintient la prison illégale dans la base illégale de Guantánamo où, comme chacun sait, l'on torture des détenus illégaux... Ou, encore, quid des droits de l'homme chez les Syriens, les dernières victimes en date d'Obama et de l'OTAN qui leur font depuis presque six ans une guerre terroriste absolument illégale au point d'avoir quasiment détruit leur pays dans le cadre de la nouvelle stratégie du Grand Moyen-Orient des néoconservateurs largement poursuivie par la Maison-Blanche actuelle ?

\*\*\*\*\*

**Ceci dit, ce n'est pas un secret que nos gouvernements ne sont pas d'accord sur beaucoup de ces points. J'ai eu des conversations franches avec le président Castro. Pendant de longues années, il a signalé les défauts du système étasunien : inégalité économique, peine de mort, discrimination raciale, guerres étrangères. Ce ne sont que des exemples. Il a une liste bien plus longue (*rires*). Mais c'est là ce que le peuple cubain doit comprendre : je me félicite de ce débat ouvert et de ce dialogue. C'est bon. C'est salutaire. Je n'en ai pas peur.**

De nouveau, Obama mélange les torchons et les serviettes. Car, si les trois premiers « défauts » concernent les tares non résolues de la société étasunienne et, qui plus est, n'occupent pas le même ordre de grandeur dans ce « système », le quatrième relève d'une toute autre origine.

Ainsi, la peine de mort. La Révolution cubaine et les révolutionnaires ne la « critiquent » pas en soi, pour la bonne raison que celle-ci existe aussi dans le code pénal cubain, même si elle n'est dictée que dans des cas rarissimes et gravissimes, jamais pour des crimes, disons, de droit commun, le droit de commutation de la peine ou de grâce ne correspondant d'ailleurs pas à une seule personne, à savoir le président, mais à l'ensemble des membres du Conseil d'État en fonction d'un vote unanime. Fidel a signalé bien des fois, interrogé à ce sujet, que la peine de mort sera supprimée du jour où, d'une part, la Révolution cubaine ne sera plus l'objet de tant d'agressions de toutes sortes, actes terroristes et menaces militaires y compris, de la part des États-Unis et, de l'autre, où la majorité de la population cubaine y sera favorable, ce qui n'est pas le cas, même si on peut reprocher aux dirigeants de ne pas faire grand-chose pour en débattre sur la place publique ni pour s'efforcer de convaincre les habitants du bien-fondé de cette suppression. Ce que critiquent les dirigeants cubains, et bien d'autres avec eux, c'est la façon dont elle est appliquée aux États-Unis et surtout dont elle est ciblée sur un secteur donné de la population : les Noirs, les pauvres, dont les moindres statistiques indiquent à quel point ils sont les principaux locataires des « couloirs de la mort » et les premières victimes des chaises électriques et autres instruments de mort.

Mais là encore, Obama mélange des réalités foncièrement différentes : si la suppression de la peine de mort, ici comme aux États-Unis, relève d'une décision juridique et législative, tout comme cela s'est passé en France en 1981 sous Mitterrand, les deux autres – l'inégalité économique, la discrimination raciale – ressortissent à des facteurs d'une toute autre nature qu'on n'élimine pas par simple décret. La discrimination raciale n'existe plus à Cuba dans les textes légaux, elle est même interdite et punissable depuis plus de cinquante ans, ce qui ne veut pas dire pour autant, loin de là, que le racisme ait disparu des mentalités et des mœurs,

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

trois cents ans d'esclavagisme ou plus ayant laissé des traces très profondes dans la société cubaine, tout comme ils les ont laissées dans celle des États-Unis. Une bonne partie de la richesse de Cuba s'est constituée et entassée sur les dos zébrés de coups de fouet des millions d'esclaves noirs arrachés à l'Afrique, et cette terrible situation survit dans l'inconscient de la société qui en a pâti, même si celle-ci a été renouvelée de fond en comble dans ses valeurs par une révolution qui est sans aucun doute l'une des plus radicales de notre époque et où le concept de justice sociale constitue, je l'ai dit, l'une des pierres de touche les plus solides de ses ambitions depuis presque soixante ans.

Aux États-Unis, comme l'indiquent les faits les plus patents, les deux « défauts » vont absolument à l'unisson : Obama a beau se présenter en exemple de réussite dans le cadre des valeurs de sa société, une bonne partie de ses pairs, voire la majorité ne suit pas, tant s'en faut, une si belle trajectoire : les Noirs ne sont pas des citoyens « égaux » aux citoyens blancs, ils sont loin d'avoir les mêmes droits, d'autant que cela dépend en plus de l'État où ils vivent puisque la Constitution fédérale ne leur reconnaît aucun droit spécifique dans l'ensemble du pays. Les Noirs et les pauvres, malgré ce qu'en dit la Constitution, ne sont même pas égaux sur le plan électoral, puisque les États aux mains des républicains s'arrangent pour voter des lois électorales qui entravent énormément les possibilités des Noirs et des *Latinos* de simplement s'inscrire sur les registres d'électeurs, car, dans la grande démocratie, à la différence de la plupart des pays développés, cette inscription est extrêmement compliquée et sujette, non à une simple démarche du citoyen, mais à des conditions requises de toutes sortes qui constituent une entrave, si bien que plusieurs dizaines de millions de Noirs et de *Latinos* ne peuvent pas voter faute de pouvoir s'inscrire sur les registres électoraux. À Cuba, soit dit en passant, l'inscription est automatique et l'âge minimal est seize ans.

Obama, dans ce discours au peuple cubain, semble prendre assez à légère les très graves problèmes sociaux des États-Unis, ce qui est en fait assez en accord avec le ton superficiel avec lequel il a abordé chacune des questions qu'il a traitées. Mais comme il s'adresse, non à des Étatsuniens analphabètes en politique, mais à un peuple très conscientisé, on aurait pu s'attendre à ce qu'il aille un peu plus loin, à ce que ses experts aient fait un petit effort pour se mettre à la hauteur des auditeurs.

Si les trois premiers « défauts » relèvent pour ainsi dire du « for intérieur » des États-Unis et ne concernent donc qu'eux, le dernier, comme son nom l'indique, a à voir avec l'« étranger », donc avec le reste du monde. Ces « guerres étrangères » ne sortent pas du néant, elles ont des origines précises, elles répondent à des motivations tout aussi précises, elles émanent d'un régime politique et économique auquel l'hégémonie et la domination sont, pour ainsi dire, « connaturelles », qui font partie de son essence même et sans lesquelles il ne serait pas ce qu'il est. En fait, les « Castro », et bien d'autres avec eux, n'estiment pas qu'il s'agisse d'un simple « défaut » qu'on pourrait tout bonnement « corriger » pour en laver le « système » et redorer son blason. Tous deux, mais surtout l'aîné, lui donnent un nom très précis, même si celui-ci n'est plus à la mode de nos jours : l'impérialisme. Ces « guerres étrangères » ne sont d'ailleurs pas un « défaut » de la seule société étasunienne : d'autres États occidentaux le partagent, ceux qui ont bâti une bonne partie de leurs richesses sur l'exploitation économique de leurs colonies, et qui ont été et

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

restent, sous des dehors différents à l'époque contemporaine, tout aussi impérialistes. Bien entendu, Obama ne pourra jamais qualifier ces guerres d'impérialistes : celles qu'ont livrées et livrent les États-Unis sont toutes déclenchées (pas toujours, voire rarement déclarées) pour la bonne cause, celle-ci variant au gré des époques et des circonstances : à un moment donné, en Amérique latine, l'on envahissait Haïti ou l'on bombardait Buenos Aires pour « faire payer des dettes » ou pour contraindre tel ou tel pays à remplir telle ou telle condition jugée incontournable ; à un moment donné, il fallut lutter contre le communisme, l'empêcher de s'emparer du monde ; maintenant, il faut endiguer le terrorisme. Bref, les prétextes ne manquent pas, il suffit d'avoir un peu d'imagination. Et les impérialistes n'en ont jamais manqué, pour sûr.

José Martí, qu'Obama aime tant citer, a été l'un des premiers au monde à signaler le danger que les ambitions expansionnistes des États-Unis dès leur constitution comme nation indépendante représentaient pour leur voisin le plus proche, l'Amérique latine. Ainsi, ayant vécu trois ans au Mexique et installé à New York, il tremblait à chaque petit incident de frontière ou d'une autre nature entre ce pays et les USA, redoutant que ceux-ci n'en prennent prétexte pour déclencher une guerre et s'emparer, comme ils l'avaient fait en 1848 (annexion de la moitié du territoire mexicain !) d'autres espaces de leur voisin du Sud.

\*\*\*\*\*

**Nous avons trop d'argent dans la politique étasunienne. Mais, aux États-Unis, il est encore possible pour quelqu'un comme moi – un enfant qui a été élevé par une mère célibataire, un petit métis qui n'avait pas beaucoup d'argent – de poursuivre et d'atteindre le poste le plus élevé sur la terre. C'est possible aux États-Unis (*applaudissements*).**

Il a tardé, mais il y vient enfin : en bon représentant de commerce, ou, encore mieux, dans ce cas, en démarcheur judicieux, Obama nous fait l'article au sujet du fameux « rêve américain ». On nous l'a raconté déjà tant de fois que ce conte de fées ne nous surprend plus, il finit même pour nous lasser, voire nous endormir... Oui, c'est vrai, il y aura toujours des petits obamas dans la société étasunienne, mais combien d'autres restent en chemin, se perdent en route, n'arrivent jamais ! Il est étonnant qu'un président des États-Unis se réfugie derrière de tels clichés, parfaits dans le cadre de campagnes électorales, devant une population et une société cubaines qui fonctionnent sur des fondements situés à des années-lumière de ceux de la société étasunienne. Je le répète, les notions qui sous-tendent la pensée sociétaria cubaine sont sans commune mesure avec celles de la société dont Obama nous fait l'éloge – réussite, challenge, grimper dans l'échelle sociale, etc. – qu'il voudrait nous voir imiter, de sorte qu'une fois de plus ses arguments tombent à plat.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Mais, bien entendu, Obama n'est pas si sot, ni ses conseillers, qu'il veuille parler dans le vide : il sait ce qu'il fait et où il va. Son discours ne s'adresse pas au public présent dans le Grand Théâtre de La Havane ni même aux auditeurs, toutes générations confondues, qui l'écoutent dans les foyers de l'île : il cible essentiellement en perspective les jeunes Cubains – et ceux qui, un peu moins jeunes, partagent les mêmes vues et les mêmes aspirations – à partir de 2018, année où Raúl Castro cédera le pouvoir après deux mandats successifs à la tête du pays, où, donc, s'effacera symboliquement la « génération historique », autrement dit celle qui a fait la Révolution et, accompagnée par le peuple, a bouleversé les fondements de la société cubaine, pour être relevée par une génération qui est loin de partager les mêmes valeurs d'altruisme, de désintéressement, de probité et d'honnêteté à toute épreuve, de moralité personnelle et collective, de dignité nationale, d'orgueil historique, que celle qui a risqué sa vie pour ses idéaux et estimé que la Révolution « des petits, pour les petits et par les petits », comme l'avait qualifiée Fidel quand il avait fini par déclarer qu'elle était « socialiste », à la veille de l'invasion des États-Unis par mercenaires interposés, à Playa Girón, était le plus important dans la vie d'un citoyen et d'un révolutionnaire. Non, à l'horizon tout proche de l'après-2018, ce ne sont pas ces valeurs-là, tant s'en faut, qui imprègnent essentiellement l'atmosphère et le vécu sociaux et sociétaires ; et si les tendances se poursuivent, autrement dit si la Révolution ne parvient pas à redresser le pays sur le plan économique pour que, ce qui est à mon avis, fondamental, les gens puissent vivre honnêtement et dignement de leurs salaires, autrement dit de leur travail, qui est la valeur essentielle que reconnaît par exemple la Constitution, il est probable, douloureuse perspective, qu'elles les imprègneront de moins en moins, dans la mesure où l'« économique », autrement dit la survie quotidienne, s'imposera forcément, en bonne théorie marxiste, au « politique » et à l'« idéologique », autrement dit aux valeurs sociales et éthiques.

Le désintérêt – ne pas confondre avec désintéressement ! – que les révolutionnaires de la génération historique et de la suivante constatent dans une bonne partie de la troisième, autrement dit celle qui occupera sous peu les postes dirigeants, l'indifférence au social et l'accent mis dans les idées et la pratique sur la « réussite personnelle » ou la « réalisation personnelle » – que beaucoup conçoivent d'ailleurs comme liée à l'émigration vers le Premier monde capitaliste, et non comme une action sur place en faveur de leur « patrie », un concept fort peu motivant à leurs yeux – sont le terreau sur lequel Obama et Cie estiment que leur conception politique et morale du monde portera des fruits.

D'autant que la reconnaissance officielle du « privé », ainsi écrit en toutes lettres, comme forme de propriété, dans la « Conceptualisation du modèle économique et social cubain de développement socialiste » en cours de discussion dans tout le pays – on utilisait jusque-là des sortes de périphrases : « non étatique », « travail à son compte », « forme non étatique de propriété », etc. – n'est pas fait pour arranger les choses. Si je travaille « à mon compte », bien entendu, je ne cherche que mon propre intérêt, sans me préoccuper outre-mesure, voire pas du tout, de ce qu'il peut arriver au reste de mes concitoyens, contrairement à la conception prénante dans la Révolution de l'avant-1989/1991, où l'idée était celle d'une communauté de personnes poussant toutes à la roue pour faire avancer le pays. Fidel était on ne peut plus clair à cet égard. Par exemple, le 28 décembre 1984 :

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

On finissait par oublier d'appliquer un principe essentiel du socialisme : le socialisme, ce n'est pas simplement le fait d'avoir nationalisé les usines, les industries, les terres, les mines, les banques, toutes les ressources et tous les moyens de production ; le socialisme, c'est coordonner les efforts de tous, c'est conjuguer les efforts de tous et optimiser l'utilisation des ressources du pays dans son ensemble, tout le monde tirant dans le même sens, tout le monde tirant la même charrette, autrement dit tous les bœufs tirant la même charrette dans la même direction, comme diraient les paysans, et non que l'un tire sur la droite, l'autre sur la gauche, l'un vers l'avant, l'autre vers l'arrière. Il est bien difficile que la charrette avance si chacun tire dans une direction différente.

Pour faire avancer le pays et surtout pour le sortir du sous-développement au profit de tous. Curieusement, on ne trouve plus guère dans les discours officiels ce dernier « concept » sur lequel Fidel, au contraire, ne cessait d'insister pour replacer Cuba dans son contexte, pour ainsi dire, « naturel » : nous ne sommes pas du côté des riches, mais des pauvres ; pas du côté de ceux qui ont fait leur richesse comme nations pour une bonne part en écumant les mers étrangères, mais du côté de ceux qui ont été taillables et corvéables à merci des siècles durant, et de mettre en garde les Cubains (et le reste du monde, soit dit en passant) contre l'idée que Cuba (et l'ensemble de notre planète) pourrait se payer, par les temps qui courent, le luxe d'une consommation à la manière Premier monde !

En fait, on ne parle plus guère de l'aspect humain de l'économique... Lors des débats qui se sont déroulés en 2011 au sujet des « Orientations de la politique économique et sociale du parti et de la Révolution » avant le Sixième Congrès du Parti, puis dans ceux soutenus à l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, j'ai toujours éprouvé une sensation de malaise en écoutant les explications fournies par les cadres qui étaient chargés de les présenter, puis, une fois créée la Commission de mise en œuvre de ces Orientations, de faire rapport sur leur application concrète : j'écoutais des cadres qui, comme on le dit, « possèdent leurs dossiers », mais au langage technique, voire « technocratique », qui nous présentent une suite de mesures économiques, assorties, certes, de chiffres, de tableaux et de statistiques, mais qu'on a parfois du mal à mettre en rapport avec le réel quotidien. D'où un contraste singulier avec la façon dont un Fidel présentait ce même panorama : pour lui, les mesures économiques n'étaient rien en soi si elles ne visaient avant tout l'être humain, si elles n'étaient conçues comme le facteur appelé à favoriser son bien-être matériel et spirituel, dans un contexte national et international bien précis. L'économie, ce n'était pas uniquement un ensemble de techniques à mettre en œuvre. Fidel avait une manière à lui d'expliquer les choses les plus compliquées comme si elles étaient accessibles aux plus béotiens... En tout cas, la population sentait et savait qu'on tenait compte d'elle.

Car, si à cette approche technocrate s'ajoute aujourd'hui le « non-dit », autrement dit des décisions adoptées sans explications, le malaise s'instaure d'autant plus que la population (le peuple) a été accoutumée à une autre sorte de rapports avec ses dirigeants et elle est en quelque sorte en manque. Ainsi, à l'heure où j'écris ceci (début juillet), les entreprises et dépendances publiques ont réuni leurs personnels pour les informer que la journée de travail sera réduite (généralement, jusqu'à 14 h), qu'elles devront diminuer leur consommation d'électricité et donc travailler sans climatisation, aucune explication n'ayant été fournie à ces mesures qui rappellent aussitôt la population les interminables coupures de

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

courant typiques des moments les plus difficiles de la Période spéciale. Personne ne sait si ses restrictions sont préventives afin de pouvoir stocker le pétrole au cas où la situation empirerait au Venezuela d'où en provient une bonne partie, ou si alors ce pays a déjà réduit ses exportations ou s'il existe d'autres motifs.

Il a fallu attendre le 8 juillet pour que Marino Murillo Jorge, ministre de l'Économie et de la Planification, et vice-président du Conseil des ministres, explique un peu mieux les choses devant l'Assemblée nationale du pouvoir populaire.

Depuis décembre, nous nous heurtons à des limitations et restrictions financières motivées essentiellement par la chute des recettes d'exportations et des limitations dans les livraisons du carburant. D'où une situation économique tendue pour le second semestre et la nécessité d'adopter une série de mesures d'urgence. [...]

Faute de liquidités, le pays doit d'une part restreindre ses dépenses en devises et de l'autre gérer soigneusement ses emprunts. Le troisième groupe de mesures concerne l'énergie, « parce que tout ce que nous avions prévu n'est pas arrivé dans le pays » : des 7 862 000 tonnes de pétrole prévues, il va en manquer 369 000. Il faudra donc réduire la consommation totale d'électricité de 6 p. 100. De cette consommation, 60 p. 100 correspond au secteur résidentiel et 40 p. 100 à la production. Comme décision a été prise de ne pas léser la population, la réduction devra donc se faire sur les 40 p. 100 du secteur étatique. Mais comme certaines activités économiques (tourisme, nickel et autres) ne seront pas touchées non plus par cette réduction d'électricité, celle-ci portera sur d'autres secteurs à raison de 28 p. 100 et de 50 p. 100.

Soit dit en passant, pas un mot sur l'éventuelle unification monétaire...

Auparavant, on justifiait les silences sur certains faits « gênants » de la Révolution par l'idée – parfois assez simpliste et parfois même abusive – qu'il ne fallait pas donner des armes à l'ennemi, un argument que les gens communs comprennent d'autant moins aujourd'hui que cet adversaire séculaire veut se faire passer pour un « ami » et se présente même à ce titre de la bouche même de son président. Quel motif y a-t-il aujourd'hui au silence régnant quant aux motifs de ces restrictions énergétiques ? Motus d'autant plus curieux que nul n'ignore, par exemple, ce qu'il se passe au Venezuela (à supposer qu'il s'agisse de cela...) et surtout que nous ne sommes plus à l'ère pré-Internet, de sorte que les informations véridiques ou tendancieuses ou purement mensongères entrent à Cuba sur les ordinateurs, les courriers électroniques et les portables de toujours plus de personnes sur l'île, même si le taux de couverture cubain dans ce domaine est loin d'afficher les niveaux d'autres pays du Premier monde et du Tiers-monde. Les rumeurs seraient-elles donc préférables aux annonces et explications officielles ?

Et le malaise se fait jour jusque dans des lieux où l'on ne serait pas attendu à le trouver. Début juillet, donc, les « médias » hors-Révolution (un facteur qui change du tout au tout la donne et les « règles du jeu » par rapport à l'ère pré-Internet et courrier électronique) font circuler l'intervention de la jeune vice-directrice du journal *Granma* lors de la Sixième Réunion plénière de l'Union des journalistes de Cuba (UPEC). Qu'y a-t-elle dit : « Tant que le parti et nous la presse nous continuerons de regarder de côté et pas là où se trouvent les vrais problèmes, de voir les choses séparément et non comme un tout, nous ne réglerons

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

jamais les problèmes que nous discutons depuis des années. / Je crois sincèrement que si les jeunes [journalistes] quittent nos médias, c'est qu'ils sont l'expression de notre société d'aujourd'hui... nous ne pouvons pas voir ça comme un problème purement économique, il y a un problème professionnel de fond, parce que ces jeunes qui ont choisi la profession de journaliste ne l'ont pas choisie pour faire de la propagande, de la pub, tout simplement pour rester silencieux et en marge comme s'ils avaient choisi une autre profession. Mais il y a aussi de nombreux jeunes diplômés qui sont si désenchantés que quand ils arrivent dans les médias et qu'on leur donne parfois l'occasion de faire des choses, de transformer, de travailler, ça ne les intéresse absolument pas. Pourquoi ? Parce qu'ils sont de cette même génération de jeunes déconnectés que, tout simplement, nous n'atteignons pas à d'autres étapes de leur vie, et maintenant nous ne pouvons pas prétendre qu'ils ne soient pas intéressés par les fringues, les talons hauts, les chaussures, l'accès à l'Internet ou toucher cinquante ou soixante-dix pesos convertibles... à cause de cet esprit de consommation que nous avons établi dans notre société, et qui fait partie aussi de toutes ces pénuries matérielles que nous avons accumulées pendant des années. Mais il n'y a jamais un seul motif, nous ne pouvons pas perdre ça de vue. J'insiste : si nous continuons de regarder de côté, nous ne verrons jamais la pierre qui va nous frapper juste à l'endroit où elle va nous tuer. Je n'ai pas de réponse. Au *Granma*, on est un groupe de jeunes qui faisons notre possible pour continuer de ramer, on ne sait pas si on arrivera à bon port à un moment donné, parce qu'il y a des jeunes qui veulent continuer de faire naviguer ce yacht, et je suis convaincue, parce que je connais beaucoup d'entre eux, qu'ils sont nombreux à différents endroits du pays à faire pareil. / Alors je vous invite tous à conjuguer nos forces pour ça. Mais j'invite surtout les décideurs à ne pas faire de doubles discours quand ils se trouvent face à des gens qui savent ce qu'on vit tous les jours dans les rédactions, à la radio, à la télévision, au moindre endroit de ce pays où il y a un journaliste qui tente de défendre cette société-ci que nous sommes tous, des gens qui n'ont peut-être pas la culture la plus exquise pour comprendre tous les phénomènes, mais où il y a un journaliste qui sait tout simplement qu'en défendant les institutions, il défend cette Révolution et peut peut-être transformer l'esprit des gens. / Ça, nous devons le protéger, le défendre, et on ne peut parler à ces gens-là sans les respecter, leur parler de choses dont vous savez qu'elles ne se passent pas comme ça et leur promettre des choses qui ne se feront pas ensuite. »

Il est sûr que la presse écrite cubaine ne brille pas par son attrait. Aurait-on beau en changer périodiquement le directeur, le *Granma* reste un journal résolument ennuyeux, non de par la capacité de ses journalistes, mais pour un problème de fond, autrement dit vouloir convertir en nouvelles et informations des faits qui n'ont absolument aucun intérêt à ce titre. On comprend que les jeunes journalistes, une fois leur deux années de service social obligatoire, habitués par la presse numérique à un autre dynamique, à une autre façon (ou envie de) de communiquer avec le public, n'y fassent pas de vieux os... Ce n'est pas d'une langue de bois dont souffre la presse cubaine, mais d'une langue de « plomb » : elle est grise, tout comme le ciel du même nom. À cet égard, l'organe de l'Union des jeunes communistes, *Juventud Rebelde*, s'est bien mieux adapté à la mentalité et à une lecture modernes.

Le mal ne vient pas d'en haut, mais du niveau intermédiaire. Ainsi, Raúl (et Fidel avant lui) ne cesse de réclamer une presse plus dynamique et critique, de rappeler que le

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

« secrétisme », autrement dit ne pas parler des choses gênantes, est contre-productif et ne mène à rien, aussi bien dans les médias que dans les entreprises. Son Rapport au Septième Congrès du parti en avril dernier affirme :

Nous avons progressé en ce qui concerne les actions visant à forger une culture communicationnelle dans le pays et les manifestations de « secrétisme » ont diminué, mais des vides d'information et des interprétations erronées continuent de se présenter parce qu'on ne divulgue pas assez la marche de l'actualisation des Orientations et de la mise en œuvre des politiques approuvées.

Il n'empêche que, se fondant sur une coutume enracinée, des chefs d'entreprises et de ministères refusent d'ouvrir leurs portes aux journalistes et de leur fournir des statistiques, de simples chefs de grands magasins interdisent de photographier les prix des produits sur les étagères quand les journalistes veulent avoir une preuve qu'ils ont baissé ou pas les prix de certains produits conformément aux décisions du gouvernement, pour ne citer que deux exemples assez courants... Ce qui permet aux incompetents, qu'on trouve ici autant qu'ailleurs, de dissimuler leur gabegie, voire leur corruption, derrière des normes prétendument officielles ou officieuses, voire résolument arbitraires... Certains fonctionnaires continuent de faire et de penser comme avant l'ère numérique, quand les informations provenaient de mécanismes et de techniques essentiellement professionnels et qu'il était relativement aisé, par conséquent, d'en « bloquer » l'entrée sur un territoire national. De nos jours, qu'on le regrette ou qu'on s'en réjouisse, l'information est devenue absolument « grand public », se transporte à travers des canaux « amateurs » et atteint tout le monde. Faire semblant de croire que les choses et les informations n'existent pas parce qu'on en parle pas dans les médias « officiels » relève d'une grande naïveté. Quand ceux-ci ne parlent pas de faits censément gênants pour le renom ou le prestige de la Révolution cubaine, la réaction « grand public » est de croire que celle-ci veut censurer l'information. Ainsi, on apprenait le 2 juillet que six volleyeurs de la sélection cubaine avaient été arrêtés à Tampere (Finlande) pour viol dans un hôtel : bien entendu, le public l'a su même si aucun média de l'île n'en a parlé. La Fédération cubaine correspondante a émis ensuite un communiqué selon lequel le chef de la délégation sportive et l'ambassade suivaient l'affaire, qui fournissait les noms de six inculpés, parlait de « délit » sans dire duquel il s'agissait, mentionnait des « actes absolument étrangers à la discipline, au sens de la dignité et du respect qui régissent notre sport et la société que nous défendons depuis janvier 1959 », et informait que « les mesures qu'exigent des attitudes ne correspondant pas à la morale et aux principes dans lesquels nous avons été éduqués seront prises ». Ce communiqué a été publié d'abord le 4 juillet sur le site numérique *CubaDebate*, puis dans la presse cubaine et lu au journal télévisé le 5. Bien que la police finnoise soit d'un mutisme absolu, il semblerait que les faits soient avérés, sinon la Fédération aurait protesté énergiquement contre le piège tendu à ses joueurs, comme les autorités cubaines l'avaient fait quand, dans le cadre des Jeux panaméricains de Winnipeg, leurs organisateurs avaient accusé faussement Javier Sotomayor, recordman mondial du saut en hauteur, de s'être dopé à la cocaïne... Depuis, la presse est retombée dans son mutisme, et c'est en lisant celle de l'étranger que l'on apprenait le 18 juillet que les deux entraîneurs avaient été destitués, qu'un remplaçant, ancien membre d'une équipe glorieuse d'autrefois, avait été nommé et qu'une équipe serait

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

de toute façon constituée dans la mesure où le volley-ball masculin est le seul sport collectif qualifié pour les Jeux olympiques de Rio...

Exemple de « secrétisme » encore plus récent : une note d'une brièveté et d'une sécheresse extrêmes nous apprend que le ministre de la Culture a été, à la demande de Raúl en personne, démis de ses fonctions et remplacé par Abel Prieto, qui l'avait déjà été pendant de nombreuses années avant d'être promu conseiller du président du Conseil d'État. Aucune explication officielle. Bien entendu, les commentaires sont allés bon train et continuent...

Bref, les médias cubains actuels (mais pas seulement eux, on le voit) sont loin de répondre à l'attente d'une population qui, tout en restant révolutionnaire dans sa majorité, souhaiterait pourtant moins de silence et de non-dits... Ainsi signalent-ils par exemple de temps à autre des faits de corruption, mais sans jamais aller au fond du cas concret, se contentant de reproduire la version officielle qui omet souvent les noms des intéressés et toujours leur photos, prétendument par respect pour leurs familles, alors justement que le « grand public » réclame que ces individus soient cloués au pilori. Bref, ce qu'on appelle le « journalisme d'investigation » fait sérieusement défaut à Cuba, non par incapacité des journalistes, qui en seraient autant capables qu'ailleurs si on leur en laissait le loisir, mais par habitude mal assimilée ou volonté autoritaire de ne pas en dire trop qui « pourrait faire le jeu de l'ennemi »...

Le « manque d'engagement » et le « désintérêt » existant dans certains secteurs de la population dont parlait Raúl dans son Rapport d'avril dernier, sont précisément, je le disais, le terreau sur lequel Obama et ses experts veulent faire pousser leurs théories et leurs visions du monde. Ici, bien entendu, on en est très conscient. Raúl disait aussi :

On a constaté durant la période la plus récente une augmentation des actions visant à fomenter des valeurs de la société de consommation, la division, l'apathie, le découragement, le désarroi et le manque de confiance envers la direction de la Révolution et du parti, et à semer l'opinion selon laquelle nous serions une société sans avenir.

[...]

Dans ces circonstances, il s'impose de renforcer un travail préventif intelligent, ferme et systématique, et d'élever l'exigence et le contrôle de la part des organes chargés de faire face à la subversion politique et idéologique, ainsi qu'à relever le combativité des militants, la vigilance sur les lieux de travail et le travail idéologique auprès des nouvelles générations, en fortifiant le rôle irremplaçable de la famille et de l'école. Je le répète : en fortifiant le rôle irremplaçable de la famille et de l'école !

[...]

L'influence dans notre société des complexités du monde où nous vivons, la politique d'hostilité et de harcèlement, les actions visant à introduire des plateformes de pensée néolibérale et de restauration capitaliste, appuyées sur une stratégie de subversion politico-idéologique perverse qui porte atteinte aux essences mêmes de la Révolution et de la culture cubaine, de l'histoire et des valeurs qui s'y sont forgées, l'existence incontestable de problèmes qui se sont accumulés dans la société, à quoi s'ajoute la mise

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

en œuvre même des Orientations et les changements profonds que nous sommes en train d'opérer, ainsi que le nouveau scénario en cours dans les relations entre Cuba et les États-Unis, tout ceci impose d'importants défis au travail idéologique. Ces programmes de l'ennemi ciblent les secteurs que celui-ci identifie comme les plus vulnérables et comprend les jeunes, l'intelligentsia, les travailleurs associés aux formes de gestion non étatiques et les communautés présentant les plus graves difficultés matérielles et économiques.

Tout en sauvegardant dans le peuple la mémoire historique de la nation et en perfectionnant le travail idéologique différencié, en mettant l'accent sur les jeunes et les enfants, nous devons consolider parmi nous une culture anticapitaliste et anti-impérialiste, en combattant à force d'arguments, de conviction et de fermeté les prétentions de l'ennemi d'instaurer les modèles de l'idéologie petite-bourgeoise caractérisés par l'individualisme, l'égoïsme, l'appât du gain, la banalité et l'exacerbation de la consommation.

Le meilleur antidote à ces politiques de subversion est de travailler intégralement et sans improvisation, de bien faire les choses, d'améliorer la qualité des services prêtés à la population, de ne pas laisser les problèmes s'accumuler, de renforcer la connaissance de l'histoire de Cuba, de l'identité et de la culture nationales, de rehausser la fierté d'être Cubain et de propager dans le pays un climat de légalité, de défense du patrimoine public, de respect de la dignité des personnes, des valeurs et de la discipline sociale.

Le développement de l'économie nationale, la lutte pour la paix et la fermeté idéologique constituent les principales missions du parti. L'économie reste la matière fondamentale que nous devons réussir, et le travail politique et idéologique est une question permanente et intimement liée à la bataille économique, car elle garantit la participation consciente, active et engagée de la majorité de la population à l'actualisation du modèle économique et social.

On est donc très conscients, à la tête du parti et de l'État, des « défis » (pour utiliser le dernier mot passe-partout en vogue dans le monde pour camoufler, pas si innocemment que ça, le réel et ce qu'on appelait autrefois selon les cas : difficulté, complexité, complication, confusion, subtilité, danger, péril, contrariété, embarras, empêchement, ennui, obstacle, opposition, résistance, souci, tracas, involution, barrière, écueil) que la Révolution cubaine doit relever en fonction de cette nouvelle donne économique, politique, sociale que les modifications introduites depuis maintenant une dizaine d'années ont étalée sur la table...

Le discours d'Obama à La Havane manque de profondeur, certes, mais ses experts et conseillers savent très bien sur quelle plaie il faut mettre le doigt ou dans laquelle tourner le couteau, ce qui explique, entre autres raisons, le train de sénateur avec lequel il modifie, pour ce qui est de son ressort, les fondements du blocus : plus les difficultés économiques persisteront, et plus il aura des chances d'atteindre son objectif suprême.

Et la suppression du plafond imposé par ses prédécesseurs aux envois de fonds familiaux depuis l'étranger ne relève en rien de sa bonté d'âme. J'ai dit qu'ils avaient doublé par rapport à l'an dernier pour atteindre, selon des chiffres de Miami, environ 3,35 milliards de dollars, l'essentiel provenant des États-Unis. Je rappelle que les envois de fonds, selon la

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

doctrine Obama, visent « à renforcer l'indépendance économique du peuple cubain » par rapport à l'État et « à appuyer une société civile cubaine plus dynamique ». Un petit calcul absolument hypothétique permet de comprendre leur importance dans l'économie des particuliers qui en sont bénéficiaires : si, pour faciliter les calculs, l'on ramène la population cubaine totale à onze millions d'habitants, cela fait une moyenne approximative de 305 dollars par personne, soit, au taux de change interne actuel (25:1), 7 625 pesos cubains, soit encore, transformés en salaire mensuel, 635 pesos, ce qui est supérieur à la moyenne nationale actuelle des salaires. Autrement dit, les USA apportent aux citoyens cubains autant ou plus que leur propre État ! Bien entendu, comme il n'y a pas onze millions de travailleurs, les envois de fonds concrets à chaque citoyen bénéficiaire sont largement supérieurs...

Ceci explique, entre autres, pourquoi certains ont vu dans la reprise des relations diplomatiques la planche de salut « économique » : en gros, maintenant que nous nous sommes rabibochés avec la plus grande économie au monde, celle du « rêve américain », ça y est, nous sommes sauvés ! Fini les problèmes, fini les pénuries... La gloire, quoi ? Là encore, Obama et ses experts jouent sur ce tableau précis : les attentes déçues par le relâchement des tensions bilatérales dans une partie de la population qui, lasse de voir leur pays constamment tirer le diable par la queue et en faisant consciemment ou inconsciemment retomber la faute sur le gouvernement (gabegie) ou sur la Révolution en soi (socialisme), constituent un terreau fertile pour y « travailler » les désenchantements, les mécontentements de ceux qui n'aspirent qu'à leur réussite personnelle...

D'où, parallèlement, l'inquiétude qui perce chez les députés à l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, réunis en séance ordinaire du 4 au 6 juillet 2016. Ceux de la commission d'éducation, de culture, de science, de technologie et d'environnement, affirment, selon le compte-rendu du *Granma* du 5, que la « concentration de la richesse est d'ores et déjà un fait dans les circonstances actuelles ». Je rappelle que celle-ci apparaît dans les Orientations et dans la Conceptualisation comme nocive et qu'il faut adopter des mesures pour la limiter. Un député de La Havane se demande si le pays est préparé à appliquer cette règle, puisque la pratique montre qu'à ce jour « nous n'avons pas encore su appliquer les mesures de contrôle pertinentes », mais que « nous ne pouvons pas l'accepter dans le modèle de socialisme que nous nous proposons ». Un député de Granma : « Le fait que nous reconnaissons à la propriété privée la capacité d'assigner efficacement les ressources dans un domaine donné de la société entraîne la nécessité d'éviter qu'elle se convertisse en l'organisatrice de la vie de la société, qu'elle la conduise à la polarisation, à la restauration du capitalisme. » Selon lui, il faut adopter des mesures capables de « maintenir la concentration de la richesse et de la propriété dans des limites permises en fonction de l'égalité sociale de base et de la différenciation légitime dans la société ». Une députée de La Havane commente que l'essor de ce problème met le socialisme en jeu, et que « nous n'avons pas le droit de nous rendre compte dans dix ans que nous nous sommes trompés ». La concentration de la richesse et de la propriété existant bel et bien, à son avis, il faut y chercher, au-delà des conceptions théoriques, une solution pratique. Et l'Assemblée nationale a un rôle à jouer en ce sens : suivre les actions engagées et leurs effets sur la société.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Bref, si la Révolution cubaine continue de puiser à ses sources fondatrices, on ne verra pas à Cuba, Dieu merci et n'en déplaise à Obama, de milliardaires comme on en voit en Chine... Ni d'exploitation de l'homme par l'homme. Différents députés soulignent en effet une carence au point Emploi et salaire, dans la Conceptualisation : les employés de travailleurs à leur compte ne sont pas assez protégés, et l'on constate déjà dans le secteur privé certains cas de surexploitation de ces travailleurs. Soit dit en passant, le nouveau Code du travail récemment discuté et adopté ne mettait pas sur un pied d'égalité, en matière de protection, travailleur de l'État et travailleur privé. Cette carence-ci serait-elle une conséquence de cette carence-là ?

Donc, aux États-Unis et à Cuba, on sait où le bât blesse. L'avantage des premiers sur la seconde, c'est qu'ils frétilent comme des poissons dans l'eau néolibérale dès qu'on parle de propriété privée et de concentration de la richesse, tandis qu'ici c'est une réalité absolument nouvelle en soixante ans de Révolution qu'on ne sait pas trop comment aborder. Nouveau « défi » donc pour la société cubaine...

Et je me demande : dans quelle autre Assemblée nationale du monde les députés abordent-ils un point tel que la concentration de la richesse, ou le risque d'aggravation des clivages économiques entre les membres de la société, ou les dangers de fracture nationale ? Dans un capitalisme néolibéral où l'accumulation effrénée – autrement dit, sans freins ni limites – de la richesse personnelle et entrepreneuriale est justement cause et conséquence de l'inégalité scandaleusement croissante entre les êtres humains, quel gouvernement s'en émeut ? Où voit-on cela ailleurs ? Dans quel autre système politique ? Pas en « démocratie représentative », en tout cas. Ni en France, où un parti au pouvoir censément socialiste – donc censé faire du social – impose à la baïonnette une loi du travail résolument favorable aux patrons, aux entreprises et aux transnationales, au motif que c'est pour le plus grand bien du pays ! La réponse est sans doute qu'à Cuba, l'expression consacrée « faire de la politique » n'a aucun sens : on y fait de la Révolution, on y mène une Révolution qui ne peut continuer d'exister que si elle a le peuple pour assise, que si la population en comprend et fait siens les tenants et les aboutissants, que s'il y a prise de conscience éclairée des situations concrètes, des enjeux nationaux et internationaux, des actions à prendre pour répondre à telle ou telle modification des choses. Et cette prise de conscience implique qu'on ne cache rien. À Cuba, les mesures économiques ont toujours (ou devraient continuer de l'avoir) leur facette politique et humaine, parce qu'elles concernent forcément des hommes ; ce ne sont pas des technocrates ou bureaucrates de parti ou supranationaux qui légifèrent et adoptent des mesures sans jamais trop prendre en considération, dans tous leurs détails, les effets et les conséquences qu'elles peuvent avoir sur les « sujets d'en bas », mais des « révolutionnaires » pour qui le « peuple » n'est pas un vain mot ou un simple réservoir périodique à bulletins de vote.

\*\*\*\*\*

**Nous avons des défis en matière de préjugés raciaux : dans nos communautés, dans notre système de justice criminelle, dans notre société, héritage de l'esclavage et de la ségrégation. Mais le fait que nous ayons des débats ouverts au sein de notre démocratie**

étasunienne nous permet de nous améliorer. En 1959, l'année où mon père est arrivé aux États-Unis, il était illégal pour lui de se marier avec ma mère, qui était blanche, dans beaucoup d'États américains. Quand je suis entré à l'école, nous nous battions encore pour mettre fin à la ségrégation raciale dans les écoles du Sud. Mais les gens se sont organisés, ils ont protesté, ils ont débattu de ces questions, ils ont défié les fonctionnaires du gouvernement. Et c'est grâce à ces protestations, à ces débats et aux mobilisations populaires que je peux venir ici comme Afro-Étasunien et comme président des États-Unis. C'est grâce aux libertés qui sont accordées aux États-Unis que nous sommes capables de changer les choses.

Je laisse le lecteur juge de ce genre d'analyse à nouveau « en conte de fées » ! Que c'est superficiel ! Et c'est quelqu'un d'ascendance africaine qui parle ! Pour ma part, *no comments !*

\*\*\*\*\*

Je ne dis pas que ce soit facile. Il y a encore d'énormes problèmes dans notre société. Mais c'est par la démocratie que nous les réglons. C'est ainsi que nous avons obtenu des soins de santé pour davantage de citoyens. C'est ainsi que nous avons fait des progrès énormes en ce qui concerne les droits des femmes et des homosexuels. C'est ainsi que nous abordons l'inégalité qui concentre tant de richesse au sommet de notre société. C'est parce que les travailleurs peuvent s'organiser et que les gens moyens ont une voix que la démocratie étasunienne a donné à notre peuple la possibilité de poursuivre ses rêves et de jouir d'un niveau de vie élevé (*applaudissements*).

Là encore, que c'est pauvre ! À Cuba, dans la Révolution cubaine, veux-je dire, ces droits s'obtiennent tout simplement parce que l'État, inséparable du peuple au pou-voir, se charge de les définir et de les consacrer dans les lois et la Constitution. Il n'y a pas eu besoin de

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

luttent pour reconnaître le droit des Cubains à la santé et aux soins correspondants, le droit des femmes à l'égalité réelle avec les hommes tant dans l'exercice des professions que dans le salaire égal. Le droit des homosexuels commence lentement à être admis dans une société machiste, après de terribles incompréhensions de ce que veut dire être homosexuel, comme tout le reste du monde puisque l'ONU et l'OMS n'ont reconnu qu'à une date relativement récente qu'il ne s'agissait pas d'une maladie ni d'une tare. À Cuba, l'idée se fraie peu à peu un chemin, se heurtant à des obstacles, à des entraves, à beaucoup de préjugés, tant dans la population que de la part des fonctionnaires du gouvernement et du parti. Mais dans quel pays les droits des homosexuels, transsexuels, etc., ont-ils été d'ores et déjà reconnus, transcrits dans des lois, et surtout acceptés par l'ensemble des membres de la société ?

Et qu'on ne parle plus des UMAP, ces fameuses Unités militaires d'aide à la production, qui furent créées dans les années 60, qui durèrent relativement peu de temps, et dont l'objectif initial était d'égaliser face à la loi et au service militaire ceux qui, pour des raisons d'objection de conscience, de religion ou autres, refusaient de prendre les armes et auraient donc été des « planqués » par rapport au reste de la population et des jeunes qui s'engageaient résolument dans la Révolution et en assumaient toutes les tâches et tous les risques. Quand les dirigeants révolutionnaires se rendirent compte que cette expérimentation s'était essentiellement fourvoyée, elles l'interrompirent. Et qu'on ne parle pas non plus de fameux « quinquennat gris » qui marqua effectivement, après le Premier Congrès national d'éducation et de culture, tenu en avril 1971, une régression ou une stagnation : en effet, il définit dans ces deux domaines une politique tout à fait officielle très hostile aux homosexuels et autres gens considérés comme non intégrés à la Révolution. Je n'en veux pour preuve que ce simple paragraphe de sa Déclaration finale : « Les milieux culturels ne peuvent servir de cadre à la prolifération de faux intellectuels qui prétendent convertir le snobisme, l'extravagance, l'homosexualité et autres aberrations sociales, en expressions de l'art révolutionnaire, coupés des masses et de l'esprit de notre Révolution. » Ce genre de formulation « de combat » (on était alors en pleine « Affaire Padilla »), intransigente, dogmatique, basée sur des concepts – étonnants de nos jours, mais souvent en cours à cette époque-là, et pas seulement à Cuba – tels que cette identification entre homo-sexualité et aberration, entraîna malheureusement une chasse aux sorcières dans le secteur des artistes et intellectuels qui fit beaucoup de mal et entraîna de nombreuses désaffections dans leurs rangs, laissant des traces douloureuses. Moins de cinq ans après, la thèse sur la culture artistique et littéraire adoptée par le Premier Congrès du parti communiste en décembre 1975 ne portait plus aucune trace de cette orientation fâcheuse. La création en 1976 du ministère de la Culture, pour remplacer le Conseil du même nom, élevait à un niveau bien supérieur la politique dans ce domaine. Donc, oui, il y a eu les UMAP, il y a eu le Premier Congrès d'éducation et de culture, il y a eu le « quinquennat gris » que certains étendent même jusqu'à la décennie, mais qu'on ne nous les ressorte pas à toutes les sauces chaque fois qu'on parle de Cuba, comme s'il n'y avait eu que ça. Les homosexuels se portent très bien à Cuba en 2016 et occupent toute leur place dans la société cubaine, et on les trouve à tous les postes. Je rappellerai d'ailleurs que celui qui fut le père fondateur de l'Institut cubain de l'art et de l'industrie cinématographiques (ICAIC) dès 1959 et en occupa la présidence pendant de très longues années, en fut un, et notoire ! Que le président élu de l'Association nationale des écrivains et artistes de Cuba (UNEAC) en est

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

aussi un. Il est sans doute intéressant de signaler que le principal défenseur des droits de la communauté LGBTI, celui qui se bat d'arrache-pied pour inscrire ceux-ci dans la législation cubaine et les faire adopter par l'Assemblée nationale du pouvoir populaire est la fille même du président cubain !

Puisque, en la matière, on a surtout eu droit aux témoignages des « victimes », il me semble juste de reproduire celui que donne Fidel à Ignacio Ramonet, en 2006 :

Bref, vous parlez d'une prétendue persécution des homosexuels. Je vais vous expliquer d'où ça vient, pourquoi cette critique apparaît. Je peux vous garantir qu'il n'y a pas eu de persécution ni de camps d'internement contre les homosexuels. [...] À l'époque, dans les premières années, le pays a été presque constamment mobilisé face aux risques d'agression imminente des États-Unis, qui se sont bel et bien concrétisés : sale guerre, invasion de Playa Girón, crise des Fusées. [...] On a créé le service militaire obligatoire. [...] Des centaines de milliers d'hommes. Ça touchait les différentes branches économiques, et pas seulement les programmes de formation. Il y avait des gens qui n'étaient pas capables de faire le service militaire, mais le pays avait besoin d'eux parce que ça enlevait des travailleurs aux centres de production. [...] Il y avait aussi des groupes religieux qui, par principe, par doctrine, ne reconnaissaient pas le drapeau ou refusaient de prendre les armes. Et ce genre d'attitude servait de prétexte à certaines gens pour critiquer et être hostiles.

Enfin, il y avait la situation des homosexuels qui n'étaient pas appelés sous les drapeaux. On constatait une forte résistance aux homosexuels. Au triomphe de la Révolution, à cette étape dont je parle, le machisme était très présent dans notre société où les idées hostiles à la présence d'homosexuels dans les unités militaires l'emportaient encore.

Ces trois facteurs expliquent pourquoi on ne les appelait pas sous les drapeaux. Oui, mais ceci s'est converti en un facteur d'irritation, puisqu'ils étaient dispensés de ces si durs sacrifices, et certains utilisaient ça pour critiquer encore plus les homosexuels.

C'est avec ces trois catégories de ceux qui, pour une raison ou pour une autre, étaient dispensés du service militaire qu'on a créé les Unités militaires d'appui à la production (UMAP).

*Ce n'était pas des camps d'internement ?*

Ces unités, on les a créées dans tout le pays, et elles travaillaient, surtout pour appuyer l'agriculture. Autrement dit, elles ne concernaient pas seulement les homosexuels, même si elles touchaient une partie de ceux-ci, ceux qui y étaient appelés pour remplacer l'obligation imposée à tout le monde de faire le service militaire. Voilà la question. En tout cas, ce n'étaient pas des unités d'internement ni de punition. Au contraire, il s'agissait de lever le moral de ceux qui entraient dans ces unités, de leur offrir une possibilité de travailler, d'aider leur pays dans ces circonstances difficiles. Il y avait aussi là de nombreuses personnes qui, pour des raisons religieuses, avaient l'occasion d'aider leur patrie d'une autre manière : elles faisaient leur service non dans les unités de combat, mais dans les unités de travail et elles recevaient même sur le plan matériel les

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

mêmes avantages que des centaines de recrues incorporées aux forces armées dans le cadre du service militaire.

Après, visitant un de ces plans agricoles en Camagüey, j'ai appris que l'idée originale avait été dénaturée à certains endroits, car je ne peux nier qu'il y avait des préjugés contre les homosexuels. J'ai indiqué personnellement de réviser cette question. Ces unités ont duré à peine trois ans.

[...]

*Vous estimez que ces préjugés étaient un aspect du machisme ?*

C'était une culture, c'était pareil dans d'autres secteurs. Je peux vous dire en tout cas que la Révolution n'a jamais fomenté ces préjugés ; au contraire, elle a promu la lutte contre différents types de préjugés. Il y avait des préjugés, et très forts, contre les femmes, et aussi contre les homosexuels. Aujourd'hui, je ne vais pas m'en défendre ; la part de responsabilité qui me revient, je l'assume. J'avais assurément d'autres conceptions sur ce problème. J'avais mon opinion, et je m'opposais, plutôt instinctivement, et je me serais toujours opposé à n'importe quel abus, à n'importe quelle discrimination, parce que cette société-là issue de l'injustice était saturée de préjugés. Les homosexuels étaient certainement victimes de la discrimination. [...]

J'avoue ne pas très bien saisir cette idée selon laquelle c'est par la démocratie que les États-Unis abordent « l'inégalité qui concentre tant de richesse au sommet de la société ». Je ne vois pas exactement le rôle que joue là-dedans la démocratie, envisagée une fois de plus comme quelque chose d'indéfini, sans contours précis, comme si le mot en soit était l'abracadabra ou le « sésame ouvre-toi » ! L'inégalité est inscrite au cœur même du capitalisme, dont elle est même le mode d'existence essentiel, le fondement, puisqu'il part de la nécessité impérieuse qu'il y ait, à un bout de la chaîne, des possesseurs de capital (d'où le nom de ce régime économique et social) et donc de moyens de production, et, à l'autre bout, d'autres gens travailleurs qui ne possèdent pas de capital et n'ont que leur bras ou leurs cerveaux et doivent donc œuvrer pour ceux-là. Un certain Karl Marx a dit tout ça bien mieux que moi ! En tout cas, si la démocratie influe là-dedans, alors la conclusion est qu'elle n'est guère vaillante aux États-Unis, puisque ceux-ci sont avec le Portugal, parmi les pays développés (statistiques internationales à l'appui), le pays où la distribution de la richesse est la plus inégale !

Je n'ai pas l'habitude de lire les discours (ou *remarks*) d'Obama, ce n'est pas le genre de littérature qui me passionne outre-mesure, mais je demande bien combien il a pu conquérir les cœurs d'une bonne partie des Étatsuniens et de l'opinion publique internationale avec des discours, disons, aussi vaseux, aussi peu solides, où arguments et idées sont d'une faiblesse insigne. Tout ceci est du faufilé : à peine tire-t-on dessus que l'étoffe se déchire ou la couture se défait. Pas grand-chose ne résiste à une analyse sérieuse. Bref les idées obamiennes doivent fonctionner sur un public aussi peu poli-tisé que l'auditoire étasunien, mais s'effilochent quand le peuple auquel il s'adresse est aussi cultivé en théorie et en pratique que le peuple cubain.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Qui plus est, vouloir faire croire au peuple cubain, qui a quand même plus que des rudiments de marxisme, que le « niveau de vie élevé » des Étatsuniens se doit uniquement au fait que les travailleurs peuvent s'y organiser et qu'ils ont « une voix » en démocratie, c'est encore une fois le prendre pour un sot ou lui raconter un autre conte à dormir debout. Les Cubains ont appris une autre histoire, ils savent quelque chose de l'« impérialisme » économique et financier, de l'exploitation du Tiers-monde sous-développé, de l'échange inégal entre des peuples qui fabriquent des produits finis qu'ils vendent très cher et d'autres peuples qui ne fournissent que des matières premières que ceux-là leur achètent bien meilleur marché, de l'ordre économique et financier international profondément injuste, des transnationales monstrueuses qui écument les mers comme le faisaient jadis les pirates, qui « délocalisent » les industries dans des pays où la main-d'œuvre coûte infiniment moins que dans le Premier monde, qui... etc., etc. Bref, les Cubains ont une vision des choses sensiblement différente de celle du locataire de la Maison-Blanche. Tout comme le pauvre taureau ne vit sûrement pas la corrida de la même manière que le torero dans son habit de lumière...

Ceux du Tiers-Monde, et les Cubains en particulier, verraient plutôt les choses à la façon de Fidel qui, ouvrant le 13 avril 2000 à La Havane le premier Sommet des pays du Sud, présentait brillamment un panorama mondial qui n'a fait qu'empirer seize ans après :

L'humanité n'avait jamais disposé à ce jour d'un potentiel scientifique et technique si formidable, d'une capacité si extraordinaire de produire richesses et bien-être, et pourtant, le monde n'a jamais été si inégal ni l'iniquité si profonde.

Les merveilles techniques qui ont raccourci les distances et rapetissé la planète en matière de télécommunications vont de pair avec l'écart toujours plus énorme qui sépare les riches des pauvres, le développement du sous-développement.

La mondialisation est une réalité objective qui met en évidence le fait que nous sommes les passagers d'un même navire : cette planète que nous habitons tous. Mais les conditions du voyage ne sont pas les mêmes, tant s'en faut, pour tous les passagers.

Une infime majorité le fait dans des cabines de luxe, équipées de l'Internet, de téléphones portables, d'accès aux réseaux d'information mondiaux, tandis que les restaurants leur proposent des plats abondants et bien équilibrés, de l'eau potable ; l'infirmier, des soins médicaux de pointe, et le salon de loisirs, toutes les ressources de la culture.

L'écrasante majorité des passagers, environ 85 p. 100, voyagent en revanche dans des conditions qui évoquent les traversées horribles que faisaient les esclaves entre l'Afrique et l'Amérique à l'époque coloniale : entassés dans des cales insalubres, tenaillés par la faim, les maladies, la souffrance et le désespoir.

Ce transatlantique emporte à son bord trop d'injustice pour se maintenir à flot, et il suit un cap si irrationnel et si absurde qu'il ne saurait atteindre en aucun cas un havre sûr. Il semble plutôt voué à heurter un iceberg. Et, dans ce cas, nous coulerons tous.

Nous, chefs d'État et de gouvernement ici réunis qui représentons cette majorité souffrante, nous avons le droit, qui plus est l'obligation, de donner un coup de barre et

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

de corriger ce cap catastrophique. Nous avons l'obligation d'occuper la place qui nous revient sur la passerelle et de faire en sorte que nous naviguions tous dans des conditions de solidarité, d'équité et de justice.

Depuis vingt ans, on n'a ressassé aux oreilles du Tiers-monde qu'un discours simpliste et unique, et on lui a imposé une politique unique.

On nous a assuré que le marché sans réglementation, la privatisation à outrance et l'abandon par l'État de toute activité économique étaient des principes infaillibles qui nous conduiraient au développement économique et social.

Et c'est suivant ces principes-là que les pays développés, en particulier les États-Unis, les transnationales bénéficiaires de ces politiques et le Fonds monétaire international ont conçu ces vingt dernières années l'ordre économique mondial non seulement le plus hostile qui soit au progrès de nos pays, mais encore le plus intenable au maintien de la vie sur les plans social et environnemental.

On a enfilé à la mondialisation la camisole de force du néolibéralisme, de sorte qu'elle tend à globaliser, non le développement, mais la pauvreté ; non le respect de la souveraineté nationale de nos États, mais sa violation ; non la solidarité entre les peuples, mais le sauve-qui-peut dans le cadre d'une concurrence commerciale déloyale.

Vingt années de ce qu'on appelle l'ajustement structurel néolibéral se sont soldées par un échec économique et un désastre social avec lesquels les hommes politiques responsables ont le devoir de se colleter afin de prendre les décisions indispensables qui tireront le tiers monde de cette impasse.

Non, monsieur Obama, la richesse de votre pays ne se doit pas exclusivement au caractère laborieux de vos concitoyens ni à la démocratie qui régnerait dans votre pays, tant s'en faut !

\*\*\*\*\*

**Ceci dit, il y a encore quelques rudes batailles. Elle n'est pas toujours jolie, la démocratie. Elle est souvent frustrante. Vous pouvez le constater dans les élections en cours chez nous. Mais pensez un peu à la campagne étasunienne qui se déroule juste en ce moment : vous avez deux Cubano-Étasuniens du Parti républicain qui se battent contre l'héritage d'un Noir qui est président, et qui arguent qu'ils sont les meilleurs pour battre le candidat démocrate qui sera soit une femme soit un social-démocrate (*rires et applaudissements*). Qui l'aurait imaginé en 1959 ? Cela donne une idée de nos progrès comme démocratie (*applaudissements*).**

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Là encore, il joue le sympathique, mais que c'est vaseux ! Toutes ces « analyses » ne frôlent jamais que la surface des choses. Surtout dans un pays où les campagnes électorales se font, non à coups d'idées sérieuses et bien pensées, voire de débats rigoureux, ou à la limite de programmes politiques, mais à coups de matraquages publicitaires, de *reality shows*, de guerre médiatique, avec, derrière, toute une armée d'experts en communication qui ne laissent rien au hasard et s'y entendent parfaitement aussi bien pour vous indiquer la cravate ou la robe que vous devez porter tel et tel jour que pour jouer sur les sentiments les plus larmoyants ou les instincts les plus bas des futurs électeurs. Trump en est le dernier exemple. Obama ne peut-il penser à une autre sorte de démocratie moins frelatée et moins frauduleuse ? Une démocratie, disons, plus intelligente, parce que s'adressant au meilleur, et non au pire, de l'homme ?

\*\*\*\*\*

**Une évolution survient déjà à Cuba, une transition de générations. Beaucoup m'ont suggéré de venir ici pour demander au peuple cubain d'arracher quelque chose, mais j'appelle la jeunesse cubaine à élever quelque chose, à bâtir quelque chose de nouveau (*applaudissements*). *El futuro de Cuba tiene que estar en las manos del pueblo cubano (applaudissements)*. [L'avenir doit être dans les mains du peuple cubain.]**

Il arrive au second point capital de sa visite : s'adresser à la nouvelle génération, mais sous un biais très spécifique : en faire un secteur coupé de ce qu'on appelle ici la « génération historique », autrement dit celle qui a lutté directement contre Batista, qui a remporté la victoire le 1<sup>er</sup> janvier 1959, qui s'est battue contre vents et marées, qui a acheminé la Révolution sur la voie du socialisme. Or, cette génération a fait preuve de longévité, elle est restée aux postes de commandement pendant soixante ans (ce dont se plaint implicitement Obama quand il affirme le 17 décembre 2014, y voyant d'ailleurs un échec du blocus, que « Cuba est toujours gouvernée par les Castro et le parti communiste qui sont arrivés au pouvoir voilà un demi-siècle. ») Là encore, Cuba constitue un cas exceptionnel. Dans aucune des grandes révolutions modernes et contemporaines, depuis la Révolution française jusqu'à la Révolution bolivarienne au Venezuela. Lénine meurt très tôt et dirige à peine quelques années ; Mao Tsé-toung dirige environ vingt-sept ans (1949-1976) ; Ho Chi Minh dirige de 1945 à 1969 ; Hugo Chávez meurt au bout d'un peu plus d'une quinzaine d'années (1998-2014). Fidel, lui, reste à la tête de la Révolution cubaine, en pleine santé, de janvier 1959 à juillet 2006, soit quarante-six ans et, bien que jouant un rôle bien plus discret, reste présent et continue d'intervenir dix ans plus tard, soit une période de cinquante-six ans. Cas exceptionnel, donc. Fidel a vu grandir trois générations de révolutionnaires et trois générations de révolutionnaire ont vu grandir et mûrir Fidel comme homme d'État : cette

durabilité crée des liens très forts, n'en déplaise à Obama, qui a évidemment du mal à comprendre qu'on puisse « supporter » pendant cinquante ans un même homme à la tête d'un État, à plus forte raison s'il s'agit d'un « dictateur ». Or, si Fidel s'est maintenu si longtemps, c'est parce que le peuple cubain ne voyait pas pourquoi il devait l'ôter de son poste ni comment le remplacer par quelqu'un de mieux.

« J'appelle la jeunesse cubaine à élever quelque chose, à bâtir quelque chose de nouveau », invite le locataire de la Maison-Blanche. Pour commencer, de quel droit Obama s'autorise-t-il à « appeler » la jeunesse d'un pays qui n'est pas le sien à y « faire du neuf » ? Se prend-il donc tout d'un coup pour un prédicateur illuminé d'une des nombreuses sectes qui pullulent aux États-Unis ? Là encore, l'impolitesse frôle l'outrecuidance ! J'imagine mal Raúl Castro – dans cette hypothétique visite aux États-Unis – lancer de telles objurgations à la jeunesse étasunienne : en fait, ça ne lui viendrait même pas à l'esprit parce que la Révolution cubaine a d'autres mœurs ! Mais, à supposer qu'Obama ait ce droit, c'est de toute façon, une fois de plus, la nébuleuse ; on ne sait pas trop de quoi exactement il parle, de quel « nouveau » il s'agit... Là encore, chacun peut manger à ce râtelier-là. Car le « nouveau » ou le « neuf » auquel appellent les dirigeants historiques de la Révolution cubaine qui vont laisser les rênes aux nouvelles générations, n'a forcément pas les mêmes dehors ni les mêmes dedans que le « nouveau » dont rêve Obama.

Quand, en 2008, Fidel ayant décidé de se retirer, Raúl le remplaça, j'avais écrit les idées suivantes qu'il me semble utile de reprendre ici :

Dix-huit ans après, alors qu'elle est sortie – non sans plaies et bosses – du pire moment de son existence, alors que l'environnement latino-américain est plus porteur d'espoirs et d'avenir que jamais, la Révolution cubaine renouvelle son serment de Baraguá : ne jamais se rendre. Parce que c'est bel et bien à une reddition qu'on la presse en la sommant de « faire sa transition », de « s'ouvrir », de « se démocratiser »... Et nul ici n'est dupe. Toute la raison d'être du socialisme cubain est expliquée lumineusement dans les phrases citées plus haut : il est indissociable de la survie de la nation cubaine – autrement dit de la nation vraiment indépendante – en soi. Consciemment ou inconsciemment, tous les Cubains en sont convaincus.

Quand on leur dit « transition », les Cubains comprennent ce qu'il y a derrière : « rupture ». Et c'est pour que les choses soient très claires, une fois de plus, que Raúl, après avoir annoncé le mandat péremptoire (« **continuer de renforcer la Révolution** »), affirme haut et clair :

*J'assume la responsabilité que l'on me confie en étant convaincu que, comme je l'ai dit bien des fois, il n'y a qu'un commandant en chef de la Révolution cubaine.*

*Fidel est Fidel, nous le savons tous pertinemment. Fidel est irremplaçable, et le peuple poursuivra son œuvre quand il ne sera plus là physiquement. Mais ses idées, qui ont permis de dresser le bastion de dignité et de justice que représente notre pays, le seront toujours, elles.*

*Seul le Parti communiste, sûr garant de l'unité de la nation cubaine, peut hériter dignement la confiance que le peuple a déposée en son leader.*

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Continuité, donc. Ce que les « observateurs » étrangers et autres « cubanologues » ont du mal – et apparemment, un mal fou – à comprendre, imbus qu'ils sont des principes et normes de la démocratie représentative bourgeoise, de l'idée selon laquelle l'« alternance » est le summum de la démocratie politique, c'est le fonctionnement de la Révolution cubaine. Quand je lis dans la presse étrangère que « le gouvernement de Raúl Castro » devra faire ou fera ceci et cela, je me dis qu'elle remplit bien mal son devoir d'information objective. C'est là, en effet, un vocabulaire absolument en porte-à-faux par rapport à la réalité cubaine : ici, pas de conservateur Untel qui remplace le libéral Tartempion, ni d'umépigiste Truc qui se substitue au socialiste Chose ou au vert Machin, pour appliquer le programme que son parti a fait ou non connaître et pour lequel a voté un petit pourcentage des électeurs, selon le rite bien graissé des démocraties représentatives où tout est fait pour que rien ne change en fin de compte, jusqu'à ce que les pauvres électeurs, déçus par les mensonges jamais accomplis du président ou du Premier ministre en question, votent un certain nombre d'années plus tard, par punition, pour un autre haut fonctionnaire qui manquera tout autant que les précédents à ses promesses... Ici, personne n'a jamais parlé du « gouvernement Fidel Castro », ni ne parlera dorénavant du « gouvernement Raúl Castro ». Ici, on parle de Révolution, qui tient lieu de gouvernement. Il faut vivre ici, entrer dans la mentalité cubaine, la saisir de l'intérieur pour comprendre, ce que je pourrais appeler, les « mécanismes mentaux » en vigueur à Cuba face au fait politique. Nul ne parle ici d'« hommes politiques » ; nul ne fait « carrière » dans la politique ; nul ne « fait de la politique ». Tout ce vocabulaire si usité en démocratie bourgeoise a radicalement disparu à Cuba : ici, on fait, non de la politique, mais « de la révolution ». Et la Révolution implique tout à la fois l'État, le gouvernement, la nation elle-même. La Révolution est cette sorte d'entéléchie absolument vivante et prégnante qui, loin d'être une fumeuse abstraction, constitue la réalité même du quotidien cubain. Si le vocabulaire traduit des réalités, alors les philologues étrangers feraient bien d'apprendre « le cubain » pour mieux comprendre du dedans ce qu'il se passe ici.

Je veux dire par là que cinquante ans d'une révolution véritable et absolument radicale – au sens où elle a bouleversé les choses à la racine – ont modifié le comportement du peuple cubain, lui ont inculqué des valeurs peu prisées ailleurs, le font réagir différemment. Bref, en ont fait un peuple aux « antennes politiques » différentes.

Et les médias internationaux et les gouvernements occidentaux feront constamment fausse route tant qu'ils n'apprendront pas à « parler politiquement cubain ».

\*\*\*\*\*

**Quant au président Castro – dont j'apprécie la présence ici aujourd'hui – je voudrais qu'il sache, et je crois que ma visite ici vous le démontre, que vous ne devez pas sentir les États-Unis comme une menace. Et, compte tenu de votre attachement à la souveraineté et**

**à l'autodétermination de Cuba, je suis aussi sûr que vous ne devez pas avoir peur des différentes voix du peuple cubain et de sa capacité à parler et à se réunir et à voter pour ses dirigeants. De fait, j'ai grand espoir dans l'avenir parce que j'ai confiance que le peuple cubain prendra les décisions correctes.**

« Ne pas sentir les États-Unis comme une menace ». Ça changerait un peu, c'est vrai. Obama reconnaît en tout cas, et c'est une bonne chose, que son pays l'a toujours été et que Cuba a donc de bonnes raisons historiques de se méfier de son voisin, pas seulement depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1959, mais depuis... toujours, comme le prouvent les faits les mieux avérés et comme je me suis efforcé de l'expliquer ici à différentes reprises. (À un moment donné de la Révolution, curieux renversement de perspectives, les États-Unis ont même justifié leur politique par le fait que Cuba constituait une « menace » pour leur sécurité nationale !)

Mais là encore, croire Obama sur parole serait faire preuve de naïveté, et s'il y a un défaut que les dirigeants cubains n'ont pas, c'est bien celui-là. Car les menaces peuvent être de différentes sortes, endosser de nouvelles formes, puisque les fonctionnaires de l'administration Obama nous ont dit et répété que c'est la tactique qui avait changé, pas la stratégie : il est presque sûr, donc, que Cuba ne recevra plus de bombes sur la tête, qu'aucune expédition armée ne débarquera plus sur ses côtes, que le terrorisme n'atteindra plus les niveaux qu'il a atteint (même si les pires terroristes ayant sévi pendant des années contre l'île dans la plus grande impunité et ayant de crimes atroces sur eux – je n'oserai écrire « sur leur conscience » – coulent paisiblement leurs vieux jours à Miami sans que personne ne les inquiète), qu'elle ne sera plus victime de guerres biologiques, etc., bref que les pires moments d'agression semblent révolus, mais tant que les États-Unis continueront de dire que Cuba « doit changer », d'estimer par conséquent avoir un droit non seulement de regard sur ses affaires intérieures mais encore d'action pour parvenir à cet objectif, des « menaces » continueront de peser sur la Révolution cubaine, indépendamment des dénégations d'Obama devant son auditoire cubain...

« Ne pas avoir peur des différentes voix du peuple cubain »... Là encore, la logique du raisonnement d'Obama m'échappe : je ne vois vraiment pas le rapport entre la souveraineté et l'autodétermination de Cuba et le fait de laisser s'exprimer « les différentes voix du peuple cubain » ! Les deux premiers facteurs (ou principes) existent par rapport à des menaces et agressions extérieures comme celles qui ont si longtemps pesé tant sur Cuba en soi que sur la Révolution cubaine, mais en quoi la liberté de parole du peuple, censément censurée, les menacerait-elle ? J'avoue ne pas comprendre.

Ceci dit, l'idée d'Obama est que le peuple cubain ne peut pas « parler » et on voit bien où il veut en venir : Cuba est une dictature qui bâillonne sa population, qui l'empêche de s'exprimer, de « parler ». C'est un cliché, bien entendu, mais à force de l'entendre répéter depuis maintenant presque soixante ans au sujet de la Révolution cubaine et depuis plus d'un siècle si l'on remonte à la Révolution russe, il a fini par devenir une vérité évidente

qu'on ne met jamais en cause, tant la pensée unique est parvenue à s'incruster dans le cerveau des gens : sous les « régimes communistes », on ne parle pas. Ce qui veut dire, corrélativement, qu'en régime capitaliste, oui, « on parle ». Voire ! Peut-être qu'au fond, on ne « parle » ni de la même manière ni des mêmes choses.

Quand le peuple étasunien ou le peuple français « parle », à qui s'adresse-t-il, et qui l'écoute ? Quand celui-ci a « parlé » contre le traité de Maastricht voilà à peine quelques années, à quoi cela a-t-il servi puisque le gouvernement français a en fait à sa tête et n'a pas prêté l'oreille ? Quand le peuple français a « parlé » contre la loi Macron, l'a-t-on écouté ? Quand, aujourd'hui même, le peuple français « parle » contre la fameuse loi (du) travail, l'écoute-t-on ? Je pourrais bien citer bien des exemples de ce genre, mais ces trois-là sont si éloquentes que je m'en tiendrai là. Les choses ne sont guère différentes aux États-Unis, malgré la haute opinion que se fait Obama de l'efficacité de la démocratie dans son pays quand il s'agit d'écouter le peuple et de changer la réalité. L'existence de dizaines ou de centaines de journaux, de revues, de magazines de toutes sortes et de toutes tendances est-elle synonyme de « prise de parole » par le peuple ? Depuis quand ces médias, à plus forte raison de nos jours, sont-ils aux mains du peuple ? La concentration de la propriété dans le monde de l'édition ne cesse de se renforcer, au point que des gens notoirement de droite ou de richissimes personnages financent ou possèdent des journaux soi-disant de gauche. À qui veut-on faire croire que le « peuple » s'y exprime ? On le laissera « parler » sur des points de détail, sur ce qui n'est pas important, sur ce qui ne modifiera en rien l'ordre politique et économique en place, sur ce qui ne changera pas le fait que les riches qui, dans le capitalisme néolibéral, le sont toujours plus et concentrent toujours plus les revenus et la richesse de la nation, restent indéfectiblement au sommet de la pyramide et que les pauvres qui, là encore, sont de plus en plus nombreux, continuent d'être en bas et d'assurer la richesse des riches. Car, je le répète, quand le peuple « parle » pour que les choses changent, sa « parole » tombe dans le vide, comme l'indiquent les trois exemples récents cités plus haut.

Obama demande ensuite à Raúl de laisser le peuple cubain « voter pour ses dirigeants ». Là encore, on reste pantois. De deux choses l'une : soit il ignore à peu près tout de l'ordonnancement politique de la Révolution cubaine, de la structure du pouvoir de l'État, des différents organes qui le composent, soit le seul système électoral valable à ses yeux est celui de son pays, dont on sait pourtant qu'il est l'un plus compliqués et des moins démocratiques du monde développé. En fait, dans cette attitude il y a sûrement un mélange des deux choses.

Qui a dit à Obama que le peuple cubain « ne vote pas pour ses dirigeants » ? Certes, il ne vote pas comme cela se passe aux États-Unis où, que je sache, le peuple ne les élit pas non plus directement ! Le système électoral cubain n'a rien à voir avec ce qui se passe aux États-Unis où les élections semblent plutôt un cirque médiatique qu'un exercice sérieux de démocratie et de participation citoyenne, où les sommes d'argent engagés par les candidats pour subsister à des campagnes de primaires qui durent des mois et des mois sont absolument indécentes, où, surtout, moins de la moitié des électeurs daignent se rendre aux urnes, où des millions de personnes en âge de voter ne peuvent pas le faire faute de parvenir à passer à travers les nombreux filtres et entraves mis à la participation des Noirs et des

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

*Latinos*. Non, les élections cubaines sont d'un tout autre ton et d'un tout autre niveau, à commencer par les taux de participation qui dépassent généralement 95 p. 100 des électeurs et en finissant par le fait que les candidats ne dépensent pas un sou en campagnes électorales, tout simplement parce que celles-ci n'existent pas à Cuba.

Alors, expliquons une nouvelle fois comment est structuré le système exécutif et législatif à Cuba et en quoi consiste son système électoral. Tout d'abord, le système socialiste n'est pas l'héritier de Montesquieu et des démocraties bourgeoises : on n'y prétend pas équilibrer les fameux trois pouvoirs en les rendant indépendants les uns des autres, puisque, comme le reconnaît la Constitution, le pouvoir est au peuple et en ses mains. La Constitution, à son chapitre IX, article 68 : « Principes d'organisation et de fonctionnement des organes de l'État » parle de « démocratie socialiste », en vertu de laquelle, entre autres, « tous les organes représentatifs du pouvoir d'État sont électifs et renouvelables » ; « les masses populaires contrôlent l'activité des organes d'État, des députés, des délégués et des fonctionnaires » ; « les élus ont le devoir de rendre compte de leur action et peuvent être révoqués à tout moment » ; « la liberté de discussion, l'exercice de la critique et de l'autocritique et la subordination de la minorité à la majorité régissent dans tous les organes d'État collectifs ».

Trois innocentes questions : Quand, en démocratie bourgeoise, les électeurs ont-ils le droit de révoquer leurs élus ? À quel moment un député rend-il compte de ce qu'il fait à son poste à ceux qui l'ont élu ? Où le peuple contrôle-t-il l'activité des organes d'État ?

Le chapitre X définit quels sont les « organes supérieurs du Pouvoir populaire ». À Cuba, cet organe suprême est l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, qui « représente et exprime la volonté souveraine de tout le peuple » (69), qui constitue « le seul organe de la République à pouvoir constituant et législatif » (70), qui « se compose de députés élus au suffrage libre, direct et secret » (71) pour « un mandat de cinq ans » (72), qui « élit en son sein le Conseil d'État, formé d'un président, d'un premier vice-président, de cinq vice-présidents, d'un secrétaire et de deux vingt-trois autres membres », ce président étant « chef d'État et de gouvernement », et ce Conseil d'État étant responsable devant l'Assemblée nationale à laquelle il rend compte de toutes ses activités » (74).

Nous ne sommes donc pas en France, avec son pouvoir exécutif constitué d'un président (chef d'État) et d'un Premier ministre (chef de gouvernement) et son pouvoir législatif (Assemblée nationale et Sénat), ou aux USA, où le pouvoir exécutif est aux mains d'un président et d'un vice-président, et le pouvoir législatif aux mains de la Chambre des représentants et du Sénat. À Cuba, le président du Conseil d'État, élu par l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, est à la fois chef d'État et du gouvernement, et il dirige au nom et en représentation de l'Assemblée nationale formée de députés élus au suffrage direct et secret, et qui est à la fois *pouvoir exécutif et pouvoir législatif*. C'est un cas de figure sans rapport avec les deux autres susmentionnés. Et donc, impossible à comparer. Pour être élu président du Conseil d'État et par conséquent chef d'État, il faut donc avoir été d'abord élu député à la base au scrutin direct et secret, les électeurs étant tous les Cubains âgés de plus de seize ans.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

La « chose publique » à Cuba n'étant pas une profession ou une carrière, mais un service aux citoyens, la Constitution stipule à son article 82 que les députés ne sont pas (grassement) payés à ce titre : « La condition de député n'implique pas de privilèges personnels ni d'avantages économiques. Durant l'exercice effectif de leurs fonctions, les députés touchent le même salaire et maintiennent leurs liens avec leur centre de travail à tous effets pertinents », l'article 85 signalant par ailleurs que « les députés peuvent être révoqués à tout moment, dans la forme, pour les motifs et selon les procédés fixés par la loi ». Il faut avoir plus de dix-huit ans pour être élu député. Bref, la députation à Cuba n'est pas l'occasion rêvée d'arrondir ses fins de mois et, par exemple, d'exercer des influences auprès de transnationales ou d'entreprises pour y obtenir une fois son mandat conclu des postes de direction...

Mais comment devient-on député à l'Assemblée nationale ou délégué aux assemblées provinciales (renouvelées tous les cinq ans) et municipales (renouvelées tous les deux ans et demi) ? Au scrutin direct et secret. Qui vous investit ? Obama et Cie répondront aussitôt, bien entendu : le Parti communiste ! Et ils feraient erreur : non, c'est le citoyen lambda. Pas de campagne électorale à grands renforts d'affiches publicitaires vantant les mérites de chaque candidat et faisant des promesses que nul ne tiendra ; pas de débats télévisés où chacun pèse religieusement ses mots parce qu'une armée d'experts en communication vous aura indiqué la seconde exacte où vous devez prononcer tel ou tel mot ou effleurer tel ou tel sentiment ; pas de millions, voire de milliards dépensés en campagnes électorales interminables plus proches du cirque ou de la fête foraine que d'un exercice de responsabilité citoyenne ; pas de grands électeurs ou de partis investissant le candidat le plus sympathique ou le plus fort en gueule... Non, à Cuba, rien de tout ça. Pour être député, nul besoin d'être soi-même millionnaire, de s'associer à des groupes de pression ou à des entreprises qui vous financeront pour ensuite, si vous êtes élus, vous rappeler opportunément les bons services qu'ils vous ont rendus, de s'entourer de consultants et d'experts en communication pour vous apprendre à être sympathique si vous ne l'êtes pas de nature ou à vous convertir en bonimenteur capable de faire avaler n'importe quelle couleuvre à vos « clients »...

Non, à Cuba, le procédé est (bien plus) simple. Les voisins d'une circonscription se réunissent en assemblées ouvertes (aux dernières élections de 2015, il existait 46 344 secteurs de nomination) où chacun peut proposer le candidat de son choix parmi les gens du voisinage, expliquant pour quelles raisons il fait cette proposition, généralement à cause du prestige dont l'individu jouit dans le quartier et de ses mérites ; si la personne ainsi postulée l'accepte et l'assemblée aussi, il devient candidat ; chaque circonscription doit avoir au moins deux candidats et au plus huit. Compte tenu de ce genre de nomination, il n'est pas obligatoire d'être du parti (lequel n'intervient pas dans ces assemblées de nomination) pour être nommé puis investi par ses concitoyens, de sorte que, si les dissidents, par exemple, avaient vraiment du prestige auprès de leurs concitoyens, ils pourraient être investis par eux comme candidats aux différentes assemblées et élus par les électeurs. Une fois investi, le candidat ne mène aucune campagne électorale : les électeurs se décideront, d'une part, sur leur propre connaissance éventuelle du candidat, d'autre part sur la foi de sa « feuille de vie » affichée aux endroits publics. Par ailleurs, l'inscription sur les listes électorales est

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

gratuite et automatique à partir de seize ans, et les membres des forces armées ont le droit d'élire et d'être élus. Contrairement à de nombreux pays latino-américains, le vote n'est pas obligatoire, ce qui n'empêche que plus de 95 p. 100 des électeurs ont participé à chaque élection depuis 1976,

Les députés à l'Assemblée nationale sont constitués moitié moitié de candidats nommés à la base et de candidats présentés par les différentes organisations politiques et organisations de masse, afin que tous les secteurs de la société y soient représentés, puis élus au suffrage direct et secret.

Les délégués et députés n'étant pas désignés par le Parti communiste, celui-ci n'a donc aucune influence directe sur les élections, ni ne peut recourir à des menaces ou représailles sur les candidats, comme l'a fait par exemple début juillet la direction du Parti socialiste français qui a averti que les signataires d'une motion de censure votée à la suite de l'adoption par le gouvernement de l'article 43.9 pour faire passer en force la Loi du travail seraient exclus du parti et ne pourraient donc pas obtenir leur investiture pour les élections législatives de 2017, ce qui explique, entre autres, pourquoi cette motion de censure n'a même pas été votée... On les comprend, les pauvres, ils y perdraient leur gagne-pain, leurs grasses indemnités non imposables !

Bref, les choses à Cuba sont différentes et juger ce système à partir des conceptions d'une République bourgeoise serait faire fausse route. À son article premier, la Constitution précise : « Cuba est un État socialiste de travailleurs, indépendant et souverain, organisé avec tous et pour le bien de tous [*idée de Martí*], en tant que République unitaire et démocratique, pour la jouissance de la liberté politique, de la justice sociale, du bien-être individuel et collectif et de la solidarité humaine ».

Ainsi donc, contrairement à ce que pensent Obama et ses experts, le peuple cubain « vote pour ses dirigeants ». Pas directement, certes, mais c'est aussi le cas aux États-Unis où le vote des grands électeurs l'emporte sur celui des citoyens (ou plutôt de la moitié des citoyens, puisque, on le sait, à peine la moitié des électeurs vote, face à 95 p. 100 de participation à Cuba). Bref, une fois de plus, Obama nous sort un cliché fondé sur l'ignorance ou la mauvaise foi, et comme ce n'est le premier de son discours, il en devient lassant ! Si « voter pour ses dirigeants », c'est imiter le cirque électoral de son pays, eh bien, non, c'est vrai, les Cubains ne votent pas comme ça, et c'est tant mieux. L'exercice électoral est bien plus sérieux ici que chez lui. Une dernière remarque : ici, contrairement à ce qui se passe dans maints pays du Tiers-monde et dans un certain nombre du Premier, les urnes sont surveillées, non par des soldats en treillis, l'arme longue au poing, mais par des écoliers pour lesquels ce geste fait partie de leur éducation citoyenne...

Quant au fait qui scandalise Obama (et il faut le sous-entendre dans sa critique du système électoral cubain), à savoir qu'un Fidel Castro puisse mener les rênes du pays depuis 1959 et qu'il ait élu et réélu député depuis 1976 et ce jusqu'à 2006, soit trente ans, et que les électeurs de sa circonscription, dans l'Est du pays, continuent, bien qu'il se soit retiré de la vie publique, de l'investir et de l'élire, eh bien il s'explique très aisément. Mais pour cela il faut passer à une autre dimension. Raúl Castro affirmait en 2006 :

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Nous faisons face à un ennemi que son entêtement et son arrogance poussent très fréquemment à commettre des erreurs, mais cela ne veut pas dire qu'il soit idiot. Il sait que la confiance spéciale que le peuple place dans le leader fondateur d'une Révolution ne se transmet pas, comme s'il s'agissait d'un héritage, à ceux qui occuperont à l'avenir les principales responsabilités à la tête du pays.

Je répète ce que j'ai affirmé à maintes reprises : il n'y a qu'un commandant en chef de la Révolution cubaine, un seul, et uniquement le Parti communiste, en tant qu'institution qui regroupe l'avant-garde révolutionnaire et qui est la garantie sûre de l'unité des Cubains pour tous les temps, peut être le digne héritier de la confiance que le peuple a déposée en son leader.

Tant qu'on refusera de comprendre que Fidel (et sa Révolution, celle du peuple cubain, rappelons-le constamment) est plus qu'un fondateur de République, mais, disons-le carrément, le fondateur de la nation cubaine enfin libre et indépendante, de la nation cubaine enfin digne de ce nom, de la nation cubaine enfin trouvée et retrouvée face à elle-même, on ne saisira jamais ce qu'il représente à Cuba et pour Cuba et pour la majorité de la population cubaine : un dirigeant dont la légitimité ne provient pas de bulletins de vote (encore que, je le rappelle, il ait été élu et réélu tous les cinq ans comme député pour pouvoir être élu président du Conseil d'État), mais de son action révolutionnaire, de sa stature historique. Et ce, n'en déplaît aux médiocres de ce monde que les hauteurs étouffent.

Il est un second point capital : le socialisme cubain est si profondément imprégné par la personnalité de Fidel (cinquante ans, ce n'est pas rien !), par les valeurs qu'il porte comme être humain et comme révolutionnaire radical qu'il en est absolument inséparable, qu'il ne fait qu'un avec lui. Ainsi, de même qu'il existe le marxisme-léninisme, pour la bonne raison que Lénine a imprégné de tout le poids de son intelligence politique, de ses profondes réflexions révolutionnaires le cheminement du marxisme, je dis qu'il faut parler de *marxisme-fidélisme*.

Sur ce point, les affirmations de Raúl sont confirmées par l'opinion des Cubains. Il suffit de lire, par exemple, les commentaires de ceux qui interviennent sur le site numérique le plus lu à Cuba, *CubaDebate*, pour savoir ce qu'ils pensent de Fidel et pour connaître leur admiration. Je n'en veux pour preuve que les commentaires faits à l'une de ses Réflexions, intitulées « Le mensonge tarifé », du 27 août 2013. Un total de cent quatre commentaires, la plupart anonymes ou sous des pseudos. Un certain Joe écrit : « Maître des maîtres, tes paroles sages et courageuses illuminent ceux qui luttent pour la dignité humaine. Merci d'être né, merci pour ta vie de lutte et merci de ne mourir jamais. » Israel affirme : « Fidel, essence de la pensée humaine, qui ne cesse d'orienter et qui nous conduit à transformer la réalité objective en faveur de l'humanité. Merci infiniment à jamais, frère aîné, *Comandante*. » Natacha pense : « Merci une fois de plus pour la lumière ! Je t'aime, *comandante*. » Luis Alberto Rubio Naranjo écrit : « Merci, Fidel, d'exister, d'être notre leader. Merci de ton exemple de militant infatigable, de ta Moncada et ton Granma, de maintenir ces idées claires et lucides, merci pour l'œuvre de la Révolution la plus belle et la plus humaine de l'humanité, une Révolution qui a éveillé des consciences dans le peuple cubain et dans le monde entier, une Révolution qui a prouvé au monde que "oui, on peut", qu' "une

idée juste au fond d'une caverne peut plus qu'une armée". » Valentina a dit : « Un homme des plus sages, des plus militants, des plus humains. Merci, Fidel ! » Je pourrais poursuivre longtemps comme ça...

Mais il est aussi possible d'évoquer ce que pensent, non seulement le petit peuple, mais encore des faiseurs d'opinion, disons, communautaires. Quand Fidel est tombé malade le 26 juillet 2006 et que la population l'a appris le 31 par un message de sa part, alors que l'île était sous le coup de la terrible nouvelle, les protestants ont célébré un culte pour son rétablissement. Juan Ramón de la Paz, pasteur de l'Église épiscopale, a affirmé que les dirigeants religieux cubains ne sentent pas Fidel comme quelqu'un de lointain, mais comme un ami et un père de la grande famille qu'est la nation. Reineiro Arce, du Séminaire évangélique de théologie de Matanzas, a souhaité que Fidel reprenne des forces pour continuer de conduire Cuba et poursuivre la construction d'une société meilleure, de justice, d'amour et de paix. Miriam Ortega, présidente pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Conseil mondial des Églises, a affirmé que de nombreux peuples du continent priaient aux côtés des Cubains, parce que le projet historique engagé par Fidel a été le seul à s'occuper de ceux qui sont autour, de l'analphabétisme, de la douleur et de la faim. N'est-ce pas cela que l'Évangile nous demande ? Le pasteur Raúl Suárez, directeur du Centre Mémorial Martin Luther King, a dit : nous prions pour l'homme qui continue d'inspirer l'Amérique latine dans la quête d'une alternative au capitalisme, qui est un instrument de mort. [À ce sujet, je ne peux éviter un petit commentaire qui recoupe mes affirmations précédentes concernant l'Église catholique ; même si celle-ci a prié pour le rétablissement de Fidel, on était loin du ton et de la ferveur des protestants : elle priait « pour que Dieu accompagne le président Fidel Castro dans sa maladie et illumine ceux qui ont reçu à titre provisoire les responsabilités du gouvernement... L'état de santé délicat du président constitue un moment spécialement significatif pour notre peuple. L'Église catholique, comme part de ce peuple, partage cette inquiétude et les prières de tous les croyants ». Entre les deux visions, il y a un monde : la hiérarchie protestante a toujours été aux côtés de la Révolution ; la hiérarchie catholique a toujours été contre. La différence saute aux yeux.]

À quoi se doit donc cette « passion » qu'une bonne partie de la population cubaine voue à Fidel ? Les motifs en sont variés, bien entendu, mais s'il fallait les résumer en un seul concept, je crois que le meilleur serait : *le fondement foncièrement éthique de sa trajectoire humaine et de son action politique et révolutionnaire*. À commencer par le **culte de la vérité**. C'était en 2006. Le 28 mars 2016, quand Fidel a écrit sa dernière Réflexion en date sur la visite d'Obama et son discours (« Obama, notre frère »), une réflexion résolument méfiante quant aux visées du président étasunien, elle a donné lieu, toujours sur ce même site de *CubaDebate*, à sept cent trente-et-un commentaires, ce qui est un chiffre énorme quand on sait le degré de connectivité cubaine, louangeurs dans leur immense majorité.

Mais les Cubains ne sont pas seuls dans leurs sentiments d'admiration envers Fidel. Des grands (et moins grands) de ce monde s'expriment aussi. Le cardinal Agostino Casiroli, ancien secrétaire d'État du Vatican (1998) : « Quelqu'un d'une intelligence supérieure, d'une grande culture, qui a des idées ». L'écrivain paraguayen Augusto Roa Bastos (2003) : « Fidel... est une figure quasi mythique qui a su conduire en tout une révolution très difficile aux portes de l'Empire, avec un courage et un esprit de civilité et de respect des valeurs vraiment

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

populaires qui sont un exemple pour l'Amérique et pour le monde entier. » L'ex-président colombien Belisario Betancur (1988) : « C'est quelqu'un qui respecte profondément la pensée de l'autre. » Carlos Altamirano, ancien secrétaire général du Parti socialiste du Chili (1989) : « J'ai connu des prix Nobels et beaucoup de grands hommes politiques de ce siècle, mais celui qui m'a le plus impressionné, c'est Fidel. C'est une véritable cataracte d'idées, qu'il développe toutes brillamment... sa capacité de séduction est irrésistible. » Celia Sandy, petite-fille de Winston Churchill (2000) : « Converser avec Fidel, c'est monter au ciel. » Ernesto Cardenal, prêtre et poète nicaraguayen (1982) : « Ce qui m'a le plus impressionné, c'est son génie. On est normalement un génie dans une seule chose, mais Fidel est un génie dans beaucoup. Des hommes comme lui, il en naît peu dans la vie. » Evo Morales, président bolivien (2004) : « Fidel nous a appris à vivre dignement. Il nous a appris, à nous les Latino-Américains, à lutter, à être plus conscients comme peuples. » Frei Betto, théologien brésilien (2001) : « Fidel est quelqu'un qui met sa vie en fonction de l'utopie, quelqu'un qui ne trouvera jamais la plénitude dans cette vie parce qu'il croit que le ciel est possible sur cette terre. » L'homme d'affaires Gérard Bourgoin (2000) : « C'est quelqu'un d'un charisme hors du commun, qui, contraire-ment à ce qu'on en dit, a une grande capacité d'écoute. Quelqu'un qui aime se cultiver. » Gro Harlem Brundtland, ancienne directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé (2001) : « Fidel Castro est plein d'inquiétudes, et toutes d'une profonde signification. J'ai été impressionnée par ses connaissances détaillées des problèmes de santé que connaît aujourd'hui l'humanité, par la grande conscience et les perspectives très claires qu'il en a. » L'ancien président mexicain José López Portillo (1988) : « L'intelligence, la culture et la personnalité en somme de Castro ont facilité mes relations avec lui. Je me rappelle Fidel Castro comme l'un des grands hommes d'État que j'ai eu le privilège de connaître. » Kirby Jones, journaliste étasunien (1976) : « Fidel Castro est l'un des hommes les plus charmants et joviaux que j'ai connus. Qu'on soit d'accord ou non avec lui personnellement, il est irrésistible... Il reste l'une des rares personnalités politiques vraiment fascinantes, dans un monde où ses homologues semblent insipides et vulgaires. » Mario Benedetti, écrivain uruguayen (1995) : « Je ne trouve pas, en ce siècle et d'un bout à l'autre de Notre Amérique, une figure politique qui, comme lui, ait mis ses connaissances, son expérience, sa vitalité, sa résistance et sa vie même au service des petites gens. » Naomi Campbell, top-modèle (1998) : « Fidel Castro est quelqu'un de très, très intelligent et intéressant, quelqu'un qui constitue une source d'inspiration pour tout le monde. Je rêvais de le connaître, et c'est fait. C'est quelqu'un de différent. » Je pourrais pour-suivre ainsi encore longtemps.

Quand on voit les tristes sires qui défilent imperturbablement à la tête des pays du Premier monde (car ce sont ceux-là qu'on nous donne en exemple idéal et copiable de démocratie), des carriéristes médiocres pour la plupart, des politiciens de bas étage pour qui l'éthique politique est le cadet des soucis, des chevaux de retour que les populations élisent faute de mieux, quand on voit les mensonges sur lesquels ils bâtissent leur carrière, la façon dont ils trahissent, à peine entrés en fonctions, toutes leurs promesses électorales, quand on constate qu'il y a derrière eux tout un appareil de partis aussi médiocres ou frauduleux qu'eux, on se dit qu'on préfère mille fois un fondateur de nation comme Fidel Castro !

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Il n'y a que les médiocres pour croire qu'il puisse être gênant de vivre à l'ombre d'un personnage qui est d'ores et déjà entré dans l'Histoire et que les Cubains n'ont qu'une seule envie : être présidés par un Aznar, un Berlusconi, un Blair ou un Sarkozy, ou un Hollande, pis encore par un Bush, j'en passe, bref par un de ces nains qui ne cessent de voir le jour sous ces « régimes » ! Un cas exemplaire d'auto-intoxication...

En fait de médiocrité, les dirigeants et les médias occidentaux en ont fait étalage à revendre, pour ne prendre qu'un exemple, quand Fidel est tombé foudroyé le 26 juillet 2006. Cet événement n'a pas fait d'ailleurs que la preuve de l'indigence intellectuelle, voire de la stupidité tout court, des faiseurs d'opinion (médias et politicards confondus) en Occident, avec leur vision trotte-menu de la réalité de l'île, leur carence d'analyse un tant soit peu sérieuse de la société cubaine, de l'organisation de son pouvoir, de la pensée réelle de ceux qui travaillent et bâtissent au jour le jour un édifice sans doute guère ressemblant à ceux des autres rues du monde mais valant quand même la peine d'une visite sérieuse. Non, il a aussi fait la preuve de la médiocrité morale de ces messieurs qui n'ont d'yeux que pour leur nombril.

Qu'ils furent petits ! Et bas ! Moi qui ai le cocorico fort enrôlé, il y a toutefois une France après laquelle je languis : celle du « Messieurs les Anglais, tirez les premiers ». Autrement dit, celle du panache face à l'adversaire. Mais à l'heure où, sans que la fameuse « communauté internationale », autrement dit les quelques grandes puissances ayant droit à la parole et à l'action, s'en émeuve plus que d'une guigne, l'on massacre des enfants par bombes dites intelligentes larguées depuis des avions volant à dix mille mètres d'altitude ou lancées depuis des canons placés à des dizaine de kilomètres, sans le moindre remords de conscience (bah, ils étaient au mauvais endroit au mauvais moment), comment demander un zeste de décence dans le combat ? Quand on constate que la seule réaction de l'Union européenne à l'opération de Fidel fut celle d'un porte-parole de je ne sais plus quelle instance de pouvoir (il y en a tant qu'on s'y perd) qui, dans un style berlusconien (pour ne pas dire : à la Pepone), souhaita un prompt rétablissement « à Castro et à la démocratie », on se dit que la classe politique européenne est vraiment, comme chantait Brassens, « tombée bien bas bien bas »... Les réactions perçues en France, dans un pays qui se vante d'avoir été la mère de la diplomatie dans le monde, dont la langue a été durant longtemps dans ce domaine véhiculaire, ne volèrent guère plus haut. Au règne de la médiocratie, où la noblesse pourrait-elle fleurir ? Sur ce fumier-là, ne pousse que l'inélégance.

La grandeur, la noblesse, elle est du côté de ceux qui, comme Fidel se battent pour la justice sociale et un monde un peu mieux partagé en vie et en bien-être. Et, derrière lui, et avec lui, et devant lui, le peuple cubain qui a de la dignité à revendre aux médiocres de là-bas et sans qui cette Révolution n'aurait jamais pu tenir debout si longtemps face à d'aussi terribles ennemis. Un peuple et un « régime » dont les valeurs politiques et sociales sont incompréhensibles pour les cerveaux ratatinés de là-bas, mais se croyant pourtant au premier rang de la « modernité ».

Non, un politicard de parti ou un journal payé par un marchand de canons ou de bière ne pourra jamais rien comprendre aux idées politiques et sociales de Fidel, non seulement pour la bonne raison qu'ils ne les connaissent pas, qu'ils ne savent de Cuba et de son peuple et de

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

sa Révolution que les clichés « langue de bois » qu'on leur serine à longueur de journée et de vie (ce qui ne les empêche pas de donner bien entendu leur opinion *urbi et orbi*), mais aussi parce que, compte tenu des fameuses « miasmes morbides » où ils ne cessent d'évoluer, l'air pur – autrement dit les valeurs politiques, morales et sociales sous-tendant la Révolution cubaine (qui sont celles avant tout de Fidel) – leur serait irrespirable ! Laissons donc politiciens et journalistes patauger dans la fange. Ils n'ont après tout que le terrain qu'ils méritent. Mais gardons-nous bien de leurs éclaboussures, parce qu'ils s'agitent beaucoup. Le panache, ce mot si français qu'il en est intraduisible, a émigré ici, à Cuba. Et Fidel le porte au plus haut ! Comme le font les géants.

Le plus irritant dans l'avalanche de commentaires que nous valut l'opération de Fidel, c'était le mépris implicite envers le peuple cubain qui sous-tendait la plupart. Cette idée que la Révolution cubaine n'existe que parce que « Castro » existe et qu'elle disparaîtra dès lors qu'il aura disparu, lui, fait du peuple cubain une simple girouette qu'un « géant » pour les uns, un « dictateur » pour les autres, fait tourner à sa guise ! Comme si, et je ne me lasserai pas de le répéter, la Révolution cubaine n'existait que par « Castro », comme si le peuple cubain avait fait et fait toujours tapisserie, comme si un phénomène historique aussi harcelé et agressé que la Révolution cubaine depuis bientôt cinquante-huit ans – et jour après jour – par l'Empire le plus redoutable tant par sa puissance que par sa capacité maléfique et son manque absolu de scrupules moraux – les exemples fourmillent, et pas seulement depuis Bush – se maintenait uniquement et exclusivement par le « génie » ou « l'autocratie » de « Castro » ! Supposer que le peuple cubain n'est au mieux qu'un mouton, au pire un esclave, et que, dans un cas comme dans l'autre, il n'a donc pas droit à la parole, c'est vraiment ne faire aucun cas de l'histoire passée ni de l'histoire récente. Comment supposer que seul « Castro » a été capable de faire front à la tentative de déstabilisation que les États-Unis ont menée non-stop pendant plus d'un demi-siècle, qu'il a résisté tout seul à l'Empire ? Si la Révolution cubaine a résisté – non seulement à Washington, mais aussi à l'effondrement du camp socialiste et à la désintégration de l'Union soviétique, autrement au pire scénario envisageable – c'est justement parce que tout un peuple – ou du moins l'immense majorité – l'a fait sienne pour toute une série de raisons qu'il serait trop long d'énumérer ici. Mais, toutefois, en vrac : parce qu'elle lui a apporté l'indépendance, au terme de quatre cents ans de colonie et de soixante de néo-colonie, une indépendance pour laquelle il avait lutté au XIX<sup>e</sup> siècle une première fois pendant une décennie (1868-1878, ou guerre de Dix Ans), puis une seconde fois, pendant trois ans (1895-1898), pour se voir finalement, au bord de la victoire contre l'Espagne, escamoter l'indépendance par des États-Unis devenus impérialistes et intervenus comme ils savaient déjà le faire, en opportunistes, pour pouvoir s'emparer, sans coup quasiment férir, de l'île qu'ils avaient toujours convoitée depuis l'époque même de Jefferson. L'indépendance, donc, et la vraie : pas celle dont bénéficient la plupart des pays dépendants du Tiers-monde – qui n'est guère que formelle – mais celle qui vous permet de prendre vos propres décisions sans avoir à rendre compte à qui ce soit (à commencer par le FMI), de mettre en place la société et le système politique et économique qui vous semblent les meilleurs, de pouvoir dire son fait aux Grands de ce monde, de n'avoir pas à rouler sur les rails de l'impensée unique, etc., etc. La dignité (absolument liée, bien entendu, à l'indépendance) : autrement dit, savoir que vous vous êtes fait une place au soleil, que nul ne peut venir vous insulter ou vous bafouer ou vous fouler aux pieds sans recevoir

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

son dû, etc., etc. Le rayonnement : autrement dit, savoir que vous, petit peuple de rien du tout, tout juste émergé – au vu de la durée historique – d'une société esclavagiste, vous suscitez l'admiration et l'envie des va-nu-pieds et des « couillonés de l'Histoire » qui aimeraient bien avoir autant d'indépendance, de liberté et de dignité à revendre que vous, etc., etc.

On notera bien que je ne parle pas des avantages matériels (santé et éducation gratuites, sécurité sociale universelle, emploi - dans un pays du Tiers-monde !, et j'en passe). Je parle d'autre chose, d'un tréfonds identitaire qui ne se mesure pas en marchandises et en biens de consommation.

Le cours des événements à Cuba depuis la retraite de Fidel voilà maintenant dix ans a prouvé que les Cubains ne se sont pas précipités dans les bras des États-Unis ni vautrés dans le lit des « valeurs américaines ». D'une part, parce que tout leur passé leur dit que l'« Amérique » a été l'ennemie jurée et séculaire de leur nation et qu'elle le reste aujourd'hui encore, et que, du jour où ils baisseront la garde, toute la haine accumulée à Washington et à Miami en cinquante-huit ans face à un moustique qui les a constamment ridiculisés par son intelligence et sa bravoure fera sauter les bondes de la décence et de la retenue et qu'ils se retrouveront alors encore plus néo-colonisés qu'ils ne l'avaient jamais été ; d'autre part, parce que cinquante-huit ans d'une Révolution qui a transformé la société de fond en comble ont inculqué au peuple cubain, par leur enseignement et leur pratique, une vision du monde et de la société et de la coexistence entre les hommes bien différente de celle qui a cours dans une société marquée – comme toutes les autres issues du même système socio-économique – du sceau de la déshumanisation et dans le miroir de laquelle il ne retrouve absolument pas. Oui, il n'est pas du tout sûr que les « valeurs américaines » – hormis l'abondance matérielle, dont on sait qu'elle est le fruit d'un ordre économique et politique international en vertu duquel les riches (pays et personnes) le sont parce qu'ils appauvrissent les pauvres, entre autres Cuba – coïncident exactement avec les « valeurs cubaines » actuelles, autrement dit celles que défend et inculque la Révolution.

S'il fallait une preuve péremptoire que le peuple cubain « tient à » sa Révolution et à tout ce qu'elle lui a apporté, c'est bien qu'il s'y soit accroché au pire moment, qu'il l'ait défendue contre vents et marées alors que la tempête emportait tout autour de lui de ce qui avait été jusque-là les fondements de son existence, je veux parler de ce qu'on a appelé ici « la Période spéciale en temps de paix », alors qu'il semblait n'y avoir nulle part le moindre espoir, où tout était absolument noir et l'horizon infiniment bouché. Oui, il faut avoir vécu sur place ces terribles années – quasiment une décennie – pour comprendre que si la population cubaine ne s'est pas soulevée contre le « dictateur » et son « régime », c'est précisément parce que celui-là n'en était pas un à ses yeux et que celui-ci n'était pas aussi « étouffant » et « autocratique » qu'on le disait à l'étranger. Aucun peuple « asservi » au point que l'était censément le peuple cubain n'aurait laissé filer, je vous l'assure, une occasion si rêvée ! S'il ne l'a pas saisie, il doit bien y avoir une raison, tout de même !

Bref, la Révolution cubaine n'a existé et n'existe que par le peuple cubain, et non par « Castro » tout seul, même si Fidel y a joué un rôle clef, au point que je n'hésite pas à répéter

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

qu'il est (mais aussi le peuple cubain actuel avec lui) le vrai fondateur de la nation cubaine au sens plein du mot, parce qu'indépendante, révolutionnaire et socialiste.

C'est sans doute pour cela, par méconnaissance de l'adversaire, que les différentes administrations et l'*establishment* étasuniens ont tant de mal, d'une part, à comprendre la Révolution cubaine, malgré leur obsession à son égard depuis cinquante-huit ans, de l'autre à s'adresser à elle et à s'en faire comprendre, l'exemple le plus éloquent en ayant été ce discours qui sonnait si creux qu'Obama a prononcé au Grand Théâtre de La Havane, qui a été presque toujours à côté de la plaque, malgré son apparente bonne volonté ! C'est là une réalité et un univers idéologique auquel un tenant du capitalisme néolibéral, le premier défenseur de l'Empire, ne peut absolument rien saisir ! Si bien que, comme cela arrive souvent dans ces cas, il n'a convaincu que les convaincus d'avance...

N'en déplaise aux imprécateurs pour lesquels une société socialiste ne peut être, par pétition de principe, qu'une anomalie contraire aux lois immémoriales de l'être humain et de sa nature profonde et à ses normes de comportement multi-millénaires, une vision du monde en somme monstrueuse (au sens original du terme « monstre »), il existe à Cuba depuis maintenant cinquante-huit ans un *projet de société* qui, à l'inverse de ceux que les candidats de tous bords, pays et poils présentent systématiquement dans leur propagande électorale, est en cours de construction, malgré tous les avatars et contretemps qu'il a dû souffrir, malgré tous les obstacles qu'il a dû renverser ou contourner, et un projet de ce genre, qu'on le veuille ou non, laisse des traces indélébiles dans le groupe humain réuni autour de et dans ce qu'on appelle une Nation.

Obama espère aussi que « le peuple cubain prendra les décisions correctes ». Là encore, il faudrait peut-être qu'il nous explique en quoi consisterait la « correction » de quelles « décisions » ! Décisions sur quoi, d'ailleurs ? Encore une fois, nous sommes en présence d'idées aussi nébuleuses que vaseuses, de concepts passe-partout où il y a à boire et à manger, où chacun trouve son bien, de phrases dignes, je le répète, de fleurir des discours électoraux aux États-Unis... Bien entendu, si l'on en croit les visées et intentions de l'administration Obama que je me suis efforcé d'expliquer en partant de ses propres textes et discours, il est évident que ce qui est correct pour lui ne l'est absolument pas pour la Révolution cubaine et les Cubains s'ils veulent maintenir le cap qui est le leur depuis presque soixante ans. En fait, ce sont là encore une fois des idées en l'air sans beaucoup d'ancrage dans le réel... Vaut-il la peine de les commenter ? Obama l'a dit et redit : Cuba doit changer, ce qui veut dire retourner au capitalisme et à la « démocratie ». Or, une bonne partie des Cubains veulent améliorer leur socialisme et perfectionner leur démocratie. Le « politiquement correct » de l'un n'est évidemment pas celui de l'autre...

\*\*\*\*\*

**Et, tout comme vous, je suis aussi sûr que Cuba peut continuer de jouer un rôle important dans le continent et dans le monde, et mon espoir est que vous puissiez le faire en partenariat avec les États-Unis.**

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Je ne sache pas qu'aucun dirigeant ait jamais dit que la Révolution jouait ou devait jouer un rôle important dans le monde ! Cuba connaît ses possibilités et ses limites, celles d'un petit pays d'à peine un peu plus de onze millions d'habitants. Le seul moment qui me revient en mémoire quant à un rôle éventuellement échu au peuple cubain, c'est dans un domaine et d'une manière qui n'ont absolument rien à voir avec ce qu'un Obama entend par « jouer un rôle mondial » : à l'effondrement du socialisme en Europe et à l'implosion de l'URSS. En fait, avant même cet événement, parce que Fidel l'avait pressenti. Ainsi, dans son discours du 1<sup>er</sup> janvier 1989, pour le trentième anniversaire de la Révolution, il affirmait à Santiago de Cuba :

En ces temps de confusion où notre Révolution, qui effraie tant les réactionnaires dans le monde et qui effraie tant l'Empire, se dresse comme une phare de lumière aux yeux du monde, à cet instant et en ce 1<sup>er</sup> janvier, nous pouvons affirmer que *nous sommes conscient de l'énorme responsabilité qu'a notre Révolution face aux peuples du monde, face aux travailleurs du monde et, fondamentalement, face aux peuples du Tiers-monde, et que nous serons être à la hauteur de cette responsabilité.*

Le 28 janvier 1990, alors que les derniers restes des démocraties populaires en Europe viennent d'être balayés, Fidel revient sur cette idée :

Je réfléchissais et je pensais aux temps passés, et je me souvenais non seulement de Martí, mais aussi de nos combattants de la guerre d'Indépendance, je me souvenais de Maceo, je me souvenais de ce petit peuple dont l'indépendance voyait le jour, dont la nationalité voyait le jour, luttant dix années durant contre l'un des plus puissants empires de l'époque, contre l'une des plus puissantes armées de l'époque, et je pensais qu'après dix années de lutte, alors que le pays était rasé, alors qu'il ne restait plus d'aliments, alors qu'il ne restait ni une vache ni une poule pour se nourrir, Antonio Maceo avait pourtant été capable de lancer la Protestation de Baraguá et d'exprimer sa volonté de continuer de se battre.

Et je me disais : voilà notre peuple ! Voilà le peuple auquel le destin a donné aujourd'hui le privilège d'être le défenseur des idées les plus révolutionnaires et les plus nobles qu'a connues l'humanité. Voilà le peuple capable de défendre ces idées, même s'il devait les défendre seul. Mais nous n'aurons pas à les défendre seuls, parce que nous vivons plus en 1868 ni en 1878, ni en 1895 ni en 1898 quand nous étions ignorés de tous ou quand les troupes yankees ont débarqué ici pour nous arracher la victoire.

Aujourd'hui, nous sommes un peuple sur lequel tous les gens, depuis n'importe quelle nation de la Terre, ont les yeux fixés et se demandent si nous serons capables de résister, parce qu'ils savent que la tranchée la plus digne du monde est ici.

Nous ne sommes pas le peuple ignoré de 1868 ou de 1878, nous ne sommes pas le peuple ignoré de 1895 ou de 1898. Les gens savent que *le sort du mouvement révolutionnaire dans le monde peut être en train de se jouer ici, sur cette petite île*, non le sort du mouvement révolutionnaire cubain, mais le sort du mouvement révolutionnaire dans le monde, parce que l'Histoire nous a octroyé le privilège d'être ici face à l'Empire, à seulement quelques kilomètres de l'Empire le plus puissant qu'il y a jamais eu sur la

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Terre, et ce dont il s'agit, c'est si ce petit pays peut être englouti ou non par cet Empire !  
(*Les gens s'exclament : Non, et récitent en chœur une fameuse strophe d'un poème patriotique de Bonifacio Byrne, que tous les enfants apprennent par cœur à l'école depuis toujours : « Si, déchiqueté en menus morceaux / Mon drapeau l'était un jour / Nos morts élevant les bras / Le sauraient encore défendre. »*)

Voilà pourquoi ce que nous ferons transcendera dans l'Histoire...

Cet homme éminent dont nous évoquons la mémoire, dont nous rappelons la naissance aujourd'hui, nous a dit un jour : *Tranchées d'idées valent mieux que tranchées de pierres. Et nous sommes aujourd'hui une gigantesque tranchée d'idées, une tranchée révolutionnaire, une tranchée morale...*

Et s'il y a eu un jour un Pacte de Zanjón et si des gens ont déserté aux moments les plus difficiles, je dis que, dans notre peuple, il n'y aura jamais de Zanjón. Et si, après un Zanjón, il y a eu une fois un Baraguá, je dis que l'avenir de notre patrie sera un éternel Baraguá !

Le 15 mars 1990, convoquant le Quatrième Congrès du Parti communiste, c'est le Comité central lui-même qui évoque ces nouvelles responsabilités nouvellement échues à la Révolution cubaine :

Aujourd'hui que nous convoquons le Quatrième Congrès, la situation mondiale nous place devant une disjonctive semblable à celle de ces journées glorieuses et décisives. L'ennemi tente de nous convertir plus que jamais en une forteresse assiégée. Mais nous sommes maintenant un peuple entier, nous disposons d'un parti d'avant-garde, nous avons une œuvre qui nous enorgueillit, une expérience de plus de trente ans, et nous ne sommes pas seuls, parce que nous avons su forcer le respect et l'admiration dans le monde, et que nous pouvons compter sur la solidarité des peuples et des révolutionnaires.

Nous n'avons jamais aspiré à un honneur ni à une responsabilité si énormes, mais *Cuba vit sans aucun doute le moment le plus important de son Histoire.*

C'est de la pérennité et de l'avancée de notre Révolution que dépendent l'indépendance du pays et l'existence même de la nationalité cubaine. Que dépend notre présence, modeste mais inébranlable, dans *la vaste lutte qui commence aujourd'hui pour les destinées du socialisme et le maintien des idées communistes.* Et que dépend un bastion de la souveraineté de l'Amérique latine et du droit des peuples du Tiers-monde à ses revendications les plus vitales.

Nous sommes loin et même très loin, on le voit, des domaines dans lesquels s'illustrent normalement les États-Unis dans leurs équipées transfrontalières et auxquelles ils voudraient que la Révolution cubaine s'associe, à savoir les fameuses « guerres étrangères » dont il a parlé plus haut et qui sont selon lui un des « défauts » de son pays. Là encore, je me demande, étonné : Obama parle-t-il sérieusement ? Relit-il vraiment les discours que lui rédigent ses conseillers et experts, ou croit-il alors qu'on puisse dire n'importe quoi, même à des moments si solennels ?

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Je ne vois vraiment à quel « partenariat » avec la Maison-Blanche pourrait participer la Révolution cubaine ? À l'une de ces fameuses « coalitions » qui est maintenant sa dernière mode pour mener des agressions à l'étranger en étant accompagné, comme si le fait de n'être plus seul pouvait transformer une mauvaise cause en une bonne ? À l'un des traités de libre-échange qui pullulent un peu partout et dont le seul objectif est de mettre le monde et les économies nationales un peu plus aux pieds des transnationales des États-Unis et d'autres pays développés ? Le jour où la Révolution cubaine fera partie d'une de ces « coalitions », on peut être sûr que ce sera parce qu'elle s'est sabordée et qu'on ne parlera plus d'elle qu'au passé...

\*\*\*\*\*

**Nous avons joué des rôles très différents dans le monde. Mais personne ne saurait nier le service que des milliers de médecins cubains ont rendu aux pauvres et aux gens qui souffrent (*applaudissements*). L'an dernier, des travailleurs de la santé étasuniens et l'armée étasunienne ont travaillé coude à coude avec des Cubains pour sauver des vies et enrayer l'épidémie à virus Ébola en Afrique de l'Ouest. Je crois que nous devrions poursuivre ce genre de coopération dans d'autres pays.**

Que les États-Unis et Cuba aient « joué des rôles très différents dans le monde » coule de source. On ne saurait s'attendre à ce qu'une Révolution socialiste aussi radicale dans ses principes et ses idées puisse, fût-ce par hasard, croiser la route de l'Empire hégémonique et agressif qui n'a de politique étrangère que fondée sur la force, la menace, les représailles. Qu'on me donne des exemples qui le démentent ou qui prouvent que la Maison-Blanche et son département d'État ont agi, fût-ce une seule fois, sous le coup de ce qu'on pourrait appeler la « générosité » ou l'« altruisme », et je rendrai les armes. Mais on aura bien du mal à en trouver. À l'époque où ils auraient pu faire partie de « coalitions » pour la bonne cause, j'entends : les deux guerres mondiales, ils ne se sont décidés qu'après avoir été eux-mêmes touchés par des « dommages collatéraux » : l'épisode du *Lusitania* en mai 1915 et Pearl Harbor en décembre 1941... Face à cette politique extérieure-là, celle de la Révolution cubaine se situe exactement à l'opposé et l'Histoire contemporaine abonde à cet égard en faits concrets, à commencer vis-à-vis du Tiers-monde. Mais pas seulement...

Je prends acte de toute façon du premier éloge – mieux vaut tard que jamais ! – qu'Obama daigne faire de quelque chose de la Révolution cubaine : ses médecins à l'étranger.

Comment ne pas parler de la coopération médicale cubaine ? On a fait du docteur Schweitzer le symbole du médecin altruiste, consacré à ses malades, prêt à mourir pour eux. Eh ! bien, la Révolution cubaine, en cinquante-huit ans, a produit des centaines de milliers

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

de docteurs Schweitzer ! Même si aucun d'eux n'a encore reçu le Prix Nobel de la paix... Si, pour lui, le choix de la médecine était le moyen de se mettre « au service direct de l'humanité », s'il s'agissait avant tout de soigner, de soulager les souffrances pour expier les crimes de la colonisation, alors les médecins coopérants cubains peuvent se valoir de ces mêmes présupposés, les carences actuelles des pays africains en infrastructures et en personnels médicaux étant une conséquence de ce pillage historique. L'on porte aussi au pinacle les missionnaires qui partent au loin porter la bonne parole aux mécréants sans reculer devant les pires obstacles. Eh ! bien, la Révolution cubaine compte des dizaines de milliers de « missionnaires » de la santé. Mais que la presse internationale en parle peu, comme elle fait tout pour passer sous silence cet extraordinaire exemple d'altruisme et de solidarité internationale, parce qu'il ne répond pas à l'image qu'elle veut donner de la Révolution cubaine !

Plutôt que d'aligner force chiffres et statistiques sur cette question – on peut les trouver sur les sites cubains correspondants – je préfère reprendre un discours où Fidel, tout en en fournissant, réfléchit aussi sur les présupposés de cette coopération médicale. Il date du 9 août 1999, à la remise de diplômes aux élèves de l'Institut supérieur des sciences médicales :

La qualité, ou les progrès de la médecine, ou les capacités médicales d'un pays ne se mesurent pas seulement au nombre de médecins, mais aussi à la façon dont ils se sont formés, à l'esprit dans lequel ils l'ont été, en plus de leurs connaissances.

J'ose dire qu'il serait difficile de trouver un potentiel aussi volumineux et aussi bien préparé dans d'autres pays, où il existe aussi de bons médecins, mais où l'immense majorité exerce dans le privé ou combine privé et public.

Ce n'est pas notre cas : dès le début, non en vertu d'une loi, mais par engagement des élèves eux-mêmes, notre pays a renoncé à l'exercice de la médecine privée. Il reste encore quelques médecins diplômés d'avant la Révolution qui l'exercent, peut-être trente ou quarante.

Donc [...] nous comptons plus de 65 000 médecins. À la fin de l'an dernier, à la suite de deux grandes catastrophes naturelles en Amérique centrale et dans les Antilles – en particulier, Haïti – nous avons offert aux peuples une coopération médicale : l'envoi de jusqu'à deux mille médecins rien qu'en Amérique centrale. Indépendamment de la quantité que nous avons offerte à Haïti. Et vous savez comment les médecins, les techniciens de la santé et les personnels infirmiers ont répondu massivement, pourrait-on dire. Alors, on pourrait penser : le pays va se retrouver sans médecins ! Absolument pas.

Fin 1999, cela fera un an que nous avons fait cette offre, et Cuba dispose pour l'instant... de 1 202 coopérants de la santé – je dis coopérants, parce qu'ils ne sont pas tous médecins. Nous avons offert jusqu'à 2 000 médecins en Amérique centrale et une certaine quantité à Haïti, autant qu'il le faudrait pour y réduire la mortalité infantile – qui se montait alors à environ 150 décès d'enfants de jusqu'à cinq ans pour 1 000 naissances vivantes – d'abord à 50, puis à 30. Nous savons comment on peut le faire, c'est

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

très économique, c'est bon marché. Parfois, avec quelques centimes, vous pouvez sauver la vie d'un enfant.

Dans un programme de santé, le plus coûteux est le médecin ; ce qui est décisif, ce qui est fondamental, c'est le médecin. Le moins cher, ce sont les médicaments. Nous avons fait appel à la conscience des pays qui ont plus de ressources pour sauver des dizaines, des centaines de milliers de vies sur ce sous-continent, et même dans d'autres parties du monde, l'Afrique par exemple, à condition qu'ils fournissent les ressources nécessaires pour les médicaments.

Environ 900 de ces 1 202 coopérants de la santé sont des médecins. Les brigades comptent parfois un technicien, qui s'occupe du groupe électrogène ou des équipements d'appui. Il ne s'agit donc pas seulement de personnels infirmiers et de techniciens de la santé, mais parfois aussi de mécaniciens qui prêtent différents services, qui font de tout, réparent de tout. De toute façon, ce programme de coopération est en train d'augmenter, et il se peut que d'ici à la fin de l'année le nombre de médecins – non de l'ensemble des coopérants – se monte à environ 1 500.

Nous avons bien souvent suggéré aux pays concernés d'envoyer près du médecin cubain un ou deux jeunes gens ayant au moins conclu le primaire, avec un manuel de soins infirmiers, de façon que le médecin puisse former dans la pratique des auxiliaires de la santé, du personnel infirmier. Bien entendu, ces pays-là ne peuvent créer en quelques années à peine assez d'écoles de soins infirmiers de haut niveau pour disposer du personnel bien formé dont ils ont besoin. En tout cas, le médecin sur place, voire l'infirmier ou l'infirmière, – parce que, dans les endroits reculés, ils ne sont souvent que tous les deux – peuvent contribuer d'une façon pratique à former des jeunes du pays ayant le niveau scolaire minimum requis, et ceux-ci se transforment à leur tour en professeurs de soins infirmiers, en coopérants de la santé. Voilà pourquoi je parle en général des médecins cubains, parce que le pays d'accueil fournit d'ordinaire le personnel auxiliaire.

À supposer que 1 500 médecins se retrouvent à l'étranger à la fin de l'année dans le cadre de ce programme, 2 390 nouveaux médecins entrent aujourd'hui même dans les services de santé du pays. Et ainsi de suite. Nous aurons beau envoyer de nombreux médecins dans ces programmes de coopération, nous en formerons plus, j'en suis convaincu. Si les consciences se réveillent dans le monde, si la coopération prend de l'ampleur, il se peut que nous envoyions à l'étranger plus de médecins que nous n'en formons, mais le potentiel est énorme. Je l'ai dit en résumé : si un médecin cubain sur trois prêtait service à l'extérieur, Cuba resterait le pays du monde au taux le plus élevé de médecins par habitant.

Nous avons d'ores et déjà inclus l'Afrique dans ce programme.

Des difficultés sont apparues à certains endroits d'Amérique latine, quelques protestations d'organisations médicales qui se disent lésées par la présence de médecins cubains. Or, en fait, nous ne les proposons pas dans les capitales ou dans les villes, mais aux endroits où il n'existe aucun médecin et aucun médecin du pays ne va, ce qui ne peut porter préjudice à personne. Ce n'est que par exception que nous acceptons qu'un

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

spécialiste dont ne dispose pas le pays en question exerce dans les villes. Telle est la ligne que nous suivons.

Je vous donne ces chiffres pour que vous sachiez que nous n'allons pas nous retrouver sans médecins. Ça n'arrivera jamais, car nous disposons d'un potentiel colossal, d'un capital humain énorme en médecine, dont le plus important sont les qualités et les connaissances.

Et ce ne sont pas que des mots. L'attitude de ces 1 200 coopérants de la santé dans les endroits les plus difficiles est vraiment admirable. Je ne saurais vous décrire le respect, l'admiration, l'affection, la tendresse qu'on leur voue. Ils ont fait à bien des endroits des opérations qu'on n'y avait jamais vues, qui ont provoqué de l'étonnement, alors que ce sont en fait des opérations simples dans notre pays. Des personnes aux visages déformés, par exemple, et qu'on a restaurés.

Ils ont réglé d'importants problèmes humains. La presse en a parlé, et je ne vais pas le redire. Il faut voir avec quelle affection les populations de ces pays frères répondent au travail de nos médecins, et je pense que ceci les encourage beaucoup.

J'ai dit parfois que si on dit à un médecin qu'il y a deux endroits où aller, et l'un plus difficile que l'autre, il choisit le plus difficile.

Il est encore plus admirable qu'une bonne partie de ces médecins qui exercent dans des endroits solitaires, sans électricité, pleins de moustiques, d'insectes, de vipères, de tout – heureusement, nous n'avons pas souffert un seul accident – soient des femmes, et cela force l'admiration, l'étonnement, le respect. Et nos médecins vont partout, à une île toute proche ou à un continent éloigné. Et il n'en a jamais manqué un seul : on a organisé en quelques heures une brigade, par exemple, pour pouvoir profiter d'un avion qui partait dans un pays qui nous réclamait des médecins.

Je dois dire que nous nous sentons tous – et je dis bien tous – orgueilleux – et je me sens tout spécialement orgueilleux – de ce que font nos médecins, parce que cela donne la mesure des valeurs que notre Révolution a su créer, indépendamment des mauvais exemples que donnent certains citoyens et ceux qui se laissent attirer par les chants de sirène de la société de consommation, ou en rêvent, le cœur et l'esprit vides.

[...]

Les programmes de médecine gratuite que nous réalisons en Amérique centrale, en Haïti et dans quelques pays africains ont un très grand effet humain, un effet solidaire, une grande influence. Un seul de ces médecins produit un plus grand effet que cent médecins sous contrat, bien que ceux-ci fassent aussi des sacrifices et que, par solidarité de notre pays, leurs honoraires sont bien inférieurs à ceux des médecins provenant de pays riches. Il est vrai que les médecins sous contrat contribuent sur le plan économique à nos propres services de santé, mais ce n'est rien comparé aux dépenses de santé de notre pays, aux dépenses totales en devises, aux dépenses qu'entraînent les facultés de médecine. Ce n'est rien, juste un petit quelque chose.

Notre mission est bien plus noble que la collecte de quelques dollars. Notre mission est de mettre au point une doctrine de la santé humaine, de prouver par l'exemple ce

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

qu'on peut faire dans ce domaine qui est, bien entendu, le plus sensible pour n'importe quelle personne au monde. Le médecin a dans ses mains la vie et la santé des personnes.

[...]

Nos médecins ne sont pas des marchands de services de santé. Ils touchent ce dont ils besoin pour vivre, et je pense qu'ils toucheront plus d'année en année à mesure que l'économie se récupérera et que nous avancerons.

On sent en tout cas de la répugnance à voir la commercialisation des services médicaux, pas seulement dans les pays du Tiers-monde, mais même dans des pays aussi surdéveloppés que ceux de l'Europe. [...]

La médecine privée privilégie ceux qui ont de l'argent au détriment de ceux qui n'en ont pas, et il n'y a rien de plus inhumain que ça. Il est incroyable que des sociétés riches qui font ce genre de choses et bien d'autres parlent de droits de l'homme et parlent d'humanité, alors que leur système est le plus inhumain qui soit, le plus égoïste, le plus individualiste, le plus aliénant.

[...]

Nous faisons même en sorte qu'ils puissent disposer au moins d'un transistor là où ils se trouvent, qu'ils puissent écouter des programmes sur petites ondes ou sur ondes moyennes pour avoir des nouvelles du pays ou de leurs familles. Nous avons acheté des caméras de télévision, des magnétophones et d'autres appareils, nous avons dépensé de l'argent dans des billets d'avion pour que nos journalistes puissent visiter les endroits où exercent nos médecins afin de faire connaître dans notre pays leurs exploits et de ramener des nouvelles aux familles restées à Cuba qui peuvent ainsi non seulement les écouter sur des programmes de radio, mais encore les voir, qu'il s'agisse d'une mère, d'une sœur, d'une fille, ou d'un mari, d'un père, d'un frère, d'un fils ou d'une épouse. Ou vice-versa. Il est émouvant parfois de voir les dialogues entre familles, ou lorsqu'un groupe de médecins se réunit pour voir des images qu'un journaliste de province leur apporte de leurs familles. Nous nous efforçons d'améliorer toujours plus la situation humaine de nos médecins. Mais leur attitude est vraiment étonnante. Et ils se sont formés dans les mêmes valeurs, dans les mêmes idées que vous.

Je sais qu'être ici un élève éminent, brillant, signifie en premier lieu partir dans les montagnes les plus reculées du pays. Les résultats universitaires jouent dans ce cas. Ce sont les meilleurs qui vont dans ces endroits reculés. C'est une coutume saine, et il se peut qu'on leur assigne ensuite des tâches encore plus méritoires et encore plus reculées. Voilà comment on récompense dans notre pays les bonnes notes, les meilleurs élèves : par des tâches qui exigent encore plus d'efforts et de dévouement. Après, ils brilleront encore plus tout au long de leur vie. C'est une belle tradition qu'on doit conserver toujours.

Je suis convaincu – et je l'ai dit plus d'une fois à plus d'un endroit – que si les États-Unis, un pays immensément riche de 270 millions d'habitants, se proposaient de recruter deux mille médecins volontaires pour exercer dans les endroits d'Amérique centrale où vont les nôtres avec plaisir, ils ne les trouveraient pas. Je ne suis même pas sûr qu'ils en

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

réunissent mille. Même pas en leur payant cent mille dollars par an, ou plus. C'est la vérité.

Il y a une différence énorme entre la façon dont les êtres humains s'éduquent dans ces sociétés-là d'égoïsme et d'individualisme et la façon dont les jeunes s'éduquent dans un système comme le nôtre. Et les fruits sont là. Quelqu'un peut-il le contester ? Quel pays, aussi riche qu'il soit, a nos taux de médecins par habitant ? Nos médecins, on les trouve dans tous les coins du pays, et aucun autre pays au monde ne peut en dire autant.

Comment un pays du Tiers-monde, soumis en plus à un blocus économique rigoureux, peut-il avoir des taux de mortalité infantile inférieurs à ceux des États-Unis ? Comment cela serait-il possible sans notre système ? Comment cela serait-il possible dans cette cochonnerie de capitalisme qui a existé dans la néo-colonie que nous avons été depuis le début du siècle jusqu'en 1959 ? Voilà l'œuvre faite, et dans bien d'autres domaines : l'éducation, le développement des facultés physiques et du sport, la culture, les intellectuels, la formation de personnel qualifié et de professions libérales.

[...]

Il vous est échu de vivre une étape de sacrifice, mais de participer aussi à l'une des œuvres les plus méritoires qu'aucun peuple n'ait eu la possibilité de réaliser : la doctrine de santé humaine que nous avons mise au point et que nous voulons promouvoir.

Nous avons demandé à des pays européens de collaborer à un programme que nous avons mis au point pour le Nord de l'Afrique subsaharienne où se trouve la plupart des pays dans ce cas.

Cuba peut sauver des centaines de milliers de vies en Amérique latine, là où la population ne reçoit aucune assistance médicale : dans notre sous-continent, si l'on part du Sud des États-Unis, en excluant les Antilles anglophones où les taux de santé sont bons – quoique les Antilles comprennent aussi Haïti – on sait que plus 500 000 enfants qui pourraient se sauver meurent tous les ans, sans parler de la quantité d'adultes qui pourraient le faire avec des services médicaux adéquats.

Nous avons proposé publiquement la façon dont on pouvait sauver des centaines de milliers de vie par an dans ce sous-continent. Quel encouragement de savoir que notre pays, ce pays auquel on a volé trois mille médecins pour ne lui en laisser que trois mille, en compte aujourd'hui plus de soixante mille, excellentement formés, et qu'il peut offrir au sous-continent les ressources humaines suffisantes pour sauver des centaines de milliers de vies, sans porter préjudice en quoi que ce soit à ses propres services médicaux !

C'est en Afrique que la situation est la plus désespérante.

[...]

Maintenant, quelque chose d'admirable. Ce petit pays-ci, c'est la Gambie, sur la côte ouest de l'Afrique subsaharienne, de plusieurs centaines de kilomètres de long, sur les deux rives d'un large fleuve qui se jette dans l'Atlantique. [...] Le président du pays est venu ici, quelqu'un de jeune, qui me rappelle un peu Hugo Chávez, le président actuel du

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Venezuela, très intelligent, actif et soucieux de son peuple. Il savait que nous avons proposé des médecins au Niger, au Burkina Faso, au Mali et à d'autres pays. Il nous a dit que son pays avait de gros besoins dans ce domaine et que nous lui envoyions au plus tôt du personnel médical. Je lui ai demandé : Combien vous en faut-il ? Il m'a répondu : Au moins cent cinquante pour couvrir nos besoins fondamentaux, nous garantissons les médicaments. Alors nous avons envoyé un groupe chargé d'explorer le terrain, nous avons mis au point un programme, nous avons commencé à recruter le personnel et nous avons organisé aussitôt les brigades. [...] Nous leur avons offert aussi notre coopération pour créer une faculté de médecine, qui est la solution juste et définitive à long terme pour ces pays-là.

J'ai demandé à Dotres [*ministre de la Santé publique*] : « Combien de médecins compte la Gambie ? » Il m'a répondu : « Dix-huit médecins gambiens. » Je lui demande : « Et d'autres nationalités ? » Il me dit : « Quelques-uns d'Europe et d'ailleurs, à peine quelques-uns. »

Voyez un peu le potentiel de notre pays : en une seule fois, dans un seul avion, nous avons envoyé en Gambie 158 coopérants de la santé, dont 126 médecins, 5 dentistes, 25 infirmières et 2 techniciens ! Du personnel de notre ministère de la Santé leur rend visite aussi. [...] D'un seul coup, 158 travailleurs de la santé dans un seul avion, un IL-62, [...] de cent soixante places ou un petit peu plus. Mais cela vous donne une idée éloquente du potentiel médical de Cuba, de sa capacité, de sa solidarité. Est-ce que ça nous fait du tort ? Non. Est-ce que ça lèse les Cubaines et les Cubains qui y exercent ? Non, absolument pas. Au contraire, ça les grandit. Ils constatent sur place ce qu'il se passe dans le Tiers-monde, et même s'ils souffrent quand ils se heurteront aux problèmes, cela enrichira leurs connaissances médicales et humaines, ils prendront encore mieux conscience des dures réalités de la planète où nous vivons. Heureusement, ils sont fortement soutenus, parce que le gouvernement est vraiment préoccupé des problèmes de son peuple.

[...]

Tout ceci produit une grande satisfaction. À plus forte raison quand on entend parler des expériences de nos médecins, de la façon dont ils travaillent, et même comment leur qualité humaine et leur dévouement total ont fini par forcer la confiance et l'affection des habitants du coin. Au début, les indigènes dans des endroits très reculés restaient sur leur réserve, se méfiaient. Ils soumettaient le médecin à une espèce d'épreuve, ils lui donnaient leur soutien mais peu à peu, après avoir observé son attitude, pour finir par lui faire totalement confiance.

Nos compatriotes vivent une expérience exceptionnelle et mettent bien haut le nom de leur patrie.

Fidel parle aussi dans cette intervention de l'École latino-américaine de médecine (ELAM), une institution alors nouvellement fondée dont l'appellation dit bien les objectifs : elle accueille des élèves d'origine pauvre et modeste provenant de l'ensemble du sous-continent pour y faire des études gratuites.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

L'École compte des élèves de toute l'Amérique latine ; il ne manque que deux ou trois pays, et j'espère que nous en aurons bientôt.

Nous avons donné la priorité aux pays à plus forte population paysanne, indigène ou pauvre. La Bolivie, le Paraguay, auquel nous avons déjà concédé des bourses, le Pérou, l'Équateur, en plus de l'Amérique centrale et d'Haïti par où ce programme a débuté.

[...]

Ce que nous voulons à l'École latino-américaine de médecine, c'est que les élèves des pays frères latino-américains s'imprègnent de la même doctrine dans laquelle se forment nos médecins, ce dévouement total à leur noble profession future, parce que le médecin est comme un prêtre, un pasteur, un missionnaire de la santé et du bien-être physique et mental des personnes.

En trois ans, il y aura ici plus de 6 000 étudiants latino-américains. Bien entendu, à peine quelque dizaines de diplômés chaque année, cela fait un petit groupe par rapport à la population de certains grands pays, et nous ne pensons pas régler de la sorte leur problème, bien entendu. Ce n'est pas pareil un pays comme le Brésil qu'un pays comme la Bolivie, ou qu'un pays centraméricain ou que l'Équateur, dont la population ne dépasse pas dix millions d'habitants et comprend une forte proportion de paysans et d'indigènes. Et dans ces pays-là, le total d'élèves va représenter une quantité de médecins relativement importante.

Pourquoi voulons-nous de toute façon qu'il y ait des étudiants de toute l'Amérique latine ? Parce que des jeunes de tout un sous-continent appelé à s'unir, à s'intégrer, vont se connaître dans cette École. Ils doivent être l'avant-garde dans le domaine de la santé, les pionniers des concepts relatifs à l'intégration nécessaire et inéluctable, et ils doivent se connaître les uns les autres. Bien mieux, la culture de chacun va s'enrichir, parce que ce seront un jour les étudiants honduriens, qui sont plus de deux cent cinquante, qui organiseront leur fête, qui exposeront leurs coutumes, leur culture ; un autre jour, ce seront les Guatémaltèques, et un autre jour un autre pays. Nous sommes un ensemble appelés à nous intégrer, qui parlons pratiquement tous la même langue parce que les différences sont minimales entre l'espagnol et le portugais. Et il est bon qu'un ensemble de peuples appelés à s'unir commencent à se connaître dès le premier jour où ils commencent leurs études.

Si seulement notre pays avait plus de ressources pour créer d'autres facultés où étudier d'autres carrières, comme l'enseignement et d'autres. Tous les pays ont des universités, et certaines très bonnes, mais nous avons commencé en tout cas par les études au plus grand contenu humain, la médecine.

Imaginez ces milliers de jeunes étudiants, formés dans des conceptions déterminées de la médecine, qui se connaissent entre eux et qui connaissent les coutumes des différents pays : ils se convertissent en des pierres angulaires de l'intégration de nos peuples. C'est là sans aucun doute un facteur important, même si l'union a besoin de bien d'autres pierres. Ce sont nos rêves que cette école de médecine.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

J'oserai dire que cette école est un bijou par les conceptions qui y président : création et développement. Les installations sont excellentes – il s'agit d'une ancienne école navale – elle dispose de tous les équipements nécessaires et les professeurs sont les plus expérimentés. Ses élèves sont studieux, et éprouvent un intérêt énorme pour leurs études.

Parlant des élèves de cette école, j'ai exprimé l'espoir qu'ils soient encore meilleurs que nos propres élèves, parce qu'en fin de compte, les nôtres sont accoutumés à disposer de nombreuses possibilités d'études. Mais cette école reçoit des élèves qui n'ont même pas vu la mer et qui vivent maintenant face à elle. Certains viennent d'endroits très reculés. La coordination s'est faite en général entre les gouvernements et notre représentation diplomatique, afin que la sélection porte de préférence sur des jeunes d'endroits reculés de province et d'origine la plus modeste possible.

La matière première de cette école est excellente, et elle pourra former des élèves meilleurs que les nôtres. Que personne de vous ne se sente diminué pour ça, car ce doit être notre aspiration. À partir de la troisième année, ils vont commencer à travailler dans des hôpitaux où ils vont devoir se gagner toute la confiance des patients cubains. Si nous n'arrivions pas à ce qu'ils soient meilleurs que vous, l'école serait un échec. Mais ils auront plus de motivations que vous, bien que vous en ayez de très élevées et que vous ayez obtenu le droit de vous inscrire dans nos facultés de médecine. Mais beaucoup d'entre eux, sans cette école, n'auraient aucune possibilité de faire des études.

Je dis que cette école est un bijou dans sa conception et qu'elle finira par devenir une institution extraordinaire. Je le dis en voyant la réaction des nombreux visiteurs étrangers qui veulent la visiter et qui en ressortent admiratifs. Il n'existe aucune institution de ce genre dans aucune partie du monde. Les études de médecine le meilleur marché aux États-Unis, par exemple, coûtent de 25 000 à 30 000 dollars par an. Nous espérons former de meilleurs médecins que ceux qui se forment dans n'importe quelle bonne université des États-Unis et avec plus d'expérience.

Oui, il s'agit d'une école qui n'existe nulle part ailleurs. Je crois que c'est un exemple de ce qui peut se faire même dans un petit pays du tiers monde.

Si seulement d'autres pays voulaient en faire à leur tour. Nous ne voulons pas le monopole de cet honneur. Oui, si seulement d'autres en faisaient. Si seulement de nombreux jeunes comme eux pouvaient faire ces études et d'autres. Voilà ce que devraient faire les pays développés. Oh, oui, ils donnent de temps à autre des bourses, mais à la fin ils engagent les meilleurs élèves qui ne rentrent plus chez eux.

De nombreux Africains ont fait des études en Europe, mais une grande partie y reste et ne rentre pas en Afrique. Or, en règle générale, les étudiants étrangers, ou plutôt les frères d'autres pays d'Amérique latine ou de pays d'Afrique qui font des études ici rentrent tous chez eux. Nous n'avons jamais tenté de faire du vol de cerveaux, de talents, d'intelligences. Ils vivent ici modestement, ils partagent nos limitations, même s'il est logique que nous fassions un plus grand effort en faveur de ces étudiants-là.

[...]

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Puisque vous m'avez fait venir, je dois dire que s'il y a une question qui me passionne vraiment, qui me stimule, qui me récompense, qui me rend fier, c'est bien celle-ci, cette tâche que nous réalisons dans le domaine médical, au-delà de nos frontières. Parce que, à l'intérieur de ces frontières, nous avons fait tout ce qui était humainement possible pour le bien-être de notre peuple, et cet énorme potentiel humain doit commencer à servir dans le monde. Pour qu'on ne dise jamais qu'il va falloir fermer nos facultés de médecine parce qu'il y a trop de médecins ou alors qu'il va falloir réduire le nombre d'inscriptions pour la même raison. Nous n'avons pas peur du nombre de médecins. Les médecins ne seront jamais de trop nulle part, même pas dans un avion de passagers, dans un train ou dans un bateau. Nous en avons aujourd'hui dans les crèches, dans les écoles, dans tous les établissements d'enseignement, partout.

Quelqu'un m'a dit un jour, alors que nous n'avions que 20 000 médecins, que ça suffisait. Et j'ai répondu : « Suffire ! Non, parce que le médecin doit défendre la santé des gens, de la même manière que les Comités de défense sauvegardent la Révolution dans chaque rue. » Et c'est justement la tâche du médecin et de l'infirmière de la communauté, qui doivent veiller constamment sur la santé d'un certain nombre de gens dans le quartier.

[...]

Nous rêvons d'un avenir meilleur, d'un monde plus juste, d'un monde vraiment plus humain pour lequel nous avons tous le devoir de lutter. Votre avenir et celui de vos enfants sera l'avenir que l'humanité sera capable de construire. Cette humanité menacée par une série énorme de dangers de partout, qui ne donnent pourtant le droit à personne de perdre sa confiance dans l'homme, de perdre sa confiance dans une destinée meilleure pour elle.

Agissez toujours en jeunes qui sont conscients de la tâche qui les attend, en jeunes conscients d'une nouvelle étape dans l'histoire de l'homme. Je ne dois dire rien de plus, juste : En avant, gardiens de la santé et de la vie !

Voilà. Ça, c'est le Fidel Castro que les médias transnationaux préfèrent ne pas fréquenter et qu'ils ne vous présenteront jamais ! Pas le « dictateur » accroché au pouvoir, selon le cliché récurrent et lassant, mais l'humaniste qu'il a toujours été !

C'est face à cette solidarité internationaliste concrète de la Révolution cubaine que la politique des États-Unis conçue pour entraîner la défection des médecins cubains en mission à l'étranger s'affiche dans toute sa bassesse.

Après, Obama peut bien parler de la coopération très ponctuelle intervenue entre les deux pays en Afrique de l'Ouest au sujet de l'épidémie à virus Ébola et inscrite, je le précise, dans le cadre de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et non en tant qu'initiative bilatérale. Mais quel symbole, quand même : les États-Unis envoient, une fois de plus, des soldats ; Cuba dépêche des médecins ! Soit dit en passant, Fidel avait dans le cadre de l'ONU proposé aux pays du Premier monde une coopération pour soulager les souffrances du Tiers-monde : Cuba envoyait des médecins, les pays riches fournissaient les médicaments et la logistique. Aucun n'a répondu, malgré d'autres appels en ce sens de la Révolution cubaine !

\*\*\*\*\*

**Nous n'avons pas été du même bord dans tant de conflits dans les Amériques. Mais aujourd'hui, Étatsuniens et Cubains sont assis à la table de négociation, et nous aidons le peuple colombien à régler une guerre civile qui dure depuis des décennies (*applaudissements*). Cette sorte de coopération est bonne pour tout le monde. Elle donne de l'espoir à tout le monde sur ce continent.**

Si les États-Unis et Cuba n'ont jamais été « du même bord », c'est pour la même raison que la précédente : incompatibilité de politiques. Et ils pouvaient d'autant moins l'être que le plus fort et le plus puissant n'a cessé d'agresser l'autre, qui a été la première cible de sa politique constamment agressive. Et s'ils ne le sont toujours pas, c'est justement parce que l'une des parties n'admet pas l'existence de l'autre sous sa forme actuelle, qu'elle veut absolument qu'elle change et se transforme en quelque chose qui n'est absolument pas du gré de celle auquel on veut imposer le changement. N'en déplaise à Obama, malgré la reprise des relations et d'un dialogue plein de sous-entendus et de visées soit ouvertes soit occultes, les États-Unis et la Révolution cubaine ne sont pas et ne seront pas du même bord. Ce qui ne veut pas dire qu'ils ne puissent pas envisager une coopération dans certains domaines, comme Cuba n'a cessé de le réclamer et de le proposer depuis bien des années : lutte contre le trafic de drogues ; lutte contre la traite d'êtres humains... Cette coopération, que Bush avait totalement annulée bien qu'elle convînt aux deux parties, a recommencé avec l'arrivée d'Obama et, depuis la reprise des relations, elle s'est étendue à bien d'autres domaines.

C'est une bonne chose pour les deux pays, et pour d'autres, mais là encore, tout n'est pas si simple. La coopération sur des questions techniques ne doit pas provoquer de grosses complications ; en revanche, dès que cela touche le politique ou l'économique, les choses deviennent un peu plus malaisées. Ainsi, coopérer en matière de migration pour garantir, selon les termes consacrés, qu'elle soit sûre, ordonnée et légale quand les États-Unis maintiennent – et affirment haut et clair ne pas vouloir l'annuler – la Loi d'ajustement cubain qui est justement le facteur clef qui pousse les Cubains à émigrer pour profiter des conditions tout à fait spéciales que les administrations leur offrent, n'est évidemment pas très facile, d'autant que, paradoxalement, la reprise des relations diplomatiques, loin d'avoir tari ces départs illégaux, les a augmentés parce que les Cubains voulant émigrer mais ne possédant pas de visas redoutent que les États-Unis ne finissent – ce qui serait logique – par abroger cette loi et veulent donc gagner le Nord avant cette échéance fatale!

Le dernier pays victime de cette politique est l'Équateur qui, après avoir supprimé les visas, a dû les rétablir devant l'avalanche de Cubains frappant aux portes de son ambassade et manifestant devant l'édifice, mais qui se heurte maintenant au problème des Cubains

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

arrivés là-bas : comme ils n'ont pas de visas pour poursuivre leur route jusqu'aux USA, à travers l'Amérique centrale et le Mexique, dans la mesure où l'ambassade équatorienne de La Havane ne leur délivre que des visas de tourisme, ils sont maintenant quelques neuf cents à camper sur une place publique de Quito. L'ambassade cubaine dans cette ville, devant laquelle les Cubains en rade ont entrepris de manifester (ainsi que devant celle du Mexique, alors qu'ils devraient le faire logiquement devant celle des États-Unis qui leur refuse à La Havane les visas correspondants), affirme que l'affaire n'est pas de son ressort, puisque ces ressortissants sont partis de leur plein gré d'une façon absolument légale, que ce n'est pas elle qui peut délivrer les visas dont ils ont besoin pour poursuivre leur voyage, que si les États-Unis ne leur ont pas délivré de visa, c'est à ce pays qu'ils doivent s'adresser. Mais on comprend pourquoi ces Cubains manifestent et tentent d'aggraver la situation. Il y a eu un précédent quand, au milieu du premier trimestre, les pays concernés ont dû, après que le Nicaragua leur a fermé ses portes à la frontière costaricienne, organiser une sorte de pont aérien jusqu'au Mexique pour offrir une solution à des milliers de Cubains bloqués en Amérique centrale ! Les Cubains de Quito espèrent bien entendu pouvoir profiter d'une solution de ce genre, à laquelle les gouvernements centraméricains ont dit clairement qu'ils ne se laisseraient plus prendre et qu'ils n'étaient pas disposés à fournir une nouvelle fois à des étrangers des conditions que les États-Unis refusent à leurs ressortissants. D'autres centaines de Cubains sont coincés au Panama pour ce même motif. La situation à Quito est devenue si compliquée que le ministre équatorien des Affaires étrangères a, le 6 juillet 2016, demandé aux États-Unis de supprimer une bonne fois pour toutes la Loi d'ajustement cubain, raison fondamentale de cet exode de Cubains... Par ailleurs, la police est intervenue dans le parc de Quito où campaient les Cubains pour procéder à une enquête sur leur situation migratoire, et un tribunal a décrété, le 13 juillet, la déportation immédiate de quarante-et-un Cubains en situation irrégulière, ce qui s'ajoute aux soixante-quinze renvoyés quelques jours plus tôt à Cuba. Le problème, c'est que, généralement, ces Cubains, décidés à abandonner l'île, vendent tout ou une partie de leurs biens pour se payer la traversée, par passeurs illégaux interposés, jusqu'aux États-Unis, leur « rêve américain », et qu'ils se retrouvent sans rien une fois renvoyés chez eux...

J'avoue ne pas voir de quelle manière les États-Unis coopèrent avec Cuba aux négociations de paix entre le gouvernement colombien et les guérilleros des FARC-EP, qui se déroulent à La Havane depuis maintenant quatre ans, Cuba y faisant aussi fonction de pays garant en même temps que la Norvège. En revanche, que je sache, la Maison-Blanche n'y intervient absolument pas : qu'elle ait des contacts très proches à ce sujet avec un de ses meilleurs alliés, un gouvernement colombien résolument de droite qui apparaît un peu le cheval de Troie au sein des organisations régionales, entre autres la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC) – qu'on se rappelle les graves chocs survenus avec le Venezuela et l'Équateur – je n'en doute pas, pas plus que je ne doute qu'elle intervient et exerce des pressions pour faire respecter ses intérêts hégémoniques dans le pays même, où elle possède, entre autres, plusieurs bases militaires et où les administrations antérieures ont mis en place un Plan Colombie qui est toujours en vigueur (financement, livraisons d'armes, etc.). Mais ceci n'a absolument rien à voir avec une quelconque coopération avec La Havane en la matière...

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Qui plus est, la Maison-Blanche ne devrait pas avoir l'indécence de mentionner à Cuba même la Colombie ni les FARC-EP ! Je m'explique. Une des raisons fallacieuses et frauduleuses pour lesquelles le département d'État avait inscrit Cuba, depuis des dizaines d'années, sur sa liste tout aussi fallacieuse et frauduleuse des États parrainant le terrorisme était que Cuba avait donné asile à des « terroristes » de cette guérilla. Peu importait que cela fût un mensonge éhonté : dans la diplomatie étasunienne, la morale est la moindre des choses et la fin justifie les moyens. En effet, c'est à la suite de négociations tout à fait officielles entre les gouvernements cubain et colombien, à la demande de ce dernier, que La Havane avait accepté d'accueillir ces guérilleros, tout comme elle avait reçu des membres de l'ETA (autre prétexte étasunien) à la demande expresse du gouvernement espagnol.

Maintenant que Cuba n'est plus un État « terroriste » (depuis mai 2015), tout comme elle n'est plus un État favorisant le trafic de drogues ou un État « voyou » dans tant de domaines, puisque les États-Unis lui ont donné leur bénédiction « politique », la Maison-Blanche efface ses mensonges du passé et passe l'éponge avec une facilité oublieuse qui est absolument indécente. C'est face à des attitudes semblables que je parlais plus haut de morale en politique. Mais allez prêcher ça à Washington... !

\*\*\*\*\*

**Nous avons pris des voies différentes pour aider le peuple sud-africain à mettre fin à l'apartheid. Mais le président Castro et moi-même avons pu être à Johannesburg pour rendre hommage à l'héritage du grand Nelson Mandela (*applaudissements*). Et, examinant sa vie et ses paroles, je suis sûr que nous avons pris conscience tous les deux que nous avons encore à faire pour promouvoir l'égalité dans nos propres pays, pour réduire la discrimination raciale dans nos propres pays. Et à Cuba nous souhaitons que notre engagement aide les Cubains d'ascendance africaine à se relever (*applaudissements*), car ils ont prouvé qu'il n'y a rien qu'ils ne puissent faire quand on leur en donne l'occasion.**

Avoir le front d'affirmer à La Havane, devant le peuple cubain, que les États-Unis ont aidé « le peuple sud-africain à mettre fin à l'apartheid », cela passe véritablement les bornes de l'impudence ! Obama ne veut rien savoir de l'Histoire et fronce les sourcils quand on la lui mentionne, mais, on le voit, il n'a aucun scrupule à s'en emparer quand elle lui semble utile pour tirer la couverture à soi. Il ne cesse de nous dire qu'il est né en 1961, qu'il n'a donc rien à voir avec toutes ces histoires politiques du passé, qu'on arrête de l'embêter avec tout ça,

mais s'y replonger ne lui ferait pas de mal pour ne pas réécrire les événements et les faits d'une manière aussi biaisée !

J'aurais aimé qu'il expliquât dans le Grand Théâtre de La Havane comment les États-Unis ont lutté contre l'apartheid et surtout comment « ils ont aidé le peuple sud-africain à y mettre fin ». Il aurait précisé « le peuple noir sud-africain », et ça n'aurait pas été plus mal, car la minorité blanche, grande bénéficiaire du système de citoyenneté séparée, n'a jamais poussé à la roue pour le faire disparaître. Mais, passons... Bref, son auditoire se serait esclaffé en dépit de son devoir de politesse, si cette question ne réveillait dans les consciences et les cœurs cubains des sentiments mêlés de douleur et de tristesse, pour les morts laissés durant cette bataille contre les Blancs sud-africains, et de fierté, pour la prouesse accomplie. Car Obama ment sans le moindre scrupule à ses auditeurs cubains : jamais, à aucun moment, les États-Unis, j'entends les différentes administrations, n'ont cessé d'appuyer les racistes sud-africains.

Sous Nixon, l'administration ne critiqua jamais l'apartheid en Afrique du Sud et ne vota pas contre lui à l'ONU. Les investissements étasuniens passèrent de 692 millions de dollars en 1968 à 1,2 milliard en 1973, soit une croissance de 73 p. 100. Leurs exportations passèrent de 450 millions de dollars en 1968 à 746 millions en 1973, et les importations de 250 millions à 377 millions. L'embargo sur les armes fut tourné par l'autorisation d'exporter des équipements à double usage civil et militaire ; tandis que la Commission de l'énergie atomique continua de coopérer avec le programme nucléaire sud-africain. Tout en ne reconnaissant pas le pouvoir blanc d'Ian Smith en Rhodésie, l'administration Nixon ne lui imposa aucune sanction et alla jusqu'à approuver l'amendement Byrd qui autorisait, en violation de l'embargo, l'importation aux USA de chrome rhodésien. Sous Ford, qui avait retenu Kissinger à son poste de secrétaire d'État, rien ne changea. Après l'échec de la politique occidentale en Afrique australe à cause de la défaite militaire des troupes sud-africaines devant les forces combinées cubaines et angolaises, Kissinger dut tracer une nouvelle ère dans la politique étasunienne envers l'Afrique, dans son fameux discours de Lusaka le 27 avril 1976 : le problème le plus urgent à régler était la Rhodésie ; le cas de la Namibie était « critique » : l'Afrique du Sud devait permettre aux groupes namibiens de se prononcer sur leur avenir ; en Afrique du Sud même, la ségrégation raciale devait prendre fin et la population sud-africaine devait se réconcilier. Les États-Unis tentaient de redorer leur blason face aux États noirs.

Carter y parvint dans les premières années de son mandat, en mettant l'accent sur l'aide économique aux pays africains et en cherchant à résoudre les trois points chauds : Rhodésie, Afrique du Sud-Ouest, apartheid en Afrique du Sud, et en étant le premier président étasunien à visiter l'Afrique (le Liberia et le Nigeria). Sur la fin de son mandat, Carter introduisit la question soviétique dans sa politique africaine et finit par la modifier sensiblement, en particulier en faisant des démarches auprès du FMI, entre autres institutions financières internationales, pour qu'il offre des crédits à l'Afrique du Sud, poursuivit la coopération nucléaire avec Pretoria, ne vota aucune résolution contre les racistes sud-africains à l'ONU. Les investissements étasuniens augmentèrent. En Afrique du Sud-Ouest, Carter refusa toujours de reconnaître la SWAPO comme mouvement légitime.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Sous Reagan, s'imposa la nouvelle conception de l'« engagement constructif » au nom duquel les États-Unis, qui avaient des intérêts croissants en Afrique noire, en avaient aussi d'importants en Afrique du Sud » et n'avaient donc pas à choisir entre eux : ils devaient donner la preuve, par leurs actions, qu'ils étaient des « partenaires fiables de chaque côté des frontières ». Manger à tous les râteliers, donc. À l'ONU, les USA refusèrent de voter toute résolution contraire à l'Afrique du Sud, même pas pour condamner une nouvelle invasion des racistes sud-africains en Angola en août 1981. L'administration Reagan finit par abroger l'Amendement Clark, qui interdisait d'apporter une aide aux mouvements contre-révolutionnaires en Angola, notamment en armes. En décembre 1981, Jonas Savimbi, chef de l'UNITA, se rendit même en visite aux États-Unis, alors qu'il s'agissait d'un mouvement qui constituait un fer de lance des racistes sud-africains en Angola. En novembre 1982, le FMI, dont on sait qu'il ne fait rien sans l'accord des USA, octroya à Pretoria un crédit de 1,1 milliard de dollars.

L'administration Reagan se joignit toutefois aux sanctions économiques imposées par l'ONU à Pretoria en 1986. Mais les économistes sérieux s'accordent à dire que ces sanctions n'eurent que des effets très limités sur les racistes sud-africains dans la mesure où elles étaient facilement tournées. D'ailleurs, elles furent levées en partie dès 1991, puis totalement en 1992 par la Communauté économique européenne et les États-Unis, et définitivement par l'ONU en 1993, après que Mandela eut lancé un appel dans ce sens.

Qu'on se rappelle aussi le fameux *linkaje* mis en avant par l'administration Reagan pour lier le retrait de Pretoria de la Namibie (alors Afrique du Sud-Ouest), inscrit dès 1978 dans la résolution 435 du Conseil de sécurité (donc obligatoire, contrairement aux celles de l'Assemblée générale des Nations Unies), au départ des combattants cubains, mettant donc sur le même plan deux situations absolument différentes : une occupation coloniale considérée illégale par la communauté internationale et l'aide internationaliste de la Révolution cubaine à l'Angola envahi par le Zaïre et l'Afrique du Sud, cette manigance diplomatique ayant permis à Washington et à Pretoria d'empêcher tout déblocage de la situation et donc tout règlement en Afrique australe. Ce n'est là qu'un exemple, mais il y en a d'autres. J'ai rappelé que les USA avaient incité les racistes à envahir l'Angola pour interdire l'accès au pouvoir du MPLA derrière lequel ils voyaient la main de Moscou. Et cette manigance de la Maison-Blanche fonctionna si bien que Pik Botha, le ministre sud-africain des Affaires étrangères, avouait tout tranquillement devant son Parlement, en mai 1988 : « Pendant les sept années de l'administration Reagan, le *linkaje* a été le bouclier qui nous a protégés des sanctions, et il n'y en a eu aucune contre notre pays à cause de l'Afrique du Sud-Ouest. »

À la fin des années 80, Pretoria se vit toutefois contraint, après avoir été ébréché sur le plan militaire par les forces combinées cubaines, angolaises et namibiennes (SWAPO) à Cuito Cuanavale et obligé de se retirer de l'Angola, d'accepter des négociations sur l'indépendance de la Namibie, qui démarrèrent à Londres en mai 1988 dans le cadre de conversations quadripartites – qui furent très longtemps tripartites, Washington refusant la présence des Cubains – et conclurent en décembre sur des accords de paix qui marquèrent le début de la fin de système de ségrégation raciale instauré par les Blancs, la libération et l'indépendance de la Namibie et la consolidation définitive de l'indépendance de l'Angola (qui devra

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

toutefois, de longues années durant, faire face aux épouvantables exactions et massacres de Savimbi, toujours soutenu par l'Occident), et un virage radical dans l'histoire de l'Afrique toute entière. Bref, la défaite militaire des racistes sud-africains, jusqu'alors auréolés du mythe de leur invincibilité, avait créé des conditions encore plus favorables à la lutte de l'ANC et de la population noire contre l'apartheid, si bien que Pretoria se décida à entamer aussi des négociations secrètes avec Nelson Mandela, toujours en prison. Les racistes sud-africains battirent en retraite sur tous les fronts et, le 11 février 1990, libérèrent Mandela qui fut élu président de l'ANC en juillet 1991 puis, dans le cadre d'une marche irréversible vers le démantèlement du régime d'apartheid que je ne vais pas retracer ici, président de l'Afrique du Sud en avril 1994. Faut-il rappeler que, comme on vient de l'apprendre récemment, c'est grâce à la CIA que le régime sud-africain put arrêter Nelson Mandela ? C'est là tout un symbole !

Certains connaisseurs affirment que c'est la question de l'apartheid qui a motivé la prise de conscience d'Obama en politique. Je veux bien le croire, mais il serait bon alors que le locataire de la Maison-Blanche relise l'histoire telle qu'elle s'est déroulée, et non à travers des interprétations biaisées ou, pis encore, mensongères.

Nelson Mandela, lui, avait une autre vision de l'histoire quand, recevant Fidel le 4 septembre 1998 à Pretoria, il affirmait :

Si tous les Sud-Africains jouissent aujourd'hui des droits démocratiques, s'ils sont capables d'aborder au moins la misère écrasante d'un système qui leur refusait jusqu'aux agréments les plus essentiels de la vie, c'est aussi parce que Cuba a appuyé d'une manière désintéressée la lutte pour libérer l'ensemble du peuple sud-africain et les pays de notre région du système d'apartheid inhumain et destructeur. Aussi remercions-nous le peuple cubain du fond du cœur.

Mais il avait déjà exprimé les mêmes sentiments, le 26 juillet 1991, à Cuba, où il s'était rendu dès son premier voyage à l'étranger :

Le peuple cubain occupe une place spéciale dans le cœur des peuples africains. Les internationalistes cubains ont fait une contribution sans pareille à l'indépendance de l'Afrique, à la liberté et à la justice par leurs principes et leur désintéressement. En Afrique, nous avons été normalement victimes de pays qui voulaient démembrer notre territoire ou miner notre souveraineté. Il n'existe pas de précédent dans l'histoire africaine qu'un autre peuple se soit levé pour défendre l'un de nous. La défaite de l'armée d'apartheid a été une inspiration pour le peuple combattant en Afrique du Sud ! Sans la défaite de Cuito Cuanavale, nos organisations n'auraient pas été légalisées ! La défaite de l'armée raciste à Cuito Cuanavale m'a permis d'être ici aujourd'hui ! Cuito Cuanavale a été un jalon dans l'histoire de la libération de l'Afrique australe !

Faut-il rappeler que 2 077 internationalistes cubains ont donné leur vie en Angola durant la quinzaine d'années où La Havane dut maintenir des troupes pour préserver l'indépendance de ce pays face aux racistes sud-africains et à ses alliés aidés par l'Occident...

Il serait bon qu'Obama épiluche les archives de la Maison-Blanche pour mieux connaître la politique de son pays envers l'apartheid sud-africain !

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Après avoir pris pour cible de son discours la jeunesse, Obama s'adresse maintenant à la population noire, reprochant aux dirigeants cubains et à la Révolution cubaine – nouvelle leçon – de ne pas en faire assez à cet égard. Que le président d'un pays où le racisme et la discrimination raciale sont inscrits au cœur même de la société non seulement au niveau de l'idéologie, mais encore dans les faits quotidiens les plus patents – ne serait-ce que l'attitude de la police envers les Noirs chez lesquels on ne compte plus la quantité de victimes de « bavures » – ose faire des remarques sur cette question aux dirigeants d'un pays où ces deux maux sont très loin d'atteindre les niveaux qu'ils atteignent aux États-Unis, c'est là encore de l'outrecuidance, surtout dans la bouche d'un invité.

En fait, les bavures, *The Washington Post* les a bel et bien « comptées » : de janvier à juillet 2016, la police étasunienne a tué 509 personnes, dont 238 Blancs (47 p. 100), 123 Noirs (24 p. 100) et 76 *hispanos* (16 p. 100) ; 124 souffraient de maladies mentales et 35 étaient désarmés ; 484 étaient des hommes et 25 des femmes ; 40 p. 100 avaient de trente à quarante-quatre ans, le reste de dix-huit à vingt-neuf ans...

Oui, le racisme existe toujours à Cuba. Et pourtant je doute qu'on puisse trouver dans le monde contemporain un pays où l'on ait plus fait qu'à Cuba pour assurer l'égalité entre les citoyens. Ce qui prouve à quel point il est difficile d'extirper ce mal dans une société qui a connu plusieurs siècles d'esclavage. Le racisme se prolonge dans l'inconscient et le conscient de la société, dans les attitudes individuelles, dans le complexe de supériorité, dans les réactions quotidiennes, dans les plaisanteries. De là à dire qu'il y a « discrimination raciale » à Cuba, c'est sans doute aller un peu vite en besogne. Le préjugé, et donc le racisme, est un état mental ; la discrimination est toujours un acte pratique d'exclusion des personnes, elle implique une volonté consciente, soit par des réglementations directes soit par d'autres biais, d'accorder un traitement différent aux Blancs et à ceux qui ne le sont pas. On aura du mal à en trouver à Cuba à l'échelle de l'ensemble de la société. Il se peut d'ailleurs que les réglementations anti-discrimination ne soient pas aussi poussées ici qu'aux États-Unis, dans la mesure où la gravité de ce problème dans l'île est loin d'atteindre les niveaux de là-bas.

L'idée de départ essentielle au départ de la Révolution était qu'il n'y avait pas de Blancs, de Noirs ni de métis, ou de Chinois, qu'il n'existait qu'une seule entité abstraite, le peuple cubain, que faire des distinctions était contraire à cette égalité qu'elle cherchait avant tout et presque comme un point de départ philosophique essentiel, qu'il se serait agi, par conséquent, d'une politique erronée et contre-productive en mesure d'introduire des clivages dans la société cubaine, et donc de rompre l'unité qu'il fallait absolument préserver comme arme de choc pour résister aux agressions des États-Unis. De sorte que personne ne se posa jamais la question de savoir si des inégalités existaient dans la population, d'autant que, dans les premiers temps, la lutte de classes extrêmement dure et surtout la participation enthousiaste de l'immense majorité du peuple cubain à la construction d'une société nouvelle avait entraîné un brassage quasi-total entre les différentes couches et strates. C'est ensuite que les clivages commencèrent à apparaître et à s'aggraver à partir du moment où l'État fut incapable, quand s'ouvrit la Période spéciale – encore elle – de continuer à jouer le rôle de tuteur, de protecteur de la société qui avait été le sien jusqu'au début des années 90...

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Esteban Morales, professeur titulaire (noir) de l'Université de La Havane, chercheur de son Centre d'études sur les États-Unis, économiste et politologue, auteur de *Desafios de la problemática racial en Cuba*, explique le 25 juin 2009 dans une de ses interventions aux Jeudis de la revue *Temas*, un espace de débat consacré cette fois-là à « la question raciale : préjugé, discrimination, stéréotypes » :

[Le racisme] est présent dans tous les espaces et à tous les niveaux de la structure sociale pour un simple et bonne raison : parce qu'il y a partout des gens qui ne veulent pas entendre parler de ce problème, qui nient son existence ou qui assument devant lui une attitude cynique. Ça paraît un syndrome, une maladie sociale. C'est que nous avons mis du temps à nous occuper du problème. En 1959, le *compañero* Fidel a commencé à en parler, avec beaucoup de force, mais dès 1962 nous l'avons considéré réglé. Dans notre activité culturelle – le cinéma, la peinture, la littérature, etc. – le thème est resté vivant, mais à partir de la science on ne pouvait plus faire d'études sur quelque chose dont on avait dit qu'il avait été réglé, on vous affublait le qualificatif de divisionniste et de raciste. Et ça nous a pénétré jusqu'à un certain point. Sur ce thème, il y a eu du silence, de la répression, des tabous. Bien que, sincèrement, beaucoup de pays de ce continent aimeraient avoir la situation que nous avons à Cuba en matière de discrimination raciale. De toute façon, je ne suis pas partisan de la théorie des borgnes : nous devons régler une série de problèmes qui sont les nôtres, avec nos particularités et notre histoire.

Pour comprendre ce phénomène dans la réalité cubaine actuelle, nous devons briser le mythe de l'égalité. Les Cubains, nous ne sommes pas tous égaux ; devant la loi, oui, mais socialement, non. L'égalité sociale est bien plus complexe. Nos points de départ sont différents, et ils se traînent et ils se reproduisent même parfois. [...] Nous devons comprendre notre réalité en étant conscients que l'égalité est le projet, le desideratum ; la réalité est la différence, l'inégalité, ce à quoi nous nous heurtons tous les jours. L'assumer est extrêmement important pour parvenir à une attitude objective et critique face aux préjugés et aux stéréotypes raciaux. Invertissons les termes, et nous verrons que ça s'avérerait moins difficile de parvenir à la véritable égalité.

[...] Il y a encore énormément de personnes dans la société cubaine qui tombent des nues quand tu leur parles de ce problème ou qui disent tout simplement qu'il n'existe pas, parce que la polémique sur l'existence ou non de la question raciale dans sa partie originaire est le premier défi ; notre première tâche est de faire comprendre à tous les Cubains que le problème existe. Voilà pourquoi dans mes conférences je ne commence jamais par parler de racisme et de discrimination, je parle de la manière dont s'est formée notre nation. Si nous le comprenons vraiment à fond, nous comprendrons pourquoi ce problème existe à Cuba et nous serons en principe préparés pour lui faire face.

Il a fallu d'ailleurs que la Révolution cubaine tombe dans le gouffre de la Période spéciale avec la crise qui a frappé tous les Cubains de plein fouet pour que le pays, notamment les secteurs les plus éclairés du monde intellectuel, se rende compte que le statut des Noirs dans la société cubaine n'était toujours pas l'équivalent de celui des Blancs, qui représentent, contrairement à ce que l'on croit, presque 60 p. 100 de la population, que les Noirs étaient, sinon les plus pauvres, du moins les plus démunis, que, malgré la volonté de la Révolution

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

cubaine de donner des chances égales à tous les Cubains, sans distinguo d'aucune sorte, et ce pendant quarante ans, les séquelles du passé continuaient de jouer et qu'il fallait adopter des mesures en faveur des Noirs. C'était un peu la découverte de la nécessité d'une « discrimination active » à la mode étasunienne, autrement dit une « inégalité » non en défaveur, mais en faveur. Quand on mesure de manière égale des gens inégaux, on engendre de l'inégalité.

Ainsi, quand, à partir du moment où Cuba perd son environnement économique et que le tourisme international y devient une des branches économiques les plus dynamiques de Cuba, celle qui doit apporter des devises fraîches pour sauver le pays, et que s'ouvrent donc des nouvelles possibilités d'emplois dans un domaine où il n'existait pas grand-chose jusque-là, on constate que les Noirs et les métis se heurtent à des barrières de la part des employeurs, la préférence étant donnée aux candidats blancs, en réponse à un critère raciste selon lequel les Blancs sont préférables quand il s'agit d'accueillir des touristes étrangers. Le même phénomène se reproduit dans le cas de sociétés étrangères auxquelles on ouvre plus d'espace à partir de la Période spéciale.

Les terribles ravages de la Période cubaine entraînent donc une prise de conscience douloureuse : les Noirs étaient plus démunis, moins favorisés, même si la Révolution avait offert et continuait d'offrir exactement les mêmes possibilités, les mêmes chances à tous les citoyens. Bref, les *Noirs étaient les plus mal lotis*. Pour des raisons historiques. Ce fut, pour ainsi dire, une « révision déchirante ». Et des intellectuels, des chercheurs, des sociologues, des acteurs communautaires entreprirent de se pencher sur la question.

Fidel l'avait fait dès le 8 septembre 2000, quand, après avoir participé à New York au Sommet du Millénaire organisé par l'ONU, il s'adressa aux habitants de Harlem dans l'église de Riverside :

Je ne prétends pas présenter notre patrie comme un modèle parfait d'égalité et de justice. Nous croyions au début qu'en établissant l'égalité la plus totale devant la loi et en ne tolérant absolument aucune manifestation de discrimination sexuelle contre la femme ou raciale contre les minorités ethniques, tous ces phénomènes disparaîtraient de notre société. Nous avons mis du temps à découvrir, je vous le dis, que la marginalité, entre autres la discrimination raciale, ne se supprime pas à coups de loi, ni de dix lois, et nous ne sommes pas parvenus à la supprimer totalement en quarante ans.

Notre justice n'appliquera jamais la loi selon des critères ethniques, mais nous avons découvert que les descendants d'esclaves, ceux qui vivaient dans les baraques de jadis, étaient les plus pauvres et continuaient de vivre, après l'abolition de l'esclavage, aux endroits les plus pauvres.

Il existe des zones marginales, où vivent des centaines de milliers de personnes, pas seulement des Noirs et des métis, mais encore des Blancs. La marginalisation des Blancs vient de la société antérieure. Je vous disais qu'une nouvelle étape a commencé dans notre pays. J'espère pouvoir vous parler un jour de ce que nous faisons et de la façon dont nous allons continuer de le faire.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Nous n'avons pas d'argent pour bâtir des logements pour tous les gens qui continuent de vivre dans des conditions qu'on pourrait dire marginales, mais nous avons bien d'autres idées qui n'attendent pas les calendes grecques et grâce auxquelles notre peuple, uni et absolument juste, fera disparaître jusqu'aux derniers vestiges de marginalisation et de discrimination. Et je suis convaincu que nous y parviendrons, parce que les dirigeants de notre Union des jeunes communistes, de nos étudiants et de notre peuple s'y consacrent aujourd'hui.

Je ne dis rien de plus. Je dis simplement que nous sommes conscients de la marginalisation encore existante dans notre pays, et que nous sommes absolument et résolument décidés à y mettre fin par les méthodes qu'exigent ces phénomènes, afin que notre peuple soit toujours plus uni et égalitaire (*applaudissements*).

Le constat établi, la Révolution lance donc toute une série de programmes de nature éminemment sociale, car elle n'a pas encore les moyens de s'attaquer au facteur clef de cette « discrimination », l'économique. Faute de ressources pour construire des logements destinés à installer les plus mal lotis dans des espaces plus convenables, elle ne peut que pallier les conséquences et apporte à ces familles le soutien « moral » des autorités.

Ceci dit et reconnu, « promouvoir l'égalité » implique de s'attaquer à l'économique. Dans lequel des deux pays l'État est-il le mieux doté en ressources pour y travailler, et surtout le plus désireux de s'y attaquer ? Je laisse la réponse au lecteur. Dans le capitalisme néolibéral, les pauvres et les démunis sont considérés comme un mal nécessaire, une conséquence naturelle du « système » : pour qu'il y ait des gagnants, il faut forcément qu'il y ait des perdants. Pas dans le socialisme qui, comme son nom l'indique, fait du « social », tandis que du capitalisme fait du « capital », qui en est la clef de voûte. Laisser la solution des problèmes sociaux à l'initiative privée et au bon cœur des citoyens ne permettra jamais de les régler, parce que les inégalités ont pour fondement l'économie et que, si l'on n'y met pas court, elles ne cessent de les reproduire ou de les aggraver. À égalité de moyens, il est sûr que la Révolution cubaine en ferait bien plus que n'en fait l'État dont le chef vient toutefois l'inciter à s'attacher à quelque chose – « promouvoir l'égalité » – qui est au cœur même de sa philosophie depuis maintenant presque soixante ans ! Et qui a même poussé cette volonté d'égalité à des extrêmes que son économie ne pouvait supporter.

Quant à la volonté de la Maison-Blanche d' « aider les Cubains d'ascendance africaine à se relever » (il emploie *to lift up someone* qui signifie exactement ça : « aider quelqu'un à se relever »), le beau discours de son chef à La Havane oublie de nouveau le fait crucial du blocus : si Cuba pouvait avoir des relations économiques normales avec le plus important marché au monde, qui se trouve juste à ses portes, les choses iraient sans aucun doute beaucoup mieux dans ce domaine et il se serait bien plus facile à l'État d'aider les couches les plus démunies de la population cubaine, dans lesquelles on trouve d'ailleurs des Blancs. Mais Obama, on a pu le constater, fait systématiquement l'impasse sur ce « détail », bien que ses interlocuteurs cubains ne cessent de lui rappeler sur tous les tons qu'il s'agit pour eux du plus grand obstacle au développement économique de l'île.

« Se relever » : l'expression est crue et sans doute fautive. À moins qu'Obama mesure mal la portée de ses mots. En tout cas, elle devrait s'appliquer à l'ensemble de la société cubaine

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

et pas seulement aux Noirs. La dégringolade a touché tout le monde, toutes peaux confondues, même s'il est vrai que les plus mal lotis ont été les plus touchés. Heureusement que l'État – cette entéléchie exécrationnelle – autrement dit la Révolution, était là pour atténuer les dégâts durant les dix ou quinze ans de Période spéciale. Il serait bon qu'Obama se renseigne sur la façon dont la population cubaine a vécu ces années-là, comment l'État a mis en œuvre toute une série de programmes pour que la catastrophe ne fasse pas des ravages. Mais je doute qu'Obama ait jamais entendu parler de cette politique de la Révolution cubaine.

La dernière réflexion sur les « capacités » des Noirs est bon marché. Peut-être a-t-elle un sens aux États-Unis. À Cuba, les préjugés raciaux, sauf rares exceptions toujours possibles, ne passent pas par le Q.I., mais par un rapport à une manière d'être, à une culture différente...

Soit dit en passant, l'« occasion », la Révolution l'a donnée dès 1959 à absolument tous les Cubains, sans distinction d'origine ethnique ou sociale, ou de niveau de fortune, en ouvrant l'enseignement gratuit à tous, depuis le primaire jusqu'au supérieur, en étendant la couverture scolaire jusqu'aux endroits les plus reculés du pays. C'est donc de sa part un commentaire superflu. Le hic, c'est que si, au départ, les familles ne sont pas situées sur un pied d'égalité, leurs enfants ne pourront saisir l'« occasion » offerte à tous de la même manière : il est évident – et tout le monde le sait – qu'un enfant noir, blanc ou métis disposant d'une chambre à soi dans un grand appartement aura de bien meilleures conditions d'études et plus de facilités d'apprentissage et réussira sûrement mieux que celui, Noir, Blanc ou métis, qui vit entassé avec sa famille dans un minuscule logement. En tout cas, à Cuba, l'occasion existe pour tous. La discrimination à Cuba ne passe sûrement pas par ce biais.

Ou serait-ce qu'Obama cherche désespérément à trouver des points communs entre les deux systèmes politiques et qu'il ne trouve que celui-ci : les préjugés raciaux ?

Dans son rapport au Septième Congrès du Parti communiste de Cuba, le 16 avril 2016, Raúl Castro affirme :

La promotion graduelle de femmes, de jeunes, de Noirs et de métis à des postes de direction a augmenté d'une manière progressive et soutenue, compte tenu de leurs mérites à leur passage à différentes responsabilités et de leurs conditions personnelles. Mais nous ne nous sentons pas satisfaits des résultats obtenus à cause de la persistance de vieilles habitudes et de vieux préjugés qui conspirent contre la politique du parti en ce qui concerne les cadres.

Nous devons poursuivre sans répit le combat contre n'importe quelle trace de racisme qui bloque ou freine l'ascension à des postes de direction des Noirs et des métis dont le poids spécifique dans l'ensemble de la population cubaine n'a cessé de s'élever de recensement en recensement. Pour consolider les résultats relatifs à cette politique de la Révolution importante et juste, il faut travailler systématiquement, en faisant preuve de prévision et dans des intentions précises. On ne saurait laisser une question si capitale à la génération spontanée ou à l'improvisation.

\*\*\*\*\*

**Nous avons fait partie de blocs de nations différents sur ce continent, et nous continuerons d'avoir de profondes différences sur la façon de promouvoir la paix, la sécurité, les occasions et les droits de l'homme. Mais, dans la mesure où nous normaliserons nos relations, je crois que cela contribuera à promouvoir un plus grand sens de l'unité dans les Amériques : *todos somos Americanos* [Nous sommes tous Américains] (*applaudissements*).**

**À peine entré en fonction, j'ai pressé instamment les peuples des Amériques d'oublier les batailles idéologiques du passé. Nous sommes à une ère nouvelle. Je sais que beaucoup des points que j'ai abordés ne sont pas aussi dramatiques que par le passé.**

Le dire au passé est faux : Cuba *continue* de « faire partie de blocs de nations différents » sur le continent américain, pour la bonne raison, je le répète, que l'Histoire, n'en déplaise à Obama, ne l'a pas placée du même côté de la barrière que les États-Unis. Et rien n'a changé dans l'attitude de l'Empire vis-à-vis du sous-continent que la nature a situé plus au sud pour que Cuba et les peuples latino-américains puissent penser que l'heure est venue de « s'unir » à lui, voire de s'en rapprocher. Une fois de plus, les bonnes intentions – si tant est qu'elles le soient, ce qui reste à voir – se heurtent encore et toujours à un réel très têtu qui les dément. Et puis de qui s'agit-il ici : des gouvernements ou des peuples ? Et cette Histoire prouve clairement que les États-Unis, tous partis confondus, toutes tendances brassées, n'ont jamais été, à aucun moment du continuum historique, du côté des peuples et que, quand ils ont été du côté des gouvernements, c'est parce que ceux-ci étaient contre les peuples. Le cas de Cuba est si patent que tout commentaire de ma part serait oiseux.

Mais quand on passe plus au Sud, les faits parlent d'eux-mêmes. Chaque fois qu'il y a un gouvernement latino-américain ou caribéen favorable au peuple, ou qui a donné l'impression de ruer dans les brancards du panaméricanisme, les États-Unis ont tout fait pour s'en débarrasser ; corrélativement, chaque fois qu'il y a eu un gouvernement opposé au peuple, les États-Unis l'ont toujours appuyé et, dans la plupart des cas, ont d'ailleurs tout fait pour l'installer au pouvoir et l'y maintenir. La liste est interminable, et je m'en tiendrai aux cas les plus récents, dans le désordre.

En Amérique latine – où la victoire de la Révolution cubaine le 1<sup>er</sup> janvier 1959 avait prouvé qu'il était possible non seulement d'aspirer à une société meilleure, mais même de la

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

bâtir, et qu'il fallait donc en prendre les moyens, si bien que des mouvements guérilleros surgirent dans presque tous les pays latino-américains – l'instrument pour se débarrasser de gouvernements ou de leaders que les USA jugeaient encombrants ou dangereux et pour combattre les guérillas fut les forces armées, qui réalisèrent une quantité de putschs impressionnante : El Salvador et Équateur (janvier 1961) ; Équateur (1963) ; Argentine et Guatemala (mars 1962) ; Pérou (juillet 1962) ; République dominicaine (septembre 1963) ; Honduras (octobre 1963) ; Brésil (avril 1964) ; Bolivie (novembre 1964) ; Guyana (décembre 1964) ; invasion de la République dominicaine (avril-mai 1965) ; Argentine (juin 1966).

Curieusement, cette utilisation systématique des forces armées comme instrument contre-révolutionnaire et répressif finit par se retourner contre ses promoteurs, si bien que des figures progressistes apparurent dans leurs rangs : Juan Velasco Alvarado (Pérou) et Omar Torrijos (Panama) en octobre 1968, qui, ayant pris le pouvoir, établirent des politiques progressistes. D'autres suivirent leur exemple, mais sans aller si loin : Guillermo Rodríguez Lara en Équateur (1972-1976) ; Juan José Torres en Bolivie (1970-1971) et Osvaldo López Arellano au Honduras (1972-1975).

Les années 70 s'ouvrent sur un événement inattendu : la victoire électorale de Salvador Allende au Chili en novembre. Le rôle des États-Unis dans le renversement du gouvernement de l'Unité populaire en septembre 1973 et l'installation de Pinochet jusqu'en 1990 est si connu et documenté qu'il ne vaut pas la peine d'épiloguer. Des vents de changement continuent de souffler dans le Cône Sud : le régime militaire en Argentine disparaît en 1969 sous la pression du prolétariat, et le péronisme revient au pouvoir en mai 1973, d'abord avec Héctor J. Cámpora, puis, en octobre, avec Perón lui-même. Le Front élargi s'instaure en Uruguay en février 1971 ; en Bolivie, les mineurs installent un gouvernement à eux à La Paz.

Le renversement d'Allende marque le début d'une contre-offensive résolument fasciste dans le Cône Sud. En Bolivie, Juan José Torres est renversé par le général Hugo Bánzer en août 1971. En juin 1973, en Uruguay, José María Bordaberry instaure un régime *de facto* de connivence avec les militaires. En mars 1976, l'armée argentine renverse le gouvernement péroniste de María Estela Martínez et installe une dictature fasciste atrocement répressive dont les Argentins continuent de souffrir les conséquences dans leur chair. Sous les auspices des États-Unis et de leurs services de renseignement, les dictatures du Cône Sud organisent l'Opération Condor qui permet de persécuter les militants révolutionnaires à travers tout le sous-continent, voire ailleurs. Au Brésil, une dictature militaire était en place depuis avril 1964.

Durant ces sinistres années 70, d'anciennes dictatures se « modernisent » : Stroessner au Paraguay ; les Duvalier en Haïti ; les Somoza au Nicaragua ; tandis que des régimes militaires antipopulaires se renforcent au Guatemala et en El Salvador. Des gouvernements réactionnaires s'installent en 1978 à la Grenade et en Jamaïque. Bref, la contre-révolution est un fait accompli sur la quasi-totalité du sous-continent.

Pourtant, en juillet 1979, au Nicaragua, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) fondé dès 1961 dans l'élan de la Révolution cubaine, parvient, après unification de ses trois tendances, à renverser une des plus vieilles dictatures du sous-continent, celle des Somoza,

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

installée d'ailleurs par les États-Unis dans les années 20. Là encore, on connaît la suite : l'administration Reagan livre au gouvernement révolutionnaire, avec le concours d'autres dictatures centraméricaines, une guerre implacable, absolument violatrice des normes les plus élémentaires et qui causera au peuple nicaraguayen en presque dix années un total de 60 000 victimes, ce qui aurait représenté à l'échelle de la population française d'alors plus de 953 000 personnes, ou presque 4 200 000 à celle des États-Unis ! Le silence de la fameuse « communauté internationale » face à ce massacre épouvantable fut assourdissant... ! Les sandinistes, contraints d'accepter des élections en 1990, les perdirent logiquement, la population associant le maintien au pouvoir des révolutionnaires à la poursuite de la guerre...

Dans les années 80, en tout cas, les militaires sont contraints de regagner leurs casernes. En Argentine, à la suite de leur défaite dans les îles Malvinas (Malouines en français) de juin 1982 devant la Grande-Bretagne – appuyée inconditionnellement par les États-Unis, en violation des termes du Traité inter-américain d'aide réciproque (TIAR) qui leur faisait une obligation de soutenir la nation américaine – l'armée doit céder le pouvoir en janvier 1984 à Raúl Alfonsín, dirigeant du Parti radical, qui est remplacé en 1989 par le péroniste Carlos Saúl Menem. Au Brésil, les militaires cèdent la place à José Sarney et en Uruguay à Julio María Sanguinetti, tous deux en 1985. En Bolivie, Hugo Banzer doit céder le pouvoir en juillet 1978, mais, après deux gouvernements civils incapables de gouverner, un autre militaire apparaît en 1980, le général Luis García Meza qui, deux ans plus tard, doit remettre le pouvoir aux dirigeants historiques de la révolution de 1952, Hernán Siles Suazo (1982-1985) et Víctor Paz Estenssoro (1985-1989).

Dans les Caraïbes, à la Grenade, des révolutionnaires sous la conduite de Maurice Bishop prennent le pouvoir en 1979 après avoir renversé un dictateur farfelu digne d'une mauvaise opérette. En 1983, suite à des dissensions internes qui conduisent à l'assassinat de Bishop, les États-Unis, armés jusqu'aux dents, porte-avions en tête, envahissent la minuscule île pour protéger censément les étudiants de médecine étasuniens !

En décembre 1989, nouvelle invasion des États-Unis, cette fois-ci contre le Panama, sous prétexte de lutte contre le narcotrafic, l'agression ayant pour objectif de capturer le président, le général Noriega, l'un de leurs ex-hommes liges, les attaques et bombardements sur un quartier de la capitale, le Chorrillo, ayant causé un nombre toujours indéterminé de victimes, certains sources parlant de plus de trois mille.

Depuis que la réaction aux politiques foncièrement néolibérales a entraîné la montée au pouvoir de différents gouvernements progressistes, bien décidés à œuvrer en faveur des couches démunies et non plus seulement au profit des riches, la Maison-Blanche, de quelque parti qu'en soit le locataire, n'a cessé au mieux de leur mettre des bâtons dans les roues, au pire de leur déclarer ouvertement la guerre ! Qu'il s'agisse de la Révolution bolivarienne au Venezuela conduite par Hugo Chávez (1998) puis par Nicolás Maduro (2014), des gouvernements de Lula (janvier 2003) et de Dilma Rousseff au Brésil, de ceux de Néstor Kirchner (mai 2003) et de Cristina Fernández (mai 2003-fin 2015) en Argentine ; de celui du Front élargi en Uruguay (Tabaré Vázquez, 1<sup>er</sup> mars 2005) ; d'Evo Morales en Bolivie (janvier 2006) ; du retour des sandinistes au pouvoir (2006) ; de la Révolution citoyenne en

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Équateur menée par Rafael Correa (janvier 2007) ; de Fernando Lugo au Paraguay (août 2008) ; de la montée au pouvoir en el Salvador de l'ancien mouvement guérillero Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) en mars 2009, je n'ai jamais entendu ou lu de la part de la Maison-Blanche le moindre signe d'approbation ou de sympathie, la moindre marque de satisfaction, même pas de la part d'Obama qui dit censément vouloir tourner la page, repartir de zéro, qui se veut différent !

Voilà donc le passé qui colle aux basques des États-Unis et qu'aucun magicien ne pourra faire disparaître, même par de beaux discours. Obama a beau l'appeler de ses vœux (pieux), l'« unité » ne pourra jamais régner entre les deux parties du continent américain tant que les États-Unis seront ce qu'ils sont, à savoir le représentant suprême de l'impérialisme, tant que leurs dirigeants ne cesseront d'évoquer ce soi-disant « devoir d'hégémonie » qu'ils se sont imposés pour que le monde tourne rond censément dans les meilleurs intérêts de l'humanité, tant qu'ils seront du côté des riches et jamais des pauvres, tant qu'ils défendront inconditionnellement les transnationales, et jamais les populations qui en souffrent les méfaits, tant qu'il seront du côté des tortionnaires et jamais de celui des victimes, bref tant qu'ils s'acharneront à maintenir contre vents et marées un ordre politique et économique international foncièrement inique et injuste, mais qui leur convient absolument, tant que, en fin de compte, ils soutiendront les intérêts du 1 p. 100 de l'humanité contre ceux des 99 p. 100 restants.

La fable le dit bien : entre le pot de terre et le pot de fer, il n'y a pas d'unité possible. Surtout si le pot de terre a bonne mémoire !

Une mémoire dont Obama voudrait d'ailleurs le délester, se présentant une fois de plus en partisan du fameux vers de l'Internationale : « Du passé faisons table rase », ou encore en adepte de la « fin de l'histoire », selon la fameuse théorie en vogue voilà quelque temps : l'effondrement du camp socialiste prouve la victoire totale du capitalisme sur le communisme ; foin donc de l'idéologie, qui a perdu tout son sens. « Oublier les batailles idéologiques du passé », demande-t-il donc aux peuples des Amériques. Comme si les événements survenus entre l'Amérique latine et les États-Unis depuis le début des années 90 relevaient de l'idéologie, au sens où l'entend Obama : la Guerre froide ! Et non d'une simple corrélation de force, d'une volonté hégémonique inscrite dans les gènes mêmes des États-Unis dès leur venue au monde ! Idéologie, certes, mais pas celle à laquelle pense Obama, car, alors, comment expliquerait-on que les États-Unis n'ont jamais cessé d'intervenir, de faire la guerre, d'agresser ce qui était et reste à leurs yeux une arrière-cour où il avait le droit de faire régner « leur » ordre ? Car en matière d'idéologie, celle des jeunes États-Unis était on ne peut plus éloquente. Dès 1788, Alexander Hamilton, un des pères fondateurs, pensait : « Nous pouvons nous attendre à devenir en très peu de temps les arbitres de l'Europe en Amérique et à être capables d'incliner la balance des luttes européennes, dans cette partie-ci du monde, en fonction de nos intérêts. » Dès 1791, George Washington décide de soutenir financièrement le pouvoir colonial français en Haïti face à l'insurrection de Toussaint Louverture, et en 1804, les États-Unis refuseront de reconnaître l'indépendance de la première République noire au monde présidée par Jacques Dessalines. Ce n'était là que le départ, et le reste fut à l'avenant. Bien avant la Guerre froide !

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

L' « ère nouvelle » ne l'est pas tant si l'un des protagonistes continue de penser et surtout d'agir de la même manière qu'à l'ère ancienne. Le problème avec Obama – et tous les présidents étasuniens, d'ailleurs – c'est qu'ils sont absolument convaincus que tout ce qu'ils font est pour le bien d'autrui, qu'ils agissent toujours pour la bonne cause, que le reste du monde doit leur être reconnaissant des efforts et des sacrifices que fait leur nation depuis que le « destin manifeste » lui a octroyé la mission de modeler la planète à son image pour le plus grand bien de l'humanité. Que ce panorama idyllique ne corresponde à peu près jamais à la réalité ne semble pas leur passer par la tête. D'où le décalage constant entre discours et faits concrets. C'est encore une fois le cas ici.

Il se décerne finalement un satisfecit dans la dernière idée qu'il émet, dans laquelle on peut supposer – en lisant entre les lignes – qu'elle veut dire : depuis que je suis à la Maison-Blanche, les choses ne sont plus aussi tragiques entre les USA et l'Amérique latine. C'est sûr que les relations entre le Nord et le Sud du continent ont vécu des moments pires, mais on pourrait expliquer cette « amélioration », non par la bonne volonté de l'administration Obama, mais tout simplement par le fait qu'Obama est entré en fonction quand l'Amérique latine offrait un visage si différent avec cette montée de gouvernements progressistes, révolutionnaires et de gauche que Washington, loin de mener les choses à la baguette et de parvenir à ses fins comme il l'avait toujours fait, se retrouvait isolé sur le sous-continent, privé d'alliés de poids et contraint donc de changer son fusil d'épaule pour tenter de regagner du terrain. La décision d'Obama de renouer les relations diplomatiques avec la Révolution cubaine, de changer de tactiques mais non d'objectif final s'explique avant tout, entre autres raisons, par la prise de conscience de cette réalité nouvelle en Amérique latine. Pour la Maison-Blanche, c'était ça ou le risque de continuer d'être coupée d'un sous-continent qu'elle ne comprenait plus, dont la plupart des gouvernements avait rué dans les brancards et refusait d'accepter plus longtemps sa tutelle.

La contre-offensive réactionnaire des oligarchies écartées du pouvoir depuis une bonne décennie (Venezuela, Argentine et Brésil, trois poids lourds, pour ne citer que ces seuls exemples) en marche en Amérique latine avec, derrière, l'appui et les manigances des États-Unis indique bien que ceux-ci ne sont pas disposés à laisser échapper ce qui a été si longtemps leur proie et que, encore et toujours, leurs alliés ne seront jamais les masses populaires, mais les classes dominantes, si bien que pour celles-là, les États-Unis, qu'Obama soit au pouvoir ou un autre, présentent toujours le même visage : celui de l'ennemi.

Il est d'ailleurs étonnant de constater à quel point un Barack Obama – et ses pairs à travers le monde – peut tenir sans la moindre vergogne deux langages absolument contradictoires en fonction de ses auditeurs. Ainsi affirme-t-il le 24 mars 2016 dans le Parque de la Memoria à Buenos Aires qui rappelle les milliers de victimes de la dictature militaire ayant sévi en Argentine dans les années 70 : « Une société fait preuve de courage quand elle aborde des vérités incommodes au sujet des parties les plus sombres de son passé. Affronter les crimes commis par nos dirigeants, par notre peuple peut provoquer de la division et de la frustration. Mais il est essentiel d'aller de l'avant, de bâtir un avenir pacifique et prospère dans un pays qui respecte les droits de tous ses citoyens. » Là encore, tout comme à Cuba deux jours plus tôt, il mélange un peu tout, mais pourquoi n'applique-t-il pas ces sages

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

conseils à son propre cas ? Car, que je sache, quand il s'est rendu à Hiroshima, il a bel et bien refusé de fouiller dans « les parties les plus sombres du passé » des États-Unis. Si ce n'est pas un manque de « courage », ça !

\*\*\*\*\*

**Et je sais qu'une partie de l'identité cubaine est sa fierté d'être une petite nation insulaire qui a pu se dresser pour ses droits et secouer le monde. Mais je sais aussi que Cuba se distinguera toujours par son talent, son dur travail et la fierté du peuple cubain. C'est votre force (*applaudissements*). Cuba ne doit pas être définie comme celle qui est contre les États-Unis, pas plus que les États-Unis ne devraient être définis comme ceux qui sont contre Cuba.**

Faut-il commenter ? Cette éloge au peuple cubain sent la démagogie, la flatterie bon marché. Ne pourrait-on pas le dire de tous les autres ? Je suis à peu près convaincu qu'il tient le même genre de discours chaque fois qu'il arrive à un endroit différent. Quel peuple n'est-il pas *pride*, quel peuple n'a-t-il pas de *talent*, quel peuple ne fait-il pas preuve de *hard work* ?

Quant à la dernière idée, n'importe quel révolutionnaire cubain lui rétorquerait que, pour le peuple cubain, l'ennemi n'est pas le peuple étasunien, ou les États-Unis pris d'une manière abstraite, mais la classe dominante dont les représentants sont installés à la Maison-Blanche et qui depuis presque soixante ans ne cesse de l'agresser... Contrairement à ce que pensent ceux qui estiment que c'est là le meilleur prétexte « des Castro » pour maintenir leur régime répressif et antidémocratique, la Révolution cubaine n'a aucun intérêt à être ou à passer pour l'ennemi juré perpétuel de l'*establishment* étasunien comme s'il s'agissait d'un titre de gloire qu'on accroche au mur ou sur sa poitrine. J'ai d'ailleurs prouvé plus haut que les dirigeants cubains – tout comme certains des hauts fonctionnaires étasuniens les plus lucides, Kissinger par exemple – ont toujours considéré que cette situation d'inimitié était « anormale ». Mais face à l'agresseur il faut bien que la Révolution se défende, non ?

\*\*\*\*\*

**J'ai foi en l'avenir compte tenu de la *réconciliation qui s'instaure dans le peuple cubain*. Je sais que certains Cubains sur l'île peuvent penser que ceux qui sont partis ont soutenu d'une manière ou d'autre le vieil ordre à Cuba. Je suis sûr qu'il existe des récits à la vie dure qui suggèrent que les exilés cubains ont ignoré les problèmes de Cuba d'avant la révolution et qu'ils ont rejeté la lutte pour édifier un nouvel avenir. Mais je peux vous dire aujourd'hui que de nombreux exilés cubains ont des**

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

souvenirs de séparations douloureuses et parfois violentes. Ils aiment Cuba. Une partie d'entre eux la considère toujours comme son vrai foyer. Voilà pourquoi leur passion est si forte. Voilà pourquoi leur chagrin est si grand. Et pour la communauté cubano-étasunienne que j'ai fini par connaître et par respecter, il ne s'agit pas seulement de politique ; il s'agit de la famille, du souvenir du foyer qu'on a perdu, du désir de reconstruire un lien détruit, de l'espoir d'un avenir meilleur, de l'espoir du retour et de la réconciliation.

Quelles que soient les politiques, les gens sont des gens, et les Cubains sont des Cubains. Et je suis venu ici, j'ai fait tout ce trajet sur un pont que les Cubains ont construit des deux côtés du détroit de la Floride. J'ai fini par connaître d'abord le talent et la passion des Cubains aux États-Unis. Et je sais qu'ils ont souffert bien plus que la douleur de l'exil, qu'ils ont aussi su ce que c'était que d'être un intrus, et de se battre, et de travailler plus dur pour garantir que leurs enfants puissent s'élever le plus haut possible aux États-Unis.

Donc, la réconciliation des Cubains – les enfants et les petits-enfants de la Révolution, et les enfants et les petits-enfants de l'exil – est essentielle pour l'avenir de Cuba (*applaudissements*).

Voyez Gloria González qui est revenu ici en 2013 après soixante-et-un ans de séparation, et qui a rencontré sa sœur Llorca. « Tu me reconnais, mais je ne te reconnais pas », a dit Gloria après avoir embrassé sa parente. Imaginez un peu, après soixante-et-un ans !

Voyez Melinda López, qui a revu la vieille maison familiale. Et tandis qu'elle marchait dans la rue, une vieille femme l'a reconnue comme la fille de sa mère et s'est mise à pleurer. Elle l'a conduite chez elle et lui a montré un tas de photos, dont une de Melinda bébé que sa mère avait envoyée cinquante ans auparavant. Melinda a dit ensuite : « Nous sommes beaucoup à retrouver tant de choses. »

Voyez Cristian Miguel Soler, un jeune homme qui a été le premier de sa famille à revenir ici après cinquante ans. Rencontrant des parents pour la première fois, il a dit : « J'ai pris conscience que la famille est la famille, peu importe la distance entre nous. »

Les plus importants changements partent parfois de petits détails. La marée de l'histoire peut lancer les gens dans des conflits, l'exil et la pauvreté. Ces circonstances mettent du temps à changer. Mais la reconnaissance de l'humanité commune, la réconciliation des gens unis par le

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

**sang et par la confiance mutuelle, voilà par où commence le progrès. Compréhension, écoute et pardon. Et si le peuple cubain affronte l'avenir ensemble, les jeunes d'aujourd'hui vivront plus probablement d'une manière digne et réaliseront leurs rêves ici même à Cuba.**

Quatrième thème ou moment important des *remarks* : après les droits de l'homme en général où Cuba ne reçoit pas de bonnes notes, loin de là, après les Noirs où Cuba a encore beaucoup à faire, après la jeunesse où la sinistrose gagne et dont l'avenir est bouché si on ne lui ouvre pas celui, mirifique, de l' « initiative privée », voilà l' « exil » avec lequel la Révolution cubaine doit censément « se réconcilier ».

Je trouve un peu prétentieux de la part d'Obama de venir « expliquer » à des Cubains, comme s'il était un fin connaisseur en la matière, ce qu'il se passe dans l' « exil » à Miami (mais pas seulement là), alors qu'une bonne partie de la population a de la famille proche ou lointaine, directe ou indirecte, aux États-Unis, a des contacts permanents avec elle, et que les dirigeants cubains sont, par nécessité « professionnelle », parfaitement au courant. Là encore, c'est flatter la bête dans le sens du poil pour mieux l'amadouer. Mais passons... Je constate en tout cas que ceux qui ont rédigé ses *remarks* s'étendent bien plus longuement sur ce point que sur d'autres.

Mais Obama l'aborde comme à l'accoutumée : d'abord, en faisant la leçon à ses auditeurs, en leur reprochant les choses du passé ; ensuite, sans nuances, en bloc, sans analyse sérieuse, biffant l'histoire. L' « exil » en soi, et pas plus. Alors pourtant que la question est terriblement polémique et traverse toute l'histoire de la Révolution. Bien entendu, personne ne lui demande d'en faire un traité de sociologie politique, mais un peu plus de profondeur – celle à laquelle les approches de Fidel nous ont habitués pendant cinquante ans – ne serait pas plus mal. Parce que l' « exil » cubain en soi n'existe pas. Il y a eu différentes vagues de départs vers les États-Unis dans la population cubaine, aux motivations différentes. J'en ai déjà retracé sommairement les circonstances et l'évolution. Il coule de source que les premiers départs, ou plutôt fuites – autrement dit ceux qui avaient été les soutiens directs de la dictature de Batista – dans les premiers jours de janvier 1959 n'ont absolument rien à voir avec ceux d'aujourd'hui qui s'expliquent par la situation économique, par l'envie de savourer le « rêve américain », par le besoin de réunifier des familles.

Le fait est que, jusqu'aux portes du troisième millénaire – le 26 novembre 2000, Luis Posada Carriles et trois autres terroristes se préparent à faire exploser du C-4 dans le Grand Amphi de l'Université de Panama où Fidel doit prendre la parole – l' « exil » cubain a été associé à Miami, et Miami associé au terrorisme contre le peuple resté dans l'île. C'est là une réalité incontournable qu'Obama, une fois de plus, préfère contourner parce qu'elle met à mal sa théorie. Et ce terrorisme-là, qui plus est, a toujours été associé directement ou indirectement aux différentes administrations étasuniennes qui, loin de l'empêcher, l'ont aidé, l'ont fourni en armes et en logistiques, lui ont prêté l'aide de leurs différents services de renseignement, à commencer par la CIA, parce que les uns et les autres poursuivaient le même objectif : liquider la Révolution. Je pourrais presque affirmer que, sans cet appui officiel et officieux, les groupes terroristes et contre-révolutionnaires de Miami n'auraient

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

jamais pris les dimensions et eu l'audace qui les ont caractérisés (par exemple tir au bazooka contre l'édifice de l'ONU à New York, attentats contre des diplomates cubains et de hauts fonctionnaires étrangers, attaque contre des cargos, etc.) Là encore, les preuves abondamment documentées existent de cet acoquinement entre administrations étasuniennes et groupes terroristes cubains.

Comme la troïka de la cour d'appel d'Atlanta l'a reconnu ouvertement (j'en ai parlé plus haut), on comptait alors à Miami des dizaines et des dizaines de groupes contre-révolutionnaires et terroristes que les autorités étasuniennes laissaient agir librement et, dans bien des cas, aidaient directement ou indirectement. Et ce qu'on appelle à Cuba la « mafia terroriste », dont l'exemple le plus représentatif est la Fondation nationale cubano-américaine (FNCA) ouvertement appuyée et financée par l'administration Reagan, tint le haut du pavé sans le moindre scrupule. C'est d'ailleurs devant cette « Fondation » qu'Obama – qui a apparemment une mémoire très sélective et qui l'a sans doute oublié, et dont la volonté de se démarquer de ses prédécesseurs n'allait pas jusqu'à rompre avec cette toute-puissante partie terroriste de l' « exil » – se présenta le 23 mai 2008 en quête de voix dans la Floride. Je l'ai cité plus haut, mais il vaut la peine de l'écouter une fois encore pour comprendre à quel point un Barack Obama et ses pairs – englués dans les rets de la politique politicienne – sont capables de dire sans ciller n'importe quoi et son contraire,

Ma vie durant, l'injustice a régné à Cuba. Ma vie durant, le peuple cubain n'a jamais connu la vraie liberté. Deux générations durant, le peuple cubain n'a jamais connu la démocratie. ...en cinquante ans, nous n'avons jamais vu d'élections libres et honnêtes à Cuba... nous ne supporterons pas cette injustice ; **nous chercherons ensemble la liberté de Cuba...** Voilà la parole que je vous donne ; voilà l'engagement que je prends devant vous...

Le futur locataire de la Maison-Blanche promettant à des terroristes de « chercher avec eux la liberté de Cuba » !

Quand, dans les années 70, la Révolution cubaine ouvrit un espace aux « exilés » de Miami qui refusaient le terrorisme comme méthode de lutte politique et souhaitaient engager un dialogue avec leur patrie, inaugurant à La Havane des rencontres intitulées « La Nation et l'émigration », cette « mafia » fit tout pour les saboter, usa de représailles contre eux et alla jusqu'à l'assassinat, comme dans le cas d'Eulalio J. Negrín, abattu devant son jeune fils en novembre 1979 par Pedro Remón, pour avoir assisté à ce dialogue et en être l'un des principaux partisans en Floride.

Jusqu'au-delà de l'an 2000, c'est cette mafia de Miami qui, parce qu'elle en avait les moyens financiers, militaires et médiatiques et les hommes de main pour le faire, a imposé ses vues et ses politiques. Qui peut oublier, pour ne citer qu'un exemple extrêmement douloureux, combien il en coûta à l'administration Clinton et aux autorités judiciaires et policières pertinentes des États-Unis d'arracher le petit Elián González à sa prétendue famille de Miami qui l'avait purement et simplement séquestré. Je rappelle brièvement les faits.

Le 25 novembre 1999, une embarcation à bord de laquelle se trouvent quatorze personnes ayant abandonné illégalement Cuba fait naufrage près de la caye Biscayne, sur les côtes de la

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Floride. Un couple survit, et un enfant de cinq ans, Elián González, retrouvé attaché à une chambre à air face à Haulovet Inlet, près de Miami. Sa mère a pris l'enfant avec elle en compagnie de son nouveau compagnon sans demander la permission à son père dont elle est divorcée. La mafia de Miami s'empare aussitôt de l'affaire... et surtout de l'enfant qu'elle installe chez un lointain parent qu'il n'a jamais vu de sa vie. Commence alors pour lui un calvaire qui va durer sept longs mois. Dans n'importe quel pays, les autorités compétentes auraient réglé ce cas en renvoyant l'enfant chez son père qui l'a réclamé aussitôt. Mais pas en R.I.M. (République indépendante de Miami). D'abord, il faut attendre le 5 janvier 2000 pour que l'INS (Service d'immigration et de naturalisation) reconnaisse qu'aux termes du droit international, l'enfant doit être rendu à son père. Mais comme nous sommes au pays des avocats et des tracasseries judiciaires, surtout à Miami, la mafia (car c'est bien elle qui tire les fils de l'affaire) engage un procès contre cette décision, ce qu'elle n'aurait pu faire dans aucun autre pays car le droit est formel à cet égard : l'enfant doit être avec son père, et ce n'est que le 21 mars 2000 que la Cour fédérale de la Floride entérine légalement cette décision. Devant tant de retard, le père d'Elián arrive à Washington le 6 avril en compagnie de sa femme et de son autre enfant. Ce même jour, le département de la Justice ordonne à la fausse famille de rendre l'enfant à son père, ce que refuse la mafia qui se pourvoit devant la cour d'appel d'Atlanta. Celle-ci, le 19 avril, décide que l'enfant devra rester aux USA jusqu'à décision ferme sur son cas. Devant le refus de la fausse famille d'obtempérer à sa sommation, le département de la Justice doit organiser alors, le 22 avril, une opération armée digne d'un film hollywoodien de catégorie B, dont les participants proviennent d'ailleurs que de la Floride parce que les maires refusent de céder leur police, pour arracher finalement le petit Elián González à ses ravisseurs. Pendant ces longs mois, la mafia de Miami se livre à des pressions psychologiques et médiatiques insensées contre le gamin de cinq ans pour le pousser à dire devant les caméras de télévision qu'il veut rester aux États-Unis. Aux premières loges de cette campagne, celle qu'on retrouve à chaque coup tordu ou fourré contre la Révolution cubaine : Ileana Ross-Lethinen, législatrice de la Floride, dont les agissements furent si cruels que la population cubaine qui, sous la conduite de Fidel, se mobilisa d'un bout à l'autre de l'île pour obtenir le retour de l'enfant (de là surgit la « Bataille d'idées »), la taxa de « loba feroz » (louve féroce ou, si l'on veut, la « Grand-Méchante Louve »)... Un avion le conduit alors à Washington où il se réunit avec son père. Le 1<sup>er</sup> juin, la cour d'appel d'Atlanta refuse la pétition des ravisseurs qui ont demandé le droit d'asile au nom de l'enfant. C'est pourtant plus de deux mois plus tard, le 23 juin, qu'elle rejette le pourvoi des ravisseurs, tout en leur laissant un délai de cinq jours pour interjeter appel devant la Cour suprême ! Tout ce temps-là, des fonctionnaires étasuniens exercent à leur tour des pressions pour que le père d'Elián et le reste de sa famille, qui sont quasiment séquestrés à Washington, acceptent de demander l'asile. C'est finalement le 28 juin 2000 que la Cour suprême rejette le pourvoi des ravisseurs et de la mafia. Ce même jour, dans la soirée, Elián et sa famille regagnent Cuba... Il a donc fallu sept longs mois pour régler un cas qui, en toutes autres circonstances, n'aurait pris que quelques semaines au plus. La raison d'un tel délai ? La force et l'influence de la mafia terroriste cubano-étasunienne à Miami, la complaisance de différentes autorités étasuniennes de Miami et de Washington envers l'idée que ce gamin qui a « échappé au communisme » devrait rester aux USA, les attermoiements

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

de Janet Reno, l'*Attorney General*, face aux ravisseurs et sa peur devant leurs réactions violentes, l'attitude des juges et autres magistrats, entre autres facteurs.

Ce n'est là qu'un exemple. De la trop longue histoire contre-révolutionnaire de ce segment-là de l'exil de Miami, de cette « communauté » dont une bonne partie de la fortune se fit à coups de corruption, de détournements de biens publics, de blanchiment d'argent, de trafics de drogues, et grâce à la manne que les différentes administrations firent descendre sur les centaines de groupes contre-révolutionnaires, de cet exil-là qui pendant quarante ans a occupé le haut du pavé, détenu les leviers des médias et monopolisé, devant l'opinion publique étasunienne et le pouvoir législatif, la représentation frauduleuse et frelatée de tous les immigrants cubains à Miami et dans le reste du pays, de cet exil-là qui s'était voué, avec une haine malade et morbide, à la perte de la Révolution cubaine, Obama préfère ne dire mot, bien entendu, si bien que, comme à l'accoutumée, son approche cloche. Il ne parle que de ce qui l'arrange pour toujours apparaître comme le porteur de la bonne parole, comme le réconciliateur. Mais la population cubaine, elle, a bonne mémoire...

Le 3 août 1999, à Matanzas, Fidel décrypte longuement, chiffres et documents à l'appui, cette question migratoire. Je n'en prendrai que quelques exemples. Ainsi, Reagan signa un accord, le 14 décembre 1984, « afin de normaliser les procédures migratoires entre les deux pays », son administration s'engageant à délivrer « jusqu'à » vingt mille visas par an, « notamment aux proches parents de citoyens étasuniens et de Cubains ayant le statut de résidents permanents aux États-Unis » ; en fait, jouant sur l'ambiguïté de l'expression, elle n'en délivra qu'une poignée, bien inférieure à ce plafond :

Les États-Unis ne délivrèrent que 1 227 visas durant la première année d'entrée en vigueur, 1985, sur ce total de 20 000. Aucun visa ne fut délivré en 1986 et 1987, parce que Cuba suspendit l'application de cet accord par suite d'une mesure intempestive et extrêmement hostile adoptée par l'administration Reagan : la création d'une radio officielle subversive baptisée de façon blessante et outrageante José Martí... [...] Il entra de nouveau en vigueur la dernière année de la présidence de Reagan.

En 1988, les États-Unis ne délivrèrent pas non plus la quantité de visas prévue : seulement 3 472, soit 5,8 fois moins. En 1989, 1 631, soit 12,3 fois moins. En 1990, encore moins : 1 098, soit 18,2 fois moins. En 1991, légère hausse : 1 376, soit 14,6 fois moins. En 1992, moins de mille : 910 visas, soit 22 fois moins que prévu. En 1993, toujours moins de mille : 964, soit 20,7 fois moins. En 1994, jusqu'à la fin juillet, seulement 544 visas en sept mois, soit 77 par mois, un chiffre ridicule.

Voilà à quoi s'était réduit l'engagement de délivrer une moyenne de 1 667 visas par mois !

Aucune des trois administrations étasuniennes qui se sont succédé entre 1984 et 1994 n'a tenu parole. Ainsi, celle de Clinton, légalement contrainte par l'accord du 14 décembre 1984, n'a jamais délivré plus de mille visas : 964 en 1993 ; 544 en 1994.

[...]

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Les USA auraient dû délivrer, en fonction de ce quota de 20 000, un total de 160 000 visas depuis la signature de l'accord, soit huit années, exception faite des deux années de suspension : or, ils n'en ont délivré que 11 222, soit 14,3 fois moins que prévu.

[...]

Le fait est qu'à mesure que les États-Unis, au mépris de l'accord, réduisaient toujours plus le nombre de visas d'entrée légale, la quantité de personnes tentant d'y entrer illégalement augmentait d'année en année : 2 060 en 1990 ; 8 593 en 1991 ; 9 584 en 1992 ; 15 772 en 1993 ; 15 607 durant le premier semestre de 1994, soit un total de 51 076 en quatre ans et demi.

Sont arrivées aux États-Unis : 467 en 1990 ; 1 997 en 1991 ; 2 511 en 1992 ; 4 208 en 1993 ; et 4 092 pendant le premier semestre de 1994, soit un total de 13 275.

Malgré le manque total de coopération de la part du gouvernement étasunien, les autorités cubaines sont parvenues à empêcher le départ de 3 émigrants illégaux sur 4, ce qui prouve avec quel sérieux nous avons assumé notre engagement de coopérer à la normalisation du flux migratoire. Mais cet effort unilatéral de Cuba n'a pas empêché l'arrivée aux USA, durant le premier semestre de 1994, de 7,5 fois plus d'émigrants illégaux cubains que les 544 arrivés légalement après avoir reçu le visa étasunien, contre un quota de 20 000 que les autorités s'étaient engagées à délivrer chaque année aux termes de l'accord signé avec Cuba.

Nous sommes en pleine Période spéciale, la situation économique et les perspectives politiques apparemment bouchées stimulent les départs. Si bien qu'en 1994, la « crise des *balseiros* » se produit de nouveau dans un climat extrêmement tendu, à un moment critique où la survie de la Révolution est en jeu, et ceux qui « partent » sont considérés une fois encore comme des contre-révolutionnaires, d'autant que cette « crise » s'accompagne de quelque chose d'inédit à Cuba : des désordres sociaux (en partie stimulés de l'étranger) rapidement éteints par l'intervention non armée de Fidel en personne.

Les plus de 240 000 personnes ayant attendu pendant dix ans les visas promis aux termes des accords signés le 14 décembre 1984, une loi d'Ajustement cubain toujours en vigueur et la recrudescence du blocus, à quoi il faut ajouter plus de mille heures hebdomadaires de propagande subversive incessante et de guerre politique et psychologique en provenance des États-Unis, en vue de stimuler l'indiscipline sociale, le délit et les départs illégaux, devaient forcément provoquer, comme cela est arrivé, une grave crise migratoire.

L'impunité totale dont bénéficiaient tous ceux qui partaient illégalement de Cuba et les stimulants avec lesquels on les recevait aux États-Unis étaient en train d'encourager le recours à la violence chez certains qui n'hésitaient même plus à utiliser des armes, voire à assassiner de modestes pilotes ou gardiens pour s'emparer de bateaux qui leur permettraient d'émigrer illégalement aux États-Unis.

[...]

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Les gouvernements de deux pays entrèrent de nouveau en communication par différentes voies. Cuba ne refusa à aucun moment de chercher une solution véritable. Des négociations intenses menées à New York entre les deux pays avec la coopération d'amis communs permirent d'aboutir à des formules qui, bien que non liées à la cessation de la guerre économique dont est victime notre pays – un facteur fondamental qui encourage l'émigration illégale – incluaient de nouveau, mais cette fois avec sérieux, semblait-il, des mesures comme la délivrance d'au moins 20 000 visas par an garantissant une émigration légale et sûre aux États-Unis, l'engagement du service des garde-côte étasuniens d'intercepter au-delà des eaux juridictionnelles de Cuba, ceux qui tenteraient d'entrer illégalement aux États-Unis et de les renvoyer à Cuba, et l'engagement de notre part de les acheminer à leur lieu de résidence sans leur appliquer les sanctions dont ils étaient passibles pour départ illégal du pays. Et nous l'avons fait sans exception pour toutes les personnes ramenées.

Cuba avait aussi proposé de s'engager à paralyser l'émigration massive sans recours à la force et par la seule persuasion. Et nous l'avons fait une fois encore, en quelques jours, sans jamais recourir à la force, en demandant la coopération de la population et en utilisant les médias pour expliquer la teneur et la justesse de l'accord. Nous avons donné un délai aux possesseurs de moyens de transport installés sur la côte à des fins d'émigration pour qu'ils les retirent et nous avons obtenu leur coopération. Nous avons intercepté à terre les moyens qui pourraient servir à une émigration illégale. Et ce fut aisé. La combinaison des mesures adoptées par les deux parties paralysa presque totalement les départs illégaux.

En 2003, nouvelle crise « migratoire » déclenchée par une succession évidemment synchronisée de pirateries aériennes et maritimes, encouragée une fois de plus depuis Miami et provoquant des morts, alors que Bush a redoublé ses menaces contre la Révolution cubaine et s'apprête à envahir l'Iraq.

Par ailleurs, indépendamment du terrorisme de la mafia de Miami, les premières vagues d'émigration furent essentiellement politiques, contre-révolutionnaires, ce qui explique pourquoi l'ensemble de la population cubaine, largement révolutionnaire, elle, les considéra d'autant plus ennemies que celles-ci lui déclarèrent la guerre. Pendant de très longues années, donc, qu'on le veuille ou non, « exil » signifiait contre-révolution, agressions, terrorisme.

On comprend dès lors que la Révolution cubaine ait dû prendre des mesures draconiennes pour se défendre, instaurant entre autres, ce que tous les défenseurs des droits de l'homme n'ont cessé de critiquer comme exemple typique de la « dictature castriste », le contrôle des départs de ses citoyens à l'étranger. C'est un fait que, jusqu'à une dizaine d'années en arrière, les Cubains ne pouvaient pas sortir librement de leur pays et devaient en recevoir l'autorisation des autorités migratoires. On peut en rétrospective se demander si, face à ce qu'on peut appeler sans crainte de se tromper un « terrorisme d'État » puisque les groupes étaient appuyés par les différentes administrations étasuniennes, qui a causé, je le redis, plus de trois mille victimes mortelles et plus de deux mille blessés, cette mesure imposant la restriction des droits de déplacement des citoyens était justifiée ou non,

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

exagérée ou non, mais les États-Unis n'ont-ils pas appliqué ce même genre de politique – réduire les libertés citoyennes – en promulguant, après les attentats du 11 septembre 2001, le *Patriot Act* ? Et en France, après les attentats terroristes de novembre 2015, le gouvernement de François Hollande n'a-t-il pas réduit les libertés, instauré et prorogé l'état d'urgence ?

Car ce n'est qu'à une date bien plus récente que la partie décente et noble de cette « communauté », en partie à cause du discrédit dont ses agissements pendant l'affaire Elián González couvrirent la « mafia » à Miami et dans le reste des États-Unis, a commencé, sous l'influence de différents facteurs, entre autres l'afflux d'immigrants économiques dans le cadre de la Période spéciale, la levée des restrictions concernant les départs à l'étranger des Cubains dont la destination finale est pour la plupart les États-Unis, la disparition physique par vieillissement naturel de l'émigration foncière-ment contre-révolutionnaire et « anticastriste », et donc le rajeunissement de cette émigration, à soulever la chape de plomb que faisait peser sur elle sa partie gangrenée et à envisager avec son pays de naissance des rapports normaux.

En fait, dès les années 90, différents changements introduits dans la législation migratoire, concernant au départ plutôt les artistes, permirent peu à peu d'opérer un changement de mentalité dans la population par rapport au fait d' « émigrer » : partir n'était plus forcément associé à contre-révolution. Les Cubains purent commencer à rentrer à Cuba sans perdre leurs droits de citoyens, à aller et venir avec davantage de facilités.

Cette évolution est d'ailleurs accélérée par la levée des restrictions aux envois de fonds familiaux qu'a décidée l'administration Obama, par les meilleures facilités de déplacement entre les deux pays dans un sens comme dans l'autre, par la reconnaissance du travail à son compte ou indépendant sur l'île, par la nouvelle politique de la Révolution en matière de migration, par la reprise des relations diplomatiques et donc du fléchissement de la tension entre les deux pays, etc.

Sur ce dernier point, les choses iront encore plus vite, puisque le Septième Congrès du parti communiste vient de rendre public, fin mai 2016, un document majeur : « Conceptualisation du modèle économique et social cubain de développement socialiste » dont le Prologue explique la teneur :

L'objectif de la Conceptualisation est de servir de référent ou de guide théorique conceptuel à la structuration du modèle économique et social, et de contribuer à sa meilleure compréhension.

Y sont exposées et justifiées sous forme de synthèse les caractéristiques et les bases théoriques essentielles du modèle économique et social qui découlera de son actualisation en cours.

Elle est rédigée au présent, bien qu'elle se réfère à la société future à laquelle nous aspirons, compte tenu des conditions de l'étape actuelle de construction du socialisme. Il n'incombe pas à ce document d'exposer comment le Modèle sera actualisé, autrement dit de présenter les actions et les mesures concrètes permettant d'atteindre ces objectifs, ce qui correspond à d'autres documents, notamment le « Plan national de développement économique et social d'ici à 2030 ».

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

La Conceptualisation a pour fondements essentiels le concept de Révolution élaboré par notre leader historique, le *compañero* Fidel Castro Ruz, et les Orientations de la politique économique et sociale du parti et de la Révolution adoptées par le Sixième Congrès du PCC et actualisées par le Septième, ainsi que les résultats de leur mise en œuvre.

L'Introduction du document comprend une brève référence au moment historique de la construction du socialisme où se trouve notre société, aux facteurs les plus saillants de la Révolution avant l'étape actuelle, et aux principaux points forts et points faibles dont Cuba doit tenir compte pour relever les défis du développement socialiste.

La Conceptualisation souligne les principes de notre socialisme qui résument la continuité des concepts clefs et des caractéristiques fondamentales de l'idéal de société socialiste forgée par la Révolution en tant qu'objectif essentiel sur lequel se dresse le Modèle actualisé.

Elle expose de même les principales transformations qui caractérisent les nouveaux fondements, autrement dit ce qu'il faut changer afin de consolider les principes de notre socialisme et de construire une nation souveraine, indépendante, socialiste, démocratique, prospère et durable.

Les transformations concernent la consolidation du rôle principal que doit jouer la propriété sociale des moyens de production fondamentaux, la reconnaissance et la diversification des différentes formes de propriété et de gestion correctement interreliées et le perfectionnement de l'État socialiste, de ses systèmes et organes de direction.

Le document précise par ailleurs les concepts de durabilité et de prospérité, les droits économiques et sociaux, et le travail comme source de bien-être et de prospérité, entre autres.

On trouvera ci-dessous le document qui fera l'objet d'une consultation, afin de recueillir les critères qui contribueront à le perfectionner et de continuer de renforcer le consensus nécessaire sur sa teneur, avant son adoption définitive comme guide conceptuel de l'actualisation du modèle.

À son chapitre II, « La propriété des moyens de production », la Conceptualisation reconnaît pour la première fois, au point d) La propriété privée, paragraphes 180-186 : « 180. Les personnes naturelles cubaines peuvent constituer les types d'affaires suivants : 181. 1) De petites affaires réalisées essentiellement par le travailleur et sa famille. 182. 2) Des entreprises privées de moyenne, petite et micro échelle, selon le volume de l'activité et la quantité de travailleurs, reconnues comme des personnes juridiques. 183. Elles réalisent des activités complémentaires à échelle moyenne et inférieure, qui contribuent au développement local et à des chaînes productives avec des entreprises principales. 184. Elles font l'objet de politiques et de normes en fonction des limites, des espaces d'action et des portées des différentes échelles. 185. L'appropriation privée des résultats du travail d'autrui et des profits de ces affaires fait l'objet de régulations en vue de financer des dépenses sociales et d'autres de nature publique. 186. La propriété privée des moyens de production

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

donnés contribue à la création d'emplois, à l'efficacité de l'économie et au bien-être dans un contexte où priment les rapports de propriété socialistes. »

Le paragraphe 104 avait indiqué au préalable : « La *concentration de la propriété et de la richesse* chez des personnes naturelles ou juridiques non étatiques *n'est pas permise*, conformément à la législation et aux principes de notre socialisme ».

Raúl Castro avait expliqué dans son Rapport au Septième Congrès du parti, tenu en avril 2016, que les quatre projets présentés, dont la Conceptualisation, étaient « le fruit d'une élaboration collective, avec la participation de professeurs universitaires, de diplômés de l'enseignement supérieur, des chercheurs en sciences économiques et sociales, et de fonctionnaires du gouvernement et du parti », que la Conceptualisation avait connu huit versions différentes en cinq ans.

La composition sociale, économique et politique de l'émigration cubaine aux États-Unis continuera donc de se modifier sous l'effet du cours naturel des choses, des transformations à Cuba et du desserrement des sanctions décidé par l'administration Obama (avec toutes les arrière-pensées que l'on connaît). Et les rapports entre l'île et ses émigrés (dont beaucoup, d'ailleurs, reviennent dès à présent ou pensent revenir quand la situation économique de Cuba s'améliorera, ce qui dépendra, je le répète, de la levée de ce carcan que représente le blocus, un point clef qu'Obama ne mentionne pas) se renforceront encore plus quand les connexions aériennes entre les deux pays seront un fait à l'automne, à supposer que le lobby anticubain au Congrès ne parvienne pas, on l'a vu, à bloquer les autorisations délivrées dans ce sens par le département du Transport...

Donc, les relations de la Révolution cubaine avec ceux qui ont choisi d'émigrer n'ont jamais été « normales », et toujours pour la même raison : tout simplement parce que les relations ne l'ont jamais été entre le pays de départ et le pays d'accueil. Car l'immense majorité émigrerait et continue d'émigrer aux États-Unis, la destination quasi naturelle. Et ce, depuis toujours. Tout comme Miami, selon Obama, a été l'œuvre des émigrés cubains au XX<sup>e</sup> siècle, Key West (Cayo Hueso) l'a été au XIX<sup>e</sup> siècle, avec une seule différence : le point de départ à Miami a été la bourgeoisie et l'aristocratie cubaines qui soit avaient déjà des comptes en banque ronds soit se virent offrir ensuite des ponts d'or et des occasions d'affaires incomparables par les différentes administrations étasuniennes, sans parler d'une infinité de combines douteuses dont j'ai dit quelques mots plus haut, tandis que la fortune de Key West provint de la classe ouvrière, essentiellement des ouvriers qui travaillaient dans les manufactures de tabac établies par des Cubains. « Une poignée de travailleurs cubains a érigé Key West », revendique fièrement José Martí en mars 1889 face à l'attitude méprisante d'un journal des États-Unis.

En tout cas, cette vision souffrante de l'« exil » cubain concorde assez mal avec la réalité. Car s'il est un segment de la population immigrée aux USA qui a souffert « bien moins » la douleur de l'exil, qui a su moins que d'autres ce que c'est que d'être un « intrus », qui a dû bien moins « se battre » et « travailler » que d'autres, c'est bien l'émigration cubaine, qui a bénéficié et bénéficie encore des conditions d'accueil exceptionnelles que la Loi d'ajustement cubain lui procure depuis 1966, soit cinquante ans, et dont l'administration Obama a dit et redit – je le répète – qu'elle est pour l'instant intouchable, alors que ses

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

interlocuteurs cubains en font pourtant une condition de la « normalisation » des relations bilatérales. Par ailleurs, cette Loi d'ajustement cubain entre en parfaite contradiction – mais la logique d'Obama semble apparemment d'une autre nature – avec l'invitation qu'il lance à une « réconciliation » entre les communautés cubaines de part et d'autre du détroit de la Floride.

D'ailleurs, au terme d'un nouveau cycle de conversations migratoires, le 14 juillet 2016, entre les deux pays, on constate que Cuba hausse le ton à ce sujet : elle dénonce les États-Unis pour encourager des politiques qui violent les accords déjà conclus, favorisant des programmes qui, non contents de mettre la vie des gens en danger, sabotent les efforts en vue d'une émigration légale, sûre et ordonnée. Et elle précise qu'il n'existera jamais des relations normales à ce sujet tant que la Loi d'ajustement cubain, la politique de « pieds secs-pieds mouillés » et le programme visant à encourager la désertion de médecins cubain en mission à l'étranger resteront en vigueur. D'autant que, souligne Josefina Vidal, ces actions de Washington ne sont plus un simple problème bilatéral, mais ont une portée extraterritoriale : elles peuvent conduire à la mort de personnes, à la fraude, à la violence et à la traite des êtres humains. En encourageant ces délits, l'administration étasunienne déstabilise d'autres pays, surtout latino-américains, car sa politique incite aussi bien les Cubains dans l'île que ceux qui en sont partis légalement. Et la directrice des États-Unis au ministère cubain des Relations extérieures de signaler que, comme dans le cas du blocus, Washington se retrouve de plus en plus isolé sur le plan international par sa politique migratoire envers Cuba. Que l'administration Obama ne fasse rien à ce sujet, quoi de plus logique : sa politique n'est-elle pas, comme elle l'a déclaré ouvertement, de favoriser avant tout la « société civile », et non l'État cubain ?

Oui, il y aurait tant de choses à dire sur l'émigration cubaine aux États-Unis, mais qu'Obama ne dit pas...

Ou sur un autre genre d'émigration... « La marée de l'histoire peut lancer les gens dans des conflits, l'exil et la pauvreté », affirme-t-il. Les rédacteurs de son discours et lui-même ont-ils pensé un instant que ce n'est pas « la marée de l'histoire », mais bel et bien des politiques cyniquement conçues et des actions sauvagement appliquées qui ont « lancé » des millions de Syriens, d'Irakiens, d'Afghans, de Libyens dans « l'exil et la pauvreté » ? Que ce double langage, cette morale en accordéon sont irritants !

\*\*\*\*\*

**L'histoire des États-Unis et de Cuba comprend des révolutions et des conflits, des luttes et des sacrifices, des vengeances et, maintenant, des réconciliations. Il est temps de laisser le passé derrière nous. Il est temps de fixer ensemble l'avenir – *un futuro de esperanza* [« un avenir d'espérance »]. Et ça ne sera pas facile, il y aura des reculs. Ça prendra du temps. Mais mon séjour ici à Cuba renouvelle mon espoir et ma confiance dans ce que fera le peuple cubain. Nous pouvons faire ce voyage en**

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

**amis, en voisins, en famille, ensemble. Sí se puede. Muchas gracias. [Oui, c'est possible. Je vous remercie.] (Applaudissements.)**

FIN

10 h 48

Péroration dans le même style démagogique qui caractérise l'ensemble des *remarks*. Tout est si facile dans l'univers d'Obama ! Si aseptique, si nickel ! On laisse le passé derrière soi, on se réconcilie, on regarde l'avenir droit dans les yeux et on fonce ! Les « lendemains qui chantent », avec lui, c'est tout de suite, au coin de la rue !

Au fond, pourquoi m'étonnerais-je de ce ton badin pour aborder des réalités extrêmement dures ? Ne nous refait-il pas le coup chaque fois qu'il s'adresse à un public étranger ? Dans son fameux discours du Caire, du 6 mars 2009, que ses chantres et coryphées veulent faire passer pour une pièce d'art oratoire majeur, comme un avant et un après, un point de rupture dans la politique de la Maison-Blanche envers le monde musulman et le Moyen-Orient, Obama ne nous chanta-t-il pas sa compréhension totale de la religion et du monde de son père, sa volonté d'entente avec ceux que son prédécesseur avait mis au ban de l'humanité et auxquels il avait déclaré la guerre (là, l'expression consacrée est fautive, puisque précisément il ne la déclara pas) sur « tous les sentiers du monde », pour reprendre le titre de l'autobiographie qu'un autre terroriste, très ami dudit président, un certain Posada Carriles, écrivit à sa propre gloire. La volonté d'entente d'Obama fit long feu. Comment en aurait-il pu être autrement quand, dans ce qui constitue le premier motif du terrible contentieux entre l'Occident et le Moyen-Orient, à savoir la question de Palestine, la Maison-Blanche a toujours pris parti, d'une manière absolument inconditionnelle, pour le bourreau contre la victime ? Au Caire, il appelait déjà à faire table rase du passé, de ce passé qui, telle la tunique de Nessus, colle si douloureusement à la peau des États-Unis parce qu'on n'y trouve guère d'exemples que ceux-ci aient été, fût-ce par hasard de l'histoire, du côté des peuples et non de leurs exploiters et ennemis :

Ce cycle de suspicion et de discorde doit cesser. / Je suis venu au Caire pour chercher un nouveau commencement entre les États-Unis et les musulmans à travers le monde, basé d'une part sur l'intérêt mutuel et le respect mutuel, d'autre part sur la vérité que les États-Unis et l'islam ne s'excluent pas et n'ont pas à entrer en concurrence. Au contraire, ils se chevauchent et partagent des principes communs, des principes de justice et de progrès, de tolérance et de dignité de tous les êtres humains. / Je dois reconnaître que le changement ne peut s'opérer du jour au lendemain.

En tout cas, l'invitation à laisser le passé derrière soi et à se consacrer à l'avenir fait partie des rites (initiatiques ?) quasi obligés du président Obama. Il l'a dit et redit sur tous les tons, surtout à l'adresse de l'Amérique latine et des Caraïbes avec lesquelles, bien entendu, ce fichu passé pèse lourd et même très lourd, depuis plus de deux cents ans maintenant. En fait, compte tenu du cours des événements, ce n'est pas seulement le passé qui pèse lourd, mais aussi le présent. En Amérique latine, si vous êtes président et que vous vouliez être « ami, voisin, famille » de la Maison-Blanche, il vaut mieux que vous soyez de droite. Si vous avez à l'idée de faire quelque chose pour vos masses déshéritées, pour les délaissés de

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

toujours, s'il vous prend d'essayer de réduire la pauvreté, ce qui implique que vous enleviez un petit quelque chose à ceux qui en ont vraiment de trop, que vous essayiez de transformer la structure économique et politique de votre pays, que vous obteniez un petit peu plus de souveraineté sur vos richesses naturelles et sur votre production nationale, bref, si vous exhalez la moindre effluve d'idées progressistes, ne pensez jamais à être en bons termes avec les locataires de la Maison-Blanche, qui ne sont copains qu'avec ceux qui acceptent un ordre international instauré au profit des nantis et maintenu à feu et à sang à leur profit. Si, en Argentine, par exemple, vous vous appelez Kirchner (Nicolás ou Cristina), la Maison-Blanche vous lésinera au compte-gouttes son « amitié » ; mais si vous changez de nom et que vous vous appeliez Macri (Mauricio), alors là on vous ouvrira les deux bras et on vous fera même une visite à peine installé à la Maison-Rose pour vous adouber comme nouveau champion du néolibéralisme sur le continent américain. Si vous vous appelez Allende (Salvador), malheur à vous ; pour devenir ami de la Maison-Blanche, il faut s'appeler Pinochet (Augusto). Si, président d'un tout petit pays qui a été jusque-là un grand « ami » des États-Unis, vous prenez lentement conscience, au pouvoir, que les choses ne vont vraiment pas bien chez vous, que les inégalités sont criantes, qu'une minorité possède tout et la majorité rien, et que vous vous décidiez donc, contrairement au programme sur lequel vous avez été élu, à vous occuper – oh, sans faire la révolution, Dieu vous en garde ! – de ceux d' « en-bas » et à vous rapprocher de ces vilains progressistes de l'ALBA qui sont dans la ligne de mire de la grande démocratie du Nord, vous avez signé votre arrêt de mort : au Honduras, il vaut mieux s'appeler Lobo (Porfirio) que Zelaya (Manuel)... Si vous êtes à la tête du pays le plus étendu du sous-continent, qui se prend de ce fait pour un grand de ce monde, quelqu'un du Premier monde, mais où les taux de pauvreté et d'inégalité et la distribution de la richesse vous placent forcément dans la catégorie des « sous-développés », et que vous arriviez à la présidence dans le cadre du Parti des travailleurs, que vous vous mettiez en tête, donc, de faire honneur à votre label et de prendre en compte les dizaines et les dizaines de millions de pauvres qui pullulent chez vous pour cesser d'être la « Belinde » (30 p. 100 qui vivent comme en Belgique, 70 p. 100 comme en Inde), et que vous lanciez à ces fins des programmes ciblés sur eux, ce pour quoi vous devez enlever un petit quelque chose à votre oligarchie enkystée dans tous les rouages et dirigeant malgré tout le pays sans être nommément au pouvoir et à ses richissimes défenseurs, on vous prendra en grippe à la Maison-Blanche, on mettra même vos conversations sur écoute : au Brésil, il vaut mieux s'appeler Temer (Michel) que Silva (Luis Inacio da) ou Rousseff (Dilma)... Je pourrais accumuler les exemples, mais à quoi bon ? Les cas de Correa (Rafael) en Équateur, de Morales (Evo) en Bolivie, de Chávez (Hugo) au Venezuela, pour ne citer qu'eux, sont éloquents. À ce sujet, le verdict de l'histoire passée et présente est sans appel...

Et il indique sans l'ombre d'un doute que les États-Unis, en leur état actuel de premier défenseur d'un ordre économique et social contre lequel la Révolution cubaine s'est justement révoltée, ne pourront jamais – Obama aurait-il beau nous faire des sourires sur papier glacé – être des « amis » de Cuba. Les réponses à la FAQ apparaissant sur le site de la Maison-Blanche en apportent, plus d'un an et demi après l'annonce du 17 décembre 2014 et un an après la reprise formelle des relations diplomatiques, le plus parfait démenti :

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

### **3. Les sanctions contre Cuba sont-elles encore en place après l'annonce présidentielle du 17 décembre 2014.**

Oui, l'embargo contre Cuba est toujours en place. La plupart des transactions entre les États-Unis ou des personnes sujettes à la juridiction des États-Unis, et Cuba continuent d'être interdites, et l'OFAC continue de mettre en œuvre les prohibitions de la CACR. Les changements aux réglementations, effectifs en janvier, juin et septembre 2015, ainsi qu'en janvier et mars 2016 respectivement, visent à s'attirer le peuple cubain et à l'autonomiser en facilitant des voyages autorisés à Cuba de la part de personnes sujettes à la juridiction des États-Unis ; du commerce et des transactions financières autorisés ; et le flux d'information vers, depuis et dans Cuba.

### **7. Est-il permis de voyager à Cuba pour des activités touristiques ?**

Non. Conformément au *Trade Sanctions Reform and Export Enhancement Act of 2000* (TSRA), des transactions concernant des voyages à Cuba ne sont permises que dans les douze catégories d'activités visées au CACR. Les transactions pour des voyages ayant d'autres objectifs restent interdites.

### **17. En quoi consiste « l'aide au peuple cubain » en ce qui concerne les voyages autorisés d'une manière générale et d'autres transactions ?**

L'OFAC a délivré une autorisation générale qui intègre des transactions en matière de voyages et d'autres transactions qui visent à apporter un appui au peuple cubain, dont des activités d'organisations de droits de l'homme reconnues ; des organisations indépendantes conçues pour *promouvoir une transition rapide et pacifique à la démocratie* ; ainsi que des individus et des organisations non gouvernementales qui promeuvent une activité indépendante visant à fortifier la société civile à Cuba. Le programme d'activités du voyageur ne doit pas comprendre du temps libre ou de loisirs au-delà de ce qu'implique un programme à temps complet à Cuba.

Le 19 juillet 2016, *CubaDebate*, en collaboration avec le ministère cubain des Relations extérieures, dresse un bilan des acquis depuis la reprise des relations diplomatiques :

Les thèmes de conversation avant la reprise des relations bilatérales : trafic de drogues, fraude migratoire, traite des êtres humains, recherche-sauvetage en mer, marées noires, courrier postal... Selon Josefina Vidal, « la pleine normalisation des relations prendra des années, car il s'agit de construire des rapports entre deux pays qui se parlaient pas depuis plus d'un demi-siècle, sauf en cas d'épisodes sporadiques et plutôt dans des situations de crise ». Pour elle, il a trois blocs :

1) Intérêts des parties : Pour Cuba, base navale de Guantánamo, blocus, programmes subversifs, Radio et TV Martí, Loi d'ajustement cubain, Programme Parole pour médecins, marques commerciale et brevets...

2) Intérêts commun : Ceux où il est possible d'identifier une coopération éventuelle entre les deux pays, permettant de nouer des liens de confiance.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

3) Espaces de dialogue : Questions bilatérales ou multilatérales, sur proposition d'une Partie ou dans l'intérêt d'autres : compensations, droits de l'homme, traite des êtres humains, changements climatiques, protection de la propriété intellectuelle...

Cela prendra du temps parce qu'aux États-Unis, soit les conditions pour un changement de mentalité dans un certain nombre de domaines n'ont pas encore assez mûri, soit le Congrès doit intervenir et déroger des lois. C'est le cas des programmes subversifs envers la Révolution cubaine : ainsi, l'administration Obama voulait réduire à quinze millions de dollars pour l'exercice fiscal 2017 le budget concernant le « changement de régime », qui était jusqu'ici de vingt millions, mais la représentante républicaine de la Floride, Ileana Ros-Lehtinen, a présenté un amendement non seulement pour empêcher sa diminution, mais pour l'élever à trente millions.

Si les relations ont été rétablies avant la levée du blocus (dès 1975, dans les conversations secrètes avec Kissinger, c'était même un prérequis), c'est, selon tous les indices, parce que la libération des 3 Héros restants était en jeu et que, dans la mesure où, contrairement à 1975, la levée du blocus n'est plus depuis 1996 aux mains du pouvoir exécutif, mais à celles du pouvoir législatif, il était impossible de faire de la levée du blocus un prérequis, le pouvoir exécutif pouvant libérer les 3 mais pas lever le blocus...

### *Résultats politiques et diplomatiques, et sur des questions prioritaires pour Cuba*

- Retour à Cuba de Gerardo, Ramón y Antonio.
- Radiation de Cuba de la liste des États parrainant le terrorisme international.
- Rétablissement des relations diplomatiques et réouverture des ambassades.
- Trois rencontres entre les présidents des deux pays.
- Nombreuses visites de haut niveau dans les deux directions (mais plus dans celle USA-Cuba) :
  - **Visites d'États-Uniens** : les secrétaires d'État, du Commerce, de l'Agriculture, du Transport ; vice-secrétaire de la Sécurité nationale ; les chefs de plusieurs agences (dont l'Agence nationale océanique et atmosphérique, NOAA ; douanes et protection des frontières CPB ; petites entreprises) et hauts fonctionnaires.
  - **Visite de Cubains** : ministres des Relations extérieures, du Commerce extérieur et de l'investissement étranger, de l'Agriculture et de la Santé publique ; présidents de l'Institut national des sports, de l'éducation physique et des loisirs (INDER) et de l'Institut de l'aéronautique civile cubaine (IACC) ; et premier vice-ministre de la Santé publique.
- Création de la Commission bilatérale pour le suivi de l'ordre du jour : questions en souffrance, coopération mutuelle, dialogue sur des points bilatéraux et multilatéraux ; trois réunions à ce jour.
- Rénovation du brevet aux USA de la marque de rhum Havana Club.
- Reprise du courrier postal direct.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

- Exclusion de Cuba de l'Avis de sécurité portuaire émis par le Service des garde-côtes étasunien.
- Démarrage de négociations entre les USA, Cuba et le Mexique sur la délimitation du Polygone oriental dans le golfe du Mexique.

### *Accords bilatéraux et de coopération sur des questions d'intérêt mutuel*

- Mémoire d'accord sur la conservation et la gestion de zones marines protégées.
- Déclaration conjointe sur la coopération en matière de protection de l'environnement.
- Plan-pilote pour le rétablissement du transport direct de courrier postal.
- Mémoire d'accord sur l'établissement de vols commerciaux réguliers.
- Programme de coopération pour la formation de professeurs d'anglais.
- Mémoire d'accord pour la coopération en matière d'amélioration de la sécurité de la navigation maritime.
- Mémoire d'accord pour la coopération agricole.
- Mémoire d'accord entre le ministère de l'Intérieur et la Douane générale de la République, d'une part, et le département de Sécurité nationale des USA, de l'autre, pour la coopération en matière de sécurité des voyageurs et du commerce.
- Mémoire d'accord entre le ministère cubain de la Santé publique (MINSAP) et le département étasunien de la Santé pour la coopération en matière de santé.
- Arrangement entre l'Institut de l'aéronautique civile cubaine (IACC) et l'Agence de sécurité du transport (TSA) pour le déploiement d'agents de sécurité à bord des vols nolisés entre les deux pays.

Des négociations sont en cours en vue d'instruments de coopération bilatérale : lutte contre le trafic de drogues ; application de la loi ; recherche-sauvetage en mer ; interventions en cas de déversement en mer de pétrole et d'autres substances dangereuses ; météorologie, climat et pollution atmosphérique ; enregistrements sismiques et information géologique ; conservation et gestion de Zones terrestres protégées.

Plus d'une trentaine de rencontres d'experts, dont : sécurité aérienne et de l'aviation ; sécurité maritime et portuaire ; application de la loi ; lutte contre le trafic de drogues, contre la traite des êtres humains et contre la fraude migratoire ; cybersécurité ; blanchiment d'actifs ; terrorisme ; santé ; agriculture ; environnement ; hydrographie et cartes nautiques.

### *Dialogues sur des questions bilatérales et multilatérales*

Une dizaine de réunions dans les cadre des dialogues : réglementations économiques et financières ; trafic des êtres humains ; changements climatiques ; compensations mutuelles ; droits de l'homme ; télécommunications.

### *Voyages et échanges*

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Intensification des voyages et des échanges culturels, scientifiques, universitaires et sportifs. Fin 2015, plus de 1 300 actions d'échanges entre organismes cubains et étasuniens, soit une hausse de 43 p. 100 par rapport à 2014.

En 2015, plus de 163 000 Étasuniens sont allés à Cuba (hausse de 76 p. 100 par rapport à 2014), et plus de 294 000 Cubains vivant aux USA (hausse de 13 p. 100). Au premier semestre de 2016, plus de 138 000 Étasuniens ont voyagé à Cuba (hausse de 80 p. 100 par rapport au premier semestre de 2015), et plus de 114 000 Cubains des USA (hausse de 2 p. 100).

### *Opérations économiques et commerciales*

- Accords de services de télécommunications entre l'*Empresa de Tele-comunicaciones de Cuba* (ETECSA) et les sociétés étasuniennes IDT, Sprint, Verizon et T-Mobile.
- Contrats de gestion et commercialisation de trois hôtels de La Havane avec la société étasunienne Starwood.
- Début des voyages de croisière par la compagnie Carnival.
- Le service de transport de marchandises FedEx commencera cinq vols hebdomadaires Miami-Varadero le 15 janvier 2017 (autorisation du secrétariat du Transport jusqu'au 15 juillet 2018).

Comme on peut le constater, le bilan sur les points essentiels est à peu près nul. Pour l'instant, on a eu droit à une sorte de « ravalement de façade », et il est douteux qu'on puisse en attendre plus sur le court terme, et ce pour deux raisons : le président Barack Obama pense à avoir fait assez pour l'instant et orienté correctement à coups de carotte les relations vers le cap qu'il vise, à savoir le « changement » de et à Cuba, de sorte que son successeur puisse continuer sur la même erre ; le Congrès qui a finalement le dernier mot à dire n'est pas prêt, selon le rapport des forces existant au sein de la classe législative étasunienne, à desserrer l'étau. Josefina Vidal reconnaît que ça prendra des années. Mais nul ne sait combien !

Une simple statistique montre bien à quel point tout reste ambigu entre les administrations étasuniennes et la Révolution cubaine, et surtout combien Obama ne joue pas franc : au 20 juillet 2016, Cuba n'a toujours pas pu faire de paiements ni de dépôts en dollars malgré l'autorisation accordée en mars dernier. Et ça se comprend : l'administration Obama, celle qui se dit l'amie de Cuba, a infligé un total de *quarante-neuf amendes* à des banques des USA et d'ailleurs pour un total de *14 397 416 827 dollars*, une somme sans précédent en cinquante-quatre ans de blocus ! Et comme l'administration n'a émis encore aucune déclaration politique ni aucun document légal pour faire savoir aux banques du monde entier que les opérations avec Cuba sont désormais légitimes et qu'elles ne feront plus l'objet de sanctions, les institutions bancaires continuent à juste titre de se méfier et, surtout, de ne pas faire de transactions avec Cuba.

Le 5 décembre 1988, dans un contexte évidemment bien différent, Fidel avait abordé le vrai fond du problème entre les deux États. Ses idées sont aussi actuelles aujourd'hui que voilà vingt-huit ans. Je conclurai là-dessus :

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Nous sommes un petit pays – insulaire, par-dessus le marché – situé à bien des milliers de kilomètres de n'importe quel allié potentiel ou d'alliés réels, à cent cinquante kilomètres de la puissance impérialiste non seulement la plus forte de la Terre, mais encore la plus arrogante, la plus méprisante et la plus hautaine ; ou plutôt, comme je l'ai dit un jour, pas à cent cinquante kilomètres, mais à seulement quelques millimètres ou quelques microns de distance, là où elle occupe illégalement un morceau de notre territoire.

Cet Empire est toujours et restera, peut-être pendant bien du temps, un empire, et, en plus, un empire puissant.

Nous sommes le premier pays socialiste de l'Amérique, le premier pays socialiste en Amérique latine, le dernier à nous être libéré de l'Espagne, le premier à nous être libéré de l'impérialisme yankee, le premier à avoir établi sa pleine maîtrise sur ses richesses, le premier à avoir désobéi à ses ordres, le premier à l'avoir défié, le premier à opérer la plus profonde des révolutions à partir de nouveaux concepts, de nouvelles idées, de nouvelles valeurs.

Nous avons été les premiers à faire ondoyer les drapeaux des travailleurs, des paysans, des petits, et à imposer leurs revendications et leurs droits ; les premiers à donner l'exemple correspondant à cette étape de l'évolution historique des peuples latino-américains, et nous avons maintenu ces drapeaux et cette attitude depuis maintenant presque trente ans, et ça, l'Empire ne nous le pardonnera jamais. Il ne s'agit pas seulement d'un affront à l'orgueil de l'Empire, d'ailleurs, mais aussi d'une blessure profonde à ses intérêts impériaux, d'un symbole, d'un chemin de rébellion, de liberté, d'indépendance que nous avons frayé, et ce symbole, ce exemple, ce chemin, l'Empire ne renoncera jamais à ses tentatives de les liquider par un moyen ou un autre. Ce sera et ça restera, tant que la domination impériale existera dans notre continent, son objectif.

*Même si les relations s'amélioraient un jour formellement entre Cuba socialiste et l'Empire, celui-ci ne renoncerait pas pour autant à son idée d'écraser la Révolution cubaine, et il ne s'en cache pas ; ses théoriciens l'expliquent, les défenseurs de la philosophie de l'Empire l'expliquent. Certains affirment qu'il vaut mieux opérer des changements déterminés dans la politique envers Cuba pour la pénétrer, l'affaiblir, la détruire, si possible, même pacifiquement, tandis que d'autres jugent que plus l'on sera belligérant envers Cuba, et plus Cuba sera active et efficace dans ses luttes sur le théâtre latino-américain et mondial. De sorte que si quelque chose doit être l'essence de la pensée révolutionnaire cubaine, si quelque chose doit être totalement clair dans la conscience de notre peuple qui a eu le privilège d'être le premier à s'engager sur ces chemins, c'est que nous ne pourrions jamais, tant que l'Empire existera, négliger la défense. [...]*

Nous ne pouvons pas ignorer les réalités, et je crois que notre peuple ne pourrait jamais se pardonner et qu'il devrait payer un prix très lourd et fatal s'il les oubliait un jour. Non que nous soyons pessimistes : nous sommes simplement réalistes ; non que nous soyons contre la paix et la détente ; non que nous soyons contre la coexistence pacifique entre différents systèmes politiques et économique-sociaux : c'est que nous sommes et que nous devons être tout bonnement réalistes. Et le réalisme nous indique que *tant que l'Empire existera et tant qu'il existera un peuple digne, un peuple*

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

*révolutionnaire sur cette île, notre patrie sera en danger, à moins que nous nous abaissions assez ou que nous soyons assez indignes pour renoncer à notre indépendance, à notre liberté, à nos droits les plus sacrés et les plus nobles.*

La Havane, 27 mars 2016 (Pâques)- 20 juillet 2016

*(premier anniversaire de la réouverture de l'ambassade cubaine à Washington)*

#### CONCEPTUALISATION DU MODÈLE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL CUBAIN DE DÉVELOPPEMENT SOCIALISTE

(analysée par le Septième Congrès du Parti communiste de Cuba en avril 2016,  
puis par l'ensemble de la population)

L'objectif de la Conceptualisation est de servir de référent ou de guide théorique conceptuel à la structuration du modèle économique et social, et de contribuer à sa meilleure compréhension.

Y sont exposées et justifiées sous forme de synthèse les caractéristiques et les bases théoriques essentielles du modèle économique et social qui découlera de son actualisation en cours.

Elle est rédigée au présent, bien qu'elle se réfère à la société future à laquelle nous aspirons, compte tenu des conditions de l'étape actuelle de construction du socialisme. Ce document ne prétend pas exposer comment le Modèle sera actualisé, autrement dit présenter les actions et les mesures concrètes permettant d'atteindre ces objectifs, ce qui correspond à d'autres documents, notamment le « Plan national de développement économique et social d'ici à 2030 ».

La Conceptualisation a pour fondements essentiels le concept de Révolution élaboré par notre leader historique, le *compañero* Fidel Castro Ruz, et les « Orientations de la politique économique et sociale du parti et de la Révolution » adoptées par le Sixième Congrès du PCC et actualisées par le Septième, ainsi que les résultats de leur mise en œuvre.

L'Introduction du document comprend une brève référence au moment historique de la construction du socialisme où se trouve notre société, aux facteurs les plus saillants de la Révolution avant l'étape actuelle, et aux principaux points forts et points faibles dont Cuba doit tenir compte pour relever les défis du développement socialiste.

La Conceptualisation souligne les principes de notre socialisme, lesquels résument la continuité des concepts clefs et des caractéristiques fondamentales de l'idéal de société socialiste forgée par la Révolution en tant qu'objectif essentiel sur lequel se dresse le Modèle actualisé.

Elle expose de même les principales transformations qui caractérisent les nouveaux fondements, autrement dit ce qu'il faut changer afin de consolider les principes de notre socialisme et de construire une nation souveraine, indépendante, socialiste, démocratique, prospère et durable.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Les transformations concernent la consolidation du rôle principal que doit jouer la propriété sociale des moyens de production fondamentaux, la reconnaissance et la diversification des différentes formes de propriété et de gestion correctement interreliées et le perfectionnement de l'État socialiste, de ses systèmes et organes de direction.

Le document précise par ailleurs, entre autres, les concepts de durabilité et de prospérité, les droits économiques et sociaux, et le travail comme source de bien-être et de prospérité.

On trouvera ci-dessous le document qui fera l'objet d'une consultation, afin de recueillir les critères qui contribueront à le perfectionner et de continuer de renforcer le consensus nécessaire sur sa teneur, avant son adoption définitive comme guide conceptuel de l'actualisation du modèle.

### INTRODUCTION

Le présent document expose les bases théoriques et les caractéristiques essentielles du Modèle économique et social de développement socialiste cubain qui découlera de la mise à jour en cours, appelé ci-après le Modèle.

Il est rédigé en règle générale au présent afin de conceptualiser l'avenir souhaité, une fois le Modèle mis à jour.

Cette proposition concrétise une des fonctions de la Commission permanente de mise en œuvre et de développement, et correspond à un accord de la Première Conférence nationale du PCC<sup>1</sup>.

Dans la conceptualisation du Modèle, sont exposés d'une manière synthétique les traits essentiels sur lesquels reposent les principaux rapports économiques et sociaux dans la construction de notre socialisme à cette étape-ci, leur structuration et leurs objectifs stratégiques.

Il vise essentiellement à expliquer et à justifier d'une manière claire et rigoureuse les principales caractéristiques du Modèle pour le faire mieux comprendre et servir de guide conceptuel à sa mise à jour.

Le concept de Révolution que notre commandant en chef, le *compañero* Fidel, a résumé admirablement le 1<sup>er</sup> mai 2000, fait partie de ses fondements essentiels :

Révolution, cela veut dire avoir le sens du moment historique ; cela veut dire changer tout ce qui doit être changé ; cela veut dire l'égalité et la liberté pleines ; cela veut dire être traité soi-même et traiter autrui comme un être humain ; cela veut dire nous libérer par nous-mêmes et par nos propres efforts ; cela veut dire défier de puissantes forces dominantes dans l'arène sociale et nationale et au-dehors ; cela veut dire défendre des valeurs auxquelles on croit au prix de n'importe quel sacrifice ; cela veut dire modestie, désintéressement, altruisme, solidarité et héroïsme ; cela veut dire lutter avec audace, intelligence et réalisme ; cela veut dire ne jamais mentir, ne jamais violer des principes moraux ; cela veut dire

---

<sup>1</sup> Objectif 65 du document adopté par la Première Conférence nationale du PCC, janvier 2012, p. 29.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

conviction profonde qu'il n'existe pas de force au monde capable d'écraser la force de la vérité et des idées. Révolution, cela veut dire unité, cela veut dire indépendance, cela veut dire lutter pour nos rêves de justice en faveur de Cuba et en faveur du monde, qui est la base de notre patriotisme, de notre socialisme et de notre internationalisme.

La société cubaine est attelée, dans son devenir historique, à la construction du socialisme comme solution de rechange viable pour dépasser le capitalisme et, partant, pour contribuer modestement à la survie de l'Humanité.

L'expérience prouve qu'il s'agit d'une période historique prolongée de profondes transformations où les facteurs déterminants sont une conduite avisée et la participation active du peuple, en vue de progresser vers une société supérieure.

Le Modèle correspond aux conditions de ce processus à son étape actuelle à Cuba, où il s'avère indispensable que la propriété socialiste de tout le peuple se consolide comme la propriété principale, tout en coexistant avec d'autres formes, afin d'avancer vers une société socialiste, prospère et durable.

Bien qu'elle présente des objectifs et des traits essentiels communs, la construction du socialisme possède des caractéristiques propres à chaque pays et à chaque région du monde, compte tenu de leurs particularités politiques, économiques, sociales, culturelles et historiques, ainsi que des conditions internationales où elle se produit.

La mise à jour du Modèle part essentiellement des expériences de la Révolution cubaine et s'ajuste aux nouvelles conditions intérieures et au contexte international contemporain.

Elle tient aussi compte des expériences d'autres processus de développement économique et social dans différents pays, selon les conditions et les particularités caractéristiques où ils ont eu lieu.

C'est au triomphe de la Révolution, le 1<sup>er</sup> janvier 1959, que le peuple cubain a commencé à exercer pleinement sa souveraineté. L'impérialisme des États-Unis d'Amérique a alors révélé très vite sa prétention historique de dominer notre pays, devenant de plus en plus agressif avec l'appui d'une oligarchie bourgeoise et latifundiaire dépendante à son service.

C'est dans ces conditions que le Gouvernement révolutionnaire s'est engagé dans des nationalisations qui, de pair avec d'autres mesures, ont donné naissance au secteur économique de propriété socialiste de tout le peuple, facteur décisif dans la transformation de la structure socio-économique capitaliste néocoloniale.

Durant toutes ces années-ci, la construction du socialisme à Cuba s'est heurtée à des agressions et à des difficultés très diverses, si bien qu'il a fallu allouer de nombreuses ressources matérielles et humaines à la défense et à la sécurité nationales.

L'hostilité permanente envers Cuba du gouvernement étasunien – spécialement son blocus économique, commercial et financier génocidaire – a empêché notre peuple d'accéder pendant plus d'un demi-siècle à des services et produits vitaux, y compris à des

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

médicaments, à des financements, aux résultats du progrès scientifique et technique, indispensables au développement, ce qui a causé de grands dommages à notre économie et à notre peuple.

Cuba, petit pays sous-développé et privé de ressources naturelles significatives, est toutefois arrivée à remporter d'importantes conquêtes sociales et économiques, l'appui solidaire de l'ex-URSS et d'autres pays ayant joué un rôle.

La Révolution cubaine a forgé des valeurs et des principes moraux élevés, telle la ferme attitude solidaire de notre peuple dont il a fait la preuve dans de multiples missions internationalistes dans différents domaines et différentes régions du monde, partageant ce qu'il a et non seulement ce qu'il a de trop.

La brusque désintégration du camp socialiste européen et de l'URSS à la fin des années 80 du siècle dernier, a frappé sévèrement différents secteurs, surtout l'économie et le social, ainsi que le niveau de vie, au point que l'activité économique du pays a chuté de plus d'un tiers.

À quoi il faut ajouter la montée du néolibéralisme et l'hégémonie à l'échelle mondiale des États-Unis d'Amérique qui ont par ailleurs renforcé leur blocus contre Cuba.

C'est alors qu'a débuté la Période spéciale en temps de paix, une étape difficile de résistance quotidienne et d'adaptation aux nouvelles conditions, où les efforts se sont concentrés sur la résistance et sur la réorientation de l'économie au nouveau scénario, mais sans renoncer aux principes et aux conquêtes fondamentales du socialisme.

Entre autres mesures, il a fallu sur le plan monétaire et de change, adopter d'importantes décisions, dont la légalisation de la possession et de la circulation des devises, et la formation postérieure d'un système de double monnaie (CUP et CUC) et de double taux de change, avec un pour les rapports entre organismes et un autre pour la population.

Il a été possible de faire face pendant tant d'années aux difficultés grâce à l'unité et à la résistance du peuple et à son appui conscient à la direction du parti et de la Révolution, sous la conduite de Fidel et de Raúl. La solidarité internationale que nous avons reçue a aussi été très importante.

C'est à la suite d'un train de mesures, dont la majorité a été adoptée au terme d'une profonde discussion populaire, qu'on est parvenu, à compter de 1994, à freiner l'effondrement de l'économie et à la relancer graduellement, toujours dans le cadre des difficiles conditions du blocus, de la situation économique internationale incertaine et de difficultés intérieures, si bien qu'il n'a pas été possible d'avancer au rythme nécessaire en matière de développement économique et social.

Les transformations et les ajustements les plus importants durant cette étape ont visé à faire face à la crise provoquée, en réglant essentiellement les problèmes conjoncturels.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Parallèlement, d'autres problèmes se sont aggravés, tels que les problèmes structurels, typiques de notre condition d'économie sous-développée et exigeant des solutions plus intégrales et graduelles.

Parmi les principaux problèmes qui se sont aggravés durant ces années-ci, il faut citer les déséquilibres entre la disponibilité et les besoins de devises ; entre l'offre et la demande de biens et services ; l'obsolescence technologique ; la sous-utilisation et les déficiences de l'appareil de production, de l'infrastructure et des investissements ; des risques croissants et des dommages environnementaux, ainsi que le manque d'organisation, de discipline, d'exigence et de contrôle.

Des limitations continuent d'empêcher de satisfaire de multiples besoins, ce qui, de pair avec les effets de la dualité de la monnaie et du taux de change sur le pouvoir d'achat, a creusé les différences économiques et sociales ne provenant pas du travail apporté, qui de plus ne reçoit pas une rétribution adéquate. D'autres phénomènes négatifs ont vu le jour, donc ceux ayant à voir avec l'emploi, tel l'exode de travailleurs vers des activités moins qualifiées et à l'étranger.

Tout ceci a porté atteinte à la motivation nécessaire pour travailler et être efficaces, tandis que l'on constate une certaine érosion de valeurs inhérentes à notre société, un accroissement des manifestations de corruption, des délits, des indisciplines et d'autres formes de marginalité sociale.

Dans un autre domaine, le vieillissement et la stagnation de la population se sont accrus, ainsi que leurs retombées sur tous les domaines.

Sur le plan international, la richesse se concentre toujours plus et la crise structurelle du système capitaliste persiste, dans tous les domaines à la fois : économique et financier, énergétique, alimentaire, environnemental, éthique, culturel, entre autres.

Parallèlement, des progrès accélérés se produisent dans les communications, l'informatisation, l'industrie, le commerce, le transport et d'autres secteurs. On observe des expériences économiques et sociales réussies dans d'autres pays, tout ceci offrant des occasions significatives à notre pays pour relever les défis du développement économique et social.

Une projection économique à moyen terme effectuée en 2009 a montré la nécessité d'aborder intégralement la solution des insuffisances qui empêchent le développement harmonieux et durable, l'économie ayant au cœur de l'attention.

Une fois consultées par le peuple, les Orientations de la politique économique et sociale du parti et de la Révolution – appelées ci-après « Orientations » - ont été adoptées par le Sixième Congrès du Parti communiste de Cuba, tenu en avril 2011, puis entérinées par l'Assemblée nationale du pouvoir populaire.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Parmi les principaux points forts sur lesquels Cuba peut compter pour un développement socialiste prospère et durable, citons :

- 1) L'unité du peuple cubain, sa décision résolue et souveraine d'être indépendant et de bâtir une société socialiste. Sa jeunesse, exemple du meilleur de l'œuvre de la Révolution, héritière des traditions de lutte et préparée pour continuer de la développer dans les nouvelles conditions historiques.
- 2) Le soutien majoritaire à la direction du Parti communiste de Cuba et à l'État socialiste, dont le prestige et l'honnêteté sont reconnus, unis, dotés d'un projet politique, économique et social socialiste à profond ancrage populaire, et la volonté politique de mettre à jour le Modèle.
- 3) L'universalité de la politique sociale qui garantit l'accès aux services fondamentaux d'éducation et de santé, à la culture, aux sports, à la sécurité et à l'assistance sociales ; d'importants progrès dans l'élimination de tout type de discrimination ; la tranquillité et la sécurité des citoyens, et un système de protection de la population efficace.
- 4) La fermeté du peuple cubain dans ses valeurs essentielles, dont l'humanisme, le patriotisme, l'anti-impérialisme, la dignité, la haute vocation solidaire et internationaliste et une culture fondée sur nos meilleures traditions et sur les racines éthiques et spirituelles de la nation.
- 5) l'existence d'une société civile socialiste active et diverse, préparée et organisée pour défendre la Révolution.
- 6) Les capacités potentielles de l'économie cubaine à achever son développement et à s'insérer à l'international d'une manière compétitive, dont les ressources humaines formées par la Révolution et possédant un niveau d'instruction générale élevé ; les possibilités du développement des services internationaux de santé et du tourisme, de sources d'énergie renouvelables, de productions agro-industrielles, et le niveau atteint par la science, la technologie et l'innovation dans des secteurs et des activités donnés à haute valeur ajoutée.
- 7) À l'international, le grand prestige et la grande reconnaissance, ainsi que des relations profitables et croissantes avec de nombreuses nations, dans des circonstances où les relations Sud-Sud sont importantes, spécialement en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Il est possible et indispensable de mettre à jour le Modèle à partir de tous les points forts et potentialités, sur la base des principes de notre socialisme.

### **CHAPITRE 1. PRINCIPE SOUS-TENDANT LE MODÈLE ET SES PRINCIPALES TRANSFORMATIONS**

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Le Modèle s'étend aux domaines de la production, de la distribution, de l'échange et de la consommation, ainsi qu'à tous les secteurs de la vie sociale. Les Orientations constituent la base fondamentale de sa conceptualisation, dans laquelle on a aussi envisagé les politiques définies dans le cadre de leur mise en œuvre.

Dans le Modèle, les rapports de production socialistes jouent un rôle essentiel et primordial dans un contexte qui reconnaît l'hétérogénéité des formes de propriété et de gestion, ainsi que le rôle et les fonctions des principaux acteurs économiques et de l'État à tous ses niveaux de direction.

L'éducation, la santé, la science, la technologie et l'innovation, la culture et la communication sociale sont décisives, ainsi que la protection des ressources et de l'environnement, entre autres dimensions du développement.

L'objectif stratégique du Modèle est d'impulser et de consolider la construction d'une société socialiste prospère et durable sur les plans économique, social et environnemental, attachée au renforcement des valeurs éthiques, culturelles et politiques forgées par la Révolution, dans un pays souverain, indépendant, socialiste, démocratique, prospère et durable.

La durabilité du socialisme est associée au développement et exige des rythmes et des structures de croissance économique qui assurent la prospérité dans la justice sociale, en harmonie avec l'environnement, la préservation des ressources naturelles et du patrimoine de la nation.

Pour atteindre cet objectif, le Sixième Congrès du Parti communiste de Cuba a ratifié que le principal est une économie efficace, en vue de créer le fondement matériel indispensable qui permette de distribuer la richesse d'une manière socialement juste.

On pourra atteindre une société socialiste prospère à partir du travail, d'une profonde conscience révolutionnaire, de l'accomplissement du devoir, d'une motivation et d'une productivité élevées, de l'épargne, de l'efficacité, et spécialement de l'application de la science, de la technologie et de l'innovation.

L'augmentation de la production sociale et de la richesse est une prémisses indispensable pour pouvoir distribuer celle-ci d'une manière juste, pour élever graduellement et durablement le niveau et la qualité de la vie matérielle et spirituelle, en permettant à l'être humain de s'épanouir pleinement et de réaliser ses aspirations individuelles et collectives légitimes.

### **1.1 Principes de notre socialisme qui sous-tendent le Modèle**

On trouvera ci-après en résumé des règles, des organisations, des normes et des concepts de base qui résument des caractéristiques essentielles de l'idéal de société socialiste forgé durant la Révolution.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Ils résument la continuité des bases essentielles de notre socialisme, sur lesquelles le Modèle mis à jour se dresse d'un point de vue conceptuel.

Ils sont le résultat de notre histoire, du legs de Martí, du marxisme et du léninisme, de la pensée et de l'action de notre leader historique, le commandant en chef Fidel Castro Ruz, de l'œuvre du Parti communiste de Cuba et de la Révolution. Les principes suivants se distinguent :

- a) La dignité, l'égalité et la liberté pleines de l'être humain, porteur de notre culture, de notre identité et de nos valeurs telles que l'humanisme, l'honorabilité, l'honnêteté, la modestie, la laboriosité, la responsabilité, l'altruisme, le désintéressement, l'héroïsme, le patriotisme, l'audace, l'anti-impérialisme, la solidarité et l'internationalisme, en vue de sa réalisation individuelle et collective. Tout ceci en opposition à l'égoïsme, à l'individualisme et à la consommation aliénante et prédatrice.
- b) Le rôle dirigeant du Parti communiste de Cuba, parti unique et avant-garde organisée de la nation, inspiré de Martí, marxiste, léniniste et fidéliste, force dirigeante supérieure de la société et de l'État, expression de l'unité du peuple autour de la direction de la Révolution des petits, par les petits et pour les petits.
- c) La démocratie socialiste fondée sur le pouvoir souverain du peuple, d'où émane tout le pouvoir de l'État socialiste, exercé directement ou à travers les assemblées du Pouvoir populaire et des autres organes de l'État qui en découlent, sous la forme et selon les normes fixées par la Constitution et les lois.
- d) L'État socialiste, garant de la liberté, de l'indépendance, de la souveraineté, de la participation et du contrôle populaires, de la préservation de l'identité nationale, du patrimoine du peuple, de renforcement de la culture, du développement du pays et des autres conquêtes.

Il garantit les droits et les devoirs individuels et collectifs, le respect de la loi et des normes de coexistence, le respect des opinions des citoyens, l'accès à la justice, le traitement impartial des plaintes et la réponse due.

- e) La propriété socialiste de tout le peuple des moyens de production fondamentaux, forme principale de l'économie nationale et du système socio-économique, fondement du pouvoir réel des travailleurs.

*C'est d'elle que découle la condition de propriétaire commun de n'importe quel membre de la société cubaine, condition qui est garantie par son rapport avec les moyens de production fondamentaux à travers l'État socialiste et qui lui octroie des droits et des devoirs au sujet de leurs objectifs, ainsi que la participation à leur conduite, à leur contrôle et à leur protection.*

Cette condition ratifie et légitime son droit de participer aux principales décisions sur l'utilisation de la richesse créée par ces moyens et d'être bénéficiaire de celle-ci, dont

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

celle qui est destinée aux services sociaux universels et gratuits, ainsi qu'à d'autres bénéfiques et subventions.

- f) La défense et la sécurité nationale constituent des objectifs essentiels qui permettent de garantir la préservation du système politique, économique et social cubain, et auxquels on prête l'attention maximale ; la garde révolutionnaire ne sera jamais baissée. L'histoire apprend avec trop d'éloquence que ceux qui oublient ce principe ne survivent pas à leur erreur.
- g) La planification socialiste, moyen principal de diriger l'économie afin d'impulser le développement socialiste.
- h) La reconnaissance morale et juridique de l'égalité des droits et devoirs des citoyens et les garanties pour les rendre réels dans l'équité, l'inclusion et la justice sociale, exprimés dans l'égalité des chances, et l'affrontement à n'importe quelle forme de discrimination pour des motifs de couleur de la peau, de sexe, d'identité sexuelle, d'orientation sexuelle, de handicap, d'origine territoriale et nationale, de croyance religieuse, d'âge ou de toute autre distinction qui porterait atteinte à la dignité humaine.

L'on distingue parmi ces droits le droit au travail, à la santé, à l'éducation, à la sécurité citoyenne, à l'information, à la communication sociale, au repos, à la culture, au sport, au système de sécurité et d'assistance sociales.

De même le droit de travail pour un logement décent, en vue de quoi l'on crée les conditions nécessaires et l'on octroie un appui social à ceux qui en ont vraiment besoin.

Toutes ces conquêtes garantissent qu'aucune personne ne soit livrée à son sort.

Le droit de défendre l'indépendance et la patrie socialiste constitue le plus grand honneur et un devoir suprême.

Importance des devoirs civiques et sociaux, entre autres veiller sur la propriété publique et sociale, accepter la discipline du travail, respecter les droits d'autrui, contribuer selon qu'il convient au maintien des dépenses sociales et observer les normes de la coexistence socialiste.

### **1.2 Transformations principales du Modèle**

Il s'agit des transformations qui caractérisent les nouveaux fondements du Modèle à partir des conditions internes et externes actuelles.

Elles visent à consolider les principes de notre socialisme et à perfectionner le développement économique et social. Ainsi, la vision de notre pays se résume à une nation souveraine, indépendante, socialiste, démocratique, prospère et durable.

#### ***1.2.1 Consolidation du rôle primordial de la propriété sociale des moyens de production fondamentaux***

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Ce rôle s'obtient principalement grâce au travail efficace des unités budgétisées et du système d'entreprises selon leurs différentes formes de gestion.

Parmi les conditions nécessaires au fonctionnement intégral de tout le système d'entreprises, il faut signaler :

- a) L'existence d'une classe ouvrière révolutionnaire, capable de travailler d'une manière efficace et productive pour accomplir les plans, son rôle de propriétaire – comme partie du peuple tout entier – des moyens de production fondamentaux étant reconnu.
- b) La modernisation de la structure organisationnelle, fonctionnelle et technologique du système d'entreprises socialiste de tout le peuple, en particulier par l'introduction des résultats de la science, de la technologie et de l'innovation.

Sa compétence et son efficacité, accompagnée de l'autonomie de gestion requise, d'une responsabilité élevée et d'engagement social, en fonction de l'exécution des politiques, des plans et d'autres directives définis par l'État.

- c) L'application du principe de la distribution socialiste selon le travail fourni, critère qui différencie les revenus, lesquels constituent la source principale de l'amélioration du bien-être et de la réalisation des projets personnels, familiaux et collectifs.
- d) L'exécution, par le système d'entreprises de propriété socialiste de tout le peuple, de fonctions correspondant à sa nature, doté des capacités financières nécessaires à un fonctionnement et un développement efficaces.

La retenue d'une partie des profits en vue du développement de l'entreprise et de la distribution aux collectivités qui participent activement à l'amélioration des résultats.

- e) Le fonctionnement de l'entreprise en vue d'accomplir les plans, dans les conditions d'un marché régulé, où les mesures administratives centralisées en interaction avec les politiques macroéconomiques et autres poussent à adopter des décisions en accord avec les intérêts de toute l'économie.
- f) Un environnement monétaire et financier ordonné, qui se caractérise par l'existence d'une seule monnaie nationale et d'un seul taux de change afin de pouvoir mesurer adéquatement les activités de l'économie et employer efficacement des instruments de direction économiques.

### ***1.2.2 Reconnaissance et diversification de différentes formes de propriété et de gestion, dûment interreliées***

Dans le cadre de ces transformations, il faut souligner le rôle des formes de propriété liées à l'investissement étranger direct, dans des conditions qui préservent les principes sous-tendant le Modèle, tout en garantissant l'emploi rationnel des ressources, la sauvegarde du patrimoine de la nation et de l'environnement.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

L'investissement étranger direct constitue une source de développement et un moyen d'accès à des capitaux, à des technologies, à des marchés et à une expérience de gérance, qui contribue à la solution d'importantes déséquilibres structurels et à des chaînes productives, en conformité avec le développement économique et social.

La reconnaissance du rôle complémentaire de la propriété privée de moyens de production déterminés, ainsi que la gestion de moyens étatiques par des acteurs de cette forme de propriété constituent une autre transformation qui contribue à l'économie, à l'emploi et au bien-être de la population.

Ceci répond à l'hétérogénéité et au développement insuffisant des forces productives, à la nécessité pour l'État de se concentrer sur les tâches complexes qui lui sont propres, en abandonnant la direction ou la gestion directes d'activités déterminées qui exigent un degré élevé d'indépendance, d'autonomie et de responsabilité. Cela contribue aussi à mobiliser des ressources non publiques pour récupérer des productions et des services déterminés.

Cela contribue à la libération des forces productives, dans le cadre de la décentralisation qu'exige la mise à jour du Modèle, ce qui permet le déploiement, en fonction des objectifs du développement socialiste, d'initiatives qui complètent la transformation du système d'entreprises propriété de tout le peuple.

Tout ceci dans un contexte où la présence de différents acteurs de propriété et de gestion fait partie des éléments qui conditionnent la nécessité objective de reconnaître le marché où ils interagissent, la planification restant la voie principale de conduite de l'économie.

L'existence des formes non étatiques est conditionnée par les objectifs du développement socialiste. L'appropriation par celles-ci d'une partie de l'excédent des résultats du travail intervient dans un contexte social où prévalent les rapports de production socialistes.

Le caractère de propriétaires communs des citoyens qui travaillent dans les différentes formes non étatiques constitue un fondement objectif pour leur identification, leur engagement et leur participation à la construction d'une nation indépendante, souveraine, socialiste, démocratique, prospère et durable.

### ***1.2.3 Perfectionnement de l'État socialiste, de ses systèmes et organes de direction***

L'État se concentre sur les fonctions qui lui sont propres, notamment planifier, réguler, conduire et contrôler le développement économique et social, dirigeant tous les acteurs, en vue de quoi sa composition, sa structure et son fonctionnement ont fait l'objet de changements importants.

Il accorde une attention spéciale à la formation de valeurs, à l'éducation et à la culture dans tous les domaines de l'activité économique et sociale selon les différentes formes de propriété et de gestion.

L'action et les fonctions des organes de direction territoriaux, la division administrative et la commune comme instance fondamentale à autonomie pertinente sont perfectionnées,

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

ainsi que la structure et les fonctions du système d'organes et organismes de l'Administration centrale et locale de l'État.

La planification socialiste, dans le système de direction de l'économie, est réenvisagée comme voie principale selon une approche intégrale en fonction du développement économique et social durable, en tenant compte de la fonction du marché, en envisageant ses caractéristiques et en influant sur lui. La réalisation de l'efficacité et des objectifs stratégiques reçoit la priorité.

Les instruments de direction directs ou administratifs se combinent aux instruments indirects ou économiques ; le Plan de l'économie nationale et le Budget de l'État s'articulent d'une manière cohérente avec l'équilibre monétaire et financier du pays grâce à l'intégration des politiques fiscale, monétaire, de change et de prix.

L'État reconnaît le marché, l'intègre au fonctionnement du système de direction planifiée de l'économie et adopte les mesures pertinentes pour le réguler.

La concentration de la propriété et de la richesse chez des personnes naturelles ou juridiques non étatiques conformément à la loi n'est pas autorisée, en accord avec les principes de notre socialisme.

La participation avantageuse et dynamique de l'économie cubaine au marché international est promue comme condition nécessaire du développement durable. Par conséquent, la politique économique prévoit les conditions nécessaires et stimule la compétitivité, compte tenu des tendances et des dynamiques du marché international ; l'exportation et la substitution d'importations sont stimulées efficacement.

Il existe un système intégral de normes juridiques, et leur accomplissement rigoureux est contrôlé dans l'ordre et la discipline.

L'État promeut le développement de la science, de la technologie et de l'innovation et l'accès à celles-ci ; la protection de l'environnement et sa gestion intégrée, lesquelles jouent un rôle décisif dans tous les domaines du développement économique et social du pays.

Les conquêtes sociales se consolident, la priorité étant donnée à la qualité de l'éducation, de la santé, de la culture, du sport, et à la protection sociale de toutes les personnes en ayant vraiment besoin. Cette dernière, dans un équilibre adéquat entre les responsabilités qui incombent à l'État – comme garant de la sécurité et de l'assistance sociales – et celles des individus, de la communauté et des familles en tant que cellule fondamentale de la société.

Les technologies de l'information, des communications et de l'automatisation sont développées de façon à contribuer à une participation active des citoyens – surtout des jeunes – à l'élévation de la connaissance, du niveau et de la qualité de la vie ; à l'innovation, au perfectionnement de l'État, au fonctionnement de l'économie nationale et du domaine social.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

La communication sociale est une ressource de direction stratégique aux mains de l'État, des institutions, des entreprises et des médias au service de la participation – dont le débat public – et du développement du pays, raison pour laquelle elle est contrôlée et régulée en tenant compte de la politique tracée par le Parti communiste de Cuba et entérinée dans les normes juridiques correspondantes.

L'information, la communication et la connaissance constituent des biens publics et des droits des citoyens qui sont exercés d'une manière responsable, en préservant la souveraineté technologique, en respectant la législation en vigueur en matière de défense et de sécurité nationales.

La capacité de l'État et le caractère institutionnel socialiste sont renforcés pour garantir efficacement l'ordre public, la tranquillité des citoyens, la tutelle judiciaire, la sécurité nationale et, spécialement, la défense du pays.

L'on stimule l'interaction entre le secteur d'entreprise, le système éducatif et formatif, l'enseignement universitaire et les organes de science, de technologie et d'innovation, et l'on encourage des chaînes productives intégrées par différentes formes de propriété et de gestion.

Les travailleurs et les dirigeants des différentes formes de propriété et de gestion sont préparés à l'exercice de leurs fonctions.

À partir de la politique des cadres définie par le parti, on garantit le Système de travail avec les cadres de l'État, du gouvernement et leurs réserves. On assure le suivi systématique de la sélection, de la préparation, de l'évaluation, de la promotion et de la stimulation à partir des mérites, des qualités morales, politiques et idéologiques, ainsi que des résultats du travail, de la compétence professionnelle, de l'engagement et de la représentativité sociale. On accorde une attention spéciale à la formation et au perfectionnement des jeunes pour accéder à des postes de direction.

## CHAPITRE 2. LA PROPRIÉTÉ DES MOYENS DE PRODUCTION

Les rapports de propriété sont déterminants dans n'importe quel système socio-économique, étant donné que la forme de propriété dominante conditionne les rapports de production, de distribution, d'échange et de consommation, dont l'appropriation de la richesse.

Dans le Modèle, ce rôle correspond à la propriété socialiste par tout le peuple des moyens de production fondamentaux, ce qui constitue le principe caractéristique de notre socialisme.

### 1.2 Principales formes de propriété des moyens de production

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Elles sont les suivantes :

- a) La propriété socialiste de tout le peuple.
- b) La propriété coopérative.
- c) La propriété mixte.
- d) La propriété privée.

La propriété des organisations politiques, de masse, sociales et d'autres formes associatives.

### ***a) La propriété socialiste de tout le peuple***

Elle représente la possession collective, à l'échelle de toute la société, des moyens de production fondamentaux, ainsi que l'appropriation sociale de leurs résultats et leur distribution au profit de tous les citoyens qui en sont les propriétaires communs légitimes.

Cette forme constitue la colonne vertébrale de l'ensemble du système de propriété de la société socialiste, compte tenu de la fonction prépondérante qu'elle joue.

Elle prend la forme de propriété publique, à partir de quoi l'État agit comme représentant du propriétaire qui est le peuple.

Un moyen de production est « fondamental » quand il joue un rôle stratégique dans le développement économique et social, dans la vitalité, la durabilité du pays et dans la sécurité nationale.

La réalisation des objectifs du développement socialiste est garantie par le pouvoir économique qu'octroie la propriété de ces moyens, par l'importance sociale, culturelle et politique du type de biens et de services qu'ils produisent, par leurs effets sur l'emploi et sur toute l'économie.

Font partie de ces moyens, entre autres, les terres n'appartenant pas aux petits agriculteurs ou aux coopératives formées par ceux-ci, le sous-sol, les mines, les ressources naturelles – vivantes ou non – dans la zone économique exclusive maritime de la République, les forêts, les eaux, l'infrastructure et les principales industries et les services de base.

La propriété ou la gestion de moyens de production fondamentaux déterminés par des personnes naturelles ou juridiques non étatiques est de caractère temporel et est sujette aux autres conditions que stipule la loi, et elle s'inscrit dans les objectifs du développement économique et social, sans compromettre nos principes.

La fonction principale des moyens de production de propriété socialiste de tout le peuple dans l'économie doit se matérialiser dans leur fonctionnement efficace, ce qui constitue une prémisses nécessaire de leur socialisation réelle et effective.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

La gestion par des formes de propriété étatique de certains moyens de production de tout le peuple n'implique pas leur privatisation ou leur aliénation.

L'État se défait de la gestion directe d'activités déterminées, ce qui lui permet de mieux se concentrer sur ses fonctions principales.

Nonobstant, l'État définit les conditions du contrat de location, lesquelles précisent, entre autres, les principales activités à entreprendre, les règles de fonctionnement essentielles, la durée, les normes d'extinction, si bien qu'il conserve sa capacité de décision stratégique ou dominante sur ces moyens.

Ceci engendre l'accroissement du secteur non étatique de l'économie, ce qui constitue un facteur qui facilite la construction du socialisme à l'étape actuelle, car elle se réalise à partir de l'élévation de l'efficacité, de la richesse sociale et du bien-être.

L'appropriation non étatique d'une partie de la richesse créée par utilisation de ces moyens se fait dans un cadre de régulation et de contrôle, les rapports de production socialistes gardant la primauté.

L'État exerce un rôle décisif comme recteur du développement économique et social, tandis que les directions du système d'entreprise de propriété socialiste de tout le peuple se chargent de la gestion ou administration des moyens qui leur sont confiés.

Il existe une séparation réelle entre droits de propriété – maîtrise par l'État de ces moyens de production – et possession, administration et utilisation desdits moyens.

On distingue deux grands types d'organes de propriété de tout le peuple :

Les unités budgétisées ; et

Les entreprises de propriété socialiste de tout le peuple.

**1. Les unités budgétisées** remplissent des missions et des fonctions de caractère étatique, conformément aux attributions qui leur ont été assignées. Elles sont sujettes au contrôle populaire et fonctionnent dans des conditions économiques et financières en fonction de leurs caractéristiques. Les services qu'elles prêtent ne sont pas, dans leur essence, de caractère commercial.

Faisant partie de l'État socialiste, leurs systèmes et organes de direction ont été perfectionnés de sorte que leur administration publique est rationnelle, agile et efficace, dotée de la vitalité nécessaire et de travailleurs motivés, préparés sur le plan professionnel et dûment rémunérés.

Il existe des systèmes de direction et de rétribution spécifiques pour les différents types d'unité budgétisée, qui rationalisent les dépenses et maximisent l'efficacité et la qualité des services qu'elles prêtent, en modernisant leurs caractéristiques organisationnelles et techniques par incorporation des résultats de la science, de la technologie et de l'innovation.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

On applique des styles de direction transparents et permettant de simplifier les démarches, avec exécution des délais concernant la délivrance de permis, de certifications, de licences et d'autres documents.

Les personnels travaillant dans les unités budgétisées participent activement à l'élaboration, à l'exécution et au contrôle de leurs plans, conformément à leurs missions et à leurs fonctions, lesquelles sont inscrites dans les politiques et les directives définies par l'État, ainsi qu'aux conventions collectives.

**2. Les entreprises de propriété socialiste de tout le peuple** sont chargées de produire des biens ou des services de nature commerciale à partir du principe général selon lequel elles couvrent leurs dépenses à partir de leurs revenus et font des profits, tout en s'acquittant de leurs responsabilités sociales, tout ceci conformément aux indicateurs planifiés.

Personnes juridiques à différentes échelles, aux droits et obligations propres, elles remplissent un rôle inhérent à leur nature d'entreprise dont la caractéristique est de produire des biens et services commerciaux, par gestion de moyens de production de propriété de tout le peuple.

L'autonomie des entreprises en matière d'administration ou de gestion s'inscrit dans le cadre régulateur de l'État. Elle implique une responsabilité élevée de la part de leurs directeurs et de leurs collectivités de travailleurs quant à l'adoption opportune de décisions permettant de garantir un fonctionnement efficace.

De plus, elles jouent un rôle actif dans l'élaboration de propositions concernant les plans de développement à court, moyen et long termes, dont les investissements, et sont responsables de leur exécution efficace et efficiente.

L'État, en sa qualité de fisc, saisit à titre d'impôt une partie des profits du système d'entreprises de propriété de tout le peuple, ainsi que de ceux d'autres formes de propriété.

Étant donné sa condition de représentant du propriétaire, l'État décide et contrôle les destinées des profits des entreprises propriété socialiste de tout le peuple, une fois remplies leurs obligations fiscales et d'autres obligations.

Les revenus des travailleurs, perçus comme salaires, dépendent du travail apporté, ainsi que de la part des profits que l'État permet à ces entreprises de retenir, conformément aux résultats obtenus, afin de stimuler leurs collectivités, en tenant compte du fait que ces travailleurs, comme partie de tout le peuple, sont des propriétaires communs desdits moyens.

Dans leur ensemble, ces revenus doivent être suffisants aussi bien pour satisfaire les besoins de base que pour assurer le bien-être et la prospérité du travailleur et de sa famille.

À partir de la responsabilité des travailleurs de ces entreprises comme propriétaires communs, on applique des méthodes participatives de direction débarrassées de formalisme

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

afin de stimuler l'intérêt collectif et individuel pour l'innovation, l'efficacité et l'efficacités, tout en renforçant les valeurs partagées par l'organisation et par la société socialiste.

Conformément aux résultats et aux caractéristiques de l'entreprise, on établit des stimulants moraux et matériels à partir d'une culture économique et organisationnelle qui se caractérise par un sens élevé d'appartenance, de créativité, de discipline et de responsabilité.

Les collectivités de travail participent activement à l'élaboration, à l'exécution et au contrôle des plans par les organisations entrepreneuriales, inscrits dans les politiques et directives définies, conformément aux conventions collectives.

L'État adopte des décisions sur les entreprises inefficaces, conformément aux causes et à la fonction qu'elles remplissent dans l'économie, compte tenu des droits professionnels et de la protection des travailleurs.

Exerçant ses droits comme représentant du propriétaire, l'État désigne et révoque les principaux cadres du système entrepreneurial, exige d'eux, évalue et détermine les principes relatifs à la rémunération, conformément aux résultats de leur gestion.

Il établit les institutions chargées de s'occuper, en son nom, du système d'entreprise de propriété de tout le peuple, pour le conduire et le contrôler sans s'ingérer dans sa gestion, tout en adoptant les décisions principales et stratégiques.

L'État met en place des organisations chargées des activités économiques et scientifiques qui garantissent la combinaison de la recherche et de l'innovation technologique, le développement rapide, efficient et efficace de nouveaux produits et services, aux normes de qualité appropriées, et la gestion de commercialisation interne et externe.

### ***b) La propriété coopérative***

Les types de coopératives que reconnaît le Modèle font partie du système de propriété socialiste auquel s'appliquent les principes collectifs de production et de distribution des résultats, et font l'objet d'une attention spéciale.

Ce sont des organes économiques à personnalité juridique, constituées volontairement pour produire des biens et des services à des fins économiques et sociales, qui assument leurs dépenses à partir de leurs revenus et vivent du travail de leurs associés.

Elles constituent une forme de propriété collective dans laquelle leurs travailleurs permanents sont des associés ayant les mêmes droits, qui participent à la distribution des profits selon le travail qu'ils apportent.

Parmi les principes qui les régissent, il faut souligner : celui de la coopération et de l'entraide ; la décision collective et l'égalité de droits ; la responsabilité sociale, la contribution au développement planifié de l'économie ; la promotion de la culture coopérative et la satisfaction des besoins matériels, sociaux, culturels, moraux, spirituels et formatifs, de leurs associés et de leurs familles.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Elles développent leurs activités en gérant leurs propres moyens – acquis par la coopérative ou apportés par les associés – ainsi que ceux de propriété de tout le peuple qui seraient déterminés.

Elles contribuent à libérer l'État de sa responsabilité directe sur des activités déterminées qui exigent un degré élevé d'indépendance, d'autonomie et de responsabilité dans leur gestion ou leur administration.

Leur organe de direction maximal est l'Assemblée, formée par tous les associés, où chacun jouit de l'égalité de voix et de vote. La coopérative a la capacité de décision sur sa gestion, ses productions et ses services ; elle contribue à la satisfaction de besoins économiques et sociaux sur son territoire, en conformité avec son objet social, dans le cadre des politiques et d'autres réglementations en vigueur.

Elle peut embaucher à titre temporaire des travailleurs salariés et à titre permanent les services d'autres formes de propriété pour réaliser des activités secondaires.

Le Modèle prévoit que plusieurs coopératives puissent s'associer pour organiser des activités complémentaires en rapport avec leurs intérêts, pour ajouter une valeur à leurs produits et services et faire des achats conjoints, entre autres activités.

### ***c) La propriété mixte***

On comprend sous ce terme les entreprises constituées par suite de l'intégration de la propriété socialiste de tout le peuple à d'autres appartenant à des personnes naturelles ou juridiques nationales ou étrangères en vue de produire et de commercialiser des biens ou des services et obtenir des profits.

La propriété de tout le peuple est présente du fait du rôle principal qu'elle joue dans l'économie. L'entreprise qui la représente participe à la gestion et à la direction de la société mixte conformément à l'accord d'association et aux statuts de la société.

Les traits essentiels de cette forme de propriété déterminent sa contribution à la construction du socialisme sans compromettre l'indépendance et la souveraineté de la nation.

Elles jouent, entre autres, un rôle dynamisant du développement ; elles sont autorisées pour une période déterminée et elles sont sujettes à l'exécution des régulations établies, dans l'intérêt d'une société socialiste prospère et durable.

### ***d) La propriété privée***

L'on reconnaît la propriété privée qui remplit une fonction sociale, dont les titulaires sont des personnes naturelles ou juridiques – aussi bien cubaines que totalement étrangères – dans des activités déterminées.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

La loi la régleme selon son rôle complémentaire de façon à ce qu'elle contribue à rendre plus consistantes la trame entrepreneuriale et ses interrelations au profit de toute l'économie.

L'exercice des droits de propriété privée de moyens de production déterminés s'encadre dans des normes qui réglementent les limites de la concentration de la propriété et de la richesse, selon les principes et les objectifs du développement socialiste.

Les acteurs économiques de caractère privé sont un élément complémentaire, qui facilitent le bien-être, qui canalisent des potentialités productives en mesure de contribuer au développement socio-économique du pays.

Les propriétaires privées exercent la direction de leur affaire, jouissent des droits fixés et sont astreints aux obligations établies.

Les entreprises à propriété totalement étrangère sont autorisées cas par cas en vue du développement économique et social, comme une des modalités d'investissement étranger direct, avec pour fondements la préservation de la souveraineté et de l'indépendance nationales, de l'utilisation rationnelle des ressources et de l'environnement.

Les personnes naturelles cubaines peuvent constituer les types d'affaires suivants :

1) De petites affaires réalisées essentiellement par le travailleur et sa famille.

2) Des entreprises privées de moyenne, petite et micro échelle, selon le volume de l'activité et la quantité de travailleurs, reconnues comme des personnes juridiques.

Elles réalisent des activités complémentaires à échelle moyenne et inférieure, qui contribuent au développement local et à des chaînes productives avec des entreprises principales.

Elles font l'objet de politiques et de normes en fonction des limites, des espaces d'action et des portées des différentes échelles.

L'appropriation privée des résultats du travail d'autrui et des profits de ces affaires fait l'objet de régulations en vue de financer des dépenses sociales et d'autres de nature publique.

La propriété privée des moyens de production donnés contribue à la création d'emplois, à l'efficacité de l'économie et au bien-être dans un contexte où priment les rapports de propriété socialistes.

### ***e) La propriété d'organisations politiques, de masse, sociales et d'autres formes associatives***

Elle constitue un type particulier de propriété des moyens de production, représentée par des organismes qui produisent des biens ou des services, ou les deux à la fois, dont l'objectif principal est de contribuer au développement de la société en atteignant des objectifs et des

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

fins d'intérêt public, et non de faire des profits. Elle possède une personnalité juridique et agit dans le cadre des normes établies.

Elle comprend des biens destinés aux objectifs des organisations politiques, de masse et sociales, dont l'État reconnaît la propriété de moyens de production.

Elle couvre de même les moyens de production patrimoine de formes associatives légalement reconnues, telles que sociétés civiles, associations, fondations, organisations sociales, institutions religieuses et tout autre de nature similaire, qui peuvent recevoir un appui de l'État ou d'autres appuis, dans l'intérêt du progrès et du bien-être du pays.

Ces formes associatives à but non lucratif canalisent des besoins spirituels, tels que l'attention à des segments de population déterminés, la promotion de la culture, de la science, du sport, de l'amitié et de la solidarité.

### **2.2 Du système d'organismes de nature entrepreneuriale**

Le système entrepreneurial dans le Modèle mis à jour est composé par :

- a) Les entreprises propriété de tout le peuple, qui sont les principales.
- b) Les coopératives dans différents secteurs et activités.
- c) Les entreprises mixtes, formées par l'intégration entre entités propriété de tout le peuple et d'autres appartenant à des personnes naturelles ou juridiques, nationales ou étrangères.
- d) Les entreprises propriété privée dont les titulaires sont des personnes naturelles ou juridiques, cubaines ou étrangères.
- e) Les entreprises des organisations politiques, de masse, sociales et d'autres formes associatives.

Toutes les formes de propriété et de gestion sont régulées par la loi, sont sujettes au cadre régulateur défini par l'État et fonctionnent dans des conditions similaires sur les marchés où elles opèrent.

Ledit cadre régulateur comprend, entre autres, les conditions requises de leur création, les activités possibles, les droits et devoirs des employeurs et des employés, ainsi que des responsabilités sociales et environnementales.

Par conséquent, l'État régule la constitution, la dissolution, la liquidation et la restructuration des personnes juridiques de toutes les formes de propriété, définit leurs domaines d'action et leurs activités principales.

Il fixe de même la sélection des biens et services que, pour intérêt social, les acteurs économiques de n'importe quelle forme de propriété et de gestion doivent apporter.

## **CHAPITRE 3. LA DIRECTION PLANIFIÉE DE L'ÉCONOMIE**

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Le système de direction de l'économie est l'instrument dont dispose l'État socialiste pour planifier, réguler, gérer et contrôler le développement de l'économie nationale et des territoires, leurs rapports internes et avec l'économie internationale.

Les sous-systèmes, les méthodes et les procédés qui le composent sont réaménagés. Ses composants sont interreliés pour former le système. Ce sont :

- a) La planification socialiste.
- b) La régulation.
- c) la gestion de l'État.
- d) Le contrôle.

Les changements du système de direction planifiée de l'économie sont justifiés par les transformations institutionnelles qui impliquent d'importantes modifications dans les organisations, les structures, le fonctionnement, les normes, la culture et le style de travail de l'État et des acteurs économiques.

L'adoption de décisions centralisées et d'indicateurs de caractère directif se conjugue avec la décentralisation de facultés de gestion, moyennant des instruments économiques indirects, en vue d'induire l'activité des acteurs en fonction des objectifs de la société.

Le système de direction planifiée de l'économie tient compte de l'existence des rapports de marché, régule l'action de ses lois et limite les espaces où il agit, de façon que les lois du marché ne jouent pas le rôle dirigeant dans le Modèle.

L'existence objective du marché s'explique par le niveau de développement des forces productives, l'hétérogénéité des formes de propriété et de gestion, la division sociale du travail dans le domaine nationale et dans celui de notre commerce extérieur.

Les différents acteurs économiques ayant des conditions et des intérêts différents ont des relations entre eux à travers le marché, par des négociations contractuelles par lesquelles sont reconnues des produits dissemblables, leurs prix, leurs quantités, leurs qualités et leurs gammes.

**a) La planification socialiste** est la catégorie dirigeante qui définit le système de direction et à travers laquelle sont conçus les objectifs à atteindre. Elle donne la priorité au développement stratégique, elle est centralisée, participante, et différenciée par instance.

Elle définit et maintient à jour les lignes principales permettant d'impulser et de consolider la construction de notre socialisme.

Elle élargit son contenu et sa portée en insistant sur la projection stratégique du développement et en le garantissant depuis le court et le moyen termes, et en tenant compte du marché.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

La planification comprend tous les acteurs de l'économie et de la société, tient compte des politiques définies et assurent leur appui matériel.

Elle stimule des chaînes productives qui améliorent l'efficacité, l'efficacité et la compétitivité de l'économie, selon des normes de qualité élevées.

En prévoyant le développement dans une vision intégratrice, elle contribue à définir de nouvelles politiques économiques et sociales.

Le développement socialiste se fait en fonction de l'être humain, en prenant en considération les dimensions politique, économique et financière, sociale, démographique, territoriale, scientifique et technique, formative et culturelle, la protection et la conservation des ressources et de l'environnement, entre autres.

La planification prévoit l'équilibre indispensable entre les disponibilités des principales ressources et les besoins, en fonction des objectifs de chaque étape.

La planification du développement économique et social situe au premier plan la formation des ressources humaines et le rôle de la science, de la technologie et de l'innovation à toutes les instances, dans une vision qui assure depuis les court et moyen termes les objectifs stratégiques et accroît la génération, la généralisation et l'appropriation sociale des connaissances et leur application pratique, de façon à provoquer une augmentation de la production et de la productivité.

Le développement intégral des territoires permet de surmonter les principales disproportions entre eux à partir d'initiatives qui tirent profit de leurs potentialités. De même, l'aménagement du territoire et l'urbanisme sont perfectionnés.

**b) La régulation** est associée à l'organisation des transactions et à des aspects en rapport avec la distribution et la redistribution des revenus.

Le cadre régulateur de l'économie est actualisé intégralement, en vue de normaliser le comportement des acteurs, en conformité avec le changement qualitatif souffert par la direction et l'intervention de l'État.

Il s'étend à toutes les formes de propriété et de gestion, en tenant compte des caractéristiques de chacune, grâce à l'utilisation combinée d'instruments directs ou administratifs, et indirects ou économiques.

Les instruments de direction économiques permettent de réguler les intérêts individuels et collectifs, et d'influer sur eux, de façon qu'ils ne s'opposent pas à ceux de l'ensemble de la société.

Les politiques fiscale, monétaire, de change, de crédit et de prix sont conçues en coordination avec le plan et sont utilisées d'une manière cohérente, notamment par des bilans financiers et le contrôle de la quantité d'argent en circulation requis en chaque circonstance, ce qui est essentiel au fonctionnement de la microéconomie.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Le peso cubain est la seule monnaie et le centre du système financier, et il remplit dûment ses fonctions en tant qu'argent, à savoir : servir à mesurer la valeur de moyen de paiement – ou de circulation – et d'épargne ou de thésaurisation.

Il existe un taux de change justifié par rapport aux autres monnaies étrangères acceptées dans le pays.

Le taux de change, ainsi que les taux d'intérêt appliqués aux crédits, servent d'instrument de régulation.

Tout ceci permet de mesurer dûment les faits économiques et l'utilisation d'instruments indirects de direction de l'économie, ce qui induit tous les producteurs, agents de commercialisation et consommateurs à agir en conformité avec les intérêts sociaux.

La politique fiscale – qui comprend les politiques en matière d'imposition et de budget – remplit une fonction importante dans la redistribution de la richesse, garantissant les recettes du budget de l'État, en vue de maintenir les dépenses publiques aux niveaux planifiés et de garantir un équilibre financier adéquat, ce qui contribue à stabiliser le pouvoir d'achat de la monnaie.

Le système fiscal, instrument de direction économique pour redistribuer le revenu, contribue à l'application des politiques visant à perfectionner le Modèle, basé sur le fait que les personnes juridiques et naturelles sont obligées de payer les impôts selon leur capacité économique.

Celui qui perçoit le plus apporte proportionnellement le plus. C'est ainsi que l'on protège les personnes de revenu moindre et que l'on contribue à réguler la concentration de la richesse, l'appropriation privée des résultats du travail d'autrui et les profits dans les formes de propriété et de gestion non étatiques, en vue de leur redistribution en faveur de toute la société.

Des droits sont fixés sur la liquidation et l'adjudication d'héritages, de façon à contribuer de réduire les inégalités ne provenant pas du travail et leur reproduction dans les nouvelles générations.

Des taxes contribuent aussi, entre autres objectifs, à utiliser rationnellement les ressources, à préserver l'environnement et à développer les territoires.

Les entrées et dépenses nécessaires à l'accomplissement des fonctions qui lui incombent sont identifiées objectivement dans le budget de l'État, ainsi que le déficit en résultant et les ressources prévues pour son financement de façon soutenue, en préservant l'équilibre du système monétaire, afin que l'inflation ne se développe pas pour cette raison.

Les prix de gros – dont ceux de collecte des produits agricoles – et les prix de détail se forment en tenant compte du marché intérieur et extérieur. Ils constituent un système intégral, interrelié d'une façon cohérente, de façon à ce qu'ils remplissent leur fonction qui est de mesurer les faits économiques et de stimuler l'efficience.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

L'État établit les politiques des prix à partir desquelles le système entrepreneurial les détermine dans la plupart des cas, sauf pour ceux dont la fixation centralisée serait d'intérêt social et qu'il serait possible de contrôler.

L'État adopte des mesures visant à stabiliser les prix, l'accent étant mis spécialement sur les activités en rapport avec les besoins de base de la population, selon les possibilités de l'économie.

Les prix sont contrôlés par différents instruments de caractère direct et indirect. Entre autres, la régulation de la quantité d'argent en circulation, les taux de change, les mesures permettant de réguler des activités monopolistiques et des actions spéculatives, les achats ou les offres par l'État à des prix adéquats, ainsi que la fixation des prix ou de leurs limites.

Le système bancaire et financier est fortifié pour obtenir des institutions efficaces, efficaces et compétitives, selon les besoins de l'économie, les différents acteurs et territoires, le financement de secteurs prioritaires, la stimulation de l'épargne et l'accès aux services financiers, conformément au Modèle.

L'assurance est un instrument efficace et généralisé pour alléger les risques financiers que courent les personnes juridiques et naturelles face aux imprévus qu'elle couvre, tout en contribuant à l'exécution des mesures permettant de les prévenir ou de s'en protéger.

L'une des fonctions fondamentales de l'État est la régulation du marché pour garantir que celui-ci s'encadre dans le contexte des relations de production socialistes. Parmi ces fonctions, se distinguent celles qui visent à :

1. Procurer aux producteurs des différentes formes de propriété et de gestion des conditions d'accès aux marchés similaires et inciter à des modèles de production et de consommation rationnels, durables des points de vue environnemental et social.
2. Délimiter les domaines ou sphères de la vie économique où le marché est reconnu et utilisé, comment et dans quelle mesure, ainsi que les droits et les obligations des différents types d'acteurs.
3. Établir des normes visant à réguler la compétence et à empêcher des mauvaises pratiques, ainsi que la spéculation, afin de défendre les intérêts sociaux, ceux des producteurs, des agents de commercialisation et des consommateurs.
4. Appliquer un système de protection efficace du citoyen en tant que consommateur, qui couvre, entre autres, la conception du produit et du service, son design, ses récipients, ses emballages, l'information objective sur ses qualités, les services d'information de marché, les garanties, l'indemnisation, la réparation matérielle et morale, selon qu'il convient d'après la loi, les politiques et les régulations des prix concernant les biens d'intérêt social.
5. Empêcher que des acteurs de type monopolistique imposent des conditions contraires aux intérêts de la société.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

### c) **La gestion de l'État** en ce qui concerne la gestion des ressources et la coordination :

Promeut une interaction efficiente entre les acteurs économiques grâce à la coopération, à l'intégration et à la complémentarité des systèmes productifs constitués par diverses formes de propriété et de gestion.

Les formes d'association et d'articulation en des chaînes productives se diversifient en fonction des buts planifiés.

L'État promeut la participation des citoyens, la transparence, le scrutin public et la reddition de comptes. Ainsi que la gestion intégrale et efficiente des ressources humaines par tous les acteurs économiques et sociaux.

Les facultés relatives aux questions stratégiques et aux changements structurels sont concentrées aux instances supérieures. Parallèlement, les instances intermédiaires et de base des structures de gouvernement et des systèmes entrepreneuriaux étatiques décident de la gestion ou de l'administration dans le cadre de leurs compétences respectives.

Les dimensions et la portée de la décentralisation sont actualisées périodiquement en tenant compte, entre autres aspects, des capacités institutionnelles et régulatrices, ainsi que du degré de préparation aux différentes instances.

Les acteurs économiques sont liés à l'économie internationale en vue de leur insertion compétitive et durable, en développant leurs capacités d'exportations et la substitution d'importations réelle.

Le contrat économique joue un rôle fondamental comme instrument permettant de concrétiser les engagements concertés entre les acteurs et exigibles en droit, et prévoit les indemnisations correspondantes.

L'on stimule le renforcement de l'intégration économique avec d'autres pays, en particulier avec ceux de la région.

### d) **Le contrôle** pour prévenir et contrôler la réalisation des objectifs fixés, ainsi que pour permettre la correction des déviations.

Il joue un rôle décisif aussi bien sur le plan intérieur – réalisé par les entités elles-mêmes – que sur le plan extérieur, en particulier le contrôle préventif qui permet de détecter des déviations et des délits, ainsi que d'effectuer les réajustements nécessaires en temps opportun et d'adopter les mesures pertinentes. À cet égard, la comptabilité constitue un instrument indispensable.

Le contrôle des résultats de la mise à jour du Modèle, de ses retombées sur la population, ainsi que la préservation des principes qui le sous-tendent revêt une importance marquante.

Le contrôle interne, étatique et social de la gestion administrative garantit sa transparence, promeut la participation des citoyens et la protection de leurs droits, le scrutin public et la reddition des comptes.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Le système national de statistiques répond aux besoins du nouveau théâtre où interagissent différentes formes de propriété et de gestion, et utilise de manière combinée des méthodes directes et indirectes de collecte d'informations, tels que registres administratifs et comptables, recensements, enquêtes et d'autres méthodes d'estimation.

### CHAPITRE 4. LA POLITIQUE SOCIALE

La consolidation et le développement durable de notre socialisme ne sont possible qu'en préservant les valeurs – spécialement morales, politiques et culturelles – et en élevant la productivité, de façon à augmenter la richesse en vue de la distribuer d'une manière juste.

Le Modèle se caractérise par son essence humaniste, l'unité et l'équilibre adéquat entre le développement économique et le développement social.

Les politiques sociales contribuent à la prospérité, laquelle est en rapport avec la capacité de progresser aux échelons des collectivités, des familles et des individus, dans les domaines économique, social et culturel, accompagnés de bien-être dans la vie personnelle et sociale et au travail.

L'idéal de prospérité des citoyens repose sur des projets de vie rationnels, individuels et collectifs, réalisables en accord avec les valeurs de notre société et fondés principalement sur les revenus provenant du travail et sur les droits constitutionnels.

La prospérité dépend de nombreux facteurs, notamment de la création de la richesse et de la participation à sa juste distribution, de l'efficacité du système d'éducation, de santé, de la culture, du sport, de l'administration publique, du logement et des services de base, de l'ordre public, de la sécurité citoyenne, ainsi que de la discipline sociale.

La justice sociale, l'égalité de chances, la non-discrimination et les droits de tous les citoyens influent aussi sur les valeurs de notre société. Ainsi que de la préservation de l'environnement, de la communication sociale, du niveau de vie matérielle et spirituelle et de sa qualité, du climat de travail et des résultats de la science, de la technologie et de l'innovation.

La possibilité réelle du peuple de participer aux processus culturels, d'être pleinement formé pour jouir pleinement du meilleur de l'art et de la littérature, ainsi que pour faire face d'une manière critique à tout ce que l'industrie culturelle hégémonique a de nocif, contribue de même à la prospérité.

La stabilité économique et sociale est importante, sans insécurité ni incertitude quant à l'avenir personnel et familial des citoyens, ce qui constitue une conquête essentielle à consolider.

#### 4.1. Les droits économiques et sociaux

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Ils se matérialisent toujours plus réellement selon les clauses de la Constitution de la République.

Le droit au travail est garanti par des politiques qui favorisent la création de sources d'emploi dans différents secteurs, selon différentes formes de propriété et de gestion, en fonction de la stratégie de développement.

Les services sociaux gratuits et subventionnés sont développés dans toute la mesure des possibilités objectives, dans l'équité et la justice sociale.

L'on prête une attention spéciale à ce que toute la population dispose de conditions d'habitat et de logement dignes, y compris la subvention de l'État aux familles dont la situation économique l'exige, selon les possibilités objectives de l'économie.

L'État garantit à tous gratuitement les services d'éducation et de santé, aux normes de qualité reconnues à l'échelle internationale. Des services complémentaires et de nature non fondamentale dont il décidera sont payants.

La loi fixe le niveau scolaire minimum obligatoire.

L'éducation et la formation de valeurs chez les nouvelles générations, ainsi que la qualification des ouvriers, des paysans, des techniciens, des professionnels et des scientifiques se perfectionnent constamment à partir du principe, posé par Martí, du lien entre l'étude et le travail dans les nouvelles conditions, conformément aux besoins du développement socialiste.

Le système d'éducation assure la formation de la force de travail qualifiée, selon les capacités et les besoins du développement du pays et de chaque territoire, à partir d'une formation vocationnelle et d'une orientation professionnelle adéquates.

L'État garantit l'égalité des chances dans l'exercice du droit d'accès à l'enseignement supérieur, en accord avec la formation et la capacité des aspirants.

Les institutions compétentes appliquent des politiques sociales qui contribuent à l'éducation intégrale – citoyenne, civile, éthique, formelle, juridique, sexuelle, environnementale, entre autres – des individus et des familles, et à la création de conditions requises pour élever leur rôle et leur responsabilité dans leur bien-être et leur soutien.

L'on prête une attention spéciale à la participation à la vie culturelle et à l'élévation de la culture générale, à la création artistique et littéraire, à la capacité d'apprécier l'art, à la promotion de la lecture et à l'enrichissement de la mémoire historique et de notre identité.

L'on cultive le goût de la beauté et la disposition à trouver des réponses aux besoins esthétiques et éthiques quotidiens dans le design où s'entrelacent le fonctionnel et l'artistique.

Les possibilités de loisirs et d'utilisation du temps libre, qui tiennent compte des intérêts, des préférences et des traditions des différents groupes d'âge et segments de la population,

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

sont diversifiées. L'on applique des politiques qui stimulent l'accès de tous aux produits culturels de la plus haute qualité, conformément aux possibilités de l'économie.

La famille, l'école, les éducateurs et la communauté, entre lesquels l'État favorise et stimule un lien permanent, jouent un rôle important dans la formation intégrale des nouvelles générations aux valeurs.

On élève la fonction de la famille comme cellule fondamentale de la société, responsable du plein bien-être de ses membres et de leur subsistance, ainsi que de la formation et de la préparation des nouvelles générations.

L'on garantit le droit universel à la pratique massive des activités physiques et récréatives, en tenant compte des besoins et des intérêts des différents segments de la population.

L'on accède d'une manière analytique, critique et sélective, grâce aux moyens de communication et d'information, à la production culturelle, scientifique et technologique nationale et internationale, de façon à assimiler ce qui contribue au développement économique et social, conformément aux valeurs de notre société socialiste.

L'on développe intégralement le travail social et les tâches de prévention et d'éducation depuis la communauté avec tous les acteurs concernés, jusqu'aux instances supérieures d'une manière concertée et coordonnée.

Les subventions visent à satisfaire les besoins essentiels des personnes les requérant, particulièrement en matière d'alimentation, de santé, d'hygiène, de logement et de conditions de vie, parce qu'elles ne peuvent pas travailler, parce qu'elles n'ont pas de familles qui leur offrent un soutien ou parce qu'elles se trouvent dans des conditions de risque ou de vulnérabilité.

L'on encourage la permanence ou le retour des familles et des jeunes dans les communautés rurales, surtout dans celles qui possèdent de plus grandes potentialités productives.

La situation démographique fait l'objet d'une attention prioritaire afin d'inverser la tendance de la population à la décroissance, en prêtant une attention spéciale à la fécondité et à la promotion de mécanismes qui la stimulent.

L'on aborde intégralement le vieillissement de la population dans tous les domaines concernés, entre autres l'adéquation de l'environnement urbain, les services de santé spécialisés, les soins au troisième âge, la satisfaction de leurs besoins et la promotion de leur participation active à la vie sociale et économique, en stimulant l'emploi de toutes les personnes aptes au travail.

L'État encourage des actions pour satisfaire les besoins sociaux et économiques de tous les segments de la population, notamment les femmes, les personnes du troisième âge, les enfants, les jeunes et les adolescents, ainsi que pour prévenir et contrecarrer toutes les

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

formes de discrimination et toutes les manifestations de violence dans les relations interpersonnelles.

L'on assure la prestation subventionnée de services de soins aux personnes en ayant besoin grâce à des institutions rattachées à différentes formes de propriété et de gestion.

L'élévation des conditions de vie constitue un objectif prioritaire permanent, l'accent étant mis sur l'alimentation, l'accès à l'eau potable, au transport en commun, au logement, à la culture, au sport, aux activités sportives et aux loisirs, aux services de soins et à l'appui au foyer, entre autres.

### **4.2. Le travail comme source de bien-être et de prospérité**

La distribution de la richesse créée en correspondance avec le travail apporté par chacun est l'expression concrète de justice sociale et un facteur de motivation important pour que toutes les personnes aptes au travail sentent le besoin de travailler, de façon à promouvoir ainsi une culture de producteurs.

Le travail comme source de revenus principal sous-tend des conditions de vie dignes pour tous, et permet aux personnes d'élever leur bien-être matériel et spirituel et de concrétiser leurs projets de vie individuels et familiaux.

Par conséquent, il existe des différences de revenus entre ceux qui travaillent, selon la quantité, la qualité et la complexité de leur travail et les résultats obtenus.

Les travailleurs sous toutes les formes de gestion et de propriété exercent d'une manière responsable leurs droits et leurs devoirs, en fonction de la justice sociale et sans discrimination, dont le droit de s'affilier volontairement et de constituer des organisations syndicales de base, en accord avec les principes unitaires fondateurs de la Centrale des travailleurs de Cuba – ou, le cas échéant, des organisations de base de l'Association nationale de petits agriculteurs – qui les représentent et les défendent conformément à la loi.

Quiconque travaille est protégé par la sécurité sociale, indépendamment de la forme de propriété ou de gestion dans laquelle il est employé.

La corrélation entre la dynamique des prix de détail et les revenus provenant du travail, des pensions ou des retraites fait l'objet d'un contrôle visant à protéger les revenus réels des travailleurs, des retraités et des bénéficiaires de l'assistance sociale.

D'autres revenus légitimes ne provenant pas du travail, tels que les envois de fonds familiaux, les héritages, la vente du patrimoine personnels, entre autres, sont aussi reconnus conformément à la législation en vigueur.

La propriété personnelle de biens d'usage et de consommation est protégée, son augmentation rationnelle à partir de revenus licites étant encouragée.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

L'on applique des politiques qui tiennent compte du caractère des besoins que satisfont les différents produits et services et de l'intérêt social d'encourager ou de décourager leur consommation.

Le réseau commercial est diversifié, avec des offres de biens et services qui garantissent la qualité et le niveau de vie, selon les possibilités de l'économie et les caractéristiques de chaque territoire, y compris les technologies modernes de communication, d'information et de loisirs, tout en promouvant une culture de consommation rationnelle en accord avec les valeurs de notre société.

Sont offerts de produits et des services qui facilitent l'incorporation des membres de la famille au travail et favorisent l'attention aux enfants et aux personnes du troisième âge.

L'État réglemente la publicité, orientée vers la consommation responsable et durable, basée sur des principes éthiques et esthétiques sans rapport avec n'importe quelle forme de tromperie, de discrimination ou d'offense envers n'importe quel secteur de la société, et sans promotion de symboles porteurs de messages colonialistes et favorables au capitalisme.

### REMARQUES FINALES

La mise à jour du Modèle économique et social de développement socialiste cubain constitue une nécessité pour que la construction du socialisme à Cuba devienne irréversible et se développe.

Il s'agit d'un processus complexe qui comprend une grande quantité de tâches et d'actions interdépendantes, identifiées selon une projection stratégique en vue de la mise en œuvre des Orientations.

Ce processus se déroule en butte aux fortes restrictions qu'imposent le blocus, l'agression permanente des ennemis de la Révolution qui s'acharnent à la détruire et la difficile et incertaine situation internationale, tandis que notre pays prône la consolidation de l'intégration latino-américaine et caribéenne, l'accomplissement de ses engagements internationaux et sa participation aux différentes instances de coopération et d'intégration.

Il faut avancer sans hâte mais sans pause, de façon ordonnée et disciplinée, à partir des principes de notre socialisme, notamment des idéaux d'égalité et de justice de la Révolution, sans rompre l'unité de la majorité du peuple autour du parti, sans « thérapies de choc » qui frappent la population, en veillant tout spécialement aux effets des changements sur la population à revenu plus bas.

Il faut du temps et un contrôle et une évaluation systématiques de leurs retombées économiques et sociales pour corriger opportunément ce qu'il faudra corriger, sans s'arrêter devant les obstacles. Par conséquent, les résultats seront atteints graduellement.

Les débats, les échanges d'idées, les stratégies de communication et d'autres actions contribuant à modifier des conceptions et des pratiques désuètes, qui constituent le

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

principal obstacle à la mise à jour du Modèle, sont importants.

La mise à jour du Modèle exige la participation et la préparation de tout le monde, notamment des travailleurs, ainsi que des jeunes auxquels incombe un rôle décisif dans la concrétisation de la vision de notre pays comme une nation souveraine, indépendante, socialiste, prospère et durable, l'accent devant être mis sur le renforcement des valeurs morales, politiques et culturelles.

*[...] « Il faut assurer plus d'explications au peuple, plus de discipline et d'exigence, ainsi qu'un suivi plus vaste et plus proche des changements en cours. Il faut avoir, comme nous l'avons dit, les oreilles et les pieds bien collés à la terre<sup>2</sup>. »*

Les nouvelles générations sont des protagonistes vitaux à la recherche de solutions révolutionnaires en rapport avec leurs attentes, à partir d'une vie active, transformatrice, combative, de travail et de dévouement, engagée envers la Révolution et le socialisme.

Le Parti communiste de Cuba impulse, exige et contrôle la mise à jour du Modèle, conformément à la présente Conceptualisation, où qu'il agisse, et développe des stratégies de formation politique et idéologique efficaces, attirantes et créatrices.

Théorie et pratique devant interagir dans le contexte de scénarios nationaux et internationaux dynamiques, il faudra mettre à jour le Modèle selon la périodicité requise.

Nous relèverons les défis et saisirons les occasions découlant de la recomposition en cours du système international qui se caractérise par les contradictions croissantes entre l'impérialisme et les peuples, entre ceux-ci et les oligarchies, et entre une foule d'acteurs, dans un environnement changeant et toujours plus interdépendant, de menaces à la paix et à la sécurité internationales, de crise systémique et insoutenable.

Dans ce contexte, les États-Unis et leurs alliés luttent pour conserver leurs positions de domination impérialiste sur les terrains économique, politique, militaire, technologique, culturel et communicationnel, face à l'essor de nouveaux pôles de pouvoir mondial et régional, face aux forces qui luttent pour un monde plus juste, équitable et durable, et qui s'opposent à la mainmise des transnationales, à la concentration accélérée de la richesse et à l'aggravation de la pauvreté, de l'inégalité et du sous-développement.

Nous participerons activement à la promotion de la concertation politique et de l'intégration de Notre Amérique, en particulier au sein de l'ALBA et de la CELAC, en application de la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme Zone de paix, face à l'offensive de l'impérialisme et des forces de droite.

Nous continuerons de développer des relations larges et polyvalentes avec les pays qui édifient le socialisme, avec les nations sœurs du Sud, fondées sur la solidarité, la coopération et l'avantage mutuel, et avec les pays industrialisés en fonction des principes de l'égalité souveraine, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et des avantages réciproques.

---

<sup>2</sup>Du Rapport central au Septième Congrès du Parti, avril 2016.

## CUBA OU L'INTELLIGENCE POLITIQUE

Nous contribuerons aux processus multilatéraux et aux organisations internationales, conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies et du droit international, principalement pour défendre les intérêts des nations du Sud.

Exerçant pleinement notre indépendance et notre autodétermination, défendant notre souveraineté et nos intérêts nationaux, nous relèverons les défis et saisirons les occasions découlant des progrès de nos relations avec les États-Unis d'Amérique, notamment en ce qui concerne les modifications introduites dans le blocus économique, commercial et financier.

Nous continuerons par nos efforts à développer notre pays et à améliorer le bien-être, en vue de consolider les acquis de la Révolution et d'impulser la construction de notre socialisme prospère et durable.

Raúl Castro Ruz, premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba et président des Conseils d'État et des ministres, a fait les réflexions suivantes : « *Sans vouloir être le moins du monde chauvin, j'estime que Cuba fait partie des rares pays au monde à posséder les conditions requises pour transformer son modèle économique et sortir de la crise sans traumatismes sociaux, parce que nous avons tout d'abord un peuple patriotique, qui connaît la puissance et la force que représentent son unité monolithique, la justice de sa cause, sa préparation militaire et son niveau d'éducation élevé, et qui est fier de son histoire et de ses racines révolutionnaires*<sup>3</sup>. »

---

<sup>3</sup>Clôture du Sixième Congrès du Parti communiste de Cuba, avril 2011.